

@

RENCONTRES INTERNATIONALES DE GENÈVE



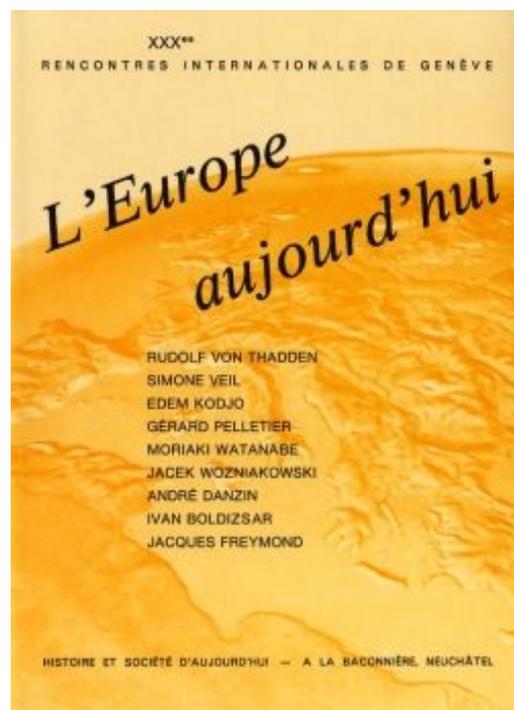
TOME XXX
(1985)

L'EUROPE
AUJOURD'HUI

Rudolf VON THADDEN — Simone VEIL
Edem KODJO — Gérard PELLETIER
Moriaki WATANABE — Jacek WOZNIAKOWSKI
André DANZIN — Ivan BOLDIZSAR
Jacques FREYMOND

L'Europe aujourd'hui

Édition électronique réalisée à partir du tome XXX (1985) des Textes des conférences et des entretiens organisés par les Rencontres Internationales de Genève. Les Éditions de la Baconnière, Neuchâtel, 1986, 384 pages. Collection : Histoire et société d'aujourd'hui.



Promenade du Pin 1, CH-1204 Genève

TABLE DES MATIÈRES

(Les tomes)

[Introduction](#) — [Allocution d'ouverture](#)

[L'ALLEMAGNE ET L'EUROPE](#)

[Introduction par Bronislaw Baczko](#)

[Conférence de Rudolf VON THADDEN](#)

[Entretien](#)

[Table ronde : L'Europe et les régions](#)

[Table ronde : La nouvelle conscience de l'Europe](#)

[L'EUROPE A DOUZE](#)

[Introduction par Georges-André Chevallaz](#)

[Conférence de Simone VEIL](#)

[Entretien](#)

[Table ronde : Les universités et l'Europe](#)

[Table ronde : Rétrospective et vues d'avenir](#)

[L'EUROPE VUE DU LARGE](#)

[Introduction par Bernard Ducret](#)

[Conférence de Edem KODJO](#)

[Conférence de Gérard PELLETIER](#)

[Conférence de Moriaki WATANABE](#)

[Table ronde : L'Europe et l'audiovisuel](#)

[L'EUROPE VUE DE LA VISTULE](#)

[Introduction par Alexandre Bruggmann](#)

[Conférence de Jacek WOZNIAKOWSKI](#)

[Entretien](#)

L'Europe aujourd'hui

SCIENCE ET RENAISSANCE DE L'EUROPE

Introduction par Herwig Schopper

Conférence d'André DANZIN

Table ronde : Face au risque et à l'incertitude : projet Europe

L'IDENTITÉ EUROPÉENNE : UN HÉRITAGE COMMUN DE L'EST ET DE L'OUEST

Introduction par Denise Bindschedler-Robert

Conférence d'Ivan BOLDIZSAR

Entretien

QUEL AVENIR POUR L'EUROPE ?

Introduction par Jean Starobinski

Conférence de Jacques FREYMOND

Table ronde des conférenciers

*

Index : Participants aux conférences, entretiens et tables rondes

@

L'Europe aujourd'hui

Le compte rendu définitif des entretiens et tables rondes a été établi par M. André DUCRET, docteur en sociologie, chargé d'enseignement à l'Université de Genève, et par M. Pascal AMPHOUX, architecte, géographe, assistant à l'Université de Genève.

Une série de cassettes sonores complète très utilement cet ouvrage. Elles ont été enregistrées lors de la trentième session des Rencontres Internationales de Genève et contiennent des entretiens et des discussions entre les conférenciers et les invités susceptibles de venir enrichir les textes de cet ouvrage, associant ainsi, pour une fois, de la meilleure manière, l'écrit à l'oral. Ces cassettes peuvent être obtenues auprès du secrétariat du Domaine parlé de la Radio Suisse Romande, Espace 2, 40, avenue du Temple, 1010 Lausanne.

Le document photographique de la couverture de cet ouvrage est repris de la jaquette de Europa Aeterna (6^eéd.), vol. II, Zurich, Editions Max S. Metz, 1957.

INTRODUCTION

@

p.007 Les trentièmes Rencontres Internationales de Genève ont lieu durant l'année qui marque le quarantième anniversaire de l'arrêt des combats de la Seconde Guerre mondiale. Les premières Rencontres avaient été organisées, en 1946, pour répondre à l'exigence du moment. Elles avaient choisi pour thème *l'esprit européen*. Le monde entrait dans l'âge atomique. La découverte des camps d'extermination hitlériens révélait la face cachée du totalitarisme. Il fallait réinventer l'Europe, renouer avec un autre passé, retrouver les traits d'un visage défiguré ; mais aussi entrevoir les chances d'une reconstruction, penser un avenir de liberté. En attendant que les Etats instaurent de nouvelles règles d'existence commune, il était nécessaire d'offrir un lieu favorable à la discussion, quand renaissait la possibilité du dialogue. Le pari des premières Rencontres fut tenu, et Genève put ainsi devenir le centre privilégié où — sans mandat officiel, c'est-à-dire dans le risque de la pensée libre — écrivains, philosophes, hommes d'action, théologiens, scientifiques, artistes sont venus régulièrement confronter leurs convictions et leurs interprétations face aux défis du monde contemporain. Dans la mesure du possible, les Rencontres Internationales de Genève ont requis la participation de représentants de tous les continents, puisque les temps étaient venus d'un souci global pour le sort de l'humanité.

A nouveau, l'Europe s'impose à notre réflexion. Non pas seulement en raison de l'anniversaire que je viens de rappeler, et du bilan que tout anniversaire invite à dresser. Mais parce qu'un appel se fait assez généralement sentir. Le monde semble s'apprêter à de nouvelles échéances, et la question du rôle que pourrait jouer l'Europe, ou du sort qui lui serait réservé si elle n'assumait pas son rôle, se pose avec une acuité accrue. En portant le débat sur l'Europe aujourd'hui, nous souhaitons que l'on s'attache à définir avec clarté les tâches les plus urgentes, les initiatives les plus nécessaires, les réponses les plus efficaces.

p.008 Il ne fait pas de doute : l'Europe occidentale a évolué vers plus de démocratie ; elle a conquis plus de bien-être social, et celui-ci, en dépit de la crise, ne semble pas, pour l'instant, devoir être remis en question ; les

L'Europe aujourd'hui

anciennes possessions coloniales de l'Europe sont maintenant des Etats indépendants. En revanche, l'Europe a découvert sa dépendance énergétique. De nouveaux rapports économiques et politiques se sont établis avec les superpuissances et avec le reste du monde. Il importe d'analyser avec précision cette situation, dont dépend, davantage peut-être qu'il ne semble, la sauvegarde des progrès réalisés par les sociétés de l'Europe occidentale. Plus généralement, la question se pose du prix que les Européens doivent consentir à payer pour rester les maîtres de leur destin.

L'Europe, assurément, a dû commencer par payer le prix de ses fautes. Elle avait été le foyer initial des guerres mondiales du premier demi-siècle. Les anciens adversaires, désenchantés des nationalismes et des idéologies, sont maintenant partenaires : je veux parler de la France et de l'Angleterre d'une part, de l'Allemagne et de l'Italie d'autre part. Mais l'Europe occidentale n'est pas l'Europe entière. Et force est bien de constater que les limites de l'occupation militaire de 1946 se sont durcies en une frontière politique, et que cette frontière sépare des systèmes d'organisation sociale difficilement compatibles. Des armes sont mises en place, des armées sont à l'entraînement. En dépit d'un traité sur la paix et la sécurité en Europe, on voit se développer une inquiétude : comment sauvegarder la paix, et surtout : comment la sauvegarder à des conditions qui ne soient pas celles qu'imposerait l'une des parties ?

La division politique du continent européen coïncide-t-elle avec une division des cultures ? Non, à coup sûr, si l'on considère les sciences physico-mathématiques, les techniques de télécommunication, l'astronautique, etc. Non, encore une fois, si l'on songe aux sources qui, à partir de Rome et de Byzance, sans oublier Athènes et Jérusalem, ont alimenté les grandes productions de la vie religieuse, de la philosophie, de la littérature, de l'art. Il n'en reste pas moins que le rapport au reste de l'Europe a souvent fait problème dans l'intelligentsia russe, et qu'à l'heure actuelle la culture — sa notion même et les fonctions qui lui sont dévolues — n'est ni conçue ni gérée de la même manière dans ^{p.009} les deux parties du continent. La circulation des idées et des personnes n'est pas ce qu'on souhaiterait qu'elle soit...

Il y eut une Europe chrétienne, trop longtemps déchirée par les luttes confessionnelles. On se souvient du titre de Novalis : *Europa, oder die*

L'Europe aujourd'hui

Christenheit. Un rapprochement prudent s'opère entre Rome et la Réforme. Assurément, la vocation des Eglises est universelle : elles lancent leur message à tous les continents. Il n'est pas illégitime, toutefois, de s'interroger sur les conditions dans lesquelles l'Europe persiste à être chrétienne.

L'Europe occidentale s'est dotée d'institutions communautaires ou supranationales. A quels résultats sont-elles parvenues ? Quelles difficultés les entravent ? Quelles tâches nouvelles pourront-elles assumer ? Au début du siècle dernier, en appelant de leurs vœux un « parlement européen », Saint-Simon et ses disciples souhaitaient susciter un « patriotisme européen », et proposer aux nations un « but commun d'activité ». Nous en sommes loin encore. Les considérations « d'intérêt national » sont loin d'être surmontées. Et ce n'est pas uniquement la mauvaise volonté, ou l'égoïsme des Etats qui les dictent. En bien des cas, les intérêts nationaux ne font que relayer les contraintes que les catégories socio-professionnelles ou les groupes de pression, à l'intérieur de chaque société, font peser sur les gouvernements. A l'opposé, l'attitude mondialiste estime que l'eurocentrisme est désormais dépassé, et que les problèmes de notre époque doivent être résolus à l'échelle planétaire. Mais s'il était vrai que, dans l'intérêt même d'un meilleur équilibre mondial, un renforcement de la cohésion de l'Europe occidentale est indispensable, il faudrait se demander si nous ne sommes pas trop souvent tentés d'éluder nos responsabilités européennes, au profit de causes qui constituent des diversions et des échappatoires. L'Europe, si elle se veut créatrice de valeurs, doit se prémunir contre le sentiment du vide et le désenchantement. Les romantismes de la marginalité, les vendettas régionales, le miroir aux alouettes des lointaines « révolutions culturelles », ont été, pour l'avant-dernière génération, les indices d'une insatisfaction qui eût dû trouver à mieux s'employer et qui, bien souvent, a su accéder à une tardive clairvoyance. Pour la nouvelle génération, les choix sont ouverts.

p.010 C'est pourquoi il importera, au cours de ces Rencontres, de prêter attention à tous les organismes nouveaux que l'effort des « bons Européens » a mis en place depuis quarante ans : systèmes économiques et monétaires, Cour de justice, Parlement, Centre européen de la recherche nucléaire, structures d'échange entre théâtres, universités, musées, conservatoires (sans oublier les organisations sportives). Ces débats devraient servir à définir des perspectives d'avenir. Ils devraient préciser le rôle que la Suisse et Genève peuvent y jouer.

L'Europe aujourd'hui

Il appartiendra aux sociologues de définir les réalités qu'il faut prendre en compte : problèmes démographiques, chômage, main-d'œuvre immigrée, problèmes liés aux reconversions industrielles. Des phénomènes inquiétants, tels que la xénophobie et, sporadiquement, la résurgence du racisme, ne devraient pas être négligés.

Les historiens auront aussi leur mot à dire. Une relecture du texte des Rencontres de 1946 devrait permettre d'évaluer les changements du climat intellectuel, de porter jugement sur les enthousiasmes, les illusions, les espoirs légitimes de l'immédiat après-guerre. Mais il n'est pas exclu que, pour nous, l'image du plus lointain passé de l'Europe, de ses origines mêmes, se soit modifiée. Et il faudra le dire, si nous y trouvons de nouvelles sources d'inspiration.

Enfin, rien ne serait plus contraire à l'esprit européen que de ne considérer que l'Europe seule, séparée du reste du monde, dans un colloque qui se déroulerait entre Européens. Les liens historiques si étroits qui nous rattachent aux deux Amériques sont d'une telle évidence qu'il sera indispensable d'entendre dire, par des voix compétentes, ce que les Américains attendent de l'Europe, comment ils la voient, quels jugements il portent sur ces problèmes, dans quel sens ils souhaitent voir évoluer leurs relations. D'autres témoignages, exprimant le point de vue d'autres cultures et d'autres parties du globe — fussent-ils sans aménité — ne sont pas moins nécessaires. L'un des aspects les plus marquants de l'esprit européen a été de se critiquer lui-même, à travers le regard des autres, et de répondre à cette critique par une plus juste affirmation de soi. L'on souhaite que les Rencontres Internationales de 1985 apportent la preuve que cette capacité d'affrontement n'a pas décliné.

Jean Starobinski

@

L'Europe aujourd'hui

ALLOCUTION D'OUVERTURE

DE LA XXX^e SESSION DES RENCONTRES INTERNATIONALES DE GENÈVE

par Jean Starobinski
président des Rencontres Internationales de Genève

@

p.011 Je voudrais, aussi brièvement que possible, m'acquitter de trois devoirs inauguraux :

Premièrement, souhaiter la bienvenue aux conférenciers, aux invités étrangers et suisses, aux présidents des « tables rondes ». Celles-ci occuperont presque toutes les matinées et les après-midi de cette semaine. Leur dire notre reconnaissance. Souhaiter aussi la bienvenue au public, celui qui est présent ce soir, en cette salle, celui aussi que nous atteignons au loin grâce à la collaboration de la presse, de la radio, de la télévision.

Mon second devoir est de présenter et justifier notre thème. Le présenter, non pas le traiter. Dans l'introduction du programme imprimé, me faisant l'interprète de notre comité, j'ai indiqué, très schématiquement, quelques-uns des problèmes qui s'offrent à notre réflexion. Je n'y ajouterai qu'un petit nombre de remarques.

Depuis quelques années, des changements importants se sont produits en Europe : dans les institutions, dans les « mentalités », dans les relations politiques. Nous n'étions pas les seuls à le constater, il y a dix-huit mois, en adoptant notre thème. Dans l'intervalle, colloques, tables rondes, publications se sont multipliés sur le sujet, un peu partout. Nous arrivons tard. Mais le débat reste, enfin, avec des données encore modifiées ; la matière ne nous manquera pas, pour peu que nous ne nous contentions pas de vœux pieux. J'ai bon espoir que nous n'esquiverons pas les aspérités du réel, car, parmi les participants à nos débats, nombreux sont ceux qui ont acquis leur connaissance de l'Europe au contact même du p.012 réel ; et si, dans la recherche historique ou sociale, dans la direction des affaires, dans la négociation, dans la vie politique, quelques-uns d'entre eux nous quittent après une rapide escale à Genève, nous ne leur en

L'Europe aujourd'hui

faisons pas reproche : ils repartent pour affronter le réel de l'action, qui n'attend pas... Nous leur savons gré de ce temps qu'ils nous auront consacré.

Ces XXX^{es} Rencontres Internationales de Genève reprennent à dessein le sujet des premières : *l'esprit européen*. Les actes de ces premières Rencontres — comme de toutes celles qui ont suivi — ont pris forme de livre. Une confrontation avec 1946 s'imposait : c'est l'occasion de faire le point, de mesurer l'écart des situations pour regarder le présent et nous interroger sur demain.

Mon troisième devoir, puisque anniversaire il y a, c'est de rappeler comment sont nées, en 1945-1946, les Rencontres Internationales de Genève ¹. Deux mois après la fin des hostilités, en juin 1945, un particulier, Emile Bercher, s'adresse à Antony Babel, recteur de l'Université, pour lui soumettre un projet : ne pourrait-on instituer des Semaines, ou des Journées de Genève, sur le modèle des Semaines musicales de Lucerne, dans le domaine littéraire, philosophique, théâtral ? Bercher gagne à ses vues des personnalités du monde universitaire et artistique : Henri de Ziegler, Marcel Raymond, Victor Martin, Ernest Ansermet, Henri Gagnebin, Samuel Baud-Bovy (alors conseiller administratif), Philippe Albert. Le Sénat de l'Université apporte son appui à l'entreprise, tout en souhaitant qu'elle demeure indépendante. Les pouvoirs publics et quelques institutions privées promettent la base budgétaire. Sous la présidence d'Antony Babel, un comité de direction se met à la tâche. Marcel Raymond est chargé des conférences ; Ernest Ansermet prend la responsabilité des concerts, René Dovaz des spectacles.

Les premières Rencontres Internationales de Genève durent deux semaines : elles comportent neuf conférences, cinq séances de discussion seulement, mais s'entourent d'un véritable festival : deux ^{p.013} représentations de *Fidelio*, deux concerts de W. Backhaus, dont l'un avec le quatuor Lœwenguth, trois représentations de *l'Annonce faite à Marie*, par le théâtre de l'Athénée-Louis Jovet ; une lecture de Valéry par Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud ; deux concerts dirigés par E. Ansermet (dont *l'Histoire du Soldat* de Stravinski) ; la projection de quatre films étrangers, sous le titre un peu ambitieux de Festival européen du cinéma. En tête du programme, on lisait ces lignes, signées du comité d'organisation :

¹ Ce rappel historique est établi sur la base de documents rassemblés par Bruno Ackermann, que nous tenons à remercier.

L'Europe aujourd'hui

Rien de plus difficile que de parler d'une chose dans laquelle on vit depuis six mois. Rien de plus délicat que de définir ce qui n'est pas encore, et qui sera — peut-être. Aussi ne tenterons-nous même pas de le faire. Nous voulons simplement exprimer ici un espoir qui est en même temps un acte de foi.

Il faut que septembre 1946 apporte à tous ceux qui viennent à Genève une réponse qui soit aussi un symbole. L'incantation puissante de Beethoven (le plus universel des Européens), la sagesse infinie d'un Valéry, d'un Claudel, d'un Ramuz — créeront le climat idéal pour une telle expérience. De la *rencontre* d'un Benda, d'un Bernanos, d'un Jaspers, d'un Flora, avec un Lukacs, un Spender, un Salis, un Rougemont, un Guéhenno doit naître une énergique affirmation d'existence.

Cette affirmation, envers et contre tous ceux qui veulent douter de l'Europe, nous l'attendons. Nous sommes certains qu'elle naîtra. Nous espérons, si peu que ce soit, y avoir contribué.

On ne peut qu'admirer la rapidité avec laquelle les Rencontres sont passées du projet à la réalité ; on doit admirer aussi la convergence d'efforts où se sont associés l'initiative individuelle, l'Université, les pouvoirs publics de notre ville et un groupe d'artistes et d'intellectuels de grande envergure (je ne les ai pas tous nommés) qui n'ont pas hésité à consacrer, à titre entièrement gracieux par civisme genevois, par civisme européen, beaucoup de leur temps et de leurs énergies au service d'une cause qui leur semblait bonne.

Nous voudrions, quant à nous, ne pas faillir à la tâche qu'ils ont définie et qui, tant s'en faut, n'est pas terminée : « l'énergique affirmation d'une existence ».

@

L'ALLEMAGNE ET L'EUROPE ¹

INTRODUCTION

par Bronislaw Baczko
professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Genève

@

p.015 J'ai l'honneur et le vif plaisir d'accueillir parmi nous Rudolf von Thadden, professeur à l'Université de Göttingen.

Rudolf von Thadden est un éminent historien dont les nombreux ouvrages portent sur l'histoire moderne et contemporaine, notamment sur l'histoire religieuse et l'histoire des institutions. Il a travaillé sur les prédicateurs prussiens et brandebourgeois aux XVI^e et XVII^e siècles. Son livre sur la Restauration en France apporte une analyse magistrale, dans l'esprit de Tocqueville, de la consolidation des institutions politiques modernes, celles de l'Etat-nation, issues de la Révolution française. Dans une perspective largement comparative, Rudolf von Thadden a étudié un phénomène fascinant pour tout historien : la persistance des structures de l'Etat au-delà des conjonctures politiques mouvantes. Tout récemment, a été publié, sous la direction de Rudolf von Thadden et de Michelle Magdalène, un beau livre sur le refuge huguenot. Descendant des Huguenots, et protestant lui-même, Rudolf von Thadden a analysé la Réforme non pas seulement comme un phénomène historique aux dimensions multiples mais surtout comme un message vivant, partie intégrante de notre patrimoine spirituel et culturel. J'apprends que vient de paraître, en traduction française, son livre *La Prusse en question (Fragen nach Preussen)*, qui a suscité un large débat en Allemagne et dans lequel il remet en question les idées stéréotypées sur la Prusse, sur le rôle qu'elle a joué dans l'histoire allemande et européenne.

Rudolf von Thadden a déjà participé à nos Rencontres ; il n'est pas, peut-être, inutile de rappeler, qu'après la guerre, jeune garçon déplacé par la guerre de sa terre natale, il a fait ses études dans un collège à Coppet et venait souvent à Genève. Ainsi, il est, parmi nous, un peu chez lui.

¹ Le 16 septembre 1985.

L'Europe aujourd'hui

Rudolf von Thadden fait partie de ces historiens, toujours relativement rares, qui ne s'enferment pas dans le passé qu'ils étudient mais dont l'œuvre est un lieu de dialogue permanent entre les préoccupations du présent et la connaissance du passé. Interroger le passé à partir du présent et comprendre notre époque comme chargée d'une longue histoire ne font qu'un dans ^{p.016} son œuvre et dans sa réflexion. Ainsi par cette œuvre, par sa biographie même, Rudolf von Thadden est particulièrement bien placé pour nous parler de l'Allemagne en tant qu'Européen et de l'Europe en tant qu'Allemand.

Je me réjouis vivement que nos Rencontres s'ouvrent précisément par sa conférence qui porte sur l'Allemagne et l'Europe. Il me semble, en effet, que le discours sur l'Europe risque trop souvent de sombrer dans une sorte d'irénisme aussi tiède que facile. Nous sommes tous, pour ainsi dire, d'avance acquis à l'idée de l'Europe. Mais dès que nous abordons l'Allemagne, son passé et son présent, nous nous trouvons à la fois au cœur de l'Europe et face aux problèmes que doit affronter l'Europe d'aujourd'hui. Avec l'Allemagne, les problèmes européens se compliquent singulièrement ou plutôt révèlent leur complexité. L'Allemagne n'est pas seulement déchirée elle-même entre l'Est et l'Ouest. Cette déchirure a également comme conséquence de produire l'illusion, fautive et néfaste et qui pourtant s'enracine imperceptiblement dans nos mentalités, d'une Europe coupée en deux, de l'effacement définitif de l'Europe centrale. L'interrogation de l'Allemagne sur son avenir et notamment sur sa place en Europe suscite aujourd'hui plus de débats qu'ailleurs, débats passionnés et parfois angoissants. Nous savons bien que, de l'avenir de l'Allemagne, de ses choix, dépend largement l'avenir de l'Europe. Il n'appartient pas à l'historien que je suis de scruter l'avenir ; dans cette corporation, dont Rudolf von Thadden et moi faisons partie, nous avons déjà trop à faire en essayant de décrypter le passé. Néanmoins, imaginons pour un moment l'Allemagne prenant brusquement un nouveau tournant dans son histoire, en proie à une de ces fièvres qu'elle a connues dans le passé. Imaginons, pour un instant, une Allemagne glissant sur la pente dangereuse de la neutralité, voire une Allemagne séduite par la tentation de sa réunification, donnant ainsi dans un piège tendu par les Soviétiques. L'Europe serait alors profondément secouée, tout basculerait en Europe voire dans le monde entier. Scénario impossible, me dira-t-on. Je veux bien, mais en histoire et en politique, les limites du possible sont plus mouvantes qu'on ne le croit et trop souvent, on a considéré comme

L'Europe aujourd'hui

impossible ce qui n'était que contraire aux situations auxquelles on était trop accoutumé. Quoi qu'il en soit, s'interroger sur l'Allemagne, comprendre ses problèmes, partager ses inquiétudes, c'est s'interroger sur le destin, commun à nous tous.

Je ne voudrais pas anticiper sur la conférence de Rudolf von Thadden que nous attendons avec le plus vif intérêt.

@

L'Europe aujourd'hui

RUDOLF VON THADDEN Né à Trieplaff, en Poméranie, en 1932. Après avoir poursuivi ses études à Genève de 1946 à 1948, il a obtenu à Stuttgart son diplôme de fin d'études secondaires en 1950. Etudes universitaires à Tübingen, Paris et Göttingen couronnées par une thèse sur *Die brandenburgisch-preussischen Hofprediger im 17. und 18. Jahrhundert*.

Un travail sur le centralisme de l'administration française au XIXe siècle lui ouvre les portes de l'Université de Göttingen dont il devient le recteur en 1974-1975 tout en y poursuivant ses recherches et son enseignement en tant que professeur d'histoire moderne et contemporaine.

Dès 1976, Rudolf von Thadden est membre du Conseil scientifique du Georg Eckert Institut, à Braunschweig, pour la recherche internationale sur les manuels scolaires.

Rudolf von Thadden a été nommé, en 1983, directeur d'études associé à l'Ecole de hautes études en sciences sociales à Paris.

CONFÉRENCE DE RUDOLF VON THADDEN

@

p.017 Comment parler de l'Allemagne et l'Europe, alors que nous ne connaissons, d'une manière précise, les contours ni de l'une ni de l'autre ? Comment mettre en rapport deux réalités qui, en plus, se dérobent si souvent à la réalisation concrète ?

Pour en commencer avec l'Allemagne : ne serait-il pas plus honnête d'en parler au pluriel, de tenir compte — dès le début — non seulement des deux Allemagnes actuelles mais aussi de la pluralité des Etats allemands à travers les siècles ? Et surtout : ne faut-il pas préciser, avant d'entrer dans les détails, de quelle réalité allemande nous voulons parler : des Allemagnes politiques ou de l'Allemagne littéraire, d'une vision d'idée, dépassant toujours la réalité historique, ou de cette terre ni vierge, ni épuisée qui se trouve, malgré tous les bouleversements de l'histoire, toujours au cœur de l'Europe ? Ce n'est pas sans raison que Schiller déplora la difficulté de délimiter l'Allemagne — je cite les *Xenien über das deutsche*

L'Europe aujourd'hui

Reich : « Ich weiß das Land nicht zu finden. Wo das gelehrte beginnt, hört das politische auf. »

Mais les contours de l'Europe, me semble-t-il, ne sont pas plus faciles à dessiner. De quel espace parlons-nous, quand nous disons « Europe » ? De l'Occident, c'est-à-dire de la partie du continent formée par la chrétienté latine, ou de l'ensemble du continent, y compris les pays christianisés par l'Eglise byzantine ? De l'Europe de l'Ouest qui fait partie de ce que les Anglais appellent *Western world* p.018 ou bien aussi de l'Europe de l'Est dominée aujourd'hui par Moscou ? Entendons-nous par « Europe » plutôt un espace intellectuel et culturel, une civilisation, ou simplement une notion géographique ?

Les réponses sont plus compliquées que les questions ; elles varient selon les traditions nationales et culturelles. Un Polonais aurait tendance à arrêter l'Europe aux frontières de son pays avec la Russie, donc à limiter l'Europe aux domaines de la chrétienté latine. Les Russes, par contre, se veulent un peuple européen et essaient d'exclure les Américains des affaires du continent européen. Les Anglais — pour continuer le jeu — tiennent à parler du « continent » et, par cela même, marquent une certaine distance vis-à-vis du reste de l'Europe. La Manche leur paraît souvent plus large que l'océan Atlantique. Et les Français en font autant : ils ont de la peine à accepter les Anglais dans la communauté européenne et proposent un partage : l'anglais pourra servir de langue de communication outre-mer, de langue universelle, alors que le français traduira de préférence la « spécificité européenne » et se fera le porte-parole du noyau dur de l'Europe, c'est-à-dire du continent.

Et les Allemands ? Quelles sont leurs conceptions de l'Europe,

L'Europe aujourd'hui

qu'en attendent-ils ? Si l'on s'en prend à l'histoire des notions, à cette fameuse *Begriffsgeschichte* qui fascine les esprits germaniques depuis bien des années, on peut constater deux choses :

1° Depuis le XVIII^e siècle, la notion d'Europe devient plus importante que celle du seul Occident.

2° Par le fait même de leur situation géographique, les Allemands ont affaibli, de plus en plus, l'opposition immédiate des deux Europes occidentale et orientale en introduisant la notion supplémentaire de *Mitteleuropa*, Europe centrale. Face aux mouvements nationalistes de la fin du XIX^e siècle, ces deux lignes d'évolution convergèrent finalement dans une aliénation profonde entre l'Allemagne et l'Europe occidentale. *Deutscher Geist und West-europa* n'était pas seulement le titre d'un livre répandu et remarquable par la personne de son auteur, Ernst Troeltsch ; c'était aussi une formule qui exprimait un contraste de plus en plus significatif ^{p.019} pour les discussions intellectuelles en Europe, dans la première moitié de notre siècle.

Les éléments de cette discussion ne sont que trop connus, il suffit d'en énumérer les plus importants. D'après la polémique de guerre, l'Allemagne aurait commencé à quitter la voie de l'Europe avec la Réforme de Luther ; en conséquence du paternalisme luthérien elle aurait établi ce fameux *Obrigkeitsstaat* qui devait l'empêcher de s'engager sur la voie de la démocratie ; enfin elle serait sortie du *mainstream*, du courant principal de l'évolution historique en Europe en gardant sa distance vis-à-vis de la Révolution française. Condamnée à poursuivre une voie spécifique, un *Sonderweg* politique et culturel, l'Allemagne ne pouvait donc pas éviter de sortir de la solidarité européenne.

L'Europe aujourd'hui

Faut-il dire, quarante ans après la fin de cette seconde guerre fratricide en Europe, que l'enchaînement des événements historiques est plus compliqué ? Ne serait-ce que pour expliquer comment la partie occidentale de l'Allemagne a pu devenir, après la guerre, une force motrice dans la politique d'union européenne. Pour faire comprendre cela, il ne suffit pas d'évoquer la fameuse formule de la compensation historique selon laquelle la nouvelle Allemagne avait besoin de surenchère supranationale pour faire oublier les excès du nationalisme. Certes, l'échec de l'impérialisme hitlérien devait faciliter la réorientation des Allemands vers une perspective de solidarité européenne. Mais la division du pays aurait pu, tout aussi bien, favoriser une attitude neutraliste, une reprise de la politique du *Sonderweg* qui retenait l'Allemagne entière à distance égale de l'Est et de l'Ouest.

Il faut donc qu'il y ait des fondements européens plus solides dans l'histoire allemande, des fondements indépendants des conjonctures de l'époque d'après-guerre. S'il est vrai que le mouvement européen de nos jours répond à des désirs profonds des peuples, on doit admettre l'existence de sources qui peuvent nourrir ces désirs. Il n'y a pas d'espoir sans souvenir.

Quels sont donc les souvenirs de l'Europe que les Allemands ont gardés de leur histoire ? Ils sont, pour le dire sans détours, beaucoup plus forts que les idéologues de l'époque nationaliste ont voulu le ^{p.020} faire croire. Il faut mentionner, d'abord, les anciennes traditions du Saint-Empire qui dépassaient toujours le cadre national et qui, même en finissant par être obsolètes, rappelaient sans cesse que les nations avaient besoin de compléments politiques. Ouvertes aux idées de confédérations d'Etats, ces traditions freinaient encore dans leurs moments de faiblesse

L'Europe aujourd'hui

l'essor incontrôlé des nouvelles puissances étatiques. L'Europe des forces ennemies de l'hégémonie d'un seul y avait sa place.

Proches de ces traditions du Saint-Empire se trouvèrent alors les éléments conservateurs des Eglises confrontés aux mouvements de sécularisation. Les catholiques d'abord, parce qu'ils étaient le plus menacés ; les protestants ensuite, parce qu'ils craignaient d'être emportés. Ce qui en résulta, ce fut une disposition des esprits à défendre les valeurs du passé, les traditions confessionnelles qui, par le fait même de leur rivalité, contribuèrent à produire ce phénomène de confessionnalisme européen qui se maintiendra tout au long de l'histoire des missions chrétiennes.

Vu la vitalité de ces traditions prérévolutionnaires, peut-on s'étonner qu'elles aient donné le jour, après la Révolution française, à une réaction de nostalgie qui alla sublimer, voire transfigurer le Moyen Age chrétien ? Nous parlons de l'esprit romantique qui fut particulièrement fort en Allemagne et qui donna une vision de l'ancienne Europe s'identifiant avec la chrétienté et la société féodale. Des auteurs comme Novalis, dans son fameux essai *Die Christenheit oder Europa*, évoquèrent l'image d'une Europe unie dans le sein de la chrétienté où l'Allemagne avait une place privilégiée par son érudition et ses forces religieuses. C'est une Europe surmontant les traditions guerrières et révolutionnaires à laquelle appartient, dans la perspective du romantisme, l'avenir.

L'Europe est-elle donc avant tout un élément d'Ancien Régime dans la mémoire collective des Allemands ? Peut-on dire qu'elle n'a pas de place dans les conceptions de modernité de ce peuple penseur et rêveur à la fois ? A en croire Nietzsche, ce serait plutôt le contraire. Dans ses *Nachgelassene Schriften*, où il parle du devoir de dépasser le cadre des nations (*Überwindung der*

L'Europe aujourd'hui

Nationen), il réclame l'Europe pour les moments forts du siècle, pour l'avenir : p.021

Bei allen umfänglicheren und tieferen Menschen dieses Jahrhunderts war es die eigentliche Gesamtarbeit ihrer Seele, jene neue Synthesis vorzubereiten und versuchsweise « den Europäer » der Zukunft vorwegzunehmen : nur in ihren schwächeren Stunden oder wenn sie alt wurden, fielen sie in die nationale Beschränktheit der « Vateländer » zurück, — dann waren sie « Patrioten ».

L'Europe y apparaît donc comme un élément de jeunesse ; c'est la pensée nationale qui, d'après Nietzsche, est un signe de vieillesse et de faiblesse. Et la preuve : les Etats européens sont trop petits pour pouvoir subsister dans un monde de circulation et de commerce universels. « Das Geld allein schon zwingt Europa, irgendwann sich zu einer Macht zusammenzuballen. »

Ce qui est frappant dans l'argumentation de Nietzsche, c'est qu'il parle effectivement de l'Europe et non pas, comme beaucoup de penseurs allemands de son époque, du monde entier. Pour lui, c'est l'Europe qui est l'alternative à l'espace étroit des nations, ce n'est pas la *Weltpolitik* de Max Weber, par exemple, qui devra prendre la place de l'ancienne *Staatenpolitik*. L'Europe est donc une position intermédiaire entre la petite patrie et le grand monde, un espace culturel, économique et géographique qui aide à éviter deux dangers : celui de rester attaché aux conceptions d'une époque révolue ou celui de se perdre dans les rêves d'un avenir lointain et insaisissable.

Mais cette Europe de Nietzsche, est-elle cette Europe de la modernité qui s'imposerait comme alternative à l'Europe de l'Ancien Régime, à l'Europe des nostalgies romantiques ? Je ne le crois pas ; Nietzsche dépasse les alternatives de la querelle des

L'Europe aujourd'hui

anciens et des modernes. Mais la question de la modernité en Europe ou de l'Europe dans les temps modernes reste posée, elle a d'autant plus de poids que le débat européen de nos jours n'est aucunement un monopole des forces conservatrices.

Où est donc la place de l'Europe dans les traditions progressistes de l'Allemagne ? Avant de répondre, il faut que nous précisions un fait : l'Europe n'est pas sortie du Moyen Age par une vision de solidarité européenne, mais bien plutôt par un effort d'émancipation des nations et des Etats. La modernité a été la sœur des particularismes nationaux et territoriaux, en Allemagne tout autant que dans les autres pays européens.

p.022 Si donc nous cherchons des éléments de conscience européenne dans le monde des forces modernes, nous sommes obligés de nous en tenir plus aux structures complexes de la réalité sociale et politique qu'aux théories de la société et de l'Etat. Certes, les philosophes de l'*Aufklärung* avaient une notion de l'Europe, une connaissance de sa civilisation et de son histoire, mais ils en parlaient sans intention de vouloir supprimer la pluralité des Etats et des royaumes, il leur suffisait d'avoir des structures sociales et politiques qui pouvaient garantir, à l'intérieur, un progrès de la raison et, à l'extérieur, un système d'équilibre politique. Même pour Kant qui voulait donner des structures de stabilité à la paix européenne et universelle — « Zum ewigen Frieden » — il n'était jamais question de nier l'individualité des Etats particuliers.

L'individualité des Etats, voilà la formation politique par laquelle le monde moderne devait passer en Europe. Ce n'est pas encore l'idée absolue du *Staat* hégélien qui ne tolérait plus d'autres dieux à côté de lui, mais c'est déjà une organisation politique capable de

L'Europe aujourd'hui

transformer, voire de dépasser la société d'ordres. L'Etat dans le sens de *Staat* devient plus important que l'état dans le sens de *Stand*.

Si la modernité passe donc par la modernisation de la notion d'Etat, comment pouvons-nous traiter notre sujet sans parler de cet Etat qui est le *Staat* allemand par excellence : la Prusse ? Ceci est d'autant plus nécessaire que nous vivons normalement avec l'image suivante : l'Autriche représente le facteur européen et démodé de l'ancienne Allemagne, la Prusse, par contre, serait l'Etat allemand le plus national et le plus moderne. Encore une fois : la modernité est-elle en contradiction avec l'idée de l'Europe ?

Ceux qui soupçonnent les traditions prussiennes d'être fondamentalement opposées aux perspectives européennes se plaisent volontiers à décrire les opérations isolées de la politique prussienne dans le contexte de l'unification allemande ou à présenter un peu arbitrairement des citations de Bismarck comme celle du fameux dictat de Varzin à la veille de la crise balkanique en 1876 :

Ich habe das Wort « Europa » immer im Munde derjenigen Politiker gefunden, die von anderen Mächten etwas verlangten, was sie im eigenen Namen nicht zu fordern wagten, so die Westmächte im Krimkriege und in der polnischen Frage von 1863, so ^{p.023} Thiers im Herbst 1870 und Graf Beust, als er das Misslingen seiner Koalitionsversuche gegen uns mit dem Worte ausdrückte : « Je ne vois plus l'Europe ».

Voilà donc un usage plutôt cynique du mot « Europe » ou, pour être plus précis, un dévoilement cynique d'une pratique hypocrite de crier « Europe » quand on exige des autres ce qu'on n'ose

L'Europe aujourd'hui

exiger tout seul. La phrase exprime une forte méfiance contre le nationalisme déguisé en européisme. Mais rien ne serait plus faux que d'en déduire que l'Europe ne fut pas une réalité pour Bismarck et que seule la cause de l'intérêt national allemand compta pour lui. Bien au contraire, l'Europe joua un rôle dans le jeu politique allemand du chancelier, et cela pour une raison qui tient à l'histoire de la Prusse elle-même.

Pour comprendre cela, il faut se rendre compte de quelques faits essentiels de l'histoire prussienne.

1. La Prusse n'a jamais été un Etat purement allemand. Dès le début des temps modernes, l'Etat des Hohenzollern s'étend au-delà du Saint-Empire ; par l'acquisition du duché de Prusse à l'est de la Vistule, il pénètre dans la zone de domination polonaise. Le couronnement du roi de Prusse à Königsberg signifie que celui-ci n'a pas acquis sa nouvelle dignité sur le champ impérial, dans une rivalité interallemande avec la cour de Vienne, mais de façon originale, sur le champ européen.

2. Ce fait de l'histoire territoriale a une conséquence pour la raison d'Etat prussienne : la référence à l'Europe permet à la Prusse de se distinguer du monde des Etats allemands de moyenne et de petite taille, d'échapper « aux lacets des philistins confédérés » que stigmatisa un jour Bismarck. Elle représente pour la Prusse un tremplin pour atteindre un niveau politique supérieur, un « billet d'entrée » — selon la formule utilisée par Heine à propos de la signification du baptême chrétien pour les juifs — pour le club des grandes puissances. De ce point de vue la politique européenne se distingue de la politique allemande comme la grande politique se distingue de la petite ; elle garantit un rang supérieur.

L'Europe aujourd'hui

3. La Prusse gagne une dimension européenne aussi par un acte de l'histoire confessionnelle : par la conversion de la maison régnante au calvinisme. En se tournant, au début du XVII^e siècle, p.024 vers la confession de foi réformée, elle marque une certaine distance vis-à-vis de la forme allemande du protestantisme : le luthéranisme. Cette nouvelle orientation confessionnelle ouvrit les portes à l'esprit ouest-européen et fit sortir l'Etat des Hohenzollern du provincialisme étroit où le cantonnait le luthéranisme allemand.

4. En conséquence directe de l'adoption du calvinisme par la maison régnante, la Prusse s'ouvre à un afflux de populations nouvelles qui lui donneront la physionomie d'un pays solidaire du reste de l'Europe. Je parle de l'immigration des réfugiés français victimes de la politique d'intolérance de Louis XIV et de nombreux autres réfugiés européens pour cause de foi. L'apport de ces réfugiés à l'essor économique et culturel de l'Etat des Hohenzollern dépassa de loin leur importance numérique, bien que celle-ci aussi, surtout à Berlin et dans quelques autres grandes villes, fût considérable. Puisque nous commémorons cette année le tricentenaire de la Révocation de l'Edit de Nantes et, par conséquent, de même le tricentenaire de l'Edit de Potsdam, je me permettrai de vous citer un témoignage d'un réfugié de la colonie française de Berlin écrit lors du premier centenaire de ces Edits. « Ce fait » — il parle de l'accueil des Huguenots en Prusse — « est la leçon la plus frappante de tolérance que l'histoire puisse donner aux souverains ; il prouve sans réplique que si l'intolérance et l'esprit persécuteur sont contraires aux sentiments de l'humanité et aux principes du christianisme, ils ne le sont pas moins à ceux d'une politique éclairée. »

5. Ceci m'amène au cinquième point de mes arguments en

L'Europe aujourd'hui

faveur des traditions européennes de la Prusse : l'enracinement de l'*Aufklärung* dans la monarchie prussienne. S'il est vrai que les grandes idées de l'humanité ont besoin d'éléments de réalité pour prendre corps, il faut certainement donner une place privilégiée à la monarchie de Frédéric II quand on cherche des champs d'action (*Wirkungsfelder*) à l'Europe des lumières. Malgré son militarisme rigoureux, l'Etat du roi-philosophe gagna l'intérêt des plus grands esprits européens et, ce qui est plus, fut considéré comme une formation politique importante pour le mouvement des idées en Europe. Pour Hegel, c'est parce que Frédéric « a saisi le principe protestant par le côté séculier » qu'il a rencontré cette « universalité » (*Allgemeinheit*) qui a conféré à la Prusse une signification dépassant les frontières de son Etat.

A la veille de la Révolution française, la Prusse disposa donc d'un prestige européen ; aussi bien par la composition de sa population que par les principes politiques qui faisaient, en quelque sorte, sa raison d'Etat, elle dépassa le cadre d'un Etat uniquement allemand. Et comme elle fit figure d'Etat moderne, malgré des attaches encore fortes à l'Ancien Régime, elle avait de quoi nourrir des conceptions de communauté européenne, si jamais on devait en avoir besoin. Par le fait même qu'elle était à la fois moins et plus qu'un Etat national, elle pouvait inspirer de l'espoir à ceux qui, d'une part, voulurent sortir de l'Europe d'Ancien Régime et, d'autre part, rejetèrent la nation une et indivisible en tant qu'alternative unique à la société d'Ancien Régime.

Mais, fatalement, le cours de l'histoire ne devait pas confirmer cet espoir. Les flots de la Révolution française furent trop forts pour laisser subsister d'autres structures que l'alternative d'un Etat national et moderne ou d'un ordre supranational et gothique.

L'Europe aujourd'hui

Coincé entre les passions du nationalisme révolutionnaire et les nostalgies rêveuses du romantisme, le modèle prussien s'évanouit de plus en plus. Au début du XIX^e siècle, ce siècle voué aux idées nationales, il fallait se décider entre Napoléon et Metternich, entre Paris et Vienne.

Ce qui compliqua encore le problème, ce fut un facteur de situation géographique. Par ses provinces occidentales, la Prusse était proche de la France, ce qui la fit participer immédiatement aux mouvements du nationalisme libéral ou autoritaire. Par ses provinces orientales, par contre, elle était proche de l'Autriche et de la Russie, ce qui lui donna une orientation vers les forces conservatrices. Elle avait donc du mal à prendre position.

Quant à l'idée européenne, elle devait en supporter les conséquences. Comme chaque principe s'allia à une certaine conception de l'Europe, l'indécision prussienne devait finalement amener à une certaine réserve, pas seulement verbale, vis-à-vis des paroles européennes. Le monde occidental se présenta aux couleurs d'une Europe des droits de l'homme, alors que le monde oriental hissa le drapeau d'une Europe d'Ancien Régime. Il s'agissait donc bien de ^{p.026} deux Europes : l'une et l'autre se référaient à des traditions dont il était légitime de dire qu'elles étaient européennes. Le problème n'était pas de se décider entre la Grèce et le monde barbare, il fallait choisir — pour parodier Tocqueville — entre « l'Ancien Régime et la Démocratie ».

Confrontée à cette situation, la Prusse — et pas seulement Bismarck — craignit de faire de la politique en se référant incessamment à la notion d'Europe. Il se peut que, ce faisant, elle ait laissé se créer des vides qu'ont pu occuper plus tard des forces réellement étrangères à l'Europe. Il se peut qu'elle ait renforcé la

L'Europe aujourd'hui

propension allemande à mener une politique qui excluait des conceptions d'organisations et des systèmes de valeurs supranationaux. Mais à l'origine, cette réticence à mener une politique aux accents européens et à contracter des liens étroits avec l'Europe ne voulait aucunement dire qu'elle manifestait des tendances à échapper à l'ordre européen.

Si tant est qu'il ait existé des tensions entre la Prusse et l'Europe, au sens où on l'entend quand on parle de l'antagonisme qui a opposé l'Allemagne à l'Ouest pendant la Première Guerre mondiale, elles n'ont pu se manifester qu'après la fondation de l'Empire. Seules les relations nouées avec le nouveau *Reich* des Allemands ont fait que l'Etat prussien s'est intégré progressivement à son univers conceptuel et s'est mis à nourrir les mêmes sympathies et les mêmes aversions. Mais avec cette différence : tandis que les rapports entre l'Allemagne et l'Ouest ne tardent pas à s'élever aux dimensions d'un conflit opposant des systèmes de valeurs, les rapports de la Prusse avec l'Europe continuent d'être dictés par des modes de comportement hérités des anciennes rivalités entre puissances. Ils conservent un caractère démodé, voire déjà dépassé, et qui se manifeste d'autant plus à mesure que le nouvel Empire fait valoir ses ambitions sur la scène politique internationale. Ce que la Prusse avait d'européen, c'était en définitive ses traditions préwilhelminiennes ; mais celles-ci ont représenté un potentiel de résistance à l'époque des aventures impérialistes, si bien que le souvenir des liens qui avaient uni la Prusse à la vieille Europe signifia encore quelque chose pour les résistants du 20 juillet 1944.

p.027 Et aujourd'hui ? La Prusse n'existe plus, et l'Autriche ne fait plus partie de l'ensemble politique des Allemagnes. Les deux Etats

L'Europe aujourd'hui

allemands qui existent à présent ne sont pas les héritiers directs des deux grandes puissances allemandes des XVIII^e et XIX^e siècles ; ils essaient de s'intégrer dans l'histoire allemande par d'autres voies. La République fédérale a longtemps cru qu'il suffisait à la nouvelle Allemagne de se constituer en nation économique (*Wirtschaftsnation*). Par conséquent, le Marché commun devenait plus important que les questions d'identité européenne. La RDA, d'autre part, a trop accentué le côté idéologique de l'orientation politique d'une nation ; la référence à l'Europe n'y jouait presque pas de rôle.

Mais les traces de l'histoire ne s'effacent pas si vite. Même une catastrophe comme l'aventure pernicieuse de l'impérialisme hitlérien, avec ses conséquences sensibles jusqu'à nos jours, n'a pu anéantir toutes les traditions et, surtout, tous les souvenirs du passé. La mémoire collective des nations ne cesse pas d'exister à la fin d'une époque. C'est ainsi que, depuis quelques années, les Allemands des deux côtés du rideau de fer commencent à redécouvrir leur histoire et à réfléchir sur la question du rôle que leur pays pouvait jouer en Europe. Et comme si l'histoire voulait prendre sa revanche sur ceux qui ne regardent que les soi-disant intérêts du présent, les grands phénomènes du passé allemand réapparaissent : la Prusse d'abord, Luther ensuite, le refuge huguenot cette année. En RFA comme en RDA, les commémorations historiques exercent une influence croissante sur l'opinion publique, les deux Etats allemands rivalisent de zèle pour s'établir en héritiers légitimes des traditions historiques allemandes.

Comment le font-ils ? Et quelle en est la signification pour l'Europe ?

Je commence par la RDA, parce que ses efforts, réalisés dans un véritable programme d'appropriation de l'histoire (*Aneignung*

L'Europe aujourd'hui

von Geschichte), sont les plus frappants. En bonne tradition intellectuelle marxiste elle fonde sa politique, dans le contexte de la recherche de son identité, sur une distinction de notions : elle distingue entre *Erbe und Tradition*, « héritage et tradition ». L'héritage, c'est l'ensemble des réalités historiques, qu'elles soient bonnes ou p.028 mauvaises, au service du progrès ou au service de la réaction. La tradition, par contre, est la partie de l'histoire qui a servi les intérêts de la classe ouvrière et, par cela même, le progrès de l'émancipation de l'homme. La Réforme de Luther, pour prendre un exemple, peut donc être concevable en deux termes : elle peut apparaître en tant que phénomène d'importance générale de l'histoire allemande, touchant l'intérêt aussi bien des conservateurs que des progressistes ; et elle peut prendre place dans la préhistoire de la révolution socialiste et alors servir d'élément pour une interprétation sélective de l'histoire.

Cette distinction entre « héritage » et « tradition » permet donc à la RDA de s'approprier l'histoire allemande sans être obligée de craindre l'effet contagieux du contact avec les réalités non favorables au progrès du socialisme. Sur cette base théorique, la RDA est capable, depuis quelques années, de redécouvrir la Prusse et de la mettre au service de sa raison d'Etat actuelle. Nous pouvons donc nous attendre au lancement d'une offensive générale pour la reconquête de l'histoire allemande par la RDA, c'est-à-dire à un programme de politique nationale dérangeant l'orientation occidentale de l'Allemagne de l'Ouest.

Et la République fédérale, comment y répondra-t-elle ? Lui suffira-t-il d'avoir une prépondérance économique ? Certainement non, et elle commence à s'en rendre compte. Cela d'autant plus qu'elle a affaire à des problèmes de chômage et qu'elle ne connaît

L'Europe aujourd'hui

plus cet optimisme d'après-guerre qui était porté par un essor économique apparemment sans limites.

C'est dans cette situation de double défi, économique et politique, que la République fédérale se lance, elle aussi, à la recherche de son identité historique ; c'est dans ce contexte qu'il faut chercher la place de ces éternelles discussions, renaissant depuis quelques années, sur l'identité allemande. Et pour que les choses ne soient pas trop simples, il faut que nous tenions compte d'un deuxième débat qui s'y mêle et qui est tout aussi important que le premier : je parle du débat lancé par le mouvement pour la paix (*Friedensbewegung*), accompagné des soucis du mouvement écologiste.

p.029 De quoi s'agit-il, en définitive ? Il s'agit, pour ne pas m'arrêter à la périphérie, de savoir si l'Allemagne retombe dans sa tradition d'indécision entre l'Ouest et l'Est, si elle se laisse tenter par les séductions d'une voie spécifique allemande, d'un *Sonderweg*, ou si elle prend position, d'une manière nette et non ambiguë, dans le sein de la communauté occidentale. Les Allemands pencheront-ils vers ce qu'on appelle une position neutraliste, ou s'y opposeront-ils, au prix même d'une division prolongée de leur pays ?

Personne n'est prophète. Mais l'historien peut tout de même apporter quelques éléments d'analyse. Il y a d'abord une difficulté supplémentaire à prendre en compte : la difficulté de savoir de quel Ouest nous parlons, quand nous essayons de définir la position allemande. Parlons-nous du monde occidental, de ce que les Anglais appellent *Western world*, ou est-ce que nous parlons de l'Europe occidentale, de l'Europe de Bruxelles ? La question est importante, parce qu'elle est à l'origine de beaucoup de malentendus, voire de mésententes. Et la question divise la

L'Europe aujourd'hui

République fédérale : d'une part, elle est liée, par l'alliance de l'Otan, aux Etats-Unis, ce qui peut la porter à dépasser les intérêts de l'Europe ; d'autre part, elle fait partie du Marché commun, ce qui la met dans une communauté d'intérêts avec les pays de l'Europe occidentale. La position est tenable tant qu'il n'y a pas de conflits entre les deux options. La position devient difficile quand, comme à l'heure actuelle, il y a une concurrence entre deux exigences. A quoi, pour être précis, les Allemands doivent-ils donner la priorité : au programme de l'Initiative de défense stratégique ou à celui d'Eurêka ? Seront-ils plus solidaires des Américains ou des Français ?

Le conseil qu'on nous donne souvent à l'étranger, c'est d'être solidaires des deux. D'accord, mais si l'argent ne suffit pas pour payer les deux ? Et si, en plus, une jeune génération se méfie de plus en plus des grands programmes techniques mis au service surtout d'un armement militaire qui n'est pas nécessairement dans l'intérêt des Allemands ? Chaque peuple vit avec sa géographie, et celle-ci situe l'Allemagne au centre de l'Europe, c'est-à-dire à un endroit qui exige une politique de détente pour survivre.

p.030 C'est dans cette situation délicate que les jeunes du mouvement pour la paix (et pas seulement les verts) posent la question de l'intérêt politique allemand. Ils craignent que les Allemands ne puissent avoir le choix qu'entre deux options également fatales : celle d'être la pointe de l'épée de la course aux armements à la manière de Reagan, ou celle de former un glacis pour une France qui est prête à condamner les tendances neutralistes allemandes, mais qui refuse de partager les risques de la défense au-delà de ses propres frontières. Une France considérant son propre territoire comme un sanctuaire et la

L'Europe aujourd'hui

République fédérale comme un champ de bataille ne peut convaincre personne.

Mais il n'y a pas que le côté militaire du problème : il y a aussi l'aspect de la politique économique. Tant qu'une majorité des Français sous-estime et ne prend pas au sérieux les craintes écologiques allemandes, tant qu'on ridiculise le *Waldsterben* et qu'on en fait un signe de romantisme germanique, il n'y aura pas de progrès sur le plan des sentiments de communauté européenne. L'Europe est aussi une communauté des risques.

Et pourtant, l'Europe n'est pas seulement une communauté d'intérêts et de défense, elle est aussi une famille d'esprit et une communauté de traditions intellectuelles. Je ne dirai pas comme le pape que l'Europe est l'enfant du christianisme, puisque l'héritage grec et romain est tout aussi important. Mais je dirai que le mariage de l'Europe et du christianisme, à la fin de l'Antiquité, a donné naissance à plusieurs enfants qui sont marqués par une même sensibilité intellectuelle et morale.

Cette sensibilité intellectuelle et morale s'exprime essentiellement dans trois domaines : celui des rapports entre l'Eglise et l'Etat, celui des rapports entre l'individu et la société, celui des rapports entre les divers Etats européens.

1. Les rapports entre l'Eglise et l'Etat ont été marqués, dans l'Europe de l'Occident, par une tradition de distinction des deux domaines. Même à l'époque du Moyen Age, où l'Eglise se mêlait de toutes les affaires politiques, il n'y eut jamais de confusion totale entre le temporel et le spirituel. Le religieux n'engloutissait pas ^{p.031} complètement le politique, ni l'inverse. Par conséquent l'Europe ne se prête ni à la domination des ayatollahs, ni au régime d'Etats

L'Europe aujourd'hui

totalitaires. Le monde séculier dispose d'une dignité propre, indépendante du baptême ; et la foi chrétienne a sa place dans ce monde séculier, sans qu'elle ait besoin de se séculariser totalement.

2. A cette distinction entre le temporel et le spirituel en correspond une autre qui en découle, à certains égards : celle entre l'individu et la société. Dans la tradition européenne, la sphère de l'individu ne doit pas être confondue avec celle de la société ou celle de l'Etat ; l'individu garde une dignité inaliénable qui ne peut être supprimée sous quelque prétexte téléologique que ce soit. Par conséquent, la socialisation trouve ses limites dans les besoins de la société. L'anéantissement de l'individu au profit de la société est à rejeter tout autant que l'anéantissement inverse.

3. La tradition européenne se fait voir aussi dans les rapports entre les divers Etats d'Europe. Comme le continent a toujours connu un grand nombre de petits Etats à côté des grands, il a favorisé un système d'équilibre politique qui exclut l'hégémonie écrasante d'un seul Etat. Les aspirations à l'hégémonie politique n'ont jamais été couronnées par un succès durable dans l'histoire de l'Europe. Par conséquent, il n'y a pas d'avenir européen sans respect des droits du faible. Au pluralisme culturel s'ajoute un pluralisme politique qui tient compte des diversités territoriales aussi bien d'ordre géographique que d'ordre historique. En Europe, le nombre inférieur a souvent été le nombre supérieur.

C'est cela l'Europe qui me fait croire à l'avenir, malgré les fautes de Bruxelles.

*

Entretien

@

M. BRONISLAW BACZKO : Au nom du très nombreux public venu vous écouter ce soir, je vous remercie pour votre belle conférence. J'ouvre l'entretien général qui permettra à l'assistance de poser quelques questions à M. von Thadden.

M. BERNARD BÖESCHENSTEIN : p.032 Je suis très impressionné par ce regard pénétrant de l'historien qui dégage du passé des moments où l'esprit européen a commandé le mouvement de l'histoire allemande, mais je me pose la question suivante : la conscience collective et la conscience historique — à laquelle cette conférence a si souvent fait appel — sont-elles suffisamment fortes pour agir aujourd'hui, surtout dans la génération des gens qui sont nés après la guerre et qui sont en train de prendre la relève ? Les manifestations de commémoration historique — qui se multiplient ces dernières années dans les deux Allemagnes — apparaissent-elles comme des phénomènes appartenant en profondeur à cette conscience historique ou bien ne sont-ce que des phénomènes de surface résultant plutôt d'une manipulation, voire même d'une gestion de la culture ?

Autrement dit, peut-on penser qu'après des événements comme ceux que vous avez cités — Luther ou les Huguenots —, il y ait une vraie transformation de la conscience historique chez ceux qui ont le plus de charges et de responsabilités à assumer dans l'avenir immédiat ?

M. RUDOLF VON THADDEN : Je dois dire que Bernard Böschenstein a mis le doigt sur un problème difficile, puisque tous ceux qui connaissent l'Allemagne savent qu'il y a eu une perte énorme de conscience historique après la guerre et même un refoulement formidable de l'histoire, ce qui se comprend d'ailleurs un peu. Alors, comment défendre ma tentative de mettre en rapport le passé et le présent par l'intermédiaire de la mémoire collective ?

En ce qui concerne la RDA, je pourrais presque me contenter de dire : soit, si le parti communiste le veut, la discussion s'ouvre sur l'importance de l'histoire ; soit, toujours si le parti le veut, l'histoire est instrumentalisée pour servir les effets et les intérêts du présent. Cependant, je ne veux pas me

L'Europe aujourd'hui

contenter de cette réponse simple parce qu'heureusement l'Allemagne de l'Est ne se réduit pas seulement au parti communiste. L'année Luther, par exemple, n'est pas seulement le produit d'une idée de M. Honecker, mais correspond apparemment à un intérêt de la population. La question se pose donc de savoir pourquoi ; et je crois que la réponse est liée à ce qui se passe, non pas en Europe occidentale, mais en Europe orientale. En effet, des pays comme la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, et même certaines parties de l'Union soviétique, connaissent actuellement une renaissance formidable des consciences nationales. Pourquoi ? Parce que la référence à la tradition historique est un élément de défense contre l'hégémonie politique des Russes. Je me suis rendu une fois en Estonie et j'ai été frappé par la conscience historique de ce peuple. Pour lui, c'est une question de survie. Dès lors, si nous assistons en Allemagne de l'Est à une certaine renaissance de traditions historiques, comme celle de la Réforme, cela ne s'inscrit pas dans le contexte d'un dialogue interallemand, qui est beaucoup moins important qu'on ne le dit, mais dans celui de la discussion politique en Europe de l'Est. Par conséquent, à mon avis, tout ce mouvement qui nous paraît parfois artificiel correspond en fait à des réalités extrêmement fortes. Voilà pour la RDA.

p.033 Qu'en est-il maintenant de ma pauvre République fédérale — riche en marks DM, mais pauvre, cela est vrai, en conscience historique et politique ?

Là encore, je commence par une réponse simple : contrairement à ce qu'on pense ici, c'est la République fédérale qui réagit à ce qui se passe en RDA. Si la RDA est en train de redécouvrir la Prusse ou de reconstruire Berlin-Est — y compris le quartier des Huguenots —, alors les Allemands de l'Ouest se disent : « Tiens, qu'est-ce qui se passe ? Il faut qu'on fasse un effort » et ils organisent des expositions. Ce n'est peut-être pas aussi important, mais on en parle dans les journaux, et c'est déjà quelque chose !

Néanmoins cet aspect réactif ne permet pas, à lui seul, d'expliquer pourquoi il y a une telle renaissance de la conscience historique en RFA ; et je crois que la réponse sérieuse est la suivante : c'est parce que nous vivons dans un moment de crise, ce qui, pour les Allemands, est lourd de signification.

Un Allemand au chômage, c'est terrible ! Car si vous lui prenez son travail, vous lui prenez beaucoup : vous ne lui prenez pas un *job* — je dois parler anglais car cela est intraduisible en allemand — mais vous lui prenez un *Beruf* —

L'Europe aujourd'hui

et cela ne se traduit pas en anglais. Donc, si un Allemand se trouve dans une situation de chômage, il est en crise. Et que fait-il lorsqu'il est en crise ? Il suit la tradition de son pays : ou bien il fait de la théologie, ou bien, s'il ne vit plus à l'époque de Luther, il fait de la philosophie ou de l'histoire.

Voilà pourquoi je considère que la renaissance de la conscience historique et nationale en RFA est avant tout un produit de la crise.

M. BERNARD BÖESCHENSTEIN : Ces crises ne sont peut-être pas favorables à l'émergence d'une pensée européenne. Il se pourrait bien que le choix, dans les modèles du passé, se porte plutôt sur des moments où il y a eu un déséquilibre par rapport à l'Europe que nous attendons aujourd'hui.

M. RUDOLF VON THADDEN : C'est vrai, il n'y a pas de garantie pour que la discussion actuelle débouche sur l'Europe. Mais il n'y en a pas non plus pour que la discussion théorique actuelle qui, en France, semble être davantage pro-européenne, aboutisse à une « pratique européenne ».

Par conséquent, je dirais simplement ceci : faites confiance à des facteurs d'importance primaire ; faites confiance, par exemple, au simple fait que, quelle que soit votre nationalité — française, allemande, polonaise, tchèque ou suisse vous n'êtes plus ce que vous étiez au XIX^e siècle. C'est la petitesse de l'Europe qui me fait croire et espérer. Et je pense que la conscience croissante du fait que nous ne sommes plus des grandes puissances nous aide à fournir des efforts, au moins pour coopérer.

M. JEAN-FRANÇOIS FREYMOND : p.034 Pour ma part, je dirais plutôt « devrait nous aider ». Mais je voudrais reprendre le problème de l'identité, qui est un corollaire de celui de la conscience collective mais qui, de plus, s'enracine dans les grands desseins que l'on caresse pour demain.

En Allemagne, on le constate, le problème de l'identité se pose à un niveau de complexité beaucoup plus élevé que dans d'autres pays, puisqu'il ne résulte pas seulement de l'effet des bouleversements technologiques qui déstabilisent toutes nos sociétés, mais également de la vie d'un peuple qui a perdu ses vraies frontières. Dans cette perspective, je me pose la question suivante : cette nouvelle quête d'une identité allemande peut-elle se faire parallèlement à la

L'Europe aujourd'hui

poursuite de l'Europe bruxelloise, ou ne peut-elle aboutir qu'en procédant par opposition à cette Europe, ou tout au moins dans un sentiment de totale indifférence à son égard ? J'irais même plus loin : cette quête d'identité qui passe, à mon avis, obligatoirement par une définition de la place des deux Allemagnes au sein du continent ne débouche-t-elle pas finalement sur une vision de l'Europe qui est plus conforme à celle qui a été véhiculée par la conscience historique allemande, c'est-à-dire sur la vision d'un espace dans lequel les Allemagnes pourraient jouer un rôle de trait d'union ?

M. RUDOLF VON THADDEN : Difficile question !

D'abord, comment se forme une identité ? C'est une affaire très complexe. Je ne crois pas que nous ayons une seule identité : pour être précis, moi-même j'en ai au moins cinq, sinon six. D'abord, j'ai une identité de la région d'où je suis originaire, la Poméranie, ce qui me relie vous l'avez peut-être senti — à la Pologne. Puis, j'ai une identité de ma nouvelle patrie, la Basse-Saxe, importante pour mes enfants, parce que je veux qu'ils s'enracinent là. J'ai ensuite une identité d'appartenance à la République fédérale. J'ai ensuite une identité allemande, c'est-à-dire une identité qui dépasse le cadre de la République fédérale. Puis j'ai une identité d'Européen... Je pourrais continuer : j'ai une identité de protestant, j'espère que je n'ai pas trop celle de professeur, j'ai une identité sociale qui a d'ailleurs changé... L'identité est donc multiple et complexe. Et c'est son degré de complexité qui explique sa plus ou moins grande résistance aux changements. Vous avez fait allusion aux bouleversements technologiques. C'est vrai, vous avez raison, les choses changent extrêmement vite ; mais, en même temps, les identités ne peuvent pas changer aussi vite, elles changent d'autant moins vite qu'elles sont plus complexes.

Alors, que dire ? Sans doute est-ce très insuffisant, mais je ne vois pas d'autre moyen que la discussion des intellectuels et de tous ceux qui se sentent responsables ou qui veulent élargir leurs perspectives, en particulier, tous ceux qui sont prêts à échanger leurs problèmes et non seulement à parler de leurs succès (comme c'est le cas, par exemple, en Russie). Je crois qu'une des identités potentielles de l'Europe réside précisément dans cette capacité de parler aussi des échecs, et je suis convaincu qu'une telle capacité est un facteur de solidarité essentiel qui permettra à l'Europe d'échapper ^{p.035} aux rivalités

L'Europe aujourd'hui

entre ceux qui ne visent que le succès ou la médaille d'or ! Voilà donc pour le problème de l'accélération et de l'identité.

Quel est maintenant le rôle des deux Allemagnes dans ce processus de déstabilisation, ou simplement de changement ? Vous avez parlé de trait d'union. Pour ma part, je serais plus hésitant. Il est vrai que les Allemands ont souvent eu tendance à se considérer comme le trait d'union entre beaucoup de choses ; mais je crois qu'il y a beaucoup de lignes de communication dans le monde, qui passent à côté de l'Allemagne ; par conséquent, il faudrait préciser le lieu de ce trait d'union. Pourrait-on dire qu'il réunit les deux superpuissances ? Certainement pas : cela dépasse les moyens des Allemands. Ceux qui disent qu'il faut établir un pont allemand entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ne tiennent pas assez compte du changement de poids entre nations, au XX^e siècle.

S'agit-il d'un trait d'union entre les deux Europes ? Là encore, je dirais : probablement non. Cependant, si les deux Allemagnes s'intègrent dans la discussion européenne entre Français et Polonais, entre Italiens et Hongrois, etc., ils auront l'avantage de la langue commune, ils n'auront pas besoin d'interprètes pour comprendre le sous-entendu et, par conséquent, ils seront peut-être parfois plus aptes à comprendre les nuances de la discussion entre l'Est et l'Ouest. Mais c'est tout.

Quant à un trait d'union entre les deux Allemagnes — vous m'excuserez de réagir ici en tant que Prussien —, je sais trop comment on échoue en Allemagne, si on déclare qu'un Etat particulier est capable de faire l'union de ce monde germanique.

M. ANTOINE BOSSHARD : Vous avez fort bien décrit, tout à l'heure, comment l'Allemagne était déchirée entre la loyauté vis-à-vis des Etats-Unis — dont elle est l'alliée fidèle depuis la fin de la guerre — et la loyauté vis-à-vis de l'Europe. Mais l'Allemagne n'est-elle pas déchirée par une troisième loyauté, qui serait celle d'un pays écartelé ? Je veux parler de la fidélité à l'égard de son passé ou de la loyauté à l'égard de l'autre partie de l'Allemagne.

J'aurais alors une question un peu provocatrice à vous poser. Est-ce que l'Allemagne, rêvant à son unité, ne serait pas tentée, un jour, de tourner le dos à l'Europe pour réaliser ce rêve ? Est-ce qu'il n'y a pas là un risque considérable dont nous percevons sans cesse les signes ?

L'Europe aujourd'hui

M. RUDOLF VON THADDEN : Encore un problème difficile ! Vous avez raison, il y a trois loyautés : la loyauté envers les Américains, la loyauté envers l'Europe et la loyauté vis-à-vis de l'autre côté de l'Allemagne. Et je pense que nous devons assumer ces trois loyautés simultanément. Les gens qui croient que l'on peut effacer l'une ou l'autre d'entre elles font la même chose que ceux qui croient qu'on peut biffer les réalités historiques. Précisons.

D'abord, nous vivons beaucoup plus qu'on ne le dit avec les Allemands de l'Est : huit millions d'Allemands de l'Ouest passent chaque année en ^{p.036} RDA. Et comme je ne crois pas à une possibilité politique de faire reculer les Russes à l'heure actuelle, et que je ne suis pas romantique, je me concentre uniquement sur ce que rend possible une loyauté envers les Allemands de l'Est, comme envers les Polonais ou tous ceux qui, en Europe orientale, ouvrent — comme je le dis souvent — les « portes de leur cœur », ce qui est beaucoup plus important que les autres portes. Même s'il est un peu plus difficile de passer la frontière, personne ne m'empêche, à l'heure actuelle, d'aller en RDA. Par exemple, personne ne m'empêche de participer au *Kirchentag* (et je vous assure que le parti communiste n'y est pas dominant) ou bien d'aller discuter avec les gens de la RDA sur le refuge des Huguenots — il y a aussi un tricentenaire de la Révocation de l'Edit de Nantes. Voilà pour moi une façon de réaliser une partie de mes loyautés. Ce serait aussi l'occasion de faire une bonne série de films pour notre télévision, puisque vous savez que 90 % des Allemands de l'Est regardent la télévision de l'Allemagne de l'Ouest. Cela vaut la peine d'y penser...

Restent les deux autres loyautés, qui sont beaucoup plus difficiles à concrétiser parce qu'elles sont plus imbriquées l'une dans l'autre et nécessitent, je crois, un certain choix de priorités. Je ne suis pas de ceux qui croient uniquement aux résultats du Marché commun. Tout à l'heure, dans une discussion, M. Freymond me disait que la Suisse n'était pas constituée, à la fin du Moyen Age, en sociétés de production de lait et de fromages. Je trouve ce parallèle très bon : je ne crois pas, aujourd'hui, que l'Europe se constitue en « Europe des moutons », à Bruxelles. Par ailleurs, je ne suis pas plus de ceux qui veulent renvoyer les Américains que de ceux qui croient que la combinaison de la force française et de la force allemande puisse contrebalancer la force de frappe de la Russie. Je crois au contraire que nous devons renforcer notre solidarité avec les Américains, sans pour autant leur laisser croire que nous puissions ne représenter pour eux que la prolongation des intérêts des Etats-

L'Europe aujourd'hui

Unis. Autrement dit, je préconise entre les Européens et les Américains une alliance qui respecte les aspects et les intérêts propres de l'Europe. Pourquoi ? Justement parce que nous ne sommes pas une superpuissance et que nous ne pouvons pas suivre les Américains dans toutes leurs confrontations avec la Russie. Cela ne veut donc pas dire que je me détache totalement des Américains, cela veut dire que j'essaie de formuler une politique européenne qui soit un peu la deuxième jambe — si vous me permettez cette image — de la politique occidentale dans son ensemble.

Mais ceci sous-entend que nous progressions dans la préparation d'une politique commune de l'Europe occidentale, c'est-à-dire, en particulier, que nous améliorions nos procédures de concertation. Très concrètement je ne suis pas venu ici en philosophe —, je crois qu'il faut enfin accepter le principe du vote majoritaire. Autrement, l'Europe des Douze ne me paraît pas crédible.

Avec tout le respect que j'ai pour l'individualisme européen, je crois qu'il faut tout de même que nous arrivions à nous mettre d'accord et je ne connais pas d'autre moyen que celui du vote majoritaire !

@

L'EUROPE ET LES RÉGIONS ¹

TABLE RONDE

présidée par André CHAVANNE
président du Département de l'instruction publique, Genève

Introduction par Giuseppe GALASSO
sous-secrétaire d'État au Ministère pour les biens de la culture
et de l'environnement, Rome

@

M. ANDRÉ CHAVANNE : p.037 Je voudrais d'abord présenter les personnes qui m'entourent à cette table. En premier lieu, je salue M. Giuseppe Galasso, sous-secrétaire d'État au Ministère pour les biens de la culture et de l'environnement à Rome, qui introduira notre thème, l'Europe et ses régions. Je salue ensuite M. Claude Haegi, conseiller administratif de la Ville de Genève, M. Michel Quevit, conseiller de la région wallonne, M. Charles Ricq, professeur à l'Institut universitaire d'études européennes à Genève, M. Llibert Cuatrecasas, député autonomiste catalan aux Cortès, M. François Stevenin, conseiller régional valdotain, et M. Lucien Felli, ancien conseiller régional de la Corse.

Vous le voyez, les régions européennes les plus marquées — peut-être les plus marquantes — sont représentées à cette table et une telle diversité de points de vue devrait nous permettre d'animer un débat fructueux à partir de l'exposé introductif de M. Galasso.

Je lui donne donc la parole.

M. GIUSEPPE GALASSO : Il ne fait pas de doute que l'Europe évoque un concept historique bien plus qu'une notion géographique. Historiquement, elle s'est définie après la dissolution de l'Empire romain en Occident comme l'espace de la Catholicité médiévale.

C'est au XIX^e siècle seulement que les confins de l'Europe politique correspondirent à ceux de l'Europe géographique, s'étendant de Gibraltar p.038 à

¹ Le 17 septembre 1985.

L'Europe aujourd'hui

l'Oural et de la mer Baltique à la mer Egée, ce qui représente encore une preuve du caractère secondaire et subalterne que le facteur géographique a eu, et a, par rapport à la densité des valeurs historiques en quoi consiste le concept de l'Europe. Sur ce plan de l'histoire, le caractère unitaire de l'Europe est assez fort dès le moment, entre le VI^e et le VIII^e siècle, où elle a pris effectivement consistance.

De tout temps, cependant, et en toute occasion, en Europe, à la poussée unitaire s'est opposée une forte poussée en sens contraire. On peut même dire que, dès sa naissance, l'Europe est caractérisée par un pluralisme accentué quant aux structures sociales, aux formations politiques, aux réalités culturelles et linguistiques. Ce pluralisme d'origine est d'autant plus marqué qu'il se manifeste et prospère sur le fond de l'unité religieuse, séculaire dans les pays latins et germaniques. Les vicissitudes de l'unification carolingienne illustrent *ad abundantiam* ce caractère historique original du monde européen.

Ainsi, toute l'histoire médiévale semble se jouer dans une dialectique vive, constante, souvent dramatique entre *Regna* et *Imperium*, entre le *particularisme* des seigneuries, des pouvoirs locaux, et la *monarchie universelle* ; entre *fiefs* et *villes*, d'une part, et *souverains*, de l'autre ; entre poussées irrésistibles et revendications inextinguibles d'*autonomies*, d'une part, et grandes structures institutionnelles et administratives de *curies* royales et impériales, de l'autre ; entre *libertates* et *privilegia*, et, respectivement, *regalia iura*.

A la fin, du long défi est sorti victorieux un troisième protagoniste : l'Etat national. Celui-ci s'oppose totalement, dans ses principes inspirateurs, au monde médiéval et à ses divers protagonistes entre eux différents et opposés : particularisme et universalisme. De plus, dans l'intuition médiévale du monde et de la vie, *Imperium* et *sacerdotium* avaient vécu ensemble. L'Etat national rompt cette solidarité d'inspiration. Il affirme la *raison d'Etat* comme instrument, mais aussi comme but et justification de son pouvoir, *superiorem non recognoscens*, et de l'exercice de celui-ci ; il remplace le droit canonique, féodal, commun, par le droit naturel, civil, romain. Il ne trouve pas son fondement dans l'universalisme théologique de la *sancta respublica christiana*, mais dans le *contrat social* qui lie souverain et sujets. Le principe de l'unité du troupeau, bercaïl et berger, est substitué par la norme *cuius regio, eius religio*.

L'Europe aujourd'hui

L'Etat national est une des créations les plus originales de la civilisation européenne et de toute l'expérience politique mondiale ; de même que l'idée de nation est typiquement européenne. La nation n'est pas simplement un *ethnos*, ni le peuple dans le sens qu'a ce terme du point de vue juridique et institutionnel ou dans les différents courants de la pensée politique, des démocratiques aux nationalistes. Elle n'est pas seulement une réalité linguistique ou une tradition culturelle, une sédimentation anthropologico-culturelle de mentalités et de comportements, un héritage de souvenirs communs ou un système de valeurs consolidées, une structure d'intérêts matériels économiques, sociaux, solidaires et convergents dans leur ensemble. Elle est moins encore une pure expression de la géographie, le p.039 reflet d'un conditionnement inévitable de *l'habitat* sur les hommes qui y vivent, car même l'idée de la « patrie » en tant que « terre des pères » équivaut à celle-ci dans son fondement, ou, pour mieux dire, se situe sur un plan différent et partial. Ne suffit pas davantage à définir la nation le rapport d'hostilité, l'opposition, la différence à l'égard d'autres nations ou puissances extérieures ; ou une expérience institutionnelle et politique s'étant stratifiée dans le temps ; ou encore une coagulation de passions et de sentiments spécifiquement inhérents à une tradition de vie civile et sociale. Pourtant, tous ces éléments entrent dans la réalité de la nation et concourent à en former l'image unique. Leur concours variable s'effectue selon des lignes et élaborations historiques déterminant en large mesure les différences entre nations. C'est seulement dans le cours du temps, avec des rythmes variés et imprévisibles que la combinaison de ses éléments constitutifs donne au phénomène national une consistance qui apparaît irréversible et même proprement originale.

Il est certain, en tout cas, que la nation exprime une accentuation unitaire au sens éthique et politique des éléments qui contribuent à sa formation. La dimension éthico-politique représente le champ de gravitation de ces éléments multiples. Cela fait mieux comprendre la nature laïque et moderne du phénomène national et sa spécificité européenne.

On comprend, sur la base de ces prémisses, qu'il soit opportun de distinguer entre nation et nationalité. Pour éclairer cette distinction, voici quelques exemples : la France est une nationalité qui s'est précocement résolue en une nation ; l'Allemagne et l'Italie sont des nationalités qui ne se sont résolues en nations qu'au XIX^e siècle ; la Suisse est une nation fondée sur trois nationalités.

L'Europe aujourd'hui

En d'autres termes, la nationalité indique les différences de condition et d'équilibre des éléments qui, ensemble, constituent la nation avant qu'ils assument une valeur éthico-politique. Les nationalités européennes se déterminent au cours du Moyen Age, en symbiose avec la détermination même de la réalité européenne : la coïncidence des deux processus, le fait qu'ils forment un unique développement historique expliquent par eux-mêmes la profondeur des racines que le phénomène national a dans la spécificité européenne.

La variété dans la genèse, dans les manifestations, dans les modes et les temps qui ont déterminé la physionomie spécifique de chaque nation révèle, par ailleurs, d'une façon évidente et indiscutable, le caractère de réalité, tout sauf monolithique, qu'il faut reconnaître aux différentes formations nationales, tant du point de vue territorial et matériel que du point de vue anthropologique et culturel.

Partout, l'Etat national révèle, tantôt plus, tantôt moins évidemment, la trame des réalités territoriales et culturelles multiples dont il s'est composé au cours du temps. L'observation a d'autant plus de poids, qu'à peu d'exceptions près, dans toutes les nations européennes, la coïncidence entre leur dimension concrète et historiquement réalisée et les possibilités d'un développement national différent qu'une histoire différente aurait pu comporter, est restée problématique. Cette dernière l'est encore davantage du point de vue territorial, entre les frontières étatiques et les frontières ^{p.040} anthropologico-culturelles, linguistiques, ethniques, etc., de la nation historiquement réalisée et des nations voisines.

Deux problèmes de première grandeur surgissent ainsi pour ce qui est de la structure de la nation. D'un côté, il faut opérer la distinction entre *nation réelle*, *nation possible* et *nation potentielle*. Il s'agit d'une distinction qui reflète d'une manière simple mais efficace la réalité d'éléments historiques d'une grande complexité. D'un autre côté, la question des frontières nationales prouve, peut-être plus que tout autre problème, le caractère exclusivement historique de la formation nationale. Sur le continent, aucun Etat national européen n'a de frontières nationales qui ne soient discutables, au moins sur le plan géographique. Ces deux considérations confirment le fait que l'Etat national est un processus et une réalité non axiomatique et non définitive. Son caractère aléatoire est constitutif.

L'Europe aujourd'hui

Il ne faut nullement pour autant penser à une fragilité ou à une faiblesse historique de l'Etat national, qui a atteint son apogée au XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e. Un bilan historique objectif oblige à reconnaître sans réserve sa fonction décisive dans la libération, la réalisation et l'accroissement des énergies des peuples européens, dont il a su satisfaire des exigences fondamentales, et auxquels il a permis un véritable saut de qualité dans tous les domaines de la vie morale, politique et sociale.

Fils de l'histoire, l'Etat national n'a pas pu cependant effacer l'histoire. Ses limites ont été, comme pour toute autre réalité historique, celles mêmes de ses raisons de succès. Fruit d'une sélection millénaire, expression d'un vaste ensemble de réalités et de valeurs historiques, il n'a ni détruit ni rendu vains, ni complètement résolu dans ses dimensions plus amples les multiples mondes humains, sociaux, culturels ni les entités politiques et civiles qu'il a comprises.

Il n'y a par conséquent guère de raisons d'étonnement si les particularités subnationales ont affleuré à nouveau, et parfois vigoureusement, au moment où l'Etat national est entré en crise, après la Seconde Guerre mondiale. Sur la nature de cette crise, il s'agirait, à vrai dire, de s'entendre. En simplifiant la question d'une manière drastique, on doit, en effet, reconnaître que la crise de l'Etat national est essentiellement une crise de dimensions, elle est étroitement liée aux dimensions de la politique, de la technique et de l'économie, qui ont changé. Il s'agit d'un changement de dimensions qui est aussi — c'est trop évident — un saut de qualité. Qu'on en soit arrivé là aussi à cause de l'incapacité historiquement prouvée des Etats européens à gouverner et à régler leurs conflits, voilà qui est un fait : un fait, par ailleurs, commun à de nombreuses expériences politiques du passé (on pense à la Grèce, à l'Italie de la Renaissance par exemple). Cela implique et détermine une crise dans les classes dirigeantes et dans leur capacité de guider et gérer les grands développements historiques qui ont pris place au XX^e siècle. Cela implique également une crise dans la culture politique, dans la capacité représentative d'intérêts économiques et sociaux, d'identification de nouveaux modèles politiques et de nouvelles dimensions et qualités d'intérêts. L'évolution de l'Etat national n'aurait pas pu être p.041 plus tourmentée, et le bouleversement de ses articulations internes les plus vitales est bien compréhensible. Il s'est produit sur le plan social, il aurait été difficile qu'il ne se produisît pas à l'échelle territoriale (et cela, même sans compter que social et territorial coïncident souvent dans leur réalité concrète).

L'Europe aujourd'hui

C'est à partir de ces données qu'il faut envisager le problème actuel des régions européennes. Que signifie le fait que réapparaissent si fréquemment des tendances régionalistes si virulentes qu'elles ne s'arrêtent pas aux revendications culturelles ou politiques et passent souvent à l'agitation armée et terroriste ? Les régions de l'Europe, vers quoi tendent-elles ? Avec quoi sont-elles compatibles ou incompatibles ? Sont-elles d'anciennes nations comprises dans l'État national qui maintenant se réveillent et aspirent à reprendre leur autonomie pré-unitaire ? Sont-elles des nations en puissance, dont le développement fut interrompu par les plus grandes nations qui les englobèrent ? Ou sont-elles des nations neuves qui naissent d'une articulation différente du tissu national dont elles font partie ? Ou ne sont-elles pas des nations, ni neuves ni anciennes, mais un type de phénomène politique et civil tout à fait autre ? S'agit-il de phénomènes fondamentaux susceptibles de devenir des facteurs d'altérations inévitables portant au dépassement des équilibres et arrangements institutionnels et politiques des États nationaux ? Ou s'agit-il de mouvements au rayon d'action restreint ?

Les réponses à ces questions sont encore confiées au processus historique en cours et à ses aboutissements, plus ou moins créatifs ou conditionnés. Mais quelques considérations ultérieures pourront être utiles.

Avant tout, si l'État national s'est développé avec l'Europe et que son histoire fait un tout avec l'histoire de celle-ci, il faut se demander si la crise de l'État national n'est pas, au sens le plus profond du terme, une crise de l'Europe. La réponse même de l'unité européenne en tant que voie pour poursuivre et garantir la grande histoire de la présence millénaire de l'Europe dans l'histoire du monde et de la civilisation, risque, dans ce cas, et par rapport à la profondeur de la crise, d'être trop simpliste et ingénue : là pourrait se trouver une des raisons, parmi les autres plus connues et évidentes, de l'insuccès permanent des efforts en vue de l'unification européenne. Bref, si la crise de l'État national et la crise de l'Europe ne font qu'un, c'est le problème européen en général qu'il faut regarder pour évaluer les dimensions et la signification effective de la crise, qu'en cette fin de XX^e siècle les classes dirigeantes nationales et locales, les intellectuels, les opérateurs économiques ont, partout en Europe, l'impression d'affronter.

Par ailleurs, il ne semble pas que l'État national soit contesté de l'intérieur

L'Europe aujourd'hui

seulement par la montée d'une série de revendications régionales virulentes, inattendues pour la plupart. Il apparaît, en général, que soit venue à manquer la loyauté indiscutable qui avait constitué jusqu'à la Seconde Guerre mondiale l'attitude presque universellement répandue.

Néanmoins, quarante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est possible de constater que l'Etat national a été et reste encore le cadre ^{p.042} d'un grand processus de transformation et de promotion. Les pays européens forment toujours le groupe très restreint des pays les plus riches et développés du monde, alors qu'ils passent avec succès le seuil d'une nouvelle révolution technologique. Et, dans l'ensemble, la capacité de fonctionner, de répondre aux tâches institutionnelles, d'animer la vie économique et sociale dont a fait preuve l'Etat national s'est révélée bien supérieure à ce qu'on aurait pu craindre pour un organisme écartelé par deux conflits mondiaux d'une violence sans précédent, par de terribles contrastes et des contestations internes. Même la carte politique de l'Europe, telle qu'elle fut esquissée entre 1848 et 1878 et telle qu'elle sortit de la paix de 1919, est largement stable dans ses traits fondamentaux ; cela est d'autant plus remarquable qu'entre-temps des changements très frappants se sont produits dans les frontières des Etats. Aucun des peuples qui, dans cette période, ont accédé à l'indépendance et à l'unité nationale ne les a perdues à l'exception des Pays baltes, englobés par l'Union soviétique, et de l'Allemagne, déraisonnablement divisée en deux Etats.

La vitalité matérielle dont les pays d'Europe occidentale surtout ont donné une preuve évidente est accompagnée d'une vitalité culturelle. Même la crainte, parfois exagérée et proche de l'obsession, qu'ils manifestent à l'égard d'une colonisation culturelle américaine, ou de la difficulté de maintenir l'identité morale et culturelle sous la pression, ou la simple répercussion de la présence impériale des Etats-Unis dans le monde, et maintenant aussi devant la puissance économique et technique croissante du Japon, est un signe révélateur d'une conscience de soi qu'il faut se mettre à considérer comme irréductible. Il est significatif que cette crainte de l'Amérique sur le plan culturel, scientifique et technique succède et s'ajoute aux craintes à l'égard de la pression soviétique sur le plan politique et militaire, comme aussi au complexe déraisonnable de culpabilité et presque d'infériorité à l'égard du prétendu tiers monde, qui fut particulièrement aigu dans les années 60 et 70. Somme toute, l'image de l'Etat national européen, à travers l'ensemble de ces préoccupations, apparaît plutôt

L'Europe aujourd'hui

confirmée qu'affaiblie comme élément d'une conscience de soi dont l'abandon est inconcevable. Il est un fait, qu'à la moitié des années 80, cette conscience de soi est plus vive que jamais dans les Etats qui sont sortis de l'épreuve du terrorisme et de la contestation, à l'intérieur et à l'extérieur, de crises comme celles de l'approvisionnement et du prix du pétrole. L'augmentation du bien-être et l'objective réduction des conflits sociaux sont allées de pair avec la démonstration d'une capacité dans le domaine de la recherche scientifique et des réalisations techniques qui font ressentir, à juste titre, comme une question de dimensions et de ressources, plus qu'un problème de qualité et de possibilité scientifiques et intellectuelles, le *gap* technologique et économique entre les vieux Etats européens et les nouveaux colosses mondiaux.

Ajoutons que la contestation régionale n'a apporté aucune proposition alternative aux cultures nationales. Sous cet aspect, les revendications régionalistes sont surtout d'ordre linguistique, du folklore ancré dans d'anciens modèles de civilisation urbaine et rurale ; elles sont tournées ^{p.043} somme toute bien plus vers le passé que vers l'avenir et cultivent le mythe du *world we have lost*, plutôt qu'une philosophie prospective avancée ; elles participent de la nostalgie, de la *Sehnsucht* que les cultures nationales, elles-mêmes, ont exprimée et théorisée pour leurs traditions et pour leur *piccolo mondo antico*, plutôt que de la recherche, l'exploration et l'invention du nouveau, qui a fait grandir les cultures nationales européennes et, avec elles, l'Europe et le monde. De telle sorte, les cultures nationales continuent à représenter la modernité et son avenir, alors que les cultures régionales se posent comme rétrospectives, soit pour elles-mêmes, soit comme aspects de moments rétrospectifs analogues des cultures nationales. De la même façon, les cultures européennes apparaissent durables et constantes dans leur colloque original, profond, fécond. Elles constituent depuis plus d'un millénaire l'indiscutable réalité unitaire d'un univers culturel, à son tour profondément caractérisé par rapport aux autres univers culturels de l'histoire du monde. Ce qui ne veut pas dire qu'il ait jamais existé comme monade sans portes ni fenêtres. Il serait impossible de retrouver, pour les cultures régionales, l'analogie de cette physionomie antique, vitale, de grande *koiné* de la vie intellectuelle et morale en tant que peuples. Historiquement, elles se sont définies par rapport à la propre culture nationale. Par exemple, le rapport catalano-castillan, ou vénéto-italien, ou bavarois-germanique, ou breton-français a été le plan sur lequel s'est déroulée leur vie

L'Europe aujourd'hui

historique et où elles peuvent être définies, pas seulement du point de vue historique. Une *koiné* de cultures régionales ne semble pas s'être produite, même pas à l'intérieur de chacun des pays européens : à ce niveau également, le plan national et le rapport bilatéral avec lui apparaissent comme les dimensions propres aux différentes cultures régionales. Ainsi, un isolement relatif ou, mieux, une singularité relative dans l'évolution caractérisent les cultures régionales ; mais, en revanche, une circulation tout européenne caractérise structurellement et historiquement les cultures régionales. Par ailleurs, il semble très difficile que les cultures régionales puissent relever mieux que les cultures nationales le défi auquel, à la fin du XX^e siècle, la culture européenne se sent exposée : sa crainte de superposition d'une empreinte « américaine » dénaturante ; sa difficulté à défendre des langues de très grande tradition intellectuelle et politique de la prédominance croissante de l'anglais d'Amérique ; les obstacles s'opposant au maintien d'une présence plus que glorieuse dans la recherche et dans le développement des sciences et de la technique ; les problèmes particuliers, tant économiques que culturels, dans des secteurs décisifs comme la radio et la télévision, le spectacle, le marché musical et cinématographique, la mode, l'édition. C'est sous cet aspect que la pétition européenne unitaire apparaît plus forte : le contraire donc de la perspective qu'offre la tendance régionaliste.

Mais quelles sont, en fin de compte, les régions d'Europe ? Les régions italiennes, les *Länder* allemands, les départements français, les provinces espagnoles, etc., ne correspondent que partiellement à des entités historico-anthropologiques, historico-culturelles effectives : ailleurs, elles sont des entités politico-administratives d'origine variée, parfois récente. Dans ^{p.044} certains cas, elles sont plus restreintes que l'unité anthropologique et culturelle qu'elles évoquent (que l'on pense au *Midi* de la France, au *Mezzogiorno* italien) ; dans d'autres cas, elles sont plus amples (que l'on pense à une région italienne comme l'Emilie-Romagne, ou à un *Land* comme la Rhénanie). Pour certains pays, la division régionale interne n'empêche pas que, dans leur ensemble, ils apparaissent eux-mêmes comme des régions européennes : que l'on pense au Portugal ou à l'Autriche, par exemple, et, d'une manière différente, à la Hollande, à la Belgique et à la Suisse, même. Et un pays comme le Luxembourg est-il davantage *nation* que la région de certains Etats (la Vénétie ou la Sicile en Italie, la Catalogne et le Pays basque en Espagne, la Corse ou la Bretagne ou

L'Europe aujourd'hui

l'Alsace en France, etc.) ? Et ne peut-on pas se poser la même question pour des pays comme la Belgique ou même comme la Suisse ?

Encore une fois, la question se présente dans une variété et une épaisseur d'aspects qui donnent une idée extrêmement concrète du genre de problèmes qui font le tissu de l'histoire et de la politique, du passé et du présent de l'Europe. Ni du point de vue historique, ni de celui de la politique, ces problèmes ne peuvent être résolus par des réponses simples et univoques. Dénier au régionalisme, tel qu'il est dessiné en Europe dans la seconde moitié du XX^e siècle, des éléments positifs et des raisons motivées de validité, est moins simple que ne le fait croire la considération générale du phénomène. Il s'agit de besoins, de forces, d'aspirations à reconnaître, cas après cas, dans leur genèse et dans leur signification. Leur analyse spécifique permet de comprendre que la présence évidente et diffuse du phénomène n'implique pas nécessairement de crise radicale de dissolution de l'État national. A la fin, il faut aussi se demander jusqu'à quel point l'indubitable structure régionale de l'Etat national s'est fait sentir, même dans les périodes où l'unité nationale est apparue plus forte. L'histoire des Etats nationaux *sub specie* de leur composition régionale doit, encore presque en tout, être écrite. Et cela confirme que les rapports bien plus problématiques entre régionalisme et nationalité, à la fin du XX^e siècle, ne doivent pas induire à croire que leur caractère conflictuel comporte, nécessairement, la disparition de l'un des antagonistes.

M. ANDRÉ CHAVANNE : Je remercie très vivement M. Galasso et ouvre le débat en demandant aux invités qui vont prendre la parole de poser des questions ou de proposer des affirmations en s'exprimant très librement, avec vivacité, voire s'il le faut, avec brutalité.

M. LLIBERT CUATRECASAS : Je pense que le concept de région, tel que nous le discutons aujourd'hui, est un concept tout à fait moderne (sur le plan socio-économique comme sur le plan politique) qui n'apparaît en Europe qu'après la Seconde Guerre mondiale et, à ce titre, il convient notamment de clairement le distinguer de celui qu'utilisait la Société des Nations au début du siècle, lorsqu'on parlait des « nationalités », du « principe des minorités », etc.

p.045 Parallèlement, je crois qu'il existe une nouvelle conscience de l'Europe. Celle-ci ne se représente plus comme le centre du monde (les Etats nationaux

L'Europe aujourd'hui

sont autosuffisants), mais elle prend conscience de ce qu'elle est plus pauvre qu'auparavant et ressent alors le besoin de certaines richesses qui ont été effacées ou qui sont en voie de disparition. Là aussi, je remarque que c'est après la Seconde Guerre mondiale que s'est développé le concept de pluralisme, et l'idée selon laquelle la personne est un élément constitutif et fondamental de la société dans toute sa complexité.

Dans une telle perspective, la région n'apparaît plus comme une unité territoriale fermée et dépendante d'un Etat centralisé (mentalité — disons jacobine — qui a caractérisé pendant passablement de temps la politique des Etats), mais au contraire comme un territoire ouvert et autonome, avec ses relations propres et ses liaisons potentielles. Par exemple — et je parle maintenant en tant que député de ce que l'on appelle le groupe parlementaire de la minorité catalane au Parlement espagnol — on peut considérer que la politique espagnole récente reflète bien cette évolution. En effet, par la Constitution de 1978, elle « reconnaît et garantit les droits à l'autonomie des nationalités et régions qui composent l'Espagne » (fin de l'article 2). En un sens, cette constitution, qui reconnaît donc la possibilité d'une existence autonome de « nationalités et régions » par rapport à l'Etat, ne fait que récupérer une tradition d'« autogouvernements » qui avait fait ses preuves chez nous entre le XIV^e siècle et le début du XVIII^e ; or, c'est précisément, me semble-t-il, ce qui donne aujourd'hui sa vivacité à la politique espagnole, et ce retour à certaines formes de structure fédérale me paraît pouvoir constituer, dans le débat contemporain sur les régions, le fondement potentiel d'une union européenne.

Sans structure régionale de ce type, on risque de maintenir dans la vie européenne trop de méfiance et d'affrontements traditionnels parmi les Etats. Par contre, si l'on développe les aspects régionaux, on peut adoucir ce concept de nation qui a faussement été rattaché à celui d'Etat. Jamais la Catalogne, qui s'est toujours considérée comme une nation, n'a eu besoin de posséder aussi son Etat. Elle faisait partie du royaume d'Aragon, même si la population de l'Aragon aujourd'hui ne réunit qu'un million d'habitants alors que la Catalogne en compte six, et le centre du pouvoir a toujours été à Barcelone.

Pour preuve, je terminerai sur une petite histoire. Quand le roi d'Aragon, Alphonse V le Magnanime, fait la conquête du royaume de Naples et s'en va vivre dans cette ville au début de la Renaissance, alors les Catalans, pour qui le

L'Europe aujourd'hui

roi est la source de l'autorité, lui écrivent en signant : « cette nation presque veuve qu'est la Catalogne ». La conscience nationale qui se développe en Catalogne dès la fin du XIV^e siècle n'est donc pas indépendante d'une autorité et d'une dimension plus larges.

Ce que les Catalans ont traditionnellement essayé de faire en Espagne, gageons maintenant qu'ils essaieront de le faire en Europe.

M. MICHEL QUEVIT : A mon tour, je voudrais m'exprimer en tant que représentant de l'une des plus jeunes régions d'Europe, puisque la Wallonie, qui a reçu son statut de région dans la p.046 Constitution belge de 1970, n'a acquis ses institutions propres que lors de la réforme législative de 1980. Cependant, je dois dire aussi que je représente peut-être l'un des pays les plus vieux du point de vue des Etats-nations, puisque la création de l'État belge date de 1830 et repose sur un modèle de constitution jacobine, unitaire et centralisatrice. Nous sortons donc d'une longue tradition centralisatrice pour entrer dans un processus de fédéralisation, qui est d'ailleurs un processus inachevé. Autrement dit, nous appartenons à l'un des pays très centralisés de l'Europe qui comprend qu'il n'est plus possible de bien fonctionner sans entrer dans une logique de fédéralisation. Et je dirais que cela tient au fait que chez nous, l'État-nation — dont M. Galasso a vanté beaucoup de qualités — a été incapable de gérer deux problèmes fondamentaux de la communauté belge.

D'abord, il n'a pas su gérer le problème politique du respect des minorités. Je constate que l'État-nation belge a imposé à une majorité populaire — la Flandre, qui représente 55 % de la population belge — la nécessité de s'exprimer en français pour accéder, dans l'État belge, à n'importe quel poste de décision — ce qui a créé, au fond, la nationalité flamande. Or, avec le suffrage universel, les choses se sont renversées puisqu'une collectivité majoritaire à 55 % parvenait, par le jeu des institutions démocratiques, à imposer n'importe quelle loi aux autres. Retour de processus historique : l'État apparaissait donc incapable de protéger la Wallonie de la majorité politique de la Flandre. Premier problème fondamental.

Ensuite, il n'a pas su gérer le problème économique. En fait les problèmes belges ne sont plus guère des problèmes linguistiques mais sont devenus des problèmes économiques. La Wallonie, qui a été l'une des régions les plus

L'Europe aujourd'hui

prospères de l'Europe au XIX^e siècle, est entrée — comme d'autres régions : le Nord Pas-de-Calais, la Lorraine — dans un processus de déclin industriel. Or, on constate que l'Etat belge est incapable d'harmoniser les déséquilibres économiques entre la Flandre — qui au contraire est devenue prospère — et la Wallonie qui est donc en déclin. Dès lors, devant cette situation, qui va très loin puisque la communauté flamande a refusé la solidarité financière (par exemple la restructuration de la sidérurgie wallonne), on doit se demander, me semble-t-il, s'il ne faut pas changer le processus politique. C'est pour cela que j'ai fait — à titre tout à fait personnel — une proposition de création d'une réforme confédérale de l'Etat belge. Pour compléter ma pensée, je voudrais dire que pour nous, une telle proposition ne peut pas engendrer un processus de repli sur soi, parce que nous pensons, compte tenu de l'environnement économique mondial, qu'il y a une complémentarité entre le processus d'intégration européenne et le renforcement des autonomies régionales. Si l'Europe, depuis la crise, est bloquée sur le plan politique comme sur le plan économique, c'est à cause des égoïsmes nationaux. Prenez l'exemple de la coopération technologique. Savez-vous que nous avons été dans les années 50 et 60 le concurrent premier des Etats-Unis ? Or, si nous avons perdu cette compétitivité, c'est à cause de l'incapacité multiple au niveau européen, d'avoir une coopération technologique, d'avoir une politique industrielle (à un moment où justement nous devons faire face à des mutations ^{p.047} fondamentales dans les processus industriels internationaux), d'accéder à une unité monétaire (alors que le problème de toutes les économies et des déficits des Etats-nations était lié au problème du dollar), et de parvenir à une unité politique (ce dont témoignent par exemple les propositions de la Commission Spaak et les péripéties de l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans la Communauté européenne). Plus généralement, nous avons été incapables de moderniser le processus décisionnel de cette Communauté ; et je pense qu'une telle dynamique de modernisation ne peut passer, pour se dégager des impasses dues aux conflits nationaux, que par le renforcement des autonomies régionales. Nous ne pouvons plus penser l'Europe et notre pays, sur le modèle de la constitution des Etats-nations au XIX^e siècle. Cela m'apparaît impensable pour trois raisons :

Première raison : c'est une nécessité démocratique. Puisque nous élargissons l'ensemble politique, il est très important que l'on crée dans cette

L'Europe aujourd'hui

Europe en formation un mécanisme qui respecte les minorités géographiques. Et le respect de ces minorités géographiques passe par la reconnaissance des régions dans la plupart des Etats-nations européens. Par ailleurs, il faut trouver le moyen de maintenir le rapprochement des citoyens de la décision publique et de la maîtrise de leurs problèmes, et la région apparaît bien être le lieu où le citoyen reste en contact avec les réalités concrètes de son environnement.

Deuxième raison : c'est une nécessité économique. L'un des dangers majeurs pour l'Europe réside à mes yeux dans l'extension des déséquilibres économiques régionaux. Outre l'exemple de la Belgique, je pourrais prendre celui de l'Italie, où les déséquilibres économiques régionaux sont énormes. Le problème ne vient pas tant de l'Europe — l'Italie est un pays qui a reçu à lui seul 35 % du Fonds européen de développement régional — que d'un phénomène interne à l'Etat-nation. Autrement dit, les déséquilibres régionaux constituent un danger en ce qu'ils engendrent toujours — c'est assez paradoxal — des égoïsmes nationaux. Dès lors, pour que l'Europe se réalise, il faut qu'elle résolve deux grands problèmes, celui des régions que l'on dit périphériques, à dominante rurale ou agricole, qui sont confrontées à des nécessités de concurrence internationale, et celui des régions de tradition industrielle qui sont en déclin.

Troisième raison : je dirai que c'est une nécessité culturelle. Pour ma part je ne crois pas qu'il y ait de « culture nationale » car celle-ci se réduit, dans la plupart des pays, à la culture du centre : la culture nationale de la France, c'est Paris ! La culture nationale francophone belge, c'est Bruxelles !... mais à Liège, à Charleroi ?... Ce qui m'apparaît important à sauvegarder en Europe, c'est justement cette diversité culturelle que les Etats-Unis nous envient. Et là, je ne suis pas du tout d'accord avec M. Galasso : les cultures dites régionales ne sont pas des cultures du passé ; et la culture nationale n'est pas la culture de la modernité. Je trouve au contraire que la modernité apparaît lorsqu'une culture sait atteindre l'universel à partir de son enracinement. Par exemple, si je prends le cinéma italien, on ne peut pas dire que les frères Taviani produisent un cinéma de culture italienne : ils font un « cinéma d'enracinement », dans lequel ils touchent un problème ^{p.048} universel. De même, dans notre région, c'est précisément la perspective que nous entendons développer : nous en avons des exemples dans le domaine du cinéma, mais aussi dans le domaine de la littérature, voire dans celui de la technologie. En effet, cette région, qui est la

L'Europe aujourd'hui

mienne, et qui a vécu, pendant cent ans, comme une région riche, est en train de devenir une région relativement pauvre, ce qui veut dire qu'il est plus difficile pour elle d'entrer dans la modernité de la nouvelle culture technologique parce que justement elle est restée au développement de son passé. Dès lors, l'un des principaux axes de réflexion que nous menons, en tant que région, porte et a porté, dès que les institutions ont été créées, sur les moyens d'articuler cette grande tradition industrielle à la modernité technologique (actions dans les écoles, médias...) c'est-à-dire sur les moyens d'amorcer une mutation que toute une collectivité doit produire.

Voilà quelques réflexions que je voulais faire, M. Galasso, mais je peux vous dire, en tout cas, que nous sommes partie prenante : il nous apparaît clair que si nous voulons articuler intégration européenne et autonomie régionale, il faudra arriver au Sénat des régions dans le cadre du Parlement européen, à côté de l'Assemblée parlementaire actuelle.

Je vous remercie.

M. ANDRÉ CHAVANNE : Peut-être pourrais-je dire aussi quelques mots de notre propre expérience dans la région transfrontière qui réunit Genève et la Savoie.

Inutile de dire ici combien les frontières politiques, douanières, policières, compliquent le fonctionnement des régions. Or, ce sont justement ces complications que nous essayons, en tant qu'autorités politiques de la Ville et du Canton de Genève, de limiter autant que possible. Nos orientations sont diverses : elles touchent aussi bien le domaine énergétique (alimentation d'une nappe phréatique) que le domaine culturel (échanges de musiciens entre Genève et Lyon) ou économique (organisation du travail, frontaliers...). Je citerai aussi le cas du CERN, organisation scientifique internationale qui a commencé ses activités uniquement sur territoire suisse et qui maintenant se développe surtout sur territoire français. Et je pourrais donner de nombreux autres exemples d'opérations conjointes de ce type, qui montrent qu'il est possible, par-delà la frontière entre les deux pays, de recréer les conditions d'une vie en commun entre des gens qui pensent, qui vivent de manière semblable et qui, je me permets de le signaler en passant, ont la même culture.

Ce sont certes des petites choses, mais je pense qu'elles nous intéressent

L'Europe aujourd'hui

ici, dans la mesure où elles témoignent, à travers des accords conclus entre deux nations aussi différentes que la France et la Suisse — la première étant aussi fortement centralisée que la seconde est fédéralisée —, de possibilités d'entente qui sont le propre de l'échelle régionale.

M. CLAUDE HAEGI : J'aimerais simplement faire quelques commentaires qui prolongent les réflexions de M. Chavanne. Tout d'abord, il faut rappeler que les frontières politiques de notre canton, dont le dessin, assez largement influencé par l'attitude restrictive de Talleyrand, p.049 ne recouvre pas les limites naturelles de notre région, n'ont finalement pas très bien résisté à cette poussée quotidienne qui nous entraîne à cohabiter et à vivre un certain nombre de choses avec nos voisins savoyards. C'est ce que montre notamment l'existence des zones franches qui ont permis et permettent encore la libre circulation des personnes et des biens et qui permettent à cette communauté genevoise, savoyarde et gessienne de vivre d'une façon à peu près satisfaisante.

La région ? A Genève, nous la vivons vraiment au quotidien. Tous les matins, vingt-cinq mille Français viennent à Genève et plusieurs milliers de Vaudois, d'« internationaux », se rendent à Genève. Il y a donc un mouvement considérable. En outre, nous avons mis en place un système qui nous permet de rétrocéder à la France 3,5 % de la masse salariale versée aux frontaliers sur le territoire de notre canton. C'est dire le potentiel économique que cela représente pour ce pays voisin. De plus, à partir de cette impulsion économique, nous découvrons une nouvelle réalité culturelle, de nouvelles dimensions à la coopération transfrontalière.

J'aimerais dire, à cet égard, que la région ne doit pas être trop bien délimitée. Elle a des dimensions variables. On peut régler un certain nombre de problèmes dans un certain contexte et d'autres problèmes à une autre échelle. Ainsi, au-delà de notre région naturelle qui comprend le Canton de Genève, la Haute-Savoie et une partie du Pays de Gex, nous retrouvons — en ce moment — une autre dimension culturelle (et économique à certains égards), qui est celle du bassin lémanique. C'est dire qu'à partir du premier pas qui a été franchi, nous sommes en train de recomposer nos différentes valeurs. Nous nous découvrons nous-mêmes ; la région se redécouvre elle-même !

Dès lors, M. Galasso, ce que je dis là ne va pas exactement dans le sens des

L'Europe aujourd'hui

propos que vous avez tenus tout à l'heure. J'avoue — et je le dis très respectueusement — avoir été un peu surpris par ce plaidoyer que vous avez fait en faveur de l'Etat-nation. Mais peut-être l'avez-vous préparé parce que vous aviez bien compris qu'il ne fallait pas qu'il y ait d'antagonismes entre les régions et l'État-nation. Tel est en tout cas mon point de vue : il y a là deux valeurs à conjuguer — et non pas à opposer. Et, sans vouloir être présomptueux, je pense que la région genevoise constitue un exemple intéressant au niveau européen, dans la mesure où les expériences et les faits que j'ai évoqués ne se limitent pas à l'expression quotidienne d'un vécu proprement régional mais nous permettent aujourd'hui d'agir, sur la scène internationale, ensemble : les Savoyards, Gessiens et Genevois. L'Europe n'avance plus beaucoup à partir des Etats-nations, mais elle avance, à mes yeux, à partir de démarches transfrontalières de ce type.

J'en suis le modeste témoin à Strasbourg, dans le cadre de la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe. Confrontés aux difficultés économiques, les élus municipaux et les élus régionaux ne peuvent pas faire autrement que de gommer les frontières pour réunir toutes les forces existantes et prendre conscience de toutes les potentialités d'action commune. Je suis persuadé que c'est à partir de ces régions-là que nous pourrons faire avancer l'Europe.

M. LUCIEN FELLI : p.050 Entre la Suisse et la Corse il existe une vieille tradition historique, et ceci plus précisément entre la « Cité de Genève » et la « République Corse » du XVIII^e siècle.

C'est la raison pour laquelle je remercierai tout spécialement nos amis suisses car je vois chez eux et notamment à travers la pensée du « citoyen de Genève » qu'était Jean-Jacques Rousseau cette influence, cet échange direct entre nos institutions lorsqu'au XVIII^e siècle la Corse s'affirma comme « République souveraine en Méditerranée ». Elle le fit au terme d'une longue lutte d'indépendance s'achevant contre la République de Gênes, en traduisant l'apparition du ferment des démocraties des temps modernes, le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Plus de deux siècles après, la face des choses a radicalement changé dans l'île. Nous ne pouvons plus apporter notre voix que d'une façon très limitée dans

L'Europe aujourd'hui

la mesure très relative du type de région décentralisée que nous sommes, alors que l'Etat-nation central fait normalement écran, que la Région Corse « balbutiante », à peine fixée sur la réalité du statut particulier dont elle a été dotée en 1982, apparaît pas ou peu en tant que telle dans les organismes internationaux ou européens. Notre classe politique insulaire éminemment traditionnelle joue plus volontiers sur le clavier local ou national et n'a pas encore pris la mesure des institutions européennes.

Pourtant, refusant de disparaître de l'histoire du monde et précisément de cette page d'histoire qui est en train de s'écrire en Europe, des hommes et des femmes se sont levés dans l'île pour affirmer haut et fort notre intention de rester des acteurs compétitifs dans le monde moderne et ses échanges de toutes sortes, alors que précisément tout était programmé dans le cadre du jeu conjugué du centralisme et de ce que l'on a appelé le colonialisme interne parisien pour faire basculer la Corse au rang des régions déshéritées.

Elle ferme le peloton des régions européennes, au nom de son caractère périphérique, de son insularité, de sa méditerranéité, de l'absence de sa population partie sous d'autres cieux pour vivre loin d'une terre économiquement délaissée à l'écart des mouvements économiques et culturels modernes.

Nourris d'idées à l'époque régionalistes, nous avons entrepris une longue marche où les profondes convictions européennes et fédéralistes de certains d'entre nous rencontraient sans cesse plus d'écho au sein des représentants des vieux peuples d'Europe. C'est la raison pour laquelle nous avons entrepris de sillonner l'Europe et le monde pour garantir les droits historiques de notre communauté.

C'est assez dire que nous avons actuellement un défi extrêmement difficile à relever. La Corse, cette petite terre, est une montagne dans la mer et est en fait un continent puisqu'elle recouvre la superficie de plusieurs départements français en développant ses mille kilomètres de côte, et son territoire montagneux. Elle avait une population de 300.000 habitants au début du siècle. Aujourd'hui, cette population corse a pratiquement été réduite de moitié, ce qui veut dire qu'un habitant sur deux a été remplacé par un habitant venant d'ailleurs, et que la Corse historique, celle des ^{p.051} années 60 (il y avait encore à ce moment 97 % de Corses dans l'île), s'est vue progressivement remplacée

L'Europe aujourd'hui

par une population de plus en plus différenciée. Il n'y a donc plus en Corse de communauté historique majoritaire, mais une véritable mosaïque de situations culturelles et de situations sociales différentes à partir desquelles il est difficile de formuler un projet cohérent. De plus, si le problème corse se pose de façon dramatique à l'opinion publique en des termes qui ont défrayé la chronique, c'est qu'il ne trouvait plus d'écho dans les voies légales d'un système politique extrêmement fermé. En même temps, depuis les années 60, une génération de contestataires, issus de milieux universitaires en particulier, s'est attachée à demander que la Corse cesse d'être une région de droit commun et constitue autre chose qu'un « strapontin » — c'est le terme employé par les techniciens de l'Aménagement du territoire de la Région Provence/Côte d'Azur/Corse, — région dans laquelle elle ne parvenait à obtenir que quelques miettes des crédits disponibles. Cette lutte a amené en quelque sorte le train des luttes suivantes.

Dès 1970, la Corse a été tout juste considérée comme une « région de programme » et depuis 1982, devant la poussée des idées régionalistes et autonomistes, elle est devenue une « région à statut particulier ».

Ce « statut particulier », il faut le dire, est actuellement de très loin le statut le moins décentralisé de toutes les régions européennes : il est très éloigné du statut d'autonomie italienne ou de celui des autonomies espagnoles ; et il ne s'intègre absolument pas dans le cycle des autonomies insulaires comme celles des îles portugaises ou espagnoles. Pourtant, il faut bien reconnaître qu'il constitue un projet et un progrès par rapport au statu quo du centralisme jacobin français. C'est la première fois — et je pèse mes mots — que le centralisme français — en 1982 — a ouvert une brèche dans son dogme de l'Etat indivisible en reconnaissant, par le statut particulier qu'elle attribuait à notre région, qu'il existait aussi un peuple corse. Mais si le progrès est incontestable, j'ai dû constater — élu autonomiste à cette première Assemblée de Corse, en tant que président de la Commission de la culture — qu'il n'avait malgré tout qu'une épaisseur et une réalité relatives.

En effet, dans notre statut, il était dit que c'était dans le domaine de la culture que la Corse irait le plus loin vers son autonomie. Nous avons alors fait adopter — à la majorité de l'Assemblée de Corse, toutes tendances politiques confondues — une résolution demandant que la langue corse soit enseignée officiellement de la maternelle à l'université et que le bilinguisme soit pratiqué

L'Europe aujourd'hui

dans les rues de nos villages, c'est-à-dire pour l'affichage public et pour tout ce qui concerne la vie officielle. Cette résolution a été transmise au premier ministre, par le biais de l'article 27 de notre statut, qui l'engageait à nous donner réponse dans les deux mois ; Matignon nous a répondu que d'ores et déjà, la langue corse était enseignée et qu'on ne pouvait s'engager sur la voie d'un enseignement généralisé tel que nous le préconisons.

L'échec de ce premier acte culturel, que les analystes ont considéré comme le premier grand rendez-vous politique de la toute nouvelle p.052 Assemblée de Corse, a eu des conséquences internes très graves qui devaient mener, moins de deux ans après notre élection, à la dissolution de l'Assemblée.

Elle fut dissoute par l'étroite conjonction d'intérêts de forces totalement antagonistes : le vieux charisme soi-disant bipolaire de droite et de gauche ayant en réalité opéré historiquement un Yalta de la vie publique de l'île avec le consentement tacite de l'administration et de l'Etat, qui y voyaient une façon très simple de veiller à d'éventuelles évolutions ; l'ensemble des formations politiques souffraient de scissions internes tant il est vrai que face à ces institutions nouvelles, face à ce nouveau pouvoir régional réel ou encore un peu fictif, la classe politique insulaire fut profondément ébranlée.

Un élément historique notable vint du fait que, pour la première fois de l'histoire de la Corse française, le charisme historique perdit le contrôle de la direction politique de la région au profit d'un intergroupe constitué contre toute attente sur une base nationaliste dite « *corsiste* » et sur un refus d'accepter la réalité factice d'un clivage insulaire gauche-droite.

C'est pour mettre fin à ce crime de lèse-majesté que, expérience unique, la première Assemblée a préféré se dissoudre, se suicider pour, au terme d'élections nouvelles qui eurent lieu au mois d'août 1984, laisser place à une Assemblée élue sur une base beaucoup plus politicienne traduisant un très profond retour en arrière, donc une restauration de l'ordre politique ancien en recul sur le « statut particulier ». Ce fut le fait en très grande partie d'anciens partenaires politiques de la Corse, fins politiciens, au pouvoir depuis des décennies, connaissant parfaitement leur terrain électoral et la sociologie de la Corse contemporaine.

Dans cette seconde Assemblée est malgré tout apparue une représentation nationaliste élue sur des thèses d'autodétermination, ce qui est un précédent important dans les assemblées politiques françaises.

L'Europe aujourd'hui

Au plan économique, social, politique, bien sûr, la situation est aujourd'hui des plus préoccupantes... :

- la Corse ne se relève pas au plan économique,
- l'espoir des institutions nouvelles est retombé ;
- l'esprit de trêve politique qui régnait dans l'île en 1982 a cessé, la classe politique s'agite ; Paris, conscient de l'acquis irréversible de la décentralisation et de ses vertus, réalise l'erreur commise en Corse, soit dans l'esprit et le texte du statut lui-même, soit dans le jeu ambigu de l'Etat et de certains responsables locaux.

Les textes relatifs au statut régressent. Le quotient électoral a été fixé à 5 %. Le scrutin unifié, insulaire, régional a été remplacé par un scrutin bidépartemental !... Les pouvoirs de l'Assemblée apparaissent dans leur réalité de plus en plus fictifs, et de plus en plus réduits... Dans quelques mois sera élue la troisième Assemblée — qui ressemblera étrangement à la deuxième.

La Corse, terre désertée, voit la population se concentrer sur deux grandes villes (Ajaccio et Bastia) alors que les îles de la Méditerranée p.053 connaissent toutes un bond en avant incontestable, soit du point de vue économique, soit du point de vue démographique. Malte, pour une superficie dix-huit fois plus petite que la nôtre, a près du double de notre population. La Sicile, la Sardaigne comptent plusieurs millions d'habitants. Les autres îles d'Europe sont en pleine évolution, Baléares, Canaries, Madère, Açores, sans parler bien sûr des îles anglo-normandes, des îles Féroé, des îles d'Europe du Nord.

Face aux organes structurels européens nos élus ont longtemps été absents. Notre discrétion en tant que Corses au FEDER, au FEOGA, au Fonds de développement économique et social et à la Banque européenne d'investissements est connue. De nombreux concours n'ont pas été sollicités alors que nous y avons droit. Echelon régional d'un type particulier, nos critères de représentativité n'étaient pas réglés. Certains de nos élus ne participaient pas aux réunions de ces organismes internationaux européens, d'autres élus d'origine corse y représentent leur fonction politique métropolitaine et n'y font pas entendre la voix d'une Corse qui voudrait s'ouvrir à l'Europe, mais au contraire celle d'une Corse frileuse qui ne tient pas à jouer un rôle propre dans l'Europe. Parallèlement nous participons — et c'est là un paradoxe saisissant —

L'Europe aujourd'hui

à la construction européenne par les réunions, organisations qui réunissent les militants des vieilles communautés historiques d'Europe.

Dans le classement des 131 régions de la Communauté européenne, la Corse se place au 121^e rang, ce qui veut dire qu'elle se situe au niveau des « indices synthétiques » les plus bas. Alors, que faire aujourd'hui ? Comment régler ces problèmes internes majeurs ? Comment faire en sorte que nos élus assurent une participation fructueuse dans les grands organismes européens existants comme dans ceux qui se mettent actuellement en place — Conférence des régions périphériques, Conseil des régions d'Europe, Sénat des régions... ? En très peu de mots, je pense que le mouvement d'internationalisation que nous connaissons est une donnée positive, car il nous permet d'harmoniser quelque peu nos discours. Prendre connaissance des difficultés des Catalans en Espagne ou de celles des régions transfrontalières, c'est déjà mieux comprendre les siennes. Je crois que l'Europe cherche un nouveau souffle. Elle a vécu un bond en avant fabuleux à travers le progrès de la science, le développement de la technologie et la révolution industrielle ; elle recherche maintenant un second souffle à travers certaines valeurs traditionnelles qui font sa richesse, sa diversité, qui viennent peut-être de ces régions périphériques qui ont su conserver les racines de la civilisation occidentale. Ce sont les peuples de ces régions qui doivent aujourd'hui se dresser pour montrer que les nationalismes qu'ils représentent ne vont pas systématiquement à l'encontre des Etats, mais qu'ils constituent des micronationalismes complémentaires.

Telle est en tout cas la vision que je propose de la Corse à venir. Par sa position méditerranéenne privilégiée sur l'axe est-ouest comme sur l'axe nord-sud (on dit parfois qu'elle est un marche-pied entre l'Europe et l'Afrique), elle est susceptible d'apporter à toutes les régions de l'Europe une complémentarité dans ses productions, dans ses échanges culturels, ^{p.054} dans ses possibilités touristiques... Et je pense que la montée du sentiment régional d'un nationalisme corse ne va pas à l'encontre de l'appartenance à cette vieille civilisation occidentale, mais bien au contraire réaffirme, face à la culture bêtifiante, sirupeuse et centralisatrice qui déferle sur l'Europe, une régénérescence de nos cultures et de nos valeurs essentielles. Nous sommes porteurs de cultures authentiques, descendants et dépositaires de civilisations originales et comme tels, nous avons le droit de vivre entre nous, avec ceux qui, en particulier, ont su préserver une telle originalité !

L'Europe aujourd'hui

Albert Camus, une voix aujourd'hui éteinte mais une pensée toujours forte et présente, disait de façon annonciatrice : « La renaissance méditerranéenne qui profitera à l'Europe tout entière, viendra du retour à l'Homme et à ses vertus humaines »...

M. ANDRÉ CHAVANNE : Je vous remercie et donne immédiatement la parole à M. François Stevenin, qui représente parmi nous le Val d'Aoste.

M. FRANÇOIS STEVENIN : On ne peut pas parler de la Vallée d'Aoste sans en donner préalablement un bref aperçu du point de vue géographique, historique, économique et politique.

La Vallée d'Aoste est une petite Région de 3.262 km², divisée en 74 circonscriptions communales correspondant à 1,08 % du territoire italien. Elle est située à l'est du Mont-Blanc, sillonnée par la Doire Baltée, entourée de montagnes : le Mont-Blanc, le Cervin, le Mont-Rose et le Massif du Grand Paradis, pour ne citer que les plus connues. Sa population est d'environ 114.000 habitants. Plus d'un tiers de cette population vit dans la capitale, Aoste, et tend à se concentrer dans la vallée principale, tandis que seulement 20 % vit à la montagne.

Jusqu'au début du siècle, le Val d'Aoste a tiré ses maigres ressources d'une économie autarcique basée sur une agriculture de subsistance. Dès 1900, il a connu, grâce à la présence de matières premières et d'énergie électrique, l'installation et le développement d'une structure industrielle de base dans la sidérurgie, la chimie et le textile. Aujourd'hui toute l'industrie est en crise tandis que le tertiaire connaît un essor spectaculaire. Le vrai problème actuellement consiste dans la capacité de maintenir un rapport d'équilibre entre les trois secteurs : industrie, tertiaire et agriculture.

Depuis toujours, passage obligé à travers les Alpes, le Val d'Aoste a été un lieu d'intense transit commercial grâce à ses deux cols du Petit et du Grand-Saint-Bernard qui le relient au nord et à l'ouest de l'Europe, et grâce à la plaine du Pô qui s'ouvre au sud.

Les Salasses, peuple d'origine celte-ligure, furent les premiers habitants de cette Région et malgré une résistance acharnée aux armées romaines, après la conquête de la Gaule et de l'Helvétie, ils durent succomber en l'an 25 avant J.-

L'Europe aujourd'hui

C. Après la chute de l'Empire romain, l'invasion longobarde est suivie de celle des Francs, qui ont déterminé depuis 575 le passage du Val d'Aoste à l'aire culturelle franco-romane, à laquelle il restera solidement lié ^{p.055} jusqu'à la formation du Royaume d'Italie en 1860. C'est alors que se sont forgés notre ethnie, notre langue, notre particularisme juridique et politique.

Les montagnes ne furent point des confins, mais devinrent au contraire un moyen de liaison entre les peuples des trois versants du Mont-Blanc, qui ont appartenu d'abord au Royaume de Bourgogne puis à la maison de Savoie. D'autre part, le rattachement du diocèse d'Aoste, au début du IX^e siècle, à l'archevêché de Tarentaise avec les diocèses de Sion et de Maurienne n'a fait qu'unir davantage ces peuples.

Pour les Valdotains tout particulièrement, l'Etat de Savoie a été en quelque sorte un vrai état fédéral *ante litteram*. Le Val d'Aoste par l'acquisition de franchises et de prérogatives toujours plus amples parvint à être une sorte d'État jouissant d'une forme d'autogouvernement quasi complet. En l'an 1191, un pacte bilatéral est conclu entre les habitants d'Aoste et le comte Thomas I^{er} de Savoie ; il s'agit là d'une charte des Franchises, c'est-à-dire d'une charte des libertés valdotaines, noyau autour duquel se développèrent les conquêtes des Valdotains jusqu'au plein auto-gouvernement. C'est en 1536, profitant de la quasi-dissolution de l'Etat de Savoie, que les Valdotains créèrent le Conseil des Commis qui devint l'organe de gouvernement de la Vallée. « La voyez-vous — écrit l'Abbé Henry, historien valdotain du début du siècle — cette minuscule Vallée d'Aoste traiter presque d'égal avec les grandes puissances de France et d'Allemagne et correspondre sans façon avec Charles Quint, François I^{er} et Henri II ! »

C'est de 1588 que date la publication du Coutumier du Duché d'Aoste, premier code civil, pénal et politique des Valdotains. D'ailleurs la conception d'Etat intramontain, de Patrie valdotaine, de *consuetudo patriae vallis augustanae* est toujours présente dans l'histoire de la Vallée d'Aoste. Saint Anselme, illustre compatriote, parlant de sa patrie affirmait : « *Augusta Praetoria neque est in Gallia, neque in Italia, sed infra Burgundiae et Longobardiae* ». Autre citation d'un historien célèbre, Jean Baptiste de Tillier (Savoyard) : « La Vallée d'Aoste se situe « *nec citra nec ultra sed intra montes* ». Et encore Albert Bailly, évêque d'Aoste, l'an 1661, écrit dans un

L'Europe aujourd'hui

mémoire : « Argument par lequel on prouve que le Duché d'Aoste est en dehors de l'Italie » et il affirme, entre autres, que « le diocèse d'Aoste n'est aucunement en Italie ».

Ce fut en 1770 que l'Etat de Savoie, devenu Royaume de Sardaigne, porta les premières attaques aux libertés valdotaines, attaques qui aboutiront quelques années plus tard à l'abolition du régime particulier de notre Vallée et à l'anéantissement du principe d'autonomie politique et administrative valdotaine. C'est alors que l'avocat Rémy Chevalier exprima des doutes quant à l'échec de l'entreprise calviniste en Vallée d'Aoste : menée à bonne fin, n'aurait-elle pas fait de la Région valdotaine un canton suisse ?

Le ciment de cette idée de nationalité valdotaine fut la langue française, moyen de communication et de culture. Depuis le XIV^e siècle déjà on se servit du français, sans contredire la langue littéraire historique du Val d'Aoste. C'est également à Aoste qu'est rédigé en 1532 le premier acte notarié en français, alors que Paris utilise encore le latin (d'un article paru dans la revue *France Informations* 1984). En 1561, le duc Emmanuel Philibert de Savoie sanctionna dans ses Etats l'ordonnance de Villers-Cotterêts de François I^{er} rendant obligatoire l'emploi du français dans tous les documents publics jusqu'alors rédigés en latin, « ayant toujours et de tout temps été la langue française en notre Pays d'Aoste, plus commune et générale que point d'autres et ayant le peuple et sujet dudit Pay averti et accoutumé de parler ladite langue plus aisément que nulle autre ».

Et au moment de l'Unité d'Italie, après que le Royaume de Sardaigne petit à petit nous eut grignoté nos institutions particulières, seule la langue nous distinguait désormais des autres habitants du nouveau royaume d'Italie, à grande majorité italophone.

Voilà donc que l'Italie se prépare à la démolition de notre patrimoine linguistique. En l'espace de trente ans (1861-1890), de langue officielle exclusive des Valdôtains, le français devient langue enseignée, une heure par jour. Avec l'instauration du fascisme et la dictature on a supprimé la langue française, supprimé les journaux valdotains publiés en français, interdit la presse provenant de France, italianisé les toponymes, essayé même d'italianiser nos patronymes. A tout cela, les Valdôtains ont toujours opposé une lutte de résistance d'autant plus forte qu'elle se fondait sur une profonde vocation autonomiste.

L'Europe aujourd'hui

C'est alors qu'a été fondé le groupe valdotaïn d'action régionaliste dont le but était de faire redevenir autonome la Vallée d'Aoste. Par la suite, sous l'impulsion de l'Abbé Trèves et d'Emile Chanoux, qui deviendra le martyr de la résistance valdotaine, une autre association se crée : la Jeune Vallée d'Aoste. La pensée d'Émile Chanoux est résumée dans le texte préparatoire de la réunion de Chivasso (1943), réunion qui aboutit à la rédaction d'une *Charte des droits à l'autonomie des populations alpines dans le cadre d'une fédération italienne*. Dans la pensée de Chanoux, l'idée régionaliste est intimement liée à l'idée fédéraliste, le fédéralisme était une garantie des autonomies.

Ainsi, toute la lutte de libération fut conduite par les résistants valdotains dans le cadre de ces principes et, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la Vallée d'Aoste a pu finalement recouvrer son ancienne autonomie. Compte tenu de ses conditions géographiques, économiques et linguistiques tout à fait particulières, elle a été érigée en région autonome jouissant d'un statut spécial qui permet au parlement valdotaïn de légiférer en certaines matières et qui lui donne certaines garanties du point de vue économique. Toutefois, ce statut ne nous satisfait absolument pas, car il nous a été octroyé par l'Etat italien uniquement pour parer au pire, uniquement pour faire face à la menace de séparatisme. De plus, non seulement il n'est pas encore appliqué intégralement, mais encore on cherche, par des lois dites d'intérêt national et de réforme économique et sociale, à nous ôter peu à peu les compétences que nous octroyait ce statut.

p.057 D'ailleurs, à l'intérieur du Parlement italien, une croissante volonté centralisatrice est présente. Le rapport Aniasi, d'il y a deux ans, est là pour le prouver. On en tire la conclusion que presque toutes les Régions à statut particulier n'ont plus de sens dans le Panorama Italia. Heureusement la Commission parlementaire « Pouvoirs locaux et régionaux », dont le président, M. Cossutta, vient de nous rendre visite en Vallée d'Aoste, n'est pas du même avis.

Pour retrouver les racines de la conscience européenne du peuple valdotaïn, il faut remonter très loin dans le temps. On peut dire que cette conscience a évolué parallèlement à la conscience que notre peuple a de sa propre identité. Je veux dire que pour une région comme la nôtre, carrefour de cultures différentes (n'oublions pas la minorité allemande dans la Vallée du Lys) et

L'Europe aujourd'hui

passage irremplaçable pour les hommes et les marchandises qui traversent les Alpes nord-occidentales, se sentir Européen est un fait absolument naturel.

L'évolution de la culture et de la civilisation valdotaines a toujours oscillé entre cette ouverture supranationale et le repliement sur soi-même. Mais cette oscillation a été le fruit d'une variation climatique qui, à certains moments de l'histoire, a obligé les Valdôtains à endurer un isolement prolongé. Mais au cours des périodes où le climat permettait à notre étroite vallée d'ouvrir ses portes, les Valdôtains ont su absorber les éléments les plus intéressants des cultures avec lesquelles ils étaient en contact. Et le fruit de ces échanges a été une synthèse originale qui a forgé l'esprit de notre peuple.

Aujourd'hui, le danger d'un nouvel isolement au sens géographique du terme, paraît définitivement écarté. L'ouverture des tunnels du Mont-Blanc et du Grand-Saint-Bernard nous a permis de sortir de l'enclavement auquel, à l'époque des grandes communications, la position géographique paraissait nous avoir condamnés. D'ailleurs, le Gouvernement du Val d'Aoste a consacré une partie de son budget à réaliser la liaison autoroutière Aoste-Courmayeur et on espère que les travaux pourront bientôt démarrer.

Cela, dans le but aussi de consolider les liens de culture, de langue et d'économie avec les régions frontalières dans l'esprit indiqué par le Conseil de l'Europe et par l'action de la COTRAO, la Communauté de travail des Alpes Occidentales.

Mais notre volonté d'être Européens et de participer à la construction d'un continent politiquement uni, ne se justifie pas seulement par des raisons culturelles. Dans les moments les plus sombres du totalitarisme fasciste le petit noyau de Valdôtains dont j'ai parlé gardait bien vivant le flambeau de l'unité politique comme solution idéale pour les peuples d'Europe. Quand le drame de la Seconde Guerre mondiale prit fin, en 1945, ce message ne fut pas oublié. Ce fut par contre l'inspiration profonde des forces autonomistes de notre petite région. L'autonomie fut dès lors conçue non pas comme un privilège, franchise injustifiée pour se distinguer des autres, mais comme une participation directe et responsable à la réalisation d'un projet politique qui dépasse les confins du Val d'Aoste pour atteindre ceux de l'Europe.

p.058 Nous avons besoin de l'Europe, et hélas nous n'avons pas beaucoup à offrir si ce n'est notre sol comme route qui relie des pôles économiques,

L'Europe aujourd'hui

politiques et culturels : Londres-Paris et Turin-Milan-Rome. Notre position est stratégiquement importante et si nous voulons garder les clés de chez nous, il est certain que nous souhaitons en remettre un double dans les mains d'un gouvernement et d'un parlement authentiquement européens. L'énergie hydroélectrique, énergie non polluante dont l'importance est évidente, est une richesse dont nous sommes les producteurs et dont nous ne consommons qu'un septième de la production. C'est une contribution concrète que nous voudrions mettre au service de la croissance économique de l'Europe.

Nous avons la volonté d'être Européens, nous avons des moyens pour contribuer à la construction de l'Europe et pourtant, l'apport que nous pouvons donner à l'heure actuelle à l'intégration européenne est modeste. L'égoïsme des Etats, de l'Italie dans notre cas, empêche un libre épanouissement de notre volonté de coopération.

Interprétant l'article 5 de la Constitution, la Cour constitutionnelle a défini les limites entre lesquelles notre Région peut œuvrer à l'échelon international. Son interprétation est que seul l'Etat a la compétence exclusive en matière de rapports internationaux. C'est pour cela que la Cour constitutionnelle a annulé un protocole de collaboration entre la Région du Bas Scébeli et la Vallée d'Aoste. Cette « prononciation » influera sûrement sur le recours pour conflit de compétence par-devant la Cour constitutionnelle promu par le président du Conseil des Ministres italien pour annuler le protocole d'amitié et de collaboration signé le 4 septembre 1982 entre la Vallée d'Aoste et la Région française de la Franche-Comté.

Malgré les progrès qui ont été réalisés dans les trente dernières années, les frontières entre les Etats de la Communauté européenne et les pays qui font partie du Conseil de l'Europe, continuent à peser lourd pour les peuples qui souhaitent ouvrir leurs horizons à la collaboration avec les pays frontaliers. Les espoirs qu'avait suscités le traité de Madrid de 1982 sur la coopération transfrontalière n'ont pas été suivis par des actions cohérentes des Etats signataires. Pourtant le Gouvernement régional du Val d'Aoste n'a jamais lâché prise et a toujours poursuivi avec acharnement ses efforts dans cette direction malgré les modestes moyens dont il dispose.

Depuis vingt ans, nous avons le plaisir d'accueillir chez nous les étudiants du collège fédéraliste d'Aoste qui, sous la direction de professeurs éminents,

L'Europe aujourd'hui

abordent toutes les années les thèmes les plus importants de l'intégration européenne. D'importants colloques internationaux se tiennent chez nous sur les thèmes de l'Europe des régions, du droit et de l'autodétermination des peuples.

D'ailleurs en tant que Région, nous avons adhéré au CRE (Conseil des régions d'Europe), dont nous avons approuvé les statuts et les finalités et nous avons l'intention de participer activement au programme d'action qui a été proposé, nous avons l'intention de continuer dans cette direction, car nous sommes persuadés que l'Europe unie tôt ou tard se fera. Ce n'est pas p.059 aujourd'hui que nous allons approfondir le débat sur le type d'Europe qu'on devra faire et sur la méthode pour y parvenir. Je tiens, quand même, à préciser que les idées, fruit d'une longue élaboration, ne nous manquent pas à ce propos. Il suffirait d'examiner dans quel esprit nous avons participé aux élections européennes des années 1979 et 1984 : le Mouvement autonomiste, qui détient la majorité relative des consensus en Vallée d'Aoste, a promu des listes autonomistes dans tout le territoire de l'Etat pour proclamer qu'il fallait réaliser l'Europe des peuples et non l'Europe des Etats. Ce qui veut dire que nous songeons à une Europe fédérale, qui confie à un pouvoir continental les grands thèmes et les grands problèmes qui ne peuvent pas être abordés et résolus au niveau plus bas : je pense à la défense, je pense à la globalité du problème énergétique. Et il est important de souligner aussi que seule cette solution, comme Chanoux l'avait dit en 1943, peut résoudre le problème des nationalités. En effet même si nous sommes ici en tant que représentants des différentes réalités régionales, aucun de nous n'aurait de difficultés à proclamer et à démontrer son appartenance à une communauté nationale spécifique.

Je suis convaincu tout de même que si l'Europe se fait ce ne sera pas grâce aux Etats (chaque jour nous constatons combien les égoïsmes empêchent la réalisation de toute proposition allant dans le sens de l'unité souhaitée), mais grâce à la volonté des peuples, grâce à la volonté des régions et de tous ceux qui, jour après jour, cherchent à faire progresser cet idéal qui correspond à une exigence politique, économique et culturelle dont l'enjeu est la survie même de notre vieux continent. Voilà le défi que lance aujourd'hui l'histoire à l'Europe.

M. ANDRÉ CHAVANNE donne alors la parole à M. Charles Ricq. Il le présente comme la cheville ouvrière de l'organisation franco-genevoise transfrontalière, comme un des

L'Europe aujourd'hui

meilleurs connaisseurs de l'Europe régionale, comme le lien entre la politique transfrontalière et régionale de Genève et les institutions européennes.

M. CHARLES RICQ : « Le squelette de l'Europe, ce sont les Etats et les institutions européennes, la chair et le sang de l'Europe, ce sont ses régions (...) toutes les régions peuvent donner à l'Europe, à l'aube du XXI^e siècle, ce troisième souffle qui lui manque. » De qui est cette citation ? De M. Edgar Faure, président de la région de Franche-Comté, lors de la séance constitutive du Conseil des régions d'Europe qu'il présidait à Louvain, les 14 et 15 juin derniers.

Tentons brièvement, à partir des faits et de leur évaluation, de démontrer ou d'atténuer le bien-fondé des affirmations précédentes. Qu'est-ce qu'une région actuellement en Europe ? Pourquoi cette émergence généralisée du phénomène régional européen ? Comment l'expliquer ? Dans quelles perspectives insérer ce phénomène dans la lente, difficile et complexe intégration européenne, eu égard aussi à la remise en cause de l'Europe, à différents niveaux, sur l'échiquier mondial ? Quelle place envisager pour les régions, dans le jeu institutionnel européen, le partage des ressources et des p.060 compétences, la solution de problèmes aigus tels ceux de l'emploi ? Enfin, que peuvent être la réflexion (à long terme) et l'action (à moyen terme) de la Suisse, et plus particulièrement de Genève, dans ce buissonnement du fait régional en Europe et de son impact grandissant sur les institutions européennes comme sur la vie des populations ?

1. Quelques définitions du terme « région »

Qu'est-ce qu'une région ? Plusieurs approches sont possibles pour définir ce terme. Je n'en relèverai que deux : l'une institutionnelle, l'autre sociologique. La première retient un critère « politico-administratif », en mettant en veilleuse les aspects historique, géographique, ethnique, linguistique, culturel, etc., et assimile les régions — tels le Conseil de l'Europe ou les Communautés européennes — à des « unités territoriales » juste en dessous des Etats, telles que les ont construites les Etats au cours de leurs histoires respectives et selon les constitutions propres à chacun. Avec ce découpage « politico-administratif », nous atteignons le chiffre de 231 régions pour le Conseil de l'Europe, c'est-à-dire l'Europe des 21. Avec l'approche sociologique, la région s'identifie à un espace et à une communauté, en interaction étroite, interaction qui débouche

L'Europe aujourd'hui

sur les réalités de territoire et d'identité — plus ou moins vécue et intériorisée.

Sur ces volets institutionnels et sociologiques du concept de région, se greffe toute une série d'approches ayant trait :

- à la taille des régions,
- à leur emplacement géographique,
- à leurs compétences,
- à leurs ressources et potentialités économiques,
- à leur enracinement historique,
- à leur dépendance du centre ou à leur degré d'autonomie,
- à leurs relations extérieures, etc.

2. L'émergence du phénomène régional en Europe

Comment se fait-il que ces réalités régionales semblent présenter une importance grandissante dans le jeu européen, depuis environ trois décennies et selon trois étapes qui se chevauchent plus ou moins : action régionale, conscience régionale, institution régionale ? L'action régionale peut être celle des Etats au travers des techniques de régionalisation, c'est-à-dire de gestion optimisée d'espaces régionaux dans le cadre d'un plan d'ensemble du territoire national ; cette action régionale peut être également celle de mouvements régionalistes, partant de la base, afin de rendre à une communauté son identité et la maîtrise de son espace (en termes économiques, l'on parlerait de développement endogène). Les exemples valdotain, catalan, wallon, corse, franc-comtois, jurassien... témoignent de ces deux processus d'émergence du fait régional : la régionalisation et le régionalisme.

p.061 Qu'est-ce qui explique cette poussée régionale en Europe, au travers de ces deux processus de régionalisation et de régionalisme ? Une sorte de mouvement dialectique profond qui allie, par le passage obligé des Etats, la recherche de l'intégration européenne et celle de « plus de région ». Il importe par conséquent d'analyser — je ne le ferai pas ici — les mécanismes d'action et d'institutionnalisation de ces deux pôles dialectiques, la région et l'Europe ainsi que de leurs interactions ; car il peut apparaître contradictoire à première vue que, comme le rappelait récemment un parlementaire européen, « plus d'Europe, c'est plus de région ; et plus de région, c'est plus d'Europe ». La sociologie expliquerait ce phénomène par les théories de la « complexification

L'Europe aujourd'hui

croissante » des systèmes des relations et des systèmes hiérarchiques ainsi que par les pressions contradictoires sur les principes d'identité-enracinement et d'identité-action.

3. La dialectique institutionnelle régions-Europe

3.1. Conseil de l'Europe et Communautés européennes

Selon le préambule du Traité de Rome qui créait le Marché commun, les Etats-membres de la CEE se déclarent « soucieux de renforcer l'unité de leurs économies et d'en assurer le développement harmonieux en réduisant l'écart entre les différentes régions et le retard des moins favorisés ». Il s'agit donc bien d'objectifs économiques. La région est encore peut-être trop considérée à l'échelon communautaire comme un cadre administratif de l'activité économique et non comme une collectivité. En outre, la politique régionale ne ressortit dans cette conception qu'à la souveraineté nationale de chaque Etat. La région, dans cette optique, ne joue qu'un rôle passif et ne dispose finalement, au niveau européen, d'aucun droit de recours à l'égard de l'Etat si celui-ci ne lui apporte pas une aide nécessaire.

Le Conseil de l'Europe, avec la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux (CPLRE), tente de définir sa stratégie régionale non seulement par rapport à une perspective économique, mais aussi et surtout dans une approche globale, couvrant, entre autres, la démarche institutionnelle. La Convention de Bordeaux qui, en janvier 1978, a réuni, sous l'impulsion du Conseil de l'Europe, des représentants de la plupart des régions, est, à cet égard, significative. Si, dans ses conclusions, elle insiste sur la nécessité d'instaurer un meilleur équilibre entre régions riches et régions pauvres — ce sont les rapports Nord-Sud au sein même de l'Europe —, elle n'en consacre pas moins plusieurs paragraphes à rehausser le patrimoine culturel propre à chaque région et à développer des infrastructures institutionnelles dans le respect des diversités nationales et régionales. La politique régionale couvre donc tous les domaines qui affectent normalement le fonctionnement d'un groupe dans un espace donné, que ce soit au niveau économique, social, culturel, démographique, administratif, écologique... Politique industrielle ou infrastructurelle, politique de l'énergie ou de l'environnement, politique sociale ou culturelle, politique de l'emploi ou de la formation, politique des transports ou des investissements... la politique p.062

L'Europe aujourd'hui

régionale devrait constituer, pour une collectivité régionale déterminée, l'heureuse synthèse de toutes ces politiques dans l'espace et dans le temps, synthèse elle-même articulée à un cadre national et européen. Encore faut-il donner aux régions le pouvoir, les compétences et les moyens adéquats pour y parvenir. C'est ce à quoi tente d'arriver la CPLRE, en insistant, par exemple, sur la représentativité des régions qu'elle est supposée développer. Les moyens adéquats, pour arriver à ce but, lui manquent toutefois. Cela explique sans doute cette émergence des organisations régionales, regroupements de régions, soucieux de se concerter pour régler des problèmes similaires et fort désireux d'être entendus, avec le plus de représentativité possible, au niveau européen.

Laissons toutefois au Conseil de l'Europe le mérite d'avoir, le premier, tenu compte des régions dans son organigramme. En effet, dès 1957, était créée la Conférence européenne des pouvoirs locaux (sous l'impulsion d'ailleurs du Conseil des communes d'Europe, mis sur pied, à Genève, en 1950), qui devenait, en 1975, la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, tendant à devenir une véritable assemblée représentative de ces pouvoirs, à côté de l'Assemblée parlementaire et du Parlement européen. Quant aux Communautés européennes, ce n'est qu'en 1975 qu'elles instituent un Comité de politique régionale, composé exclusivement de hauts fonctionnaires nationaux, et le FEDER ou Fonds européen de développement économique régional. Le Traité de Rome ne mentionnait les régions qu'indirectement à travers l'idée d'un développement harmonieux et équilibré de l'espace européen.

Si, par conséquent, les Communautés européennes insistent sur les aspects économiques régionaux, sur le développement économique des régions, sur l'indispensable levée des inégalités économiques régionales, le Conseil de l'Europe, pour sa part, tente, sans y réussir complètement, d'instaurer un dialogue direct entre régions et institutions européennes.

3.2. Le dialogue interrégional

Faute de cette voix représentative à Bruxelles comme à Strasbourg, les régions, depuis une décennie, ont développé ce que j'appellerai les institutions de dialogue interrégional dénommées Organisations régionales. Les faits, là encore, ont eu raison du droit. Que ce soit dans des espaces continus, traversés par des frontières, ou dans des aires variées et séparées, confrontées à des

L'Europe aujourd'hui

problèmes identiques, les régions, spontanément, ont cherché à s'informer, à se concerter, à coopérer directement, par-dessus les frontières, au sein d'organismes de droit public ou de droit privé. La pression des problèmes — et donc le souci politique d'y trouver des solutions — a été plus forte que le droit international surtout vis-à-vis de l'absence ou des insuffisances des compétences internationales (au moins de voisinage) des régions en Europe. A cet égard, cette impossibilité, pour les régions, de traiter officiellement avec des partenaires voisins ou identiques, a également poussé à l'émergence des organisations régionales. Tout un domaine du droit international est, sinon à approfondir, du moins à mettre à jour : nouveau droit de voisinage et nouveau droit pour les relations internationales entre régions.

p.063 Citons, pour mémoire, quelques-unes de ces grandes organisations inter-régionales avec leur date de création et le lieu du siège :

- 1969 Association européenne des régions frontalières (Bonn)
- 1973 Conférence des régions périphériques maritimes (Rennes)
- 1973 Arge Alp, regroupant les régions des Alpes centrales
- 1977 Alpe Adria, avec les régions autrichiennes, italiennes et yougoslaves des Alpes orientales
- 1980 Conférence des régions insulaires (Ténériffe)
- 1982 Communauté de travail des Alpes orientales
- 1983 Communauté de travail des Pyrénées (Dacca)
- 1984 Association des régions de capitales (Madrid)
- 1984 Communauté des régions de tradition industrielle (Lille)
- 1985 Communauté de travail du Jura (Delémont)
- 1985 Conférence des régions méditerranéennes (Marseille)

A la caractéristique d'homogénéité s'ajoute celle de « représentativité fonctionnelle ». Chacune des organisations régionales, citées plus haut, souhaite être représentative du type de région, ou plus exactement des types de problèmes régionaux qu'elle recouvre ; représentativité, d'ordre interne par rapport aux populations et aux collectivités qui se sont liées à elle ; représentativité, d'ordre externe par rapport aux institutions européennes, plus qu'aux Etats.

L'émergence des organisations régionales, cette dernière décennie, s'explique donc de trois façons : la poussée régionalisante et régionaliste qui

L'Europe aujourd'hui

secoue toute l'Europe, les contraintes et les insuffisances des institutions européennes en matière de dialogue régional, la prise de conscience par les collectivités régionales de l'utilité et de la nécessité de se concerter et de coopérer pour résoudre une partie de leurs problèmes et pour se faire entendre à un niveau européen.

3.3. Vers une Assemblée des régions

Un certain nombre d'Organisations régionales viennent de mettre sur pied, à Louvain, sous la présidence de M. Edgar Faure, le Conseil des régions d'Europe, organisme consultatif dont le siège est à Strasbourg et qui tentera de devenir la « courroie de transmission » des régions entre elles et des régions avec les institutions européennes, à Bruxelles comme à Strasbourg. Sans doute que sous la pression de cet organisme, la CPLRE, peu à peu, distinguera mieux les niveaux locaux et régionaux.

Déjà, en janvier 1984, le Parlement européen avait procédé à une première rencontre avec les représentants des régions des dix Etats-membres. Sous l'impulsion du nouveau Conseil des régions d'Europe, et en relation étroite avec les instances communautaires et celles du Conseil de l'Europe, se tiendront, à Strasbourg, au Palais de l'Europe, les 25 et 26 novembre prochain, les premières Assises des Régions d'Europe. Ces Assises dresseront un bilan et dégageront les perspectives du rôle et de la place des régions, non seulement dans la construction européenne, mais aussi dans la solution de problèmes vécus par les collectivités régionales, tels ceux de l'emploi, de la culture, de la formation, etc. p.064

4. L'Europe des régions, la Suisse et Genève

L'intitulé de la table ronde « L'Europe et les régions » laisserait entendre que le rapport dialectique entre ces deux termes, ces deux réalités procède de la simple juxtaposition. Les brèves analyses précédentes démontrent le contraire. Sans rejeter, de manière simpliste, le rôle des Etats dans la construction européenne, il importe de souligner l'interaction grandissante régions-Europe. Cette interaction directe n'a pas encore trouvé sa courroie institutionnelle ; c'est une question de temps. Déjà, toutefois, les soubassements de ce dialogue régions-Europe comme du dialogue interrégional transnational apparaissent ici

L'Europe aujourd'hui

et là. Tentons de retenir les différentes argumentations qui se développent depuis quelques années, et c'est là qu'apparaîtra la nécessaire et indispensable place de la Suisse dans la lente et complexe édification européenne.

— La région traduisons : le canton — apparaît comme le lien le plus indiqué pour concilier démocratie politique et efficacité de la gestion économique. Sans structure autonome et décentralisée du pouvoir, la dynamique endogène du développement économique est bloquée.

— L'exemple des pays fédéraux, ou à structure régionale basée sur l'autonomie, indique que l'existence d'entités politiques régionales n'engendre pas le démantèlement des Etats, mais plutôt une mobilisation de toutes les ressources humaines.

— La concertation intercantonale, débordant à présent au-delà des frontières dans des Communautés de travail — telles celles de l'Arc jurassien ou des Alpes orientales —, contribue à favoriser un dialogue direct qui aboutit à trouver en commun des solutions à des problèmes similaires.

— Les cantons, instance de décision politique, en dépit du grignotage de certaines de leurs compétences par la Confédération, témoignent de la valeur de l'action et de la représentation politique que peuvent assumer parlement et gouvernement régionaux.

— L'expérience franco-genevoise de coopération transfrontalière allant jusqu'à une certaine forme de péréquation transfrontalière met en relief la nécessité du dialogue interrégional au-dessus des frontières. De même l'insertion des cantons suisses dans les Communautés de travail de l'Arc jurassien, des Alpes orientales, et prochainement du Léman, souligne cette même nécessité. Les cantons frontaliers — seize pour l'ensemble de la Suisse — jouent ainsi, à leur façon et au niveau de leurs compétences, la carte européenne de la Suisse.

Dans cette difficile construction européenne, le fédéralisme helvétique, sans vouloir être un modèle, peut apporter sa modeste contribution à une Europe qui, bien que diverse et souhaitant le rester, recherche son unité ! « Un et divers », c'est tout le message d'un Denis de Rougemont à propos de l'Europe.

L'Europe par les régions ou l'Europe avec les régions, voilà l'expression qui traduit le mieux cette émergence du phénomène régional européen, dans toutes ses composantes : régionalisation par les Etats, régionalisme à partir des

L'Europe aujourd'hui

communautés régionales elles-mêmes. Le rouage institutionnel ^{p.065} adéquat fait encore défaut ou du moins est encore insuffisant, si l'on songe à la CPLRE, pour faire converger l'action des institutions européennes et celle des régions. Cette institution que certains dénomment déjà « Sénat des régions » prendrait en compte cette représentation et cette représentativité des instances politiques régionales, ferait entendre auprès de qui de droit, la voix concertée des régions. Pari encore difficile et incertain, car la variété des situations, des compétences, des pouvoirs régionaux est encore telle qu'en faire la synthèse relève encore de la gageure. Sans porter atteinte au poids et aux compétences des Etats, n'est-il pas opportun à l'occasion de ces XXX^{es} Rencontres Internationales de Genève sur l'Europe d'aujourd'hui de s'interroger sur l'avenir de l'Europe et sur un des éléments de réponse fournis par le président Edgar Faure : « toutes les régions peuvent donner à l'Europe, à l'aube du XXI^e siècle, ce troisième souffle qui lui manque », sans pour autant tracer une croix, comme le veulent certains, sur l'existence des Etats. Ces derniers ont façonné l'Europe et la façonnent encore.

Genève, de par sa fonction internationale européenne, de par sa créativité régionale transfrontalière, de par son action à Strasbourg, de par ses multiples centres de décisions européens, de par les représentations des grandes institutions européennes, s'engage à sa manière dans cette Europe du XXI^e siècle qui sera une Europe plus régionale. Pourquoi pas alors une « Maison de l'Europe », à Genève, pour matérialiser et pour dynamiser toute cette stratégie régionale et européenne que développe ce canton suisse ? Ce serait peut-être là la traduction tangible de ces XXX^{es} Rencontres Internationales de Genève.

M. ANDRÉ CHAVANNE : M. Galasso, vous avez été cité par les orateurs à plusieurs reprises — directement ou indirectement, avec force ou avec gentillesse. Désirez-vous vous exprimer sur quelques-unes des opinions qui ont été émises ?

M. GUSEPPE GALASSO : Quelques petits mots seulement, pour dire, tout d'abord, que malgré les apparences, je n'ai pas entendu faire un plaidoyer pour l'Etat national. J'ai simplement voulu rappeler la nécessité de sa présence. L'Etat national n'est pas né par hasard ; ce n'est pas un cas particulier de l'histoire ; il correspond à une phase très importante de l'évolution européenne, que l'on ne peut pas effacer d'un coup d'éponge sur la table de l'histoire contemporaine

L'Europe aujourd'hui

pour faire surgir une histoire structurée sur des régions, sans terme intermédiaire entre les réalités locales et la généralité de la dimension européenne. Par exemple, les relations nationales sont très fortes en Suisse ; et je ne crois pas proche le jour où la Confédération helvétique s'effacera pour que les simples cantons et républiques qui la composent établissent un rapport direct avec la future Europe. Il ne s'agit donc pas, à mes yeux, de supprimer l'Etat national, mais de trouver les termes justes — historiquement fondés et pratiquement réalistes — pour opérer la jonction indispensable entre dimensions européenne, nationale et régionale. C'est à cela que tendait mon plaidoyer.

p.066 Ensuite, je crois qu'il y a un certain danger pratique à comprendre sous le même terme, le « régionalisme », des discours aussi différents que ceux que nous avons tenus successivement autour de cette table ronde. Si nous avions invité aujourd'hui un Irlandais, nous aurions encore entendu bien d'autres accusations contre l'Etat centralisé de tradition européenne ou contre l'État anglais !

Par ailleurs, pour revenir à l'expérience italienne, il y a le régionalisme des régions pauvres et opprimées — qui correspondrait au cas de la Corse. Mais il y a aussi, je le répète, le régionalisme des régions riches, la Lombardie, le Piémont, la Ligurie, qui veulent aussi se détacher de l'Etat-nation, mais pour des raisons qui sont précisément opposées à celles des régions pauvres. Il y a là un paradoxe très vif. Les régions pauvres qui se considèrent opprimées accusent les régions riches d'avoir exploité le cadre national à leur exclusif avantage. Mais le Piémontais, le Génois, le Milanais diront qu'ils n'ont pas développé intégralement leurs possibilités de puissance, de richesse et leur caractère européen, justement parce qu'ils ont été englobés dans le même organisme national que d'autres régions qui devenaient pour eux comme une balle de plomb freinant leur dynamisme. Paradoxe donc : le pauvre Etat national ne peut pas être milanais aux yeux des Napolitains et napolitain aux yeux des Milanais !

Dans une autre perspective, si certains faits retardent une intégration économique européenne plus claire et cohérente, c'est que ces Etats nationaux protègent des intérêts régionaux, agricoles, industriels ou commerciaux. On ne peut donc pas dire que de telles résistances sont dues à la nature de l'État national : disons plutôt qu'elles résultent de l'articulation régionale au sein même de cet Etat. L'Etat national, comme unité abstraite et indifférenciée, n'a

L'Europe aujourd'hui

jamais existé. Il a toujours été fondé sur des intérêts locaux et régionaux.

Le problème est donc de trouver un mode de collaboration satisfaisant entre les régions et l'institution européenne à fonder, et ce mode de collaboration devra toujours tenir compte de la diversité des réalités régionales, qui diffèrent parfois fondamentalement de cas en cas.

Aussi ne pouvons-nous pas adopter le seul critère juridique, duquel vous vous êtes réclamé, M. Cuatrecasas, car il suppose que la région constitue déjà en pratique une unité vivante. Les cas de la Catalogne en Espagne, de l'Ombrie, de la Lombardie ou de la Calabre, en Italie, comme ceux des cantons suisses ou des trois réalités belges sont en un sens des cas faciles, mais ils ne donnent pas de solution générale au problème régional, de sorte que dans beaucoup d'autres cas, nous ne pouvons pas nous contenter de cette définition purement empirique et juridique du droit constitutionnel actuel de l'Europe.

Une dernière remarque. Quand je dis que les cultures nationales représentent la modernité tandis que les cultures régionales sont plutôt rétrospectives, je ne dédaigne pas les cultures régionales. Mais je ne comprends pas cette revendication continuelle qui veut faire des dialectes locaux la langue du futur politique. C'est très facile de parler en Genevois ! Un Genevois, qui parle genevois, parle une langue bien diffusée dans le monde. ^{p.067} Il en est de même pour un Castillan, mais je ne conçois pas que l'on puisse commencer à se battre, au Conseil municipal de Turin, pour l'usage de la langue piémontaise dans les assemblées et dans les actes publics. C'est une vraie erreur, aussi bien historique que politique et pratique. Et cet effort de relancer des langages hors des limites où ils peuvent avoir un sens me paraît complètement inutile dans un monde où l'on produit désormais certains films italiens directement en anglais !... En outre, il n'est pas possible d'ignorer ou d'oublier que les cinq à huit siècles de littérature française, italienne ou allemande ont constitué un patrimoine qui n'est pas le patrimoine de l'État national, mais bien celui d'un autre sujet historique, à l'égard duquel on est tenu d'adopter une attitude adéquate. Voilà donc les deux aspects de mes considérations, trop rapides, sur les cultures régionales et nationales : d'une part, la dimension pratique du monde contemporain, qui nous oblige à examiner comment protéger le patrimoine culturel européen dans ses expressions historiques les plus significatives ; d'autre part, la nécessité de ne pas oublier ce que les nationalités

L'Europe aujourd'hui

européennes ont produit dans leurs propres langages culturels non pas, je le répète, pour l'État national, et pas même pour l'Europe, mais pour le monde entier d'aujourd'hui et de demain.

M. ANDRÉ CHAVANNE : Le thème que vous venez d'aborder est certainement assez général. Il évoque en tout cas un problème linguistique typiquement suisse : c'est celui des dialectes suisses-allemands qui, n'étant plus aussi différents les uns des autres qu'ils ne l'étaient il y a quelques années, sont en train de se regrouper, de sorte que l'école se demande actuellement si elle doit maintenir ou non la possibilité d'enseigner en schwyzerdütsch.

M. Haegi désire encore dire quelques mots.

M. CLAUDE HAEGI : Juste pour préciser qu'il ne faudrait pas qu'il y ait un malentendu : ce matin, il ne s'agissait pas d'opposer l'Etat-nation à l'Europe des régions. Et, comme l'a dit M. Galasso dans les conclusions de sa première intervention, on ne doit pas donner à croire que le caractère conflictuel de leur relation comporte nécessairement la disparition de l'un des antagonistes. Notre volonté, en intervenant en faveur des régions, était de mettre en exergue cette dimension, mais sans du tout remettre en cause l'Etat-nation. Pussions-nous être conscients de cette complémentarité et surtout, éviter de les confronter !

Après avoir donné son accord complet sur ce point, M. Galasso, une dernière fois, se fait prendre à parti...

M. LLISERT CUATRECASAS : Je suis bilingue depuis ma naissance : je parle ma langue maternelle, le catalan, et j'ai bien appris le castillan. Maintenant, la loi espagnole me protège dans ce bilinguisme, et je peux vous assurer, M. Galasso, que pour moi, la connaissance de ces deux langues m'a permis d'apprendre plus facilement le français et l'italien.

M. GIUSEPPE GALASSO : Etant napolitain, la langue la plus difficile à apprendre pour moi a été l'italien.

@

LA NOUVELLE CONSCIENCE DE L'EUROPE ¹

TABLE RONDE

présidée par Giovanni BUSINO
professeur à la Faculté des sciences sociales et politiques
de l'Université de Lausanne, et chargé de cours à la Faculté des lettres
de l'Université de Genève

Introduction par Edgar MORIN
directeur de recherche au CNRS
et directeur du Centre d'études transdisciplinaires
à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris

@

M. GIOVANNI BUSINO : p.068 L'importance du sujet que nous allons traiter, « la nouvelle conscience de l'Europe », n'échappe à personne. Le pari de ceux qui, il y a environ quarante ans, avaient imaginé de faire sortir des ruines accumulées par les folies nationalistes un authentique ordre interétatique et de faire émerger peu à peu les Etats-Unis d'Europe, ce pari a été, probablement, perdu définitivement. La résurrection des Etats nationaux est éclatante. Aucun de nos pays n'éprouve ni ne manifeste de ferveur européenne conséquente. Les Allemands n'aspirent vraiment qu'à la réunification, les Français cachent à peine leur insondable penchant pour la grandeur nationale, les Anglais guignent du coin de l'œil ailleurs, les autres vivent au jour le jour, tout préoccupés qu'ils sont d'échapper aux conflits ou de sauvegarder les bienfaits de l'opulence, et je ne parle point de ces Européens de l'Est auxquels nous pensons négligemment.

Il faut bien le reconnaître : les événements de ces dernières années ont stoppé net le mouvement amorcé en 1950. L'Europe est désormais de plus en plus repliée sur elle-même. Elle rejette sur d'autres ses propres responsabilités. Elle se complaît au balcon de la grande histoire ; elle n'est soucieuse que de confort et de bien-être matériel ! Elle craint la sueur et les larmes ; elle a peur de voir large.

p.069 L'Europe d'aujourd'hui a-t-elle une vocation, une mission, une vision ?

¹ Le 17 septembre 1985.

L'Europe aujourd'hui

Est-elle encore susceptible d'apporter une contribution à la culture mondiale, à l'établissement d'une communauté internationale dans laquelle les droits de l'homme, la justice et la liberté de tous ne se réduisent pas à des sujets destinés à favoriser le tourisme universitaire ou à justifier les budgets spéciaux des organisations internationales ? Est-ce que les Européens peuvent se donner les moyens d'être des sujets à part entière de l'histoire en train de se faire ? Quelles sont les conditions pour faire émerger une conscience nouvelle de l'identité européenne ?

Questions complexes et compliquées, je le sais. Mais nos invités sont assurément très qualifiés pour y répondre. Ils sont tous engagés dans le combat culturel européen. Ils ont vécu les événements majeurs de ces dernières décennies d'une façon exemplaire. Engagés et critiques, ils ont été à la fois des chercheurs de vérité, des guerriers d'espoir et des ouvriers de pistes nouvelles.

Edgar Morin nous introduira et nous éclairera dans les anfractuosités d'un très vaste domaine. Je n'aurai pas l'outrecuidance de vous le présenter. Cet intellectuel est très connu chez nous, chez lui — dans cette ville où il compte tant d'amis, d'admirateurs et beaucoup de lecteurs fidèles. La curiosité de Morin, son goût du risque, sa capacité de poser les interrogations essentielles, sa quête passionnée et parfois déroutante pour certains de nos mandarins-bureaucrates constituent une leçon de vie et de science. Livre après livre, Morin nous donne toujours un peu plus de science avec conscience. Avec bonne foi et une immense sagacité.

Mme Maria Antonietta Macciocchi, écrivain, professeur, ancienne députée à la Chambre italienne et puis au Parlement européen, est l'auteur de livres célèbres tels que *Pour Gramsci*, *Après Marx*, *Avril*, *De la Chine*, *De la France*, et tant d'autres, dont le bien connu *Les femmes et leurs maîtres*. Sa sensibilité, sa perspicacité, son expérience directe des organisations communistes, son franc-parler enrichiront, je l'espère, notre débat.

M. Gérard Calot, ancien élève de l'École Polytechnique, est le directeur, depuis 1972, du célèbre Institut national d'Études démographiques. Ses livres de statistique et de calcul des probabilités figurent dans toutes les bibliothèques des spécialistes de sciences sociales. Patron d'une institution que les *social scientists* du monde entier regardent avec admiration et gratitude, M. Calot nous révélera peut-être les arcanes de cette démographie européenne qui est

L'Europe aujourd'hui

désormais au cœur de disputes idéologiques, de passions folles et de troubles intellectuels mêlés de désirs et de craintes.

M. André Glucksmann, dont le dernier livre *La bêtise* a suscité beaucoup d'intérêt dans les milieux politiques et intellectuels de Suisse romande, est à Genève un peu comme chez lui. Un certain nombre de ses livres, par exemple *Le discours de la guerre*, *La cuisinière et le mangeur d'hommes*, *Les maîtres penseurs*, ont été à l'origine de séminaires très vivants et excitants. Ses analyses des implications politiques des grands systèmes philosophiques, son acharnement à placer les droits de l'homme au cœur de la réflexion d'aujourd'hui et à redonner de la vitalité, de l'autonomie et de l'initiative à la société civile sont ici fort connus et appréciés.

p.070 Nos quatre invités nous aideront donc à saisir les contours de cette nouvelle conscience européenne. C'est avec joie que je donne maintenant la parole à M. Edgar Morin.

M. EDGAR MORIN : Parler de « nouvelle conscience européenne », c'est supposer l'existence préalable d'une ancienne conscience européenne ou d'une « paléo-conscience » européenne. Celle-ci pourrait être rattachée à la grande période de formation de la Communauté européenne, qui est née, dans l'immédiat après-guerre, dans la décomposition matérielle de l'Allemagne et sous le spectre du nazisme. Mais je voudrais insister ici sur quelques éléments nouveaux par rapport à cette période.

D'abord, il y a eu, dans les années 50-70, une désintégration extrêmement rapide de ce qu'on peut appeler les chauvinismes nationaux européens. Ce phénomène peut s'expliquer — outre des raisons multiples que je ne veux pas analyser ici, comme le développement du tourisme de masse, le cosmopolitisme grandissant des classes dirigeantes, économiques et politiques ou le brassage des populations — par le fait, ressenti fondamentalement, que le voisin ne représente plus une menace vitale. Du côté français, on sait que la menace ne vient plus de l'Allemagne, plus de l'Angleterre, et vice versa. Et l'on peut dire que cette désintégration des chauvinismes a créé les conditions de création d'une Europe virtuelle, qui est présente dans les esprits et dans les sentiments et qui peut-être serait plus avancée dans le vécu que dans le politique si certains facteurs catalytiques ne manquaient pas encore.

L'Europe aujourd'hui

Deuxième point : un tel affaiblissement des chauvinismes nationaux doit évidemment être lié au changement des conditions géostratégiques. Alors que les pays européens comme l'Angleterre et la France qui étaient encore des centres d'empires coloniaux, sont devenus des « nations nues » — ces empires se sont désintégrés —, les grandes entités extra-européennes se mènent une guerre idéologique et « pacifique » à travers la course aux armements, de sorte que la menace — si menace il y a — ne vient plus et ne peut plus venir de l'intérieur de l'Europe, mais vient effectivement de l'extérieur.

La troisième idée nouvelle, c'est la « purification » de l'idée d'Europe. En effet, jusqu'à la fin des années 60, celle-ci présentait un double visage : d'un côté la France et l'Angleterre étaient des pays modèles de démocratie, d'émancipation, de respect des droits de l'homme et de message universel ; mais, de l'autre côté, c'étaient en même temps les plus grandes puissances coloniales dont l'impérialisme aussi bien militaire, technique, industriel que culturel avait déferlé sur le monde au cours du siècle précédent. Or, ce double visage — qui affectait énormément les intellectuels de gauche, lesquels étaient d'ailleurs portés par un espoir beaucoup plus universel que celui de l'échelle européenne — s'est transformé. En effet, ces grands espoirs universels — que l'on peut symboliser par le soleil rouge se levant sur toute l'humanité — se sont effondrés au cours des années 70, au moment même où l'Europe devenait, comme par hasard, une pauvre vieille chose, une pauvre vieille loque. Pourquoi ? Parce que l'année 1973 a tout à coup montré que la suspension des arrivées de pétrole pouvait être le signe d'une asphyxie et d'une agonie généralisées. Et ce passage inouï de l'extrême puissance d'il y a encore quelques décennies à l'extrême impuissance a, sans doute, joué un rôle majeur dans la transformation de la conscience d'une bonne partie de l'intelligentsia de gauche européenne. Mais d'autres phénomènes ont également contribué à cette prise de conscience.

D'abord, on a découvert que l'Europe représentait un trésor culturel composé de petites cultures par rapport à l'échelle planétaire. On peut penser que la Confédération helvétique est un trésor de petites cultures assemblées par rapport aux cultures des nations européennes, mais il faut se rendre compte que les cultures des nations européennes — elles-mêmes diverses au sein de chacune d'entre elles — sont des cultures extraordinairement différentes pour des espaces relativement petits par rapport aux grands espaces asiatiques ou

L'Europe aujourd'hui

américains. Et, devant l'homogénéisation culturelle qui est en train de s'accomplir, la sauvegarde de ces trésors devient une préoccupation majeure qui alimente cette nouvelle prise de conscience européenne.

Ensuite, on a redécouvert que ce trésor culturel était attaché à un trésor politique, celui de la liberté et de la démocratie — qui, pour certains, n'était qu'une pseudo-démocratie ou un masque et l'on a tout à coup ressenti la nécessité de penser cette démocratie, de la sauver, de la développer et de la défendre là où elle était vitalement menacée.

Enfin, on a vu se profiler en URSS une menace d'un type tout à fait curieux. La menace hitlérienne a été une menace vociférante, c'est-à-dire une menace qui est immédiatement passée à des actes : remilitarisation de la Rhénanie, *Anschluss*, revendication sur les Sudètes, vassalisation de l'Etat tchèque, menace sur Dantzig... Ce qui s'est passé pour l'URSS est tout à fait différent. Obsédés par le stalinisme — qui subsiste dans ses structures fondamentales en URSS —, nous découvrons en URSS le problème totalitaire et nous nous efforçons de l'analyser au cours des années 1970, 1973, 1975 et 1980. Mais, en même temps, on assiste, à partir des années 60, c'est-à-dire grosso modo à partir de l'affaire des fusées de Cuba, à un fantastique et continu développement militaire, terrestre, aérien, maritime et nucléaire. Les statistiques, les chiffres et les articles des spécialistes militaires nous montrent cette implacable progression. Et pourtant celle-ci n'est accompagnée d'aucune vocifération, d'aucune menace ou d'aucune revendication territoriale précise, ce qui signifie que nous nous trouvons devant une menace diffuse. On a un gigantesque voisin dont la puissance monte, comme un barrage qui retient une immense masse d'eau, et nous sommes dans l'incapacité de penser ou de réfléchir sur cette menace qui ne se manifeste par aucun ultimatum précis, qui peut rester telle quelle ou se déclencher sans que l'on sache pourquoi. A la menace totalitaire, vient donc s'ajouter la crainte d'une menace, celle de l'extermination nucléaire.

Or, au début des années 80, la conjonction de ces deux menaces se focalise tout à coup sur l'Europe. Alors que l'Europe avait assisté de loin à Hiroshima et Nagasaki, puis aux essais nucléaires qui se faisaient en Chine, p.072 en URSS, en Amérique, voire aux siens propres dans les déserts africains, et puis à Mururoa, tout le monde était persuadé, lorsqu'il y eut l'alerte des fusées de Cuba, que les

L'Europe aujourd'hui

premières bombes atomiques seraient pour Washington, New York ou Moscou. Mais avec l'affaire des fusées Pershing, on vit apparaître une hypothèse extrêmement plausible, selon laquelle c'était précisément l'Europe qui pourrait être le siège privilégié d'un affrontement nucléaire entre les deux superpuissances, celles-ci trouvant même par là le moyen d'assurer la protection de leurs propres territoires. Autrement dit, la bombe, que l'on croyait jusqu'alors destinée aux autres, se trouvait soudain chez nous, parmi nous. Il y a donc eu radicalisation extrême d'une menace double et impensable — totalitarisme et exterminationnisme à la fois — qui nous plaçait devant l'alternative fatale résumée par les deux célèbres propositions, l'une et l'autre absurdes : « mieux vaut être rouge que mort », « mieux vaut être mort que rouge ».

Cela étant, il faut noter que la conjonction de menaces de ce type est quelque chose qui a toujours forgé l'unité des communautés nationales. Qu'est-ce qui fait la vie des Nations ? C'est l'ennemi extérieur. C'est la menace suspendue sur sa propre identité. Bruno Bauer, théoricien de la Nation du siècle dernier, a très justement dit que ce qui fait l'essence d'une Nation, c'est la communauté de destin historique, c'est-à-dire tout ce qui a été vécu par des générations successives, non seulement les victoires ou les luttes pour l'indépendance, mais aussi les souffrances, les humiliations et les martyres que chaque enfant apprend — et réapprend — à l'école. Une communauté nationale vit de cette communauté d'un destin qui a été forgé dans le passé et qui est récité pour son futur. Mais le drame de l'Europe — et ce qui fait son avenir si problématique —, c'est que notre communauté de destin existe bel et bien mais qu'elle est pour demain : elle n'a pas de passé. Historiquement, ce ne sont que luttes, déchirements et guerres incessantes qui ont fait et caractérisé la vie de l'Europe. Dès lors, notre problème consiste à surmonter une contradiction fondamentale. D'un côté toutes les conditions sont réunies pour permettre à une conscience européenne de transcender les nations européennes et d'en faire quelque entité fédérale métanationale, de l'autre, il manque la plus fondamentale : le sentiment d'un destin commun. Pourtant ce destin est là, puisque la menace existe sourdement. Mais celle-ci restant diffuse, rien ne se passe et on continue à vaquer au jour le jour à nos affaires particulières, corporatives ou autres, alors que, si la menace éclatait, le sursaut de

L'Europe aujourd'hui

conscience, certainement, nous réunirait ! Le problème est connu : il faut attendre la maladie mortelle pour avoir la chance éventuelle de s'en sortir. Autrement dit, ce qui sauve est en même temps ce qui perd. Et c'est ici qu'il est important de se demander s'il n'est pas possible de « catalyser » le phénomène, c'est-à-dire de trouver une solution autre que celle qui pourrait subvenir dans l'extrême péril.

J'en viens donc à ce problème de catalyse qui constitue le deuxième point de mon exposé, à la question de l'identité européenne, au sujet de laquelle l'intelligentsia européenne a beaucoup de choses à dire et à faire.

p.073 La diversité culturelle de l'Europe — évidemment liée au développement des Nations — a provoqué le déchirement de l'Europe. Mais en même temps, il faut reconnaître que c'est précisément cette division de l'Europe et ce déchirement qui ont permis le maintien de notre pluralité culturelle. La question revient donc à penser une telle diversité au-delà des déchirements et des conflits nationaux. Il faut penser l'unité dans la diversité, ce qui constitue un problème logique extrêmement difficile quand on est habitué à des modes cartésiens de pensée : quand vous pensez unité, vous effacez la diversité ; et quand vous pensez la diversité, vous faites un catalogue d'éléments divers qui vous rend incapable de penser l'unité, en outre, l'esprit cartésien a besoin de concepts et de notions claires et distinctes dont les contours sont strictement définis.

Or, quels sont les contours culturels de l'Europe ? Où sont ses frontières ? Eh bien, l'Europe n'a pas de frontières ! Ou plutôt elle n'a que des frontières floues. A l'est, seuls les géographes peuvent donner une frontière nette — l'Oural — entre l'Europe et l'Asie, mais personne ne peut exclure la Russie du point de vue historique et culturel. Au sud, nous savons que la Méditerranée a été longtemps un lieu d'échanges de première importance, puisque toute la romanité s'est faite autour de la Méditerranée ; et bien qu'il y ait aujourd'hui une frontière effective entre le nord et le sud — surtout culturelle et religieuse — nul ne peut dire que la

L'Europe aujourd'hui

Méditerranée est une frontière absolue. A l'ouest, même si les Etats-Unis et les pays d'Amérique latine sont extrêmement éloignés et même si les seconds sont composés de cultures métissées, nous savons très bien que ce sont des « rejetons » et que la culture européenne a été un élément important de leur identité. On ne peut donc pas plus définir l'Europe de façon conjonctive par ses frontières que de façon répulsive et disjonctive par rapport à l'univers qui l'entourne de tous côtés.

Du point de vue du contenu, *l'unitas multiplex* n'est guère plus facile à penser. C'est ce que traduisent les hésitations du langage courant sur la culture : le « gréco », « judaïco », « latino »... s'ajoutent, se mêlent et se recomposent avec d'autres suffixes — le romain, le chrétien et même l'islam, du côté espagnol — pour donner les cultures « gréco-romaine », « judéo-chrétienne »... Le problème, alors, reste toujours le même : ou bien on veut privilégier un des héritages, on dit « l'Europe est surtout fille de la Grèce » ou bien « l'Europe est fille de la Chrétienté », ou bien on ne voit qu'une série d'éléments et de traditions, de « gènes culturels » différents.

Or, ce que je crois important, et ce qui est remarquable en Europe surtout à partir de la Renaissance, c'est qu'elle se fonde sur une dialogique culturelle. Si je dis « dialogique », c'est pour employer un mot que je veux plus fort que dialectique, et qui signifie que des logiques sont en dialogue, c'est-à-dire qu'elles sont non seulement en conversation mais aussi en conflit, qu'elles sont complémentaires tout en gardant leurs antagonismes. Il y a eu une dialogique entre la tradition judéo-chrétienne et la tradition gréco-romaine, et même entre les deux termes « juif-chrétien », comme on l'a vu avec la Réforme, et les deux termes « grec-romain ». Et l'on peut dire que cette dialogique s'est poursuivie sous d'autres formes entre le courant ^{p.074} de la rationalité laïque, illustrée par les Lumières puis par la philosophie, et le courant de la pensée religieuse ; puis au sein même de la rationalité, il y a eu un conflit interne – dans les temps modernes — entre une rationalité close et arrogante et une rationalité ouverte, qui critique la raison de l'intérieur.

Ce qui importe dans la tradition culturelle européenne fondamentale, ce n'est donc pas tel ou tel élément de la dialogique, mais c'est cette dialogique

L'Europe aujourd'hui

elle-même. De même, ce qui est important dans la démocratie, ce n'est pas la prédominance de tel ou tel parti, mais c'est l'existence d'une structure qui permet à des forces antagonistes de régler leurs conflits selon certaines règles de jeu et qui transforme ces antagonismes en une force productive. La richesse productive de l'Europe réside dans le maintien de cette dialogique, c'est-à-dire dans le caractère conflictuel et complémentaire de la pluralité, et c'est précisément ce que la culture européenne doit pouvoir préserver, et cette fois sur un mode conscient et plus richement assumé. En particulier, nous ne pouvons pas oublier ce que fut la tradition des grands esprits qui ont marqué l'Europe dès la Renaissance — Erasme et les humanistes —, au XVII^e siècle, avec ce commerce de différentes cultures qui s'est poursuivi dans les siècles suivants à la faveur de grands foyers cosmopolites comme l'ont été, par exemple, la Vienne de la fin des Habsbourg ou Paris à un moment donné. Il est certain que cette tradition très forte qui émane du cœur de l'Europe (Vienne, Budapest) a été occultée au cours des dernières décennies et que nous devons non seulement la redécouvrir mais aussi la faire revivre.

Mais si l'originalité culturelle de l'Europe s'est progressivement effacée, c'est aussi parce que la culture, en grande partie, est devenue mondiale, ce qui pose alors un autre problème, celui de l'ouverture de la conscience européenne à une conscience planétaire. Je définirais cette ouverture comme notre capacité à absorber, à intégrer et à assimiler ce qui vient de l'extérieur. Dès lors, une fois de plus, notre problème se pose en des termes paradoxaux : ce qui vient de l'extérieur est capable de détruire ou d'atrophier ce qui fait partie de notre identité ; mais si nous sommes capables de l'assimiler, nous développons notre identité sur un plan supérieur.

Alors comment protéger et sauver la démocratie ? Parfois on nous dit « la démocratie est en déclin » et puis, fort heureusement, deux ou trois dictatures d'Amérique latine sont renversées, et on dit alors « la démocratie est en progrès ». Je crois qu'il faut être extrêmement prudent. La démocratie n'est jamais synonyme d'unanimité, ni même de « volonté de la majorité ». La démocratie désigne la structure qui permet à la diversité d'être progressive et productive en donnant la règle du jeu et en régulant les antagonismes. Cette structure comporte ses risques internes — si elle n'est pas polyphonie, elle devient cacophonie —, mais nous devons les assumer. Elle n'a pas de vérité unique : seuls les systèmes non démocratiques ont leur vérité à imposer.

L'Europe aujourd'hui

Finalement, si le projet européen vise à protéger, enraciner et développer la démocratie, il ne peut le faire qu'en permettant aux différentes vérités de s'affronter.

p.075 Tel est, je crois, le rôle des intellectuels : non seulement renouer avec la tradition européenne cosmopolite et avec les grands noms du début du siècle (Thomas Mann, Romain Rolland...) dont l'élan a été brisé par le nazisme et le stalinisme, mais aussi créer une « deuxième vague européenne », en catalysant cette demande silencieuse et profonde, qu'aucun institut de sondage ne saurait détecter mais que des intellectuels devraient savoir exprimer.

Je résume : dans l'ancienne identité européenne, on n'arrivait pas à dissocier la démocratie de l'impérialisme, la culture universaliste de la domination. Dans la nouvelle identité européenne, nous établissons une disjonction radicale entre chacun de ces termes. Dans l'ancienne conception, l'identité européenne était brisée par les nationalismes arrogants, alors que nous pouvons à présent la penser en termes d'unité pluraliste. L'intelligentsia européenne se croyait propriétaire de la raison, de la civilisation et de l'universalité ; je crois que nous devons maintenant chercher la dialogique des cultures non seulement au sein de la culture européenne, mais également avec les cultures étrangères — sans aucun syndrome d'arrogance et de prétention.

Ce qui est extraordinaire — et je vais conclure là-dessus — c'est que l'ennemi principal n'est autre que nous-mêmes. Pourquoi ? Je crois que ce n'est pas tant parce que nous sommes coupables, ontologiquement, de paresse, de lâcheté ou d'inconscience, que parce que nous sommes conscients de l'énormité des deux dangers dont j'ai parlé, qui nous épouvante et nous conduit à vivre au jour le jour. Je me souviens, tout jeune, que l'on continuait à vivre au jour le jour lors de la montée hitlérienne parce que l'on ne pouvait pas penser cette menace alors même qu'elle était audible. puisque les discours vociférants d'Hitler nous étaient retransmis par la radio ; mais on était pris d'un sentiment extraordinaire d'étonnement et d'épouvante, et l'on se sentait incapable de faire quoi que ce soit, alors qu'il y avait, à l'époque, des nations puissantes qui auraient sans doute été capables politiquement de conjurer la menace.

Aujourd'hui, nous savons que la décision sur l'arme thermonucléaire échappe totalement aux pays européens et qu'un ultimatum que l'URSS pourrait éventuellement lancer en contrôlant les puits de pétrole du Moyen-Orient ou du

L'Europe aujourd'hui

Golfe persique, rendrait l'Europe totalement impuissante. Et la conscience lucide de cette impuissance nous conduit à un somnambulisme hagard « parce que c'est tout ce qui nous reste à faire ». Ce n'est pas seulement, comme on le dit, la société de consommation et la publicité que l'on accuse de tant de maux, mais c'est le sentiment profond de notre impuissance qui nous conduit à cette sorte de fatalisme ; et l'on peut dire que la bombe atomique, par sa menace, conduit à l'atomisation des conduites de l'individu autour du petit *nucleus* personnel-familial-amical qui l'environne immédiatement.

Mais cette tendance fataliste ne doit pas nous empêcher de tenter de jouer ce rôle de catalyse et de dire à l'Europe de s'éveiller. Jamais sans doute les problèmes de vie et de mort, de liberté et d'asservissement, de valeurs et de cultures, n'ont constitué un nœud d'une telle complexité et p.076 d'une telle ampleur. Jamais sans doute nous n'avons été dans une telle incapacité de les délier. C'est justement pour cela que, je crois, il serait nécessaire d'associer à un discours à la « nation européenne » — il y en a déjà eu — un discours pour la démocratie européenne et un discours pour la culture européenne. Nous devons lier la volonté de conservation et la volonté de dépassement et de transformation. On disait, après la bombe atomique : « si l'homme doit survivre, il doit changer » ; je crois que si nous voulons survivre, il faut transformer ; et c'est ce qu'on veut conserver — la démocratie et la culture — qui nous permettra de transformer.

En un mot, je dis que l'intellectuel européen qui est sorti des utopies délirantes doit aujourd'hui sortir du réalisme somnambulique.

Mme MARIA-ANTONIETTA MACCIOCCHI : Je reprendrai la problématique proposée par Edgar Morin en reposant la question sous une autre forme : sommes-nous donc incapables de nous penser Européens ? L'intelligentsia occidentale parle de plus en plus de culture européenne ; on évoque, au sein des universités et de la Communauté, « l'espace culturel européen » ; et de nombreux applaudissements accueillent cette évocation-invocation. La « culture européenne » envahit les discours, pénètre la phraséologie de brillantes revues, on constitue même des associations pour la « culture européenne » dans la Communauté européenne : banquiers, femmes du monde, philosophes ratés, écrivains repentis et artistes en quête de succès s'y rassemblent ; on donne des concerts, on institue des prix, on organise des ventes de charité, comme dans le

L'Europe aujourd'hui

roman de Musil, au temps du déclin de l'empire austro-hongrois. On forge ainsi un consensus imaginaire autour de l'idée d'une Europe culturelle, tandis que l'intelligentsia européenne vivote derrière les chauvinismes nationaux et fait preuve d'une imagination moribonde qui souligne un déclin culturel accéléré en philosophie ou en littérature, comme en musique ou en peinture. La Nation, avec ses mass media, son protectionnisme culturel, sert de bouclier aux artistes en état de crise idéologique et créative. Entre les dix pays européens, on traduit toujours moins de livres (50 % de moins que durant l'après-guerre). Somme toute, on s'ignore. De fait, l'Europe, du point de vue culturel, est aphasique. Elle est comme amputée de l'intelligence et de la pensée des créateurs et de la création. Pourtant, dans peu de temps — vers la fin de cette décennie — l'Europe des Dix disposera de prodigieux instruments de transmission, de multiplication, de canaux télévisés, et les yeux d'innombrables satellites européens nous surplomberont de leur mécanique endiablée. Mais à quoi serviront tant de fabuleux moyens de communication, si nous n'avons plus rien à communiquer ? Ou si nous sommes condamnés à transmettre des idées et des pensées insignifiantes ? Ou si les intellectuels européens continuent à être séparés par le chauvinisme et les barrières nationales, s'ils n'ont pas de « langue » pour se parler ?

D'ailleurs il ne faut pas oublier que le Traité de Rome n'a jamais mentionné ni les mots *culture*, *transnationale* ou *supranationale*, et non plus, évidemment, celui d'*identité* dont nous débattons aujourd'hui. Il a non seulement refusé de légiférer sur une Europe culturelle, mais il a même refusé le simple emploi du mot *culture*, auquel on substitua la définition d'éducation européenne (éduquer, scolariser, agir contre l'analphabétisme). Et aujourd'hui encore, si quelqu'un parle d'action culturelle, on lui jette à la face les règles infranchissables du Traité de Rome.

Si la monnaie a trouvé une issue dans le SME pour les ajustements sur le marché européen, si les déficits agricoles sont couverts par les montants compensatoires (Fonds spéciaux), si l'on échange désormais sans difficulté vaches, poulets, porcs, beurre, vin, langoustines, en passant des accords qui brisent les barrières douanières, le protectionnisme le plus rigide et le plus froid règne toujours, en revanche, dans les échanges intellectuels. L'unique matière qui n'ait jamais circulé en Europe est la matière grise : idées et cerveaux européens ; cercles, universités, maisons d'édition, chaînes télévisées, centres

L'Europe aujourd'hui

culturels prospèrent exclusivement dans des espaces nationaux, indifférents, le plus souvent, à l'esprit européen. L'esprit européen, par suite d'un vide intellectuel, n'a pénétré ni l'intelligentsia, ni les masses. Il ne s'est pas diffusé dans les mille provinces européennes, et les municipalités continuent de ne voir que leur clocher, leur mairie, leur monument aux morts et leur bar-tabac ! Ce provincialisme ardent est aussi l'une des raisons qui ont fomenté l'explosion d'instincts racistes au cœur de l'Europe et ravivé les chauvinismes locaux, pour ne pas dire la haine de l'étranger. Avec la crise économique, les ghettos se recréent autour des travailleurs « européens » immigrés, manuels ou intellectuels. D'innombrables scènes de la vie quotidienne témoignent, dans chaque pays, de la vivacité des chauvinismes nationaux. Les seuls qui échappent à la règle sont les jeunes qui, sac au dos, parcourant les routes d'Europe, et en dehors des écoles, apprennent à devenir des citoyens européens et cosmopolites. Je dirais même qu'ils sont les nouveaux protagonistes de l'histoire de l'Europe vis-à-vis d'une génération comme la nôtre qui a été contrainte de vivre avec les totalitarismes, le nazisme et le stalinisme. Nous sommes encore remplis de stupeur devant la barbarie culturelle du mur de Berlin. Les jeunes générations, en un sens, renouent avec une vraie lecture culturelle et vécue de l'Europe, leçon ignorée dans les écoles, leçon qui constitue pourtant notre propre histoire.

Il y a l'Europe des mythes, d'Hésiode, de Lucien, de Chénier ; il y a l'Europe des peuples et des lieux, décrits par Hérodote, Strabon, César ; l'Europe des années troubles avec les campements barbares ; Théophraste et les hordes gothiques, Machiavel et le péril barbare ; l'Europe chrétienne qui fut, elle aussi, une réalité avec le Saint-Empire romain germanique. Et Machiavel, les princes, les pontifes et Liutprand, les Croisades, Byzance, l'invasion ottomane jusqu'au cœur de Vienne et sa bruyante retraite, etc., en sont des monuments importants.

Mais ce qui me fascine le plus, dans l'histoire des idées, c'est l'Europe moderne, celle de l'esprit européen, de l'esprit politique, décrite et rêvée par Voltaire, Rousseau, Nietzsche, Hugo ou Valéry. « Que je voyage en Allemagne, en France, en Espagne, — écrivait Voltaire — partout une correspondance perpétuelle en lie toutes les parties, malgré les guerres que p.078 l'ambition des rois suscite et même malgré les guerres de religion encore plus destructives... » Les arts qui font la gloire des Etats sont portés à un point que la Grèce et Rome

L'Europe aujourd'hui

ne connurent jamais. Dans *Par-delà le bien et le mal*, Nietzsche imagine la « création de l'Européen qui grandira en véhémence et en profondeur ». Il évoque « la lente apparition d'une espèce d'homme essentiellement surnationale et nomade qui, comme signe distinctif, possède, physiologiquement parlant, un maximum de faculté et de force d'assimilation ». Paul Valéry se demande avec passion :

Mais qui donc est l'Européen ? De toutes ces réalisations, les plus nombreuses, les plus surprenantes, les plus fécondes ont été accomplies par une partie assez restreinte de l'humanité, et sur un territoire très petit relativement à l'ensemble des terres habitables. L'Europe a été ce lieu privilégié ; l'Europe, l'esprit européen, l'auteur de ces prodiges. Qu'est-ce donc que cette Europe ? (...) Cette Europe peu à peu se construit comme une ville gigantesque (...). Elle a Venise, elle a Oxford, elle a Séville, elle a Rome, elle a Paris. Il y a des cités pour l'Art, d'autres pour la Science, d'autres qui réunissent les agréments et les instruments. Elle est assez petite pour être parcourue en un temps très court, qui deviendra bientôt insignifiant. Elle est assez grande pour contenir tous les climats ; assez diverse pour présenter les cultures et les terrains les plus variés. Au point de vue physique, c'est un chef-d'œuvre de tempérament et de rapprochement des conditions favorables à l'homme (...). Un véritable Européen est un homme en qui l'esprit européen peut habiter dans sa plénitude. Partout où les noms de César, de Gaius, de Trajan et de Virgile, partout où les noms d'Aristote, de Platon et d'Euclide ont eu une signification et une autorité simultanées, là est l'Europe.

Dans son discours d'ouverture au Congrès de la paix, le 21 août 1849, Victor Hugo voyait déjà l'unité européenne :

Un jour viendra où vous ne vous ferez plus la guerre, un jour viendra où vous ne lèverez plus d'hommes d'armes les uns contre les autres... Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les votes, par le suffrage universel des peuples, par le vénérable arbitrage d'un grand sénat souverain qui sera à l'Europe ce que le Parlement est à l'Angleterre, ce que la Diète est à l'Allemagne, ce que l'Assemblée législative est à la France... Un jour viendra où l'on verra... les Etats-Unis d'Europe...

Plus d'un siècle après, en 1979 et 1984, les peuples européens ont élu leurs premiers parlements à suffrage universel. Personne n'en sous-estimera l'immense valeur novatrice, qui peut créer le premier noyau d'une Europe politique unie. Mais l'absence de l'esprit européen qui animait les grands esprits

L'Europe aujourd'hui

d'alors est notable dans cet hémicycle, condamné encore aujourd'hui à ne pas avoir de pouvoir. En outre, l'absence, le silence, l'aphonie des intellectuels s'y fait violemment sentir.

Une réflexion sur les raisons de cette impuissance de l'intelligentsia européenne nous ramène aux années de l'après-guerre. Les intellectuels paient encore l'amputation culturelle des pays de l'Europe centrale, qui p.079 coupa en deux l'esprit *occidental* européen, si l'on entend par « occidental » la liberté de recherche intellectuelle.

Placer ces pays à l'est, comme on l'a dit, c'était les orientaliser et approuver leur déplacement forcé dans la sphère de domination d'une culture — la culture russe — qui leur était profondément étrangère et qui allait chercher à tuer l'esprit occidental. Mais l'intelligentsia européenne — il faut le rappeler aussi — accepta ce « crime fondateur » de l'Europe telle qu'elle s'est ensuite dessinée en admettant cette scission culturelle comme un événement naturel faisant suite à la partition de l'après-guerre à Yalta, elle s'y adapta soit par paresse, soit par indifférence, soit encore en la considérant comme une opération normale de redimensionnement justifiée par la libération de l'Europe du fascisme. Résignation, désintérêt, acceptation de la *Real-politik*, la culture européenne s'est donc accommodée distraitement de la perte de Kafka, Gombrowicz, Béla Bartok, Schönberg et de l'abandon, comme « non-lieu », de cet espace mental qui avait fait de Prague, capitale magique de l'Occident, l'initiatrice de la Réforme, du structuralisme et de la linguistique.

Pourtant, le rachat des intellectuels européens s'est accompli ces dernières années avec les problèmes de l'intellectuel « dissident », grand interlocuteur de la culture occidentale, génie austère et furieux d'intelligence. Mais la définition même de « dissident » réduisait l'art et la littérature à une thèse politique simpliste, et l'analyse de la littérature « dissidente » a péché par ingénuité politique, en tombant dans le piège d'une stupide politisation instrumentale des diverses formes de culture géographiquement établies, de sorte que les dissidents n'étaient plus que les exclus ou les transfuges d'une culture « autre ». En revanche, les dissidents russes ont travaillé pour une nouvelle occidentalisation de leur culture, même lorsqu'ils ont été victimes de tendances nationalistes. La dissidence — qui a milité en même temps contre le totalitarisme russe et contre l'aplatissement du monde à « la seule réalité du

L'Europe aujourd'hui

maître et de l'esclave » n'a, au fond, pas été comprise du point de vue culturel. Bien que de nombreux et savants essais l'aient accueillie dans l'occident européen, la dissidence — voilà l'erreur — est devenue une catégorie géopolitique. C'est ainsi que les hommes d'Etat eux-mêmes ont pu s'en servir pour souscrire aux accords d'Helsinki, dont le troisième volet porte sur les *droits de l'homme*, droits qui ont été bafoués, comme on le sait, avec une impudence de plus en plus grande, de Varsovie à Kaboul.

Je retrouve maintenant la question posée par Edgar Morin : que peuvent les intellectuels ? Je crois qu'il faudrait qu'ils commencent à « se penser Européens », en se soustrayant à ce destin des petites Nations qui a tué les libertés de l'Europe centrale et qui pèse parfois aussi sur nous. Nous devons quitter le sentiment de culpabilité qui a été entretenu durant les quarante dernières années par les deux grandes puissances — l'Amérique nous a libérés, la Russie a effacé le nazisme avec l'Armée rouge —, pour réaffirmer, avec nos propres forces, la valeur de nos luttes et de notre patrimoine. En fait, la pensée européenne s'accompagne de toute une négativité que je rejette tout en pensant qu'il faut garder la mémoire de notre histoire. Les colonialismes, les écrasements, les massacres et tout ce ^{p.080} qui s'est passé, ne doivent pas nous culpabiliser ni nous pousser à la résignation devant l'emprise grandissante de puissances qui nous dépassent. Cette mémoire constitue un enseignement riche et précieux pour le développement de l'Europe et de son autonomie, même en ce qu'elle a de négatif pour les gens d'aujourd'hui.

Si l'union politique n'est pas, aussi, culturelle, si cette union n'est pas réinventée à travers une renaissance intellectuelle européenne, elle n'aura jamais d'existence pour les peuples. Malgré la crise — ou peut-être grâce à elle et aux idées neuves qu'elle peut féconder —, les intellectuels doivent jouer un rôle actif dans la constitution de l'unité européenne, tel celui qu'avait joué Hegel dans l'unité de l'Allemagne ou Machiavel dans l'unité de l'Italie. Aucun grand bouleversement politico-historico-culturel — comme le montre encore l'immortalité des hommes de la Renaissance et du siècle des Lumières — n'est jamais advenu sans la « furie » créative et intellectuelle. L'Europe sera culturelle ou ne sera pas.

M. GÉRARD CALOT : A la fin de son exposé, Edgar Morin nous indiquait que l'ennemi principal était en nous-mêmes et que notre « somnambulisme

L'Europe aujourd'hui

hagard », pour reprendre ses mots, pouvait nous empêcher de voir où était l'essentiel.

Je vais vous parler de démographie, domaine qui est habituellement peu tapageur, mais qui pourrait bien s'avérer essentiel pour analyser certaines réalités de l'Europe dont nous parlons ici car, après tout, le support de cette Europe, ce n'est rien d'autre qu'un ensemble d'hommes et de femmes qui naissent et qui meurent et dont il convient d'analyser les fluctuations.

Actuellement, la machinerie démographique en Europe est dérégulée. Nous avons une longue histoire. Jusqu'au XVIII^e siècle, la fécondité était une sorte de fatalité physiologique que subissaient les populations. Elle était réglée, du point de vue social, uniquement par l'âge au mariage : dans une société donnée, plus l'âge au mariage était élevé, moins elle comptait d'enfants ; ou au contraire, plus on se mariait tôt, plus la descendance était nombreuse. En Europe, avec un mariage relativement tardif — environ 25 ans pour les femmes et 28 ans pour les hommes —, on avait en moyenne 5 à 6 enfants. Il a fallu près de deux siècles pour que l'on passe à la situation moderne d'une fécondité qui se situe autour de 2 enfants par femme. C'est la France qui a montré les premiers signes de décrochement de cette fécondité « ancestrale » dans les décennies qui ont précédé la Révolution française. Un siècle plus tard, le même phénomène se produisait en Angleterre — pourtant davantage urbanisée ; et ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle que le processus s'est engagé en Allemagne, au début du XX^e en Italie et, plus tard encore, en Europe orientale ou méridionale.

Mais au milieu du XX^e siècle, tous ces pays étaient parvenus à une situation comparable : après la guerre, on enregistrait une moyenne de 2 à 2,5 enfants par femme dans tous les pays d'Europe.

Or, vingt ans après la fin de la guerre, les taux de fécondité sont atteints d'une sorte de tremblement fantastique qui touche d'abord les Etats-Unis ^{p.081} et le Canada, dans les années 1959-1960, pour envahir l'ensemble de l'Europe dès 1964.

En effet, actuellement, compte tenu de la mortalité qui est la nôtre, la population se reproduit à l'identique moyennant une fécondité de 2,1 enfants par femme. Jusqu'en 1964, la plupart des pays d'Europe dépassaient ce chiffre. Or dix ans plus tard, la quasi-totalité de l'Europe est passée en dessous, indépendamment donc des différences de conjonctures économiques, de milieux

L'Europe aujourd'hui

socio-culturels, de catégories socio-professionnelles, d'appartenances religieuses dominantes... Ce phénomène s'est stabilisé vers 1975 ; et depuis dix ans, en gros, la situation est invariante. Nous sommes dans les plus basses eaux de la démographie. Le taux de fécondité de l'Italie est de 1,5 enfant par femme, celui de la Suisse également mais celui du canton de Genève est vraisemblablement nettement en dessous, celui du Danemark est de 1,4 et celui de l'Allemagne a atteint un niveau inférieur à 1,3. Nous sommes dans le « jamais vu », et cela fait dix ans que le phénomène se produit !

Qu'est-ce donc qui a pu provoquer un tel mouvement dans le ciel économique ou politique des années 1964-65 ? Il est certain qu'on ne peut en donner une explication causale simple en recherchant par exemple une source événementielle. Pour qu'un ensemble de sociétés aussi diverses réagissent simultanément et de la même façon, comme si elles répondaient à une sorte de signal, il faut que les facteurs déterminants se situent au niveau de ce qui est en commun dans notre culture européenne.

Cette évolution a été bien accueillie. Je dirais même qu'on lui a attaché une signification de libération et d'émancipation de l'individu au point que l'on n'en voit plus le caractère excessif. En effet, après dix ans d'une telle situation, on voit se profiler des problèmes extrêmement graves qui ne concernent pas tant le nombre (décroissant) que la structure par âges de la population : une Europe dont les corps électoraux seront formés dans une grande majorité de personnes âgées, ne sera certainement pas une Europe dynamique et porteuse d'idées.

Certes, il y aura des problèmes de redistribution, par exemple en matière de retraite — c'est l'un des problèmes que l'on agite le plus — et les gens y sont généralement assez sensibles — mais ces problèmes ne me paraissent pas graves par rapport aux problèmes psychologiques qui risquent de se poser. La maîtrise de notre destin passe par un renouvellement des idées et des attitudes qui ne peut avoir lieu que s'il existe dans la population une proportion de jeunes suffisante. L'une des grandes vertus de l'homme est d'être mortel et d'être remplacé par des générations montantes qui sont porteuses d'un savoir frais et de comportements nouveaux. Si ce renouveau — à la base — n'est pas assuré, il est clair que nous courons à une certaine forme de perte.

Cela étant posé, il faut souligner un point important. Lorsqu'on examine les différentielles de la baisse de fécondité en Europe, on constate l'universalité du

L'Europe aujourd'hui

phénomène, sauf sur un point. La venue des enfants selon leur rang a été fortement modifiée. En effet, la venue du premier enfant n'a guère été touchée par la crise de la fécondité, ce qui veut dire que la ^{p.082} proportion des couples qui demeurent volontairement sans enfant n'a guère augmenté.

Il en est de même pour la venue du deuxième enfant, qui a été seulement un peu ralentie, mais on assiste à un véritable effondrement des chiffres pour la venue des enfants de rang trois et plus — et c'est ce qui explique la baisse globale de la fécondité.

Dès lors, comme il y a de bonnes raisons de penser que les familles très nombreuses n'ont plus leur place dans la vie moderne, qu'il serait utopique d'espérer un relèvement de la fécondité lié à une augmentation importante des familles de quatre enfants ou plus, la seule possibilité pour remonter ce taux à la « barre » de 2,1 consiste à accroître la part des familles de trois enfants. Or, nos concitoyens sont tout à fait conscients du fait qu'il y a une différence de vécu très importante entre une famille de deux et une famille de trois enfants. Le problème est donc le même dans toute l'Europe. C'est celui de la compatibilité de la famille de trois enfants avec l'existence à laquelle aspirent aujourd'hui la plupart des couples ; et je pense qu'il y a des efforts d'imagination à faire pour mettre à jour notre législation et adapter notre désir d'enfants à la réalité quotidienne. En particulier, il faudrait tenir compte des conditions nouvelles qu'a impliquées le développement généralisé du salariat féminin, qui a été salué comme une autre dimension de l'émancipation féminine et qui a fortement contribué à l'augmentation du niveau de vie des couples. Le hiatus s'est produit. Nous sommes en situation de dérèglement dans un monde qui pêche plutôt par exubérance ; notre fragilité à nous, Européens, en est déjà d'autant plus grande. A ce niveau d'analyse démographique, la communauté de destin dont nous parlait Edgar Morin apparaît être une réalité vécue par l'ensemble de la population et non pas seulement par l'intelligentsia, je pense que nous pouvons, dans une certaine mesure, la prendre en mains.

M. ANDRÉ GLUCKSMANN : Après l'exposé d'Edgar Morin, je vais simplement essayer de dire en quoi la conscience européenne n'est pas nouvelle, ou plutôt en quoi elle ne peut être nouvelle que si elle retrouve seulement sa conscience ancienne. Chemin faisant, ou plutôt « oreilles au travail », j'ai peur que nous gardions une idée un peu trop optimiste de ce qu'est l'Europe aujourd'hui, et je

L'Europe aujourd'hui

crains que le mot « Europe » ne devienne un vœu pieux plutôt qu'une réalité.

Pourquoi ? Tout d'abord parce que l'Europe, vue de l'intérieur, n'est justement pas l'Europe ! Ce n'est plus l'Europe du charbon et de l'acier, mais ce n'est pas autre chose. Cela n'a jamais été, depuis 1945, l'Europe de la culture, puisque chacun vit dans sa culture nationale — les télévisions, par exemple, sont nationales et même si elles se croisent, comme en Suisse, elles ne fusionnent pas. Je dirais donc que, vue de l'intérieur, l'Europe n'existe pas actuellement. J'en prends pour témoin Gérard Calot : pourquoi faire des enfants ? Pourquoi se reproduire ? Il n'y a pas de réponse pour l'instant. Ce que montre la dénatalité. Pourquoi se défendre ? Qu'avons-nous à défendre ? Quelles sont nos valeurs ? Il n'y a pas de réponse pour l'instant. Pour preuves, ces vagues montantes et descendantes de pacifisme, ^{p.083} qui témoignent par ailleurs d'une absence de réflexion sur la question. Pourquoi se mobiliser ? Pourquoi changer ? Pourquoi se révolutionner technologiquement ? Pourquoi sacrifier des avantages acquis pour acquérir un autre mode de vie ? Il n'y a pas de réponses à ces questions et c'est la raison pour laquelle toutes les organisations ouvrières — et en particulier les syndicats — sont en pleine décrépitude.

Pourtant, je vous propose de constater que l'Europe existe. Mais elle existe essentiellement lorsqu'elle est vue de l'extérieur. J'ai souvent discuté avec mes amis « médecins du monde » ou « médecins sans frontière » qui vont dans les quatre coins du monde et qui ne sont Européens que lorsqu'ils ne sont pas en Europe. « Oui, disent-ils, l'Europe existe à l'extérieur, elle existe même doublement : comme objet de haine et comme objet d'envie. »

Pensez à Khomeiny, pensez à toutes les dictatures, pensez aux Vietnamiens communistes : ils détestent le subjectivisme, le petit-bourgeois, les libertés formelles, etc. Ils détestent la libre circulation des informations, des hommes et des biens. Ils détestent les débats d'idées. Ils trouvent que cela est dissolvant. Ils ne brûlent pas seulement les sex-shops, ils souhaitent brûler toute la culture et toutes les institutions démocratiques européennes ! Donc, pour eux, l'Europe existe, mais elle n'existe que comme objet de haine.

Ailleurs, l'Europe existe aussi comme objet d'envie. Il suffit d'aller en Europe de l'Est. Quel est l'idéal des Européens de l'Est ? Ce n'est plus celui du printemps de Prague ou du socialisme à visage humain : c'est celui des droits de

L'Europe aujourd'hui

l'homme, de la charte 77, de la liberté et de la prospérité des Européens de l'Ouest. Par exemple, les Tchèques ne comprennent pas — ou comprennent trop bien — pourquoi, après avoir eu en 1937 un niveau de vie, une liberté et un état de droit équivalents aux nôtres, ils croupissent désormais dans l'abrutissement diffusé par la hiérarchie des autorités pro-soviétiques.

Qu'elle soit objet de rêve, d'envie ou objet de haine, l'Europe a une existence réelle pour les pays qui lui sont extérieurs. Mais pourquoi donc cette existence disparaît-elle sitôt qu'on l'envisage de l'intérieur ? Je dirai que c'est parce qu'elle s'est détachée de ses intellectuels. Certes, il ne faut pas exagérer : il y a des intellectuels qui pensent l'Europe et ils sont présents, aujourd'hui, à cette tribune et dans cette salle, mais on ne peut pas nier que les grands courants intellectuels ont été des courants de destruction de l'Europe.

D'abord il y a eu un courant extrêmement prétentieux. C'est celui qui a véhiculé une idéologie du bien.

Tous les crimes du XX^e siècle exécutés en Europe sont des crimes qui ont été commis au nom du bien. Que l'on se remémore la devise hitlérienne, « *Kirche, Kinder, Küche* », ou que l'on interroge Soljenitsyne à propos du stalinisme, on constate que l'Europe a finalement toujours prêché la ruse du diable, si bien décrite par Goethe : Méphisto, c'est quelqu'un qui veut faire le mal, mais qui, toujours, fait le bien. Ce sont les ruses de la raison ou les ruses de l'histoire. Nous avons le droit de nous salir un peu les mains ^{p.084} pour édifier un monde meilleur — et même il le faut ! Telle est l'attitude qui caractérise les grandes idéologies totalitaires. Mais cette attitude se reflète aussi, à quelques différences près, dans les idéologies libérales et démocratiques, car c'est toujours au nom du bien que celles-ci, cette fois, ne veulent pas voir le mal. Ainsi, par exemple, les démocraties d'avant la Seconde Guerre mondiale furent-elles très tolérantes à l'égard de Hitler. Elles ne voyaient pas le mal. Et jusqu'à nouvel ordre cette maladie se perpétue : nous versons de l'argent pour l'Éthiopie comme si la famine en Éthiopie n'était qu'une question d'argent ou d'écologie, alors que c'est aussi une question politique, celle d'une dictature marxiste. Donc, de deux choses l'une : ou bien on fait le mal au nom du bien, ce que prônent les grandes idéologies, ou bien on ne voit pas le mal et on le laisse croître, ce qui représente plutôt le côté tolérant et démocratique — le côté suisse de l'Europe.

Pourtant, face à cette idéologie du bien, certains intellectuels se rendant

L'Europe aujourd'hui

compte que leurs aînés n'avaient jamais vu venir les guerres et la terreur des camps de concentration nazis ou staliniens que l'Europe portait en elle-même, en sont venus à adopter une attitude extrêmement négative à l'égard de l'Europe et à appeler en quelque sorte à la destruction de la culture européenne. Je fais ici allusion, dans sa forme brute, à l'attitude de l'idéologie tiers-mondiste, vis-à-vis du colonialisme. Schématiquement, et il suffit de relire à ce propos certains écrits de Sartre, le colonialiste, en tuant, devait se faire tuer, alors que l'anticolonialiste, en tuant, se libérait et libérait l'univers entier.

L'opposition entre ces deux tendances qui ont partagé les intellectuels depuis 1945, se manifeste de façon caricaturale dans l'exemple du Cambodge. D'une part, les Américains sont intervenus au Cambodge au nom du bien pour renverser un régime instable et quelque peu pourri. Ils voulaient installer un bon régime. D'autre part, au nom de la haine pour ce type d'intervention impérialiste, et au nom de la haine pour l'Occident et pour l'Europe, les Khmers rouges ont fait évacuer Phnom-Penh et ont commencé leurs massacres, tout en étant soutenus par une partie de la presse européenne, et par *Le Monde* notamment !

Comment alors sortir d'une telle impasse ? Comment dépasser cette dichotomie entre une Europe qui sacrifie tout au bien et une Europe qui ne produit que du mal ?

D'une part, je crois qu'une conscience nouvelle de l'Europe ne peut venir que d'un certain retour en arrière sur sa propre culture. En Tchécoslovaquie, certains intellectuels — démissionnaires ou exclus de l'Université — organisent des séminaires clandestins de philosophie ou d'histoire, non pas pour faire de la politique, au sens étroit du terme, mais pour étudier Platon ou Aristote dans le texte..., c'est-à-dire pour reprendre la culture européenne et préserver, à longue échéance, cette capacité d'esprit critique dont nous avons tant besoin.

D'autre part, je crois qu'il faut reprendre conscience et tirer parti de la diversité qui nous est propre — de cette dispersion qui, comme l'a dit Edgar Morin, est originelle et quasi insurmontable — disparité des Etats, des idéologies, des religions...

^{p.085} Or, à la différence du mode de pensée totalitaire comme du rêve américain qui véhiculent leurs idéologies *pour* une cause ou pour une autre, une telle diversité confère à l'homme européen la capacité tout à fait particulière de

L'Europe aujourd'hui

s'entendre et de s'unir *contre* quelque chose.

Les grandes périodes de l'Europe et de la culture européenne n'ont pas été les périodes de Croisades, mais celles pendant lesquelles les gens se sont entendus, non autour de l'idée d'un bien commun ou d'un bien suprême, mais contre des maux, contre la torture, contre la « peste politique », contre les dictatures, contre les Perses quand on était Grecs... C'est de ce refus de quelque chose qui nous menace de mort — à savoir la brutalité, la cruauté, la bêtise — que naissent à la fois les institutions et la culture de l'Europe, démocratie, science, théâtre. Et il me semble que c'est précisément cette capacité de voir le mal en face, sans imaginer s'entendre autour d'un bien, que nous devons retrouver. La capacité culturelle de l'Europe, c'est la capacité de partager et d'universaliser l'expérience des maux — que ce soit les camps de concentration, la torture ou l'arbitraire. Cela ne demande guère d'optimisme mystique — il ne s'agit pas de penser que l'on est dans le bien —, mais cela demande beaucoup de lucidité : il s'agit d'oser regarder le mal en face et d'oser regarder la bêtise qui, en nous-mêmes, est complice des maux qui nous entourent.

M. GIOVANNI BUSINO : La parole est maintenant au public et à nos invités.

M. MBAYI-KALINDA : Je me demande si les mutations que l'on connaît ne sont pas en train d'entraîner une tiers-mondisation de l'Europe, puisqu'en l'an 2000, elle pourrait bien être non seulement sous-traitante dans les nouvelles technologies mais aussi très faible sur le plan de la masse humaine.

Dès lors, je me demande s'il ne faudrait pas penser les problèmes de l'Europe de demain en termes de civilisation. N'est-ce pas la même civilisation qui est partout malade ? D'un côté l'implosion démographique, de l'autre l'explosion démographique ; d'un côté la majorité de la population qui meurt parce qu'elle ne mange pas, de l'autre la majorité de la population qui meurt parce qu'elle mange mal ; d'un côté le village vide, de l'autre l'hospice plein. N'y a-t-il pas là un mal de civilisation ?

Et si le problème de l'Européen est de se penser comme Européen, n'est-il pas aussi de se penser dans un monde, c'est-à-dire de rompre finalement avec la tradition philosophique qui est la sienne — la démocratie à deux vitesses

L'Europe aujourd'hui

qu'on retrouve chez Marx — et de se battre sur d'autres terrains ? C'est peut-être cela qui donnera à l'Européen le sentiment non seulement de mettre la main dans la poche quand on lui dit « Ethiopie », mais de mettre la main sur le cœur.

M. JEAN MAIRE : A mon avis, il manque un élément dans l'analyse que nous avons entendue. M. Morin a parlé de la menace russe qui détermine un peu notre attitude, mais je crois que cette menace n'est qu'un prétexte et un bouclier sous lequel se déploie un autre phénomène : c'est ^{p.086} celui de l'*envie* entre nous, qui se déploie, dans notre société, sous la forme de la société de consommation. Celle-ci est montée en épingle par les industries et par des milieux très vastes qui profitent du bouclier de la menace russe pour se déployer impunément.

Je crois que l'Européen, en général, « marche dans la combine », permettez-moi cette expression. C'est cela qui paralyse notre conscience, c'est aussi cela qui paralyse notre autodéfense. Et il me semble que cet élément devrait être encore développé.

M. JULIEN GRANDBOIS : Comment voyez-vous les buts de l'Europe dans l'avenir, dans cent ans ou deux cents ans ? Comment voyez-vous la nouvelle Europe ?

M. JÉRÔME LUGON : Si j'ai bien compris, le projet que nous propose M. Glucksmann, c'est de « faire l'Europe contre ». Je ne veux pas mettre en doute une telle analyse, mais mon premier réflexe m'amènerait à déplorer que ce soit la seule démarche que l'on puisse proposer aux Européens et notamment aux jeunes Européens. Ne pensez-vous pas qu'il y a peut-être des domaines dans lesquels on pourrait proposer quelque chose de positif ? Puisque l'Europe s'est établie à partir d'éléments économiques, n'y aurait-il pas des sujets qui pourraient être susceptibles de rallier les enthousiasmes ? Par exemple, ne pourrait-on susciter un tel enthousiasme auprès des jeunes pour essayer de relever le défi d'une révolution technologique de l'Europe ?

Il me semble qu'ainsi on proposerait quelque chose « pour » et non pas seulement quelque chose « contre ».

L'Europe aujourd'hui

M. ANDRÉ GLUCKSMANN : Je ne suis pas d'accord. Vous parlez de la menace russe comme d'un prétexte qui serait lié à certains intérêts économiques puissants. Je crois que c'est une vision un peu trop abstraite ou schématique.

Par contre, vous posez deux problèmes. Le premier, c'est la difficulté de pondérer la menace russe. Certains pensent même que les forces quantitativement énormes de cette puissance militaire indiscutable ne sont, en fait, pas très efficaces. C'est le thème du « ringardisme » de l'URSS, qui dit : tout cela n'est pas sérieux, c'est une économie qui ne fonctionne pas ; ce sont des chars d'assaut et des armes qui vont se dégingoler ; enfin, il n'y a pas de menace réelle. Personnellement, je ne le crois pas. Mais je pense au contraire que le problème est important et que s'il mérite tellement d'être discuté, c'est qu'on ne peut pas plus l'esquiver en disant « c'est de la blague » que prouver en deux mots que la menace existe.

Le deuxième problème, c'est celui de la société de consommation. Si l'exploitation économique capitaliste est un mal qui a ravagé l'humanité et qui continue à la ravager, je crois que notre expérience historique nous montre que des maux beaucoup plus puissants et beaucoup mieux organisés, comme le totalitarisme, sont apparus à de multiples reprises. Quant au problème de la dégradation culturelle qui viendrait, dit-on, des médias et ^{p.087} notamment de la télévision américaine, je n'y crois qu'à moitié. Par exemple, je ne pense pas que *Dallas* soit une des choses les plus abominables qui crétinisent les populations — j'y verrais même parfois un examen cruel des milieux d'affaires américains et je ne pense pas que Hollywood, Coca-Cola et la publicité soient à mettre sur le même plan que les grands problèmes du totalitarisme et de l'exterminisme qui nous sont posés.

A la question sur la prospective, je dirai simplement que je suis incapable d'y répondre et qu'on ne peut sans doute pas y répondre. Nous sommes arrivés à une époque où la prospective n'a plus aucun sens. On peut faire des projections économiques ou démographiques pour les dix années à venir, mais qu'est-ce que cela veut dire ? Les projections démographiques des années 60 ont été complètement démenties en 1964 par un événement qui fut totalement imprévu et inattendu pour les démographes eux-mêmes. Les projections qui postulaient la continuité du taux de croissance économique en 1970 ont été complètement démenties par la crise qui a surgi et dont on ne mesure la gravité structurelle

L'Europe aujourd'hui

que maintenant. Dès lors, au moment où tout est interdépendant, où le destin de l'Europe ne peut pas être pensé indépendamment du reste du monde dont on ne sait d'ailleurs s'il va vers une désintégration, vers un nouveau Moyen Age ou vers un progrès — comment voulez-vous que l'on puisse penser à cette Europe de l'an 2000 — vous me dites même de l'an 2200 ? Je crois que la seule chose que nous puissions faire, c'est de penser aujourd'hui à cette communauté de destin pour nous donner un futur : nous devons simplement essayer d'avoir un futur et non pas nous demander quel sera ce futur.

Je continue sur la communauté de destin. Je ne suis absolument pas d'accord avec mon interlocuteur. On ne s'unit que contre. Il n'y a pas d'unité sans grandes querelles. La démocratie n'est pas le bien parfait, ni la société parfaite. Comme disait Churchill, elle est le moins mauvais des régimes. C'est certes en fonction du bien que l'on peut évaluer mais ce n'est pas en fonction d'une idée du bien, et je trouve heureux, qu'en Europe, nous soyons gavés des idées du bien et que l'on voie apparaître des générations sceptiques. On a fait le colonialisme au nom de l'homme, on a fait beaucoup de choses au nom de la race ou au nom du prolétariat universel... Or, on n'arrive plus aujourd'hui à « faire au nom de... » ; on ne peut plus penser, en Europe, qu'on est porteur d'une idée définitive et universalisable de l'homme, et l'on ne se sent plus capable d'enseigner, pour des siècles et des siècles, comment il faut vivre, comment il faut procréer ou comment il faut aimer ! Dès lors : ou bien on n'arrive plus à rien parce qu'on est désespéré de n'avoir plus aucun idéal à se mettre sous la dent ; on en éprouve le manque, on devient nihiliste et on se détruit soi-même, ce qui est le dernier hommage rendu à ces idéaux perdus ; ou bien, il faut revenir à ce qui a fait la force et la solidité de la civilisation classique, que ce soit celle des Grecs qui ne s'entendaient pas sur le bien ou celle de l'Europe classique qui a vu les protestants et les catholiques s'entre-égorger joyeusement, mais qui a quand même produit des Dante, Shakespeare, Corneille, Rabelais, Cervantès, Goethe, Schiller, Leopardi...

p.088 L'idée de « s'unir contre » n'implique donc pas que l'on n'ait pas de biens, mais ces biens sont relatifs. La démocratie est un bien en ce qu'elle s'oppose aux dictatures. Dans la déclaration de 1792, les droits de l'homme ne se conçoivent comme un bien que par rapport à l'expérience récente du despotisme. Ils ne sont rien d'autre que ce qui empêche le despotisme. La circulation de l'argent n'est pas un bien en soi — cela a même parfois des

L'Europe aujourd'hui

conséquences néfastes auxquelles il faut remédier — mais c'est simplement mieux qu'autre chose : le pouvoir du fric c'est, dans certaines limites, mieux que le pouvoir du flic ! Demandez aux gens qui sont dans les camps de concentration, de droite ou de gauche, s'ils ne préfèrent pas vivre dans une « société de consommation » — comme on dit —, quitte à la modifier ! Car la démocratie, c'est aussi la possibilité de modifier, qui repose, une fois de plus, non pas sur une idée abstraite de la notion de bien mais sur le repérage d'un certain nombre de maux : par exemple, le travail des enfants est un mal. On lutte contre et on arrive à l'éviter. On ne sait pas ce que représente le bien mais on sait ce que sont les maux et on en a une perception de plus en plus claire — si du moins, on veut bien l'avoir.

Alors, je crois que vos remarques restent valables en ce qui concerne l'avenir technologique auquel vous avez fait allusion en suggérant qu'il pourrait constituer un signe de ralliement européen. Si vous dites simplement « Commodore », appareils plus ou moins sophistiqués, cela intéressera les amateurs de ce genre de chose, mais cela n'intéressera pas les amateurs de mots croisés ou de cricket, cela ne fait pas une civilisation. Par contre, si vous dites que les dictatures se sont fondées sur un certain statut de l'information — celui de la fin du XVIII^e siècle — qui permettait à un Etat de tenir entre ses mains toutes les sources d'information d'une population, si vous considérez que toutes les dictatures totalitaires du XX^e siècle n'ont été rendues possibles que lorsqu'un certain niveau de développement technologique a été atteint — Hitler, comme on l'a dit, c'est la radio plus l'automobile — et si vous admettez que ce niveau est aujourd'hui dépassé par de nouveaux moyens techniques qui sont capables, potentiellement, de mettre en péril tout système d'information totalitaire, alors l'enjeu technologique dont vous parlez devient un enjeu de civilisation. Pourquoi la guerre d'Afghanistan ne suscite-t-elle pas les mêmes réactions que la guerre du Viêt-Nam, alors que le Russe moyen est partisan de la paix au même titre que l'Américain moyen ? C'est à cause de l'information. Si le Russe proteste à Nijni-Novgorod, le Russe de Leningrad ne le saura pas. Manque d'information. Même le voisin ne le saura pas. Manque d'information. D'ailleurs, personne ne sait ce qui se passe en Afghanistan, manque d'information. Dès lors, si vous vous dites que les satellites, la télévision, etc., devraient permettre d'inonder et de bombarder les dictatures d'informations, de vérités, de nouvelles, de photos, d'idées ou d'essais qui ressusciteraient la

L'Europe aujourd'hui

discussion qu'elles ont interrompue, alors vous envisagez une solution : vous vous dites que de fait, il y a possibilité, petit à petit, de rompre l'isolement des populations en Europe de l'Est, en Russie, et ailleurs ; vous vous dites que les dictatures ne sont pas immortelles et que la technologie peut permettre des choses bonnes — comme elle permet, en effet, des choses néfastes. Mais, du coup, vous réunissez les moyens ^{p.089} techniques nécessaires pour envoyer des satellites contre quelque chose et non pas simplement *pour* faire passer de la musique ou de la publicité de France en Angleterre !

Une dernière réponse à propos du tiers monde : je crois que le tiers monde n'existe pas. C'est un fourre-tout. C'est une manière à la fois d'avoir bonne conscience quand on donne de l'argent — ou quand on fait montre de son bon cœur —, ou mauvaise conscience quand on se reproche de manger du poulet avec l'idée tout à fait saugrenue que le poulet pourrait être envoyé ailleurs — comme si l'on pouvait mettre toutes les richesses du globe en tas pour les diviser ensuite par le nombre d'individus de la population. Qui serait celui qui divise ? Imaginez le pouvoir d'asservissement universel qu'il aurait ! Ce serait le pire des pouvoirs. Mais, puisque ce n'est ni possible, ni souhaitable, je pense simplement que l'Europe peut non seulement faire des interventions ponctuelles d'aide matérielle, mais qu'elle doit aussi apporter une aide intellectuelle et politique, car il est bien évident que la faim dans le tiers monde ne sera pas abolie tant qu'il y aura des régimes de droite ou de gauche, des castes militaires ou bureaucratiques qui acceptent l'argent ou l'aide — et cela arrange tout le monde — pour acheter des voitures ou des tanks à usage personnel ou collectif.

Il faut donc apporter de la démocratie et non pas seulement de l'argent dans le tiers monde. Par exemple, il faut montrer qu'un analphabète peut très bien voter, et qu'il fait très bien la différence entre la situation dans laquelle plusieurs partis se font de la concurrence et se critiquent mutuellement et celle dans laquelle une caste unique peut faire tout ce qu'elle veut de son pouvoir parce qu'elle n'est ni critiquable, ni critiquée. Notre aide doit donc être à la fois économique et politique. Aider une dictature ce n'est pas aider une démocratie. Et il est beaucoup plus important, dans la lutte contre la faim, d'aider une démocratie à se renforcer plutôt que d'aider une dictature à reproduire sa dictature. Le cas de l'Éthiopie, à ce titre, est absolument exécrationnel, parce que les gens continuent à mourir et que tout le monde s'en fout puisqu'on a donné de l'argent !

L'Europe aujourd'hui

Mme MARIA ANTONIETTA MACCIOCCHI : Je voudrais simplement dire que, lorsque nous réunissons, à Madrid, des intellectuels de tous les pays européens, c'est certes parce que nous sommes à la recherche de l'identité européenne, mais c'est surtout pour faire en sorte que ce besoin d'Europe qui n'est pas ressenti de la même façon par tout le monde, devienne une nécessité intensive et potentielle dans des pays comme la Tchécoslovaquie, la Hongrie ou la Pologne, dominés par l'Union soviétique. On nous écrit sans arrêt de ces pays pour avoir la possibilité de participer à cette rencontre de Madrid et il nous est presque toujours impossible de faire obtenir les visas nécessaires aux personnes que nous souhaiterions inviter...

Je voudrais aussi rappeler que l'on a posé la question suivante à tous ceux qui viendront au colloque : pourquoi vous sentez-vous Européen ? Et je ne citerai que la réponse d'une Anglaise : « Je me sens Européenne parce que ma mère est née en Transylvanie, parce que mon père est né en Ukraine, parce que moi, je suis née à Londres, parce que mes deux parents ^{p.090} sont juifs et pour tout ce que la littérature, la musique, la culture européenne m'ont permis d'écrire. »

M. ANDRÉ GLUCKSMANN : C'est vrai et ceci montre bien, une fois de plus, que c'est de l'extérieur que l'on sent le mieux ce qu'est l'Europe. Les dissidents de Tchécoslovaquie nous le disent : que nous le voulions ou pas, nous restons un défi pour les autorités soviétiques. Et tant que nous avons une existence reconnue, un gouvernement tchèque ou un gouvernement polonais ne peut pas expliquer à sa population que le socialisme, c'est la solution. Sa population sait que nous avons plus de libertés et que nous avons plus de prospérité. Le fait est là : 80 % des Tchèques, 85 % des Polonais ne rêvent que d'une chose : c'est de vivre comme nous. Nous pouvons battre notre coulpe et nous considérer comme des moins que rien, nous restons le ferment d'une inquiétude permanente pour un dirigeant soviétique.

Alors, que cela vous plaise ou ne vous plaise pas, l'Europe se fera contre l'asservissement de l'Europe de l'Est et de la Russie. Le défi n'est pas d'abord militaire : il est culturel. Ou bien nous réussirons à libérer ces populations par des pressions culturelles, informatiques ou économiques, ou bien il faudra les laisser nous asservir par la peur, ce que signifie, finalement, l'armement atomique.

L'Europe aujourd'hui

Voilà pourquoi il est important de retrouver la conscience européenne en faisant retour sur notre passé.

M. EDGAR MORIN : Quand je t'entends, Glucksmann, je suis d'accord sur tous ces points, mais je distribuerais les choses autrement.

Par exemple, tu as donné l'exemple tchèque pour dire que c'est de l'extérieur que l'Europe apparaissait vivante, mais justement ce n'est pas de l'extérieur, ou du moins pas seulement. C'est parce qu'ils sont privés d'Europe c'est-à-dire d'une partie de leur propre substance spirituelle, qui est clandestine — que l'Europe leur apparaît telle : c'est la privation qui révèle l'identité et le besoin.

Par ailleurs, tu as abordé un problème très difficile, qui est ce fameux problème du contre. D'abord, je crois que l'on existe pour et contre. Il y a une sorte de boucle dans laquelle on ne peut défendre son identité que parce qu'elle est menacée, mais dans laquelle, réciproquement, le contre se fonde sur une positivité. Parlons de ces deux points.

Je crois que le « contre » est très difficile à formuler. La seule prise de conscience de la réalité de ce qu'est un système totalitaire est déjà extrêmement difficile ; et en supposant que cette prise de conscience soit faite, il est encore plus difficile de la considérer comme une menace directe et immédiate pour deux raisons : d'une part, elle est pour nous indéterminée dans le temps et, d'autre part, elle est favorisée par notre propre décomposition. Je crois qu'elle serait fortement réduite si l'Europe avait un minimum d'unité organique, politique, fédérale ou autre.

^{p.091} Donc le contre est flou, le contre est difficile à saisir, il est complexe, et il en est de même du retour aux fondements. Car le fondement, ce n'est pas seulement l'agora, Socrate, Platon, les philosophes, etc., c'est un héritage qui comprend d'étonnants mélanges entre théologie, philosophie, etc. Nos fondements, ce ne sont rien d'autre que ce nœud gordien de traditions diverses qui se sont agglutinées et qui continuent à se combattre tout en étant devenues, d'une certaine façon, complémentaires.

La nouvelle conscience européenne dont je parle n'est donc pas nouvelle, dans le sens de la nouvelle cuisine, des nouveaux philosophes, mais dans celui de l'apparition de nouvelles conditions, qui n'existaient pas auparavant. Parmi

L'Europe aujourd'hui

ces conditions, il n'y a pas seulement le surgissement des menaces diverses que nous avons évoquées et que l'on pourrait d'ailleurs pondérer très différemment, il y a aussi ce que j'appelais tout à l'heure la « purification » — le fait que l'on peut subjectivement se sentir Européen à partir du moment où on ne porte plus le poids de la justification ou de la lutte contre ce qui fut la domination impériale ou coloniale des pays européens. Je pense, du reste, que c'est la décomposition du colonialisme qui, avec retard, et selon certaines incidences, a amené la décomposition du tiers-mondisme.

En outre, je dirai qu'il y a encore la complexification : on est presque obligé de penser de façon complexe si on veut être Européen, puisqu'on ne peut pas trouver de fondements clairs ; en particulier, on ne peut pas trouver d'idée claire du bien. Et je crois, André, que tu simplifies un peu quand tu dis qu'à ce moment-là, on lutte contre le mal : car c'est quand même assez *bien* de lutter contre le mal ! Le bien renaît donc, et il n'y a pas de vérité absolue. Ce qui, par contre, est important, c'est que la lutte reste permanente et progresse constamment contre l'erreur. Autrement dit, l'idée n'est pas d'abandonner le mythe du bien, mais de conserver l'idée du bien et de la complexifier. Car, en effet, si Méphisto, qui croit faire le mal, fait quand même le bien sans le vouloir, c'est surtout le pauvre Faust qui, ne voulant que le bien de Marguerite, lui cause, en fait, les pires ennuis, comme nous savons !

De même, je crois que nous devons aussi complexifier notre tradition d'universalité. Pour moi, l'un des faits les plus importants qui contribue puissamment à mon adhésion à l'idée européenne, c'est que celle d'universalité s'y est formée et s'y est développée. Or nous savons aussi que cette idée d'universalité s'est trompée, fourvoyée... Croyant apporter un message universel, elle a apporté un message qui s'est révélé destructeur de cultures originales et singulières. Il n'empêche que la capacité de la rationalité à s'autocritiquer et à se dépasser, c'est-à-dire à essayer de rechercher l'universel au-delà des pseudo-universalités arrogantes, est quand même pour moi un caractère fondamental de la culture européenne.

En ce sens, je pense que l'acte de néo-fondation européenne doit être un acte qui soit capable de réassumer l'universel, c'est-à-dire d'assumer en quelque sorte le destin planétaire et d'assurer une mission anthropologique qu'aucun dieu ne nous a donnée mais que nous devons inventer. A cette

L'Europe aujourd'hui

échelle, un débat du type de ceux qui opposent tiers-mondistes et anti-tiers-mondistes est un débat mutilant et simplificateur, puisque les deux ^{p.092} tenants opposent chacun un fragment d'une réalité. Je ne dirai pas que le tiers monde n'existe pas, je dirai qu'il recouvre une diversité telle qu'il n'est qu'un « concept-sac » permettant simplement d'opposer les pays les plus riches, ou les plus techniquement développés, au reste du monde. Mais il existe un problème réel qui n'est pas résolu : c'est celui de la relation entre l'Europe et les très vieilles cultures d'Asie, d'Amérique latine ou d'Afrique ; c'est celui de la relation à établir entre les pays technicisés et urbanisés et les cultures qui ne sont pas entrées dans cette ronde et dont on pourrait éviter la destruction. L'ethnocide, en effet, fonctionne dans ces pays, comme il a fonctionné à ses débuts, en Europe même : l'histoire des enclosures et de l'industrialisation en Angleterre repose, par exemple, sur la destruction de très riches cultures rurales anglaises, mais il y a eu des forces de résistance en Europe, et certaines cultures originales ont pu être sauvées parce qu'elles composaient la culture de ces pays mêmes. Mais lorsqu'une telle domination technologique et industrielle, coloniale ou néo-coloniale se projette sur d'autres pays, il est évident que leurs cultures propres risquent d'être détruites d'autant plus rapidement. Il y a là un problème planétaire capital et je ne conçois pas que l'on puisse se refermer uniquement sur notre destin.

La nouvelle conscience européenne nécessite donc un véritable saut civilisationnel, culturel et intellectuel. Je crois que l'Europe est impensable si on ne change pas de mentalité, si on vit dans des catégories dogmatiques et closes et si on adopte une pensée disjonctive ou mutilante.

Je termine donc. Ce que je crois, finalement, c'est qu'il faut créer un foyer européen de conscience multinationale qui constitue une sorte d'instance permanente ne relevant ni d'un tribunal, ni d'une association, mais d'une autre forme qui reste à inventer. Il existe des initiatives sur le plan culturel et littéraire ; je souhaiterais qu'il en existe aussi à d'autres niveaux ; que cette conscience aille au-delà de la culture humaniste et de la littérature et qu'elle ait une certaine incidence sur le politique, car, à mon avis, il faut gagner du temps : il faut gagner du temps entre ce somnambulisme hagard dont j'ai parlé et l'illumination solutionnante dont on peut rêver. Il faut lutter contre ces forces de décomposition parce que j'ai l'intime conviction que l'Europe devient une proie extrêmement tentante ; je vais même jusqu'à dire que nous avons peut-

L'Europe aujourd'hui

être échappé, jusqu'à présent, au sort que notre décomposition méritait.

Tant que la menace reste floue et indéterminée, il y a possibilité d'espoir dans l'improbable. Mais il faut travailler pour cet improbable et se rappeler la vieille maxime européenne de Guillaume d'Orange : « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre. »

M. GIOVANNI BUSINO : Quelques mots seulement pour conclure. Tout d'abord, je dois remercier les intervenants à cette table ronde. L'Europe a pris peu à peu conscience de son individualité au travers de luttes d'intérêts politiques, économiques et sociaux. Elle s'est formée au travers de heurts avec l'Islam, au travers de la polémique séculaire sur l'infériorité du Nouveau-Monde ou de celle qui opposa slavophiles et antislavophiles : la Russie fait-elle partie ou non de l'Europe ? Je ^{p.093} pense à l'engouement de la Restauration pour la Russie. Bien avant le marquis de Custine et David Urquhart, avant la guerre de Crimée et la révolution diplomatique de 1854, la Russie fut considérée comme étant européenne. Ce sont les révolutions de 1848 qui modifièrent le climat dans lequel l'idée de l'Europe s'était développée. Ce n'est pas un hasard si, à Mazzini, Ledru-Rollin et Ruge, fondateurs du comité européen de Londres, Lamennais opposait un comité latin. Temps nouveaux, en effet. L'Europe était née vers 1700 ; l'idée s'était renforcée au cours du XVIII^e siècle, alors qu'elle s'identifiait à un « concert » d'Etats réglé par la recherche d'un équilibre commun ; après 1870, quand naquit la Nation et que Sedan succéda à Sadowa, un cycle historique se referma : l'Europe du Congrès de Vienne s'écroulait. En même temps que l'eurocentrisme, l'hégémonie européenne était atteinte ; l'Europe n'était plus qu'un bout de continent parmi d'autres. Car l'Europe s'appuyait sur les Etats-nations. La civilisation européenne est, de fait, une civilisation d'Etats-nations qui cherchent à réaliser un équilibre dans des espaces restreints. Avec de Rougemont et Spinelli, nous avons espéré dans les Etats-Unis d'Europe. Cependant la logique étatique a brisé cet espoir. Morin, Macciocchi, Glucksmann et d'autres proposent maintenant de recommencer la construction de l'Europe par en bas, dans la société civile, par la culture, afin d'élaborer une nouvelle conscience de l'Europe. Ils nous invitent à compter sur nos propres forces pour faire renaître l'espoir et l'espérance.

Puis-je dire, pour terminer, que ce sont là les conditions

L'Europe aujourd'hui

nécessaires, véritables, pour l'émergence d'une nouvelle conscience de l'Europe et, plus tard, des Etats-Unis d'Europe ?

@

L'EUROPE À DOUZE ¹

INTRODUCTION

par Georges-André Chevallaz
ancien conseiller fédéral

@

p.095 Unir l'Europe, la fédérer dans une procédure démocratique est un défi. Un double défi : un défi à l'histoire, un défi aux conditions du temps présent.

Défi à l'histoire : il est assez peu d'exemples dans le passé où la concertation de partenaires à droits égaux, *a fortiori* de structure démocratique, ait réalisé durablement une unité efficace, une fédération cohérente. Les cités grecques ont succombé devant Philippe de Macédoine. La monarchie a fait la France. Bismarck et la Prusse ont unifié l'Allemagne là où le parlement de Francfort avait échoué. Les liens du Commonwealth britannique et ceux de l'Union française se sont bien vite distendus. Dans les Etats fédéralistes d'aujourd'hui, aux Etats-Unis, le pouvoir central est fort et fut en mesure, au siècle dernier, d'imposer par les armes la loi de la majorité à la minorité sudiste. Le fédéralisme équilibré de l'Allemagne occidentale d'aujourd'hui a été réalisé d'en haut et du dehors. Quant à la Confédération suisse, si souvent proposée en exemple, il lui a fallu plus de cinq siècles pour passer d'une alliance de petits Etats souverains juxtaposés, en perpétuelle querelle, à l'Etat fédératif qui dut d'ailleurs, en phase finale, recourir à la force pour que la majorité prévale sur la minorité fidèle à l'ordre ancien. Et cela ne date que d'un siècle. Ce qui explique peut-être qu'une Suisse, fatiguée encore de ce pénible accouchement, assiste aux efforts de l'intégration en prodiguant ses conseils du haut de son balcon de neutralité alpestre.

Défi devant l'histoire. Défi aussi face aux turbulences du moment. Il eût fallu pouvoir opérer à froid, dans la sérénité de la raison. Les circonstances contraignent d'opérer à chaud. A chaud, dans une économie en crise, bousculée par une invraisemblable croissance, brutalement freinée par le chômage, les faillites, les reconversions douloureuses auxquelles contraignent les mutations

¹ Le 17 septembre 1985.

L'Europe aujourd'hui

technologiques et les concurrences nouvelles. Opérer à ^{p.096} chaud dans une Europe occidentale sous la pression de l'esprit de conquête, sous la menace des potentiels de guerre dans une Europe invoquant trop facilement, pour sa propre défense, la dissuasion nucléaire que se prodiguent mutuellement les deux superpuissances.

Opérer à chaud encore, dans une Europe où l'on peut se réjouir sans doute de voir les idéologies perdre leur assurance et leurs illusions, mais où l'on doit aussi déplorer la déliquescence des convictions. On éprouve de la peine à dégager des alternances politiques, de la confusion des doctrines démultipliées et des slogans sommairement affrontés, une ferme volonté de cohésion, de liberté et de raison susceptible de nous tirer du chaos. Les impulsions contradictoires des masses, les angoisses irrationnelles, telle la grande peur aux approches de l'an 1000, les tranches télévisées ajoutent encore au désordre des esprits.

La dimension de ce double défi, celui de l'histoire, celui des difficultés présentes, aurait pu conduire à la résignation et à l'abandon. La substance de ce qui a été construit, le réseau d'interférences et de solidarités qui a été tissé, les résultats économiques obtenus interdisent de reculer, obligent de poursuivre, d'engager de nouvelles étapes dans la coordination européenne, en ses divers domaines.

Le défi de l'Europe, si exigeant qu'il soit, peut et doit être tenu. Peut-être d'abord parce qu'il est exigeant, qu'il requiert ambition, volonté de lutte et qu'il peut promouvoir la politique au-delà de la quiétude gestionnaire et de sa grisaille. Mais surtout parce qu'il est pour l'Europe, dans l'état où elle s'est mise elle-même, par ses divisions et ses rivalités internes, la condition d'une survie indépendante et créatrice.

L'Europe face à ce défi doit retrouver un nouveau souffle. Non pas les accents émouvants d'une éloquence lyrique, se complaisant en ses formules et s'en contentant. Il faut plutôt une volonté d'analyse lucide, sereine, courageuse, une résolution de gouverner avec ténacité, patience et fermeté. Ce sont des qualités, Madame, qui sont les vôtres. Et je me trouve ainsi vous avoir présentée, telle que vous avez été dans les épreuves de votre jeunesse, puis dans les missions que vous ont été confiées, tant en France qu'à la présidence du Parlement européen et que vous avez assumées avec une assurance à la fois

L'Europe aujourd'hui

tranquille, courageuse, efficace. Et nous le savons, l'analyse que vous allez nous donner de l'état de l'Europe, le pas en avant que vous allez proposer, confirmeront ces éminentes qualités qui vous désignent, dès que possible, à de hautes et nouvelles responsabilités.

@

L'Europe aujourd'hui

SIMONE VEIL Née à Nice, où elle a fréquenté le lycée avant d'être déportée à Auschwitz et à Bergen-Belsen. Elle a poursuivi, à Paris, ses études, couronnées par une licence en droit et un diplôme de l'Institut d'études politiques.

Ayant réussi l'examen professionnel d'accès à la magistrature, Simone Veil fait bénéficier de sa collaboration l'administration pénitentiaire avant d'être affectée à la direction des Affaires civiles et des Sceaux. C'est en 1970 qu'elle sera nommée secrétaire du Conseil supérieur de la magistrature. En 1972, Simone Veil est appelée aux conseils d'administration de l'ORTF et de la Fondation de France.

Nommée ministre de la Santé le 28 mai 1974, reconduite dans ses fonctions le 27 août 1976 et le 30 mars 1977, date à laquelle elle est également chargée de la Sécurité sociale, fonctions exercées jusqu'en juillet 1979.

Elue députée au Parlement européen le 10 juin 1979, elle le préside du 17 juillet 1979 au 17 juillet 1982. Elle est appelée à la présidence de la Commission juridique du Parlement européen le 27 janvier 1982. Réélue députée au Parlement européen le 17 juin 1984, elle préside le Groupe libéral et démocratique du Parlement européen.

CONFÉRENCE DE SIMONE VEIL

@

p.097 Le 1^{er} janvier 1986, l'Espagne et le Portugal auront rejoint les dix Etats membres pour former une Communauté agrandie pour la troisième fois depuis le Traité de Rome.

Si certains pays démocratiques, bien que membres du Conseil de l'Europe, ne souhaitent ou ne peuvent s'engager par des traités à accepter certains transferts de souveraineté, il ne faut jamais oublier lorsque, par commodité, nous parlons de l'Europe, visant en fait la Communauté, que l'Europe historique, culturellement homogène, c'est aussi l'Europe centrale et de l'Est, et que leurs peuples aspirent à nous rejoindre ou tout au moins à se retrouver dans le même camp de la liberté.

La demande d'adhésion de la Turquie est toujours en suspens et un traité d'association pouvant apparaître comme les prémices d'un processus d'élargissement a été signé entre ce pays et la

L'Europe aujourd'hui

CEE. La poursuite de ce processus me semble toutefois hautement improbable dans un avenir plus ou moins proche, en dehors même du préalable que pose le retour à la démocratie.

Ayant atteint une dimension nouvelle, la Communauté se doit de définir à nouveau les priorités et les objectifs qui doivent être désormais les siens en même temps que les équilibres institutionnels et les moyens d'action qui permettent de les réaliser.

^{p.098} En effet, alors même que nous serions dans une période de stabilité économique et politique et même si la CEE fonctionnait parfaitement, l'entrée de deux nouveaux membres nécessiterait des ajustements et une réflexion prospective tenant compte des besoins prioritaires des nouveaux Etats membres en même temps que des conséquences de leur venue.

Outre des difficultés économiques et sociales que le chiffre de 14 millions de chômeurs suffit à traduire, les Européens ont à affronter les conséquences d'un marché en grande mutation. Leur capacité à répondre aux défis ainsi posés conditionne leur avenir et ils commencent à le savoir, encore faut-il qu'ils en tirent les conclusions. C'est dans le cadre de l'Europe à douze qu'il faut désormais le faire.

Le rappel de quelques données objectives n'est sans doute pas inutile même si les conséquences de l'élargissement ne se mesurent pas par quelques chiffres.

Couvrant actuellement 1.650.000 km², la CEE passera à 2.250.000 km², et sa population qui compte actuellement 270 millions d'habitants sera de 320 millions. Dans le même temps, le

L'Europe aujourd'hui

produit intérieur brut (PIB) par habitant baissera de près de 5 %.

Le pourcentage des échanges extérieurs par rapport au PIB baissera également d'environ 5 %. Dernier chiffre que je vous donnerai, le pourcentage de la population dans l'agriculture qui s'était progressivement réduit à 7,5 %, remontera à 9,1 %. On ne peut ignorer les changements que traduisent ces statistiques, mais ils ne donnent qu'une vue très partielle des conséquences de l'élargissement.

Les conséquences d'ordre politique et stratégique de l'entrée de l'Espagne et du Portugal sont, en fait, difficilement prévisibles, encore moins quantifiables.

On ne peut davantage mesurer les effets que pourrait avoir sur nos propres activités économiques, la présence de deux pays qui constituent des marchés potentiels importants.

^{p.099} Par ailleurs, pour ces pays eux-mêmes, et notamment pour le Portugal, le choc risque dans certains secteurs d'être difficile à supporter. Aussi, du moins dans un premier temps, et sans doute pour une période relativement longue, la Communauté devra-t-elle manifester sa solidarité avec générosité et clairvoyance.

Or, ce troisième élargissement intervient dans une période infiniment plus difficile que les précédents.

Dans le passé, les nouveaux arrivants, à l'exception du Danemark, se sont attachés, durant des années, à renégocier les modalités de leur adhésion pour obtenir des ajustements, propres à compenser ce qu'ils estimaient être des préjudices insuffisamment perçus lors de l'adhésion.

Dans leur désir d'entrer dans la Communauté, il n'est pas sûr

L'Europe aujourd'hui

que l'Espagne et le Portugal aient pleinement mesuré les implications de l'adhésion : ils risquent fort de se retourner vers leurs partenaires pour qu'ils les aident à en atténuer la portée. Or, aujourd'hui, les caisses de la CEE sont vides.

Enfin, les difficultés liées au processus décisionnel seront inévitablement amplifiées.

Conscients de ce risque de paralysie de la vie communautaire, tous ceux qui y participent reconnaissent la nécessité de sortir de l'impasse créée par les dérivés du compromis de Luxembourg.

Tous les discours, les projets et les promesses ne peuvent avoir aucune suite si chacun des Etats membres sait qu'il lui suffit de manifester les moindres réserves pour bloquer toute décision au sein du Conseil. Le miracle, dans ces conditions, c'est que l'on puisse encore parfois régler un dossier alors que nécessairement les intérêts les plus immédiats des uns et des autres sont souvent divergents.

Mais si, *a priori*, tout le monde semble aujourd'hui plus ou moins d'accord sur le principe d'une amélioration du processus de décision, en limitant autant que possible l'exigence de l'unanimité — et c'est là un fait nouveau —, les solutions pour y parvenir sont encore fort éloignées et restent profondément marquées par les positions de principe adoptées en matière de transfert de souveraineté.

^{p.100} Plus de trente ans après la création de la CECA ce débat reste le débat fondamental qui oppose les Européens : il est sous-jacent aussi bien lorsqu'on discute du vote à la majorité, que lorsqu'on envisage l'augmentation des pouvoirs du Parlement européen, ou l'octroi d'une plus large autonomie de gestion pour la Commission.

L'Europe aujourd'hui

Aussi ne faut-il pas s'étonner que les travaux de la conférence intergouvernementale engendrent l'optimisme de certains, mais soient suivis par d'autres avec davantage de scepticisme. Il semble bien cependant que pour la première fois depuis vingt ans, il y ait une volonté concordante de sortir de l'immobilisme actuel ne serait-ce que pour parachever le marché intérieur.

Malgré cela, l'ambiguïté et la confusion qui ont accompagné les travaux du Conseil européen de Milan sont loin d'être dissipées et l'on se demande encore ce que veulent réellement les chefs d'État et de Gouvernement des Etats membres et jusqu'où ils veulent et peuvent aller.

Ambiguïté et confusion, parce que sept d'entre eux seulement se sont déclarés prêts à aller de l'avant sur le plan institutionnel et que l'on sait parfaitement que les traités ne peuvent être modifiés qu'à l'unanimité.

Ambiguïté et confusion parce que ceux-là mêmes, ou du moins certains d'entre eux, qui se déclarent prêts à renforcer l'Union européenne, ont pris des initiatives qui tendent à développer la coopération intergouvernementale et non la voie communautaire.

Aussi, même si le projet Eurêka reste encore fort imprécis, il est clair que pour le président Mitterrand qui en a pris l'initiative, ce sont les gouvernements et non la Commission qui doivent en être les maîtres d'œuvre.

Certes, il ne faut pas s'enfermer dans les dogmes et vouloir à tout prix imposer le cadre communautaire qui n'est pas nécessairement le mieux adapté en toute occasion. Mais il faut être cohérent et savoir ce que l'on veut, et il est illusoire et

L'Europe aujourd'hui

dangereux de faire croire que, s'agissant des institutions, l'Europe peut fonctionner à plusieurs vitesses.

p.101 Il est clair que si l'on veut modifier les traités en ce domaine, il faudra que tous en soient d'accord.

En outre, si l'on estime que l'union européenne est utile, ou même nécessaire pour donner davantage de poids politique et économique aux Etats membres, il faut bien lui donner le maximum de réalité concrète.

Dans les temps qui viennent, la technologie sera pour nos pays ce qu'ont été le charbon et l'acier : la CECA avait une valeur politique de symbole, parce qu'elle mettait en commun les politiques des six pays concernés dans les secteurs qui, à l'époque, étaient les plus importants pour leur restructuration.

Par la suite, c'est la politique agricole commune, qui, au sein de la CEE, a créé des liens de solidarité concrète qui lui ont permis de s'affirmer comme une réelle entité économique.

On a souvent dénoncé le danger qu'il y avait à ne pas développer d'autres véritables politiques communes qui consolident l'édifice communautaire et réveillent l'intérêt des Européens pour la Communauté.

Il est encore temps de les convaincre de la nécessité de progresser dans la voie de l'Union européenne, si l'image de la CEE est liée à ce qui conditionne son avenir : gagner le défi technologique.

En revanche, cette image serait définitivement dévalorisée aux yeux de l'opinion publique européenne et sa crédibilité compromise à l'égard des pays tiers, si la Communauté était délibérément

L'Europe aujourd'hui

condamnée à ne plus gérer que des secteurs dépassés ou en voie de dépassement qui ne peuvent survivre qu'à coup de subventions et de palliatifs.

Ce souci de cohérence politique impose de choisir d'urgence une stratégie. Si certains sont décidés à privilégier systématiquement la coopération intergouvernementale au motif ou au prétexte d'échapper à la lourdeur des structures et des procédures communautaires, il faut avoir le courage de le dire clairement, et en tirer des conclusions.

Rien n'est pire, en effet, pour l'efficacité de nos actions, que de rester dans l'ambiguïté car on ne sait jamais qui fait quoi, reportant ainsi de conseil en conseil les décisions à prendre.

^{p.102} Une fois de plus, parlant des perspectives de l'Europe, je me suis attardée à parler des problèmes institutionnels, alors que je n'ignore pas que ce n'est pas ainsi que les Européens peuvent prendre conscience de leur destin commun et des enjeux en cause. Il faut bien cependant reconnaître que chaque fois que l'on veut dépasser le cadre national pour agir ensemble, il faut une volonté politique qui doit être traduite en termes juridiques ou par une décision d'ordre économique. On ne peut donc échapper au débat institutionnel qui détermine non seulement les procédures, mais aussi les pouvoirs.

Et pourtant, les problèmes sont là, fondamentaux et urgents pour l'avenir, non seulement des 320 millions de femmes et d'hommes, ressortissants de la Communauté, mais pour l'ensemble des peuples du monde, car ce que nous serons et ce que nous ferons n'est certes pas indifférent pour le reste de l'humanité.

L'Europe aujourd'hui

Peut-on se résigner à ce que le sort de la planète dépende pour une large part de l'élection du président des Etats-Unis, et de la volonté plus ou moins grande du secrétaire général de l'Union soviétique d'ouvrir un vrai dialogue sur le désarmement, sans que les Européens n'aient strictement rien à dire ?

Car c'est bien cela l'enjeu de l'Europe. Que cet ensemble de nations dont la population est plus nombreuse que celle des Etats-Unis ou de l'Union soviétique, dont le PNB est plus important que celui de l'un ou de l'autre de ces pays, le savoir-faire et le savoir-penser nourris de plus d'expérience et d'intelligence, joue un rôle à la mesure de ses capacités et des valeurs qu'il a l'ambition d'assumer.

Pour cela, il faut que, d'une façon ou d'une autre, les nations qui le composent mettent leurs moyens ainsi que leurs efforts en commun et parlent d'une seule voix.

J'ai précédemment évoqué le défi technologique. Les retards que les Européens sont en train de prendre sont de plus en plus difficilement rattrapables, malgré les réussites enregistrées dans certains secteurs de pointe, là où les Européens ont su travailler ensemble : ces retards compromettent non seulement les équilibres ^{p.103} économiques et sociaux de nos pays, mais aussi leur indépendance et leur sécurité.

Mais le débat n'est-il pas déjà faussé ? Chacun sait bien qu'à vouloir éviter de se prononcer sur la stratégie en matière de défense et de prendre parti sur les propositions américaines « Initiative de défense stratégique » (IDS), les Européens font en réalité la politique de l'autruche.

Technologie civile et technologie militaire ne font pratiquement

L'Europe aujourd'hui

qu'un, et l'on ne voit pas comment les projets en ce domaine et leur financement pourraient être totalement dissociés. La réponse faite par tel ou tel, ou indirectement par certaines entreprises aux propositions américaines de participer à l'IDS a nécessairement des incidences sur d'éventuelles initiatives européennes. Une position claire, rapide s'impose. Le pire en ce domaine étant de continuer à tergiverser ou de discuter en ordre dispersé.

Cette absence d'unanimité et de concertation approfondie fait à la fois le jeu des Russes et des Américains. Il serait temps que les Européens en prennent conscience. La solidarité manifestée entre eux lorsqu'il s'est agi de l'implantation des euromissiles a constitué une victoire pour toutes les démocraties occidentales, plus particulièrement pour les nôtres, les plus directement menacées. C'est bien ainsi que les Soviétiques ont dû le ressentir. Aussi, face à la nouvelle menace que représentent pour eux les nouvelles armes défensives ont-ils modifié leur stratégie et cherchent-ils désormais à dissocier la solidarité atlantique par une voie plus audacieuse, la reconnaissance de la réalité politique de la CEE.

Cette démarche pourrait satisfaire ceux qui sont tout disposés à y voir un acte politique propre à renforcer la Communauté. Il serait pourtant dangereux de se tromper sur le sens à donner à cette offensive de charme qui sera sans doute renouvelée lors de la visite de M. Gorbatchev à Paris. Il n'est pas difficile d'y voir une manœuvre de division à l'égard des Occidentaux : donner une satisfaction d'amour-propre aux Européens ne coûte pas cher aux Soviétiques, si cela leur permet d'espérer que les Européens prennent leurs distances d'avec les Américains.

p.104 Faisant une réflexion sur l'Europe, on ne peut éluder les problèmes de sécurité et d'alliance, dont il faut d'ailleurs se

L'Europe aujourd'hui

souvenir qu'ils étaient prioritaires dans les préoccupations des pères fondateurs de l'Europe.

Certes les esprits ont évolué et cette question, récemment encore tabou, est aujourd'hui ouvertement abordée. Pourtant, alors que chacun s'accorde à penser qu'une politique industrielle d'armement devrait être la première étape d'une avance européenne en matière de sécurité, l'échec de l'avion de combat européen est inquiétant en ce qu'il confirme la prédominance des intérêts industriels nationaux.

Cet échec ne serait qu'un conflit d'intérêts si, par ailleurs, les Européens, lorsqu'il s'agit d'assurer leur sécurité, faisaient preuve de la solidarité que l'on doit normalement attendre entre les nations qui déclarent vouloir former une union politique.

La première des solidarités n'est-elle pas celle qui concerne la sauvegarde de l'indépendance et de la liberté de chacun des partenaires ? Comment prétendre que nous sommes prêts et décidés à unir nos destins si certains déclarent *a priori* limiter leurs engagements à leur territoire national ?

Au-delà de l'intérêt économique que certains Etats membres y portaient, l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté trouvait sa pleine justification dans des arguments politiques et stratégiques majeurs.

Argument politique : le renforcement de ces jeunes démocraties que l'on ne pouvait laisser aux frontières extérieures de notre Communauté.

Argument stratégique : l'attitude récente du Gouvernement espagnol vis-à-vis de l'OTAN et de l'avion de combat européen, le démontre.

L'Europe aujourd'hui

Il faut aussi rappeler, car je me demande parfois si l'Europe n'oublie pas souvent les responsabilités qui sont les siennes vis-à-vis du reste du monde, que l'entrée de l'Espagne et du Portugal, c'est aussi une plus large ouverture sur la Méditerranée. Certes, cela pose au Maghreb et à Israël des problèmes économiques, mais ce peut ^{p.105} être aussi une chance pour ces pays si nous savons construire une véritable politique méditerranéenne de la Communauté.

Enfin, au moment où les pays d'Amérique latine, les uns après les autres, reviennent à la démocratie, après un long calvaire, il faut savoir user des liens privilégiés que les deux nouveaux Etats membres entretiennent avec ces pays pour renforcer des liens trop souvent négligés. Il y a de l'autre côté de l'Atlantique une confiance et une demande vis-à-vis de l'Europe qui nous confèrent des responsabilités.

Il est vrai que pour les assumer, les Etats membres doivent être capables de mettre en place une véritable coopération politique.

Récemment encore, l'incapacité du Conseil à se prononcer de façon unanime sur l'Afrique du Sud — les maximalistes faisant une fois de plus le jeu des partisans de l'immobilisme — a bien montré les limites de cette coopération.

Les Européens vont-ils enfin sortir de ce cycle infernal, et comprendre qu'à rester divisés, ils risquent bientôt de ne plus guère exister ?

*

Entretien

@

M. GEORGES-ANDRÉ CHEVALLAZ : Madame, nous avons placé très haut notre attente, vous ne l'avez pas déçue. Et je tiens à vous remercier de votre remarquable exposé. Vous avez, en particulier, évoqué avec toute la précision voulue, l'impasse institutionnelle dans laquelle l'Europe se trouve, vous avez esquissé des solutions, nous ne voudrions pas terminer sans vous avoir donné le temps de répondre à quelques questions.

M. HENRI RIEBEN : Première question : face aux grands phénomènes de concurrence et de dépendance internationales que développent implacablement les grandes puissances aussi bien dans le monde monétaire que dans le monde technologique et scientifique, les responsables des institutions européennes pourront-ils contribuer au redressement concret de l'Europe dans ces deux domaines vitaux pour son avenir ?

Deuxième question : comment appréciez-vous la capacité des communautés à réformer rapidement les procédures de prise de décision ?

Mme SIMONE VEIL : p.106 Sur le premier point, je dois dire que, pour l'instant, j'ai le sentiment que les institutions communautaires ne sont que très peu concernées par une politique d'envergure en matière de technologie.

Le projet Eurêka, dans la mesure où il prend corps actuellement, est un projet qui, bien qu'il reste encore assez flou, semble s'organiser tout à fait en dehors de la Communauté.

On sait, actuellement, que les Français sont prêts à mettre un milliard de francs, mais on a aussi le sentiment que ce milliard de francs serait disponible pour des projets que, de toute façon, la France aurait l'intention de financer elle-même. On a aussi beaucoup parlé de la position allemande : d'après les journaux, trois cent millions de francs seraient mis à disposition ; mais un tel budget est très faible par rapport aux sommes considérables que les Allemands viennent de consacrer à la recherche sur le plan national.

Donc, pour l'instant, je dirai qu'on a plutôt reculé en ce qui concerne la technologie, parce que l'initiative française est, de plus, intervenue au moment où

L'Europe aujourd'hui

la Communauté avait elle-même des projets précis dans les domaines des télécommunications et de la biotechnologie. En outre, si les gouvernements récupèrent le peu d'argent qu'ils sont prêts à mettre dans la recherche pour financer des projets nationaux, les projets communautaires n'iront pas très loin !

Certes, il est vrai qu'il faut éviter une trop grande rigidité : il faut éviter, en particulier, que l'administration ne soit omniprésente et n'empêche les industriels de s'entendre entre eux, il ne faut pas non plus suppléer la volonté défaillante de certains industriels. Mais je crois tout de même que le rôle de la Communauté, c'est de mettre les gens face à face et de les inciter, par des petites subventions, à faire des recherches en commun. C'est ce qu'elle a fait, avec un certain succès, pour Esprit, même si elle a éprouvé certaines difficultés de mise en œuvre à ses débuts.

En ce sens, le projet Eurêka ne me paraît pas répondre pour le moment à ce qu'on pourrait espérer d'un grand projet technologique. De plus, si la Commission n'est pas directement impliquée — ce qui semble être le cas —, il est évident que l'image de la Communauté en souffrira fortement.

En ce qui concerne le mode de décision au sein de la Communauté, des positions assez divergentes ont été proposées dès la première réunion des ministres au sein de la Conférence intergouvernementale. Un certain nombre de pays sont prêts à revenir au Traité de Rome et demandent à ce que la règle de l'unanimité soit exclue, sauf dans certains cas exceptionnels qui sont prévus par le traité lui-même, à savoir les nouvelles compétences et les questions budgétaires. La République fédérale d'Allemagne propose un système assez complexe de majorité qualifiée — ou du moins a l'intention de le proposer. Les Anglais voudraient simplement qu'on réduise les domaines dans lesquels l'unanimité est requise en faisant une énumération d'un certain nombre de questions. La Commission de Bruxelles avait proposé une très bonne solution à Milan qui n'a malheureusement même pas été étudiée, et qui consistait à dire : s'il n'y a pas eu au Conseil une majorité acceptée par tous, c'est le Parlement européen qui se prononce ^{p.105} avec une majorité qualifiée ; autrement dit, c'était le Parlement européen qui était censé venir en complément de la décision prise à la majorité par le Conseil. Dans tous les cas ce qui, pour ma part, me paraîtrait catastrophique, ce serait de rester dans le statu quo en prétendant définir un peu mieux la notion d'intérêt vital.

L'Europe aujourd'hui

Il y a donc des propositions multiples et il est sûr que la Communauté devra décider selon quel mode elle veut échapper à la règle immobilisante de l'unanimité parce que, si elle ne décide rien, ce n'est pas la peine qu'elle existe. Cela ne sert à rien de donner des pouvoirs au Parlement européen, à la Commission et d'augmenter leurs compétences si, de toute façon, ils ne peuvent pas décider !

M. FRANCIS BLANCHARD : J'ai le sentiment que la capacité d'expression des Européens — citoyens, hommes et femmes de l'Europe — est faible et je me demande quel est, à votre avis, l'impact que peut avoir le Parlement européen sur la capacité — ou l'incapacité — des Européens à s'exprimer. Corrélativement, avez-vous le sentiment que ce qu'il est convenu d'appeler les « partenaires sociaux » constituent une voix, face à la question internationale du chômage, dans le système d'institutions de la Communauté tel qu'il existe aujourd'hui ? Ou ne pensez-vous pas qu'il serait nécessaire de veiller à donner un peu plus de voix, d'un côté aux citoyens européens, de l'autre à tous ceux qui sont les acteurs ou les agents du progrès économique et social ?

Mme SIMONE VEIL : En ce qui concerne le rapport entre la capacité d'expression des Européens et le Parlement européen, ma réponse sera double.

Premier point : l'impact du Parlement européen est effectivement faible. D'abord les Européens n'ont pas le sentiment d'être représentés par ce Parlement ; ils en sont très éloignés, ils le connaissent mal. Ensuite, lorsque les élections ont lieu tous les cinq ans, le langage qui est tenu est très abstrait. Je dirais même que les compétences du Parlement européen sont très difficiles à appréhender pour des citoyens dans la mesure où nous nous prononçons toujours sur des textes ou des directives qui sont appliqués le plus souvent par la voie d'une législation nationale et qui, extrêmement parcellaires de toute façon, ne le sont que beaucoup plus tard, voire quelquefois jamais. Je crois qu'il y a actuellement sept ou huit cents directives ou règlements qui ont été adoptés par le Parlement mais qui sont toujours dans les tiroirs du Conseil, toujours à cause de la règle de l'unanimité ! Il est donc très difficile d'intéresser les Européens à nos débats. Les seuls qui, parfois, les intéressent, sont ceux qui portent sur les grands sujets comme l'objection de conscience, la peine de mort ou les droits de l'homme dans le monde. Ce sont des débats intéressants

L'Europe aujourd'hui

puisqu'ils n'ont souvent pas lieu dans les parlements nationaux, mais, au fond, ils recouvrent plus un aspect moral et psychologique qu'un aspect concret puisque dans ces matières, la Communauté n'a pas de compétences directes : elle n'a de contrôle que sur la coopération politique qui est menée par les gouvernements.

p.108 En effet — et ce sera le second point — même si le Parlement européen représente les citoyens puisqu'il est élu au suffrage universel direct, son pouvoir est très fortement limité dans la mesure où les gouvernements ne sont jamais contraints de suivre les avis qu'il exprime. Il n'y a qu'en matière budgétaire qu'il a un véritable pouvoir puisqu'il peut voter une augmentation et allouer des crédits en choisissant ses priorités au sein du budget communautaire, mais ce pouvoir joue sur des marges extrêmement faibles : ainsi le Parlement européen a-t-il montré des orientations politiques qui ont été suivies — aide plus importante aux pays en voie de développement, lutte contre la faim dans le monde, soutien pour favoriser la recherche et le développement des fonds sociaux — mais ces orientations reposent sur des sommes tellement petites qu'elles ont un impact très faible sur la perception du public.

En outre, comme les parlements nationaux n'aiment pas tellement ce Parlement européen, la réputation qu'on lui fait n'est pas toujours très aimable.

En ce qui concerne maintenant les partenaires sociaux, je dirais que c'est un peu la même chose : ils se trouvent dans une situation difficile par rapport aux activités communautaires. En effet, la seule véritable politique communautaire, c'est la politique agricole. Autrement dit, les seuls travailleurs qui soient directement concernés par la Communauté, par des mesures financières, des mesures d'organisation ou des mesures de gestion de la profession, ce sont les agriculteurs. Tous les prix et quotas sont fixés à Bruxelles et la restructuration de l'agriculture relève très largement d'une politique communautaire, de sorte que les agriculteurs suivent de très près les travaux de la Commission de Bruxelles et du Parlement européen.

Mais les autres catégories de travailleurs, dans l'ensemble, n'ont pas du tout le sentiment que la Communauté a une influence sur leur vie quotidienne. Sans doute les travailleurs qui sont résidents dans un pays étranger ou qui travaillent dans plusieurs pays à la fois, ont-ils conscience que la Communauté leur facilite certaines choses. Sans doute y a-t-il eu des actions dans certains secteurs

L'Europe aujourd'hui

maladies du travail, protection de l'environnement — mais ces actions sectorielles restent ponctuelles et le travailleur de base ne sait, ou ne voit pas du tout ce qu'il peut en tirer.

Par exemple, les femmes ne savent pas que si, dans les dix pays de la Communauté, la plupart des discriminations entre les femmes et les hommes ont disparu sur le plan de la rémunération, des conditions de travail ou de la sécurité sociale, c'est parce qu'il y a eu des directives communautaires. En effet, comme ces directives ont fait l'objet de législations nationales — les pays ont été obligés de les appliquer — elles ont davantage été présentées comme des initiatives personnelles de la part des gouvernements concernés que comme une initiative communautaire.

En un sens, on ne parle de la Communauté que quand les choses ne vont pas. Elle est, en quelque sorte, le bouc émissaire. S'il y a quelque chose qui ne marche pas dans les quotas laitiers, c'est la Communauté ! Inversement, quand il y a quelque chose qui va bien, quand, par exemple, il y a une directive qui améliore la situation des travailleurs, c'est toujours une ^{p.109} législation nationale ! Il est donc très difficile de donner une bonne image de la Communauté.

Quant aux syndicats, je dois dire que la Confédération européenne qui les réunit s'intéresse beaucoup à la Communauté. Tous les syndicats non communistes sont très « européens » et prennent des engagements vigoureux, parce qu'ils sont parvenus, à travers les directives communautaires, à une harmonisation de législations très positive dans un certain nombre de secteurs.

M. MBAYI-KALINDA : En tant que ressortissant d'ACP — Afrique-Caraïbe-Pacifique — j'ai été un peu étonné que vous n'ayez pas parlé de nous. Vous avez dit qu'il faudrait pouvoir établir une jonction avec des nouveaux pays industrialisés comme le Brésil ou le Mexique, mais n'y a-t-il pas aussi une chance d'avenir importante et même une sorte de défi à relever dans une coopération à la fois logicielle et culturelle entre les pays de l'ACP et ceux de la CE ?

Parallèlement, je me demande si la pensée européenne — qui fait de la prospective — n'est pas déjà coupée de sa propre mémoire et de son héritage judéo-chrétien, et je poserai, dès lors, cette autre question : l'Europe ne doit-

L'Europe aujourd'hui

elle pas s'attacher, face aux différentes formes de domination dans le monde, à forger un projet de solidarité internationale ?

Mme SIMONE VEIL : Je sais que je n'ai pas parlé des ACP. Je le regrette mais j'étais obligée de faire un choix. Néanmoins, si je n'en ai pas parlé, c'est que je crois que c'est un domaine qui sera moins touché par la perspective de l'élargissement dans laquelle je me suis située, en particulier lorsque j'ai évoqué les relations avec l'Amérique latine.

Par ailleurs, j'ai le sentiment que les relations ACP-Communauté sont un peu bloquées pour des raisons financières. En effet, les mesures de rigueur budgétaire qui ont été prises risquent fort de limiter considérablement la portée de cette « seconde politique » qui est donc en voie de régression pour des raisons strictement budgétaires alors que la situation dans ces pays, notamment en Afrique, nécessiterait au contraire d'augmenter considérablement cette aide.

C'était donc pour ne pas donner ce propos pessimiste que je n'en ai pas parlé, alors même que ce type de coopération ACP-Communauté européenne est insuffisamment connu et constitue sans doute l'une des actions les plus originales qu'ait mises en place la Communauté.

Vous avez aussi parlé de l'aspect culturel. Il pose, à mon avis, un problème permanent : celui de savoir ce que représente l'Europe, à la fois pour elle-même et pour les autres.

Je simplifie un peu. D'un côté, nous avons le sentiment que nous sommes porteurs de certaines valeurs — des valeurs démocratiques, des valeurs de liberté, une certaine conception des droits de l'homme... — auxquelles nous croyons de façon si absolue que nous n'en voyons ni la contingence ni la relativité et que nous sommes tentés de les imposer aux autres. D'un autre côté, heureusement, nous avons parfois conscience que nous avons hérité d'un certain type de civilisation, de société, de formation ou de croyance, ^{p.110} que nous sommes dépendants d'une certaine évolution qui a forgé nos convictions, nos valeurs et nos engagements fondamentaux, et que ceux-ci ne sont pas universels. On reconnaît alors qu'il existe des cultures, des types de sociétés ou des stades d'évolution différents et que nous risquons de faire preuve d'impérialisme culturel — et même d'impérialisme tout court — si nous voulons absolument imposer nos normes dans ces domaines-là. D'où la difficulté : je

L'Europe aujourd'hui

crois que l'on aura toujours du mal à établir la limite entre nos exigences propres et le droit que nous nous donnons à nous prononcer sur les autres.

En particulier, ce problème se repose toujours avec la même acuité à chaque fois que nous débattons des droits de l'homme au Parlement européen, qui a malheureusement toujours un peu tendance à distribuer des bons et des mauvais points. Un exemple très concret, celui des mutilations sexuelles ou, en tout cas, des habitudes sexuelles à l'égard des femmes dans certains pays : le Parlement européen a eu quelquefois tendance à prononcer des condamnations extrêmement fermes en prétendant qu'il s'agit là de pratiques barbares, alors que celles-ci appartiennent manifestement à des traditions populaires ou religieuses qui, sans doute, nous échappent.

Je crois donc qu'il faut être très prudent et faire preuve d'une certaine humilité, de modestie et surtout de beaucoup de tolérance. Il faut progresser et discuter ensemble et, par là, ne pas vouloir à tout prix imposer notre modèle. Mais, en même temps, on ne peut pas se contenter d'être désintéressé car cela constituerait une autre forme de mépris, voire une autre forme de colonialisme. Pour conclure, je dirais que l'on peut avoir certaines exigences, même si celles-ci reposent sur des valeurs qui n'existent pas dans d'autres pays, mais on ne peut pas pour autant estimer que la violation des droits de l'homme est sans importance dans ces autres pays.

« Trouver ensemble » une voie commune n'est donc pas facile. C'est une tâche paradoxale et c'est bien elle que nous devons assumer !

@

LES UNIVERSITÉS ET L'EUROPE ¹

TABLE RONDE

présidée par Marcel GUENIN
recteur de l'Université de Genève

Introduction par Alison BROWNING
secrétaire générale adjointe de la Conférence des recteurs,
des présidents et vice-chanceliers des Universités européennes (CRE)

@

M. MARCEL GUENIN : p.111 C'est avec grand plaisir que j'ouvre cette séance ; j'aimerais tout d'abord vous présenter les différents participants à cette table ronde.

Je commencerai par M. Jan Sperna Weiland, ancien recteur de l'Université Erasme de Rotterdam, spécialiste en anthropologie philosophique. M. Ladislav Cerych, directeur de l'Institut européen d'Education et de Politique sociale à Paris, un sociologue, qui a d'ailleurs fait une bonne partie de ses études à Genève. M. John Roberts, *warden* de Merton College, Oxford, et ancien *vice-chancellor* de l'Université de Southampton — le *vice-chancellor*, dans les universités britanniques, a exactement les fonctions de recteur dans nos universités. Mlle Alison Browning, secrétaire générale adjointe de la Conférence des recteurs européens, a une formation en lettres et en histoire et a publié récemment un livre sur *L'Europe et les intellectuels*. M. Mariano Peñalver Simó est recteur de l'Université de Cadix et spécialiste de philosophie contemporaine. Enfin, M. Bernard Vittoz, président de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, est physicien de formation.

J'aimerais maintenant passer la parole à Mlle Browning pour son introduction.

Mlle ALISON BROWNING : Malgré leur héritage culturel commun, les p.112

¹ Le 18 septembre 1985.

L'Europe aujourd'hui

universités européennes se soucient principalement aujourd'hui de problèmes nationaux ou éventuellement mondiaux. Dans cette situation, pouvons-nous encore juxtaposer l'idée de l'université à celle d'Europe ? Les universités n'ont-elles pas aujourd'hui renoncé à leur rôle européen ?

Création européenne s'il en fut, l'université a toujours été un problème foncièrement européen, bien que l'institution se soit répandue sur la planète entière. D'ailleurs, si l'on veut que les universités européennes aient des relations avec le monde entier — ce qui est essentiel — il faut d'abord peut-être qu'elles sachent communiquer et travailler ensemble. Pour moi, en effet, l'université est un lieu privilégié de la *communication*, et je garderai cette notion de communication présente à l'esprit en vous parlant.

Mais avant tout je voudrais préciser le sens que je donne aux mots *université* et *Europe*. J'utiliserai le mot « université » tantôt au singulier, tantôt au pluriel comme un concept renvoyant à toute institution d'enseignement supérieur qui, dans la tradition de l'université médiévale, se consacre à l'étude de diverses disciplines et décerne des doctorats, quelle que soit sa dénomination officielle.

Ce qu'on entend par Europe est bien évidemment plus difficile à délimiter. Je me rallierai à une définition de Denis de Rougemont dont la compétence en la matière ne peut être contestée, et pour qui « l'Europe que nous voulons unir n'est pas d'abord géographique, ou économique, et encore moins militaire, mais une manière de vivre, de sentir le monde, et de juger les rapports humains — donc une culture au sens le plus large du terme »¹. Ce sentiment d'appartenir à une communauté culturelle européenne, une bien que diverse, est une vérité attestée par l'histoire. L'idée d'une telle communauté culturelle provient de notre antique union dans la Chrétienté, incarnée dans l'image même de l'université médiévale. Il va aussi de soi que ma conception de l'Europe et de sa culture, du point de vue de l'université, est inimaginable sans la participation de villes telles que Leipzig, Prague, Budapest ou Cracovie.

Dans cet exposé je vais d'abord examiner l'interaction entre l'évolution de la

¹ Denis de Rougemont, « La culture en Europe et pour l'Europe depuis trente ans ». Conférence au 30^e anniversaire du Forum européen d'Alpbach, 1974 (extrait du *Journal d'un Européen — Fragments*, 1974, publié dans le *Bulletin du Centre Européen de la Culture*, été-automne 1974).

L'Europe aujourd'hui

culture européenne et celle de l'université comme institution, c'est-à-dire son passé. Je parlerai ensuite des divers mécanismes qui ont été mis en place depuis 1945 pour développer et améliorer la coopération au sein du monde académique d'aujourd'hui. Enfin j'évoquerai les nouveaux besoins et les défis auxquels sont confrontées les institutions d'enseignement supérieur pour demain.

Culture européenne et universités

Pour parler du passé, partons de la récente *Déclaration européenne sur les objectifs culturels* du Conseil de l'Europe, adoptée à Berlin en mai 1984. On p.113 y insiste sur le fait que la culture européenne ne peut être dissociée de l'idée de l'éducation, autant dire de la communication d'une vision de l'univers. Quel a été donc le rôle de l'université à travers les âges dans l'élaboration, le contrôle et la diffusion de la culture européenne ? En d'autres termes, le monde universitaire a-t-il simplement *subi* les étapes successives de l'évolution de l'Europe ou a-t-il *contribué* à la façonner ?

L'université du Moyen Age a une action directe sur la propagation et la défense de la culture de son époque. Elle joue même le rôle d'une véritable police intellectuelle au service de l'Eglise car elle définit les éléments principaux de la doctrine pour son temps ; elle sert aussi à la formation d'une élite culturelle qui ira se perpétuant sous la forme d'un corps de fonctionnaires ecclésiastiques. C'est donc un rôle à la fois *créateur* et *moteur* qui est imparti à l'université médiévale. Mais petit à petit, l'institution universitaire, organe de la Chrétienté, devient un outil indispensable au bon fonctionnement des Etats, et acquiert une dimension laïque puis nationale.

Les universités issues de la Réforme, fondées par les autorités civiles, se voient assigner une nouvelle fonction politique et sociale adaptée au monde nouveau. Mais la perte d'un sens global entraîne une évolution souvent malheureuse de l'institution. Nous assistons aux XVII^e et XVIII^e siècles (mis à part quelques exceptions notables) à une phase de déclin sans précédent car l'institution est écartelée entre la défense de dogmes périmés et l'émergence de connaissances et de mentalités nouvelles. Plus d'une fois elle choisit le conservatisme et la censure et se montre incapable d'assimiler l'essentiel des sciences nouvelles ; ces dernières se développent dès lors hors d'elle dans des

L'Europe aujourd'hui

institutions parallèles telles que les académies et les écoles professionnelles. L'image de l'université, lieu de la communication entre Européens, s'éteint avec la Révolution française. L'institution est alors réformée pour transmettre les données d'une évolution nationale avant qu'européenne.

Au XIX^e siècle de nouveaux modèles de l'université apparaissent — napoléonien, humboldtien, ou celui élaboré en Angleterre par le cardinal Newman. Cette réorganisation de l'université se reflète dans la formation des étudiants, et à travers elle sur le reste du monde. En effet le rôle des universités d'Europe outre-mer influence désormais directement les diverses cultures de la planète. Paradoxalement, le monde s'europeanise par le biais de la colonisation, alors qu'en Europe se dressent des cloisons de plus en plus étanches entre les différents systèmes universitaires et que se multiplient les oppositions idéologiques de tous ordres.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'enthousiasme des militants européens se voit contrebalancé par l'essor de l'anti-européanisme intellectuel qui devient dominant dans la période de décolonisation et d'émergence de ce qu'on a appelé le « tiers-mondisme ». La fragmentation du tissu universitaire européen par les nationalismes se poursuit donc et s'accélère. S'y ajoute la coupure absurde entre l'Est et l'Ouest, alors que ce fossé n'est en rien justifié par le développement culturel du continent.

Mais peu à peu, l'université de petite dimension, créée par et pour les élites, cède la place à l'université de masse. Or il ne sert à rien de regretter le ^{p.114} « bon vieux temps », comme on le fait trop souvent. Mieux vaut chercher si l'université de masse peut communiquer un sens global aux mutations que connaît actuellement la culture européenne. Devant la révolution postindustrielle, fille pourtant de la culture européenne, la première réaction de notre société est le conservatisme, le repli sur soi et la tentation de l'uniformité. Au lieu de refléter ces tendances qu'on pourrait qualifier de « réactionnaires », les universités devraient dominer leurs propres réactions conservatrices pour faire face à ces mutations, tout en préservant la richesse de la culture européenne. Dans ce but il leur faudra développer la coordination de leurs tâches essentielles : conserver, augmenter et transmettre la connaissance. Ceci suppose un accroissement de *la coopération interuniversitaire en Europe*.

L'Europe aujourd'hui

La coopération interuniversitaire en Europe

Au Moyen Age, cette coopération s'exprimait surtout par la mobilité des hommes : on pratiquait alors couramment la pérégrination académique. Or la mobilité des professeurs et des étudiants a graduellement disparu. Aujourd'hui, les universités continuent à se proclamer européennes et internationales en se référant à l'universalité de la science. Mais les échanges que cela suppose portent surtout sur les informations, en effet, les contacts entre personnalités ou départements existent sous forme d'échange de publications et de données scientifiques. Personnellement, je considère ce niveau de communication insuffisant. Il faut le dépasser et promouvoir une mobilité réelle des hommes et des idées en développant des projets de recherche communs en Europe et entre universités européennes et le reste du monde.

Car la mobilité est devenue un mythe. Sur le plan statistique, par exemple, pas même 1 % des étudiants de la Communauté européenne ne fait des études universitaires dans un autre pays de la Communauté !

La coopération, quoique balbutiante, se présente sous plusieurs *formes* (mobilité du personnel enseignant et des étudiants, partage d'équipements onéreux, mise sur pied de centres européens d'éducation et de recherche, par exemple). Elle utilise divers *moyens* (accords bilatéraux et multilatéraux, subventions et bourses, reconnaissance des diplômes, etc.). Elle se heurte surtout à des *obstacles* variés d'ordre administratif, financier, pratique, voire psychologique. La coopération interuniversitaire souffre des maux communs à la construction européenne tels que méfiance, manque d'information ou peur de l'avenir.

Pourtant, au lendemain de la dernière guerre, l'enthousiasme pour l'idée européenne avait gagné les universités elles-mêmes comme les organisations internationales reflétant leurs intérêts : le Conseil de l'Europe, l'Association internationale des Universités, la Conférence des recteurs européens, entre autres. En cette période d'« euphorie »¹, il semblait évident p.115 qu'un accroissement considérable de la communication, celle des hommes et des idées, était le corollaire de la reconstruction du continent. Mais cette euphorie

¹ Ce terme a été employé par Alan Smith dans son très intéressant article, « From 'Europhoria' to Pragmatism : towards a new start for higher education co-operation in Europe ? », *European Journal of Education*, Vol. 15, n° 1, 1980, pp. 77-95.

L'Europe aujourd'hui

a rapidement diminué dès la rupture Est-Ouest. A la Conférence des recteurs européens, par exemple, malgré l'affirmation d'une vocation paneuropéenne, la grande majorité des membres vient encore d'Europe occidentale. Les contacts entre universitaires de l'Ouest et de l'Est n'ont pas été rompus cependant, car un professeur d'université d'Europe orientale est au courant de ce qui se réalise dans son domaine dans d'autres universités, en Europe et dans le monde. La poursuite de ces liens est fondamentale car, finalement, l'université est une des rares institutions capables de transcender les barrières nationales et idéologiques. Et cela, c'est important pour l'Europe.

Notre discussion fera certainement la critique des efforts entrepris depuis 1946. Je citerai donc juste les domaines d'intérêt pour la coopération actuelle : la reconnaissance des diplômes fut d'abord prioritaire, et trois conventions à cet effet ont été signées dans les années 50 sous l'égide du Conseil de l'Europe. A vrai dire, leur effet se fait encore attendre... Aujourd'hui, on cherche à dépasser le juridisme de cette démarche. On reconnaît *de facto* qu'on est attelé à la même tâche pour travailler ensemble sur des projets précis. Ainsi, inaugurés en 1976-77, les programmes communs d'études de la Commission des Communautés européennes sont un succès car ils *catalysent* la coopération interuniversitaire en Europe. Ces programmes conduisent non seulement à la mise en commun de ressources matérielles et humaines mais aussi à un enrichissement des enseignements, de la documentation et de l'expérience professionnelle.

Dans le domaine de la recherche, la coopération fonctionne surtout là où le coût élevé des investissements favorise une politique européenne de division du travail tant sur le plan économique qu'académique. Au niveau continental, notons l'expérience du CERN. Mais le CERN n'est pas tant l'affaire des universités que celle des gouvernements. Et l'on touche là un point essentiel de nos préoccupations. Peut-on attendre des Etats qui ont nationalisé la formation des élites au XIX^e siècle qu'ils se remettent en cause en favorisant des coopérations qui les dépassent ? Ont-ils vraiment intérêt à favoriser l'europanisation des universités et de leurs programmes ? Aujourd'hui donc, les universités et leurs organisations continuent à buter sur le miroir brisé de l'Europe des nationalismes. Ceci m'amène à mon dernier point concernant les *nouveaux besoins et les nouveaux défis* auxquels l'université est confrontée.

L'Europe aujourd'hui

Nouveaux besoins, nouveaux défis

Retrouver un sens commun semble dès lors le défi principal à relever pour l'avenir. Avec la récession économique, partout en Europe on observe des demandes similaires vis-à-vis de l'institution. On exige ici et là une pertinence sociale des études supérieures et de la recherche. Ailleurs, c'est la question de l'utilité du savoir et de la formation de ses destinataires qui est à l'ordre du jour. Cela conduit à une perception nouvelle de la nature ^{p.116} même de l'enseignement et de la recherche dans les diverses disciplines ; cela aboutit à une réévaluation de l'idée de l'université et de son rôle dans la société.

Souligner le rôle de *service* de l'université a ses dangers cependant. L'égyptologie ou l'histoire de l'art sont-elles matières « utiles » par exemple ? L'université n'est-elle pas aussi conservatoire du savoir ? Sans la dimension de l'inutile, l'université risque de se transformer en une juxtaposition incohérente d'écoles professionnelles.

Dès lors, il est temps pour les universités, souvent sujettes aux changements plutôt que leur moteur, de ressaisir leur identité. Et cela à l'échelle européenne. La similitude des besoins de nos pays est susceptible en effet de faire accepter aux autorités politiques que le *sens commun* des problèmes et de leurs solutions les dépasse, qu'ils doivent de ce fait porter un intérêt croissant au développement d'activités intereuropéennes, car d'autres défis naissent qui tous demandent une approche globale de la communication des hommes et des idées.

Le défi *technologique* est l'un d'eux : l'Europe communautaire tente d'y répondre par son programme Esprit qui s'intéresse aux nouvelles technologies d'information ; il y a aussi la récente initiative Eurêka, qui veut créer un pool scientifique européen. Mais, toujours, les arrière-pensées nationales ralentissent la poursuite de ces projets et, très souvent, le rôle des universités n'y est pas clair.

L'accroissement des relations entre *l'université* et *l'industrie* est un autre défi à relever. Ce sujet est resté longtemps tabou car l'on craignait que l'économique ne fasse pas bon ménage avec la science dont les idéaux se veulent désintéressés. Mais l'Europe communautaire désire là encore marquer sa présence par son très récent programme COMETT — *Education for Training and Technology* — auquel elle est prête à consacrer beaucoup d'argent.

Un troisième défi est posé par *l'enseignement* lui-même, comment peut-il

L'Europe aujourd'hui

intégrer ces éléments nouveaux et répondre à l'attente d'une pertinence sociale de l'université ? Les professeurs doivent-ils faire plus que de transmettre simplement leur savoir et d'apprendre aux étudiants à maîtriser des méthodes scientifiques ? Qu'en est-il en outre de l'éveil à une conscience européenne ? Est-ce là quelque chose que l'on peut enseigner sans tomber dans une propagande inspirée de la propagande nationaliste ? Et comment alors fournir cette éducation « européenne » ?

Finalement, ces défis se retrouvent en un seul, celui de la *communication* : les universités doivent rester le lieu privilégié de cette communication, le laboratoire de la culture du continent. A cet effet, elles devraient s'intéresser particulièrement aux nouvelles technologies d'information, l'une des principales formes de la communication du monde de demain ¹. Il ne suffit pas en effet de développer ces technologies en soi, même s'il est nécessaire ^{p.117} de le faire en Europe aussi pour maintenir le continent au niveau de la compétition internationale. Il faut encore et surtout prendre conscience de l'interaction qui existe entre ces technologies et notre société. Pourtant cette réflexion sur les conséquences d'une Europe de la communication a été jusqu'ici quasi inexistante.

Pour relever ces défis, j'ajouterais qu'il faut procéder à un réexamen non pas tant des finalités de l'université que de son organisation et de son fonctionnement. Cela inclurait une interrogation sur les *critères* de la rentabilité des ressources de l'université dans le sens où on parle de la productivité d'une entreprise. En effet, les universités européennes ont encore trop souvent tendance à fonctionner comme au XIX^e siècle, en dépit de leur croissance en taille et en nombre ; toutes les conséquences de la massification du secteur tertiaire de l'éducation ne sont pas encore prises en compte. Or le gigantisme de l'université de masse peut être modifié par la solution éminemment « européenne » de la fédération de petites unités autonomes, par exemple ². Mais c'est trop souvent la pente traditionnelle que l'on suit : centralisation et hiérarchisation croissantes, débouchant sur la sclérose administrative et la perte

¹ Ce facteur a aussi été reconnu par les ministres européens responsables des Affaires culturelles du Conseil de l'Europe lors de leur 4^e Conférence à Berlin en mai 1985, car ils ont consacré toute une résolution à ce sujet (Résolution n° I concernant la culture et les technologies de communication).

² Voir Denis de Rougemont, « L'Université par l'Europe et vice versa », *CRE-Information*, N° 48, 4^e trimestre 1979, pp. 11-12.

L'Europe aujourd'hui

d'identité. Cela est vrai au niveau national dans certains pays, mais qu'en est-il au *niveau européen* ?

Il me semble essentiel de faire la distinction entre l'idée d'une université européenne et celle de l'Europe *des* universités. Plutôt que de centraliser les efforts européens dans un seul établissement, il faut construire l'université européenne avec les universités existant déjà en Europe. La création de l'Institut universitaire européen, à Florence, établissement nouveau fondé par les Etats de la Communauté européenne au début des années 70, n'a abouti en vérité qu'à la mise sur pied d'un Institut d'études européennes de plus...

En revanche, une récente initiative part de prémisses opposées. C'est celle de l'actuel recteur de l'Académie de Paris, Mme Hélène Ahrweiler. Il s'agit de fonder une « Université de l'Europe » de 3^e cycle. Contrairement à la pratique antérieure, l'initiative viendrait des universités européennes elles-mêmes. Selon un document d'information récent préparé par la Chancellerie des Universités de Paris, « l'Université de l'Europe... est une Université fédérale, expression des Universités, des Etablissements supérieurs et autres organismes scientifiques et culturels librement contractants... Les thèmes d'études et de recherches seront choisis en raison de leur importance et de leur urgence pour l'avenir de l'Europe... » ¹.

Nous retrouvons là un certain nombre des thèmes que je viens d'évoquer : fédération et non centralisation ; coopération spontanée entre des institutions autonomes de toute l'Europe, libre échange de professeurs et d'étudiants ; application de la recherche dans des domaines d'un intérêt vital pour le continent — affirmation donc d'un *sens commun* à l'ensemble de nos problèmes. Le temps nous montrera si cette initiative sera capable ^{p.118} de séduire l'imagination des universitaires et celle d'éventuels bailleurs de fonds dans les gouvernements et l'industrie. Mais on peut aussi imaginer d'autres initiatives susceptibles de renforcer cette européanisation de l'université : vice-rectorat pour l'Europe dans chaque université ², chaire d'*européologie* qui soit autre chose qu'un enseignement sur les mécanismes du Marché commun ou d'autres

¹ Document de travail de la Chancellerie des Universités de Paris, juin 1985.

² Cf. Antonio Heredia Sorano, « Conscience européenne des universités espagnoles », *CRE-Information*, N° 48, 4^e trimestre 1979, p. 54.

L'Europe aujourd'hui

institutions européennes ¹, européanisation des disciplines universitaires qui s'y prêtent le plus naturellement (histoire, littérature comparée, droit, etc.). Les universités de l'Europe ne peuvent pas et ne doivent pas souhaiter se fondre dans un *modèle* commun ; elles doivent plutôt trouver ensemble des *fins* communes. Et pour ce faire, les possibilités sont multiples et sans cesse à recréer.

Conclusion

Pour conclure, j'ajouterais que, en relisant récemment les textes des premières Rencontres Internationales de Genève de 1946 consacrées au thème de *l'Esprit européen*, j'ai été frappée par la rareté des allusions à la contribution des universités à la définition ou la formation de cet esprit. Cette contribution allait-elle de soi pour les participants ? Cela est possible. Si, en 1985, une table ronde a été organisée au sein de ces Rencontres, cela me semble révélateur de la signification nouvelle du rôle des universités dans le contexte contemporain ; quoi qu'il en soit, l'université est la seule *institution* qui soit scrutée en tant que telle dans cette manifestation.

C'est dire que les universités ont un rôle éminent à jouer dans la prise de conscience de notre identité européenne. Dans ce but, elles doivent parvenir à un consensus en ce qui concerne les objectifs à long terme de l'enseignement supérieur dans cette perspective européenne. En raison des difficultés que nous avons esquissées, la situation actuelle — politique, économique, sociale — pourrait provoquer cette mutation des esprits même si cela paraît paradoxal. Un cheminement semblable a pu exister dans les années 50 après la catastrophe de la guerre, période difficile, s'il en fut. C'est dans cet esprit qu'une organisation internationale non gouvernementale comme la Conférence des recteurs européens s'efforce tout au moins d'atteindre les individus au-delà des institutions pour leur faire prendre conscience de l'urgence de l'impératif européen. Car faute d'une politique et d'une stratégie européennes cohérentes dans le monde de l'éducation supérieure, les universités seront dépassées par les événements et réduites au simple rôle de spectateurs — comme l'Europe, d'ailleurs.

¹ Denis de Rougemont a esquissé l'idée d'une chaire d'eurologie en 1964 déjà, lors d'un discours intitulé « Université et universalité dans l'Europe aujourd'hui ». Cf. *Procès-verbal de la IIIe Assemblée générale de la CRE*, Göttingen, 1966, p. 117.

L'Europe aujourd'hui

M. MARCEL GUENIN : p.119 Je tiens à remercier Mlle Browning pour son introduction très fouillée et très intéressante qui, je crois, va largement contribuer à stimuler la discussion qui va suivre.

Nous allons procéder maintenant à un rapide tour de table pour permettre aux différents participants d'intervenir directement après l'exposé de Mlle Browning. Je donne immédiatement la parole à M. Ladislav Cerych.

M. LADISLAV CERYCH : J'ai beaucoup apprécié l'exposé d'Alison Browning parce qu'elle a posé — à mon avis — la plupart des problèmes essentiels que soulève notre thème, « l'Université et l'Europe ». Mais en le faisant, elle a dû inévitablement simplifier et je tiens donc à dégager l'une de ces simplifications.

Tout au début de son exposé elle a dit à peu près ceci : « L'Université, création européenne s'il en fut, a toujours été et reste un phénomène foncièrement européen, bien que l'institution se soit répandue sur la planète entière. »

Premièrement, je pense que ceci est vrai et faux à la fois. Il est vrai que les universités américaines ont été créées à partir des modèles proposés d'abord par les universités anglaises, puis par les universités allemandes ; de même, les universités du Nigeria, celle d'Ibadan, par exemple, ont été créées en fonction du modèle proposé par Oxford ou par les universités britanniques en général ; celle de Dakar a été créée sur le modèle des universités françaises, c'est-à-dire sur celui de la Sorbonne ; et même les universités du Japon — pays dont on parle tant aujourd'hui — ont été créées et fonctionnent toujours à partir de modèles importés d'Europe. De ce point de vue, la proposition précédente est donc claire et vraie.

Mais en même temps elle est fautive, car il me semble qu'au moins à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, et surtout depuis la Seconde Guerre mondiale, il faut aussi parler d'un modèle américain. Dans son énumération de modèles créés ou lancés au cours du XVIII^e siècle, Alison Browning n'a pas mentionné un type d'université qui a eu pourtant — et a toujours — une influence importante du point de vue de la professionnalisation de l'enseignement supérieur et de la fonction de service des universités : je veux parler des *land grant colleges*, créés en 1861. Tout de même, Berkeley et Harvard ne sont pas des copies de Heidelberg, de la Sorbonne ou de

L'Europe aujourd'hui

Manchester ! J'en veux pour preuve l'interaction que ces universités exercent sur les étudiants du tiers monde, et aussi sur les étudiants d'Europe. Proposez, par exemple, à des étudiants allemands dix bourses adéquates pour aller étudier soit aux Etats-Unis soit en France, vous verrez tout de suite que huit ou neuf sur dix décideront d'aller aux Etats-Unis. Soyons donc un peu plus modestes. Mais, à mon avis, le vrai problème n'est pas de savoir si les autres, aujourd'hui, nous copient ou non, si nous voulons échapper à une satisfaction béate. Le vrai problème, c'est plutôt de savoir si nous sommes capables de créer des modèles nouveaux qui — comme au XIX^e et au début du XX^e siècle — pourront inspirer les autres en étant adaptés à notre « civilisation postindustrielle ».

p.120 Quelques-uns de ces modèles existent, je crois, et on pourrait citer notamment — à titre d'exemple — le cas de l'université ouverte britannique. Voilà une première remarque.

Deuxièmement, je dirai que cette affirmation, selon laquelle toutes les universités du monde fonctionnent à partir du modèle européen, sert de justification à une certaine absence d'engagement des universités de l'Europe pour la cause européenne. Et en effet, comme l'a dit Mlle Browning, les universitaires, ou les universités, disent souvent : « tout ce débat est inutile car nous avons toujours été Européens », « il y a l'universalité de la science », et ainsi de suite... Or il s'agit, comme elle l'a dit elle-même, et je voudrais y revenir dans une remarque ultérieure, de beaucoup plus que de l'universalité de la science.

Enfin, il y a un autre et dernier point qu'il faudrait, je crois, nuancer un peu : à plusieurs reprises, Mlle Browning a parlé du conservatisme des universités. On le dit très souvent, et on y rattache parfois le conservatisme de l'armée et de l'Eglise. C'est peut-être vrai. Mais, là aussi, je ne crois pas que ce soit une bonne question. Le véritable problème, c'est de savoir — si elles sont conservatrices — pourquoi elles le sont. Et la réponse n'est pas dans la nature réactionnaire ou conservatrice des universitaires et des institutions en tant que telles, mais plutôt, je crois, dans la complexité de ces organisations. Ce sont donc la nature du processus de décision et la structure de l'autorité universitaire qui rendent le changement difficile au sein des institutions, et non pas une sorte de parti pris conservateur *a priori*. Mme Simone Veil a dit, hier, que les

L'Europe aujourd'hui

difficultés de la prise de décision dans le cadre communautaire étaient liées non seulement à une mauvaise volonté certaine, mais aussi à la complexité de ces organismes communautaires ! On peut dire que cette complexité est encore plus forte dans nos universités et dans nos institutions d'enseignement supérieur.

M. MARIANO PEÑALVER SIMÓ : J'apprécie les propos de M. Cerych sur la complexité de l'université et je voudrais prolonger sa réflexion par deux remarques.

La première concerne le concept d'« université de masse ». J'ai eu l'impression, en écoutant l'exposé de Mlle Browning, que l'université de masse était pour elle synonyme d'université démocratique et que, par contre, la petite université était synonyme d'université d'élite. Je crois que c'est un malentendu. Je connais un peu les deux types d'université. La petite université n'est pas une université d'élite sociale. Toute université est élite ! Mais elle est « élite intellectuelle » et s'il faut, à mon avis, privilégier les petites universités démocratiques, c'est pour préserver des dimensions qui restent efficaces et qui rendent satisfaisantes les fonctions que doivent accomplir toutes les universités. A l'inverse, je crois que la grande université n'est pas une université de masse — au sens démocratique du terme. C'est plutôt une université « massifiée ». Il y a des exemples extraordinaires, même dans mon pays : l'Université de Madrid compte 120.000 à 130.000 élèves ; la faculté de droit comprend à elle seule 30.000 étudiants ! Ce n'est ^{p.121} pas une université ! Du moins elle n'est pas efficace : personne ne se connaît, le recteur est débordé par les professeurs comme par les élèves, et je crois que des universités de ce type ne remplissent absolument pas la fonction démocratique qui devrait être la leur. Comme le disait Denis de Rougemont, il y a trente ans, multiplier une maison par cent, c'est la rendre inhabitable.

Dès lors, même s'il ne faut pas regretter le bon vieux temps, je crois qu'il faudrait parfois revenir à certains de nos modèles anciens — l'artisanat, la petitesse, la mesure humaine, le silence de l'atelier — pour supprimer ces monstres d'institution, qui sont spectaculaires mais qui ne servent à rien.

Ma deuxième remarque est plutôt ponctuelle et vise le mot « identité », qui me gêne particulièrement. Hier, M. Morin a bien montré la difficulté pour un esprit cartésien, de penser à la fois l'unité et la diversité. Il y a quarante ans, M.

L'Europe aujourd'hui

Starobinski disait déjà : « Il n'y a pas d'idée pure de l'Europe, qui soit intacte, inaltérable et identique à elle-même. » Dès lors, qu'est-ce que l'identité européenne ? « Identité » veut dire plus que « entité » : à la lettre, cela signifie « entité à soi-même » ; autrement dit : « on se répète ». L'Europe — et la fonction universitaire — peut-elle se définir, et veut-elle vraiment se définir comme toujours la même ? Et si l'on attribue à l'université le rôle de promouvoir une prise de conscience de l'identité européenne, je crois qu'on peut vraiment se demander en quoi consiste cette identité.

M. JOHN ROBERTS : Je me limiterai à deux observations.

Premier point. Si l'université, en tant qu'institution, occupe ici une place centrale dans nos débats sur l'Europe, je crois qu'il ne faudrait pas en exagérer l'importance, car il existe aussi d'autres institutions avec lesquelles l'Europe entretient et doit entretenir des rapports particuliers : par exemple, nous aurions pu également organiser des tables rondes sur les syndicats, les armées ou les tribunaux.

Deuxième point. Si comme l'a indiqué mon collègue Cerych, l'université est une institution complexe, elle est aussi multiforme, élastique et chargée de beaucoup de fonctions à la fois : la recherche, la conservation des connaissances du passé, la formation des élites de tous types, l'enseignement pour les masses. Mon collègue espagnol a bien souligné les problèmes administratifs qui y sont attachés, j'y ajouterai les problèmes de rentabilité minimale qu'une université doit atteindre pour pouvoir supporter les frais de la recherche dans les sciences actuelles, ce qui est évidemment plus difficile à assumer pour les petites universités que pour les grandes. D'autres tâches pourraient être énumérées : formes particulières d'éducation — par exemple pour des groupes désavantagés —, coordinations diverses, maîtrise des grands problèmes sociaux et économiques, formation des cadres des professions, etc. Et l'on voudrait maintenant attribuer en plus aux universités un rôle privilégié dans le façonnement d'un esprit européen et dans la transmission d'une culture commune ! J'avoue que je reste un peu sceptique. Peut-être n'y a-t-il pas de culture commune à transmettre ; et je ^{p.122} crains que les universités ne soient déjà en danger de désintégration sous le poids de leurs responsabilités multipliées.

L'Europe aujourd'hui

Voilà donc les deux réserves que je voulais émettre pour tempérer un peu un optimisme qui est bien compréhensible mais qui me paraît égarant en ce moment.

M. JAN SPERNA WEILAND : Dans le tissu serré de l'introduction faite par Mlle Browning, je ne retiendrai qu'un fil conducteur pour une première intervention, celui des tâches essentielles de l'université et des universités d'Europe.

Aujourd'hui, tout comme dans le passé, les tâches principales de l'université sont : la recherche rigoureusement scientifique et l'enseignement — ou plutôt la formation des étudiants. Dans ce sens, nous n'avons pas besoin de modèles nouveaux. On peut bien y ajouter des institutions nouvelles, comme l'université à distance ; mais, essentiellement, le modèle classique de l'université reste aujourd'hui suffisant. En disant cela, je ne nie pas que l'université doive « rendre service » à la société — ou à la communauté —, mais je crois que le service le plus important que l'université peut rendre à la communauté réside précisément dans l'accomplissement de ces deux tâches. Je le dis expressément parce que j'ai l'impression que beaucoup d'hommes politiques, d'industriels et d'entrepreneurs européens attendent avant tout des universités qu'elles diffusent des connaissances utiles et immédiatement applicables. Dans cette perspective, il faudrait promouvoir et soutenir de toutes ses forces, les facultés utiles par rapport à celles qui se contentent de perpétuer le grand héritage spirituel de l'Europe et de l'humanité. Voilà une image utilitaire de l'université que celles-ci doivent rejeter résolument. Fournir des connaissances praticables, ce n'est pas la tâche de l'université. Cela n'exclut pas qu'il pourrait y avoir, autour du soleil de la science, des satellites dont la tâche serait de traduire les découvertes scientifiques et de les rendre aussi réalisables que possible. Mais de toute façon, il ne faut pas détourner les universités de leurs tâches essentielles. Et les universités doivent refuser de se commercialiser et de devenir des entrepreneurs.

M. BERNARD VITTOZ : A la suite de ce qui vient d'être dit, je ferai d'abord trois constatations, qui montreront ensuite une situation contradictoire.

Premier constat : dans le domaine des sciences de base et des technologies de pointe, telles que les sciences de l'information — citées tout à l'heure par Mlle Browning — il y a un transfert assez net vers des recherches et des grandes

L'Europe aujourd'hui

découvertes, qui ont tendance à quitter l'université pour les grandes entreprises. On pourrait alors dire que l'université devrait davantage collaborer avec ces entreprises.

Deuxième constat : au Moyen Age, comme l'a bien rappelé Mlle Browning, l'université était au service de l'Eglise. Aujourd'hui, en schématisant un peu, elle est au service de l'Etat — de la société, de la collectivité. L'Eglise a été remplacée par l'Etat ; l'Etat est le nouveau mécène de ^{p.123} l'université, mais en retour, l'université est tenue de servir cet Etat. En particulier, si elle désire collaborer avec une entreprise, elle devra le faire avec une entreprise nationale, voire même régionale. Par exemple, en Suisse, où se pose le problème du déséquilibre entre Suisse romande et Suisse alémanique, certaines universités ou écoles polytechniques ont un devoir spécifiquement régional qui ne concerne donc pas tant la science que l'appui que ces institutions peuvent apporter à la région.

Troisième constat : derrière la crise économique qui touche plus ou moins fortement les différents pays européens, se profile un défi entre l'Europe et le Pacifique — la Côte Ouest des Etats-Unis, le Japon et l'Asie de l'Est. Et ce défi ne pourra être relevé que si l'on parvient à encourager suffisamment de projets de recherche communs et interuniversitaires.

Dès lors, les contradictions sont claires : d'une part, on ne peut pas avoir de projets de recherche interuniversitaires qui traversent les frontières, si d'un autre côté, par des mesures de protection nationale, on ne peut pas collaborer avec des entreprises étrangères. Collaborer, par exemple, avec l'Université de Grenoble, c'est en même temps travailler avec des entreprises françaises qui sont dans le giron ou dans le rayon d'action de l'Université de Grenoble. D'autre part, il est difficile de soutenir que les universités doivent se cantonner dans la recherche fondamentale, qui n'a aucune application immédiate, alors que l'Etat et la collectivité publique réclament que l'université soit également utile à son économie.

Dans les deux cas, on est dans l'impasse. Je serais très heureux de connaître des modalités qui nous permettent d'en sortir.

M. MARCEL GUENIN : Avant de refaire un tour de table, je propose que Mlle Browning réponde, au moins à quelques-uns des points sur lesquels elle pourrait se sentir un petit peu attaquée.

L'Europe aujourd'hui

Mlle ALISON BROWNING : J'aimerais en effet répondre à certains points, sans, bien entendu, pouvoir reprendre tout ce qui a été soulevé ici.

M. Cerych a tout à fait raison lorsqu'il dit que j'ai trop simplifié. C'est évident, et je suis tout à fait d'accord avec lui : il est difficile de dire que l'université n'est vraiment qu'un problème européen. Si néanmoins je l'ai dit ici, c'était seulement pour serrer de plus près le thème de ces Rencontres. Nous sommes entre Européens ; il y a une certaine crise ; et je crois que c'est dans cet esprit-là que j'ai essayé de souligner cet aspect.

Sans doute nos institutions ont-elles des traits communs avec les universités du monde entier. Mais j'insiste sur le fait que les universités européennes doivent être conscientes qu'elles ont tout de même une certaine identité. Et là, je ne serai pas entièrement d'accord avec M. Peñalver Simó : cette identité existe, on peut vraiment en parler. Pour reprendre ce que M. Glucksmann disait hier, c'est surtout quand on va à l'extérieur qu'on se rend compte que l'on est Européen : en Suisse, on est Vaudois, ou on est Genevois, alors qu'à l'étranger on est Suisse ; c'est un peu le même problème. Par exemple, en revenant du Congrès de l'Association internationale des Universités qui s'est tenu récemment à Los Angeles, l'un des p.124 recteurs m'a dit : « On a peut-être des problèmes entre les universités européennes, mais on s'entend, alors que quand on réunit des universités du monde entier, on ne parle pratiquement plus le même langage. » C'est peut-être trop simplifier, mais cela montre toutefois qu'on peut parler d'une identité européenne des universités.

En ce qui concerne le caractère élitaire des universités et l'opposition entre université de masse et université de petite dimension, je pourrais revenir au livre célèbre de Georges Gusdorf, *L'Université en question*, qui a été écrit dans les années 60 et qui, outre un certain nombre de thèmes très riches, pose justement cette question : l'université de masse n'est-elle pas une contradiction dans les termes ? L'université est-elle vraiment un organe de vulgarisation ou doit-on la considérer comme un organe de promotion du savoir — ce qui nous ramène à l'idée d'une certaine élite ? C'est un problème européen. M. Peñalver Simó l'a dit : les Universités de Madrid, Athènes, Rome sont des monstres : les facultés y sont plus grandes que la plupart des universités britanniques. Il faut certainement en être très conscient, mais ce que j'ai essayé de montrer, c'est que cette situation est présente et que nous devons y faire face. Trop souvent

L'Europe aujourd'hui

on entend les recteurs dire : « Ah ! si c'était comme avant, dans les années 50 ou même avant la guerre ! C'était beaucoup plus facile, on avait nos étudiants et ils étaient beaucoup plus réceptifs... » Eh bien, tant pis : il faut agir avec ce qu'on a. Il y a un élément de démocratisation dans l'ouverture des études à tout le monde, et la solution que j'ai proposée, c'est la fédération et le décloisonnement de ces universités énormes car je pense que cela ne devrait pas être si difficile à réaliser du point de vue de l'organisation.

J'aimerais aussi revenir à ce que M. Roberts a dit : il ne faut peut-être pas exagérer l'importance que l'université, en tant qu'institution, peut avoir sur l'Europe. Encore une fois, le thème de ces Rencontres m'a sans doute entraînée un peu loin.

Pourtant, en réfléchissant à ce problème, je crois que cette importance est réelle et qu'elle est liée au problème de la rupture Est-Ouest, dont j'espère que nous serons amenés à parler. Ce que j'ai essayé de dire, c'est que le rôle de cette institution dépasse les frontières idéologiques ou nationales — ce qui, pour l'Europe, est évidemment vraiment important aujourd'hui. Je crois qu'il faut garder à l'esprit cette idée d'un certain rôle à jouer. Je sais que vous n'êtes peut-être pas tous d'accord, car — on l'observe facilement — chaque institution agit souvent dans son coin en poursuivant une spécialisation propre mais en perdant complètement de vue ce que devrait être l'image de l'université.

Cette image est peut-être utopique, mais je crois que nous devons préserver l'utopie, même si elle ne se réalise jamais, comme un certain horizon. Ainsi, devrait-on, lors de réunions européennes, se rendre compte du fait que les problèmes universitaires sont souvent les mêmes dans des pays différents, et qu'il n'est sûrement pas impossible d'envisager une politique cohérente de la transmission de la science aujourd'hui.

p.125 J'en viens maintenant à la question de M. Sperna Weiland concernant les tâches essentielles de l'université. Nous le savons tous, c'est le lien inextricable entre la recherche et l'enseignement qui a modelé les traits spécifiques de nos universités. Le problème est toujours actuel : faut-il une éducation générale ou une éducation professionnelle ? C'est un vieux débat qui revient toujours avec la tentation de l'utilitaire : il faut essayer de faire quelque chose qui serve à la société, parce que c'est la société qui nous entretient...

L'Europe aujourd'hui

Mais je précise que l'université n'est pas là pour servir à quelque chose : elle n'est là que pour servir. D'où la nécessité, pour les dirigeants des universités, d'être capables de dépasser les problèmes qui relèvent des seules facultés.

Enfin, j'aborde la question de M. Vittoz : peut-on collaborer au-delà des frontières ? C'est un problème capital ; et je ne crois pas qu'il y ait de réponse toute faite. Je ne citerai qu'un exemple, qui évidemment n'entre pas dans le domaine de la technologie de pointe mais qui émane de la Conférence des recteurs européens. Nous avons lancé un projet interuniversitaire sur l'histoire sociale de l'université. Ce projet, qui fait intervenir des équipes d'historiens, de sociologues et de philosophes de tous les pays d'Europe, y compris l'Europe de l'Est, vise à dégager une certaine identité de l'université à travers les âges, afin d'examiner ensuite si et dans quelle mesure les problèmes que nous avons aujourd'hui sont nouveaux ou ont toujours existé. Il s'agit donc d'étudier l'histoire de l'interaction société-université, ou encore l'évolution des rapports de l'Etat ou de l'Eglise avec les professeurs et les étudiants. C'est un exemple particulier, mais je pense qu'il intéresse directement le sort de l'université et l'évolution de la culture européenne.

M. MARCEL GUENIN : Espérons donc que ces efforts de collaboration aboutissent et qu'il n'en sorte pas seulement des expériences narcissiques de l'université se contemplant elle-même à travers les âges : et gageons que d'autres expériences, dans d'autres domaines, sont en préparation. Je cède la parole à M. Cerych.

M. LADISLAV CERYCH : Je voulais juste marquer mon désaccord avec l'affirmation de M. Sperna Weiland selon laquelle le modèle classique des universités nous suffirait aujourd'hui. Je ne crois pas qu'il suffise. Je le conçois, en théorie, mais je ne crois pas que cela soit réalisable en pratique, pour la simple raison qu'il n'est pas possible que les universités fonctionnent de la même façon lorsqu'elles recrutent 25 à 30 % du groupe d'âge — et peut-être même davantage — que lorsqu'elles n'en réunissaient que 5 à 10 %. Il y a là un changement de nature qui a des conséquences dans tous les domaines.

Mais ceci n'est peut-être pas l'objet de nos débats et je voudrais faire une autre remarque qui concerne les motivations ou les objectifs qui suscitent la

L'Europe aujourd'hui

coopération entre les universités. Je crois qu'on peut diviser ces motivations en deux catégories : d'une part, celles qui ne sont pas directement liées ^{p.126} à l'Europe en tant que culture ou création politique, d'autre part celles qui le sont.

Première catégorie, on peut parler tout d'abord de la « motivation du progrès scientifique » : on collabore avec d'autres universités européennes ou américaines parce que le progrès scientifique — celui de la connaissance — l'exige. Deuxièmement, on collabore, de plus en plus, pour mettre en commun des ressources, c'est-à-dire pour faciliter certains projets qu'une université seule — que ce soit dans le domaine de la recherche ou de la formation — ne pourrait pas concevoir. Et troisièmement, la coopération entre les universités est, je crois — et c'est très important —, une source d'innovations : on a déjà dit que les universités sont des institutions qui changent très difficilement ; or, l'expérience montre que la collaboration contribue au changement et le facilite. Du reste, toutes les activités des grandes organisations internationales — qu'il s'agisse du Conseil de l'Europe, de la Communauté européenne, de l'OCDE ou de l'UNESCO — fonctionnent plus ou moins sur ce mode de collaboration et l'envisagent comme un instrument de changement, d'apprentissage et d'innovation.

Deuxième catégorie de motivations, celles qui sont liées à la constitution de l'Europe. Il y a en premier lieu, la résolution de problèmes communs à tous les pays d'Europe : nous avons des problèmes d'environnement, des problèmes d'énergie ou des problèmes de chômage, et la collaboration entre universités est essentielle dans le domaine de la recherche comme dans celui de la formation pour faciliter la résolution de ces problèmes en tant que tels. Deuxièmement, il y a les études sur la culture européenne, sur le fonctionnement des institutions européennes, etc. Troisièmement, il y a un élément qui, je crois, a été mentionné par M. Vittoz : le problème régional. Une collaboration intense devrait pouvoir se développer entre les universités européennes qui appartiennent à la même région-charnière, c'est-à-dire à une région qui se situe à la limite de deux ou trois pays européens. Bâle, Mulhouse et Fribourg-en-Brigau, ou Genève, Grenoble et peut-être Besançon, sont certainement des cas où une telle collaboration peut avoir des effets très bénéfiques, à la fois pour les régions au niveau des résultats — et pour les universités — au niveau d'une division rationnelle du travail.

L'Europe aujourd'hui

Je voudrais aussi faire référence à la motivation qu'a soulignée hier M. Morin, lorsqu'il a parlé de la nécessité de développer une nouvelle élite cosmopolite européenne, un peu à l'image de la *Mitteleuropa* de la Vienne du début du siècle, du Berlin de la République de Weimar, ou de Paris à d'autres moments de l'histoire. Par la mobilité et par les échanges qu'elles établissent, ce sont peut-être les institutions universitaires qui peuvent contribuer, mieux que toutes autres, à la création et au développement de telles élites.

Pour terminer, je ferai une dernière remarque sur les approches ou les instruments qui facilitent la collaboration entre les universités. Là aussi, je crois qu'on peut les diviser en deux catégories.

p.127 D'abord, il y a les grands accords internationaux, du type des trois conventions du Conseil de l'Europe, qui facilitent la mobilité et les échanges par des accords sur la reconnaissance des diplômes, des périodes d'études, et ainsi de suite. Or, comme l'a dit Mlle Browning, l'effet quantitatif de ces mesures est jusqu'à maintenant très limité. Il n'y a pas plus de 0,5 à 1 % d'étudiants de la Communauté — neuf pays sans la Grèce — qui étudient dans un autre pays de la Communauté.

Ensuite, il y a les accords que les universités établissent entre elles sans passer par les gouvernements. Aujourd'hui, dans le cadre de ces premiers accords universitaires, il y a environ 500 universités européennes qui sont liées avec d'autres universités par des accords soit bilatéraux, soit trilatéraux et parfois quadrilatéraux. C'est donc un réseau qui est déjà développé, qui a besoin sans aucun doute d'être renforcé et dont on ignore souvent l'importance.

Dernier point : je crois que l'objectif du nouveau plan de la Communauté européenne, appelé COMETT, essaie justement d'introduire la possibilité dont parlait M. Vittoz, c'est-à-dire la possibilité pour une université de collaborer avec l'industrie ou l'entreprise industrielle dans un autre pays.

M. MARIANO PEÑALVER SIMÓ : Je voudrais reprendre la question de l'université au service de la société, qui ne me paraît pas relever d'une discussion purement spéculative.

« L'université est au service de la société ! » Si cette phrase sort de la bouche d'un ministre, d'un politicien ou d'un entrepreneur, je crois qu'il faut

L'Europe aujourd'hui

réellement se méfier, car cela sous-entend, soit que c'est lui qui définit la fonction de l'université, soit qu'il se réfère à la façon de vendre des marchandises. Le problème, en ces termes, est mal posé. Par contre, si l'on sous-entend par là que l'université est elle-même société, alors je crois que la phrase est correcte. La société n'est pas autour de l'université. Elle n'est pas le gouvernement, l'entreprise ou le syndicat. Elle est l'université même — du moins lorsqu'elle vit avec son temps. L'université doit apprendre à vivre dans la société actuelle et c'est seulement dans ces conditions que la société peut définir quelles sont ses fonctions. Autrement, le problème est mal posé : on dirait que l'université est une parenthèse, une sorte d'institution archéologique qui est sans doute très prestigieuse mais qui est dépendante de gens extérieurs qui, eux, sont dans l'actualité et décident de ce qu'elle doit faire ou ne pas faire ! Je ne le crois pas : l'université n'est pas un outil, c'est une institution ; c'est une société et elle est constituée de personnes qui vivent elles-mêmes dans l'actualité.

Mais le problème n'est pas seulement abstrait ; car si l'université est au service de la société, elle est aussi au service de l'Europe. Je pense que c'est la même chose. Ce n'est pas l'Europe ou la Communauté européenne qui doit dire à l'université ce qu'elle doit faire ; c'est l'université elle-même qui doit se sentir européenne — si elle l'est — et définir alors le contenu des fonctions qu'elle va développer.

Aujourd'hui, je crois qu'il est essentiel de trouver une forme fonctionnelle de collaboration entre l'université et l'Europe. En effet, je pense ^{p.128} personnellement qu'un des risques de la mutation culturelle que nous vivons actuellement réside dans la normalisation et l'homogénéisation ; et je crois que c'est l'université, c'est-à-dire les intellectuels, les scientifiques et les gens de savoir qui doivent avoir la lucidité suffisante et les connaissances nécessaires pour lutter contre cette homogénéisation et promouvoir l'hétérogénéité et la différence, qui font l'entité de l'Europe.

Autrement dit, je crois que l'Europe doit donner, à travers l'université, ce supplément de différence qu'il nous faut actuellement retrouver pour que tout le monde ne sombre pas dans l'uniformité.

M. JOHN ROBERTS : M. Serna Weiland a suggéré que l'on pouvait éprouver

L'Europe aujourd'hui

une sorte de nostalgie pour une université qui avait des vues beaucoup mieux définies et plus limitées que maintenant. Je crois que ces limites sont à désirer, mais il est trop tard : elles sont perdues. Et comme la virginité, c'est un peu difficile à retrouver.

Ce problème apparaît de façon particulièrement évidente dans la recherche fondamentale : dans certaines disciplines, il y a des frontières floues que l'on ne peut pas tracer avec précision entre l'application et la science fondamentale — la médecine, la génétique. De plus, il y a une question de moyens. L'industrie étant aujourd'hui la seule grande source de moyens pour l'université, celle-ci est de plus en plus dépendante de moyens privés, ce qui brouille encore un peu plus les frontières entre la recherche fondamentale, l'enseignement et la recherche appliquée. Par exemple, plus de 20 % du budget de l'Université de Southampton, que j'ai quittée il y a quelques semaines, est financé par des moyens venant de l'industrie, de la coopération ou de contrats privés.

Par ailleurs, mon ami Cerych a mentionné, avec insistance, le pouvoir conservateur des universités et leur résistance aux changements. Et de fait, on ne peut pas être engagé dans le gouvernement ou dans l'université sans être conscient de ces obstacles à toute modification. Cependant, si on regarde l'évolution des universités à long terme, on est aussi frappé par les pouvoirs immenses de changement et d'adaptation dont elles sont capables. Je suis maintenant à la tête d'une institution qui a été fondée il y a sept siècles et qui a beaucoup changé, les bouleversements les plus récents s'étant imposés à deux grandes époques créatrices : le XIX^e siècle et les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, le changement d'échelle a suscité des mutations intérieures très importantes et radicales. D'un côté, les universités se sont donc adaptées à ces grandes évolutions ; mais de l'autre, certaines institutions ont continué à vivre leur vie caractéristique et à développer les grands courants de leurs activités d'il y a cinquante ans.

Je ne veux pas être trop pessimiste sur les possibilités d'adaptation des universités aux nouvelles tâches, mais je crois que l'on doit procéder avec un peu de scepticisme.

M. JAN SPERNA WEILAND : D'abord je suis heureux de l'accord de M. Peñalver Simó avec mes idées sur les tâches essentielles de l'université, et je

L'Europe aujourd'hui

crois qu'il faudrait réfléchir sur le p.129 modèle de la relation entre l'université et la société. Je ne voudrais pas le faire à présent car ce serait une discussion très intéressante mais très philosophique.

Ensuite, j'aimerais répondre à M. Cerych. Il a dit que nous avons besoin d'un modèle nouveau de l'université et que le modèle classique de l'inter-action de la formation et de la recherche ne suffisait plus. Je ne nie pas que les développements de l'université de masse ont énormément compliqué la situation, mais je voudrais nier qu'il y a un changement de nature. Nous n'avons pas besoin, à mon avis, de modèle nouveau : nous n'avons besoin que de techniques nouvelles, ou peut-être d'institutions nouvelles comme l'université à distance. Mais nous n'avons pas besoin d'objectifs ou de modèles nouveaux.

Mais, pour revenir maintenant à l'intervention de M. Roberts, ce que je dis là n'implique aucune nostalgie. Je sais, et je reconnais, qu'il est difficile de séparer rigoureusement recherche fondamentale et recherche appliquée. Il y a une détermination réciproque : la recherche fondamentale détermine les applications possibles, et les applications effectuées orientent la recherche fondamentale. Vous avez tout à fait raison. Et vous avez toujours raison quand vous dites que les moyens de la recherche universitaire sont aujourd'hui dépendants de l'industrie. C'est vrai. La seule chose que je voudrais maintenir, c'est que les universités doivent refuser de se commercialiser, de devenir des entreprises et de ne faire que les choses que l'on pense utiles. Même dans cette situation elles doivent refuser de se vendre — et j'ai le soupçon, au moins aux Pays-Bas, que certaines universités se commercialisent un peu trop.

Enfin, je voudrais revenir sur ce que M. Cerych a dit des rapports entre les universités et l'Europe : je suis parfaitement d'accord avec lui. Je n'ajouterai qu'une chose : je pense qu'il faudrait intensifier les communications avec les universités, les professeurs et les étudiants de l'Europe de l'Est. M. Cerych a parlé de tout ce qu'on peut faire au sein des Communautés européennes, mais il y a une Europe en dehors des Communautés. Et je crois que les universités doivent ne pas se résigner à la situation actuelle qui divise l'Europe en deux de façon arbitraire.

M. BERNARD VITTOZ : M. Peñalver Simó, vous avez dit que l'université ne devait pas être au service de la société parce qu'elle était société elle-même.

L'Europe aujourd'hui

Personnellement, je pense que si une personne ou une institution — et l'université est bien une institution — est au service d'une autre, elle n'est pas obligée de recevoir ou d'accepter les ordres de la personne qu'elle sert. L'université, quoi qu'on fasse, est au service de la collectivité que celle-ci soit une collectivité régionale, nationale ou scientifique.

Par ailleurs, je suis tout à fait d'accord avec MM. Sperna Weiland et Cerych qui disent que le modèle de l'université reste convenable pour les tâches actuelles. Mais quand j'ai parlé, tout à l'heure, du retard qu'avaient pris, et que pouvaient prendre encore les universités dans certains domaines à cause de ces transferts qui s'effectuent vers les grandes entreprises, je me situais dans une optique absolument inverse, qui ne visait pas le rôle de ^{p.130} l'Europe pour les universités mais plutôt celui de l'université pour l'Europe. Et là, on l'a déjà dit, il y a un défi considérable qui est lancé notamment par les Etats-Unis et le Japon, je me permets de le rappeler car je pense que si l'Europe ne relève pas ce défi, elle risque fort, dans cinquante ou cent ans, de ne plus avoir d'universités dignes de ce nom. Il restera, peut-être, des facultés de théologie ou de philosophie, mais les sciences naturelles et les sciences techniques risquent de disparaître de nos institutions.

Voilà pourquoi les universités ont à mon avis un rôle très important à jouer pour l'Europe.

M. LADISLAV CERYCH : C'est certain ; et je crois que ce rôle que peuvent jouer les universités en faveur de l'Europe concerne directement l'évolution des nouvelles technologies.

On sait que les universités n'ont joué pratiquement aucun rôle dans la première révolution industrielle ; en sera-t-il de même pour la troisième ou la quatrième révolution industrielle, c'est-à-dire pour celle de l'informatique ? Cela dépendra justement de leur engagement dans l'action, dans la recherche et dans l'interprétation des faits concernant l'informatisation de la société. Il est évident que les universités font déjà de la recherche dans le domaine de l'informatique, dans le domaine de l'intelligence artificielle et ainsi de suite. Mais il s'agit assurément de beaucoup plus. Les universités seront-elles à l'avenir les sujets de cette révolution, ou sauront-elles jouer un rôle dans sa maîtrise ? Dépendront-elles de réseaux d'information créés et gérés par les autres, ou

L'Europe aujourd'hui

auront-elles un rôle essentiel dans la création et dans la gestion de ces nouveaux réseaux d'information ?

En d'autres termes, il ne s'agit pas seulement de l'informatisation des bibliothèques, de la rationalisation de la gestion de l'université ou de l'utilisation des ordinateurs dans l'enseignement — même si tout cela est très important et doit être encore développé : il s'agit aussi de la compréhension de ce processus d'informatisation de la société dont on parle tant et que nous vivons tous et toutes.

Ce processus n'est pas seulement une affaire de technologie. Loin de là. Il n'y a pas de déterminisme technologique, d'autres l'ont dit. Ce processus est le résultat d'une interaction complexe entre technologie et société — interaction que nous comprenons actuellement très mal. Nous n'y réagissons que par à-coups ; et je crois que la fonction européenne de l'université d'aujourd'hui, ce n'est rien d'autre que la maîtrise de ces interactions, qui n'est possible que si leur étude ne se limite pas seulement à vanter les potentialités qu'elles possèdent mais également à déceler leurs effets pervers. Voilà, je crois, le défi.

C'est un problème interdisciplinaire par excellence et c'est pourquoi l'université est sans doute l'institution la mieux placée pour relever un tel défi.

Mlle ALISON BROWNING : Il me semble que c'est une chose de parler de collaboration institutionnelle, mais que c'en est une autre d'être professeur devant ses étudiants. Dès lors, j'aimerais revenir ^{p.131} à la question que j'ai posée dans mon exposé : comment enseigner l'Europe ? Et est-ce vraiment la tâche de l'université ? C'est une question que je crois essentielle pour nos débats.

M. JOHN ROBERTS : Je crois que comme historien, je connais des méthodes. Mais je crois que c'est précisément parce que je suis historien. Peut-être est-ce la même chose pour mes collègues des sciences humaines ; mais je crains qu'il n'en soit pas de même dans les disciplines qui appartiennent aux sciences naturelles ou à la technologie. Certes, les spécialistes de chimie ou de physique parlent avec d'autres spécialistes de leur discipline dans d'autres universités, mais je ne crois pas qu'ils parlent avec leurs collègues lettrés, historiens ou philosophes dans leur propre université. Il y a une sorte de désintégration qui

L'Europe aujourd'hui

touche la nature même de la communauté académique et qui est impliquée par le fait que la loyauté intellectuelle et culturelle de beaucoup de mes collègues n'est pas dirigée vers l'université, mais vers leur discipline. C'est là une tendance profonde qui milite contre le sens d'une communauté universitaire, et sans doute aussi contre le sens d'une conscience européenne.

M. MARCEL GUENIN : Vous avez pu remarquer que dans la plus pure tradition académique, les différentes personnes qui se sont exprimées autour de cette table ont eu des avis qui n'étaient pas toujours les mêmes ou qui divergeaient souvent. Je crois qu'après tout, c'est une vieille habitude en Europe, et cela fait peut-être aussi notre richesse. En reprenant quelques-uns des points qui ont été soulevés par l'un ou l'autre des orateurs, je me permettrai de proposer, à ma manière, quelques points de conclusion. Quelle que soit la mission que l'on attribue à l'université dans l'Europe d'aujourd'hui ou de demain, il est clair qu'un rôle important lui sera dévolu ; et je pense qu'on pourra mesurer la volonté politique de développer la recherche de connaissances nouvelles et le rayonnement culturel de notre civilisation européenne à la façon dont les gouvernements s'engageront pour un développement de l'activité universitaire en Europe.

En disant cela, je ne pense pas seulement aux moyens financiers. Certes ceux-ci sont extrêmement importants. Mais ils ne sont pas la seule source de difficultés aujourd'hui. Plusieurs orateurs ont mentionné les problèmes de prise de décision qui, je crois, handicapent beaucoup plus le développement de la science, de la culture et des échanges en Europe que les simples problèmes matériels. Nous devons éviter la paralysie et lever l'inertie qui pèse parfois lourdement sur nos systèmes décisionnels. Et là encore, plusieurs participants l'ont bien précisé, il ne doit pas y avoir de solution unique ou de modèle uniforme en Europe : plutôt que de vouloir tout organiser à grande échelle et tout coordonner à la perfection, pourquoi ne pas laisser l'initiative aux universités elles-mêmes ? Pourquoi le pouvoir politique ne s'ingénierait-il pas à simplifier les structures mêmes de l'université en lui laissant plus d'autonomie et de pouvoir de décision ?

Personnellement, je crois beaucoup plus à une forme de concurrence ou de compétition entre universités qu'à une forme de coordination, p.132 d'uniformisation ou de rationalisation qui serait assurée par un comité national ou supranational.

L'Europe aujourd'hui

De cette manière nous pourrions non seulement respecter le particularisme de chaque région et de chaque université, mais aussi ne pas oublier que ce sont des personnes qui font la recherche et l'enseignement, et que ce n'est que lorsque le cadre permet à ces personnes de s'épanouir qu'elles donnent le meilleur d'elles-mêmes.

@

RÉTROSPECTIVE ET VUES D'AVENIR ¹

TABLE RONDE

par Jean STAROBINSKI

@

1. Des premières Rencontres Internationales aux trentièmes, 1946-1985

Denis de Rougemont ², avec qui je me suis entretenu par téléphone, m'a prié de vous dire combien il regrettait que des motifs de santé très contraignants l'empêchent d'être présent ce soir comme il l'aurait souhaité.

Je le regrette d'autant plus que sa conférence du 8 septembre 1946, qui coïncidait avec son quarantième anniversaire, constituait le début d'une période de trente-neuf ans entièrement consacrée à l'Europe. Lui seul eût pu parler du Centre européen de la culture en cette occasion. En son absence, je me bornerai à tenter de mener à bien une partie de son projet : rappeler à grands traits ses affirmations de 1946, et citer quelques-unes des réactions qu'elles suscitèrent.

Le texte de cette conférence ³, pour le lecteur d'aujourd'hui, n'a rien perdu de sa force initiale. C'est une *communication* au plein sens du terme : « On m'a prié de vous parler ce soir d'une Europe à laquelle je reviens après six ans d'absence, et certains événements. » p.134 Son approche est la plus directe qui soit : frontale. Sans esquive. D'une intelligence qui perçoit la complexité des choses, mais qui sait aller au simple, au fondamental, et qui trouve, sans tâtonnement, les mots adéquats et rapides pour le dire. Rougemont porte toute son attention à l'éthique. Ce qui implique le souci d'un dire efficace. Rien pour l'ornement. D'où la phrase concise, tendue, d'un rythme sûr, qui mobilise la pensée. D'où aussi cette accentuation du trait, qui met en évidence ce qui importe, et qui aboutit à des formules décisives, qui rassemblent toute une argumentation.

¹ Le 18 septembre 1985.

² Denis de Rougemont étant décédé le 6 décembre 1985, l'exposé de J. Starobinski prend valeur d'éloge funèbre.

³ [cf. [Tome I des RIG](#)].

L'Europe aujourd'hui

Mon résumé ne saurait restituer toute l'énergie de cette conférence, tout ce que ses auditeurs d'alors y ont perçu de provocation et d'encouragement. Je resterai donc résolument *en deçà*, en rappelant les thèses principales. Pour qui la retrouve, après une longue absence, l'Europe de 1946 a « mauvaise mine ». Hitler a perdu la guerre. Mais ses principes sont-ils vraiment vaincus ? N'ont-ils pas triomphé en nous ? Il nous laisse pour héritage : « la rage antichrétienne, la rage antisémite, la rage nationaliste et policière, la négation du droit et des droits de la personne, une conception de l'homme réduit au partisan, une technique du mensonge et de la délation, les élites asservies à la louange du chef, la politisation totale de l'existence ». C'en est fait, semble-t-il, de la dimension religieuse de l'existence. « Les masses comme les élites échappent aux Eglises. » Mais cet affranchissement a été le signal de nouvelles servitudes : « Le fanatisme d'aujourd'hui n'est plus religieux, mais politique. L'idée de « la fin justifie les moyens » n'est plus jésuite, mais léniniste, mais fasciste. » Le fascisme est vaincu, mais Rougemont voit le lever de nouveaux « conformismes ». Je crois nécessaire d'insister sur ce passage de sa conférence. Car, à notre regard rétrospectif, il apparaît d'une tranquille lucidité, alors qu'à l'époque il allait à contre-courant des illusions dont Sartre et les écrivains des *Temps Modernes* étaient à la fois les victimes et les propagateurs. A lire ces phrases de 1946, on s'explique un peu mieux les attaques dont Rougemont n'a pas tardé à faire l'objet :

Dans telles grandes capitales d'Europe, on voit des écrivains et des savants donner des gages d'apparente loyauté au parti le plus menaçant, comme autrefois Descartes en donnait à l'Eglise, afin de s'éviter, disent-ils, les pires ennuis. Si ces abus vous font p.₁₃₅ élever la voix, partout l'on vous chuchote un conseil de prudence. [...] Mais ces lâchetés intellectuelles se parent des noms d'amour du peuple, de discipline révolutionnaire, d'antifascisme, en sorte qu'à les dénoncer, au seul nom de la bonne foi ou de la véracité, on prend l'air d'attaquer la cause des prolétaires, et tout essai de critique libre se voit taxer de réaction. (*L'Esprit européen*, p. 145-146)

Mais la critique de Rougemont n'est pas moins âpre contre les retours du nationalisme. Et l'on voit se mettre en place, de façon encore schématique, la critique des Etats-nations, qui prendra plus d'ampleur dans les écrits ultérieurs ; au passage, notons encore une phrase qui a valu à Rougemont passablement d'inimitiés outre-Jura : « Un pays qui ne peut pas vêtir ses déportés trouve

L'Europe aujourd'hui

encore le moyen de faire des uniformes et discute la couleur des parements, cependant que la bombe atomique, à Bikini, vient de changer en une seconde la couleur même de l'océan » (p. 147). Attaquant ensuite « la liberté du capital », Rougemont complète la sombre peinture du présent, et achève de se rendre lui-même, dans son franc parler, insituable dans les catégories préfabriquées de la gauche et de la droite.

Rougemont avait été l'un des tout premiers, sinon même le premier, avant 1939, à parler de l'*engagement* des intellectuels. Il assiste à la caricature de l'idée qu'il avait défendue :

Devant cette impuissance pratique à inscrire leurs pensées dans des actes, beaucoup d'intellectuels s'inscrivent dans un parti et c'est là ce qu'ils appellent s'engager. Mais c'est en fait, pour la plupart d'entre eux, une démission de la pensée, un alibi. Pour qu'une pensée soit efficace et douée d'une vertu agissante, il ne suffit pas que le penseur s'achète une étiquette ou un insigne.

Ce premier regard sur l'état de l'Europe aboutit à une amère conclusion : « Et nous restons là avec l'héritage d'une défaite, notre conscience inquiète et fatiguée, notre scepticisme lucide... » (p. 147-148).

Mais ce n'est là qu'une conclusion provisoire. Il faut porter plus loin son regard. Dans la seconde partie de sa conférence, Rougemont examine la situation présente de l'Europe à l'échelle des nouveaux rapports de force qui se sont établis dans le monde. Il faut bien constater qu'entre l'Amérique et la Russie, l'Europe avec ses nations désunies, a cessé de compter comme puissance ^{p.136} politico-militaire. La voici « physiquement resserrée entre deux grands empires dont les ombres immenses s'affrontent au-dessus d'elle ». Non seulement la force l'a désertée, mais ses mythes et ses idéaux ont été repris en charge par les empires qui se partagent le monde :

Notre rêve du progrès [...] semble avoir évacué l'Europe pour émigrer vers l'Amérique et la Russie. C'est une notion qui s'étiolle chez nous d'autant plus vite qu'elle grandit mieux ailleurs, chez les voisins où elle s'est transplantée. [...] Voici que l'Amérique et la Russie viennent de lui ravir coup sur coup les *machines* et les *capitaux*, les *idéaux contagieux* et les *armes*, le *grand commerce* et jusqu'à la *curiosité* de la planète ! (p. 149-150)

La démesure avec laquelle se développent, hors d'Europe, les idées et les

L'Europe aujourd'hui

techniques inventées par l'Europe aident à prendre conscience de ce que fut, de ce que peut être encore l'esprit européen. Et c'est à partir de là — et sur la sombre toile de fond des ruines présentes — que peuvent être évaluées les chances qui restent à l'Europe. Rien donc, chez Rougemont, d'un européocentrisme, puisque c'est seulement à partir de la considération des autres cultures, et après une sévère autocritique, que l'on aperçoit avec netteté « cet état de complexité, d'intrications et de contradictions », lequel « définit l'équilibre humain qu'on nomme Europe ». Il arrivera plus tard à Rougemont de dire que c'est pour être sorti de l'Europe, et pour l'avoir vue comme elle apparaissait, de loin, aux Américains, qu'il en a perçu l'unité.

Remarquons, en ce point, la volte de l'espoir. Dans cette conférence, Rougemont avait commencé par porter le jugement le plus désabusé, comme si tout était perdu. Mais dans le péril, un dernier secours peut survenir : un secours qui ne serait rien d'autre que la résolution de ne pas accepter le pire, et de faire face au péril. Ce n'est pas un artifice de rhétorique. Le personnalisme de Rougemont n'est jamais plus affirmatif que lorsqu'il peut prendre appui sur un *non* qu'il oppose à l'inacceptable, et lorsqu'en vue du but qu'il se donne, il n'a pour lui rien d'autre que les forces que lui donne sa foi. L'argumentation de Rougemont — une fois les constats établis — repart sur une question : si l'Europe était « américanisée », ou « soviétisée », si elle devenait « un musée ou une colonie », « qu'y perdrait le monde ? Qu'y perdraient nos enfants ? » La réponse ^{p.137} « tient dans un très petit mot, vague et poignant : c'est le mot « âme ».

Récusant par avance tout nationalisme paneuropéen, Rougemont définit l'homme européen. Et nous le verrons mettre en place, pour les articuler, deux des concepts fondamentaux de sa pensée : la personne, le fédéralisme :

A l'origine de la religion, de la culture et de la morale européenne, il y a *l'idée de la contradiction, du déchirement fécond, du conflit créateur*. [...] L'homme typiquement européen[,] c'est *l'homme de la contradiction*, l'homme *dialectique* par excellence. [...] Cet homme de la contradiction (s'il la domine en création) c'est celui que j'appelle la *personne*. Et ces institutions à sa mesure, à hauteur d'homme, traduisant dans la vie de la culture, comme dans les structures politiques, les mêmes tensions fondamentales, je les nommerai : *fédéralistes*. (p. 153, 155, 156)

L'Europe aujourd'hui

Face au présent, Rougemont énonce les tâches les plus urgentes : « empêcher à tout prix la guerre » ; échapper aux tentations de la violence, et, pour cela, éviter la « déviation vers l'anarchie » aussi bien que la « déviation collectiviste ». Maintenir une « vigilance ardente autour de cette notion centrale de la personne » ; et en même temps inventer des « structures politiques du type fédéraliste, seules créatrices de paix et seules capables de sauvegarder la liberté dans l'ordre ». Telle est la vocation qu'il faudrait savoir accepter. Dès lors, des raisons d'espérer peuvent s'affirmer. L'Europe doit pouvoir compter, tout ensemble, sur sa foi et sur son esprit critique. Des crises peuvent survenir dans les « deux empires du succès ». Qui sait si l'Europe ne redeviendrait pas, si elle y met le prix, un exemple pour le reste du monde ? Car ce qu'il lui reste à entreprendre compte autant pour le monde que pour elle-même. « Il n'y a de Fédération européenne imaginable *qu'en vue* d'une fédération mondiale. » Pareille affirmation, avant d'être un programme d'action, est un postulat de la raison — un de ces postulats qui vont droit au but lointain, pour que s'inventent et s'ajustent les moyens, et les efforts au fil des jours, dans la réalité quotidienne.

On trouvera, dans le volume des Rencontres Internationales de 1946, l'essentiel du débat qui a fait suite à la conférence de Denis de Rougemont. Débat épars au fil d'une discussion où devaient s'affronter Jaspers et Lukacs.

p.138 Il vaut la peine de relever quelques-uns des échos immédiats survenus en France. La revue *La Nef* (dirigée par Lucie Faure et Maurice Druon) a consacré une partie de son numéro d'octobre 1946 à de larges extraits des Rencontres Internationales. Cette publication ne passa pas inaperçue. En novembre et décembre 1946, à l'occasion de la première Conférence générale de l'Unesco, une série de conférences publiques a lieu à Paris ; organisées par Stephen Spender (qui avait été l'un des orateurs de Genève), ces conférences paraissent aux Editions de la revue *Fontaine* au début de 1947.

Denis de Rougemont, en lisant la conférence d'André Malraux sur « L'homme et la culture artistique » (4 novembre 1946), pouvait y trouver, sur des points essentiels, une singulière convergence avec les propos qu'il avait tenus à Genève.

On lit chez Rougemont, qui souligne :

L'Europe aujourd'hui

Ce sont eux [les empires extra-européens] qui ont repris en charge le progrès et la foi au progrès. (*L'Esprit européen*, 1947, p. 148)

Et Malraux déclare :

L'optimisme, la foi dans le progrès sont des valeurs américaines et russes plus qu'européennes. (*Les Conférences de l'Unesco*, 1947, p. 87)

Rougemont encore :

Pour nous, la vie résulte d'un conflit permanent, et son but n'est pas le bonheur, mais la conscience plus aiguë, la découverte d'un sens, d'une signification, fût-ce dans le malheur de la passion [...]. [Nous visons] à la conscience à *n'importe quel prix*. (*L'Esprit européen*, p. 154)

A quoi Malraux fait écho :

La première valeur européenne, c'est la volonté de conscience [...]. Il y a un humanisme possible, mais il faut bien nous dire, et clairement, que c'est un humanisme tragique. Nous sommes en face d'un monde inconnu ; nous l'affrontons avec conscience [...]. (*Les Conférences de l'Unesco*, 1947, p. 87)

L'*humanisme tragique* de Malraux correspond à l'*agonie permanente* dont Rougemont avait fait « la condition de l'homme européen, la source vive de sa grandeur et de sa spiritualité » (*L'Esprit* p.139 *européen*, p. 157). Soucieux d'inscrire une psychologie de l'art dans une large vision du monde et de l'histoire, Malraux se trouvait au diapason de Rougemont, au moment où celui-ci allait s'engager dans son « aventure européenne ». Jaspers, dans sa conférence de Genève, s'exprimait dans des termes assez semblables : « L'Européen va à travers le désespoir vers une confiance ressuscitée, à travers le nihilisme vers une conscience de soi fondée [...] » (*L'Esprit européen*, p. 300).

En poursuivant sa lecture des *Conférences de l'Unesco*, Rougemont allait rencontrer un nouvel écho : la conférence de Louis Aragon, du 28 novembre 1946, intitulée « Les élites contre la culture ». La conférence d'Aragon comportait une attaque en règle contre plusieurs des orateurs des Rencontres Internationales. Il ne s'était pas privé, d'abord, de s'en prendre à André Malraux, et à son emploi du concept de culture « pour lancer la baudruche de l'homme occidental ». Puis, continuant d'attaquer les « rêveries européennes », il dénonce les Rencontres de Genève et se scandalise d'y voir figurer un Allemand, il vaut la peine de citer :

L'Europe aujourd'hui

C'est à Genève, à peine à un peu plus d'un an après la prise de Berlin quand les chefs nazis n'étaient pas encore pendus que se sont déroulées les premières conversations intellectuelles, je veux dire entre messieurs irresponsables choisis on ne sait trop par qui dans plusieurs pays dont la France, en vue de rechercher en commun à définir l'esprit européen [...] Déjà un fait est acquis, la participation d'un Allemand, le philosophe Jaspers, à ces travaux, où il n'y avait pas de Russe, la collaboration d'un Allemand à cette définition de l'Europe. (*Les Conférences de l'Unesco*, p. 99)

Les insultes qui suivent, à l'adresse de Jaspers, laissent parfaitement voir qu'Aragon n'était en rien embarrassé par sa totale ignorance de l'attitude personnelle de Jaspers sous le régime nazi. Comme il n'était en rien embarrassé, non plus, par l'omission, sans doute délibérée, du nom de Lukacs, qui venait de passer plusieurs années en Russie, et que l'on pouvait considérer comme le meilleur porte-parole de la pensée marxiste. (Ajoutons qu'un Soviétique résidant à Genève, Vladimir Sokoline, avait pris longuement la parole lors d'un entretien, comme l'eût fait un représentant « autorisé » de son pays. Son intervention ne figure pas parmi les extraits ^{p.140} publiés par *La Nef*, mais se trouve dans *L'Esprit européen*, aux pages 338-342.)

Après les attaques dirigées contre Jaspers, vient le tour de Rougemont, désigné d'abord à travers une longue périphrase où s'accumulent les contrevérités :

Au cours de ces conversations, un écrivain qui n'a jamais cessé au temps de Vichy d'être publié en France et qui a un passeport suisse a trouvé au milieu de divers propos plus européens les uns que les autres, le moyen, décrivant les maladies de l'Europe à l'heure qu'il est, de mettre sur le même pied trois de ces maladies : la résistance européenne, l'antisémitisme, et le nationalisme. (*Les Conférences de l'Unesco*, p. 100)

Je ne procéderai pas à toutes les rectifications qui devraient être faites documents en main, notamment sur les auteurs publiés en France au temps de Vichy. Je n'ai pas connaissance d'un livre que Rougemont aurait publié après la bataille de 1940. Mais Rougemont a-t-il vraiment mis « la résistance européenne » au nombre des maladies qu'il constatait ? Lisons plutôt :

La Résistance européenne, admirable sursaut d'une liberté blessée qui se défendait, mais aussi d'un espoir exigeant qui attaquait, est en train

L'Europe aujourd'hui

d'avorter sous nos yeux, et pas un résistant ne me contredira. Des habitudes prises dans la lutte clandestine, ce sont les pires qui se perpétuent, non les meilleures : le mensonge et non pas le témoignage au risque de sa vie ; le marché noir et non l'entraide communautaire ; la dénonciation partisane, non pas le régime d'union sacrée. Autant de succès remportés par l'esprit du vaincu sur celui des vainqueurs. (*L'Esprit européen*, p. 146)

Je renonce à citer tout le texte d'Aragon, bien que sa défense du nationalisme soit très révélatrice des nouvelles consignes politiques dont Aragon était l'exécutant empressé... Après une attaque contre Bernanos (qui s'était imprudemment avisé de souligner le caractère « slave » des Prussiens), Aragon apostrophait son public pour donner le coup de grâce aux Rencontres de Genève : « Mesdames et Messieurs, je vous le demande, à qui avons-nous affaire ? A des hommes de culture, à des intellectuels, ou aux pensionnaires d'un asile d'aliénés ? Voilà donc à quoi sert le bavardage de l'Europe. » Le ton est déjà celui du rapport Jdanov. Mais le public parisien donnait des signes d'impatience, puisqu'une note accompagnant la dernière phrase indique : « Voix dans le public : Le sujet, le sujet — Quel est le titre de la conférence ? »

p.141 Denis de Rougemont a songé à répondre, mais il tenait à le faire dans la revue *Fontaine*, qui avait publié les *Conférences de l'Unesco*. Malchance ! Peu après cette publication, la revue avait cessé de paraître. Rougemont avait déjà préparé quelques projectiles de contre-attaque, dont il n'a pas fait usage. Entre autres cette phrase, qui avait enchanté André Gide, et qui rendait à Aragon la monnaie de sa pièce en fait de périphrase : « Cet auteur, qui a perdu son prénom, et qui pressent que le reste suivra, écrit déjà comme une lettre anonyme. » Rougemont, qui avait tous les dons de style nécessaires au pamphlétaire (vivacité du verbe, sentences dévastatrices, sens de la « touche » aiguë), n'avait pas le goût de la polémique. Il avait mieux à faire. Son franc-parler, son courage de non-conformiste (qui le rendaient, je l'ai dit, insituable sur le trop fameux « échiquier politique ») lui ont valu bien des méprises et des attaques injustes. Il n'a riposté qu'aux plus scandaleuses, bien persuadé que — sauf la toujours probable catastrophe de l'esprit — l'histoire remettrait toutes choses à leur place. *Veritas filia temporis*.

L'Europe aujourd'hui

2. Le débat Jaspers-Lukacs

Georg Lukacs a présenté sa conférence le 9 septembre 1946. Karl Jaspers a prononcé la sienne à la fin des Rencontres, le 13 septembre. Ce qu'on a appelé le débat Jaspers-Lukacs est constitué par une première intervention de Jaspers lors de l'entretien du 10 septembre : cette intervention porte autant sur les conférences de Guéhenno, Jean de Salis et Denis de Rougemont que sur celle de Lukacs. Celui-ci a brièvement répliqué. A la suite d'une question que j'ai moi-même posée lors de l'entretien du 12 septembre (qui faisait suite à la conférence de Stephen Spender), Lukacs a pris longuement la parole, Jaspers lui a répondu, et Maurice Merleau-Ponty est intervenu de manière très approfondie ; puis Lucien Goldmann, à qui Jaspers a tenu à répondre pour préciser sa pensée. L'essentiel du débat s'est concentré dans cette discussion, qui a pris, par moments, un ton très intense. A la suite de la conférence de Karl Jaspers, Georg Lukacs n'est intervenu qu'une seule fois ; p.142 Jaspers (était-il présent ?) n'a pas répliqué. Le reste de la séance a été rempli par de longs exposés (Max-Pol Fouchet, Jean Guéhenno, Vladimir Sokoline, Umberto Campagnolo ¹). Mentionnons aussi une brève intervention de Hans Mayer et les paroles finales de Jean Wahl, qui auront le mérite de constituer un « discours de clôture », surplombant l'ensemble des discussions, mettant en évidence les antagonismes, et les questions non résolues. Jean Wahl, lors des Rencontres suivantes, se verra confier régulièrement le discours de clôture.

On m'a demandé d'évoquer les thèmes essentiels du débat Jaspers-Lukacs. Pour le faire, il faut que je rappelle la teneur des conférences de ces deux philosophes, quoique celle de Jaspers, importante pour la compréhension de sa pensée, n'ait pas été discutée dans l'entretien qui lui a fait suite. Le débat s'est déroulé *entre* l'exposé de Lukacs et celui de Jaspers.

Lukacs a donné lui-même un résumé de sa conférence qui parut dans le numéro spécial de *La Nef*, sous le titre « L'esprit européen devant le marxisme » :

¹ Mentionnons que l'exposé d'Umberto Campagnolo constitua le premier manifeste de la Société européenne de culture, avec laquelle les Rencontres Internationales de Genève entretiennent des rapports suivis. Son actuel président, Giuseppe Galasso, nous apporte cette année une très précieuse contribution. La personnalité d'Umberto Campagnolo et son action européenne sont rappelées ci-dessous par Mme Michelle Campagnolo-Bouvier.

L'Europe aujourd'hui

L'esprit européen après la guerre, les difficultés dans lesquelles il se débat. Désillusion qui atteint aussi bien les masses que les intellectuels.

L'importance des questions relatives à la conception du monde dans toutes les crises politiques et sociales. Toute opinion politique est déterminée par une conception du monde. La réciproque est vraie, les deux éléments ne cessant pas d'agir l'un sur l'autre.

La crise actuelle ne peut être comprise que si on la considère comme une étape, — d'ailleurs radicalement nouvelle — de la grande crise déclenchée, en dernière analyse, par la victoire de la Révolution française.

Il est impossible d'examiner cette crise à fond, du point de vue historique, à chacune de ses étapes. Pour en faire saisir au moins les moments principaux, nous choisirons quelques combinaisons de problèmes, étroitement solidaires et les traiterons séparément, bien que nous sachions qu'ils forment un tout, aussi bien dans la réalité sociale que dans la pensée philosophique.

Ces combinaisons de problèmes sont :

- la crise de la démocratie ; p.143
- la crise de l'idée de progrès ;
- la crise de la foi en la raison ;
- la crise de l'humanisme.

Le moment le plus important de la crise de la démocratie est constitué par la contradiction entre les idées purement formelles de liberté et d'égalité et le manque très réel de liberté et l'inégalité qui caractérisent la société bourgeoise issue de la Révolution française. Cette contradiction est à la base de toute notre vie économique, sociale et culturelle.

Elle provoque les attitudes politiques et philosophiques les plus diverses. Signalons en premier lieu la conception socialiste du monde née de la contradiction entre l'égalité formelle et l'inégalité sociale effective. La volonté de surmonter réellement cette inégalité est au centre de cette conception.

L'idée d'égalité a passé dans le monde par trois étapes :

1. le christianisme : les hommes sont égaux devant Dieu ;
2. la Révolution française : ils sont égaux devant la loi ;
3. le socialisme : égalité dans la vie réelle.

Les penseurs dont les idéaux ne dépassent pas ceux de la Révolution française prennent une attitude défensive. Leurs idéaux se figent et se rétrécissent. D'autre part, un nouveau type de conception réactionnaire du monde se fait jour au cours du XIXe siècle. Il ira des premières formes du

L'Europe aujourd'hui

romantisme anticapitaliste, jusqu'aux brutales théories raciales, en passant par Nietzsche. Son fondement métaphysique est l'inégalité (métaphysique, biologique, etc.) radicale des hommes. D'après cette conception, les hommes de « type supérieur » ont des droits illimités sur ceux qui appartiennent aux « types inférieurs ».

La crise de la démocratie donne naissance à une crise de l'idée de progrès. Fondement de l'idée de progrès au stade supérieur de l'évolution de l'humanité. Plus cette évolution paraît problématique, plus se cristallise, dans la pensée européenne, la tendance à nier le progrès. Pessimisme. Aristocratie spirituelle, morale et sociale.

Cette structure mentale implique un combat contre la raison considérée comme un principe ontologique, une lutte contre la principale filiation européenne de l'idée de progrès, contre la ligne qui mène de Descartes à Hegel.

Le nouveau concept de la raison chez Hegel considéré comme une première conscience de la contradiction interne de l'être social depuis la Révolution française. L'opposition, quant à la théorie de la connaissance, entre le nouveau concept de la raison de Hegel et la philosophie de l'intuition de Schelling est le premier choc entre la dialectique et l'irrationalisme, et, simultanément, entre les théories démocratiques et aristocratiques de la connaissance. Marx considéré comme celui qui a mené à chef la dialectique hégélienne.

L'irrationalisme moderne est dû au fait que la vie pose sans cesse des problèmes dialectiques que la philosophie, devenue non dialectique, ne peut que nier à moins qu'elle ne leur réponde irrationnellement.

Une telle transformation de la pensée européenne ne manque pas d'affaiblir l'humanisme jusqu'à l'impuissance pacifiste. C'est seulement au cours de ces dernières décades qu'on a pu assister à une renaissance et à un renforcement idéologique de la pensée humaniste (évolution de Romain Rolland et de Thomas Mann). p.144

Le grand tournant de la politique européenne a été l'alliance, en 1941, entre la démocratie et le socialisme contre la barbarie fasciste (rupture avec le faux dilemme : ou le fascisme, ou le bolchevisme). La paix, issue de la victoire de cette alliance, devra également reposer sur elle. Il faut donc que la nécessité de cette alliance devienne elle-même une conception du monde commune à toute l'humanité progressiste et pacifiée.

Préoccupé par la persistance du fascisme, Lukacs invite son auditoire à se

L'Europe aujourd'hui

défier des positions de repli que pourraient adopter ceux qui, ayant désavoué la philosophie officielle du nazisme (H.-S. Chamberlain, Rosenberg) persistent néanmoins dans la même attitude ; ils cherchent refuge derrière la pensée de Spengler et de Nietzsche. La cible principale, dans l'exposé de Lukacs, est l'irrationalisme, dont l'importance s'accroît chez les penseurs exprimant la crise de la bourgeoisie, à mesure que s'accroît la différence entre « liberté formelle » et « liberté concrète ». Lukacs, pour définir le marxisme, insiste sur l'intérêt prépondérant qu'il porte aux relations concrètes entre les hommes. Les doctrines et les idées résultent de situations et de besoins concrets, qu'elles reflètent. Il ne suffit pas de réfuter les idées erronées, il faut modifier les conditions sociales qui leur ont donné naissance :

Au point de vue philosophique, l'apport propre de la nouvelle interprétation et du développement du matérialisme dans la conception marxiste du monde est le suivant : la liberté et l'égalité ne sont pas de simples idées, mais des formes de vie humaine concrètes, des relations concrètes entre les hommes, entre eux et la société et, par elle, entre eux et la nature ; par suite, leur réalisation exige nécessairement que soient modifiées les conditions sociales des relations humaines. (*L'Esprit européen*, p. 169)

On le voit, Lukacs énonce les exigences qui doivent conduire à l'organisation socialiste de la société, sans nous dire si cette organisation est quelque part réalisée, et par conséquent sans porter de jugement sur ce qui n'est jamais décrit comme un état de fait. En revanche, la société libérale fait l'objet d'une critique, où prédomine une accusation qui porte sur la *réduction* de la personnalité humaine. Les modèles antiques idéalisés mettent en évidence l'incivisme de l'homme des sociétés libérales. Lukacs prend ici l'exact contre-pied de Condorcet et de Benjamin Constant, qui affirmaient qu'il était chimérique de vouloir imposer aux grands Etats modernes le ^{p.145} type de liberté des cités anciennes, où les citoyens pouvaient se rassembler sur le forum ou l'agora. L'idéal énoncé par Lukacs est celui de la réalisation plénière de l'individu : réalisation à laquelle il n'est pas difficile de conférer à crédit l'attribut du « concret », puisque, appartenant soit au passé, soit à l'avenir exigible, elle reste de l'ordre de l'espoir ou de la nostalgie, et que la vérification de sa présence effective en notre monde n'est (à en juger par les propos de Lukacs) à aucun moment exigible — sauf en ce qui regarde la « société libérale » :

L'Europe aujourd'hui

Ainsi, la conception libérale du monde se pétrifie de plus en plus, du fait que la situation économique et sociale à laquelle elle correspond devient de plus en plus irréaliste. [...]

La démocratie formelle du libéralisme transforme l'homme en une personne privée. La disparition du citoyen ne correspond pas seulement à un appauvrissement et à une déspiritualisation de la vie publique [...], mais encore à une mutilation de l'homme en tant qu'individu, que personnalité [...]. Il n'y a qu'à penser aux Anciens pour se rendre compte à quel point toutes les formes de l'individualisme moderne sont des mutilations de la personnalité humaine. (*L'Esprit européen*, p. 170-171)

On accepterait plus volontiers la sévérité de ce jugement condamnant la privatisation de l'existence et son insuffisant épanouissement en système libéral, si d'autre part « l'humanisme actif » (p. 188) que Lukacs lui oppose, était, lui aussi, jugé sur ses conséquences, et non pas préservé à l'état de pur postulat de la raison pratique, à l'abri de tout regard critique...

La conférence de Karl Jaspers construisait de vastes perspectives, selon un plan exposé dès le début :

1. Ce qu'est l'Europe.
2. Quelle est la situation de l'Europe dans le monde transformé.
3. A quoi nous pouvons tendre en nous inspirant d'une prise de conscience européenne. (*L'esprit européen*, p. 293)

Si l'on remonte à « l'axe de l'histoire universelle » (de 800 à 200 avant J.-C.) on y voit, dans les différentes civilisations, surgir les « questions suprêmes » : c'est alors que « l'homme découvre sa finitude », et que surgissent « les religions du salut ». Cette évolution s'est poursuivie parallèlement en Europe, au Moyen-Orient, en Inde et en Chine. Mais dans les quatre derniers siècles, l'Europe s'est lancée seule dans l'aventure de « la science universelle avec la technique »...

p.146 Ce qui appartient en propre à l'Europe peut se définir à partir d'un schéma fondé sur trois mots : liberté, histoire, science. « La liberté, c'est la victoire remportée sur l'arbitraire » (p. 297). Il faut ajouter que « cette victoire s'accomplit par les attaches qu'en tant qu'individus nous nous imposons dans nos rapports avec les autres. La liberté ne se réalise que dans la communauté de tous. Je ne peux être libre que dans la mesure où tous le sont. » Mais de

L'Europe aujourd'hui

surcroît, l'Europe a été et reste la terre des oppositions et des contradictions : « La vie tendue entre deux pôles opposés. La vie aux limites extrêmes » (p. 298). C'est l'occasion de passer en revue les grands conflits qui ont marqué l'histoire de l'Europe. Et Jaspers de poursuivre :

L'Europe devient infidèle à sa liberté lorsqu'elle perd ces antagonismes et s'apaise, soit en s'installant dans un ordre oublié de ses limites, soit en se portant à des extrémités qui excluent tout ordre à force de partialité, soit en se fixant sur l'un des pôles qui passe alors pour être le tout. (p. 299)

Une objection, me semble-t-il, pourrait ici se présenter : les tensions que Jaspers décrit comme fécondes (opposition de l'Eglise et de l'Etat, des nations et de l'Empire, du catholicisme et du protestantisme) n'ont jamais été acceptées par ceux qui les vivaient, comme de fructueux antagonismes. Les parties en présence émettaient chacune des prétentions irréductibles. Si la liberté a été préservée, c'est au regard des philosophes, venus après coup, et qui ont constaté que les conflits, si sanglants qu'ils aient été, ont été surmontés par l'enrichissement de la conscience historique. Je n'oserais affirmer que les guerres de religion ont été bénéfiques pour l'Europe. Et la limite me paraît difficile à tracer entre un tragique avouable, et des excès qui mettent en péril la liberté. Il n'en faut pas moins souligner, dans les propos de Jaspers, la dimension collective qu'il attribue à la liberté : « La liberté a besoin de la liberté de tous les autres » (p. 300) ; « L'homme ne pouvant être libre que si les autres hommes le sont, doit rejeter la liberté qui s'isole en évitant la communication » (p. 302). Plus loin, il le répétera : « C'est par l'individu, par chaque individu, que passe le chemin menant à l'avenir » (p. 311). Ce mouvement, toutefois, est guetté par l'échec (car « La liberté a besoin de l'achèvement du vrai » ; or « la vérité est ^{p.147} multiple », et « Ce qui se manifeste dans le temps est voué à l'échec », p. 300).

Nouvelle constatation : « La liberté fait naître le besoin de l'histoire » (p. 301), car celle-ci « est indispensable pour la conquête de la liberté » (p. 301). D'où l'inévitable rencontre de la douleur, l'approfondissement de l'angoisse qui va de pair avec notre volonté de libération dans et par l'histoire. Celle-ci d'ailleurs ne peut jamais être maîtrisée. Les visions globales et « totalisatrices » (p. 303) sont dérisoires.

La liberté, ensuite, « exige la science » (p. 303), car « Savoir rend libre » (p.

L'Europe aujourd'hui

304). Il ne faut toutefois pas compter sur un achèvement. « Car liberté, histoire, science, n'atteignent jamais leur but » (p. 305).

Dans le monde transformé, la puissance relative de l'Europe a décliné. Celle-ci se trouve dans la situation où se trouvait la Palestine antique, entre la Mésopotamie et l'Égypte, ou l'Allemagne entre l'Orient et l'Occident. Il faut vivre, désormais, « en puisant à une toute autre source qu'à celle de la puissance » (p. 307). Or l'Europe vient d'assister à l'effondrement du christianisme et à la perte de la foi. La majorité des Européens, sourds aux avertissements de Nietzsche et de Kierkegaard, ont laissé « s'accomplir une évolution qui devait aboutir aux guerres mondiales et aux effroyables manifestations d'une humanité privée du sens de l'humain » (p. 308). Au moment où, dans notre angoisse, nous nous demandons si nous vivons le « crépuscule de l'Occident », il convient de nous demander ce qui peut être ressaisi, ce qui peut fonder un avenir. « Saisir ce qui est possible dans ce monde qui nous entoure et que notre esprit n'embrasse jamais, telle est notre tâche humaine » (p. 309). L'action est nécessaire, on ne peut l'esquiver. « Nos desseins doivent être en première ligne économiques et politiques » (p. 310). Bien entendu, seules des transformations pacifiques doivent être envisagées, pour parvenir à un « ordre entre les États ». Le monde reste menacé par la violence. Jaspers fait ici allusion aux criminels de guerre :

La violence et la terreur [...] [sont] devenues de nos jours d'horribles réalités qui, même vaincues sous une forme particulière, remplissent encore l'humanité de terreur, finissent par mener au néant. Elles sont, certes, des crimes dont les auteurs p.148 doivent être réduits à l'impuissance ; mais il se pourrait qu'elles prennent aussi, n'importe où dans le monde, la portée d'une explosion de désespoir [...]. (p. 310)

Un ordre mondial doit se construire, qui n'ait rien de commun avec les « empires » imposés par une puissance dominante. Il faut pour cela que les puissants consentent à restreindre l'emploi de leurs forces. Les individus, d'autre part, ne doivent pas s'abandonner au sentiment de leur impuissance devant les forces qui les dépassent : « Un tel sentiment d'impuissance livre l'homme à la violence de minorités despotiques » (p. 314). Jaspers en vient à une affirmation qu'il aura l'occasion de répéter et de défendre lors du débat avec Lukacs : la politique doit se « purifier », elle doit se limiter aux « tâches pratiques » qui constituent son domaine propre. Le politicien, par cette

L'Europe aujourd'hui

« modestie limitative », trouve ainsi à s'élever lui-même : « Il sait qu'il travaille pour ce qui conditionne tout le reste de la vie humaine » (p. 316). Et comme Rougemont, Jaspers voudrait retirer à l'Etat-nation le prestige « magique » qui fut trop longtemps le sien.

Dans une humanité élargie, l'Europe ne risque-t-elle pas de devenir un musée ? Offrir à la conscience universelle des lieux de mémoire, ce « serait encore un bon métier », certes, mais cela « ne peut jamais suffire » (p. 318). La perspective qui doit nous attirer, c'est la « transformation de la religion biblique ». Jaspers conclut sa conférence par un rappel à une grande mue religieuse. Mais cette perspective d'espoir ne peut s'accompagner de l'oubli des récentes souffrances. « Nous n'avons pas le droit d'oublier les morts, les millions de tués, et comment ils ont dû souffrir ou chercher la mort » (p. 321). C'est avec cette compassion ineffaçable que l'Européen doit « se mettre en route vers la vérité ouverte et sans limites » (p. 322). La « philosophie de l'existence » ne se range pas dans le courant religieux lui-même. Elle lui est « liée », mais elle est « polairement opposée » aux religions « organisées en Eglises ». Il importe de citer ici, dans l'une de ses formules conclusives, le texte de Jaspers, car c'est l'un des aspects de sa pensée que Lukacs prendra pour cible de ses attaques :

[L'Européen] sera-t-il satisfait dans la paix de l'apathie et dans la solitude d'une attitude soit dogmatique, soit rationnellement sceptique, — ou bien veut-il conquérir ^{p.149} son indépendance intérieure en courant les risques d'une disponibilité entière ? Ce dernier choix est celui de la philosophie de l'existence, qui est aussi celle de la communication. Ici, l'individu ne peut devenir lui-même qu'à condition que les autres deviennent eux-mêmes. Ici, il n'y a pas de paix solitaire, mais une insatisfaction sans fin, et l'homme s'expose intérieurement à la souffrance. (p. 322-323)

Jaspers se montre soucieux de « communication » — nous venons de le voir — tandis que Lukacs assure que la liberté et l'égalité sont des « relations concrètes entre les hommes ». En apparence, tout au moins, un même humanisme de la communication ou de la relation vécue inspire les deux penseurs. Mais cette convergence apparente va de pair avec de profonds désaccords, que le débat a eu le mérite de mettre parfaitement en lumière.

Lors du troisième entretien, qui fait suite à la conférence de Georg Lukacs, Jaspers commence par distinguer deux approches de l'histoire : d'abord, celle

L'Europe aujourd'hui

des historiens qui, de Ranke à Jakob Burckhardt et à Max Weber, ne prétendent pas être capables de maîtriser l'ensemble des « relations causales » qui déterminent les phénomènes historiques ; d'autre part, une manière de concevoir l'histoire qui la fait entièrement dépendre d'un « mono-rapport causal », selon une méthode qui « s'appliquera à tout » et prétend « [savoir] le tout ». Cette prétention à un savoir totalisant va de Hegel aux marxistes, mais se manifeste aussi chez Spengler. Jaspers considère que cette attitude est « dangereuse spirituellement ». Pourquoi ? « On ne domine jamais l'histoire, même pas sa propre histoire, parce qu'on est toujours dedans » (p. 199). Parlant plus particulièrement de la conférence de Lukacs, Jaspers dit qu'il s'est senti atteint par ce que Lukacs disait des « intellectuels qui se condamnent à l'impuissance ». Non, il ne prône pas l'inaction et ne se résigne pas devant l'histoire. Chacun doit agir à sa place, en commençant par soi, « dans les choses qui dépendent de soi ». C'est bien plutôt lorsqu'on parle « du tout » et que l'on contemple « le tout alors qu'il échappe à notre puissance », que l'on se condamne à l'impuissance.

Lukacs réplique immédiatement : il n'accepte pas la séparation proposée par Jaspers entre politique et réflexion philosophique. Son refus, il le motive par la « tendance générale à l'universalité » p.150 qui se manifeste « dans l'histoire de la philosophie ». Politique et philosophie sont inséparables : ce n'est pas pour autant adopter un système de mono-causalité. En second lieu, il y a bien une impuissance de fait pour « [l']individu privé et isolé », quand le citoyen a dé péri. Selon Lukacs, le citoyen, dans les combats de la résistance, a « pris vie ». C'est là une réfutation de la pensée de Jaspers, qui (selon Lukacs) tient l'impuissance de l'homme pour essentielle. Ce sera d'ailleurs, dans la suite du débat comme dans les écrits de Lukacs (*Die Zerstörung der Vernunft*, Luchterhand, 1952) un grief persistant adressé à Jaspers.

Jaspers précise sa pensée, en commençant par une concession :

M. Lukacs dit, avec raison, que la politique et la philosophie ne peuvent pas être séparées. Il est parfaitement vrai qu'il n'y a pas de philosophie qui n'exerce en même temps une influence politique. Mais c'est le mouvement même de la pensée, de séparer les termes pour les réunir ensuite, sans confusion, sans passer de façon impure, de façon malpropre de l'un des termes à l'autre. (p. 205)

L'Europe aujourd'hui

Lors du quatrième entretien, il me sembla utile de provoquer une plus ample discussion sur les problèmes qui demeuraient en suspens entre Jaspers et Lukacs. J'intervins — un peu trop longuement — pour poser à nouveau la question de la totalité, et celle du citoyen (qui impliquait le rapport de l'individu et de l'Etat). Il eût fallu mieux indiquer que, telle que je la comprenais, la pensée de Lukacs tendait à résorber la société civile dans la société politique, tandis que Jaspers revendiquait un certain degré d'autonomie pour la société civile, et pour la réflexion philosophique. J'avais aussi parlé de l'implication de la terre entière, sous le signe du « tout ou rien » de la survie.

Dans sa réponse, Lukacs, d'abord, imputa au capitalisme la pénétration de la planète et la disparition des cultures limitées. En second lieu, il se défendit d'assigner à la vie politique la personnalité entière du citoyen. Enfin, tout en continuant à se tourner vers les modèles antiques, il se refusa à « fétichiser l'Etat ». Et de rappeler la théorie marxiste du dépérissement de l'Etat : « Il faut tendre [...] à diminuer l'importance de l'Etat ». (C'est bien là, encore une fois, un postulat théorique, auquel tout commencement de réalisation fait défaut jusqu'à ce jour.)

p.151 Jaspers, à ce moment, prend la parole, pour insister sur l'impossibilité de toute clôture, de toute ambition tendue vers la totalité (du savoir, ou de l'organisation sociale). Du fait que nous vivons dans le monde et non en face de celui-ci, « il y a toujours un horizon qui [...] se déplace, au fur et à mesure qu'on est arrivé à posséder quelque chose, un horizon qui est toujours l'enveloppant par rapport à ce qui a déjà été atteint ». Contre toute politique cherchant sa justification dans une harmonie future, il ajoute : « Il ne faut pas se laisser tromper par l'illusion et la tentation d'un bien qui serait placé devant nous dans l'avenir. Toutes les totalités se brisent devant nous [...] » (p. 251).

La réplique immédiate de Lukacs fait appel à la notion de « reflet » : la philosophie de Jaspers « n'est que le reflet de l'homme privé et brisé dont j'ai parlé dans ma conférence ». Quant à la totalité, « elle s'impose d'elle-même dans la vie quotidienne » (p. 252), et la pensée marxiste ne fait qu'élever à un niveau de pensée supérieur ce que nous sommes forcés de vivre quotidiennement. Pour Lukacs, la « démocratie formelle » est celle des « deux cents familles », l'intériorité dont parle Jaspers doit être protégée par la force. Elle correspond donc à l'impérialisme (p. 326).

L'Europe aujourd'hui

Maurice Merleau-Ponty intervient à ce moment. Il suggère que la notion de perspective proposée par Jaspers pourrait aussi bien être adoptée par Lukacs. En effet, « ce mot de perspective est justement un mot marxiste ». Ce n'est pas une folie que de prétendre maîtriser ce qui arrivera, en dépit de l'imprévisibilité du futur. Proposant un moyen terme entre Jaspers et Lukacs, Merleau-Ponty affirme : « Nous sommes dans un entourage circonscrit, et nous ne pouvons pas savoir le tout, mais en même temps, nous sommes reliés à ce tout, et si nous refusons de prendre en considération ce tout, nous nous mutilons nous-mêmes. » La notion de totalité peut être acceptée si nous la relions à l'idée d'incarnation. Proche à ce moment de Sartre, Merleau-Ponty cherche à trouver les points de contact entre les thèses théoriques de la phénoménologie, de l'existentialisme, et les positions politiques du marxisme. Par la suite, et notamment dans *Les Aventures de la dialectique*, il critiquera lui-même cette tentative de conciliation. En 1946, toutefois, il acquiesce à la p.152 dénonciation de la « démocratie formelle » par Lukacs ; il la tient pour acquise. Il s'étonne même que Lukacs n'ait pas ouvertement proposé la solution marxiste lors de sa conférence. « Cette solution est de faire passer le libéralisme du formel au réel » (p. 253). Au lieu de cela, Lukacs a formulé un vœu qui étonne Merleau-Ponty : maintenir l'alliance de 1941 entre le socialisme (entendez l'URSS) et les démocraties occidentales. Est-ce là simplement une étape ou un détour de l'histoire ? Lukacs renonce-t-il à voir se réaliser la société prolétarienne ailleurs que dans un seul pays ? Et pour terminer, Merleau-Ponty pose à Lukacs toute une série de questions sur les universités et sur la société soviétiques ! Lukacs ne répond pas.

L'intervention suivante est celle de Lucien Goldmann, qui explicite plusieurs aspects de la pensée de Lukacs, notamment en ce qui touche à la question de la totalité : « Le marxisme nous dit que les phénomènes économiques, sociaux, ne sont pas autonomes ; pour les étudier, il faut les séparer ; il faut aussi s'efforcer de comprendre le tout, leur relation d'ensemble » (p. 256). Les phénomènes sont tous interdépendants.

Jaspers tient à répondre : « Il n'est pas question d'être impuissant dans le sens de se croiser les bras. » C'est pour nous, maintenant, dans le présent, que l'avenir a une importance. « Il perd son importance, au contraire, lorsqu'on s'attache à lui aux dépens du moment présent, et alors lui-même devient vide et vain. » La solidarité humaine est un but qu'il faut constamment viser. Mais « doit-on le faire par de grands moyens de contrainte extérieure, ou bien doit-

L'Europe aujourd'hui

on se dire : « Je ne suis libre que si tous les autres le sont aussi ? » (p. 259)

Au moment où s'achève l'entretien, François Bondy présente quelques observations pertinentes : « Dans la société que propose M. Jaspers, le socialisme, sur le plan économique, et dans la mesure où il est nécessaire, serait possible. M. Lukacs même pourrait, dans cette société, avoir une chaire de philosophie et professer ses idées. Dans la société que préconise M. Lukacs, M. Jaspers ne saurait y avoir de chaire de philosophie, et n'y aurait jamais la liberté de défendre les idées qu'il nous a dites ici » (p. 261).

p.153 Il valait la peine, je crois, de rappeler ces débats. Avec le recul, nous pouvons mieux les juger. Il est très évident que, comme Lukacs le confiait en privé à l'un des participants des Rencontres, il ne lui a pas été possible, à ce moment précis, d'exprimer toute sa pensée. Cet empêchement n'a jamais été évoqué par ses interlocuteurs. Le débat était donc partiellement faussé. Et les propos que tenaient certains interlocuteurs pour aller à la rencontre de Lukacs, pour entrer dans les vues qu'on lui supposait, n'étaient assurément pas ce qui lui avait apporté le plus de satisfaction.

Ce rappel aura peut-être eu aussi le mérite de permettre quelques rectifications. A quarante ans de distance, les mémoires se brouillent. Il convient donc de revenir aux procès-verbaux ou aux résumés que chacun peut lire dans le volume des premières Rencontres. Contrairement à ce que certains croient aujourd'hui, Sartre ne figurait pas parmi les invités, d'autres, qui connaissent mal ma biographie (ce dont ils sont pleinement excusables) croient qu'en 1946 je venais de quitter la Pologne pour me fixer à Genève. La vérité est différente : né à Genève et y ayant constamment vécu, je n'avais pas encore reçu la citoyenneté suisse. Je crois savoir que des historiens sont déjà à la tâche pour retracer l'histoire de nos premières Rencontres. L'on s'en remet à eux pour fixer, au plus près, la vérité des faits ¹. p.154

¹ M. Jean Starobinski présente au public diverses publications dont l'origine est directement ou indirectement assignable aux premières Rencontres Internationales : volumes des Rencontres publiés par La Baconnière ; *Comprendre*, revue publiée par la Société européenne de culture ; *Cadmos*, revue publiée par le Centre européen de la culture. Il signale, de surcroît, les volumes publiés par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe (Lausanne-Dorigny). Il signale que le *New Hungarian Quarterly*, dans le numéro d'été 1985 (vol. XXVI, N° 98) contient un article de Dénes Zoltai, « Lukacs and the Rencontres Internationales of Geneva ».

L'Europe aujourd'hui

3. Les Rencontres Internationales de Genève et la Société européenne de culture

par Michelle Campagnolo-Bouvier secrétaire international de la Société européenne de culture

La Société européenne de culture est peut-être le lieu où les premières Rencontres Internationales, celles de 1946 que nous évoquons en ce moment, sont le plus souvent mentionnées. Non pas qu'elle ait des penchants nostalgiques ; simplement parce que ni le récit de son histoire, ni l'explication de sa pensée constitutive ne peuvent se passer de la référence à ce point de départ, qui reste, même revisité et donc sans le halo ou l'auréole des rappels superposés, un moment de grande importance : retrouvailles, appréciation des évolutions, mesure des divergences. Les diagnostics sur l'état de « l'esprit européen », les thérapies proposées se complètent, s'entrecroisent, s'entrechoquent, ou passent l'un à côté de l'autre, mais tout cela dans une volonté d'engagement et une ferveur générales.

Participait à l'événement en sa qualité de commissaire de *l'Istituto per gli Studi di Politica internazionale* de Milan et de secrétaire général en fonction du Mouvement fédéraliste européen, Umberto Campagnolo. Dès les premiers jours, il se dégagait pour lui de ces Rencontres une signification globale, qui lui apparut comme une affirmation de l'esprit européen, une manifestation de la vitalité de celui-ci. Par ailleurs, les préoccupations que comportaient ses activités l'avaient déjà poussé à s'interroger sur l'existence de forces encore disponibles pour une action véritablement innovatrice et répondant aux défis de la crise. Il pensait que la culture offrait un potentiel d'énergies non encore organisées ni encadrées ou même embrigadées et souvent peu conscientes de leur responsabilité dans la société.

Et alors, voyant dans la réunion en cours une tribune d'élection, il y présenta le projet de création d'une *société européenne de culture*, d'une société qui aurait ses membres, ses organes et où se ferait, au lieu de rencontres occasionnelles, un travail continu ; une ^{p.155} société dont les membres auraient une tâche commune qui les unirait par des liens de solidarité, et où s'élaborerait peu à peu une pensée la caractérisant. Je conserve une lettre de Marcel Raymond de 1980, qui rappelle ce moment d'une façon très vivante :

... A Genève, en automne 1946, ont lieu les premières Rencontres internationales. On essaie de faire connaissance, après des années de massacre. On espère, on ne sait s'il est raisonnable d'espérer. Pourtant, le

L'Europe aujourd'hui

seul fait que Jaspers et Lukacs aient discuté longuement, publiquement, acceptant leurs différences, est pour beaucoup un encouragement très précieux. Mais un homme, inconnu de la plupart d'entre nous, passe d'un groupe à l'autre, se fait écouter, obstinément. Il a une idée, un projet. Il a réponse à toutes les objections. Sa dialectique peu à peu ébranle, convainc. C'est Umberto Campagnolo. Ce qu'il a accompli...

Le projet fut discuté et approuvé par un groupe d'invités et de membres du Comité. Le texte en figure dans les statuts et documents officiels de notre Société. Il commence ainsi :

Les soussignés, réunis à Genève à l'occasion de la première des Rencontres internationales consacrée à « l'esprit européen », convaincus de la nécessité qu'en ce moment de crise de l'Europe, les forces de la culture et de l'esprit reprennent consciemment leurs responsabilités dans le développement des événements de la vie de notre continent et conscients du devoir qui en découle pour les hommes de culture de contribuer à ce but dans un accord fraternel, ont décidé de constituer, à Genève, la Société européenne de culture...

A ce préambule, il faut certainement ajouter le discours que Campagnolo prononça en clôture de session et qui encore aujourd'hui frappe par sa vigueur et sa fraîcheur. Sa thèse principale prend en contre-pied la plupart de celles exposées et débattues : « L'esprit européen ne se porte [...] pas plus mal qu'autrefois. » Mais « le système politique et social existant en Europe ne correspond plus aux nécessités vitales des Européens [...]. Quelle est donc notre tâche à nous, hommes de culture ? Elle ne saurait être que d'accélérer le processus de la prise de conscience des nécessités actuelles de l'Europe. » Prise de conscience de la part des hommes de culture qui libres, dans leur agir, des contraintes de la politique dans le sens ordinaire, telles que celles du pouvoir, de la décision opérative immédiate, ont pour interlocuteurs naturels les individus et les peuples. Et encore :

Il s'agit d'une Société [...] qui pourrait être, en même temps que le symbole de la société européenne, un embryon sur le plan de la culture de la réalisation politique p.156 de cette société. Peut-être cette société européenne de culture pourrait-elle jouer un rôle analogue à celui de la première société helvétique, qui a tant fait pour le développement de l'esprit suisse [...].

De ces déclarations initiales, plusieurs traits fondamentaux de la Société ressortent clairement : l'idée du caractère institutionnel de la crise ; la

L'Europe aujourd'hui

conviction quant aux ressources de l'esprit européen et donc de la culture européenne. La Société européenne de culture n'a jamais craint d'affirmer l'existence de la culture européenne. Elle a voulu s'en tenir à cette affirmation — spontanée chez tout le monde, mais qui se nuance, s'amenuise et finalement se perd si on ne garde pas une juste distance. Pour qu'elle offre un terrain à l'action et soit génératrice de convergences, la culture doit être conçue non seulement comme conservatrice de biens acquis, mais encore et surtout prise dans une acception dynamique : la culture comme création de valeurs, comme critère de jugement. C'est évidemment en la prenant dans cette acception que Norberto Bobbio, directeur de notre revue *Comprendre*, a pu dire l'année dernière à notre congrès rétrospectif et prospectif intitulé « L'Europe : réalité d'une utopie », qu'elle, la culture, avait sauvé l'Europe.

Et on a dit d'entrée : « les hommes de culture » — néologisme en français, introduit non sans résistances dans l'usage, très probablement par la SEC — pour englober des catégories que le terme d'intellectuel exclut.

Donc, la culture européenne existe, et cela à l'Est comme à l'Ouest. L'affirmer, même aujourd'hui, n'est pas une banalité, comme nous avons pu le constater encore ces jours-ci. Dans les années du « rideau de fer » et de la « guerre froide », c'était un acte de courage. La Société européenne de culture a dit « oui et oui » à un moment où dominait l'*aut aut* (oui et oui, non pas aux régimes, mais aux individus qui acceptaient ses principes). Cela lui a valu de part et d'autre des méfiances et des inimitiés. Mais c'est aussi de ces années que date l'appellation de « société du *dialogue* » qu'on lui a donnée. En effet, pour un temps, elle a été le seul lieu parfaitement indépendant où un dialogue entre hommes de culture de l'Est et de l'Ouest a été possible et a été pratiqué, selon la conviction, ou disons même l'acte de foi qu'une phrase de Campagnolo résume ^{p.157} bien : « L'homme est toujours plus qu'une doctrine, plus riche que la doctrine qu'il porte. Il y a toujours une zone où les hommes se rencontrent. Nous misons sur cette zone. La doctrine est le fait de l'homme et non pas l'homme le fait de la doctrine. » Il s'agit d'un dialogue exigeant qui laisse derrière lui l'échange de vues ou la connaissance réciproque. Portant sur les divergences mêmes, ce dialogue signifie accepter de mettre à confrontation ses propres convictions, dans la volonté de dégager des champs d'action commune.

« Action commune » : là aussi, il faut s'expliquer. De quelle action commune

L'Europe aujourd'hui

peut-il être question pour des personnes qui appartiennent aux disciplines les plus variées et militent dans des camps même opposés ? Il est question de l'exercice de la *politique de la culture*, de cette politique qui découle de la notion de culture entendue comme création de valeurs. C'est la politique du dépassement des impasses, de la recherche de solutions indiquées par les nouvelles réalités mais non encore saisies sur le plan institutionnel. On pourrait dire, trop simplement : la politique de la culture n'est ni l'engagement tout court ni la tour d'ivoire. Donnons au moins deux définitions de la plume de celui qui a forgé l'expression : « La politique de la culture est l'expression des tentatives de l'homme pour substituer la raison consciente au jeu brut des événements et de faire en sorte que l'histoire se hausse du niveau de phénomène naturel à celui de fait sans cesse plus humain... » « La politique de la culture reconnaît les lois, alors même qu'elle tend à créer les conditions nécessaires à leur dépassement. » C'est le concept central de l'institution. Il n'est pas rare qu'on qualifie la pensée de la SEC de doctrine de la politique de la culture.

Quels sont les objets de cette politique de la culture ? Il est évident que les conditions générales et les vicissitudes des années que nous avons vécues ont indiqué des priorités. La SEC a été très attentive aux mouvements qui ont caractérisé l'histoire récente, en établissant d'année en année un « rapport sur les conditions présentes de la culture ». Ainsi, pour être rapide, je pourrais dire de façon tout à fait schématique :

- dans les années de la décolonisation, l'interrogation sur le rôle de l'Europe dans le monde, sur la vocation européenne (la SEC n'a jamais redouté d'aller contre le grand courant apparent, et son actualité a pu se trouver dans une inactualité de surface) ;
- après la « guerre froide », le « dégel » : l'insistance sur le dialogue Est-Ouest ;
- le perfectionnement des armements atomiques : « la paix qui n'ait pas la guerre pour alternative » ;
- « coexistence pacifique », « détente » : la SEC a travaillé sur la « question internationale », expression calquée à dessein sur la question sociale. D'après son fondateur, le changement est de climat — et c'est d'importance — mais la réalité institutionnelle reste la même.

L'Europe aujourd'hui

Et voilà que nous nous retrouvons à l'inadéquation des données de l'ordre en vigueur par rapport aux réalités d'aujourd'hui — qui a été notre point de départ. Cela montre pourquoi il a fallu indiquer tout le développement qui s'est fait à la Société. Son champ de conscience est largement délimité, ce qui a pour conséquence qu'elle porte avec elle, en tant qu'actuels, les huit lustres de son histoire sans en oublier un seul. En effet, il est évident que le dialogue est toujours à reprendre, que l'engagement en faveur d'une paix authentique, et non en dernier lieu devant les « mouvements pacifistes », ne saurait connaître de trêve ;

- dans les années dites de la « contestation », puis du « reflux » de la perte de confiance dans le progrès, la SEC a débattu le problème du sens de l'histoire, pour conclure qu'il y a un sens de l'histoire et que l'histoire a un sens ;
- violence, terrorisme, drogue, s'ajoutant à la situation internationale : seule réponse d'égal à « force », l'homme, l'homme moral, sans attributs restrictifs.

Voilà, par gros plans, où nous en sommes. Nos projets ? Ils sont inscrits dans le développement tracé, lequel a eu lieu dans l'entière cohérence, à partir des prémisses. Sans doute verrons-nous s'imposer à l'attention prochaine ou immédiate la question de ^{p.159} l'occupation et de la militarisation de l'espace, susceptible — peut-on penser — d'obliger à une révision de l'ensemble du système qui maintient le monde en un équilibre précaire.

Au niveau de la communication et de la diffusion, nous avons un problème d'efficacité, dont la nouvelle gestion se rend pleinement compte et qui fait l'objet d'efforts, dont certains ont déjà produit des fruits.

J'espère avoir transmis une idée de ce qu'a fait et de ce que veut la Société européenne de culture. Société « européenne de culture » et non « de culture européenne ». Elle a son rôle à jouer dans « l'Europe d'aujourd'hui ». Notre président, Giuseppe Galasso, l'a rappelé tout récemment dans une lettre adressée aux députés du Parlement européen :

La SEC estime avoir toujours été dans la ligne des exigences les plus profondes d'une présence européenne dans le monde... Une Europe unie a toujours représenté pour la Société un des motifs de fond de sa pensée et de son action, même si précisément grâce à son sens des valeurs européennes,

L'Europe aujourd'hui

elle a maintenu et maintient vivant le rapport avec la culture mondiale, indépendamment des questions de régime et d'idéologie.

Enfin, que pourrait-on dire de l'influence exercée par la Société européenne de culture ? Elle vit ; elle travaille ; on ne s'est pas encore penché sur son histoire, laquelle en tout état de cause ne saurait donner de cette influence qu'une évaluation très approximative. Elle est à reconnaître, par exemple, dans ce qui a trait à l'acceptation de plus en plus généralisée de l'idée de dialogue et à tous les dialogues en cours, dans l'élargissement de la notion de culture, dans la prise de conscience et prise en compte de la part des hommes de culture de leur responsabilité dans la *polis*, dans la reconnaissance qui va se diffusant de la solidarité objective qui unit désormais les hommes à l'échelle planétaire...

Les rapports entre les deux institutions, les RIG et la SEC, se sont poursuivis tout au long de leur existence, plus ou moins étroitement. Par l'intermédiaire d'un noyau de personnes particulièrement attachées aux deux, il y a eu des échanges féconds et une stimulation réciproque, dont il serait significatif de relever les témoignages.

@

L'EUROPE VUE DU LARGE ¹

INTRODUCTION

par Bernard Ducret
secrétaire général des Rencontres Internationales de Genève

@

p.161 Au nom du Comité des Rencontres Internationales de Genève, je vous remercie de votre présence. Elle constitue un très précieux encouragement pour ceux qui ont eu la charge d'organiser cette XXX^e session. Elle semble aussi indiquer que notre projet rencontre l'intérêt pour l'Europe d'un public de plus en plus nombreux.

Celles et ceux qui ont participé aux précédentes sessions des Rencontres auront probablement remarqué qu'elles nous présentent en cette année anniversaire un visage sensiblement remodelé. Nous tentons, ce soir, une expérience nouvelle, celle d'une conférence à plusieurs voix. Expérience certes incomplète puisque le thème que nous allons aborder aurait justifié d'autres approches, de nombreuses autres contributions. Nous espérons que le débat qui s'instaurera tout à l'heure permettra de compléter le tableau qu'ensemble nous allons esquisser.

1946 : L'Esprit européen

1954 : Le Nouveau Monde et l'Europe

1957 : L'Europe et le monde aujourd'hui

Ce rappel suffira à prouver que notre comité, en choisissant le thème de cette session, n'a pas cédé au démagogique désir d'associer sa voix à celles qui, de plus en plus nombreuses, s'élèvent autour de nous à propos de l'Europe. Beaucoup plus profondément, nous avons jugé le moment opportun de faire le point, gardant à l'esprit nos travaux antérieurs.

Revenant des Etats-Unis après six ans d'absence, Denis de Rougemont avait été invité, lors de la première session des RIG, en 1946, à parler de l'Europe. Il faisait remarquer que si l'émotion de pareils souvenirs rend souvent malaisé

¹ Le 18 septembre 1985.

L'Europe aujourd'hui

l'échange de la parole, elle donne au tout premier regard une lucidité sans retour.

p.162 Nous avons demandé ce soir à nos conférenciers de conserver toute leur lucidité et de porter sur notre Europe un coup d'œil de diagnostic. Une Europe qui fait partie du monde. Notre préoccupation pour elle ne saurait nous faire oublier le souci que nous avons du monde entier. Travailler à faire l'Europe n'est pas un objectif égoïste. L'Europe dont nous rêvons pourrait constituer une heureuse alternative pour tant de peuples et de pays saturés du dilemme Etats-Unis/URSS. Coup d'œil de diagnostic, donc, mais aussi coup d'œil d'espoir.

@

L'Europe aujourd'hui

EDEM KODJO Né en 1938 à Somode (Togo), Edem Kodjo a accompli ses études primaires et secondaires dans son pays. Il a obtenu, en 1961, la licence ès sciences économiques à l'Université de Rennes et, en 1964, le diplôme de l'École nationale d'administration (ENA), à Paris. Docteur *honoris causa* de l'Université de Bordeaux (1980). Membre d'honneur de l'Université de Paris I (Sorbonne). M. Kodjo a été ministre des Finances et de l'Économie de son pays, puis ministre des Affaires étrangères et de la Coopération avant d'être, de 1978 à 1983, le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine. M. Kodjo bénéficie d'une large expérience tant dans le domaine économico-financier que dans celui de la diplomatie et de la coopération internationale.

Professeur associé à la Sorbonne (département de science politique), M. Kodjo a publié chez Stock, en 1985... *Et demain l'Afrique*.

CONFÉRENCE D'EDEM KODJO

@

p.163 Vue du large, vue d'Afrique, l'Europe est, sans conteste, l'une des émergences majeures de ce siècle. L'Europe, je veux dire, cette Communauté en gestation, transversale aux blocs existants dont la redondance des formes cache mal le flottement du contenu, mais dont la lente procession vers l'avant, vers la structuration d'une souveraineté puissante de ce que l'on appelait jadis une Europe totale, constitue le phénomène géopolitique essentiel qui dominera peut-être le XXI^e siècle.

Car si l'Europe dans son essentialité ne peut être réduite à son promontoire occidental, si l'esprit européen, procédant de cette culture judéo-chrétienne si évidente et si incontournable, irrigue de sa substance toute l'aire européenne, c'est tout de même l'Ouest de l'Europe qui, Yalta et Helsinki obligent, résume à lui seul, dans l'imagerie populaire, sinon dans les consciences collectives africaines, l'expression et la matérialité de tout le continent.

Kundera a certes raison d'écrire que « l'Europe centrale n'est

L'Europe aujourd'hui

pas un Etat, mais une culture et un destin », culture et destin qui soulignent, fondent et valident l'unicité du fait européen, de la civilisation européenne, mais les données actuelles des rapports de force internationaux n'épellent-elles pas une autre vérité ?

Ce n'est pas que les Africains n'aient pas conscience de « l'identité globale européenne » que des sollicitations prophétiques de l'histoire viennent d'ailleurs leur rappeler parfois — l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, par exemple. Ce n'est pas qu'ils demeurent fermés à toutes les considérations sur la fin de l'âge idéologique ou ^{p.164} sur l'avènement prévu, souhaité, d'une société transidéologique chère à Samuel Pissar.

Non, l'Africain qui interroge l'histoire n'aperçoit qu'une Europe : celle des navigateurs portugais ou danois, des explorateurs français et anglais, des conquistadores belges ou allemands.

C'est Mungo Park devant Ségou, René Caillié perdu dans Tombouctou, Savorgnan de Brazza négociant avec Makoko sur les bords du Congo, alors que Stanley, de l'autre côté de la rive, se taillait un empire, l'Europe des missionnaires, l'Europe de la traite, l'Europe coloniale, bref c'est l'Europe. Certes, ces liens de l'histoire sont allés au-delà de l'Histoire pour forger une vision et un horizon que le temps dépouille peu à peu d'une vaine acrimonie pour restituer une psychologie, une approche et une perception différentes mais qui ne les oblitèrent pas tout à fait, de sorte que pour le Ghanéen moyen, l'Europe c'est avant tout le Royaume-Uni, tandis que son homologue sénégalais ou zaïrois la perçoit comme étant essentiellement la France ou la Belgique, bref toujours l'Europe occidentale.

Enfin, la réalité des échanges internationaux, les flux de

L'Europe aujourd'hui

transferts de capitaux, ce que l'on dénomme la coopération, les accords de Yaoundé relayés par les Conventions de Lomé, établissent un partenariat entre la Communauté économique européenne et l'Afrique subsaharienne, renforçant ainsi cette primauté conceptuelle d'une Europe des 6 puis des 10, puis des 12 et, par extension, celle d'une Europe occidentale qui serait en définitive l'Europe, une fois de plus. Les pays africains entretiennent des rapports parfois privilégiés avec des nations européennes de l'Est : l'Allemagne de l'Est, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, voire l'URSS, la Roumanie, mais la perception alors est plus idéologique que géographique. L'Europe de l'Est structure un autre camp, antithétique de son voisin occidental et les rapports ainsi tissés le sont au nom d'une vision idéologique qui secrète une solidarité par action ou par omission.

La perception européenne est oblitérée par la vision idéologique de sorte que vue du large, vue d'Afrique, l'Europe demeure fondamentalement l'Europe occidentale.

p.165 A cette Europe-là, foyer de culture mais foyer de conflits, source de lumière, des lumières mais aussi de redoutables maléfices, les Africains vouent des sentiments contradictoires :

— Victime des assauts prédateurs de l'histoire, d'une histoire en l'occurrence écrite par l'Europe conquérante, l'Afrique n'a-t-elle pas gardé par-devers elle, dans ses rapports avec le continent européen, cette pesanteur du passé que les réalités stratégiques actuelles ont tendance à alourdir ?

— Source de progrès scientifique et technique qui a fondamentalement amélioré la vie matérielle de l'homme, l'Europe ne suscite-t-elle pas chez les Africains une admiration d'autant

L'Europe aujourd'hui

plus affirmée que cette promotion matérielle est allée de pair avec l'organisation démocratique de la société, le respect des droits de l'homme, l'affirmation réitérée de la liberté ?

— Confrontée aux problèmes de développement, l'Afrique ne perçoit-elle pas dans l'Europe, Mecque déclinante mais décidée à rétablir et présence et primauté, l'espoir d'un possible travail en commun, c'est-à-dire d'une coopération véritable ?

Le passé, le présent, le futur interpellent ces deux entités, africaine et européenne, dans leur quête respective d'identité nouvelle, dans leurs efforts pour freiner de décisive manière cette course de vitesse entre deux décadences. Souvent tentées par le large, doutant de la pureté de leurs intentions réciproques, n'est-ce pas par transcendance et par exaltation réconciliée que se bâtira la réalité de demain ? Et n'est-ce pas en cheminant de l'ambiguïté à la confiance que l'Europe cessera d'être perçue comme une entité à deux faces pour se révéler un incomparable protagoniste d'un nouveau partenariat ?

I. L'EUROPE AUX DEUX VISAGES

Une ambiguïté plane, en effet, sur l'image de l'Europe en Afrique. Admirable entité que cette terre « mère des arts, des armes et des lois », qui a réussi à conjoindre source et estuaire, je veux dire, le progrès économique et la liberté de l'homme.

^{p.166} Curieuse nation que cette même Europe qui, dans un geste spectaculaire, spoliera la même liberté aux alentours, courbant des peuples sous sa domination, sous un joug peu amène, une Europe aujourd'hui assagie mais déterminée à conserver ses avantages, fût-ce au prix de la liberté des autres !

L'Europe aujourd'hui

a. Mais *les faits du passé* ne méritent pas d'être soulignés outre mesure. Il faut laisser l'histoire enterrer ses morts. Il convient simplement de rappeler que l'Histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte millénaire entre peuples qui se sont tour à tour subjugués, que de ces conflits des civilisations sont sorties anéanties alors que d'autres formes de culture ont fleuri, puis prospéré ; que les civilisations africaines n'ont pas échappé à la règle, elles qui n'ont pu ou su digérer les chocs successifs de la traite, puis de la colonisation, choc physique certes, mais aussi choc culturel ; l'image d'une Europe esclavagiste et conquérante doit être tempérée par l'action multiforme que philosophes, philanthropes mèneront contre l'esclavage et que de nobles figures poursuivront sous l'époque coloniale.

Mais plus que les faits du passé, que je ne cherche pas à remuer, certaines réalités d'aujourd'hui contribuent à l'ambiguïté de l'image de l'Europe perçue d'Afrique.

b. *Les réalités d'aujourd'hui* : Que l'Europe ait voulu, selon l'expression d'André Gide, trouver en Afrique « une possibilité d'expansion coloniale, exutoire pour une prolifération trop à l'étroit dans ses frontières » ne relève que de cette gigantesque bataille des peuples et des continents qui, depuis trois mille ans, constitue la trame événementielle de l'histoire. Mais qu'elle louvoie en Afrique du Sud à propos de l'apartheid, tout en conduisant un jeu subtil de maintien de zones d'influence, adossée qu'elle est à une imposante capacité militaire, ne laisse pas de dérouter.

La politique des zones d'influence est si permanente et si bien établie que l'on peut se demander si les nations européennes qui se sont taillé des possessions en Afrique par la force ne cherchent

L'Europe aujourd'hui

pas à perpétuer leur hégémonie dans les Etats qui se sont érigés sur les décombres des anciens empires coloniaux.

p.167 Les Africains ne sont-ils pas en droit de se poser des questions sur la capacité des nations européennes à se débarrasser de toute velléité de domination et à concevoir une politique africaine autre que de promotion et de défense de leurs intérêts ?

D'autant que la définition des intérêts n'est pas, le plus souvent, exempte d'ambiguïté. Les intérêts, à terme et bien compris, de l'Europe, se résument-ils aux intérêts immédiats de systèmes politiques établis et qui sont souvent l'exact antonyme des démocraties libérales ?

Peut-on et doit-on confondre mercantilisme avéré, préoccupations politiques à court terme d'un certain establishment — fût-il ami —, avec les lignes de force de l'histoire, de la géopolitique et de la géostratégie qui commandent que la recherche des idéaux communs prévale parfois sur la défense à courte vue d'avantages que le temps condamnera implacablement ?

Certes, poursuivre une politique de présence active pour des nations que l'histoire a conduites en Afrique n'a en soi rien de répréhensible. Ce n'est là que le jeu normal de la diplomatie internationale et comme le souligne, à juste titre, Julien Freund, « toute politique implique la puissance ».

Mais les élites africaines ont le plus souvent l'impression que leur continent demeure toujours un exutoire et que chaque grande nation européenne s'est dotée de moyens susceptibles de lui permettre de conserver les intérêts qu'elle s'y est créés.

L'Europe aujourd'hui

Sinon comment justifier la politique sud-africaine des nations européennes occidentales ? Si « la liberté est un mot indivisible », comme l'écrit Wendell Wilkie, comment concilier ces vues avec l'aide financière, militaire, l'assistance technique et scientifique que l'Europe prodigue à l'Afrique du Sud ? En dépit des positions récentes, courageuses et significatives, de certains pays européens, la France en particulier, l'ensemble de la Communauté européenne s'est dérobée lorsqu'il s'est agi de prendre des sanctions contre le régime de l'apartheid.

Est-ce par solidarité raciale, est-ce par défense d'intérêts communs ? L'image de l'Europe qui résulte de cette ambiguïté est celle de nations ayant soutenu le Royaume-Uni en décrétant des p.168 sanctions contre l'Argentine pendant la guerre des Malouines mais qui se rangent du côté des Blancs d'Afrique du Sud contre la population noire.

L'Europe vue d'Afrique a donc fort à faire pour se dépouiller de l'accusation de condescendance, sinon de mépris, que l'on attache à tort ou à raison à son comportement comme résultante, d'ailleurs, de données de psychologie collective issues de vieilles théories dépassées. A cet égard, la conscience que les Européens ont de leur propre valeur, de leur rôle dans l'explosion scientifique et technique, par opposition à l'image plus ou moins péjorative du Noir ajoute et alourdit cette image.

L'image de l'Europe est donc bâtie, tissée d'impatiences (pourquoi ne fait-on rien en Afrique du Sud ?), de préjugés, de contradictions supposées ou voulues (pourquoi la liberté ici, le despotisme là ?) donnant une vision bipolaire des choses et des hommes dans cette partie du monde.

L'Europe aujourd'hui

Fort heureusement, cette vision bipolaire n'est pas exclusive d'une appréciation globale du fait européen dont l'émergence se situe dès 146 avant J.-C., lorsque Scipion Emilien terrasse Carthage, émergence qui se confirmera sous Charlemagne et, plus tard, sous Frédéric Barberousse et qui verra cette partie du monde — que Maurice Demangeon appelait la « péninsule de l'Asie » — dominer peu à peu tout l'univers par une série de découvertes techniques décisives et continuer par ses filles, les Etats-Unis et l'URSS, à conduire les destinées de la planète.

c. *Vue d'Afrique cette Europe* a un triple mérite qu'on ne saurait assez souligner :

- elle est la patrie des sciences et des techniques,
- elle est la terre des droits de l'homme,
- elle possède la capacité de forcer le destin.

Même s'il ne fut pas à l'origine de toutes les inventions (qu'on se rappelle avec Joseph Needham et Sigrid Hunke les apports considérables de la science et de la technique chinoises et du monde ^{p.169} arabo-musulman), le génie européen a su transformer le monde et l'on est en droit de se demander où en serait l'humanité aujourd'hui si ce génie ne s'était lancé à l'assaut de l'inconnu pour percer les mystères qui l'environnent. *Vue d'Afrique*, l'Europe est cette patrie de la science et des techniques où goût du risque et esprit de curiosité conduisent les hommes à sonder l'insondable, renouvelant tous les jours l'acte de Prométhée et sachant traduire en avantages matériellement palpables pour l'humain les conquêtes les plus abstraites et les plus sophistiquées.

Oh ! certes, l'Afrique perçoit l'Europe à sa vraie valeur d'aujourd'hui, à savoir qu'elle navigue entre « l'extrême puissance

L'Europe aujourd'hui

et une extrême impuissance » (Edgar Morin). Certes, « l'euroessimisme » (André Danzin) étend son voile sur tout et partout. Les Africains savent qu'ils peuvent aujourd'hui recourir à des technologies venues des Etats-Unis, du Japon, voire de certains pays nouvellement industrialisés, comme le Brésil et l'Inde, mais l'Europe demeure cette partie du monde d'où la révolution industrielle essaimera, où la vie est bien maîtrisée, et où on a su, en premier, tirer parti, à bon escient, des dons que la nature a prodigués à l'humanité. L'Europe la première a su faire reculer considérablement la mort, y compris dans une Afrique terrassée alors et toujours par des fléaux de toutes sortes.

Cette admiration provenant des percées scientifiques a pour corollaire une considération soulignée et affirmée pour la culture européenne perçue comme le *nec plus ultra*, même si tout un courant de pensée africaine n'apprécie la culture et la civilisation européennes que pour immédiatement en fixer les limites, en dénoncer les débordements, sinon en contester et l'opportunité et le fondement. D'où le refus perceptible ici et là d'être l'image d'autrui ; d'où un tiraillement permanent que le Sénégalais Papa Gueye Ndiaye traduit en écrivant :

L'Africain de la tradition, immergé sans transition dans le tourbillon de la civilisation industrielle, se trouve déraciné près de ses racines... Il est à la fois l'étranger et l'autochtone... Il est le produit de la superposition de deux cultures et il se rend bien compte qu'il doit les assumer toutes deux pour vivre. Bref, il est devenu soudain autre.

p.170 Et le penseur zaïrois Mudimbe, dans son ouvrage au titre significatif, *L'odeur du père*, de conclure :

Pour l'Afrique, échapper réellement à l'Occident suppose d'apprécier exactement ce qu'il en coûte de se détacher de lui ; cela suppose de savoir jusqu'où l'Occident, insidieusement peut-être, s'est approché de nous ; cela

L'Europe aujourd'hui

suppose de savoir, dans ce qui nous permet de penser contre l'Occident, ce qui est encore occidental ; et de mesurer en quoi notre recours contre lui est peut-être encore une ruse qu'il nous oppose et au terme de laquelle il nous attend, immobile et ailleurs...

L'admiration va donc de pair avec la contestation, en tout cas en ce qui concerne le rôle de l'Europe dans la transformation industrielle du monde et l'avènement d'une civilisation matérielle dominée par la science et les techniques.

Rien de tel, aucune contestation cependant, lorsqu'il s'agit des droits de l'homme. La longue lutte pour la liberté que les peuples d'Europe occidentale ont menée contre les différentes sortes de despotisme a abouti à l'instauration d'un système de démocratie libérale qui, sans être parfaite (mais l'est-elle jamais, excepté dans les cas théoriques, ceux que Karl Popper appelle les démocraties « cérébrales » ou « intellectualistes »), constitue la meilleure forme de gouvernement. Libertés collectives fondamentales respectant les droits des peuples et libertés individuelles essentielles protégeant l'individu sont des données cardinales que l'Europe a su promouvoir, assurant ainsi l'épanouissement de l'homme et le progrès social.

Comprimés dans des systèmes politiques qui les empêchent de s'épanouir pour concevoir et créer, les Africains — et pas seulement l'élite — ont les yeux rivés sur cette Europe occidentale, où, malgré les difficultés certaines de la vie quotidienne, il fait sans doute bon vivre. Soutien des régimes autocratiques qui parsèment le continent, la démocratie européenne fournit, une fois de plus, malheureusement, la corde pour la pendre.

Il est vrai que Giovanni Sartori, l'auteur célèbre du désormais classique *Théorie de la Démocratie*, qui considère que la

L'Europe aujourd'hui

démocratie est d'abord affaire de mentalité et d'état d'esprit spécifique, déclare : p.171

Sitôt que nous appliquons le mot démocratie au tiers monde et en particulier aux nations dites « en voie de développement », le niveau des critères devient si faible qu'on peut très bien se demander si ce mot est encore approprié. Mais mettrai-je jamais assez en garde contre cette tentation permanente à composer avec le totalitaire, réduisant la démocratie à un club de « happy few », narcissique et morose... Il est vrai que l'Europe a du répondant et que l'Europe démocratique a toujours eu la capacité à forcer le destin.

Sans en revenir à la théorie des climats chère à Montesquieu ni à des considérations de sociométrie qui auraient une connotation raciste, nous devons simplement interroger l'histoire et reconnaître sans fard cette capacité de l'Européen à s'adapter aux conditions d'existence toujours mouvantes, le sens aigu de l'organisation et de la méthode, le sens de l'intérêt général chez les élites dirigeantes, cette capacité de faire primer le bien public sur l'ambition personnelle, ce nationalisme sans faille — même lorsque l'on ne s'en réclame pas —, le sens de la prospective, bref, le sens de l'histoire qui manque si cruellement en d'autres points du monde.

Se considérant comme le continuateur de ceux qui l'ont précédé, évitant de faire le vide autour de lui, faisant triompher l'Etat sur le parti, le dirigeant européen se considère comme appartenant à une chaîne ininterrompue dont le rôle, en définitive, est d'améliorer, en la poursuivant, l'œuvre de ses prédécesseurs tout en léguant à son successeur un héritage plus riche qu'il n'a reçu. Point d'hommes providentiels à tour de bras, même si des personnalités exceptionnelles ont pu, à des moments déterminés, incarner l'espoir et marquer la vie politique de leur pays.

L'Europe occidentale, recrue d'épreuves dues aux empoignades

L'Europe aujourd'hui

de ses nations, symbolise aujourd'hui la paix civile, la stabilité, l'ordre social. C'est une des rares zones où malgré les pesanteurs historiques et quelques points belligères, et en dépit du terrorisme, règnent l'harmonie et l'équilibre. Mais l'Europe occidentale est perçue aussi comme étant elle-même en transition. Sa prééminence technologique est contestée. Plus que d'autres, elle semble pâtir de cette « tiédeur mortelle » dont parlait Konrad Lorenz. Son émergence en tant que Communauté forte, susceptible de peser sur l'avenir ne se fait qu'à tâtons. L'Afrique, partenaire par le biais des ^{p.172} Accords de Lomé, perçoit distinctement cette incertitude européenne. Evanescence des moyens financiers contrastant avec une panoplie intelligente de structures multiformes pour une coopération, regards européens de plus en plus tournés vers le large, est-ce la fin d'un grand rêve, d'une grande idée, le début d'une marginalisation progressive des rapports eurafricains ? Bref, quel avenir ?

II. UN NOUVEAU PARTENARIAT EURAFRICAIN EST-IL POSSIBLE ?

La question certes mérite d'être posée. Car deux sortes de vicissitudes pèsent sur l'Europe d'aujourd'hui : l'incertitude qui concerne la création européenne elle-même, la stagnation, sinon la précarité, de son action vis-à-vis de l'Afrique. Il faut sans doute, dans tous les cas, une volonté politique nouvelle pour forcer le destin et assurer l'avenir.

a. *L'Europe des vicissitudes* : Oui, des incertitudes planent sur l'Europe. Elles sont institutionnelles, scientifiques et techniques. Toutes influent considérablement sur la perception que l'Europe a de l'Afrique et sur le regard que cette dernière porte sur son partenaire.

L'Europe aujourd'hui

Les vicissitudes institutionnelles ont été magistralement soulignées dans cette enceinte par plus qualifié que moi. Faut-il les rappeler ? L'Europe, même si elle ouvre davantage ses portes à plus d'Etats membres, paraît bloquée et divisée. Bloquée dans le processus si nécessaire, pour tous, d'une construction plus cohérente, plus affirmée, lâchons le mot, plus supranationale, qui ferait de la première puissance commerciale du monde autre chose que ce « nain politique » qui se cherche, peu en mesure de réellement peser sur les affaires de ce monde. Régis Debray a-t-il vraiment tort lorsqu'il écrit dans un récent ouvrage sur l'Europe : « La première puissance commerciale du monde, dont le potentiel scientifique et technique dépasse ceux du Japon et des Etats-Unis, n'est pas une puissance politique car elle n'a ni politique extérieure, ni stratégie militaire commune » ?

^{p.173} Bloquée par le processus décisionnel et la fameuse règle de l'unanimité — qui traduit au fond le refus obstiné d'une supranationalité affirmée —, méfiante vis-à-vis de ses propres institutions communautaires, l'Europe paraît divisée sur les questions de stratégie militaire : stratégie « domestique » et stratégie par rapport aux initiatives américaines (IDS). En refusant d'aller vers l'avant, dans un processus hardi d'intégration de ses membres, l'Europe donne en plus le mauvais exemple à l'Afrique morcelée, divisée, éparpillée, et dont l'unique chance réside dans un dessein unitaire, intelligemment et progressivement mené.

Parce que l'Afrique attend tout de l'extérieur, concepts comme produits, elle mène son expérience d'intégration au rythme, je dirais à l'aune du processus d'intégration européenne. Elle prête une oreille attentive lorsque les experts européens lui susurrent : « Vous savez, nous avons mis des siècles à construire le marché

L'Europe aujourd'hui

commun, ne vous affolez surtout pas. » Comme si la désespérance qui ourle ce continent à la dérive ne mérite pas mieux qu'une stratégie de « canard boiteux ». Mme Simone Veil a sans doute raison lorsqu'elle déclare : « Ce que nous ferons, ce que nous sommes n'est pas indifférent au reste de l'humanité. »

Bloquée, divisée au plan politique et stratégique, l'Europe décline au plan scientifique et technique et ses partenaires africains s'en aperçoivent bien. L'Europe, maître à penser et à concevoir du monde, connaît aujourd'hui un déclin relatif mais qui peut devenir dramatique si les choses devaient demeurer en l'état. L'ouvrage récent de Michel Richonnier, *Les métamorphoses de l'Europe*, dresse un bilan saisissant de cet effacement européen dans les domaines d'avant-garde de la science, de la recherche et des techniques. Que ce soit pour le nombre des brevets, où le Japon et les Etats-Unis mènent la danse, que ce soit dans le domaine clé de la biotechnologie qui révolutionnera demain les modes de vie, sinon les goûts des individus, que ce soit dans le domaine de l'informatique, de l'électronique, de la micro-électronique, des « puces », de la robotique, et j'en passe, l'Europe piétine. Plus savant que moi, en l'occurrence, André Danzin dissertera largement demain sur « Science et renaissance de l'Europe ». Mais lorsque, et c'est M. Danzin qui ^{p.174} me le confie, un pays comme la Corée du Sud va bientôt former plus d'ingénieurs électroniciens que la France, alors est perceptible, voire palpable, le véritable enjeu de cette fin de siècle pour l'Europe en construction.

Certes le projet Esprit existe, certes Eurêka vient d'être lancé, mais sont-ils à la mesure des défis de l'heure ?

L'Europe aujourd'hui

Cet effacement n'est pas sans conséquence sur la vision que le monde, et tout particulièrement l'Afrique, peut avoir de l'Europe, car si le sel s'affadit avec quoi le salera-t-on ? D'autant que l'action européenne, la coopération eurafricaine subit le contrecoup de la moindre performance technique et économique de l'Europe. Lomé, les Lomé, Lomé 1, Lomé 2, Lomé 3, piétinent. Ce fut un grand dessein, en effet, que d'avoir mené ces accords de Yaoundé, signé ces Conventions de Lomé, cet ensemble juridique qui lie les pays africains (plus quelques pays des Caraïbes et du Pacifique) à la Communauté européenne... en tout 65 Etats en voie de développement, dont 45 en Afrique. Accords qui prévoient des mécanismes d'une coopération multiforme. En organisant une coopération commerciale avec le libre accès des produits ACP vers la Communauté, assortie d'une règle de non-réciprocité, en établissant une coopération financière significative par le biais du Fonds européen du développement (FED) et de la Banque européenne d'investissement, en mettant en place un système unique de stabilisation des recettes d'exportation pour 49 produits agricoles (STABEX) et pour six produits miniers (SYSMIN), en définissant des actions spécifiques en matière de sécurité alimentaire, de lutte contre la sécheresse et la désertification, en matière d'industrialisation, de coopération culturelle et sociale, la Communauté européenne a réellement voulu faire quelque chose de révolutionnaire. Le fait est que les Conventions de Lomé passent pour un modèle de coopération Nord-Sud. L'Europe demeure aujourd'hui le premier partenaire commercial de l'Afrique et le premier fournisseur d'aide financière.

Seulement ce grand dessein cahote, compte tenu des difficultés propres de l'Europe et de l'énormité des besoins africains.

L'Europe aujourd'hui

p.175 Le montant du Fonds européen du développement — le troisième FED —, 7,8 milliards d'écus, s'il augmente par rapport au précédent, est loin de répondre à l'attente des partenaires ACP de l'Europe. L'évolution des échanges ne donne pas satisfaction à l'Afrique dont la position commerciale sur le marché communautaire ne cesse de se dégrader. Les exportations des produits manufacturés des ACP — particulièrement de l'Afrique vers le Marché commun — représentent seulement 15 % environ de leurs exportations totales. Aucun Etat ACP n'est aujourd'hui un nouveau pays industriel. Le mécanisme astucieux du STABEX manque de moyens financiers pour s'épanouir. Dans certains cas il n'arrive pas à couvrir 50 % des pertes enregistrées par les pays associés à la Communauté.

Sans sous-estimer le moins du monde l'impact considérable de l'action de la Communauté en Afrique, on doit reconnaître que le grand dessein eurafricain ne peut se concrétiser qu'à force de volonté politique. Or l'Europe semble écrasée par l'ampleur des problèmes africains : une dette de 150 milliards de dollars, une famine récurrente qui emporte 35 millions de personnes, une auto-suffisance alimentaire qui recule (fléchissant de 10 % en 10 ans), un poids industriel négligeable (1 % de la production mondiale), une progression démographique foudroyante (1 milliard de personnes en 2010), des stratégies de développement inadaptées, des besoins en transferts financiers colossaux (près de 20 milliards de dollars seront nécessaires pour la mise en application du plan agricole que les Africains se sont donné à Lagos il y a quelques années). Et l'Europe veut donner l'impression de regarder vers le large dans une sorte de réflexe churchillien.

L'Europe aujourd'hui

L'Europe vue du large, c'est aussi une Europe vers le large : vers cette Asie du Sud-Est où fleurissent les nouveaux pays industriels, vers cette Amérique latine qui retrouve la voie de la démocratie, vers ce Pacifique, véritable pôle de civilisation de demain, sans oublier le géant américain et pourquoi pas l'Europe de l'Est, ce frère si naturel. Et beaucoup d'Européens de se demander pourquoi s'échiner sur l'Afrique, que peut apporter l'Afrique, qu'a-t-elle à p.176 proposer dans le grand enjeu de demain ? Ont-ils raison ? Ont-ils tort ? Je crois qu'ils ont tort : car les raisons d'un nouveau partenariat sont évidentes, et claires, les conditions pour sa réalisation.

b. *Raisons et conditions du nouveau partenariat* : Les raisons et les conditions, je les énumérerai sans trop les développer.

Les raisons historiques : la colonisation a noué des relations indissociables entre l'Afrique et l'Europe. Les deux régions se sont interpénétrées au point que chacune fait partie de la réalité de l'horizon politique de l'autre. De part et d'autre de la Méditerranée, le mouvement des populations et des idées est si puissant que les deux continents sont en situation d'imbrication.

Les raisons économiques : l'Europe est un partenaire important de l'Afrique et l'Afrique dispose de ressources naturelles indispensables à l'Europe. Cela est bien connu, point besoin d'insister là-dessus. Le développement industriel de l'Afrique ne se pose pas en concurrent du renouveau économique européen mais constitue plutôt une condition de ce renouveau. La solution du problème de l'emploi en Europe passe peut-être par le développement industriel de l'Afrique.

L'Europe aujourd'hui

Les raisons géostratégiques : le destin de l'Europe s'est souvent joué en Afrique depuis l'Empire romain jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et l'espace stratégique africain a toujours pesé d'un poids capital dans l'histoire militaire de l'Europe. A l'heure des stratégies nucléaires, de la guerre des étoiles, la notion de « profondeur de champ » revêt sans doute moins d'importance mais ne saurait être tout à fait négligée.

Les raisons politiques : elles tiennent, à mon avis, dans une seule citation : « Sans l'Afrique il n'y aura pas d'histoire de France au XXI^e siècle » (ce n'est pas moi qui le dis, c'est le président de la République française, François Mitterrand). Et on peut se poser la question de savoir s'il y aura une histoire de l'Europe ? Mais de bonnes raisons n'ont jamais suffi à susciter l'action des hommes. ^{p.177} C'est pour cela qu'il faut lever des préalables et satisfaire à des conditions.

La reconversion des mentalités me semble indispensable : ne pas accepter la démocratie chez soi tout en cajolant le « despotisme obscur » chez d'autres, accepter foncièrement l'égalité des hommes et en tirer toutes les conséquences notamment au plan de l'apartheid ; enseigner la coopération, car c'est dans l'esprit des peuples que doit germer et s'épanouir cette coopération (le monde solidaire doit être enseigné à tous et très tôt et ce n'est pas faire injure à Piaget que de le dire ici même) ; accepter les autres, les respecter dans leur identité ; apprendre les limites des nations, si puissantes soient-elles ; apprendre la finitude des choses, la plénitude de l'être, les limites de soi, les frontières de l'autre ; substituer, ou mieux compléter, la coopération des flux (flux financiers, flux humains) par la coopération de l'esprit ; décapiter l'ethnocentrisme de certains au profit d'une compréhension universelle.

L'Europe aujourd'hui

Je crois pour ma part à une œuvre commune, de ce côté-ci du monde : mais pour cela il faut libérer authentiquement les peuples, non pas les libérer dans des camps de concentration, selon la belle formule de Bernard-Henri Lévy, mais les libérer authentiquement, leur permettant de manifester au clair leur positivité et leur spécificité. La bataille du renouveau passe par les combats pour la liberté.

III. CONCLUSION

Alors que de partout l'on considère que l'Europe décline — parce qu'ayant, à l'instar de Bonaparte, fini de dérouter —, alors qu'une profonde misère étend son ombre sur l'Afrique, il peut paraître osé de prophétiser le renouveau à ces deux entités.

Et pourtant, vienne l'heure des doutes, surviennent les années de braise que les capacités humaines, techniques, naturelles, stratégiques de ces deux voisins ne peuvent autoriser que l'on sombre dans le désespoir. Que souffle la tentation du grand large, que surgissent ^{p.174} les nationalismes vétillieux, obstacles avérés de toute construction d'avenir, je dirai, je maintiendrai que quelque chose de simple peut être bâti, quelque chose de cohérent, entrepris, quelque chose qui préserve l'indépendance, l'authenticité, la spécificité de chacun.

Harassé par ses juges, sommé d'abjurer ses affirmations, Galilée qui avait démontré la rotation de la terre ne cessa d'affirmer « et pourtant elle tourne ».

N'est-ce pas là le mot de la fin ?

@

L'Europe aujourd'hui

GÉRARD PELLETIER Né au Canada, dans la province de Québec, en 1919, il est journaliste de profession. Après des études à la Faculté des lettres de l'Université de Montréal, il fut successivement reporter au quotidien *Le Devoir* de Montréal, directeur de l'hebdomadaire syndical *Le Travail* et rédacteur en chef du quotidien *La Presse*.

En 1965, il fut élu député au Parlement du Canada. Il devint secrétaire d'Etat (c'est-à-dire ministre responsable des Affaires culturelles) en 1968, puis ministre des Communications en 1972. Il quitta la politique en 1975 pour devenir ambassadeur du Canada en France (1975-1981), puis ambassadeur et délégué permanent du Canada auprès des Nations Unies à New York (1981-1984). Depuis son retour au Canada, il est président du Conseil des Musées nationaux.

CONFÉRENCE DE GÉRARD PELLETIER

@

p.179 « Il sera indispensable d'entendre dire par des voix compétentes ce que les Américains attendent de l'Europe. » Cette phrase de M. Starobinski, tirée du dernier paragraphe de son texte introductif, constitue un défi redoutable. Si j'avais la présomption de me croire compétent pour une tâche aussi vaste, je ne mériterais pas d'être écouté. Aussi bien mon propos est-il beaucoup plus modeste et mon ambition plus mesurée. Une longue fréquentation de l'Amérique latine et des contacts quasi quotidiens avec les Etats-Unis d'Amérique m'ont appris depuis longtemps que nos attentes relatives à l'Europe sont aussi diverses que nombreuses. Elles sont changeantes et souvent contradictoires. J'essaierai de vous dire ce que je *crois* que la majorité des Américains attendent de l'Europe. Et vous aurez en prime, bien entendu, mes préjugés personnels à ce sujet !

Comme dans toutes les sociétés libres, on trouve en Amérique toutes les opinions possibles, au sujet de l'Europe, et le contraire absolu de chacune. Certains vous attribuent tous les mérites ; d'autres, et parfois les mêmes, tous les péchés de la terre. N'allez

L'Europe aujourd'hui

pas oublier que la majorité des peuples américains sont issus de votre continent. Quand ils vous jugent, ce sont leurs parents ou leurs grands-parents, *leurs* vieux pays qu'ils condamnent ou portent aux nues. L'affection et les rancunes ne sont jamais très loin. J'ai parlé d'un défi redoutable mais naguère encore, il eût fallu parler d'un défi impossible à relever. Pendant près de quatre siècles, la majorité de la population, dans les trois Amériques, a vécu en symbiose ^{p.180} culturelle avec les peuples européens dont elle est originaire. Et je prends ici le terme culture dans son sens le plus large. Nos bibliothèques et nos musées sont aujourd'hui remplis de machines et d'outils aussi bien que de livres et d'œuvres d'art. Ces objets témoignent, chacun à sa manière, d'une époque où la mise en place de nos sociétés, notre développement économique, l'élaboration de notre mode de vie et toute l'activité intellectuelle du Nouveau Monde restaient tributaires de l'Ancien. Des liens de filiation culturelle devaient même survivre un long moment aux ruptures politiques qui firent de nos pays des Etats souverains. L'Amérique était-elle alors suffisamment différenciée de son continent d'origine, jouissait-elle de l'autonomie et du recul nécessaires pour former sur l'Europe des jugements valables ?

La littérature américaine de cette période répond négativement. Qu'elle s'exprime en espagnol, en portugais, en anglais ou en français, elle reste assujettie aux modèles européens qu'elle n'a pas encore remis en question. Ses jugements oscillent entre deux pôles extrêmes, soit une révérence outrancière ou des mouvements de révolte typiquement adolescents. L'esprit de mesure n'apparaîtra qu'après la conquête de l'autonomie culturelle. Aujourd'hui encore, les critiques formulées par nos intellectuels manifestent trop souvent l'intransigeance typique de

L'Europe aujourd'hui

l'amoureux déconfit ou l'intolérance du fils à l'égard de son père. C'est dire que la prudence s'impose quand nous sommes invités à dire ce que nous attendons de l'Europe.

Pour être justes à son égard, et raisonnables dans notre expectative, il faudrait nous assurer d'abord que nous connaissons en profondeur l'Europe d'aujourd'hui. Or rien n'est moins certain. Je viens d'évoquer les liens très étroits qui nous unissaient naguère, mais la dérive des continents se poursuit, en matière culturelle. Malgré le développement spectaculaire des moyens de communication, l'intimité euro-américaine continue de subir une érosion croissante. Je doute, par exemple, qu'au tournant du siècle, nos grands-parents aient été aussi déconcertés par l'action des anarchistes européens que nous l'avons été hier par les Brigades rouges, la Bande à Baader, la Première ligne ou l'Action directe. Vos ^{p.181} anarchistes d'alors avaient des disciples chez nous (rappelez-vous la cause célèbre de Sacco et Vanzetti), tandis que vos jeunes nihilistes bourgeois d'aujourd'hui et leur violence aveugle n'ont pas leurs semblables en terre d'Amérique. Nous avons nos terroristes, bien sûr. Mais à leur manière absurde, odieuse, ils servent des causes mieux définies et poursuivent des objectifs plus facilement identifiables. Dans un autre domaine, il n'est pas facile d'interpréter à distance la valse-hésitation de très nombreux intellectuels européens devant le conflit latent entre l'URSS et les USA. Je ne parle évidemment pas de ceux que nous avons entendus ici cette semaine. Mais certains ouvrages consacrés à la rivalité qui dresse l'une contre l'autre les deux superpuissances laissent rêveur le public américain. Et l'adjectif « américain » désigne ici non seulement le peuple des Etats-Unis (qui en a monopolisé l'usage) mais aussi bien ceux de tous les autres pays de notre continent.

L'Europe aujourd'hui

Quand il arrive à vos politologues d'établir une équation sans nuances entre « l'empire totalitaire » soviétique et la « démocratie impériale » des Etats-Unis (j'emprunte ces deux termes à Octavio Paz), nous ne comprenons pas.

Nous sommes certes pleinement conscients de votre situation précaire entre les deux géants, susceptible de brouiller le regard des penseurs les plus lucides. Nous n'oublions pas non plus que le voisinage immédiat des Etats-Unis brouille souvent le nôtre (je parle ici pour les Canadiens). Nous ne sommes pas pour autant les satellites dociles des USA ; les Latins du sud non plus, du reste. Nous n'acceptons pas sans examen les jugements qui émanent de la Maison-Blanche, quoi qu'en dise parfois la presse européenne. Nous avons compris, mieux que nos grands voisins, vos transactions avec les Soviétiques au sujet du gazoduc Europe-URSS. Nous applaudissons sans réserve à vos efforts pour assurer l'autonomie de l'Europe dans les domaines de la recherche scientifique et de l'exploration spatiale. Certains signes, par ailleurs, donnent à croire que l'Europe serait en train de se replier sur elle-même ; vous comprendrez que nous nous en alarmions. Il ne s'agit pas de regretter une hégémonie européenne révolue. Mais nous avons parfois l'impression que vous mesurez mal l'influence considérable ^{p.182} dont vous disposez toujours. Il nous arrive même de craindre que vous ne soyez tentés par un isolationnisme de fait, évocateur de l'attitude américaine de l'entre-deux-guerres. Serait-il abusif d'utiliser le mot stagnation pour décrire la politique étrangère européenne de notre temps, ou de déplorer, avec l'essayiste mexicain déjà cité, que l'Europe soit aujourd'hui devenue « la grande absente de la politique mondiale » ?

L'Europe aujourd'hui

Dans le domaine culturel, enfin, les Américains que nous sommes s'inquiètent de certains comportements européens qui manifestent une anxiété difficile à comprendre. On dirait parfois que l'Europe a perdu confiance en elle-même. J'en veux pour seul exemple, aux fins de mon exposé, une réunion du Conseil européen qui rassemblait à Berlin-Ouest, en juin 1984, les ministres de la Culture de tous ses pays membres. Délégués du Canada, admis presque en fraude dans cette réunion européenne, nous étions désolés, voire atterrés par certaines attitudes craintives, certains réflexes uniquement défensifs de vos ministres, devant les pressions culturelles américaines. Le déferlement sur le monde entier des modes et des produits culturels en provenance des USA constitue sans doute un phénomène majeur et, par certains aspects, inquiétant. Nous en savons quelque chose, nous qui vivons à la porte des Etats-Unis dont nous ne sommes séparés que par une frontière, la plus poreuse qui fût jamais. Leur télévision, leur radio, leur presse et leur cinéma sont omniprésents dans notre pays. Nous connaissons le problème. Il nous préoccupe. Comment développer, comment maintenir une personnalité culturelle originale devant l'invasion pacifique, certes, mais massive d'une culture étrangère ? Pour y réussir, il nous faut justement compter sur l'Europe, sur son dynamisme, sur la solidité de ses assises culturelles et l'importance des moyens dont elle dispose. Nous attendons d'elle un appui dont nous ne saurions nous passer. Nous avons besoin qu'elle produise plus que jamais, qu'elle accepte la concurrence, qu'elle fasse preuve d'audace. Parce qu'elle a perdu l'initiative dans certains secteurs, est-ce à dire qu'elle doit désormais battre en retraite sur tous les fronts et se réfugier dans un protectionnisme stérile ? Certains de ses porte-

L'Europe aujourd'hui

parole à Berlin n'étaient pas loin de le préconiser... Je sais bien, ayant fait ^{p.183} moi-même ce métier, que les ministres de la Culture ne représentent pas toujours les forces vives des populations qui les ont élus. Mais je constate également qu'au sein des démocraties authentiques, ces ministres reflètent presque toujours les dispositions fondamentales de leurs commettants. La tentation existe chez vous de réagir à l'invasion des produits culturels américains par une guerre de tranchées. Certains de vos responsables y succombent déjà.

Voilà ce qui nous inquiète. Cette tentation, tous les peuples qui partagent avec les USA le territoire des Amériques la connaissent depuis longtemps. Mais l'Europe elle-même nous enseigna jadis la vraie réponse aux pressions culturelles qui émanent des grandes puissances. Elle réside dans le développement des forces créatrices au sein de chaque peuple et dans l'art d'assimiler avec discernement les apports extérieurs qui peuvent nous enrichir.

Ce que nous attendons de l'Europe ? D'abord et avant tout le dynamisme de sa pensée, non pas pour combattre l'extraordinaire vitalité des USA, mais pour y faire contrepoids, pour établir un équilibre. Si, comme le notait dans son propos liminaire M. Starobinski, l'eurocentrisme est un concept dépassé, celui de l'Europe comme troisième force reste toujours vivant dans l'esprit de très nombreux Américains du Nord comme du Sud. Je ne parle pas, bien entendu, des nostalgiques. Ceux-là, de part et d'autre de l'Atlantique, ruminent encore de vieux rêves qui n'ont plus guère de rapport avec la réalité. Certaines habitudes de pensée ont la vie dure. On ne renonce pas facilement à des hégémonies qui ont duré des siècles avant de succomber aux convulsions de l'histoire. D'autre part, les puissances nouvelles issues des mêmes

L'Europe aujourd'hui

bouleversements mondiaux n'admettent pas spontanément qu'il faille résoudre les problèmes de notre époque « à l'échelle planétaire », dans un esprit de concertation plutôt que de domination. Il ne manque ni d'Américains ni de Soviétiques pour croire que le centre du monde se situe désormais chez eux et que *leur tour est venu* de régenter l'univers. La politique de puissance aura toujours ses adeptes. Un troisième groupe, enfin, accepte notre monde bipolaire, partagé entre l'URSS et les USA, non seulement comme une réalité de notre époque mais aussi bien comme une perspective d'avenir. Ceux-là réduisent la ^{p.184} politique internationale au seul jeu d'alliances militaires puissantes, en vue de conflits à venir qu'ils croient inévitables.

De notre côté de la barricade (et de l'Atlantique), certains rêvent d'une *pax americana* au sein de laquelle l'Europe accepterait un rôle subalterne, sous l'autorité et la suprématie reconnues des USA. D'autres, plus subtils, cherchent à orienter la pensée occidentale vers le concept d'une forteresse euro-américaine d'où serait bannie (on ne sait trop comment) toute ambition d'hégémonie. Dans un cas comme dans l'autre, ils excluent de leurs calculs la moitié de la planète et les deux tiers de sa population. Nous voilà donc très loin de l'échelle planétaire. N'est-il pas évident toutefois que des centaines de millions d'êtres humains, étrangers, trop étrangers peut-être à ces savants calculs, continuent d'entretenir le grand rêve, un peu vague, je le concède, mais tout de même mobilisateur, qui présida naguère à la création des Nations Unies ? Est-ce qu'on ne trouve pas encore sur les cinq continents, et singulièrement en Amérique, des gens simples par millions qui pensent simplement que le monde est pour ainsi dire condamné à réaliser son unité ? Ils sont persuadés

L'Europe aujourd'hui

que les problèmes les plus graves et les plus complexes, qu'il s'agisse de la famine endémique, des droits de la personne, du sous-développement ou de la paix universelle, ne trouveront de solution que dans la conjugaison de tous les efforts à l'échelle mondiale. On se souvient de la ferveur « mondialiste » qui souleva l'opinion, d'un bout à l'autre des Amériques, à l'issue du dernier conflit. Rebutée par les manœuvres politiques qui entourèrent la création des Nations Unies, puis par la guerre froide des années 50 et les guerres chaudes qui l'ont suivie, elle a survécu, pourtant. Elle s'exprime encore, de façon sporadique, dans les manifestations en faveur du désarmement et l'activité des innombrables clubs et ligues fédéralistes qui entretiennent, dans nos pays, le grand rêve d'un gouvernement universel. N'est-il pas significatif qu'aux USA la même majorité qui continue de soutenir massivement l'administration Reagan, condamne, sur plusieurs points, la politique étrangère de son président, comme en font foi de nombreux sondages ? Ces réactions ont sans doute pour cause principale l'aventurisme reaganien en Amérique centrale. Mais des contacts suivis avec la ^{p.185} population américaine, aussi bien dans les Etats du sud qu'en Nouvelle-Angleterre et dans le Middle West, m'ont appris que le désaveu ne se limite pas aux mesures anti-sandinistes ou à l'invasion de la Grenade. Il englobe également la froideur de la Maison-Blanche à l'égard des institutions internationales et la résistance qu'elle oppose aux initiatives multilatérales en matière de développement et de désarmement.

De même, les autres peuples américains, du nord au sud, s'inquiètent d'un équilibre nucléaire de moins en moins stable, sans cesse remis en cause par la surenchère des superpuissances. La « diplomatie du mégaphone » que déplorait Lord Carrington, les

L'Europe aujourd'hui

injures, les accusations et les menaces que l'URSS et les USA se lancent par-dessus nos têtes, d'un bout à l'autre du monde, les angoissent de plus en plus. Et le spectacle de ce match absurde les rapproche tout naturellement de l'Europe qui a le mérite, à leurs yeux, de n'y prendre aucune part. Ils se tournent vers vous dans l'espoir que vous profiterez de la première accalmie pour intervenir au nom de la raison. La timide amorce de dialogue entre Reagan et Gorbatchev, à laquelle nous assistons depuis quelques mois, en serait-elle l'occasion ? De nombreux observateurs américains, des hommes politiques aussi, considèrent l'Europe comme la troisième force susceptible de désamorcer, avant qu'il ne soit trop tard, le conflit Est-Ouest. Ils la croient capable (ont-ils raison ?) de créer à long terme un nouvel équilibre, en instaurant d'abord un climat plus sain, un *modus vivendi* nouveau entre pays développés. Ils se demandent toutefois s'il existe en Europe la volonté politique de jouer un tel rôle — qui ne serait pas nécessairement spectaculaire. Pour reprendre les paroles d'Alfred Grosser : « L'éclat et les éclats (vous) sont moins demandés que l'engagement tenace. Un engagement en contradiction avec l'attitude qui se répand de plus en plus, à savoir celle du téléspectateur assis devant son écran et déplorant la folie de ce monde sans ressentir fût-ce une once de responsabilité. » L'attitude de vos gouvernements, lors d'une récente initiative de paix canadienne, nous ferait douter qu'il existe présentement chez vous un tel « engagement tenace ». Mais nous savons désormais, en Amérique comme ailleurs, que la marche vers la paix dans ^{p.186} l'unité sera très longue. Nous avons appris la patience. Aux naïfs rêveurs de l'après-guerre, aux généreux *citoyens du monde* qui voulaient brûler les étapes, de cruelles déceptions ont enseigné que les entreprises de paix ne sont pas

L'Europe aujourd'hui

des sprints sur cent mètres mais des courses de grand fond.

Ceux qui voient dans l'Europe la clef de toute paix durable à l'échelle mondiale savent très bien que pour en devenir l'instigateur, votre continent doit d'abord parfaire son unité et prendre conscience de sa vocation nouvelle. Si la politique étrangère de la Communauté nous déçoit, c'est sans doute que l'Europe n'existe pas encore comme « puissance particulière » (Grosser). Faut-il, pour autant, abandonner tout espoir et conclure avec le poète : *Mirum somniavi somnium ?* Demandons-nous plutôt si nous sommes aujourd'hui plus près ou plus éloignés de cet objectif que nous ne l'étions au sortir de la guerre. Mesurons froidement le chemin parcouru. Nous savons que les militants de l'unité européenne ont tendance à oublier les réalisations, à ne voir que les lacunes et l'énormité de la tâche qui reste à accomplir. Mais en dépit de lenteurs irritantes dans le processus d'unification, l'Europe occidentale présente aux spectateurs américains un bilan très positif. Son évolution politique, l'élimination des dernières dictatures, l'intégration économique croissante, la résolution de plus en plus manifeste de regarder les problèmes en face, tout cela inspire aux sceptiques d'hier un respect nouveau pour l'expérience européenne. Que disent aujourd'hui les prophètes de malheur qui prédisaient naguère le naufrage de la Communauté ? Elle coulera à pic, affirmaient-ils avec assurance, dès qu'une tempête soufflera sur l'économie mondiale. Or la tempête souffle depuis dix ans avec une violence rarement égalée. Comme toutes les autres entités économiques, votre Communauté est fortement secouée. Mais elle résiste.

La situation dans l'autre partie de l'Europe (qu'il faut bien appeler orientale, malgré les objections de Milan Kundera) n'inspire certes pas la même confiance. Mais ceux qui ont vécu l'époque du

L'Europe aujourd'hui

stalinisme triomphant mesurent l'importance des changements ^{p.187} survenus depuis. Le printemps de Prague, les événements de Pologne, certaines initiatives de la politique étrangère roumaine, l'évolution politique en Hongrie et bien d'autres signes encore témoignent d'une quête de liberté qui ne désarme pas. Si l'Europe reste le « corps hémiplégique » décrit par un romancier français, au lendemain de la guerre, nous avons désormais toute raison de croire que cette paralysie n'est pas irréversible. J'ajouterai que nous observons avec un intérêt passionné la mise en question du marxisme-léninisme à travers toute l'Europe occidentale. La critique en profondeur qui, depuis quelques années, explore jusque dans ses recoins le monument politique édifié sur la philosophie de Karl Marx, représente éminemment le type d'initiative que nous attendons de vous, Européens. Si l'hégémonie politique de l'Ancien Monde a vécu, la vocation culturelle de l'Europe et notamment sa mission critique demeurent évidentes. Nous attendons de vous des analyses plus sereines peut-être que les nôtres et de plus longue portée. Avons-nous tort de croire qu'en dépit de sa position difficile et des inquiétudes que lui inspire sa propre sécurité, l'Europe reste capable de dominer l'éphémère et de jouer un rôle central dans l'élaboration de notre avenir à tous ? Grâce à sa longue histoire, elle est sans doute mieux placée que l'Amérique pour ouvrir les perspectives planétaires qui doivent dès aujourd'hui orienter notre action.

Nous attendons des Européens une vision historique qui embrasse l'ensemble des questions et des choix auxquels le monde contemporain doit faire face. On ne cesse de nous répéter (vous ne vous en privez pas vous-mêmes) que le Nouveau Monde n'a pas le sens de l'histoire, que tous les Américains, du nord

L'Europe aujourd'hui

comme du sud, substituent des jugements moraux aux jugements historiques dont ils n'ont pas la clef. Nous acceptons ce reproche qui n'est peut-être qu'une constatation. Si John Kennedy, président des USA, appelait à ses côtés des conseillers européens, entre autres Raymond Aron, quand il faisait face à des crises internationales, c'est sans doute qu'il était lui-même conscient de cette carence. Les Amériques possèdent, je crois, un sens aigu de leur propre devenir. Mais celui du monde leur échappe parce que leur entrée sur la scène internationale est trop récente. Elles attendent de l'Europe, patrie de ^{p.188} Locke, de Montesquieu et de Tocqueville, cette intuition historique qui leur manque encore.

Je songe, en disant cela, aux deux défis les plus redoutables qui se posent à l'humanité tout entière, à ce moment-ci de son histoire : la plaie du sous-développement et la menace nucléaire. Qu'ils en soient conscients ou non, tous les êtres humains, y compris ceux qui vivent dans les coins du monde les plus reculés, sont directement concernés par ces deux calamités de notre époque, aussi mortellement dangereuses l'une que l'autre. On ne peut guère douter que notre avenir à tous sera largement déterminé par notre aptitude ou notre impuissance à surmonter ces deux obstacles. Ce sont d'anciens fléaux, sans doute. La famine et la guerre ont le même âge que le genre humain. Mais qui contesterait que l'un et l'autre prennent aujourd'hui des proportions nouvelles, universelles, apocalyptiques ? Devant cette double menace, aurons-nous enfin, tous continents et toutes civilisations mêlés, le sursaut unanime qui seul peut assurer notre survie à tous ?

A nous, Américains, il vient souvent l'idée, un peu candide peut-être, qu'il faut attendre de l'Europe et de l'Asie, réceptacles

L'Europe aujourd'hui

des plus anciennes sagesses de la terre, les premiers éléments d'une réponse à ces deux questions angoissantes. De l'Asie contemporaine, elle-même aux prises avec d'écasants retards économiques et une multitude de problèmes aussi urgents qu'insolubles dans l'immédiat, il serait sans doute vain d'attendre le remède à la stagnation du tiers monde. Mais de l'Europe, nous sommes en droit, croyons-nous, d'exiger beaucoup plus qu'elle n'a contribué jusqu'à présent au déblocage d'une situation qui s'éternise. Sans doute le passé colonial de nombreux pays européens pèse-t-il d'un poids très lourd sur leurs politiques africaine et asiatique. D'autant plus lourd, peut-être, qu'ils font trop peu pour l'alléger. Quand par exemple deux membres importants de la Communauté refusent de souscrire aux dispositions de l'accord international sur le droit de la mer, leurs amis occidentaux et l'ensemble des pays en voie de développement en éprouvent une amère déception. Ils se demandent si l'esprit colonial est vraiment mort. Que les USA leur aient montré la voie de ce refus n'excuse rien. Il s'agissait de partager plus ^{p.189} équitablement les ressources maritimes, de donner aux pays pauvres et aux pays enclavés un accès de droit aux richesses que la nature a déposées sur les fonds marins ; il s'agissait, mieux encore, de mettre fin à la loi du plus riche qui peut tout s'approprier parce qu'il est seul à posséder les outils indispensables. Quoi d'étonnant au fait que le gouvernement conservateur du pays le plus riche de la terre repousse une telle proposition ? Mais l'attitude des deux puissances européennes fut d'autant plus décevante qu'elles rataient, par ce refus, une occasion historique. La chance leur était offerte de démontrer qu'elles avaient quitté le camp des profiteurs. Dépouillées de leurs

L'Europe aujourd'hui

colonies, elles acceptaient dorénavant non seulement le principe mais également la mise en place effective d'un nouvel ordre économique international.

J'insiste sur cette occasion manquée parce qu'elle amenuise notre espoir de voir l'Europe se tourner vers l'avenir et en indiquer la route, parce qu'elle marque un retour en arrière vers la traditionnelle mainmise des riches sur les trésors communs de l'humanité.

L'Europe dont nous attendons la vision d'un monde plus juste, c'est celle qui a inventé la démocratie et les institutions parlementaires, proclamé les droits de la personne et mis au point la sécurité sociale. C'est encore celle qui, plus récemment, par l'accord de Lomé 3, atténue le fossé entre pays riches et pays pauvres. Ce dynamisme d'une philosophie généreuse alliée au sens pratique qui en assure la mise en œuvre, nous voulons qu'il déborde vos frontières. Il ne s'agit plus d'imposer au reste du monde les formes particulières d'une civilisation donnée. La communauté internationale a déjà fait siens, du moins en principe, vos objectifs fondamentaux de justice et de liberté. Mais le sous-développement constitue l'obstacle le plus immédiat à leur réalisation. Nous savons désormais que l'interdépendance est la règle, que le progrès, comme la liberté, est indivisible. Il est inconcevable que l'immense majorité de nos semblables continuent de vivre en permanence au seuil de la famine sans qu'il en résulte pour nous-mêmes, dans un avenir prochain, des conséquences désastreuses. Tous les économistes s'accordent sur un point : il ne sera plus possible, demain, de faire ^{p.190} coexister sur la planète des sociétés de consommation gavées de richesses et des léproseries de sous-développés.

L'Europe aujourd'hui

Je sais que cette proposition simple et désormais indiscutable recouvre un nœud de problèmes et de conflits que nous n'avons même pas fini de découvrir. Il existe un *tiers-mondisme* naïf et irritant qui maquille la complexité de la situation au lieu de l'analyser. Ceux qui tiennent « l'impérialisme américain » responsable de toute la misère du monde ne sont pas plus crédibles que ces autres pour qui le sous-développement n'est qu'une séquelle du colonialisme. Cette chasse aux sorcières internationales, si populaire qu'elle soit, ne mène à rien. Ce n'est pas en clouant des coupables au pilori de l'opinion internationale qu'on portera remède au sous-développement. Les Américains, riches et pauvres, qui attendent de l'Europe des initiatives plus audacieuses, dans ce domaine, ne fondent pas leur espoir sur votre mauvaise conscience d'ex-colonisateurs mais sur le dynamisme des grands peuples que vous êtes. Ils comptent sur vous parce qu'ils vous ont vus naguère reconstruire vos pays en ruines et bâtir, en moins d'une génération, de nouvelles économies nationales plus prospères que les anciennes. Ils voudraient que vous vous attaquiez au sous-développement avec la même ardeur que vous avez mise à restaurer votre propre bien-être, après la dernière guerre. Seront-ils déçus ?

Après chaque sommet des Sept, ils s'interrogent. Ils se demandent si vous freinez les Etats-Unis ou si vous êtes freinés par eux dans la mise au point de solutions plus généreuses, plus imaginatives et plus grandes ouvertes sur l'avenir. Pour avoir suivi de très près, ces dernières années, le débat dit des « négociations globales », je sais bien que les obstacles majeurs à l'ouverture de ces pourparlers ont toujours été, d'une part, l'irrédentisme et le manque de vision des USA et, d'autre part, l'absolutisme de

L'Europe aujourd'hui

certains pays du tiers monde qui refusaient au dernier moment les ententes les plus prometteuses, parce qu'elles ne leur apportaient pas immédiatement *toutes* les satisfactions désirées. Je puis témoigner aussi de la déception des Mexicains et des Canadiens, qui n'ont pas reçu au moment crucial de leurs efforts pour engager le dialogue, le coup de pouce décisif de la Communauté européenne qui eût pu enclencher le ^{p.191} processus. L'Europe montait au créneau mais en ordre dispersé. Abandonnant toute prudence, j'ai presque envie de dire qu'elle y montait pour observer l'engagement et non pour y prendre part, qu'elle paraissait davantage motivée par la protection de ses intérêts immédiats que par un grand dessein mondial. Suis-je injuste ? Peut-être. Mais si je le suis, c'est pour avoir fait à l'Europe une confiance démesurée, pour avoir cru et pour continuer de croire qu'elle peut jouer un rôle déterminant dans la lutte contre le sous-développement, à condition de mettre fin à la demi-passivité dont elle a fait preuve jusqu'ici.

De même, il n'échappe à personne que l'Europe, coincée entre les deux superpuissances, ne peut pas rester passive dans ce qu'il est convenu d'appeler le conflit Est-Ouest. C'est sur elle, sans doute, que la menace nucléaire pèse le plus lourdement. Mais sa propre sécurité coïncide avec celle de la planète tout entière. Vue d'Amérique, elle apparaît comme la première victime probable mais aussi, et peut-être à cause de ce péril mortel, comme la principale force politique susceptible d'entrer en action pour renouer le dialogue entre l'URSS et les USA. L'Europe n'est pas une entité négligeable et ne peut souffrir indéfiniment de n'être qu'un enjeu. Elle possède de grands moyens économiques, scientifiques et militaires, les plus importants après ceux des

L'Europe aujourd'hui

supergrands eux-mêmes. Deux des six puissances nucléaires du monde font partie de la Communauté. Je sais que dans ce domaine, les données purement arithmétiques sont trompeuses. Mais vous avez voix au chapitre, vous pouvez vous faire entendre. Ces deux mêmes puissances européennes siègent en permanence au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Elles y disposent d'une influence considérable, rampe de lancement rêvée pour des initiatives majeures, si l'Europe décidait d'y faire en priorité la promotion de la paix, du contrôle puis de l'élimination des armes nucléaires. Attente naïve, espoir démesuré ? C'est en tout cas l'attente et l'espoir qu'entretiennent en terre d'Amérique de nombreux amis de l'Europe. Ils savent que celle-ci ne peut pas s'arroger le rôle d'arbitre. Les superpuissances n'y consentiraient pas. Mais les réconciliations spectaculaires que vous avez scellées entre vous, depuis la dernière guerre, autorisent à concevoir une p.192 conciliation dont vous pourriez être les architectes. A condition de n'être plus les « grands absents » de la politique mondiale.

Je me rends compte, au terme de mon exposé, que toutes les critiques et tous les espoirs dont je me suis fait l'interprète auprès de vous, ont rapport à l'unité européenne. Je pourrais résumer comme suit le sentiment américain : nous déplorons que l'Europe tarde à se faire, parce que le monde a grand besoin qu'elle se fasse. Mais nous ne désespérons pas. La construction européenne est un projet grandiose, l'un des plus ambitieux jamais conçus. Il n'intéresse pas seulement l'Europe elle-même mais tous ceux, à travers le monde, qui croient à la nécessité de créer de nouveaux rapports entre nations. A la veille d'un nouveau millénaire, il constitue un espoir d'autant plus tonifiant qu'il a cessé d'être seulement un rêve pour devenir une réalité chaque jour plus concrète.

L'Europe aujourd'hui

Les Américains, ceux surtout qui habitent des Etats fédérés, ne manquent pas de sympathie pour les difficultés de l'Europe en gestation. Ils mesurent sans peine l'importance des obstacles qu'elle rencontre sur sa route. Ils connaissent les maladies de croissance dont elle a déjà souffert et celles qui la guettent encore. Mais ils ne doutent pas de vous et c'est avec confiance qu'ils vous disent : « Surtout, n'allez pas nous décevoir. »

@

L'Europe aujourd'hui

MORIAKI WATANABE Né en 1933 à Tokyo. Japonais et docteur ès lettres, il occupe, depuis 1979, les fonctions de professeur titulaire et de directeur de la section des études françaises à l'Université de Tokyo. Sa thèse de doctorat, en 1977, traitait de *L'inspiration dramatique chez Paul Claudel — Genèse et structure des œuvres de jeunesse*.

M. Watanabe a été, de 1967 à 1969, attaché de recherche au CNRS et professeur associé à l'Université de Paris III en 1975-1976. Il apporte durant l'année académique en cours sa collaboration appréciée à l'Université de Genève en qualité de professeur suppléant de langue et littérature japonaises.

Les nombreuses publications de M. Watanabe font de lui un spécialiste du théâtre français et du théâtre japonais.

CONFÉRENCE DE MORIAKI WATANABE

@

p.193 Ce n'est pas avec la prétention de vous expliquer quelques recettes de ce qu'on appelle en Occident « le miracle japonais » que j'ai accepté de prendre la parole dans votre prestigieuse assemblée ; ce n'est pas non plus par une complaisance masochiste de vous analyser tout l'envers de la réussite technologique et économique du Pays du Soleil levant, comme se plaisent à le dénoncer certains mass media européens. Je me propose tout simplement de décrire le paysage culturel dans lequel les Japonais vivent actuellement, de dégager quelques grandes lignes de force qui le traversent, afin de mettre, ou plutôt de remettre, en valeur tout un héritage culturel occidental qui a joué un rôle décisif dans cette grande mutation historique, la modernisation du pays selon le modèle occidental.

Quelques épisodes

Pour déjouer cette image-cliché qui circule actuellement : « technologies de pointe et corps archaïque, sauvage », je

L'Europe aujourd'hui

commencerais par quelques banalités volontairement épisodiques. Si je vous posais par exemple la question : quelle est la musique que l'on joue le plus souvent au Japon pendant le mois de décembre, que répondriez-vous ? Certes on peut s'attendre à l'exploitation commerciale de chansons occidentales ou même chorales liées à la fête de Noël. Certainement, à un niveau plus distingué, on joue assez souvent le *Messie* de Haendel. Mais un phénomène spécifiquement japonais depuis la fin de la dernière guerre mondiale, c'est que le mois de ^{p.194} décembre est consacré à la *Neuvième Symphonie* de Beethoven. Son succès s'explique par l'intensité dionysiaque de l'*Hymne à la Joie* : espoir de la résurrection par la communion de toute l'humanité réconciliée, ce dont le peuple démoralisé par la première défaite historique avait tant besoin, mais aussi et surtout — ceci se confirme avec les années — besoin par excellence japonais de *ritualiser* la vie quotidienne, de marquer les moments d'importance nodale de la vie collective par des cérémonials appropriés. Le phénomène est d'autant plus significatif qu'à la période du solstice d'hiver se déroulait la grande cérémonie de revivification du « mana » impérial, qui s'identifiait à la puissance génératrice du Soleil. Le même souci d'une religiosité profane a fini par introniser les *Quatre Saisons* de Vivaldi comme musique emblématique du Nouvel-An à la place du répertoire votif de la musique traditionnelle japonaise qui se jouait à cette occasion sur les ondes.

Cet épisode risque d'apparaître assez superficiel si on ne tient pas compte de l'installation généralisée du système musical occidental dans la pédagogie primaire et secondaire. Toujours est-il que la *Neuvième Symphonie* de Beethoven me permet de passer

L'Europe aujourd'hui

à un autre phénomène culturel, celui des livres ; pendant des années *Jean-Christophe* constitua un des best-sellers de la littérature occidentale traduite. Chaque fois qu'un éditeur lançait sa collection à grande diffusion, du genre « le Trésor de la littérature universelle », trois titres imbattables figuraient aux premières livraisons : l'œuvre de Romain Rolland que je viens de citer, *Le Rouge et le Noir* de Stendhal et *Crime et Châtiment* de Dostoïevski. Ce choix, qui peut étonner les observateurs occidentaux, plus particulièrement en ce qui concerne *Jean-Christophe*, n'en reste pas moins significatif. Si les lecteurs japonais ont été sensibles au message humanitaire du *Bildungsroman* français, ils aimaient à se reconnaître dans l'aventure romanesque et « anticléricale » d'un Julien Sorel, qui leur semblait représenter de façon exemplaire le drame de l'égo moderne. Quant à la prédilection des lecteurs japonais pour l'univers romanesque de Dostoïevski, elle est sans doute plus facile à faire comprendre par l'affinité entre l'âme *slave* en proie à l'angoisse existentielle et métaphysique et ce qui a été vécu en profondeur par les ^{p.195} intellectuels japonais dans la société en pleine mutation et sous l'impératif de la modernisation-occidentalisation.

On peut relever le même phénomène parmi les rayons de la « pensée ». Plus étonnants certainement sont les deux auteurs qui figurent très souvent à la tête d'une collection philosophique : Pascal et Nietzsche. La vision tragique du monde chez l'auteur des *Pensées*, de même que la traversée énigmatique et exaltante de Zarathoustra, ont été perçues par les lecteurs japonais comme les expériences-limite du *sujet pensant* occidental. On pourrait ainsi continuer l'inventaire pour

L'Europe aujourd'hui

confirmer que le Japon est un pays de traduction — les intellectuels ne monopolisant pas le savoir étranger, en l'occurrence occidental, lequel rencontre une large audience par la voie des traductions — et qu'il est aussi le pays des « œuvres complètes ». Sartre avait les siennes dès son vivant, et parmi les écrivains français, dont on a publié les œuvres complètes, on peut citer Baudelaire, Rimbaud, Nerval, Flaubert, Valéry, et Rousseau naturellement, avec Mallarmé et Artaud qui sont en préparation. Mais en même temps on constate qu'il existe une certaine tendance dans le choix des auteurs : la préférence est accordée aux écrivains « contestataires » ainsi qu'aux textes marquant les origines. Jean-Jacques Rousseau distance de loin Voltaire, Shakespeare les classiques français, la modernité critique d'un Baudelaire le vers devenu institution d'un Hugo ; on lit Homère et les tragiques grecs, mais pratiquement pas Virgile ni Sénèque le tragique ; on se montre plus sensible aux philosophes des lumières qu'à la philosophie de Descartes.

Ce parti-pris se confirme en quelque sorte par la vision lacunaire de l'Europe telle qu'elle est présentée dans la plupart des manuels d'histoire pour l'enseignement primaire et secondaire. Le schéma exemplaire de l'évolution historique, moderne et occidentale, y est toujours donné par l'Angleterre. De l'absolutisme d'Elisabeth I^e jusqu'à la révolution industrielle et à l'expansion de l'Empire colonial, en passant par la révolution puritaine suivie de la restauration — instauration et affermissement de la monarchie constitutionnelle et parlementaire —, c'est toujours l'Angleterre qui propose les grandes articulations historiques jusqu'au moment où elle se trouve ^{p.196} menacée par l'Allemagne prussienne, qui commence à

L'Europe aujourd'hui

s'imposer comme modèle politique, industriel, scientifique et militaire plus efficace. La France est presque réduite à quelques épisodes « révolutionnaires » : l'absolutisme ne fait son entrée en scène qu'avec la philosophie des lumières et presque exclusivement comme le mal fondamental ; c'est Jean-Jacques Rousseau qui est le premier à avoir l'honneur du portrait, après quoi la Révolution française, l'invention sanguinaire de la guillotine, un peu sur Bonaparte, mais iconographiquement la chose s'arrête aux barricades avec *La Liberté conduisant le peuple* de Delacroix, ce tableau étant dans la plupart des cas la deuxième image française qu'un élève de quatrième peut contempler dans son manuel d'histoire.

La lacune est pourtant significative : les modèles historiques sont ainsi explicitement proposés, avec l'Angleterre et l'Allemagne qui partagent la positivité de la civilisation moderne — ce sera plus tard le tour des Etats-Unis, comme on peut s'y attendre — et la France présentée sous ses aspects critiques et contestataires. Le schéma, si sommaire qu'il puisse paraître, reproduit assez fidèlement l'idée proposée ici même par Edgar Morin, celle de « dialogique », que doit comporter nécessairement la philosophie des lumières. On peut également cerner les modalités avec lesquelles le Japon s'intéressait à l'Europe moderne : il se proposait d'assimiler une haute *technicité*, avec laquelle les puissances occidentales s'imposaient dans le monde moderne, tout en se laissant fasciner par les mouvements de contestation et de critique, qui semblaient constituer la subjectivité créatrice de l'homme moderne et occidental.

L'Europe aujourd'hui

Généalogie de *wakon-yōsai*

ou de la technicité occidentale avec l'âme japonaise

Il existe une formule qui semble résumer l'attitude majeure des Japonais vis-à-vis de l'invasion des puissances occidentales : *wakon-yōsai* qui veut dire littéralement « avec l'âme japonaise (assimiler) la technicité occidentale ». La formule s'est inspirée d'une autre formule qui avait cours au XVIII^e et au XIX^e siècle, *wakon-kansai* ou « avec l'âme japonaise (assimiler) les sciences chinoises », lancée par ^{p.197} les idéologues du savoir japonais autochtone. L'une et l'autre formules affichent le souci de sauvegarder une authenticité indigène face à la suprématie du savoir étranger. Le contexte politique, économique, culturel dans lequel s'inscrit le programme diffère pourtant de façon dramatique.

Certes, ce n'est pas la première fois que le Japon s'est mis à l'école de civilisations étrangères. L'histoire même de l'archipel s'articule en différents temps de contacts avec les influences étrangères ; elle peut se décrire comme efforts et effets du double mouvement d'ouverture et de fermeture vis-à-vis des impacts venus de l'extérieur. A l'aube de l'ère historique, les Coréens apportèrent certains éléments fondamentaux de la future civilisation japonaise ; plus tard ce fut la Chine des Tang que les dirigeants du pays du Soleil levant considérèrent comme le modèle à suivre afin de se constituer en tant que régime impérial cohérent et solide, muni d'une culture raffinée, originale. Après deux siècles de mûrissement culturel, les XI^e et XII^e siècles, des impulsions chinoises contribuèrent de nouveau à accélérer une grande mutation qui se situe aux XIV^e et XV^e siècles : l'introduction et la japonisation du *zen* par exemple, ou ce même phénomène répercuté à l'échelon du commerce extérieur qui n'a cessé de

L'Europe aujourd'hui

s'intensifier, jusqu'au moment où le shôgun des Tokugawa, en 1639, opta définitivement pour l'isolement de l'archipel. Aussi est-il permis d'analyser l'identité culturelle des Japonais, non pas à partir de quelques données perçues isolément, telles que la sensibilité codifiée aux environnements naturels ou l'esthétique des détails, mais en reconstituant tous ces processus d'assimilation et de transformation afin d'en dégager une sorte de dispositif culturel dont la genèse est historiquement situable, mais fonctionnant à l'échelle de plusieurs siècles.

Dans cette perspective, on peut s'attendre que, même pour la modernisation-occidentalisation du pays, la gageure soit tenue. Seulement, cette fois-ci, l'enjeu est totalement différent : c'est de la survie ou de la mort du pays qu'il s'agit, de l'indépendance et de l'autonomie ou de l'asservissement colonial. La conversion radicale, dans tous les secteurs de la nation — politique, économique, institutionnel, esthétique, idéologique —, a été perçue et acceptée ^{p.198} par tout un peuple comme l'impératif majeur dont dépendra son propre avenir. Visiblement, la tactique de : « avec l'âme japonaise la technicité occidentale » donnait l'assurance de tenir le pari. Comme le remarque l'un des éminents historiens du Japon moderne, Edwin O. Reischauer :

Les Japonais ont résolu de n'emprunter que ce qu'il y a de meilleur dans chaque pays (de l'Occident). Ils vont en Angleterre pour étudier la navigation, en Allemagne pour apprendre l'art militaire et la médecine, en France pour s'initier à l'administration locale et au droit, aux Etats-Unis pour se former aux méthodes commerciales. Le monde n'est pour eux qu'une vaste école. Mais ils déterminent eux-mêmes le programme qu'ils désirent étudier, choisissent librement leur maîtres et prévoient avec précision l'emploi qu'ils feront de leurs nouvelles connaissances. (Edwin O. Reischauer, *Histoire du Japon et des Japonais — Des origines à 1945*, traduction de Richard Dubreuil, Ed. du Seuil, 1973, pp. 157-158.)

L'Europe aujourd'hui

L'historien n'oublie pas d'ajouter que « redoutant l'esprit d'appropriation lié à l'impérialisme occidental, les Japonais des années 1870 se défiaient à juste titre des prêts étrangers et n'y recourent qu'avec une extrême prudence » (*ibid.*, p. 150), et que le Gouvernement n'hésitait pas à « s'assurer les services d'innombrables experts et professeurs occidentaux », en prélevant « sur ses faibles ressources financières les sommes nécessaires à la rétribution de ces experts » (*ibid.*, p. 158). Mais dès que le dispositif de la pédagogie eut été mis en place à tous les échelons de l'enseignement, ils furent remplacés par leurs disciples japonais ou par des savants revenus de mission scientifique, afin que ceux-ci reprennent en main toute la production et la transmission du savoir d'origine occidentale. Et, parallèlement à ces investissements pédagogiques, scientifiques et culturels, on procédait à la mise en place des institutions politiques, militaires, économiques, ainsi qu'à celles qui régissent la juridiction et la jurisprudence.

Ainsi les Japonais, en se mettant à l'école de l'Occident, choisissaient leurs maîtres et les modèles à suivre en fonction de leurs besoins et de leurs aspirations. Avant tout, l'Angleterre et l'Allemagne prussienne proposaient deux critères essentiels : l'Angleterre avec sa monarchie constitutionnelle et parlementaire, exerçant son hégémonie internationale grâce à sa croissance économique et ^{p.199} industrielle ; l'Allemagne avec ses sciences et ses technologies liées au développement des industries lourdes, facteur décisif qui lui permit de rattraper son retard dans la modernisation. Rappelons-nous également que, jusqu'au début de la deuxième décennie de ce siècle, l'Angleterre restait le seul grand allié du Japon parmi les puissances occidentales, fait qui,

L'Europe aujourd'hui

dans une certaine mesure, est explicable par l'affinité géopolitique de l'insularité. Quant à l'Allemagne, certains aspects de l'éthique protestante l'apparentaient à un Etat confucianiste, sérieux, travailleur et discipliné, vertus qui, aux yeux des Japonais, constituent également la force des Suisses.

Dans cette constellation, la France de la III^e République restait, malgré ses apports dans certains domaines comme celui du droit ou de l'organisation des armées, beaucoup moins proche, d'autant plus que sa politique extérieure visait, quant à l'Asie, presque exclusivement la Chine et l'Indochine. D'où, entre parenthèses, l'agacement de quelqu'un comme Claudel, qui, en sa double qualité d'ambassadeur spécialisé en économie et de poète de taille exceptionnelle, a déployé tous ses efforts pour transformer l'attitude traditionnelle du Quai d'Orsay. Toujours est-il qu'aux yeux de la plupart des Japonais, et cela ne se limitait pas aux seuls intellectuels, la France apparaissait comme un pays *culturel*. On a plus particulièrement retenu ses aspects contestataires que l'on rencontrait chez les philosophes et les artistes. Là aussi la philosophie des lumières avec Jean-Jacques Rousseau a joué un rôle prépondérant, depuis la première traduction du *Contrat social*, qui a été entreprise par Chômin Nakaé dès 1882.

Contrairement à ce qu'on imagine en Europe, les Etats-Unis exerçaient une influence dans des secteurs assez limités : commerce et spiritualité protestante. Cette dernière surtout, sous ses modalités de sectes fort intellectuelles et ascétiques — tout comme la spiritualité contestataire de la Russie de la fin du siècle dernier — a profondément marqué l'intelligentsia japonaise, à tel point que la plupart des mouvements socialistes sont nés au sein même du milieu protestant japonais.

L'Europe aujourd'hui

Crise de la subjectivité japonaise

p.200 L'impératif de la modernisation-occidentalisation, imposé d'en haut, fut finalement accepté par le peuple entier comme l'exigence sur laquelle devait se jouer le sort de la nation. Il n'en est pas moins vrai qu'il engendra des conflits à différents niveaux de la vie sociale et individuelle. D'autant plus que la conversion morale et sociale des Japonais en *sujets* modernes et occidentaux, professée par les idéologues des lumières comme mutation indispensable, s'avéra vite en contradiction avec la politique menée par les dirigeants du régime de Meiji : politique du « pays riche, doté d'une puissante armée », laquelle finira par instaurer un nouveau mode d'assujettissement : celui des sujets dévoués à la cause d'un régime impérial et impérialiste.

Cette mutation, certains intellectuels et créateurs l'ont vécue et ressentie dans toutes ses profondeurs. Ils ont su en manifester de dramatiques contradictions par leurs actions ou par leurs œuvres. Ils forgèrent en même temps une nouvelle langue, qui est le japonais moderne, et de nouveaux modèles d'expression, aptes à traduire à la fois les manières de penser et la vision du monde des Occidentaux.

Je me contenterai ici de mentionner quelques figures de proue, telles que Yukichi Fukuzawa et Chômin Nakaé parmi les idéologues du début de la modernisation. Yukichi Fukuzawa (1834-1901), après ses « études hollandaises » et l'apprentissage de l'anglais, effectuait, bien avant l'ouverture du pays au monde occidental, des voyages en Europe et aux Etats-Unis, où il accompagnait les missions gouvernementales. Pédagogue, Fukuzawa fonda l'école Keiô, qui sera l'une des premières et des plus importantes écoles libres au Japon. Journaliste et écrivain, il fut indiscutablement

L'Europe aujourd'hui

l'auteur le plus lu, le maître à penser le plus suivi. Son livre sur la société occidentale : *Les Choses d'Occident*, publié en 1866, connut un tirage de 150.000 exemplaires, chiffre qui sera dépassé par un autre best-seller de lui : *Invitation aux sciences* (1872-1876), dont chaque édition a été tirée à 200.000 exemplaires, totalisant en six ans 3.400.000 exemplaires. Il s'inspirait surtout du savoir empirique et pragmatique de l'école anglaise, et se réclamait de la démocratie^{p.201} parlementaire de type anglo-saxon. Surestimant pourtant la capacité « éclairée » du pouvoir, il se rangeait plutôt du côté du régime de Meiji.

Quant à Chômin Nakaé (1847-1901), il fut un des premiers intellectuels japonais de formation française ; il a appris le français d'abord à Nagasaki, ensuite à Edo, et s'est fait l'interprète de Léon Roche. En 1871, il accompagne la mission d'Iwakura, qui part en voyage d'études dans les pays occidentaux, et demeure en Europe pendant deux ans et demi (1872-1874). Philosophe et journaliste, il est le premier à faire connaître aux lecteurs japonais le *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau par sa traduction en chinois japonisé (1882). Contrairement à Fukuzawa, Nakaé resta toujours du côté de l'opposition, car le régime de Meiji lui apparaissait de plus en plus éloigné de l'idéal rousseauiste de la démocratie. Si Fukuzawa disparut honoré de gloire civique, Nakaé devait mourir la même année d'un cancer de la gorge ; il sut conserver une grande sérénité au milieu de cette impasse tragique.

Fukuzawa et Nakaé, chacun à sa manière, ont représenté une expérience exemplaire dans l'histoire de l'assimilation du savoir occidental. Mais en même temps, on constate que chez eux s'annonçait déjà clairement une prise de conscience des détournements de ce savoir au profit d'une cause que ce même

L'Europe aujourd'hui

savoir apprenait à dénoncer. Effectivement, et je rejoins la thèse d'Edgar Morin, le message de l'Europe, celui des lumières, comportait cette foncière ambiguïté qu'il a nommée « dialogique ». D'un côté, la transmission de cette rationalité dans toutes ses formes scientifiques, technologiques, institutionnelles — dont les disciples pouvaient toujours tirer du profit — et de l'autre, l'incitation à la critique, à la mise en cause, à la révolte même, que cette même rationalité assumait non seulement vis-à-vis de ses conséquences mais aussi par rapport à elle-même.

Car le pari de « la technicité occidentale mais avec l'âme japonaise » s'avérait moins facile à tenir qu'on ne l'imaginait. La technicité rationnelle, qu'on a héritée de la civilisation des lumières, n'était jamais innocente. D'abord par la cause qu'elle servait, et ensuite par toutes les conséquences qu'elle devait entraîner. On ne ^{p.202} peut disjoindre impunément ce qui se constitue, à l'intérieur de cette technicité rationnelle, de matériellement utile et de moralement positif, de ce qui forme la subjectivité comme lieu de la subversion et comme possibilité de destruction radicale. Certains intellectuels de la fin du siècle dernier ont vite compris l'impossibilité de ce partage utilitaire. Effectivement toutes ces institutions commencèrent à fonctionner comme un gigantesque dispositif de production d'une nouvelle subjectivité aliénée, qui n'était autre chose que l'assujettissement dans l'Empire militaire. C'est contre cette machinerie fatidique que certains intellectuels répondirent par leurs actions politiques. Même pour les écrivains qui n'affichaient pas nécessairement leur prise de position politique, c'est le même paysage moral qui composait l'horizon de leur écriture.

L'Europe aujourd'hui

Si la période de la modernisation-occidentalisation reste comme l'une des plus riches de notre histoire littéraire, en créations et en réflexions, c'est précisément parce que cette crise de la conscience a été profondément liée à une autre crise, celle de l'identité culturelle du Japonais millénaire : comment restituer à cette subjectivité menacée d'éclatement, ou déjà éclatée, une figure authentiquement japonaise, mais qui sera en même temps apte à répondre à des interrogations plus fondamentales et universelles de l'humanité ? Sôséki Natsumé (1867-1916) et Ôgaï Mori (1862-1922) restent parmi leurs contemporains deux consciences exemplaires où se joue ce drame de la subjectivité du Japonais moderne. Leur succès est certes dû à leur stature d'écrivains formés à l'école européenne — l'Angleterre pour Sôséki, l'Allemagne pour Ôgaï — mais qui, en même temps, savaient intégrer leur vaste culture traditionnelle dans une écriture romanesque moderne. Si Ôgaï Mori a su assumer la haute fonction de Commissaire Général de la médecine dans l'armée, Sôséki Natsumé, après avoir donné quelques chefs-d'œuvre de roman psychologique moderne, devait mourir au bout de nombreuses crises de neurasthénie, d'un ulcère d'estomac. La tentation du suicide les obsédait tous les deux, quoique différemment. Pour les générations suivantes, cette tentation apparaîtra de plus en plus comme la conséquence logique de leur pessimisme existentiel : Akutagawa, Dazaï, et jusqu'à, probablement, Mishima... bien que pour ^{p.203} ces deux derniers, qui appartiennent à la génération des écrivains qui commencent à écrire juste avant ou pendant la Seconde Guerre mondiale, le problème soit vécu autrement et de façon plus radicale.

L'Europe aujourd'hui

Sous le signe de la démocratie américaine

Après la deuxième décennie du siècle, période d'euphorie qu'on appelle la démocratie de l'ère de Taïsho, ce fut la « guerre de quinze ans », qui devait se solder en 1945 par la première défaite que le pays ait essuyée. Pendant ce long hiver, le problème majeur pour les intellectuels et les créateurs restait, sinon nécessairement le choix entre le fascisme et le communisme, du moins dans le plus profond de leur conscience la prise de position vis-à-vis de leur choix. Certains partisans du régime, qui n'étaient pas de peu d'importance, cherchaient dans le patrimoine littéraire traditionnel la justification d'un nationalisme culturel : ce fut la formation de « l'École romantique japonaise ». Pour les adhérents du communisme, ce fut une terrible épreuve morale et existentielle : persécution barbare et drame du reniement de leur foi, ou « reconversion ». Et avec la « seconde ouverture du pays » à l'Occident, la littérature « d'après-guerre » commence son travail en reprenant l'héritage naturaliste du roman intime, autobiographique, mais en radicalisant l'interrogation sur l'existence même de l'écrivain, qui dans cette perspective apocalyptique vit, de façon exemplaire, de la déconstruction du sujet moderne. Indiscutablement, Osamu Dazai (1909-1948), avec sa *Disqualification de l'humain*, représente cette lignée « décadente » et nihiliste.

Les quinze années qui ont suivi la défaite furent également la période de grand brassage à tous les niveaux de la vie sociale et individuelle. On s'attendrait que, par le fait même de l'occupation, l'influence américaine se marque partout. En réalité, il n'était pas si facile d'implanter une démocratie telle que les Américains la souhaitaient, une démocratie qui certes doit mettre fin à la

L'Europe aujourd'hui

mentalité arriérée, « féodale et militariste » des Japonais, mais qui, en tant que démocratie, sache rester modérée et surtout maniable pour les Américains. Tous les *mea culpa* inscrits sur les centres de la terre ^{p.204} ravagée répétaient la ferme décision de renoncer à la guerre, mais les Japonais comprirent vite que la défaite avait été la conséquence de carences technologiques, industrielles et institutionnelles, sans oublier de s'accuser de s'être laissés aliéner, comme sujets modernes, par la machine fasciste. Les Américains, héritiers à leur manière de la philosophie des lumières, voulaient surtout faire comprendre aux Japonais que leur victoire était avant tout celle de la démocratie sur un régime barbare et arriéré, ce que la formule célèbre du Général MacArthur résumait cyniquement : « démocratiquement, les Japonais en sont encore au stade d'un enfant de douze ans ». Une ironie de l'histoire, qui par ailleurs s'avère toujours comme logique historique, c'est que l'aspiration libertaire et la rationalité révolutionnaire, une fois mises en marche, sont difficiles à freiner. Les intellectuels s'affichaient tous à gauche, hostiles naturellement aux initiatives américaines. N'oublions pas qu'on était encore sous le règne du stalinisme triomphant. Le marxisme était presque l'unique doctrine valable — la plupart des manuels d'histoire reflétaient cet état d'esprit — alors que l'existentialisme européen ouvrait d'autres possibilités d'interrogation et d'engagement. Par ailleurs, la guerre de Corée fut la première chance pour la relance économique du pays, chance que les industriels japonais n'ont pas manqué de saisir, ce qui a aggravé une fois de plus le sentiment de culpabilité chez les intellectuels, sentiment qui motivait toutes leurs actions contestataires.

Certainement l'américanisme, ou mieux l'américanisation,

L'Europe aujourd'hui

figurait à l'ordre du jour ; le mode de vie ainsi que la mentalité des Japonais moyens commencèrent à se mettre à l'école des Etats-Unis. Il n'en reste pas moins que, en réaction précisément contre cette américanisation imposée d'en haut, l'intérêt porté à l'Europe s'est accru de façon spectaculaire. Ce fut la période que j'ai évoquée au début de la communication, où l'Europe moderne, aussi bien que l'Europe traditionnelle, acquièrent une très large audience auprès du public japonais. Et c'est aussi sous l'effet d'une réaction que certains intellectuels et artistes, optant pour la gauche, commencèrent à découvrir et à revaloriser des aspects jusqu'ici méconnus de la tradition artistique du pays. Ils étaient en quête d'une ^{p.205} identité culturelle profonde, qui sans être incompatible avec l'impératif de la démocratisation, puisse servir de soubassement authentique à une subjectivité à la fois moderne et japonaise. Mais c'est après 1960 et pendant la période de la crise ouverte que ce « retour aux sources » prendra une importance stratégique toute différente.

Le grand tournant de l'après-guerre se situe en 1960, avec d'immenses manifestations anti-américaines au moment du renouvellement du Traité de sécurité nippo-américain : c'est l'apogée de la mobilisation à l'échelon national des contestations populaires, qui, huit ans plus tard, seront relayées par l'immense flambée de la contestation estudiantine. Deux phénomènes se produisirent presque parallèlement : d'un côté le sentiment de l'échec, qui se transformait en une sorte de ressentiment existentiel, radicalisa le mouvement contestataire, tout en démultipliant les foyers de lutte, qu'il déplaçait en même temps parmi les étudiants et les jeunes créateurs ; de l'autre côté, l'impératif de la croissance économique lancé par le premier

L'Europe aujourd'hui

ministre Ikéda, qui succéda au trop impopulaire Kishi, réussit à récupérer une part non négligeable de l'énergie effervescente du pays pour la conversion technologique des industries japonaises. Les jeux sont faits entre les Jeux olympiques de Tokyo (1965) et l'Exposition internationale d'Osaka (1970). La déstabilisation, la guerre du Viet-Nam, la révélation du Goulag, la Révolution culturelle en Chine populaire, forment l'horizon international à l'intérieur duquel le Japon opta pour la politique de la croissance économique, tout en provoquant à l'intérieur du pays de graves conflits parfois extrêmement violents.

Ce n'est pas une pure coïncidence si pendant cette période précisément on assiste à une « conversion » de certains intellectuels au camp américain. Du côté des Etats-Unis, on multiplia les invitations envers des professeurs, des écrivains, des artistes ; une grande coalition se noua entre les deux pays, non seulement au niveau politique ou économique, mais également dans le domaine culturel : l'ambassadeur Edwin O. Reischauer, qui compte parmi les plus éminents japonologues d'outre-Pacifique, incarnait en quelque sorte la nouvelle ère de coopération nippo-américaine, et on ^{p.206} commença à parler de la nouvelle civilisation des côtes du Pacifique. Un véritable changement de cap !

Parallèle à cette présence accrue des Etats-Unis dans la vie socioculturelle des Japonais, on assiste, dans différents domaines culturels, à une résurgence de la quête de valeurs traditionnelles et indigènes. Dès la période de la crise universitaire de 1968-1969, une série de mouvements de retour aux sources caractérise l'avant-garde contemporaine, plus particulièrement dans l'art graphique, l'architecture, la musique ainsi que le théâtre. Comme j'ai essayé de l'analyser dans une étude parue dans le numéro

L'Europe aujourd'hui

spécial de la revue *Esprit* (« Le jeu, le corps, le langage — le mythe de l'origine dans le jeune théâtre japonais », février 1973), les hommes de théâtre, par exemple, puisaient leur inspiration non dans le patrimoine officiel de la culture traditionnelle, mais dans ce qui se trouvait marginalisé, ou refoulé de façon sournoise ou brutale par le processus de modernisation-occidentalisation : violence sanguinaire et outrance passionnelle, érotisme et obscénité même, et un « théâtre de la cruauté » s'instaurait, non sans quelques affinités avec le vœu d'un Artaud, mais avec l'émergence spontanée d'un tuf archaïque. Toujours est-il que, pour la plupart des animateurs de la fin des années 60, il ne s'agissait pas d'un rejet systématique de l'héritage occidental, car ils s'inspiraient à leur manière des surréalistes français, de Brecht, de Beckett, et allaient chercher parfois leur appui théorique chez les penseurs européens, phénoménologues ou structuralistes.

On imagine facilement que cette revalorisation de la culture archaïque, marginalisée, favorisa l'essor de l'ethnologie : deux prédécesseurs, Kunio Yanagida (1875-1962) et Shinobu Origuchi (1887-1953), commencèrent à s'imposer comme lectures de référence. Et il était dans la logique des choses que cette fascination des origines soit relayée par la découverte de la culture traditionnelle asiatique. Comme le remarque fort judicieusement Kenzaburô Ôe, un des romanciers les plus marquants de notre génération, le Japon moderne a toujours manqué le rendez-vous avec l'Asie. L'intérêt que portent actuellement des jeunes Japonais à l'univers asiatique ^{p.207} serait donc d'une importance capitale, à condition de ne pas s'arrêter au stade de la dernière mode, renvoyant à travers des figures de l'étrange quelque *exotisme du même*.

L'Europe aujourd'hui

Jeu du même et de l'autre

Dans ce contexte, l'impact que conservait la vieille Europe jusqu'aux années 60 s'estompe presque nécessairement, et on entend depuis quelques années certains Japonais, et non des moindres, politiciens, économistes et créateurs, déclarer que le temps où on apprenait tout de l'Europe est révolu. On assiste même à la naissance d'un nationalisme culturel qui, en s'appuyant sur la réussite économique du pays, tente d'imposer une thèse de l'unicité spécifique de la culture japonaise. La tentation est grande, d'autant plus que c'est là précisément le sentiment que partagent, à différents niveaux, les Japonais moyens vis-à-vis des « étrangers ».

Un gigantesque dispositif d'assimilation et d'uniformisation semble fonctionner dans la société japonaise contemporaine : dispositif dont les mass media constituent les pièces majeures et nodales et qui laisse les observateurs dans une grande perplexité, précisément parce que le fonctionnement n'en est pas nécessairement régi d'en haut, mais programmé selon un modèle « rhizomatique », incitant, démultipliant et en apparence diversifiant les représentations d'une subjectivité incertaine. Face à ces simulacres diversifiés, qui se renvoient mutuellement, et finissent par renvoyer à une monolithique identité mystifiée, on doit sérieusement parler de droit à la différence, mais avec des stratégies différentes. Si paradoxale que la chose puisse paraître, parler d'Europe dans le Japon d'aujourd'hui s'inscrit dans ce programme.

Il est grand temps de nous interroger sur l'apport et l'héritage occidentaux dans la modernité d'un pays qui aime encore se faire situer à l'Extrême-Occident. L'interrogation, pourtant, ne sera

L'Europe aujourd'hui

efficace et fructueuse que si elle est sous-tendue par un travail de confrontation des acquis modernes de la culture japonaise, non seulement avec les expériences du Japon millénaire, mais aussi et p.208 plus particulièrement avec les expériences également profondes de l'Europe et avec ses préoccupations fondamentales actuelles. Ceci afin d'engager, face aux mutations à affronter, des dialogues vivants, dialogues de vivants dans le même paysage fin de siècle.

@

L'EUROPE ET L'AUDIOVISUEL ¹

TABLE RONDE

présidée par Henri SCHWAMM
directeur de l'Institut universitaire d'études européennes, Genève

@

M. HENRI SCHWAMM : p.209 Permettez-moi d'abord de vous présenter les participants à la table ronde.

M. Luciano Bolis, de Rome, président du Mouvement Fédéraliste Européen et membre de la Conférence permanente des pouvoirs locaux et des régions d'Europe, est l'auteur d'un rapport présenté en octobre 1984 à cette Conférence sur les stations de radio et de télévision locales en Europe. Dans ce rapport, M. Bolis évoque de nombreuses questions comme la liberté de programmation, les relations entre service public et entreprises privées, la place de la publicité — ses avantages et ses dangers — ou le souci de la professionnalité pour les radios et les télévisions locales, mais il indique aussi, dans la troisième partie, quelques solutions possibles au niveau européen, ce dont il nous parlera certainement ici.

Je vous présente ensuite le professeur George Wedell, directeur de l'Institut européen de la communication de l'Université de Manchester, qui est un expert très écouté des organisations internationales et en particulier d'organisations européennes comme le Conseil de l'Europe, la Communauté européenne ou l'Union européenne de radiodiffusion.

M. Guy-Olivier Segond est conseiller administratif de la Ville de Genève ; ancien maire de Genève, il est aujourd'hui chargé de l'information et des nouveaux médias pour le compte de cette ville.

M. Pierre-Ami Chevalier, ancien rédacteur économique du *Journal de Genève*, est aujourd'hui éditeur de ce journal, président de l'Association suisse de télévision par câble, président de CODITEL, société de télévision par câble, et chargé de l'étude du télé-réseau de la Ville de Genève dont s'occupe par ailleurs M. Segond. Il est aussi chargé de cours sur les médias à l'Université de Fribourg

¹ Le 19 septembre 1985.

L'Europe aujourd'hui

et, comme membre de la Commission fédérale p.210 suisse des médias, il représentera ici en quelque sorte les forces privées qui s'intéressent à l'audiovisuel en Europe.

Enfin, outre les empêchements de M. Jean Autin et de M. Jean-Claude Nicole, qui regrettent de ne pas pouvoir être des nôtres ce matin, la grande absente de notre table ronde est l'Union européenne de radiodiffusion ; mais plusieurs d'entre vous connaissent bien les travaux de cet organisme et pourront donc s'y référer de façon précise lors de nos débats.

Ces présentations étant faites, permettez-moi de proposer quelques remarques très liminaires et très personnelles sur notre thème.

La télévision se transforme sous nos yeux. D'un fait essentiellement national, elle devient une réalité internationale. Deux satellites de télévision directe suffiront pour arroser tout le continent européen. Or, il y en aura au moins sept à la fin de cette décennie. Chacun d'entre nous pourra recevoir les émissions directement avec une antenne parabolique de quatre-vingts centimètres seulement. Ainsi le fameux monopole que nos Etats-nations ont toujours défendu est-il en voie de disparition. Qu'est-ce à dire ?

L'internationalisation de la télévision va transformer fondamentalement la structure élaborée en Europe dans les années 50. A côté des radiodiffuseurs de service public apparaissent des sociétés privées à caractère commercial. La compétition entre eux s'annonce vive. Elle peut être fructueuse dans la mesure où elle secoue les pesanteurs administratives et politiques d'organismes de droit public habitués à dicter leur loi à l'abri de toute concurrence. Mais elle peut être aussi dangereuse, dans la mesure où une commercialisation dominante, voire totale, mettrait en péril la qualité et la diversité des programmes.

L'élargissement du marché de la demande appelle la nécessité de l'élargissement de l'offre. Autrement dit, l'Europe doit créer à temps une industrie audiovisuelle à l'échelle continentale. Sinon, elle se condamne à la domination étrangère, c'est-à-dire à la consommation passive d'images produites ailleurs. Comment faire ?

Les maximalistes veulent déblayer l'espace européen, pour la première fois dans l'histoire, de tous les obstacles qui empêchent nos peuples d'entrer en contact les uns avec les autres, directement et immédiatement, sans devoir

L'Europe aujourd'hui

passer par les mailles filtrantes des barrières nationales érigées au cours des années par les instances les plus diverses. Les minimalistes veulent ménager des étapes, avancer prudemment, coopérer plus qu'unir, soucieux qu'ils sont — ou prétendent être — de la « sauvegarde » des identités de nos pays.

Quelques précisions s'imposent pour y voir clair dans ce débat :

— Pour moi, produire européen veut dire produire des films, des téléfilms et des feuilletons en Europe et non pas être réduit à les importer massivement de l'extérieur. Produire européen ne veut pas dire harmoniser et encore moins standardiser la culture. Il me paraît au contraire essentiel de préserver la diversité culturelle qui est une des richesses de notre continent. Mais refuser de produire européen au nom de l'identité et de la variété de nos peuples, c'est inviter les Européens à se laisser submerger par une culture extra-européenne.

— ^{p.211} En écrivant cela, j'affirme ne pas être le moins du monde anti-américain. Il doit toujours y avoir une place sur nos écrans pour des productions américaines dont beaucoup soutiennent d'ailleurs la comparaison (qualitative) avec les nôtres. Mais il faut rétablir un certain équilibre. Or, les westerns se multiplient et *Dallas* est roi.

— Les Etats-Unis sont certes un concurrent redoutable pour l'Europe, mais ils représentent aussi un immense marché à conquérir et à exploiter, si nous sommes capables — ensemble — de leur vendre des programmes de qualité.

— Produire européen, c'est encore offrir à un segment du public de nos pays des bulletins quotidiens d'information réalisés par une rédaction multinationale sous un angle de vision européen et non plus strictement national. On prête à Ted Turner, qui a imposé son *Cable News Network* à travers toute l'Amérique, l'intention de débarquer cet automne de ce côté-ci de l'Atlantique pour y lancer un programme « paneuropéen » entièrement réservé à l'information. Pourquoi ne serions-nous pas capables d'en faire autant ? Il serait pour le moins regrettable que dans ce domaine l'Europe reste sans voix.

Il va à mon avis de soi, à ce stade de la construction européenne, qu'un tel programme ne pourrait être que complémentaire par rapport aux autres programmes d'information (nationaux, régionaux ou locaux, publics ou privés) qui continueront naturellement d'exister. Je suis évidemment conscient du fait que l'union européenne ne sera pas réalisée sans la volonté des Européens. Que

L'Europe aujourd'hui

cette volonté suppose une prise de conscience européenne. Et que cette prise de conscience ne pourra se manifester que si les Européens sont dûment informés. Or, qui peut raisonnablement contester qu'aujourd'hui l'information diffusée par les moyens de communication audiovisuelle est encore largement tributaire des Etats ? Plus les citoyens européens seront informés des événements et de la situation, non seulement dans leur propre pays mais aussi dans les autres pays, plus leurs décisions seront libres et démocratiques. La télévision directe par satellite permet justement de briser le carcan dans lequel le droit national enferme encore toujours l'information et la communication et qui coïncide du reste avec les frontières nationales.

L'industrie européenne des programmes (cinéma compris) est tragiquement faible parce que fragmentée nationalement. Voulons-nous maintenir en vie artificiellement, c'est-à-dire à coup de subventions, des industries nationales économiquement notoirement insuffisantes ou nous déciderons-nous à unir nos forces pour être capables d'occuper l'espace européen tout entier et éviter que d'autres ne le prennent en charge ?

Etablir l'importance et la nécessité de la « dimension européenne » est une chose. En tirer effectivement parti en est une autre. Je serai clair : si dans l'industrie audiovisuelle, production et distribution confondues, le rôle des pouvoirs publics et de la réglementation n'était à ce point déterminant, l'action propre des producteurs et distributeurs suffirait pour l'essentiel à réaliser l'unité et la fluidité du marché à l'échelle européenne et donc à développer une capacité renouvelée de faire face à la concurrence sur le marché mondial des programmes. Mais le problème réside p.212 précisément dans le fait que les Etats interviennent doublement dans l'activité audiovisuelle qui associe deux aspects de la vie humaine qui les intéressent particulièrement : la culture et l'économie. Ils n'abandonneront leur monopole ou oligopole national en matière de télévision qu'avec beaucoup de réticence, car il est l'instrument qui leur permet d'orienter l'opinion publique, de « sauvegarder » l'identité culturelle de leur pays et... d'encaisser les sommes fournies par la publicité. Or, les Etats proclament très souvent des principes européens mais pratiquent presque toujours des politiques nationales. A titre d'exemple, le refus de la France et de l'Allemagne d'utiliser la « norme de transmission » recommandée par l'Union européenne de radiodiffusion (UER) n'est pas un bon signe de volonté politique européenne.

L'Europe aujourd'hui

Que conviendrait-il de faire ? Premièrement, stimuler la production européenne afin de créer les conditions pour que l'industrie audiovisuelle conquière une forte position sur le marché et améliore sa place d'exportateur mondial. Deuxièmement, favoriser la distribution « européenne » des « produits européens » à des conditions qui assurent leur compétitivité internationale. Voilà qui permettrait de tirer tout le parti possible de la « dimension européenne ». Mais voilà qui implique aussi que les Etats européens, avec le concours indispensable des milieux professionnels, se mettent enfin d'accord sur les objectifs politiques et juridiques, les options technologiques, les moyens économiques, les procédures et les délais dans un cadre qui garantisse la capacité de décider à une échelle européenne. Nous avons un urgent besoin d'un projet commun européen pour l'audiovisuel dans le respect du pluralisme.

Je ne prétends pas que rien n'a été fait jusqu'ici. L'UER a des réalisations importantes à son actif : le développement d'une coopération active en ce qui concerne la production et l'échange de programmes créatifs, de documentaires et de films en Europe et une série d'initiatives en matière de programmation TV européenne (notamment Eurikon et Olympus). Le Conseil de l'Europe s'est attaqué avec succès aux difficiles problèmes posés par l'harmonisation des législations nationales en matière de radiodiffusion et de droits d'auteur. La Commission des Communautés européennes a proposé entre autres la création d'un régime de soutien aux coproductions européennes. Ce qui manque, c'est une stratégie globale de production et d'exploitation qui soit définie et mise en œuvre par toutes les parties prenantes.

Il faut nous presser, ne pas tergiverser indéfiniment mais saisir rapidement, à travers les pièges politiques, économiques, juridiques, par-delà la puissance des publicités, la merveilleuse occasion que nous offre la télévision européenne d'unir davantage les Européens en leur donnant le sens et la force de leur communauté de destin !

Après ces brèves remarques introductives, je voudrais demander à chacun de nos invités comment ils perçoivent, pour leur propre compte ou en fonction de leur spécialité, l'enjeu Télévision Europe — ce que la Télévision peut faire pour l'Europe, et inversement, ce que l'Europe, peut, pourrait, et devrait faire pour la Télévision.

L'Europe aujourd'hui

M. GEORGE WEDELL : p.213 M. Schwamm, vous avez déjà presque tout dit, et je n'ajouterai que deux ou trois remarques qui me semblent importantes.

Tout le monde parle du câble. Tout le monde parle des satellites et de ces développements techniques qui vont bientôt nous toucher directement. Mais je crois que l'on fixe toujours l'échéance trop tôt et qu'elle ne peut être tenue ni par les producteurs, ni par les diffuseurs, ni par les récepteurs des signaux. On peut peut-être prendre notre futur en main d'une façon énergique, mais il ne faut pas être trop pressé par ce futur. Vous l'avez bien dit, M. Schwamm : ce qui nous manque c'est une politique européenne de l'audiovisuel, car je crois que c'est la seule façon d'échapper aux stratégies des producteurs de technologie. Plus que sur la seule technologie, il faut donc développer la réflexion sur le cadre des nouvelles technologies pour éviter que les aspects économiques et commerciaux ne l'emportent. Et il y a là, me semble-t-il, un enjeu important si nous tenons à préserver les perspectives philosophique, socioculturelle et humaine qui ont caractérisé le développement de la radiodiffusion-télévision dans tous les pays d'Europe par rapport aux autres pays du monde.

Autre réflexion : la technologie nous amène à la déréglementation des systèmes nationaux. Comme vous venez de le dire, M. Schwamm, les systèmes nationaux sont enfin dans leur phase finale, parce que la technologie va les dépasser, alors qu'ils étaient jusqu'ici relativement protégés par le manque de possibilités techniques alternatives. En effet, dans la décennie qui vient, tout va changer : aucun pays en Europe ne pourra plus limiter la réception des signaux aux seuls membres de sa population ou à ce qui convient au gouvernement de ce pays. La réception sera ouverte. Tout le monde pourra, en principe, voir ce qu'il veut ! Mais la question qui se pose devient alors : « Est-ce que nous voulons voir ? » et je crois qu'il y a un danger réel en ce que, par exemple, les pires aspects de la télévision américaine risquent d'arriver jusqu'ici, non pas parce que nous les aurons désirés, mais parce que nous n'aurons pas eu la volonté de les éviter.

Dès lors, la première question que nous devons nous poser est la suivante : quelle est la télévision que désirent les Européens, et aurons-nous la volonté politique d'assurer la réception de ce que nous cherchons ?

L'Europe aujourd'hui

M. LUCIANO BOLIS : Je pense qu'il faut replacer cette évolution dans son contexte mondial. A cette échelle, il est vrai que la technique a progressé beaucoup plus vite que les institutions, mais il y a tout de même eu des reconnaissances. Par exemple, dès 1981, l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu « l'importance fondamentale des infrastructures de communication comme élément essentiel du développement économique et social dans tous les pays ».

Par ailleurs, à l'échelle nationale, les organismes de radiodiffusion-télévision sont secoués par un phénomène très nouveau, la poussée du privé. Il y a donc des éléments économiques et des éléments techniques, mais il y a aussi des éléments politiques de plus en plus éminents. Je me plais à rappeler ce contexte général dans une ville comme Genève qui est, dans un sens, une sorte de capitale audiovisuelle de l'Europe puisque c'est ^{p.214} le siège de l'UIT. C'est ici que la Conférence administrative des médias de radiodiffusion (CMR) s'est réunie en 1977 et en 1983 pour accomplir deux tâches fondamentales :

— la première est l'attribution des fréquences, qui est un problème assez aigu puisque nos autorités se réfugient parfois derrière des prétextes techniques pour limiter la distribution de ces fréquences et le développement du privé, qui pourrait — dit-on — concurrencer exagérément l'émission publique, alors que les fréquences ne sont pas une chose qui risque de manquer — mais je ne veux pas aborder ce problème technique maintenant ;

— la seconde tâche qui a préoccupé la CMR est la définition des orbites des satellites qui, comme vient de le rappeler M. Wedell, ne repose pas seulement sur des données techniques mais bien davantage sur des données politiques : comme les satellites arrosent des territoires qui ne tiennent pas compte des frontières des Etats, chaque pays doit trouver une réglementation et établir des accords avec les pays frontaliers pour l'utilisation de ces émissions qui viennent, pour ainsi dire, de l'extérieur. Par exemple, moi qui habite Rome, je peux très facilement écouter Antenne 2, ce qui ne rentre ni dans les règlements de Rome, ni dans ceux de Paris. Il n'y a pas d'accord dans ce sens, puisque l'émission est seulement envoyée de Paris en Tunisie, de sorte qu'on peut la capter à Rome, mais pas à Milan.

La technique ne coïncide donc pas toujours avec la réglementation actuelle, et l'on ressent le besoin d'une adaptation mutuelle entre l'une et l'autre, ce qui

L'Europe aujourd'hui

ne sera rendu possible que par un élargissement des espaces politiques correspondant aux nouvelles données techniques qui accompagnent la mise en orbite des satellites.

M. GUY-OLIVIER SEGOND : Dans une perspective de politique européenne, il est évident que la multiplication des programmes de télévision — s'il sont bien faits et bien produits — est de nature à favoriser la compréhension entre les peuples et à améliorer la connaissance de la culture ou de l'histoire d'autres nations. Autrement dit, si l'information est européenne, on crée progressivement un cadre commun aux différents peuples de notre continent, en leur faisant prendre conscience d'une communauté de destin. Par l'organisation des programmes de TV, il est donc possible de promouvoir une conscience européenne.

Cela étant, indépendamment des questions de langue qui sont quand même déterminantes, de nombreux problèmes ont été écartés, un peu rapidement me semble-t-il, par M. Wedell.

Il y a tout d'abord le problème — qui politiquement n'est pas toujours innocent — du choix entre les réseaux câblés et les satellites de diffusion directe. Je ne crois pas, comme M. Wedell l'a dit, que tout le monde pourra voir tout ce qu'il veut : il y a de très nombreuses manières d'interférer sur la réception — PTT, tarifs particuliers, normes, décodeurs, etc.

Il y a ensuite le problème d'un Marché commun de la production télévisée, auquel M. Schwamm a fait allusion tout à l'heure. Il est tout de même frappant d'observer que, dans les programmes de télévision nationale en Europe, la part de films américains est plus importante que celle de ^{p.215} films européens. Peut-être qu'ils sont meilleurs, mais quand on voit *Dallas*, ou *Dynasty*, ce n'est pas absolument évident...

Le troisième problème — toujours pour l'homme politique — est celui de la répartition et de la limite entre le secteur public et le secteur privé. Dans le domaine des télécommunications, on discute actuellement sur le démantèlement des monopoles ou sur l'adoption de solutions de compromis — les réseaux restant monopole des PTT tandis que les terminaux, par contre, seraient libéralisés. Dans le domaine de la production télévisée, le même type de discussion s'établit en Europe entre le secteur privé qu'incarnent par exemple

L'Europe aujourd'hui

Sky Channel, les vidéo-clips, les dessins animés ou les téléfilms, et les services publics qu'incarne notamment TV-5 qui projette les meilleures émissions de cinq grandes chaînes européennes. Derrière le problème de la répartition entre public et privé se profile alors celui de l'incertitude juridique (harmonisation) des législations nationales, droits d'auteurs... qui empêche l'investisseur économique (surtout privé) de prendre des décisions. On peut d'ailleurs remarquer que l'opinion publique est habituellement tenue à l'écart de ces questions. Peu d'entre vous, certainement, connaissent les décisions qui sont prises dans le cadre de la Conférence européenne des télécommunications ; et, de fait, les techniciens des PTT prennent souvent des décisions de caractère politique, sans qu'il y ait véritablement de débat qui soit engagé.

Dernier point, M. Wedell a dit tout à l'heure que les hommes politiques ne peuvent pas et n'arrivent pas à se mettre d'accord. Je le reconnais volontiers. Mais il faut quand même dire quelque chose pour leur défense : s'ils ne se mettent pas d'accord, ce n'est pas seulement parce qu'ils n'en ont pas envie, c'est aussi parce que les intérêts — qui sont derrière eux — sont souvent contradictoires. En particulier, toute l'explication de la politique protectionniste repose évidemment sur des intérêts économiques d'industries qui ont même parfois partie liée avec les PTT : même si le discours prend expressément parti pour le marché libre, la situation de monopole et de fournisseur des PTT crée des liens ambigus entre le secteur privé des télécommunications et le secteur public.

En résumé, je crois que si la TV est nécessaire pour promouvoir la conscience européenne, réciproquement l'Europe est nécessaire pour que la TV ou les TV puissent se déployer pleinement.

M. PIERRE-AMI CHEVALIER : Il me semble que l'avenir d'une « télévision européenne » dépend de quatre facteurs : des facteurs techniques, des facteurs juridiques, des facteurs politiques et enfin des facteurs économiques.

Quand on parle de télévision européenne, le premier moyen de diffusion auquel on pense est celui des satellites. Mais il ne faut quand même pas oublier qu'il existe déjà dans certains pays d'Europe une densité de réseaux câblés importante — je pense notamment à la Belgique, aux Pays-Bas et à la Suisse, qui ont la possibilité de recevoir dix, douze ou même quinze programmes de télévision, qui sont des programmes européens.

L'Europe aujourd'hui

Ceci étant dit, je reviens au problème du satellite. Je rappellerai d'abord qu'il existe deux types de satellites de communication qui ont été définis sur ^{p.216} le plan international : les satellites de télécommunication et les satellites de radiodiffusion.

Les satellites de télécommunication sont utilisés en priorité pour la communication en général, c'est-à-dire, par exemple, pour l'échange de conversations téléphoniques, mais ils le sont aussi, depuis peu, pour la diffusion de programmes de télévision. On dit que ce sont des « satellites de faible puissance », parce que les émissions de télévision qu'ils diffusent arrivent avec une faible puissance sur la surface de la terre, cela veut dire qu'il faut être équipé, pour recevoir ces programmes de télévision, d'antennes paraboliques d'une certaine dimension et d'un certain coût qui les rend inaccessibles au simple particulier et les rattache alors à des réseaux de télévision par câble. Vous savez qu'en Suisse les programmes anglais — *Sky Channel, Music Box* — qu'a cités M. Segond sont diffusés actuellement par un satellite de télécommunication. Il en est de même du programme francophone TV-5 qui emprunte aussi les réseaux câblés.

Puis, il existe ce qu'on appelle le satellite de radiodiffusion directe. A l'inverse du précédent, celui-ci est un satellite de forte puissance, parce que les émissions qu'il diffuse doivent pouvoir être reçues par le public à l'aide d'une installation parabolique de faible dimension et peu coûteuse. Actuellement, aucun satellite de ce type n'est encore entré en fonction de manière régulière, mais la France et l'Allemagne vont chacune en lancer un l'année prochaine. Or, en fait, ce type de satellites est déjà remis en cause pour des raisons à la fois techniques et financières : en effet, comme il doit être équipé d'un émetteur de forte puissance, il doit avoir une charge utile élevée ; et qui dit charge utile élevée pour un satellite, dit coût de lancement élevé. C'est la raison pour laquelle on est maintenant en train d'étudier un autre type de satellite qui serait un satellite de moyenne puissance, qui pourrait être reçu — peut-être — avec des antennes un peu plus grandes que celles que l'on a prévues pour les satellites directs, mais qui resterait à la portée des bourses des ménages. Ce satellite de moyenne puissance serait moins cher au lancement et probablement à l'exploitation.

Ainsi existe-t-il actuellement — il faut le savoir — une incertitude quant à

L'Europe aujourd'hui

l'avenir du type de satellites qu'on utilisera pour diffuser des programmes de télévision. Il est évident que tant que cette hypothèque n'est pas levée, il est difficile de faire des plans et de prévoir les programmes qu'on voudra transmettre par l'intermédiaire de ces satellites.

J'en arrive maintenant à l'aspect juridique. Pour introduire des satellites de moyenne puissance, il sera nécessaire de modifier les accords qui ont été signés à Genève dans le cadre de l'UIT en 1977. En effet, selon ces accords, les satellites de radiodiffusion directe doivent arroser un territoire national et ne peuvent pas, sauf accord préalable, déborder sur les pays voisins ; ainsi a-t-on dessiné, à Genève, en 1977, la zone elliptique de réception de chaque satellite direct national. Il est donc évident que si l'on veut passer, dans l'avenir, à des satellites de moyenne puissance — qui par définition devraient arroser non pas un seul, mais plusieurs pays européens — il conviendra de renégocier complètement les accords de Genève de 1977, ce qui, vous pouvez l'imaginer, ne sera pas une mince affaire...

p.217 A ces questions juridiques, s'ajoute alors le problème politique, car il n'est pas évident que tous les pays européens qui ont signé les accords de Genève en 1977 soient d'accord de les remettre en cause : en particulier, on peut penser que certains pays de l'Est ne seront pas forcément enchantés que l'on change le principe de la couverture nationale.

Dernier point, l'aspect économique. On constate qu'un certain nombre des programmes de télévision qui sont diffusés par les satellites de télécommunication coûtent très cher : aucun d'entre eux n'est rentable à l'heure actuelle. On sait très bien, par exemple, que les programmes anglais occasionnent des coûts considérables à ceux qui les diffusent et on n'a pas encore trouvé de moyen pour les financer de manière rationnelle. Jusqu'à présent le mode traditionnel de financement est la redevance : vous avez un poste récepteur de télévision, vous payez une redevance aux PTT ; et une partie — ou une grande partie — de cette redevance est versée à l'institut national de radiodiffusion qui, en Suisse, s'appelle la SSR. Mais lorsque les programmes couvriront plusieurs pays à la fois, il deviendra impossible de percevoir des taxes de réception pour ces programmes, de sorte que le seul moyen de financement restant sera la publicité, complété éventuellement par des subventions directes des pouvoirs publics. Or, le problème du financement par

L'Europe aujourd'hui

la publicité est extrêmement difficile à résoudre sur un plan européen, car il faut trouver des annonceurs qui acceptent de diffuser des spots correspondant à la mentalité de tous les pays arrosés — ce qui n'est pas évident, parce qu'on sait bien qu'on ne vend pas la même marchandise de la même manière en Allemagne ou en France.

Tels sont à mon avis les principaux motifs et incertitudes qui expliquent pourquoi la télévision européenne a certaines difficultés à démarrer.

M. HENRI SCHWAMM : Mesdames et Messieurs, vous disposez après ce premier tour de table, d'un tableau de fond documenté, déjà controversé, et j'aimerais vous demander si, sur cette première partie de notre travail, vous avez des questions. Je souhaite que le public participe activement à nos débats.

QUESTION : Je voudrais simplement lancer une idée — qui va un peu à contre-courant des idées qu'on émet habituellement à propos de la télévision.

Généralement, on dit que pour faire face au défi international, l'Europe doit avoir son propre système de télévision, son propre système de coproduction, etc. Pour ma part, je dirais que finalement, pour que l'Europe soit compétitive sur le plan du marché mondial, il faudra qu'elle parvienne à établir un système de coopération privilégié avec les pays africains. Même si elle a son système propre de soutien à des coproductions internes, je crois qu'elle devra faire face à des coûts de production ou de promotion tels qu'elle ne pourra être compétitive que si elle trouve sa place dans le cadre du nouvel ordre qui est en train de s'instaurer entre trois mondes : celui de l'Amérique qui développe tout un réseau de coopération économique avec les nouveaux pays industrialisés comme le Mexique ou le Brésil, celui des pays de l'Est et l'Union soviétique, et enfin le troisième monde, qui p.218 réunirait l'Europe et l'Afrique. Je pense à ce propos qu'il faudrait réfléchir aux possibilités ouvertes par le projet de coopération culturelle qui a été formulé dans le cadre des accords de Lomé.

Une deuxième remarque concerne la confusion que l'on peut faire entre information et communication. Par son réseau câblé, la Belgique est le deuxième pays du monde. Or, dans une enquête qui a été menée dans la région du Brabant wallon on a constaté que l'un des problèmes fondamentaux de la jeunesse était celui de la communication, alors qu'un jeune sur quatre était au chômage. Cet

L'Europe aujourd'hui

exemple montre donc que l'accroissement des flux d'information sur le plan de l'audiovisuel ne facilite pas forcément la communication ; et l'on peut alors se demander si la télématique n'introduit pas une sorte d'analphabétisme de la relation sociale. Il me semble que cette question pourrait être approfondie, car au cœur de l'enjeu 2000 se profile aussi l'image d'une société européenne de communication dans laquelle le cloisonnement des rapports sociaux conduirait des gens très nombreux à suivre la télévision par câble ou par satellite, tout en étant dépossédés de leurs propres moyens de communication.

M. HENRI SCHWAMM : Souhaitons que les Européens entendent votre invite à coopérer avec les pays africains pour devenir compétitifs en matière de production audiovisuelle sur le marché mondial. A propos des accords de Lomé, je serais un peu plus réservé que vous, car c'est seulement depuis Lomé 3 qu'ils comprennent une partie culturelle. C'est un progrès indéniable par rapport aux conventions anciennes, mais il reste tout de même encore très modeste.

M. GEORGE WEDELL : Pour information, il y aura à la fin du mois de septembre la première réunion, à Bruxelles, des pays qui sont en état d'apporter de l'aide et des techniques dans le domaine des médias aux pays signataires des accords de Lomé.

M. LUCIANO BOLIS : L'intervention qui vient d'être faite me paraît pertinente, vue de l'avenir. Mais je crois qu'avant de penser au rayonnement de la télévision européenne dans le monde, il faut que celle-ci commence à exister par elle-même, ce qui pour le moment, n'est pas le cas.

M. GUY-OLIVIER SEGOND : A propos des effets sur le public de la multiplication des programmes dans les sociétés câblées ou même, un jour, satellisées, je voudrais relativiser les craintes que cela suscite chez certains car, en réalité, une situation analogue est déjà bien connue dans le domaine de la radio : vous pouvez sans doute capter une centaine de radios, mais vous n'en écoutez que trois ou quatre au maximum. De même, dans le domaine du livre, de nombreux ouvrages paraissent, mais vous ne les lisez pas tous. Si donc un jour vous disposez de beaucoup de programmes, vous ne les regarderez pas tous et vous ferez un certain nombre de choix.

L'Europe aujourd'hui

p.219 D'après les enquêtes qui ont été faites dans des secteurs à forte densité de câbles, on peut remarquer trois choses : d'abord, cet équipement est bien accueilli par les étrangers — ce qui est assez important en Europe puisqu'il y en a beaucoup, en raison du principe de libre circulation dans les pays de la Communauté ; on constate ensuite une plus grande sélectivité dans les programmes. on observe, enfin, que le nombre d'heures passées devant la télévision n'augmente pas, ce qui est d'ailleurs cohérent par rapport au critère de sélectivité. Bon accueil des étrangers, meilleure sélectivité, stabilité de la durée d'écoute, voilà donc trois éléments qui devraient tempérer un peu les arguments précédents.

QUESTION : Vous avez parlé des pays de l'Est que l'on pourrait difficilement inonder si l'on sortait des ellipses qui ont été définies lors des accords de Genève en 1977. Mais je vois mal des ellipses couvrant à la fois un pays européen de droite et un pays de gauche voisin. Je ne pense pas que les mêmes programmes pourraient passer de part et d'autre du rideau de fer.

M. HENRI SCHWAMM : Tout en donnant la parole à M. Chevalier je mentionnerai juste au passage que *Dallas* est aussi populaire en Europe de l'Est qu'en Europe occidentale.

M. PIERRE-AMI CHEVALIER : J'ai simplement dit que, si on voulait introduire des satellites de moyenne puissance, ainsi que je les ai définis, il faudrait renégocier des accords existants et que cette renégociation n'irait pas forcément de soi.

REPRISE : Je voulais en venir, au fond, à la question de la politisation de la télévision qui, comme moyen d'information, devrait être, à mon avis, apolitique.

M. GUY-OLIVIER SEGOND : Il n'y a pas que la télévision qui est politisée : tout est politique, d'une certaine manière. Et il serait bien difficile de définir ces programmes qui, émis par un pays de droite, atteindraient un pays de gauche : la France, qui a aujourd'hui un gouvernement socialiste, serait, dans votre classification, à gauche, tandis que la Suisse qui, apparemment n'est pas un pays de gauche — du moins pas de façon prépondérante serait à droite ; or, il y

L'Europe aujourd'hui

a des programmes de la TV suisse — des *Temps présent*, des grandes émissions d'information — qui sont repris à des chaînes françaises, et je ne vois là aucun problème particulier.

M. PIERRE-AMI CHEVALIER : Même si les organismes de radiodiffusion sont, dans la plupart des pays d'Europe, des organismes quasi étatiques — des services publics —, je ne crois pas que l'on puisse dire, du moins pas en Suisse, que les pouvoirs publics exercent une influence directe au niveau du contenu des programmes, ce qui, en revanche, est peut-être vrai dans d'autres pays, comme on l'a dit.

M. LUCIANO BOLIS : p.220 On peut peut-être aussi rappeler la définition : « Le moyen est lui-même le message. » Donc, étant un message, il ne peut être que politique. Tout ce qu'on fait dans le domaine de la télévision ne peut être que politique, même si apparemment la télévision ne l'est pas. Comme moyen de communication de première importance au niveau culturel comme au niveau économique, elle est par nature politique. On ne peut pas l'éviter. Mais pour ma part, je dirais, *a contrario*, qu'il faut le souhaiter notamment en ce qui concerne les rapports Est-Ouest.

QUESTION : En admettant que les pays de l'Europe de l'Ouest arrivent à s'unir dans une politique commune de programmes de télévision, est-ce qu'au niveau technique, les pays de l'Est pourraient opposer un veto, par exemple, dans le choix des satellites ou des zones d'arrosage ?

M. GEORGE WEDELL : Les pays de l'Est peuvent brouiller les programmes, mais ils n'ont pas le droit de le faire. En effet, il est expressément prévu que le pays qui est arrosé par un programme voisin pour lequel il n'a pas donné son consentement préalable, peut utiliser la même fréquence, ce qui revient à un brouillage. Il n'a donc pas le droit de brouiller un programme expressément, mais il peut utiliser la même fréquence, et cela revient au même dans la pratique.

M. LUCIANO BOLIS : Il ne faut pas seulement penser aux rapports Est-Ouest, pour trouver des exemples de brouillage. Il y a aussi des brouillages qui

L'Europe aujourd'hui

s'expriment par le silence. Par exemple, je citais tout à l'heure la possibilité que nous avons à Rome de recevoir les émissions d'Antenne 2 ; mais nous ne pouvons pas voir la publicité : dès qu'il y a de la publicité, l'émission est suspendue !

On pourrait aussi citer des exemples de manque de coordination dans le contexte même de notre Occident : dans la région de Bâle, la Suisse, la France et l'Allemagne ne sont pas parvenues à se mettre d'accord pour utiliser de façon coordonnée les mêmes fréquences ; et on a même assisté, assez récemment, à une lutte déterminée entre trois pays qui essayaient chacun d'obtenir une place privilégiée par rapport aux autres.

M. GUY-OLIVIER SEGOND : Deux mots peut-être sur Thollon-Les Mémises et les PTT.

Si j'ai bien compris, du côté suisse, en gros, la répartition des fréquences et la définition des puissances sont respectées, alors que ce n'est pas le cas du côté de Thollon-Les Mémises. Dès lors, les PTT suisses, qui ont un certain sens du droit et de la discipline, utilisent eux-mêmes lesdites fréquences et puissances pour diffuser le programme de la première chaîne, c'est-à-dire, dans la réalité, pour brouiller Thollon-Les Mémises.

Cela étant, il est clair que les radios locales, dans les régions de ce type, font sauter les frontières. Par exemple, les conditions d'émission des deux radios locales genevoises RGI et Radio-Cité n'étant pas assez bonnes sur le territoire suisse, les PTT de ce pays ont proposé et obtenu de la France la possibilité d'installer des émetteurs au sommet du Salève. Autrement dit, les radios locales genevoises émettent depuis un territoire étranger.

M. PIERRE-AMI CHEVALIER : p.221 Juste un mot pour distinguer très clairement les brouillages politiques des brouillages techniques. Dans le cas d'espèce qui vient d'être cité, c'est un brouillage purement technique dans la mesure où il existe une police des ondes qui est chargée de contrôler les accords concernant la répartition et l'utilisation des fréquences.

Evidemment, si un pays voisin, ou un émetteur dans un pays voisin, ne respecte pas les puissances ou les fréquences qui lui ont été attribuées, le pays qui est « lésé » a la possibilité, s'il le veut, de se défendre en brouillant ces émissions. Mais il s'agit d'un brouillard technique et non politique.

L'Europe aujourd'hui

QUESTION : Est-il vraiment trop simple de faire reposer les choses sur des contrats tacites entre celui qui écoute et celui qui offre une émission sur les ondes, émission financée par la publicité ?

M. HENRI SCHWAMM : Cette question fait justement la transition avec un sujet que j'aimerais beaucoup aborder maintenant, en vous proposant de nous interroger sur les relations entre service public et entreprises privées à travers ce que les téléspectateurs ou les auditeurs souhaitent en réalité recevoir.

M. GEORGE WEDELL : Il est en effet très intéressant d'appliquer le modèle de l'offre et de la demande aux questions de radio et de télévision en Europe et, en un sens, je crois que cela marcherait assez bien ; mais je ne crois pas pour autant que l'on puisse en faire le modèle d'un système européen de télévision-radiodiffusion, car il risque réellement de nous empêcher de tenir compte des intérêts minoritaires.

Un bon exemple de cette situation est donné par *Sky Channel*. En Suisse, cette émission bénéficie du même niveau de diffusion que les programmes de la SSR ; et aux Pays-Bas, on a pu évaluer que la moitié des jeunes âgés de 15 à 25 ans ne voient que *Sky Channel* dans les régions câblées. Question alors : est-ce ce que nous voulons ? Dans un certain sens *Sky Channel* répond à une demande — c'est manifeste ; mais je crois que la tradition européenne de radio et de télévision est beaucoup plus subtile et répond aux intérêts d'une multitude de gens différents. A mon avis, c'est un acquis européen qu'il faut préserver et développer dans la nouvelle situation technologique.

M. PIERRE-AMI CHEVALIER : En ce qui concerne les rapports public/privé, l'exemple britannique est intéressant parce qu'il constitue un modèle assez rare de concurrence entre une chaîne officielle et une chaîne privée, qui, du coup, ne diffuse pas seulement des vidéo-clips mais crée des programmes d'un excellent niveau.

Dans les autres pays européens, jusqu'à maintenant, on a estimé qu'il était nécessaire de transformer les organismes de radiodiffusion et d'en faire des services publics jouissant d'un monopole de fait, dans la mesure où aucune autorisation n'est donnée à d'autres diffuseurs. Mais, comme vous le savez, la situation est en train de changer dans la plupart de ces p.222 pays ; en Suisse,

L'Europe aujourd'hui

notamment, une nouvelle législation va probablement ouvrir le marché à des diffuseurs privés.

On peut alors se poser le problème : est-il nécessaire de conserver un secteur public dans un système ouvert et concurrentiel ? Je crois que la réponse a été donnée. Seul le service public peut assurer certaines prestations coûteuses ou « déficitaires » que le secteur privé ne prendrait certainement pas en charge : on sait, par exemple, que la SSR consacre des montants importants à la musique ou au soutien des orchestres, et je ne crois pas qu'un diffuseur privé en ferait de même.

M. GEORGE WEDELL : Une toute petite réaction : la chaîne privée anglaise à laquelle vous venez de faire allusion n'est en fait pas privée, dans la mesure où elle travaille dans des conditions très comparables à celles qui sont imposées aux chaînes publiques. Elle est, en effet, contrôlée par une autorité publique qui émane du gouvernement ; c'est pourquoi le contenu des deux chaînes est très comparable. Mais les frais de la chaîne privée sont actuellement assurés par la publicité, dont elle a gardé jusqu'ici le monopole ; et personne ne sait ce qui se passera si la BBC accepte la publicité — ce dont il est actuellement fortement question.

QUESTION : Aux USA, on reçoit 54 stations différentes et je crois que c'est la meilleure protection pour les minorités. Chacun peut y trouver sa distraction ; le moindre petit intérêt trouve son programme. Je pense qu'il faut que les TV privées bénéficient des mêmes avantages que l'Etat car autrement, la concurrence n'est pas équitable, n'est-ce pas ?

QUESTION : Pour prolonger cette question, je vous donnerai lecture d'un paragraphe d'un article paru dans *TV World* en avril 1985 ; cet article est consacré aux activités de *Sky Channel*, plusieurs fois cité ici, qui est un organisme commercial de distribution de programmes par satellite et câble, et qui ambitionne ouvertement de couvrir toute l'Europe. Je cite :

Ce que les téléspectateurs sont censés réclamer, ce que les annonces publicitaires réclament pour les téléspectateurs et ce que *Sky Channel* cherche à donner aux uns et aux autres, ce sont des variétés de bas niveau, importées essentiellement des Etats-Unis. C'est cette philosophie du marché

L'Europe aujourd'hui

qui va détruire la radiodiffusion de service public en Europe au cours de la prochaine décennie.

M. LUCIANO BOLIS : Je pense aussi à l'exemple italien. Au début, on a cru que les radios privées, qui coïncidaient pratiquement avec les radios locales, seraient appréciables parce qu'elles nous permettraient de réaliser plus de démocratie, de développer la créativité et de répondre au caractère pluraliste de notre pays en échappant à l'esprit un peu fermé et monotone du monopole d'Etat.

Or, pratiquement, au fil des années, une évolution négative a refroidi les enthousiasmes de la première heure, car on en est arrivé à une situation de « duopole » : en effet, à côté du monopole d'Etat — qui joue son rôle de service public —, s'est peu à peu créé un autre monopole — qui répond aux ^{p.223} règles des puissances d'argent. M. Berlusconi, notamment, a réussi à racheter tous ceux qui restaient sur le marché libre de la communication et, par des astuces techniques mais légales sur lesquelles il ne vaut pas la peine de trop s'étendre ici, il a réussi à construire un véritable empire en éliminant toutes les possibilités de manifestation de la pensée qui avaient été à l'origine des radios locales et privées.

Une telle évolution a évidemment aliéné les sympathies pour les radios privées d'une grande partie du public qui, devant finalement choisir entre deux monopoles, préfère le monopole d'Etat au monopole commercial, puisque le premier parvient à maintenir, grâce à de plus grands moyens, un niveau de production plus élevé que le second, qui a plutôt tendance à s'appuyer sur ce qui est déjà produit aux Etats-Unis ou au Japon.

M. GUY-OLIVIER SEGOND : Il faudrait tout de même nuancer un peu notre réflexion et ne pas la réduire à une affirmation trop simple selon laquelle le privé serait un secteur de divertissement et de bas niveau, tandis que le public viserait la qualité à tout prix. En effet, la prédominance des émissions dites de divertissement est également très forte dans les programmes TV européens de service public puisqu'elles représentent entre 45 et 60 % de la production télévisée contre environ 20 % pour l'information et 10 à 20 % pour la culture et l'éducation.

L'Europe aujourd'hui

Par exemple, l'expérience « TV à la carte » qui a eu lieu cet été a consisté, pour un service de la Télévision suisse romande, à donner, à choix, trois ou quatre films différents ; systématiquement, c'est le film de plus bas niveau qui a été retenu ; et vous pouviez passer votre été entre Tarzan et Louis de Funès... On retrouve là une situation analogue à ce qui se passe dans un secteur tout à fait privé, celui de la presse écrite : un journal comme *Blick* vend certainement plus de numéros que le *Journal de Genève*.

RÉPLIQUE : Oui. Mais tant que la télévision sera le reflet de ce que nous lui demandons, alors nous vivrons une civilisation de nivellement par le bas. Ce qui serait extraordinaire, c'est que la TV, qui est un moyen d'une puissance affolante, nous tire vers le haut. C'est pour cela que je disais tout à l'heure qu'elle devait être apolitique. Mais s'il est vrai, comme l'a dit M. Segond, que la TV ne peut être que politique, alors faisons de la politique euro-africaine — et laissons tomber les *Dallas* et *Dynasty* !

M. HENRI SCHWAMM : Le malheur, Madame, c'est que ce sera beaucoup plus cher que *Dallas* ! et tous ces Messieurs autour de cette table vous diront que...

RÉPLIQUE :... Mais quel est le prix de l'Europe ? Si on veut faire l'Europe, il faut mettre le paquet !

M. HENRI SCHWAMM : C'est évident. C'est pourquoi un certain nombre de schémas de financement de la programmation européenne ont été mis au point, dans le cadre des Communautés européennes comme dans celui du Conseil de l'Europe de façon à pondérer, en quelque p.224 sorte, les influences privées, publiques nationales, et publiques internationales. On a envisagé, par exemple, un système de financement tripartite : un tiers de sources privées (publicité directe ou sponsoring), un tiers provenant des Etats membres de la Communauté, et un tiers du budget communautaire européen.

Mais, une telle répartition ne garantit pas pour autant une amélioration du contenu des programmes, et je voudrais que nos orateurs et la salle réagissent à ce type de proposition.

QUESTION : Puisque nous parlons de production, j'aimerais reprendre quelques

L'Europe aujourd'hui

faits très importants qui se situent en amont et en aval de cette production. Par exemple, sur le plan industriel, on assiste à la naissance de nouveaux types de conglomerats qui agissent à la fois verticalement et horizontalement, c'est-à-dire qui concentrent à la fois les différentes formes de médias et les différents lieux (télécommunications, télématique, etc.). A cette évolution correspondent, sur le plan juridique, un phénomène presque généralisé de déréglementation des télécommunications et, sur le plan commercial, des pressions très importantes au GATT pour relancer les efforts de libéralisation du commerce des services et des nouvelles technologies des télécommunications.

Dès lors, pourquoi ai-je lancé l'idée presque anarchique d'une « approche Europe-Afrique » ? Les aspects contextuels que je viens de rappeler peuvent être illustrés de quelques chiffres. En effet, si l'on en croit les données statistiques, on observe par exemple que 80 % des flux hispanophones qui passent aux Etats-Unis, viennent du Mexique et sont produits par un conglomérat mexicain qui est associé avec des groupes américains. Autre exemple : en 1975, le Japon n'exportait rien sur le marché mondial ; en 1980, il exporte 4.580 heures de programme dont 56 % de films de série. En 1972, la télévision mexicaine ne produisait pas grand-chose, en 1980, elle produit 24.000 heures de programme alors que la France, la même année, n'en exporte que 6.000. En 1972, le Brésil n'exporte pratiquement rien ; en 1982, il exporte pour 7 millions de dollars de programme, soit le chiffre d'affaires des trois chaînes françaises réunies la même année.

De telles productions, qui se manifestent au niveau de l'écran, ne sont en un sens que la traduction des mutations qui s'opèrent au niveau du tissu économique et des nouvelles solidarités. Dès lors, l'Europe n'a qu'à choisir : si elle continue à se penser selon les schémas anciens, elle ne pourra pas être compétitive ; si par contre, elle est pensée dans le cadre d'une alliance, elle pourra sans doute le devenir. Mais peut-être ne faudrait-il pas seulement soutenir et encourager les productions des pays ACP, mais aussi adopter une stratégie nettement plus offensive. Etes-vous d'accord avec mon analyse ?

M. GEORGE WEDELL : Je suis heureux que la question de la diversification de la production ait été évoquée, car il est, en effet, très frappant de voir comment les industries télévisées du Mexique et du Brésil, en particulier, commencent à exercer une influence assez forte dans leur région linguistique (hispanophone et

L'Europe aujourd'hui

portugaise). Sans doute y aura-t-il ^{p.225} bientôt beaucoup plus d'importation de télévision de ces deux pays d'origine, surtout en raison de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté européenne et il faut bien reconnaître que leurs productions ne sont pas pires que les téléfilms américains ; il y a même parmi elles des choses formidables.

Mais il ne faudrait pas pour autant faciliter la substitution d'un oligopole à un monopole. C'est pourquoi il est absolument essentiel, soit de renforcer la production et la coproduction au niveau européen, soit d'encourager nos collègues africains à s'unir pour créer une base de production télévisée en Afrique. Dans ce sens, l'Union Radio Télévision Nationale Africaine commence à créer des échanges de programmes, et même si ces échanges sont difficiles, je crois qu'il faut soutenir, soit à titre public, soit à titre privé, toutes les initiatives de diversification des opinions et des opportunités de création possibles.

M. ANDRÉ DANZIN : Personnellement, j'ai le sentiment d'un échec complet de l'instrument télévision pour la promotion culturelle des auditeurs, et en particulier pour celle des auditeurs européens. Cet échec n'est pas lié à la vulgarisation mais à la vulgarité des programmes et à un abaissement effectif de niveau qualitatif qui a été produit par une sorte de diffusion de l'amoralité, alors qu'on aurait en effet dû utiliser ce magnifique instrument pour promouvoir une amélioration de nos programmes culturels. Si la télévision européenne dont nous rêvons emprunte les mêmes voies, je crois qu'elle sera plus destructrice que constructive. Je ne sais s'il est possible de trouver une solution à ce problème, mais je crois que l'un des grands échecs de ma génération sera d'avoir disposé d'un instrument de diffusion de la connaissance et de la culture d'une portée extraordinaire et d'en avoir fait un si mauvais usage.

Certes, il y a des émissions culturelles tout à fait remarquables qui montrent ce que la télévision pourrait être, mais, en France du moins, la plupart de ces émissions sont données à des heures de très faible écoute — à des moments où jeunes gens, jeunes filles et travailleurs sont au lit. Au contraire, on donne des spectacles qui, à mon avis, ne sont pas enrichissants pendant les heures de grande écoute. C'est pour moi un sujet de très grande déception.

M. HENRI SCHWAMM : Je vous l'accorde volontiers, M. Danzin, mais c'est la solution qui fait malheureusement défaut à ce stade. Le système de pondération

L'Europe aujourd'hui

dont je parlais tout à l'heure serait-il une solution, la diversité des sources de financement obligeant les uns et les autres à se mettre d'accord pour la diffusion de tel ou tel programme ? Permettez-moi d'espérer que précisément les programmes, à la sortie, pourraient être de qualité supérieure à ce que nous observons, parce qu'à l'heure actuelle, la radio et la télévision privées remplissent leur mission exclusivement en vertu de la loi de l'offre et de la demande, tandis que le service public, sous prétexte de mieux résister à cette pression privée, se libéralise dans le sens que vous avez indiqué en abandonnant les exigences de qualité qui devraient être les siennes.

p.226 Tel est le dilemme qui, à mon sens, ne pourrait être corrigé que par le biais d'un financement amont coordonné et concerté.

M. GUY-OLIVIER SEGOND : On peut se demander, après avoir pendant un siècle et demi élevé le niveau des connaissances, développé l'école publique et amélioré les niveaux de formation, comment on est arrivé à abaisser le niveau du journal ou de la télévision. Mais je crois qu'il y a tout de même des potentialités propres à la télévision que le service public utilise de temps en temps, sans toutefois en tirer parti jusqu'au bout.

Quand je vois les réactions des adultes face à l'irruption des nouvelles technologies dans la vie professionnelle ou dans la vie quotidienne, je suis frappé par le fait que les télévisions, les ministères de l'éducation ou les départements de l'instruction publique n'utilisent pas davantage cet instrument pour la formation professionnelle, le perfectionnement et l'éducation permanente. Cela se fait un peu, mais sans beaucoup d'imagination. A la TV romande, les programmes *Octopuce* et *Octogiciel* ont remporté un très grand succès dans ce domaine, mais ils nous viennent de l'Ontario ou du Québec ; ils ne viennent pas d'un pays européen, ni de la Suisse dont la tradition pédagogique pourrait pourtant trouver à s'illustrer de manière inédite. Il y a dans ce domaine une absence d'imagination des pouvoirs publics, qui jouent perdants sur ces questions, sans doute parce qu'il est plus facile d'intéresser les auditeurs aux réductions d'impôts ou au nombre de gendarmes nouvellement recrutés !

M. PIERRE SANSOT : Je me réoriente vers ce que l'on disait tout à l'heure. Il est vrai que les pouvoirs publics, ou les mass media ne sont pas tellement

L'Europe aujourd'hui

maîtres du contexte global dans lequel ils s'inscrivent ; et il ne faut pas trop espérer de la télévision ou de la radio, parce qu'elles s'adressent à un public qui est déjà formé.

Alors, je fais une allusion, je déplace le débat, et je compare, un peu bizarrement, le problème des mass media à celui du logement. Dans ce domaine, soit on adopte des mesures autoritaires et centralisatrices, mais celles-ci ne vont souvent pas dans le sens de ce que les gens attendent (les grands ensembles ou les grandes réalisations monumentales ne recouvrent pas les besoins du public), soit on se fie au public et on le consulte, mais on s'aperçoit alors que ce qu'il veut, ce n'est rien d'autre que ce qu'il y a de plus médiocre. En France, par exemple, ce sera la maison « Phénix ». On mesure donc l'ampleur de cet antagonisme entre les désirs des gens et les pouvoirs publics qui prennent des initiatives mais qui visent un peu trop haut.

Ce problème rebondit alors sur une autre question qui a d'ailleurs aussi été évoquée. Après un siècle d'éducation et de bonnes intentions concernant la scolarité, comment se fait-il que les gens n'aient pas élevé leurs besoins ? Plusieurs réponses sont possibles — plus ou moins pessimistes d'ailleurs. On peut dire : « Plus tard — dans dix ans, — dans vingt ans... » J'entends cela depuis toujours et je n'y crois pas tellement. On peut dire : p.227 « L'Université s'y prend mal » ; mais on ne fait que repousser le problème car réformer l'éducation universitaire n'est pas plus facile que réformer les mass media.

Enfin, il y a une troisième hypothèse pessimiste — j'ose à peine la prononcer. C'est peut-être qu'il faut laisser la paix aux gens. Ils ne veulent pas de culture, mais de la chansonnette ou du *Dallas* ! Et pourquoi pas ? Ou bien c'est parce qu'ils sont superficiels et qu'ils aiment le pittoresque ; ou bien c'est parce qu'ils n'existent que par cela, ces paillettes, ce cirque, ces beaux corps bien bronzés ou ces chapeaux.

Je m'interroge : faut-il vraiment mépriser les gens qui ne veulent pas de la culture ? Et s'ils n'en veulent pas est-ce parce qu'on ne leur a pas donné les instruments de perception, ou est-ce parce que c'est une autre culture que nous avons tendance à rabaisser et à laquelle nous ne donnons pas notre chance ? Voilà ma question.

Un surcroît de culture peut avoir des effets très néfastes. J'ai vu cela à la Villeneuve de Grenoble, où on a fait beaucoup. Populus y a fait des choses

L'Europe aujourd'hui

excellentes. Mais il y a eu de la surinformation, et au bout de trois ou quatre ans, les gens ne voulaient plus entendre parler de culture : vraiment, ils fuyaient ; à force d'aller vers eux, ils étaient devenus « anticulturels » ! C'est là le problème. Soit on laisse les gens livrés à eux-mêmes, et ils sombrent dans une sorte de mollesse, d'indifférence — ou de bronzing pour les privilégiés —, soit on les traque presque, et ils refusent. Dans ce cas-là, on a assisté à un mouvement anticulturel étonnant.

QUESTION : Je voudrais poser une question que l'on n'a guère évoquée : celle de la fabrication des programmes en Europe, qui manque totalement d'efficacité par rapport à celle des programmes américains. Je pense d'une part aux systèmes d'information et d'autre part au problème de la coproduction.

Aux Etats-Unis, l'information est rapide, véritable et homogène, alors qu'en Europe, on peut s'amuser à comparer la même information entre deux pays et à relever des interprétations tout à fait contradictoires de la même image. Vous savez que nous avons un réseau Eurovision qui s'appelle *European News* et qui distribue chaque jour aux organismes de télévision des images non commentées de sorte que chaque téléjournal ou chaque rédacteur fait son propre commentaire, ce qui très souvent met les spectateurs en difficulté.

Par ailleurs, si les stations de télévision pratiquent de plus en plus la coproduction, on peut constater que le caractère européen de cette coproduction est totalement absent, puisqu'il y a toujours une forte prédominance financière de l'un de ces pays par rapport aux autres. Il y a quelques productions européennes, comme *Marco Polo*, qui ont eu un grand succès, mais il faut malheureusement reconnaître que ces coproductions n'ont pas le niveau d'un *Dallas*. On peut certes critiquer *Dallas*, mais du strict point de vue « télé », il faut souligner l'excellence de l'émission : elle est bien montée. elle est bien jouée, la musique est percutante ; c'est ce que les spectateurs désirent.

p.228 Dès lors, ma question est la suivante : que pouvez-vous suggérer à l'Europe pour stimuler l'imagination et améliorer la compétitivité de ses coproductions ?

M. HENRI SCHWAMM : Je suis très sensible à cette question. Avant de donner la parole à mes collègues, je voudrais préciser deux choses.

L'Europe aujourd'hui

D'abord, pour ce qui est de l'information-image provenant de l'Union européenne de radiodiffusion, vous avez raison de dire que cet organisme se contente d'envoyer un stock d'images à tout le monde, sans commentaire ; mais je crois que là, il n'y a rien à redire. C'est la diversité, le pluralisme : et il revient à chaque diffuseur d'interpréter et de présenter à sa façon les images qu'il reçoit.

Ensuite, pour ce qui est de la coproduction entre pays européens, vous dites qu'elle est très restreinte. C'est vrai. Mais nous sommes au début d'un processus nouveau, car un certain nombre d'accords viennent d'être signés — en particulier entre Antenne 2 et Channel 4, ou entre les Autrichiens et la RAI — et je crois que ces accords n'ont pas encore produit leurs effets et qu'on peut en attendre quelque chose : vraisemblablement, un certain nombre de produits européens en émergeront.

M. GEORGE WEDELL : Je n'adhère pas tout à fait à l'évaluation qui vient d'être faite de la qualité des programmes européens : il y en a de très bons ! Simplement, il ne s'agit pas d'une industrie, mais plutôt d'un artisanat. Et c'est de plus en plus ce qui pose problème avec la multiplication des canaux.

En Amérique, il faut remplir trois canaux au niveau national, ce qui entraîne une industrie très disciplinée qui touche 230 millions de spectateurs. Mais c'est un autre ordre de grandeur. Il faudrait donc parvenir à créer une industrie de type analogue qui réponde à l'échelle des besoins européens. Ce sera difficile — je crois — mais certains indices paraissent encourageants. On a mentionné plusieurs expériences de coproduction, auxquelles je rends hommage et qui devraient en engendrer d'autres. Mais il faut relever la croissance des producteurs indépendants en Europe comme aussi le fait que la technologie de production permet de produire avec beaucoup moins d'infrastructure. Dès lors, j'ai bon espoir que cela marche, à la condition toutefois que les Etats membres parviennent à un consensus sur les objectifs de la télévision européenne. Car, si on échoue à ce niveau, tout sera vendu aux Américains qui peuvent produire beaucoup moins cher que nous-mêmes.

M. LUCIANO BOLIS : Je suis d'accord avec cette dernière remarque. Mais cela ne fait que reproduire une situation de fait. Contrairement aux Etats-Unis, l'Europe paie le fait de sa division, même dans le domaine de la télévision. Et je

L'Europe aujourd'hui

ne pense pas, comme M. Wedell, que le problème puisse être résolu par la création d'une industrie européenne correspondant à l'industrie américaine. Cette création ne peut pas avoir lieu tant qu'il n'y a pas unité de l'Europe. Et penser que cette unité ^{p.229} puisse se faire dans le domaine de la radio-télévision indépendamment du contexte politique général, c'est pour moi une vue de l'esprit.

Une autre remarque : M. Schwamm, tout à l'heure, trouvait cet état de division normal et lui attribuait le caractère de pluralisme culturel. Mais le pluralisme, pour moi, ne doit pas se réduire à un pluralisme géographique ; le pluralisme doit être un pluralisme d'intendance : toutes les minorités doivent trouver leur place dans le contexte social de notre civilisation européenne, et cela ne peut pas correspondre, comme je l'ai dit au début, aux frontières de l'État ; la division de l'Europe, ce n'est pas du pluralisme ! C'est un héritage malheureux du passé dont nous ne réussissons pas à nous défaire. Toutes les remarques qui viennent d'être faites au sujet de la télévision européenne et de ses rapports avec la télévision des USA tiennent à cette distinction. On ne peut pas demander à un caractère européen de prévaloir si on n'a pas une unité politique de l'Europe, ce serait une contradiction. Il ne faut donc pas essayer de résoudre le problème par un raccourci mais choisir la voie la plus longue, parce qu'elle est en même temps la seule voie sûre : réaliser l'unité de l'Europe dans le but — aussi — de constituer une radio-télévision européenne.

M. GUY-OLIVIER SEGOND : Il me semble opportun de préciser ici l'objet de l'accord sur le Groupement européen de production des programmes de télévision, qui a été établi entre plusieurs chaînes à l'initiative des Suisses. Je vous lis la définition :

Le groupement de production doit permettre la production commune et à long terme, de longues séries de télévision et la commercialisation de ces coproductions. Il devra s'agir, prioritairement, de longues séries télévisées. Les programmes établis par le groupement de coproduction devront avoir un contenu spécifiquement européen, illustrer la culture et l'histoire, passée et présente, de la civilisation européenne, ainsi que ses perspectives d'avenir. Ils devront contribuer également à la promotion de l'infrastructure artistique et de production des partenaires.

Ce texte est intéressant. Mais, outre les problèmes de financement ou de

L'Europe aujourd'hui

lieux de production qu'il implique, il me semble poser en premier lieu le problème du scénario. Qui fera le scénario ? On sait bien que c'est en général un homme (ou une équipe) ; et celui-ci a toujours ses références propres, qui restent habituellement nationales — françaises, allemandes ou italiennes... Voyez, par exemple, le *Châteauvallon* français : on aurait pu imaginer que l'un des héros allait épouser une Italienne ou une Allemande, pour déplacer de temps en temps la série télévisée dans un autre pays, mais cela n'a pas été fait et l'émission est restée spécifiquement française.

Les scénarios proposés, pour en avoir vu de nombreux, reposent toujours sur une base nationale. C'est un problème qu'il ne faut pas non plus sous-estimer.

M. HENRI SCHWAMM : C'est vrai ; et cela pose le problème plus général d'une information dont l'inspiration serait européenne. Il y a très peu de journaux européens ; il y a très peu de bulletins spécialisés sur p.230 l'Europe ; et ceux qui existent ne touchent pas le grand public. Le même phénomène se reproduit dans le domaine de la radio et de la télévision. Et c'est la raison pour laquelle il y aurait lieu, à mon sens, de constituer rapidement des rédactions multinationales qui, justement, permettraient la création de « scénarios européens », échappant aux seules vues nationales.

QUESTION : J'ai presque été scandalisé quand j'ai entendu parler de la « qualité de la télévision » et de la « qualité de la culture ». Qu'est-ce que la culture, lorsque l'on parle de « basse culture » et de « haute culture » ? Qu'est-ce qu'un film de « basse qualité » ? A quelle valeur se réfère-t-on ? Technique ? Sociale ? Ou autre ? Toutes ces questions ne peuvent être éludées. Chacun a sa propre culture et la télévision n'est pas programmée pour les seuls intellectuels !

Ceci étant dit, ma question est la suivante : pourrait-on, dans le cadre de ces Rencontres, demander au Conseil de l'Europe que toutes les télévisions publiques consacrent, dans chaque pays, quelques minutes à diffuser des informations sur les institutions ou sur ce qui se passe en Europe ?

M. HENRI SCHWAMM : C'est sans doute une proposition intéressante, mais je pense que des exposés sur les institutions européennes ne seraient peut-être

L'Europe aujourd'hui

guère réjouissants pour le spectateur ou l'auditeur, et qu'il serait plus favorable de parler du travail et des activités qu'elles sont censées réaliser.

QUESTION : Le marché de la pornographie, qui vise un type bien particulier de public, a déjà fait la preuve qu'il est possible de dépasser toutes les frontières, spatiales et temporelles, qui séparent les spectateurs : en gros, on peut voir dans ce domaine ce que l'on veut, où l'on veut, nuit et jour.

Dès lors, je me pose la question suivante : puisque le porno est capable d'investir le marché mondialement, n'est-il pas possible d'en faire autant dans d'autres domaines ? Avec l'idée, l'argent et la coopération des gouvernements, ne serait-il vraiment pas possible de répondre sectoriellement aux désirs exprimés par d'autres types de public et de satisfaire ainsi les exigences les plus diverses — intellectuels, enfants, divertissements... ?

M. GEORGE WEDELL : Si l'on segmente le marché en une multitude de petites tranches, on n'aura pas d'argent pour chacune d'entre elles. Si l'on cherche à constituer une industrie européenne de la production de télévision, il faut quand même avoir des ressources ! Or, celles-ci proviennent de la diffusion au grand public. Les chaînes nationales se trouvent déjà en difficulté parce que les vidéocassettes commencent à les démunir d'une partie de leur audience traditionnelle, chacun faisant de plus en plus son propre programme. Vous comprenez donc bien qu'il n'est pas facile d'accorder les tendances à la segmentation avec la nécessité d'une concentration qui rende les ressources utilisables.

QUESTION : ^{p.231} Je voudrais revenir sur deux points particuliers. D'une part, je crois que les coproductions sont vouées à l'échec si elles ne s'insèrent pas dans une sorte de logique européenne, sans laquelle on risque de ne pas trouver d'accord fondamental sur le scénario, le choix des acteurs, etc. En témoignent les réflexions un peu désabusées qui suivent certaines expériences passées : ainsi le réalisateur italien de l'émission *Marco Polo* (association entre l'Italie, la Chine, le Japon et les USA) constate-t-il : « Cela ne fait rien, cela a quand même permis d'améliorer les relations entre l'Italie et la Chine » ! De même, la coproduction franco-canadienne, *Maria Chapdelaine*, s'est-elle achevée sur l'attention particulière que l'on doit porter à ne pas coproduire simplement des stéréotypes

L'Europe aujourd'hui

folkloriques nationaux. Autrement dit, la coproduction risque de rester fictive si elle ne s'inscrit pas d'une manière ou d'une autre dans le prolongement de l'idée européenne.

D'autre part, les mutations en cours vont certainement vider les salles de cinéma, ce qui veut dire que le pouvoir de décision réel sur le contenu des productions va reposer sur ceux qui contrôlent les systèmes de câblage. Autrement dit, quel que soit le système de production que l'on adopte, une synergie de plus en plus forte s'établira entre public et privé par le biais des sociétés de câblage.

M. LUCIANO BOLIS : Je crois qu'il y a deux genres de coproductions qu'il ne faut pas confondre. D'un côté, il y a celle qui concerne les films de divertissement, de sport ou de variétés, que rien ne peut empêcher, et qui repose sur la résolution de problèmes purement techniques ou financiers. De l'autre, il y a la question de la coproduction de l'information qui, elle, met directement en jeu des problèmes politiques. L'Europe parlementaire a demandé que l'un des canaux prévus soit spécialement consacré à l'information ; mais la réussite d'une telle opération n'est pas envisageable si on ne change pas préalablement les données politiques de la situation, car tant que les Etats resteront souverains et séparés les uns des autres, ils ne se mettront jamais d'accord pour donner une interprétation unique de tel ou tel événement. Comme on l'a dit, l'UER fournit des images brutes, mais les commentaires sont placés sous la responsabilité de chaque pays, ce qui donne évidemment des commentaires contradictoires qui ne peuvent pas contribuer à l'éducation européenne du public.

Ainsi, au-delà de toutes les propositions qui ont été faites par le Conseil de l'Europe ou les Communautés, je crois qu'il faut créer un office de télévision qui soit indépendant des Etats, qui se place directement au niveau européen et qui ait la responsabilité des programmes.

M. HENRI SCHWAMM : L'heure est venue de nous quitter. En guise de conclusion, je voudrais simplement me contenter de faire une remarque et un rappel.

La remarque est la suivante : je crois que l'occasion de réussir le rendez-

L'Europe aujourd'hui

vous de la télévision avec l'Europe — comme celui de l'Europe avec la télévision — nous est offerte. Il nous faut donc la saisir, en adoptant les ^{p.232} modes de production et d'organisation adéquats. Et la question de fond, que je serais tenté de dégager de notre table ronde, consiste peut-être simplement à comprendre et à savoir jusqu'où nous voulons aller ensemble, afin de ne pas nous réfugier derrière les questions techniques, juridiques, politiques ou économiques — qui se posent inévitablement aussi.

Quant au rappel, il nous ramène en 1946. Lors des premières Rencontres Internationales de Genève, Robert Aron suggérait à ses amis genevois de faire en sorte que leur radio programme une émission régulière sur le thème « Les Européens parlent aux Européens ». Les Européens, affirmait-il, souhaitent qu'une voix leur dise quelles sont leurs raisons d'espérer, les erreurs à éviter et les tâches à accomplir, non sur le ton polémique des temps de guerre, mais avec un franc-parler qui montre que les speakers ne sont au service d'aucun intérêt, ni privé ni public.

A cette proposition, René Dovaz, directeur de Radio-Genève de l'époque, avait répondu en ces termes :

Il faut maintenir l'esprit de l'Europe. Il faut en faire connaître le rayonnement et la valeur. Il faut surtout faire connaître, par-delà les frontières, les vraies valeurs, qu'elles viennent de la France, de l'Italie, de l'Allemagne ou de la Russie.

La Suisse, sorte de belvédère européen, peut mettre ses stations d'émission, qui travaillent en trois langues, au service de la pensée de l'Europe. Elle peut diffuser, d'un pays exempt de tout impérialisme — et dans sa politique et dans sa pensée —, une doctrine restituant au monde une foi en sa destinée.

Quarante ans plus tard, je crois que ce message vaut toujours. La Radio-télévision suisse romande, son ancien directeur René Schenker et son successeur M. Demartines, sont pleinement conscients de leur vocation européenne. Et Genève, ville de rencontre par excellence, me semble aujourd'hui encore pouvoir jouer un rôle important en devenant un lieu de réflexion sur l'avenir de l'Europe.

@

L'EUROPE VUE DE LA VISTULE ¹

INTRODUCTION

par Alexandre Bruggmann
rédacteur à la Tribune de Genève

@

p.233 Avant de vous présenter M. Wozniakowski, je voudrais me permettre quelques annonces plus ou moins pratiques. La conférence de M. Jacek Wozniakowski trouvera son prolongement dans un entretien avec le public. Cet entretien sera introduit par MM. J. Starobinski et A. de Muralt.

D'autre part, je tiens à préciser d'emblée — pour rendre à César ce qui est à César — que le titre « L'Europe vue de la Vistule » que les Rencontres Internationales ont proposé à M. J. Wozniakowski est emprunté à Bodgan Cywinski. Ce très vieil ami de notre conférencier avait donné ce titre à un essai qui a paru dans la revue *Znak*, bien avant que B. Cywinski ne devienne le directeur adjoint de l'hebdomadaire *Solidarnosc*.

Cet hommage étant rendu à Cywinski, on peut s'interroger sur le thème de ce soir. Pourquoi l'Europe vue de la Vistule, dans le cadre de cette semaine consacrée aux réflexions sur l'Europe aujourd'hui ?

Il apparaît d'emblée que l'Europe, sans l'Europe de l'Est, n'est pas tout à fait l'Europe. Il manque quelque chose. Et de cela, M. Boldizar nous parlera d'un point de vue hongrois autorisé. C'est donc le fait de l'héritage commun qui, bien entendu, est là, quelle que soit la division politique de l'après-guerre. Mais, s'il ne s'agissait que du passé, cela n'aurait guère d'importance. En fait, c'est le présent qui dicte impérieusement cette nécessité de faire intervenir les Européens de l'Est dans tout débat sur l'Europe aujourd'hui. Parce que, en effet, la culture des pays d'Europe de l'Est est, à des titres divers, une culture européenne.

Je ne veux pas m'étendre très longuement sur ce point. Mais il est parfaitement clair, dans le cas de la Pologne, que ce pays, qui a trouvé son

¹ Le 19 septembre 1985.

L'Europe aujourd'hui

unité politique il y a plus de mille ans sous le signe de la christianisation, sous celui de la croix romaine, que ce pays s'est développé en très étroite relation avec l'Italie, la France, les Allemagnes, l'Autriche. La culture ^{p.234} polonaise est en fait indissociable de celle de l'Europe. Elle a certes suivi, depuis le XVI^e siècle, des chemins originaux, assez différents de ceux de l'Europe occidentale. C'est ce qui amène certains Polonais, comme le prix Nobel Czeslaw Milosz, à parler d'une « autre Europe ». Mais il s'agit bel et bien de l'Europe. De toute façon, chaque Etat est peut-être une autre Europe, comme nous l'avons déjà vu au cours de cette semaine.

Jacek Wozniakowski ne se souvient peut-être pas de ce que je vais brièvement relater. Un soir d'été à Cracovie, près de la halle aux drapiers, j'avais l'immense privilège de le rencontrer pour la première fois et, en bon journaliste occidental, je l'ai immédiatement entrepris sur l'Europe de l'Est, la Pologne, l'Union soviétique, etc. Il m'a interrompu, me disant : « Monsieur, ne parlons pas ici, en Pologne, de l'Union soviétique, de tout cela : ce sont des grandeurs connues ; parlons plutôt de l'Europe occidentale parce que c'est une grandeur indéfinie qui a l'air de nous échapper. » Je ne l'ai jamais oublié et cette remarque qui fut pour moi le point de départ d'une longue réflexion, anime — pour une bonne part — la vie et l'œuvre de J. Wozniakowski.

Quelques détails biographiques, extérieurs. Bien entendu, la guerre. Jeune officier, blessé. Résistance active plus qu'honorable. Très grande réputation. Immédiatement après la guerre, J. Wozniakowski participe à la mise sur pied de l'hebdomadaire catholique qui reste à ce jour le journal le plus prestigieux de Pologne. Participe à l'aventure de la revue *Signe (Znak)*, de la maison d'édition Znak dont il est le directeur. Une maison d'édition qui publie énormément de choses : tout ce qu'il est possible de publier, et même un peu plus. Donc une volonté active de défendre un certain nombre de valeurs et d'idées. Doctorat. Et puis l'enseignement de la philosophie et de l'histoire de l'art, là encore c'est en fait une manière d'enseigner l'histoire des idées, l'évolution des idées à l'Université catholique de Lublin. Je voudrais dire à ce propos que J. Wozniakowski est l'auteur de nombreux ouvrages portant en fait sur la philosophie de l'art et l'évolution des idées esthétiques, qui sont plus — et autre chose — que des idées esthétiques ; l'un de ses livres consacré à l'évolution des sensibilités face à la montagne, va paraître en allemand.

L'Europe aujourd'hui

Cet ensemble de données — de ce qu'on peut appeler le chemin extérieur — exprime en fait toujours le même ensemble de préoccupations, qui sont des préoccupations éminemment européennes.

Il est inutile de dire que M. Wozniakowski est parfaitement à l'aise dans les littératures anglaise, française, allemande, italienne, et qu'il rédige en italien, en français, et que tout cela est pour lui aussi naturel que la Pologne. Que c'est cela, précisément, une — et peut-être la meilleure — manière d'être Polonais.

Mais j'ai déjà trop parlé : je cède la parole à Jacek Wozniakowski.

@

L'Europe aujourd'hui

JACEK WOZNIAKOWSKI Né à Biorkow, près de Cracovie (Pologne). Après la guerre et un total engagement dans la résistance, études de philologie polonaise et d'histoire de l'art à l'Université Jagellone de Cracovie. Doctorat en 1960 et habilitation à l'Académie des sciences en 1973. Depuis 1953, il enseigne l'histoire et la philosophie de l'art à l'Université catholique de Lublin (KUL). Docteur *honoris causa* de l'Université catholique de Leuven (Belgique). Professeur associé à l'Université de Toulouse-le-Mirail (France).

Lié depuis 1945 à l'hebdomadaire catholique *Tygodnik Powszechny* et au mensuel *Znak*. Dès 1959, directeur des Editions Znak (Cracovie).

Cofondateur, en 1956, des clubs d'intelligentsia catholique à Cracovie et à Varsovie et, en 1976, de l'Université volante. Membre de la commission d'histoire de l'art de l'Académie des sciences (PAN) et du Conseil pontifical pour la Culture.

CONFÉRENCE DE JACEK WOZNIAKOWSKI

@

p.235 Merci de cet accueil trop aimable, si vous me permettez de prendre la liberté d'apprécier cette introduction que vous avez eu la gentillesse de faire.

J'hésite encore à dire ce que j'ai noté, avant de venir à Genève, parce que je suis, aussi attentivement que possible, la discussion qui se déroule ici depuis quelques jours ; j'ai lu des livres qui se rapportent directement à notre sujet, entre autres un recueil d'interviews qu'Alison Browning a faites avec des Européens de haut niveau (une vingtaine de personnalités) — et tout cela me fait penser qu'il n'y a rien de nouveau à dire, puisque tant de choses ont déjà été dites.

Je me console pourtant avec l'adage : *si duo dicunt idem non est idem*. Si donc vous trouvez des répétitions trop nombreuses dans ce que je vais dire, veuillez bien vous consoler avec une autre maxime : *bis repetita placent*. Ainsi je vais d'abord reprendre quelques phrases du texte que vous trouverez dans le programme

L'Europe aujourd'hui

de nos Rencontres, mais ensuite j'irai un peu plus loin, et j'essaierai de développer ce qui a été esquissé dans ce texte.

Les nations de l'Europe occidentale sont appréciées en Pologne chacune selon ce que nous savons (ou ne savons pas) sur elles, et selon nos relations mutuelles dans le passé et le présent : donc à chacune de ces nations nous appliquons des stéréotypes fort différents les uns des autres. Et je dis stéréotype, car il me semble ^{p.236} presque impossible de comprendre une société sans avoir recours à certains schémas simplificateurs qui permettent une orientation, toujours approximative.

Mais ce qui est frappant, c'est que l'Europe occidentale, telle que nous la voyons à partir de chez nous, n'est pas du tout une somme de ces stéréotypes, de ces valorisations : du stéréotype de l'Allemand, du stéréotype du Français, etc. Elle n'est pas du tout une somme ; c'est au contraire une valeur relativement autonome, d'autant plus haute, et d'autant plus idéalisée par les Polonais, qu'elle nous semble — cette Europe — souvent bafouée, trahie par ceux-là mêmes qui l'ont créée en premier lieu, donc par les Européens eux-mêmes, et surtout par ces Occidentaux eux-mêmes.

Ce jugement critique est, aux yeux de beaucoup de Polonais, justifié par la confirmation que le siècle de deux guerres mondiales et des camps de concentration semble avoir donnée à nos prévisions les plus sombres. Depuis le romantisme, en effet, et même plus tôt déjà, nous opposions toujours les valeurs européennes au despotisme. Les différentes formes du fascisme et du totalitarisme étant alors inconnues, nos penseurs romantiques voyaient le paradigme du despotisme dans l'empire du tsar et s'affligeaient de l'aveuglement et de la veulerie de l'Europe vis-à-

L'Europe aujourd'hui

vis du déferlement futur et inéluctable — comme ils le disaient alors — de la tyrannie.

Qu'il me soit permis de citer quelques textes qui illustrent les vues des Polonais sur l'Europe, il y a cent cinquante ans, et une génération plus tard, donc il y a cent vingt ans. J'ai choisi deux auteurs — parmi tant d'autres qui parlaient alors de l'Europe — parce que ces deux auteurs ont des liens de famille très particuliers avec l'Europe occidentale.

Le premier s'appelle Henryck Rzewuski. C'est un écrivain de très grand talent, et en même temps un caractère fort peu recommandable, dans la seconde moitié du siècle, devenu serviliste obséquieux. C'est aussi le frère de Mme Honoré de Balzac. En 1831, pendant un voyage en Italie, il écrit à Charles de Montalembert. Je cite textuellement :

C'est la bourse, les intérêts matériels des individus qui sont tout, c'est la dernière forme dans laquelle se précipitera nécessairement toute société qui ne croit plus en ^{p.237} rien... Votre aristocratie est celle des banquiers et des négociants, et comme toute nation a besoin de citer de grands noms, vos grands hommes seront les musiciens, les danseuses de corde et compagnie, jusqu'à ce qu'enfin vous soyez envahis par un peuple barbare et féroce, mais qui a foi en quelque chose. Cette destinée est inévitable, car toute force morale est usée parmi vous.

L'autre personne que je voudrais citer appartient à la génération suivante, celle de Baudelaire. Ce monsieur, nommé Apollon Korzeniowski, déporté en Sibérie, y écrit un article publié dans un journal d'émigrés polonais en Occident, en 1864. Voici un extrait de cet article :

Au Congrès de Vienne... l'Europe était épuisée par vingt ans de guerre. Les gouvernements étaient prêts à supporter chez eux les crimes et la violence la plus terrible, pourvu que soit sauvegardée la paix. Leur mot d'ordre, c'était la

L'Europe aujourd'hui

paix à tout prix, mais l'idée qui secrètement les torturait, c'était : comment tenir Moscou à distance.

Le lien de famille entre Apollon Korzeniowski et l'Europe de l'Occident, c'est qu'il était le père d'un nommé Joseph Conrad Korzeniowski, qui devint plus tard l'écrivain anglais, Joseph Conrad. Celui-ci avait sept ans et séjournait avec son père en Sibérie, lorsque fut écrit l'article apollonien sur l'Europe de la Sainte-Alliance.

Il est intéressant de remarquer certaines analogies entre ces prises de position très anciennes — vous le voyez — et ce que disent aujourd'hui les critiques occidentaux de l'Occident. Si même nous aimerions mettre en question certaines conclusions des deux auteurs cités, les principes qu'ils énoncent nous semblent depuis longtemps assez évidents. Et nous ne cessons de nous étonner en Pologne du retard de la découverte de ceux-ci, tels par exemple que les a formulés dans certaines pages, sages et lucides, Raymond Aron. Voici ce qu'il dit en parlant de « l'Europe décadente » : il dit notamment : « Si la morale des Occidentaux est maintenant la morale du plaisir, du bonheur des individus, et non pas la vertu du citoyen, alors la survie est en question. »

Cette phrase de Raymond Aron rappelle étrangement ce qu'a dit Rzewuski aussi bien qu'Apollon Korzeniowski. En principe elle me semble fort juste. Elle fait du reste écho à une formule mémorable de Juvénal : *propter vitam vivendi perdere causas*. Mais d'autre part ^{p.238} la belle phrase de Raymond Aron poserait à Aristote lui-même bien des problèmes. Le philosophe ne serait-il pas étonné de cette identification, si caractéristique pour l'Europe d'aujourd'hui, du bonheur et du plaisir ? Et d'autre part, de cette opposition entre bonheur et vertu ?

L'Europe aujourd'hui

Ce n'est pas, à ce qu'il me semble, un problème spéculatif et abstrait. Au contraire, il nous mène, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, au cœur des questions les plus brûlantes sur la réalité européenne.

Mais commençons peut-être par une question toute simple, à la suite de l'historien éminent et de l'Européen éminent que fut Hugh Seton-Watson, dont un article important — sorte de testament spirituel — vient d'être imprimé dans *Encounter*.

Après quarante ans d'études, écrit en substance le savant anglais, il voudrait pouvoir répondre à la question suivante : quelle est la liaison, ou quelle devrait-elle être, entre un mouvement pour l'unité économique et politique de l'Europe et une conscience de l'unité culturelle européenne ?

Ce sont deux choses différentes, qui peuvent à la rigueur, au moins pour un temps, exister l'une sans l'autre, mais à quel prix !, s'écrie Seton-Watson, après avoir rappelé les avatars historiques successifs de l'Europe. Il ne faut jamais oublier — dit-il — que la communauté culturelle de l'Europe englobe les nations qui vivent au-delà de l'Allemagne et de l'Italie ; que ce sont elles — situées entre le Marché commun et l'Union soviétique — qui sont le plus conscientes des valeurs de cette communauté. Peut-être désirent-elles, en fait, une communauté occidentale plus vaste. Mais à leurs yeux, elle revêt essentiellement un caractère européen, quoique les faiblesses de l'Europe occidentale soient perçues avec rancune. Même si cette communauté de cultures nationales — continue Seton-Watson — qui ne peuvent exister sans l'Europe, et réciproquement, n'était qu'un mélange de vérité et de rêve, il faut bien se rendre compte que chaque ensemble d'idées qui a une influence puissante sur des nations entières est important aussi

L'Europe aujourd'hui

bien du point de vue historique que politique.

p.239 Nous ferions mal — je suis pas à pas Seton-Watson — de passer outre à ce besoin d'une cause commune, quelque chose de plus excitant que le prix du beurre, de plus constructif que l'allocation des contrats d'armements, ce besoin d'une mystique européenne.

Et voici la conclusion que tire de ces réflexions l'éminent historien :

L'unité de la culture européenne n'est pas un instrument du capitalisme ni du socialisme. Ce n'est pas un monopole des eurocrates du Marché commun, ni de qui que ce soit. Reconnaître cette réalité n'équivaut nullement à clamer sa supériorité sur d'autres cultures. L'unité de la culture européenne est simplement le produit final de trois mille ans de labeur de nos ancêtres différents. C'est un héritage qu'il serait dangereux de dédaigner, et il serait tout bonnement criminel d'en priver les générations à venir.

Si je résume et cite aussi copieusement Seton-Watson, c'est que je crois que beaucoup de mes compatriotes souscriraient à ses idées, qui nous viennent de l'autre extrémité de l'Europe. Et je crois que cet accord, cette rencontre des extrêmes qui se touchent ici, constitue encore un témoignage de l'unité possible de notre continent (y compris les îles !). Où peut-être nous hésiterions quelque peu à nous reconnaître dans la pensée de Seton-Watson, c'est là où il parle de « mystique européenne ». Cette hésitation aurait, me semble-t-il, deux raisons : d'abord nous voudrions être réalistes et ne pas succomber à des mystiques culturelles ou politiques, d'où qu'elles viennent. Nous voudrions ne pas nous faire d'illusions et regarder dans le blanc des yeux aussi bien les vertus que les péchés de l'Europe, donc aussi bien nos propres péchés.

La seconde raison de notre hésitation serait plutôt d'ordre philosophique. Pour être bref, je dirais simplement que ni une

L'Europe aujourd'hui

mystique (dans le sens de Seton-Watson), ni un idéal, ni même des règles éthiques ou pragmatiques de discernement, de comportement et d'action, ne peuvent se fonder uniquement sur l'objet qu'elles concernent. Autrement dit, et en mots bien plus simples, pour être Européen il ne suffit pas d'être Européen.

Cette vérité, Friedrich Schiller l'a admirablement formulée en parlant de la nature. On ne peut expliquer la nature à partir de ses propres lois, dit-il, en soulignant « *die absolute Unmöglichkeit durch* ^{p.240} *Naturgesetze die Nature selbst zu erklären und von ihrem Reiche gelten zu lassen, was in ihrem Reiche gilt* ».

Ainsi, pour revenir à notre propos, un idéal européen vivant doit transcender l'Europe. C'est à ce point que la réflexion historique renvoie évidemment aux idéaux chrétiens.

Hugh Seton-Watson énonce cette vérité sous forme de boutade : l'entrelacement des notions d'Europe et de Chrétienté est un fait historique, que même les sophismes les plus brillants ne peuvent anéantir, écrit-il. Pour tout de suite rappeler les traditions non chrétiennes, si nombreuses, de la culture européenne.

Je crois pourtant que cet entrelacement des valeurs européennes et chrétiennes ne fait qu'indiquer le chemin vers des sources, vers des valeurs indispensables à toute civilisation, justement parce qu'elles la transcendent. Dans le cas de l'Europe, et nous en sommes de plus en plus fermement persuadés chez nous, ce sont d'abord — non pas uniquement, mais d'abord — des valeurs chrétiennes.

Mais c'est précisément là que surgissent de nouvelles questions. Nous venons de mentionner les péchés de l'Europe. Il est certainement vrai que — comme le dit Jacques Ellul — « malgré

L'Europe aujourd'hui

tout le crime n'est pas l'histoire de l'Occident, et ce qu'il a apporté dans le monde dépasse infiniment ce qu'il a fait contre des sociétés ou des individus ». Cela est vrai non seulement de l'Occident, mais aussi des traditions chrétiennes de l'Europe entière. Si pourtant il en est ainsi, si les valeurs positives de notre civilisation sont contrecarrées par ses valeurs négatives, il s'agirait de bien savoir quelle sélection nous opérons dans ces traditions, quel choix nous semblerait justifié pour développer le bien et éviter le mal que l'on sait : les intolérances, les fanatismes, l'orgueil, le chauvinisme, la volonté de puissance, et finalement un des péchés mignons de l'Europe qu'on a peut-être moins mentionné ici, mais qui accompagne toute son histoire, surtout moderne, et me semble particulièrement pernicieux : l'hypocrisie.

Je ne suis pas tout à fait sûr que pour choisir dans les traditions de l'Europe, les appareils de sélection soient identiques au bord de la Vistule et au bord du Léman. J'aimerais bien dire quelques mots ^{p.241} sur les insuffisances de nos propres attitudes, des sélections que nous opérons dans le passé, en Pologne. Mais puisque le sujet qu'on m'a proposé pointe vers l'Ouest, et puisque l'on voit toujours mieux la paille dans l'œil du prochain que la poutre dans le sien, je voudrais — au risque de tomber dans un ton indûment sermonnard — dire quelques mots sur ce qui parfois nous étonne et nous afflige, lorsque nous regardons des bords de la Vistule vers les Européens de l'Occident.

Au fond, presque tout se réduit — ainsi que je l'ai mentionné tout à l'heure — à une conception étriquée du bonheur. Trop souvent le bonheur en Occident nous semble synonyme de plaisir, et le plaisir synonyme de confort. Je ne parle pas tant du confort matériel, dont du reste, grâce à la générosité de nos amis

L'Europe aujourd'hui

occidentaux, nous profitons à un certain degré aussi. Certainement, comme tout ce qui est humain, ce confort matériel comporte des éléments dangereux, mais un certain degré — ou disons plutôt un certain style — du confort est presque synonyme de civilisation. D'autre part, il serait faux de s'imaginer que la Pologne est un pays d'ascètes vertueux, qui rejettent le confort parce qu'ils craignent qu'il pourrait nuire à leur vie intérieure. Impuissance n'est pas vertu. Manque d'occasions ne l'est pas non plus.

Mais il y a certaines formes d'un confort — disons — spirituel, qui me semblent plus dangereuses que le confort matériel. La première forme de ce confort spirituel consiste à ne voir autour de soi — c'est-à-dire dans le monde entier, car aujourd'hui c'est bien la planète qui constitue notre environnement — que des faits qu'on peut voir et décrire sans trop de risque. Sans vraiment mécontenter ceux dont la mauvaise humeur pourrait être dangereuse. Sans devoir, à longue échéance, prendre des obligations qui pourraient devenir pénibles. Cette perception, confortablement sélective, va souvent de compagnie avec une bonne volonté — ou plutôt une crédulité — tellement ingénue qu'on la croirait parfois feinte, et d'autre part avec des indignations faciles et assez rhétoriques, qui ne coûtent pas beaucoup, et ont l'avantage de donner à ceux qui s'indignent bonne conscience.

^{p.242} Puisque je ne veux point sortir du champ de la culture et m'aventurer dans la politique, je me contente d'un seul exemple, encore proche dans le temps : l'attitude de beaucoup d'intellectuels occidentaux vis-à-vis de la révolution culturelle en Chine. Les symptômes de la maladie étaient caractéristiques et parfaitement clairs, alors qu'on ne voulait toujours pas les remarquer.

L'Europe aujourd'hui

Certes, il y a dans le monde plus qu'on ne peut le dire de raisons de s'indigner, et nous avons tous terriblement besoin de bonne volonté. Mais la juste mesure des deux attitudes — aussi bien de l'indignation que de la bonne volonté — ne peut être donnée, à ce qu'il me semble, par la recherche du confort spirituel. Un penseur polonais de l'époque des Lumières, qui s'appelait Stanislaw Staszic, a parfaitement compris la situation lorsqu'il écrivait :

En ce monde, tout est lié ; le genre humain entier doit souffrir lorsque dans un seul pays les droits de l'homme ont été violés.

C'est au moment où nous parlons d'une bonne conscience acquise grâce à une mauvaise vue, à un regard myope, qu'il faut souligner le second point, la seconde forme d'un dangereux confort spirituel : l'exigence idéaliste, irréaliste, de solutions qui soient parfaites et puissent, le plus rapidement possible, satisfaire tout le monde en même temps. Au prix de certains sacrifices, il est vrai, mais ce sont, en règle générale, les sacrifices des autres.

On est toujours un peu étonné, par exemple, en entendant discourir, en période électorale, des idéologues et des fonctionnaires de toutes les couleurs. La culture du lendemain devrait — si seulement on se mettait à suivre le programme de chacun de ces orateurs — arriver à une perfection sans faille. *Mundus vult decipi et decipitur*. Mais ce qu'il nous faudrait malgré tout, aux chrétiens d'abord je crois, c'est d'avoir ce que le cardinal Ratzinger a très bien appelé dans une conférence *der Mut zur Unvollkommenheit*, le courage de nos imperfections. C'est à ce prix — uniquement — qu'on peut tendre vers des perfections. Les perfections sont toujours, en ce bas monde, précaires et relatives.

Avant d'aborder la troisième forme d'un confort spirituel de

L'Europe aujourd'hui

mauvais aloi, j'aimerais m'attarder un moment sur cette précarité.
p.243 Car toute culture me semble à chaque instant en état d'équilibre très fragile. Et la récupération constante de cet équilibre par toute une société est un art indispensable mais encore plus compliqué que celui d'avancer sur une bicyclette. Ainsi des groupes sociaux et des individus équilibrés apportent à des situations et des idées en gestation une aide inestimable. C'est là que je regrette particulièrement que notre ami Geremek, un des hommes les plus équilibrés que je connaisse, ne soit pas avec nous. Je sais, par ma propre expérience, combien il est pénible de ne pas pouvoir aller là où on est invité et où on voudrait se rendre. Mais le fait de ne pas être oublié, et je suis très reconnaissant à M. Starobinski d'avoir parlé de Bronislaw Geremek au début de nos Rencontres, est certainement un réconfort, modeste peut-être, mais réel.

J'en viens à mon troisième point, à la troisième forme d'une recherche excessive d'un certain confort spirituel : c'est ce qui s'appelle, je crois, garder le beurre et l'argent du beurre. Je vous en donnerai un petit exemple qui nous concerne directement en Pologne. Cela rappelle beaucoup ce qui dans le langage cinématographique s'appelle la *slapstick comedy*. C'est la comédie américaine classique, où l'on se jette la tarte à la crème au visage. Finalement, tout le monde se les jette réciproquement, tout le monde se tord de rire dans la salle, et c'est très drôle. Surtout lorsque sont atteints, non pas les protagonistes du film, mais des personnes innocentes : c'est bien ta belle-mère, dit l'un des protagonistes à l'autre, et il lance la tarte dans le visage d'une dame totalement ahurie : les personnages principaux restent parfois intacts, mais tous les autres sont barbouillés. Eh bien, nous

L'Europe aujourd'hui

vivons quelque chose d'un peu semblable, lorsque commence à jouer le principe connu sous le nom de « réciprocité diplomatique ». Il y a le pays A et le pays B. Le pays A défend à des étrangers de venir à un congrès qui se déroule dans la capitale A. Il refuse les visas d'entrée, entre autres aux citoyens du pays B. Que fait le pays B pour défendre le droit de ses citoyens à aller où bon leur semble et rencontrer tous ceux qu'ils voudraient voir ? Le pays B aimerait faire des remontrances au pays A, lui dire qu'il ne faut pas entraver la circulation des personnes et des idées, etc. Mais il a un contrat commercial avantageux avec le pays A : p.244 essayons donc de garder le beurre et l'argent du beurre. Il ne faut surtout pas s'aliéner les fonctionnaires du pays A, mais on peut impunément taper sur les citoyens du pays A : vous ne laissez pas entrer nos citoyens chez vous, dit en conclusion le pays B, eh bien nous ne laisserons pas entrer vos citoyens chez nous. Ainsi la tarte est jetée, les gouvernements restent intacts, et même en très bonnes relations ; par contre les citoyens des deux pays sont barbouillés de crème. Tout simplement, ils ne se voient plus.

Il y a ainsi à Varsovie des consulats qui nuisent terriblement à la réputation de leurs pays : on s'attendait à un modèle de démocratie, tandis qu'arrive tout le contraire — une perte de temps incroyable, humiliante et incompréhensible, parfois pendant — je n'exagère rien — des semaines, à la porte de ces consulats. Si je le raconte à Genève, c'est parce que beaucoup de routes diplomatiques se croisent ici et peut-être cet appel au bon sens sera entendu. Les deux consulats couverts d'opprobre aux yeux de l'opinion polonaise, ce sont ceux de l'Italie et de la Grande-Bretagne. Par contre un consulat qui a fait gagner à son pays un prestige remarquable est celui de la République fédérale d'Allemagne.

L'Europe aujourd'hui

Vous me direz que cela n'a rien à faire avec le sujet de notre rencontre. Au contraire, je trouve que c'est un problème par excellence européen de ne pas se laisser coincer — par une sorte de torpeur confortable — dans une situation qui, d'un pays à l'autre, crée une « image » réciproque profondément fautive. L'Europe, même si elle est — citons une fois encore Raymond Aron — décadente, ne devrait quand même pas trop se complaire à la *slapstick comedy*.

Revenons à un autre registre. C'est vrai que les civilisations sont mortelles. On doit regarder la réalité dans les yeux et se dire : notre civilisation aussi ne peut être une exception. On ne sait jamais quand viendra le jour du jugement. Mais ce serait quand même dommage.

Paradoxalement, nous trouvons une sorte de réconfort en constatant que maintes fois déjà l'Europe s'était elle-même considérée au bord du précipice. Chaque fois, cependant, elle en est revenue. ^{p.245} Peut-être cette fois-ci le retour sera-t-il difficile. Peut-être cette fois un *point of no return* a-t-il été franchi.

Il est pourtant permis de croire que toute civilisation peut maintenir cet équilibre dont nous avons parlé longuement, grâce à ce qu'on pourrait appeler, en paraphrasant le cardinal Ratzinger, *der Mut zum Gleichgewicht*, le courage de concilier les contraires.

Si ce courage vient à manquer, si la fructueuse harmonie des contraires, comme disait Héraclite, dégénère en une dialectique stérile, ou une pseudo-dialectique, alors surgit le danger.

Toute l'histoire de la culture européenne semble ponctuée par des trahisons incessantes, et pour commettre ces trahisons, il suffit d'un tout petit pas entre l'harmonie des contraires et la

L'Europe aujourd'hui

dialectique des contradictions. Ainsi peut-on passer presque insensiblement de la tension fructueuse entre la personne et la communauté vers une opposition factice et meurtrière entre égocentrisme d'une part et collectivisme de l'autre. Ainsi la tension créatrice et admirablement pleine de sève entre liberté et autorité sera éliminée au profit d'une lutte sans merci entre deux pôles également répugnants : anarchie d'une part, tyrannie de l'autre. Ainsi la diversité dans l'unité — qui caractérise les plus belles périodes de notre culture — fait place à l'opposition de deux catastrophes : atomisation sociale d'une part, uniformité totale ou totalisante de l'autre.

Laissons là cette description schématique que l'on pourrait longtemps continuer. La vraie question, c'est comment éviter ce petit pas maléfique qui mène de l'harmonie des contraires à la dialectique des contradictions.

Nous nous imaginons en Pologne, peut-être est-ce un rêve comme dit Seton-Watson, qu'un des remèdes à ce danger consisterait à sentir et à réaliser — autant que possible — l'unité dans la diversité, non seulement de l'Occident européen, mais encore de l'Europe entière. Il ne faut rien négliger, à ce qu'il nous semble, de ce que chaque communauté pourrait apporter d'authentique à cet équilibre, bien plus compliqué, mais peut-être mieux articulé, qu'un équilibre uniquement et purement occidental. Ne rien négliger. C'est-à-dire se souvenir aussi concrètement que possible de cette ^{p.246} phrase de Staszic que j'ai citée sur la dignité humaine qui, bafouée dans un seul pays, devrait faire souffrir toute l'humanité.

Il faudrait — et cela est vraiment une fin de sermon — que nous ayons toujours le courage de choisir, en regardant bien en face, non

L'Europe aujourd'hui

pas deux pôles d'une dialectique abstraite des contradictions, mais des tensions et des solutions authentiques, pleines de vie, avec tout ce que la vie comporte d'inattendu, de difficile, avec tout ce qu'elle exige d'effort, avec tout ce qu'elle comporte — encore une fois — de dynamique, bref, tout ce qui permet à une civilisation de surmonter ses propres crises et ses propres faiblesses.

*

Entretien

@

M. ALEXANDRE BRUGGMANN : Je crois m'exprimer en votre nom à tous en remerciant Jacek Wozniakowski pour ses propos. L'autre jour, pendant qu'il écoutait André Glucksmann expliquer de manière un peu provocatrice que l'on ne peut se définir que « contre », J. Wozniakowski notait en passant : « donc le soleil n'a pu apparaître que grâce à la nuit » ; aujourd'hui, il a en quelque sorte rempli ce que Glucksmann avait laissé en négatif en montrant que pour un « contre », il fallait encore un « pour ».

J'aimerais maintenant donner la parole à M. André de Muralt pour lancer un entretien, car plusieurs thèmes méritent d'être amplement développés.

M. ANDRÉ DE MURALT : Je suis un peu ému, après cette conférence, car on sent chez vous l'expérience — qui nous manque totalement dans cette partie du monde — d'une vie opprimée dans un pays dont les libertés sont extrêmement réduites et qui inflige à ses habitants des contraintes physiques, matérielles ou spirituelles de toutes espèces. En particulier, vous avez, à mon avis, parfaitement décrit le confort intellectuel dans lequel nous nous plaisons, cette crédulité, cette indignation facile, cette bonne volonté, cette conscience « myope » qui repose sur une exigence idéaliste du parfait, cette manière — enfin — de ne pas vouloir choisir, de vouloir avoir le beurre et l'argent du beurre et de prétendre faire plaisir à tout le monde. Tout cela est très juste, et j'aimerais vous demander si vous seriez d'accord avec l'interprétation que j'en

L'Europe aujourd'hui

ferai.

Ce n'est pas un hasard si les choses se passent ainsi. Certes, il y a la contingence des armées, la contingence des violences, il y a celle de la guerre, et de toutes nos passions, mais il y a derrière tout cela des idées ! Et ^{p.247} si ces idées ne sont pas nécessairement vécues par chacun de nous, si elles ne sont pas formulées par tous ceux qui les mettent en pratique, ou en œuvre, elles n'en courent pas moins dans l'opinion publique et resurgissent dans le comportement le plus banal.

Je pense à la vieille idée de la perfection : le parfait, à nos yeux, est unique, total et absolu ; il ne se découpe pas. Mais alors, sous la forme de la légalité, du devoir ou de la vertu, il s'oppose, en un sens, à la liberté ; et je crois que nous n'avons pas fini de subir les conséquences de la phrase de Kant : « La liberté, sans la loi, serait quelque chose de terrible. »

Cette définition, dont la formule paradoxale est tirée du *Discours sur la paix perpétuelle*, repose sur l'idée d'une constitution rationnelle et parfaite qui suffirait à faire vivre en paix un peuple de démons ! La loi, en aliénant la liberté et l'autonomie de l'action humaine, permettrait, de manière purement extrinsèque, sinon violente et despotique, de créer l'harmonie entre les sujets auxquels elle est imposée.

Or, toute notre civilisation occidentale repose sur cette idée d'aliénation de la liberté par la loi. C'est une idée rationaliste dans laquelle nous baignons depuis le XVIII^e siècle et dont l'histoire remonte en particulier à un passé beaucoup plus lointain, à certaines prises de position théologiques du Moyen Age.

Notre civilisation contemporaine n'a donc cessé de défendre cette idée : « La loi aliène la liberté » ; « la loi divine imposée à l'homme aliène l'homme, indépendamment de ses aspirations naturelles, volontaires, et libertaires ». Et je pense que nous en payons aujourd'hui le prix. Car, si la loi aliène la liberté, de deux choses l'une : ou la liberté renvoie la loi comme nulle et non avenue, ou la loi détruit la liberté ; autrement dit, on en arrive à une forme dichotomique et contradictoire qui conduit, d'un côté, à l'anarchie — le plaisir, c'est la satisfaction du désir — _____, de l'autre, au despotisme, et ces deux tendances me semblent donner une image assez fidèle des vices qui caractérisent nos sociétés occidentales d'une part, les pays de l'Est, d'autre part.

L'Europe aujourd'hui

Telle est en effet la loi de l'Occident : je suis parfait, tu as raison, nous sommes bons : persévérons dans notre être et épanouissons-nous « jusqu'à plus soif » — de sorte que tout le développement technologique et la domination du monde à laquelle nous assistons aujourd'hui renforcent nos pulsions de liberté fictive et amplifient les dimensions de ce désir, jusqu'à le détruire lui-même. Quant à vos pays, en Europe de l'Est, je ne les connais pas assez de l'intérieur, mais j'imagine que c'est, au contraire, une légalité arbitraire et conventionnelle. Ainsi, dès que l'on sépare la loi de la liberté, on ne peut faire qu'une liberté anarchique ou une légalité arbitraire qui constitue un peu le péché mignon des régimes sous lesquels vous vivez.

Je voulais alors simplement vous demander si cette vision des choses, qui est évidemment plus abstraite que la vôtre — et je m'en excuse — prolonge vos réflexions ou, au contraire, les contredit ? L'histoire du Moyen Age nous montre que l'opposition loi-liberté est née au XIV^e siècle, et nous n'avons pas fini d'en vivre les conséquences désastreuses. Cette doctrine a entraîné le mépris de tout ce qui est autorité. L'autorité est aujourd'hui forcément répressive. La loi ? Forcément injuste — aliénation d'une liberté. ^{p.248} Et de fait, une loi qui s'impose à la liberté ou qui ne parvient pas à être la canalisation exaltée de cette liberté, est bel et bien une répression.

M. JACEK WOZNIAKOWSKI : Je vous suis très reconnaissant pour tout ce que vous avez dit, parce que je n'aurais jamais su trouver moi-même une telle illustration de la différence élémentaire qui existe entre une dialectique abstraite et contradictoire — qui mène à une catastrophe de la société — et des oppositions vivantes — qui se complètent et s'aiguillonnent mutuellement. Je crois que c'est une illustration qui est au centre de ces problèmes, et je ne pensais même pas — en parlant de la différence entre contradictions et contraires — que l'on puisse tout de suite montrer à quel point la différence peut être significative : mortelle d'une part, vivifiante de l'autre.

M. JEAN STAROBINSKI : J'aurais moins une question à poser qu'à exprimer mon admiration pour la manière si sobre, et si précise aussi, dont M. Wozniakowski s'est exprimé.

Il a fait le portrait de nos faiblesses, et il a eu raison de le faire. Il a décrit quelque chose que je pourrais nommer une déception. Cette critique, sans

L'Europe aujourd'hui

doute, nous la dirigeons également contre nous-mêmes, à de multiples occasions, mais de l'entendre formulée comme il l'a formulée — parlant de l'Europe vue de la Vistule — elle exprime en quelque sorte un espoir — et un espoir qui a trop souvent été déçu.

Dès lors, j'en viens à réfléchir à quelques notions qui peuvent peut-être nous aider à penser notre situation d'Européens occidentaux. Et je recourrai — excusez le caractère technique de ces termes — à une distinction qui a été faite dès l'Antiquité entre le pouvoir et l'autorité : *potestas* et *auctoritas*.

Il est très évident que nous autres Suisses, ainsi que l'Europe occidentale dans son ensemble, ne détenons pas de *potestas*. Mais ce qui pourrait être quand même notre apanage — et ce qui est l'apanage de certains, à certaines conditions — c'est de n'avoir pas perdu toute autorité. Par « autorité », j'entends ici ce que d'autres entendraient par « valeur », c'est-à-dire que je réfère au mot *auctoritas* qui est un des plus beaux mots de la langue latine et qui exprime le pouvoir « qui fait croître », qui fait pousser et qui donne l'existence. Ce pouvoir-là, je crois qu'il existe dans chaque individu ; je crois même qu'il existe encore davantage dans les communautés qui vivent sainement la vie communautaire, c'est-à-dire chez tous ceux qui mettent en place — soit par des œuvres collectives, soit par des œuvres individuelles — les qualités leur permettant justement de revêtir cette *auctoritas*.

Or, nous sommes plusieurs, depuis le début de cette semaine, à nous dire que tout n'est pas perdu tant que survit le désir d'une telle *auctoritas*. Celle-ci viendrait de nous — peut-être de derrière nous ou du plus profond de nous-mêmes ; elle résulterait, par exemple, d'une exigence de la vérité, et du courage de la dire quand il faut la dire. Ainsi l'*auctoritas* n'est-elle peut-être pas perdue, et c'est sans doute à elle que l'Europe peut aujourd'hui se rattacher.

M. PIERRE SANSOT : p.249 J'ai été très sensible à ce qu'a dit notre orateur, au cri d'alarme qu'il a poussé et, en particulier, à cette idée selon laquelle, je crois, l'Europe ne se fera pas sans foi : il ne surit pas d'harmoniser des intérêts, il faut croire en quelque chose.

Dès lors, je ne veux pas heurter votre propre foi, mais je m'interroge encore, et je me demande, de façon très grossière, si le goût d'un bonheur frileux ou cette peur du risque résultent d'un accident circonstanciel que l'on

L'Europe aujourd'hui

pourrait dépasser dans dix ou vingt ans, ou s'ils ne qualifient pas notre culture depuis déjà deux ou trois siècles ? Autrement dit, ce goût du bonheur ne constitue-t-il pas, en un sens, l'horizon indépassable de notre culture ? Ne s'agit-il pas d'un choix culturel parmi d'autres ?

On a posé l'individu comme une fin en soi ; on a relégué les idéaux ou tout ce qui était transcendant, du côté de ce qui n'est pas vérifiable ; même s'il existe — je ne le nie pas pour autant — des dévouements, des solidarités ou des pays qui font preuve d'idéal, je crois que ceci expliquerait la présence, si forte dans notre culture occidentale, d'un matérialisme à la fois pratique et théorique. On met habituellement l'accent sur le matérialisme pratique — Coca-Cola, belles filles, beaux garçons, play-boys — mais plus gravement, je crois qu'il existe bien un matérialisme théorique : on évacue tout ce qui n'est pas vérifiable, et l'on fera facilement l'apologie du plaisir ou du bonheur, non point du scepticisme, mais parce que sont là des réalités matérielles et démontrables : « cela se prouve ».

Je corrige immédiatement cette vue très pessimiste — car, à ce compte-là, il n'y aurait plus rien à faire — et je vois bien l'exemple de la Pologne, d'autres pays ou individus qui résistent et qui croient en quelque chose. Et pourtant, je me pose une nouvelle fois la même question : si les régimes totalitaires persistent et perdurent, est-ce seulement par suite de nos complaisances et de notre peur du risque, ou ne serait-ce pas aussi, de façon plus perverse, parce que nous entretenons un certain goût de la servilité, un certain goût de la médiocrité — un goût de complaisance ? Les régimes totalitaires ne survivent ni à cause de leurs armées, ni à cause de leur économie — qui n'est pas toujours florissante. Ne serait-ce pas par cette complicité des gens qui sont serfs, malgré eux sans doute, mais aussi parce qu'ils le veulent bien ?

Vous m'excuserez de parler ainsi devant un homme de la foi — qui représente un pays de la foi — mais, tout de même, je crois que la chose existe.

Mme LIBA PAUKERT : Je voudrais demander à l'orateur comment il situe son pays, la Pologne, par rapport aux différentes traditions de l'Europe occidentale, centrale ou orientale et comment il voit l'avenir.

M. NICOLAS TERTULIAN : Je suis tout à fait d'accord avec la critique

L'Europe aujourd'hui

pertinente que l'orateur a faite de certains aspects négatifs de la mentalité occidentale. Mais je me suis demandé, en l'écoutant, si cela ne supposait pas une interrogation plus approfondie sur les voies que devrait emprunter l'autre partie de l'Europe pour prendre le ^{p.250} chemin d'une reconstruction de l'unité européenne. Une autocritique de l'Occident peut certainement être féconde, mais tout le monde est aussi d'accord pour affirmer que la reconstruction de l'Europe ne pourra se faire qu'à travers une initiative et un processus qui doivent émerger dans la partie orientale de l'Europe.

Je ne veux pas demander à l'orateur de formuler des projets utopiques ou de tomber dans l'irréalisme : je sais très bien que ce programme de réforme de l'Europe de l'Est ne peut être formulé en liberté qu'à l'Ouest. Mais le problème n'en reste pas moins extrêmement vif. Retrouver une identité entre l'Ouest et l'Est suppose donc non seulement que l'on soumette l'Occident à la critique, mais aussi que nous nous demandions si le moment n'est pas venu de formuler un contre-projet de société pour les pays de l'Est — parce que les dirigeants de ces pays ne vont quand même pas s'éterniser ! En d'autres termes, il faudrait formuler des exigences, en désignant quelques défauts essentiels qui empêchent ces pays de retrouver leur identité culturelle.

Le problème est complexe et ce n'est pas le moment de l'aborder. Mais je pense qu'un projet de réformes dans les pays de l'Est ne peut pas être fondé sur l'idée d'un simple retour à une économie de marché ou au capitalisme, dans le sens occidental du terme ; car il faut, pour élaborer un tel projet, tenir compte d'une évolution irréversible qui s'est produite après la Seconde Guerre mondiale et partir de la situation actuelle : il y a un dérèglement très grave des rapports entre le pouvoir et l'opinion publique ; nous savons tous que le pouvoir est confisqué et que l'opinion publique n'a pas la possibilité de s'exprimer, ce qui veut dire que les canaux de communication entre la société civile et l'Etat sont abolis. Aussi tous les efforts doivent-ils converger dans le même sens : retrouver une certaine autonomie, afin de récupérer des énergies immenses qui se perdent. Il y a beaucoup de gens qui ont des idées, des plans ou des projets dans les pays de l'Est, mais ils n'ont pas les moyens de les exprimer parce que l'opinion publique est complètement bloquée. Toutes les décisions sont prises en petit comité — ce que l'on appelle, par euphémisme, la bureaucratie régnante. Cela n'empêche pas que de larges catégories de la population aient des projets industriels, économiques ou sociaux, qu'il faudrait pouvoir révéler. Autrement

L'Europe aujourd'hui

dit, il ne s'agit pas, selon la formule de Glucksmann, de substituer le pouvoir du fric au pouvoir des flics, mais, à l'intérieur même de la structure socio-économique créée après la Seconde Guerre mondiale, de proposer des réformes qui réintègrent une certaine tradition européenne — et notamment cet acquis de la conscience européenne que représente la distinction entre société civile et Etat, entre opinion publique et pouvoir.

En résumé, je pense que les dirigeants de ces pays ne vont pas s'éterniser, que les contradictions existent, que beaucoup de gens ont des idées qui ne sont pas si subversives et qui ne renverseront pas totalement le pouvoir en place, et qu'il faut donc penser au développement de ces contradictions internes, car c'est la seule voie pour redonner — d'une façon potentielle encore — une identité à l'Europe et à la Communauté européenne.

M. MARIANO PEÑALVER SIMÓ : p.251 A mon tour de réagir : je crois que vous avez apporté un vent de sérieux bienvenu parmi nous, car vous n'avez pas seulement parlé d'idées, mais vous avez traité une question éthique.

Pourtant, je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous lorsque vous passez de la phrase que vous avez citée de Raymond Aron à vos réflexions sur le confort. En effet, venant du Sud de l'Europe, la phrase de Raymond Aron ne nous fait pas plaisir, et j'oserai même dire que pour un Espagnol l'expérience du plaisir ou du bonheur est quelque chose de parfaitement défendable aujourd'hui. Nous sommes sortis — comme vous le savez — d'un régime où le bonheur de chacun et l'expérience personnelle étaient à peu près interdits, puisque l'on n'y parlait toujours que du bien commun — et quand on parle du bien commun, c'est toujours le bien de quelqu'un, et jamais celui de tous ; et lorsque, tout à coup, il y a eu le déclic de 1975, nous avons découvert la vie, l'expérience, l'individu, le plaisir aussi.

C'est pourquoi, tout en étant d'accord avec votre interprétation sur le confort, qui est peut-être un péché spirituel ou éthique — et non temporel, comme vous l'avez souligné —, je ne serais pas tout à fait d'accord avec la phrase de Raymond Aron à laquelle vous vous êtes référé. Comme le faisait remarquer Pierre Sansot, je crois qu'il y a un goût de l'individu et du bonheur personnel, qui est peut-être irréductible mais qui n'en est pas négligeable pour autant.

M. JACEK WOZNIAKOWSKI : Vous m'excuserez si je réponds d'une manière

L'Europe aujourd'hui

peu satisfaisante car je ne sais pas si j'ai tout compris. Peut-être à cause de certaines déficiences intellectuelles, et peut-être à cause de mon ouïe quelque peu déficiente — phénomène dû à l'âge et qui est encore aggravé par l'usage de micros. Ce n'est pas une dureté d'oreille diplomatique, croyez-moi. J'ai fait tout mon possible pour bien entendre, mais je ne suis pas parvenu à tout comprendre.

D'abord, je suis très reconnaissant à Jean Starobinski de ce qu'il a dit sur cette différence entre l'*auctoritas* et la *potestas*. Je crois que c'est une réflexion claire, précise, essentielle, qui nous aide beaucoup à mettre de l'ordre dans nos idées. Ce sont des idées, mais qui se rapportent à une réalité vécue. C'est ce genre de réflexion qui nous aide vraiment. Tout ce qui a été dit ici illustre une fois encore l'importance extrême de toutes les formes d'un échange d'idées entre nous, qui aboutirait aux possibilités d'une activité — comme l'a très bien dit M. Tertulian — bien moins subversive que ne voudraient le faire croire parfois les gens de l'Est qui font de la propagande officielle à l'Occident. Malheureusement ces gens ont tendance à s'imaginer que toute pensée individuelle qui sort du chemin balisé par les autorités, est, de par sa nature même, subversive. Ils auraient peut-être raison, si subversion et non-conformisme signifiaient la même chose. Soulignons encore un second malheur : c'est qu'une pensée, ou même un débat d'idées, qui n'a pratiquement pas de chance de prendre corps, de s'accrocher — au moins en partie — à un processus du type *error and trial*, flétrit avec le temps et se décompose.

p.252 Deux autres questions. Je ne suis pas sûr qu'il y ait des peuples qui ont la foi, d'autres qui soient plus ou moins destinés à être lâches, etc. Il y a, plutôt, dans l'histoire de chaque peuple, des périodes, des circonstances, des courants qui font qu'une certaine attitude prend le dessus à un moment donné. Il est vrai que, si une attitude se répète et s'enracine dans la tradition, elle devient peut-être un *habitus* pour un groupe national, ethnique, culturel... Quant au bonheur personnel, je suis tout à fait pour. Les bonheurs collectifs m'inspirent une méfiance profonde. Mais je ne suis pas sûr que bonheur doive nécessairement s'opposer à vertu, ni non plus que plaisir et bonheur soient tout à fait la même chose.

Un dernier point. Mme Paukert me demande où je situe la Pologne. En Europe de l'Est, de l'Ouest, au centre ? La réponse est d'autant plus difficile qu'il

L'Europe aujourd'hui

Il y a tant d'Europes différentes. Si on parle de la Pologne du point de vue géographique, dans une Europe qui réaliserait le rêve de de Gaulle, celle-ci se situerait à l'Ouest. Si on s'imagine que la frontière de l'Europe s'arrête à la frontière Est de la Pologne, dans ce cas nous appartenons à l'Europe orientale. Nous-mêmes, nous trouvons, pendant de longs siècles, que nous appartenions à la latinité : mais, là encore, cela exigerait des précisions historiques importantes, parce qu'il faut bien se rendre compte qu'au moment des partages de la Pologne, donc à la fin du XVIII^e siècle, plus de 30 % de la population étaient de religion gréco-catholique — uniate —, c'est-à-dire que ces personnes appartenaient culturellement à l'Orient, qu'elles étaient dans l'orbite de l'influence grecque. Ainsi la grande ligne de partage, essentielle pour toute l'histoire de la culture européenne, passait à travers la Pologne, du nord au sud : elle traversait à peu près le milieu du pays. Même si la latinité avait une prépondérance nette et croissante sur presque tout le territoire de la « République des deux Nations », par moments c'est bien la latinité qui devenait un instrument d'autodéfense, une garantie d'identité pour la République entière. La pluralité ethnique, religieuse, culturelle était difficile, dangereuse parfois ; elle provoquait des tensions quelquefois énormes et, en même temps, elle a été un des facteurs de la richesse de notre culture entière, un facteur essentiel : cette coexistence active de plusieurs cultures qui se rencontraient au sein d'un seul pays.

Et si je pense à l'Europe de l'avenir, qui comprendrait en son sein les Nations de ce qu'on appelle aujourd'hui l'Est de l'Europe, c'est un peu en fonction de cette tradition-là. C'est-à-dire que la rencontre, au sein d'une même Europe, de traditions différentes, de cultures qui ont des racines différentes, est très difficile. Il faut fournir des efforts supplémentaires pour trouver des formes de coexistence fructueuse. Mais c'est, en même temps, un énorme enrichissement spirituel !

@

SCIENCE ET RENAISSANCE DE L'EUROPE ¹

INTRODUCTION

par Herwig Schopper
directeur général du CERN

@

p.253 C'est un insigne honneur pour moi d'introduire le conférencier de ce soir : M. André Danzin, certes, n'a pas besoin qu'on le présente à ceux qui sont venus l'écouter si nombreux ; mais il convient de relever les éminentes qualités de l'orateur et sa vaste expérience, qui font que nous sommes tous impatients de l'entendre traiter, avec autorité et perspicacité, le thème « Science et Renaissance de l'Europe ».

La carrière scientifique et professionnelle de M. André Danzin est en tous points remarquable ; tant sur le plan de la gestion industrielle qu'au service de plusieurs institutions (françaises et internationales) vouées à la recherche et au développement. Des matériaux spéciaux à l'informatique, le champ d'activité de M. Danzin couvre largement les multiples aspects du sujet qu'il a choisi et lui donne vue sur l'ensemble des problèmes de pointe qui intéressent l'avenir de l'Europe et influenceront sur ses structures technologiques et industrielles.

Qu'il me soit pourtant permis de retarder de quelques minutes le moment de céder la parole à M. Danzin. Si le CERN en effet se trouve associé, à travers ma personne, à la conférence de M. Danzin, c'est sans doute que les organisateurs des Rencontres Internationales ont jugé que le laboratoire que je dirige avait un rapport avec son sujet. Je voudrais donc tenter de préfacier le thème de ce soir, essentiellement tourné vers l'avenir, par un bref rappel du rôle décisif joué par le CERN dans l'essor de la physique européenne d'après-guerre, et tirer aussi quelques-unes des leçons très valables que cette expérience de trente années nous suggère face aux problèmes que nous avons aujourd'hui à maîtriser.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les pays de l'Europe se trouvaient dans une situation extrêmement difficile. Sur le plan scientifique aussi, ils paraissaient dans une impasse : nombre de leurs savants avaient émigré aux

¹ Le 19 septembre 1985.

L'Europe aujourd'hui

Etats-Unis avant et pendant la guerre, et beaucoup de jeunes ^{p.254} chercheurs continuaient de s'expatrier parce qu'ils trouvaient, outre-Atlantique, les installations et les moyens de recherche que leurs pays ne pouvaient leur offrir. Comment, dans ces conditions, l'Europe aurait-elle retrouvé le contact avec l'actualité scientifique et repris son rang de naguère ?

La seule façon de relever avec succès ce défi était de s'unir. Ce furent les scientifiques eux-mêmes qui s'organisèrent et eurent l'idée de mettre en commun toutes les ressources disponibles pour créer un laboratoire à l'échelle du continent. Ces milieux scientifiques firent alliance avec un certain nombre d'hommes politiques conscients, de leur côté, de la nécessité de reconstruire l'Europe sur les bases d'une coopération multilatérale. Mais ce fut le pragmatisme — et non pas la doctrine — qui inspira toute l'entreprise.

L'un des enseignements du CERN peut ainsi être tiré de ses origines mêmes : la position actuelle de cette institution démontre que notre continent, à condition de rassembler ses forces et d'être animé par une volonté politique et scientifique clairement articulée, est capable des plus hautes réalisations. En cela le CERN constitue, je crois, un exemple pertinent et éminemment actuel. La situation de l'Europe est, aujourd'hui de nouveau, très délicate, et seul un acte de volonté politique lui permettra de franchir le cap du XXI^e siècle. Mais pour réussir dans une entreprise de pareille envergure, encore faut-il que les mécanismes appropriés soient mis en place et surtout que l'esprit, la manière de prendre les choses, soient à la mesure du projet.

Pour en revenir au cas précis du CERN, il était essentiel — et ce l'est encore aujourd'hui — que l'initiative parte de la base, que les programmes de recherche soient inspirés par les physiciens eux-mêmes, voulus et portés par la communauté scientifique, et non pas dictés par les autorités. Dès lors que cette dynamique propre existe, l'administration du CERN a pour rôle principal de coordonner et de filtrer les projets, d'en assurer la cohérence et l'organisation pratique.

Il était important également, pour assurer une vie autonome au Laboratoire, que les intérêts de l'Organisation comme tels priment les intérêts nationaux des Etats membres : c'est ainsi que les pères fondateurs du CERN ont eu la sagesse de prévoir des mécanismes financiers à cet effet. L'Organisation ne connaît pas la règle des quotas nationaux ni le juste retour économique. Certes, le CERN a

L'Europe aujourd'hui

l'obligation d'acheter européen et de recruter son personnel dans ses Etats membres ; mais ensuite, c'est toujours la qualité qui prime : valeur et compétences des individus, fiabilité des produits pour le prix le plus juste. Cette attitude garantit au Laboratoire une utilisation optimale de toutes ses ressources. C'est là un facteur de succès très important.

Un autre facteur réside dans les relations très étroites que le CERN noue à l'occasion de ses contrats avec les industries de pointe de notre continent. Ce Laboratoire présente, en effet, le cas unique d'une organisation multilatérale engagée elle-même dans la recherche et le développement. Les exigences techniques de l'instrumentation en physique des particules font que le Laboratoire doit souvent faire reculer les limites des technologies existantes et développer des prototypes dans ses propres ateliers. Pour obtenir ensuite que l'industrie produise l'appareillage dont il a besoin, le CERN passe aux producteurs européens des commandes qui sont souvent de vrais défis techniques, qui stimulent leur compétitivité et entraînent des transferts de technologie non négligeables. Le CERN ne prenant pas de brevet, ce transfert est entièrement libre d'entraves. Dans ces rapports de coopération très étroits et suivis du CERN avec l'industrie, on trouve comme en germe les idées qui sont à la base de programmes tels qu'Eurêka par exemple. La pratique du CERN montre qu'une coopération de ce genre, fondée sur des projets concrets et soigneusement définis en fonction de besoins précis, peut être éminemment fructueuse.

Le fait est, en tout cas, que dans les domaines où l'Europe a su parler d'une seule voix — comme c'est actuellement le cas dans le domaine de la physique des particules — elle est en mesure de se faire respecter à l'échelle mondiale. Le CERN aujourd'hui en est un exemple puisqu'il suscite des collaborations avec tous les continents et constitue un partenaire capable d'exercer dans son domaine un véritable leadership. Le CERN étant l'organisation européenne la plus ancienne, il a servi de modèle à d'autres organisations européennes, telles que l'ESA, l'ESO et le Laboratoire européen de biologie moléculaire.

Le CERN et les organisations que je viens de citer constituent la preuve vivante que l'Europe dispose de tous les atouts pour réussir, pourvu que les égoïsmes nationaux soient surmontés. Nous avons donc toutes les raisons d'espérer que l'Europe saura relever les défis qui lui sont actuellement lancés

L'Europe aujourd'hui

et jouera le rôle qui lui revient dans la technologie moderne.

Mais il est maintenant grand temps de donner la parole au conférencier de ce soir, M. André Danzin.

@

L'Europe aujourd'hui

ANDRÉ DANZIN Né à Paris en 1919, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, a commencé sa carrière par la recherche dans l'industrie dans le Groupe de la Compagnie générale de TSF (CSF) devenu à partir de 1967 Thomson-CSF. Il y fut successivement ingénieur de recherche, directeur technique à partir de 1951, directeur général en 1964, puis vice-président directeur général de 1965 à 1972.

En 1972, André Danzin prend la direction de l'IRIA (Institut de recherche d'informatique et d'automatique), entrant au service de l'Etat à 53 ans après trente ans d'industrie. Depuis 1980, André Danzin est consultant indépendant, notamment conseiller scientifique auprès de l'Unesco et de l'Otan, et, plus particulièrement, conseiller de la Commission des Communautés européennes pour le programme Esprit.

Il est l'auteur de nombreux articles et de plusieurs ouvrages notamment *Science et Renaissance de l'Europe* et *La Société française et la Technologie*.

Vice-président du Comité consultatif pour la recherche scientifique et technique auprès du Gouvernement français entre 1965 et 1968, il fut aussi président du Comité européen de recherche développement de 1975 à 1980 auprès de la Commission de Bruxelles.

Il est membre du Comité exécutif du Club de Rome, président du CESELEC (Centre d'études supérieures d'électricité, d'électronique et d'informatique) et vice-président de la Commission de la République française pour l'Unesco.

CONFÉRENCE D'ANDRÉ DANZIN

@

p.256 Permettez-moi d'abord de vous remercier pour ce que vous venez de dire, qui constitue une excellente introduction à mon exposé, et permettez-moi également de remercier les Rencontres Internationales qui me font l'honneur de m'appeler à parler d'idées qui me sont chères et qui, en même temps, me permettent de participer à des débats sur d'autres sujets heureusement, comme vous le verrez, proches des préoccupations dont je vais vous faire part.

On est toujours insatisfait lorsqu'on écrit quelque chose ou lorsque l'on parle devant un auditoire et je suis particulièrement insatisfait du titre « Science et Renaissance », mais il faut s'accommoder d'une certaine médiocrité — la vie n'accepte pas les

L'Europe aujourd'hui

solutions parfaites. « Science » me paraît insuffisant car le phénomène dont je vais vous parler c'est « science plus ses applications » (technologie, nouveaux outils de l'homme) et, d'autre part, le phénomène renaissance laisserait supposer qu'il s'agit d'une nouvelle naissance, et, par conséquent, que le phénomène serait précédé par la mort. Or, bien qu'il faille s'alarmer sur certains indices de la situation de notre continent, il est très loin d'être moribond et je ne verse en rien — bien que je m'efforce d'être lucide — dans l'euroessimisme. p.257

« Renaissance » est peut-être mieux reçu si l'on pense à la suite du Moyen Age et à l'accident positif, je crois, pour l'Europe, qui a marqué, à la suite d'une assez longue gestation — car les choses se sont préparées dans l'ombre, aux XIV^e, XV^e, XVI^e siècles —, ce qui nous a fait finalement entrer dans le siècle des Lumières, puis, au XIX^e siècle, dans la rationalité où se sont illustrés, en particulier, les penseurs français. Mais déjà, apparaît une dérivation, une annonce d'autre chose avec les messages de Darwin et la physique des quanta. Nous y reviendrons.

Cette première Renaissance de l'Europe s'est alimentée — et j'y reviendrai tout à l'heure pour notre cas particulier d'aujourd'hui — à une condition qui me paraît nécessaire et qui fut assez bien remplie, à savoir que, dans une certaine mesure, « chacun considéra le passé comme révolu ». Les modèles mentaux, les raisons de vivre, les conditions de vie, les mœurs, j'oserais dire la morale, et l'interprétation des messages religieux perdirent leur sens. La situation politique changea de centre de gravité. Il y a, dans tout cela, une préparation à recevoir quelque chose de nouveau. Les gens du XV^e siècle ont précisément eu conscience, comme nous en avons conscience aujourd'hui, que le passé ne

L'Europe aujourd'hui

peut pas se prolonger indéfiniment par continuité. L'histoire est faite de sauts de structures.

La deuxième condition, pour qu'il y ait renaissance, c'est que naisse, non seulement le sens d'un monde révolu, mais plus encore une nouvelle vision du monde. Il faut un renouveau de la pensée culturelle, philosophique, scientifique et de la pensée sur la vie quotidienne. Nous sommes en train de vivre cette nouvelle vision du monde — et je m'en expliquerai tout à l'heure — à la manière dont Copernic avait fait découvrir que l'homme n'était pas nécessairement le centre du monde et la terre le centre de l'univers, mais qu'au contraire, la terre était une planète parmi d'autres, qui circulait autour du soleil, et qu'elle n'avait peut-être pas la primauté de considération qu'on lui avait accordée jusqu'alors. Galilée, en soutenant cette thèse, ce qui lui a valu d'ailleurs des difficultés, y ajouta la découverte, extraordinaire, de la « modélisation mathématique ». Galilée a jeté les bases de la cinématique, a donné une ^{p.258} expression mathématique de la chute des corps, a démontré qu'on pouvait écrire des équations qui conduisaient à une prévision mesurée, une prévision en grandeur, d'un certain nombre d'événements physiques.

Simultanément apparut un renouvellement des « outils » dans la société européenne. Parce qu'elle était prête à recevoir le changement, elle a fait de ces outils un usage qui l'a profondément transformée. Or, chose curieuse, ces outils n'étaient pas nouveaux. La poudre à canon, la boussole et l'imprimerie, comme chacun le sait, ont été inventées par les Chinois, mais cela n'a nullement transformé, aux X^e, XI^e et XII^e siècles, la société chinoise. J'y reviendrai dans ma conclusion. Il faut s'interroger sur l'apparition des nouveaux outils et l'usage qu'on en fait. Il arrive

L'Europe aujourd'hui

qu'ils provoquent une transformation profonde de la civilisation mais ils peuvent aussi bien n'avoir aucun effet mutant s'ils interviennent dans une société humaine dépourvue de toute réceptivité au transformisme. Je vais essayer de voir si, aujourd'hui, les conditions d'une nouvelle renaissance sont réunies, et, en particulier, si nous avons conscience d'abord d'une profonde transformation de notre situation. Je prendrai délibérément un point de vue d'Européen.

I. LA NOUVELLE SITUATION DE L'EUROPE

Je ne sais pas s'il faut faire un long discours sur la situation de notre continent. J'ai entendu hier soir M. Edem Kodjo dire que l'Europe était devenue un nain politique, alors que jusqu'en 1939 c'était le géant politique ou l'un des géants politiques incontestés de notre planète. Il me semble que les débats de cette matinée nous ont démontré — par rapport à la puissance d'initiative culturelle des Etats-Unis, en particulier, mais aussi d'autres pays — que nous étions devenus, dans le domaine de l'audiovisuel au moins, un nain culturel. Tout le monde sait que nous sommes un nain militaire parce que nous ne pouvons pas assumer seuls, et de loin, les charges de notre défense devant la puissance soviétique ou devant toute ^{p.259} autre grande puissance qui déciderait de devenir notre ennemi déterminé. Dans sa division, l'Europe peut être décrite effectivement comme un nain politique, militaire et culturel.

Quant à notre donnée stratégique, depuis 1940, le changement est effectivement complet. Je vais passer très rapidement, car ce sont des choses connues, mais qu'on a parfois intérêt à regarder de nouveau en face.

L'Europe aujourd'hui

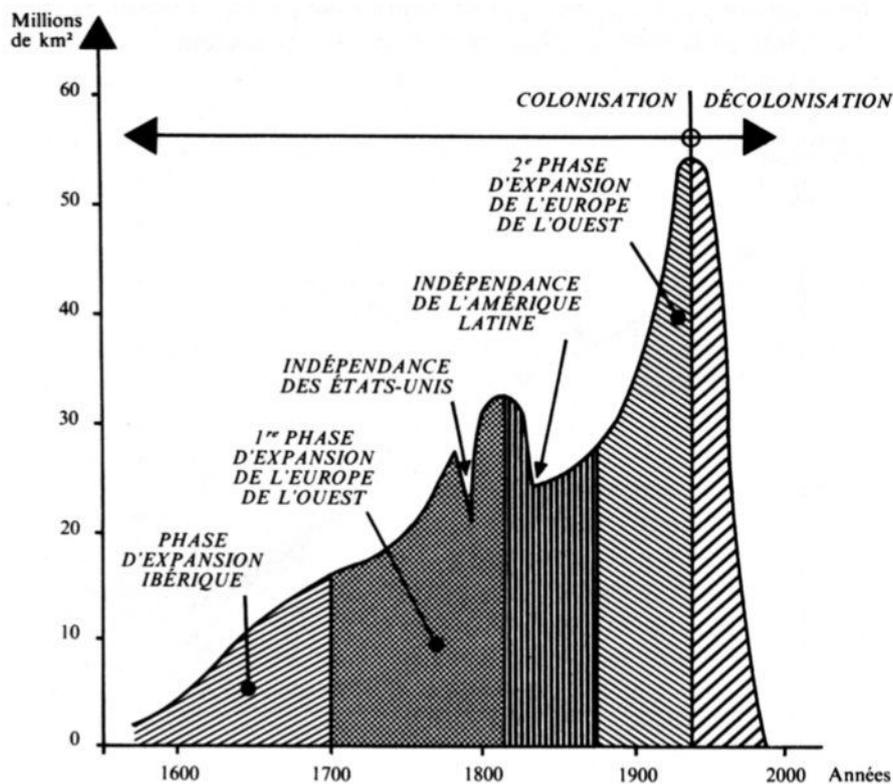


Figure 1.

Allure des variations de surfaces de colonies ou de protectorats européens de 1600 à nos jours

p.260 La figure 1 résume notre histoire sur un graphique qui rend compte des cinq derniers siècles. Elle montre, à partir du V^e siècle, l'expansion des conquêtes européennes sur le monde, avec la phase hispanique, britannique, et française, l'indépendance des Etats-Unis et de l'Amérique latine, puis la conquête de l'Afrique et d'une partie du continent asiatique, etc. Il y a eu des épisodes de recul, mais globalement c'est une montée constante, jusqu'à contrôler, en 1939, 55 millions de km² sur 135 millions de terres émergées. Aujourd'hui, il n'en reste rien, sauf l'Ouest européen qui n'a aucun espace de recul, qui n'offre pas de position de retraite au cas où les premières difficultés d'enfoncement militaire surgiraient.

L'Europe aujourd'hui

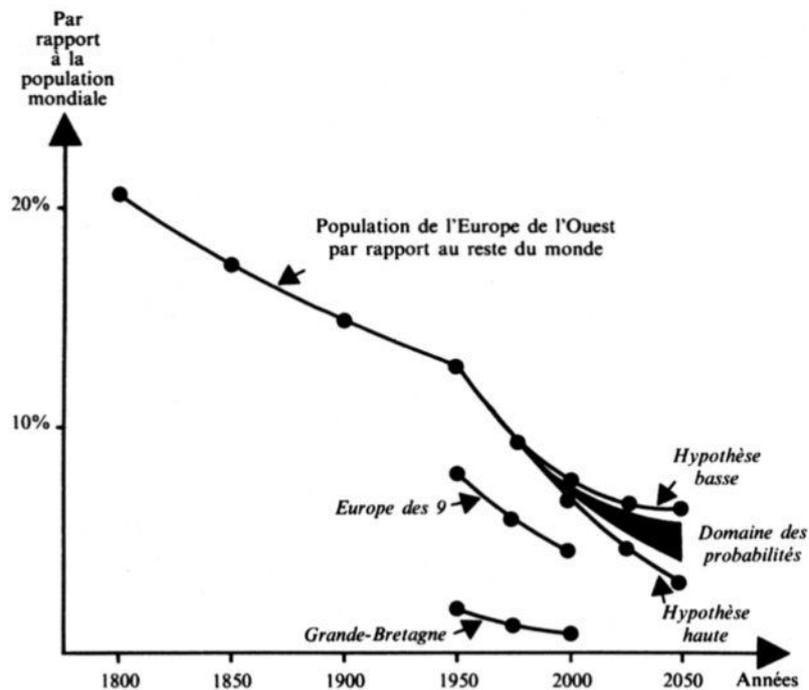


Figure 2.

Evolution prévisionnelle du rapport de population par rapport à la population mondiale.
Europe de l'Ouest : d'après le modèle Mesarovic-Pestel
Europe des Neuf : d'après l'INED

p.261 La place démographique est donnée par la figure 2 issue du modèle Mesarovic-Pestel qui a servi pour le Club de Rome. En abscisse, les années 1800, 1850, 1900 et en ordonnée les pourcentages de la population européenne par rapport à la population de la terre. Au moment des guerres napoléoniennes, la place de l'Europe de l'Ouest, telle qu'elle est aujourd'hui définie par l'espace européen qui n'est pas sous contrôle soviétique, était de 23 % de la population mondiale. En outre, durant tout le XIX^e siècle, il y a eu des foyers d'émigration de l'Europe pour le peuplement du reste du monde. La chute devient verticale à partir de 1950. La figure 2 propose des domaines de probabilité qui amènent, dans moins de cinquante ans d'ici, l'Europe à moins de 5 % de la population mondiale. Cette place démographique est inférieure à celle de la France ou de la Grande-Bretagne par

L'Europe aujourd'hui

rapport au reste du monde au début du XIX^e siècle. Au regard de la démographie mondiale, des nains apparaissent comme la France, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne, que l'on considère pourtant comme des grands Etats européens. La place de la Grande-Bretagne, en cinquante ans, va évoluer à partir de 4 % vers 0,6 % de la population mondiale. Cette proportion sera vécue, si aucune catastrophe n'arrive d'ici là, par les plus jeunes d'entre vous qui êtes dans cette salle.

La disparition démographique relative de l'Europe est un phénomène considérable.

Cela veut dire que les choses ne sont certainement pas les mêmes, à beaucoup de points de vue, que celles sur l'héritage desquelles nous continuons à vivre. Cela veut dire qu'il y a une mutation radicale de la situation de l'Europe par rapport au reste du monde. C'est désagréable. Nous ne pouvons plus exceller que par la qualité. Nous ne pouvons plus réussir par la puissance et par le nombre. Nous sommes devant ce défi, ce qui n'exclut pas, je le crois, que nous puissions réussir à être ce pôle de rayonnement culturel, scientifique, intellectuel, dont le monde a besoin, dont en tout cas, nous avons besoin quant à nous. Car nous sommes des enfants gâtés ; nous nous sommes habitués à vivre royalement, même s'il y a des îlots de pauvreté dans nos sociétés. Par rapport au reste du monde démunis (les trois quarts de l'humanité), notre capacité ^{p.262} d'achat et de consommation est considérable, et elle est liée au reste de nos grandeurs antérieures. Il ne faut surtout pas continuer à descendre ; il faut essayer de n'être pas la victime de ces nouvelles situations qui se créent, sinon nous ne pourrions plus assurer ce niveau de sécurité et de bien-être que nous avons connu jusqu'ici et que, légitimement, nos populations revendiquent.

L'Europe aujourd'hui

Je n'insisterai pas — ce serait sortir de ma spécialité — sur la décadence de la position de l'Europe en ce qui concerne sa puissance culturelle, l'usage de ses langues naturelles à part l'anglais, sur les forces morales et l'interprétation ou la capacité de nourrir de grandes idées pour le reste du monde. Chacun sait que ces questions posent problème.

Le constat global, chiffré, est alarmant. Mais, *a contrario*, il y a le CERN qui démontre la capacité européenne d'exceller dans un certain nombre de recherches de pointe. Et, lorsqu'on regarde la place de l'Europe de l'Ouest dans le commerce mondial, on trouve, avec 35 %, qu'elle occupe une position prépondérante. Quand on regarde la qualité d'éducation moyenne de la population européenne, et la puissance de consommation, on trouve encore une position qui donne au marché de l'Europe de l'Ouest et à sa solvabilité, une position exceptionnellement favorable par rapport à la plupart des autres peuples du monde.

Si bien que l'analyse de la situation est difficile ; elle est très contrastée. Je crois qu'il faut retenir tout ce qu'il y a de forces d'espoir, tout ce qui est positif pour l'avenir et, aussi, tout ce qui est danger grave afin de mobiliser nos énergies. Nous sommes obligés de vivre une analyse complexe qui est à la fois pessimiste et optimiste.

II. L'ESPOIR D'UNE RENAISSANCE

Mais alors, renaissance ? Comment peut-on, à partir de cela, renaître ?

Dans ce que je vais vous dire, cette renaissance n'est pas européenne, elle concerne la frange de l'humanité qui est en train de sortir globalement de la société industrielle pour aborder un âge

L'Europe aujourd'hui

p.263 nouveau que j'appellerai faute de mieux : âge de la connaissance ou âge de la communication dont nous faisons partie, mais dans lequel d'autres nous précèdent, en particulier les Etats-Unis et une partie de la bordure ouest de l'océan Pacifique Nord.

Ce renouvellement, cette mutation vers un âge nouveau contient tous les ingrédients de la renaissance européenne des XIV^e-XV^e siècles dont j'ai parlé tout à l'heure.

1. Une nouvelle vision du monde

D'abord une nouvelle vision du monde. Et c'est peut-être pour nous Européens, ce qu'il y a de plus difficile à accepter.

La mesure du monde a beaucoup changé en très peu de temps. Je vous rappelle que sous Newton, on pensait que la terre avait 7.000 ans et on s'en tenait, pour tout ce qui était évolution, à la *Genèse*, et à une certaine interprétation pseudo-scientifique de la *Genèse*. Si l'on se porte vers les hommes du XIX^e siècle, ils pensaient que la terre et l'univers avaient quelques millions, puis quelques centaines de millions d'années. Aujourd'hui, nous chiffrons l'âge de l'univers à 15 ou 20 milliards d'années. Nos successeurs souriront peut-être de ces chiffres et de notre théorie du *big bang* qui définit l'évolution et qui nous fait calculer, par trois voies différentes, l'âge de l'univers. Rien que cela, c'est déjà une optique extraordinairement nouvelle.

Mais, le plus important est probablement que la première Renaissance a mené à son paroxysme l'héritage de la logique grecque et porté à son plein épanouissement tout ce que nous pouvons ressentir comme le cartésianisme. Une certaine évolution de la pensée faisait croire que l'homme commençant à découvrir

L'Europe aujourd'hui

les lois de la nature, deviendrait maître de la nature et, lorsqu'il en contrôlerait tous les paramètres, il pourrait orienter l'évolution de la nature, de sorte à y trouver le plein de bien-être de l'humanité.

Cette pensée scientifique a habité plus ou moins la quasi-totalité des penseurs du XIX^e siècle. Même un homme comme Einstein — qui a réformé sa pensée plus tard, mais qui était forcément imbibé des ^{p.264} idées de son temps — a dit qu'il se refusait à croire que « Dieu jouait aux dés ». C'est-à-dire qu'il écartait le hasard dans l'évolution et qu'il faisait le présupposé qu'il y avait un rationalisme profond à la base des événements que le monde minéral, le monde biologique et la société humaine peuvent vivre.

Cette pensée rationaliste, on la trouve partout, notamment chez Auguste Comte, avec sa classification. On la retrouve encore dans le manichéisme — il y a du bien, il y a du mal ; il y a de la « droite », il y a de la « gauche » ; il y a des enseignements supérieurs et pas supérieurs ; il y a des diplômes qu'on acquiert à vingt ans et qui marquent pour toute la vie, etc. Nous sommes attachés encore à cette notion d'organisation sociale qui devait normalement déboucher vers le modèle de planification centralisée. En regroupant les forces et en les rationalisant, on pouvait donner à la société humaine une voie vers le salut. Malheureusement, ou heureusement — et je voudrais dire que, quant à moi, je crois que c'est tout à fait heureux — nous pensons aujourd'hui d'une manière radicalement différente.

Je ne sais pas à qui je dois de préférence me référer, à Prigogine en particulier (il faut lire *La nouvelle alliance ou la métamorphose de la science*) ou à un autre prix Nobel, un Allemand celui-là, Manfred Eigen, qui a tiré ses conclusions de la biologie. Il faut naturellement faire quelques références à Pierre

L'Europe aujourd'hui

Teilhard de Chardin dès qu'on parle d'évolution, et aussi à Bergson pour lequel les lois de l'évolution humaine étaient cohérentes avec les lois de l'évolution biologique.

Notre notion d'évolution a beaucoup progressé depuis quelques années. Nous savons, aujourd'hui, que toute évolution procède par périodes de continuité, séparées par des périodes de rupture ; que ces périodes de rupture sont très difficiles à déceler pour les contemporains ; qu'elles sont précédées par une gestation sourde qui en prépare les issues mais qui nourrit toujours, simultanément, plusieurs solutions équiprobables. Lorsqu'il y a mutation, saut de structure, l'une des solutions est adoptée et pas les autres. Il s'opère un choix au niveau de la bifurcation et, en général, dit Prigogine, c'est un petit événement, une « fluctuation » qui vient faire basculer ^{p.265} la structure vers l'une des solutions et élimine les autres. Prigogine, par cette voie, indique deux choses qui sont fondamentales.

D'abord, qu'il y a plusieurs solutions possibles, équiprobables, et que, par conséquent, il n'y a pas de continuité rationnelle et d'imagination *a priori* ; l'évolution n'est pas déterministe. Ce que nous sommes est le fruit du passé, mais aurait pu être autrement, et ce qui sera demain peut être différent de tout ce que nous pouvons prévoir.

La deuxième remarque, qui est cohérente avec celle-là, est l'importance du hasard. Cette réapparition du hasard dans la science d'aujourd'hui me rappelle une curieuse phrase de Bernanos, écrite sous une inspiration totalement différente, qu'il met dans la bouche d'une de ses carmélites : « le hasard est peut-être la logique de Dieu. »

L'Europe aujourd'hui

Vous voyez combien l'espoir du XIX^e siècle, cette maîtrise par l'homme de tous les paramètres de la nature, du monde inanimé et vivant, et de son destin par un système de planification centralisée est totalement extérieur à ces concepts de ruptures conduisant à plusieurs solutions qu'on ne peut pas préfigurer et dont le basculement se fait par des éléments du hasard.

Pour comprendre cette évolution, les biologistes — mais d'ailleurs aussi les astrophysiciens — c'est une rencontre très curieuse — nous aident considérablement. Jacques Ruffié — scientifiquement — rejoignant là l'intuition de Teilhard de Chardin, dans un très beau livre intitulé *De la biologie à la culture*, vient nous dire que l'évolution est une « croissante constante de la complexité et de la conscience ». Et lorsqu'il dit cela, il parle en biologiste, c'est-à-dire qu'il regarde l'évolution des espèces biologiques et puis, il l'étend à la société humaine.

Le XIX^e siècle s'était attardé sur la notion d'entropie. C'est-à-dire sur le fait que — contrairement à ce que croyait Newton — les phénomènes physiques ne correspondaient pas à un temps réversible, mais que le temps s'écoulait en gaspillant d'une « manière irréversible » les potentiels d'énergie, de telle sorte que l'on voyait bien que le temps s'écoulait en écrivant une « histoire ». Cette histoire débouchait finalement sur la mort, due à la disparition des ^{p.266} différences de potentiels énergétiques dans l'univers. Naturellement, on ne savait pas calculer l'issue, mais cela s'écoulait d'une manière irrésistible. Cette notion d'entropie avait beaucoup frappé Engels et Marx (on le sait par des correspondances qui ont été échangées entre eux). Ce concept d'entropie enrichissait l'idée du déterminisme puisque, de toute façon, on aboutissait à la disparition de toute vie et de

L'Europe aujourd'hui

toute activité ; c'était inscrit dans la nature des choses.

Notre science d'aujourd'hui vient nous dire que ce n'est pas là le phénomène principalement intéressant. Certes, l'entropie, cela existe, s'accroît, constitue un phénomène fondamental. Mais ce qui est intéressant en particulier pour l'homme, c'est que « la matière, l'énergie et l'information sont, en quelque sorte consubstantielles », en ce sens que « l'énergie se fixe sur la matière pour en modifier l'organisation de sorte à en augmenter constamment l'information ».

C'est une découverte absolument fondamentale qui donne un sens à ce jeu dont j'ai parlé tout à l'heure et qui permet à Manfred Eigen de dire : « Einstein se trompait, Dieu joue aux dés, mais il connaît la règle et il sait qu'il va gagner. » En ce sens qu'il y a un très grand nombre d'essais qui vont être faits, mais que chaque situation créée va emporter la mémoire du passé et sauf accidents — qui sont d'ailleurs toujours réparés dans l'évolution — va s'enrichir de nouveau en complexité, en conscience, qui sont les produits de l'information. La création d'ordre informationnel qui donne une direction et une signification au temps, c'est le contraire de l'entropie. C'est pourquoi on désigne ce phénomène sous le terme de croissance de la « néguentropie ».

Autre aspect des choses, bien que ce n'ait pas été dit, tout le XIX^e siècle a fait comme si le message de Darwin n'était pas bien passé.

Lorsqu'il a été écouté — ce qui a soutenu Marx dans l'élaboration de la doctrine de la lutte des classes —, la lutte de sélection a été décrite comme un phénomène irréversible. C'est vrai, mais on commet un contresens si l'on n'aperçoit pas, en même temps, toute la complexité du processus. En réalité, il n'y a

L'Europe aujourd'hui

pas la lutte d'une chose contre une autre. Il y a, dans la représentation qu'on se fait ^{p.267} aujourd'hui des choses, une tension, une lutte de sélection permanente qui s'alimente à la naissance d'essais permanents. Dans une situation donnée, il n'y a pas de stabilité pour l'avenir ; il y a toujours des mutations, qui sont des essais. Certains vont rater, d'autres vont réussir, et ils vont procurer la solution d'adaptation à un environnement qui est en perpétuel changement. On ne peut pas concevoir une vie naturelle — et les hommes sont dans un contexte naturel — qui ne fasse pas appel à cette épreuve de la compétition qui provoque la sélection. Et naturellement, dans cette sélection le hasard intervient à chaque instant.

Oui, là aussi, on est très loin de la maîtrise du destin et de la capacité de la centralisation des décisions.

Lamarck avait donné de l'évolution une description qui était très satisfaisante et d'ailleurs tout à fait adhérente au génie français. Il pensait que les espèces biologiques étaient enrichies d'informations par leurs besoins, que cela s'inscrivait dans une sorte de mémoire — il n'avait pas l'idée des mécanismes ; ces informations provoquaient ensuite des adaptations en quelque sorte voulues, désirées, conscientes, logiques, rationnelles. Et Darwin vient dire : « Pas du tout, il y a des essais ; ces essais sont faits dans un certain hasard. Tout ce qui ne marche pas est éliminé et ce qui marche bien est conservé. » Nous ajoutons — aujourd'hui : oui, mais est conservé toujours avec un accroissement de l'information et de la connaissance.

Je n'ai pas le temps de m'étendre davantage sur ces considérations philosophiques, mais je voudrais vous dire que c'est un phénomène extraordinairement profond et que tant que nous

L'Europe aujourd'hui

n'aurons pas intégré dans nos modèles mentaux ces concepts relatifs à l'évolution, nous ne pourrions rien comprendre à la situation actuelle.

Cela m'a fait écrire d'une manière un peu paradoxale peut-être, mais je voudrais soutenir ce paradoxe que, si l'on regarde la société soviétique et la société américaine actuelles, ceux qui pratiquent le vrai matérialisme dialectique ce sont les Américains, ce ne sont pas les Soviétiques ; car ce sont les Américains qui sont proches de ces lois de la nature, avec la notion de compétition, et ce sont les Soviétiques qui sont proches de modèles de Lamarckiens cohérents ^{p.268} avec la pensée du XIX^e siècle. Ce qui pose au communisme, s'il veut toujours être un « socialisme scientifique », un problème difficile.

2. L'expression des nouvelles technologies

Deuxième phénomène qui alimente la conscience que nous allons probablement vers une possibilité de renaissance ou en tout cas quelque chose de nouveau, c'est l'explosion technologique.

Je ne sais pas s'il est nécessaire que je m'attarde au détail des technologies nouvelles. Je crois que vous avez conscience de tout ce qui s'est passé dans les domaines des transports, de la biologie, des techniques agricoles, de l'informatique, etc. Il y a une transformation technologique beaucoup plus brutale que lors de l'apparition de ces nouveaux instruments dont je vous ai parlé tout à l'heure, des XV^e et XVI^e siècles. Le Moyen Age avait aussi trouvé des outils technologiques, mais lentement. Leur jaillissement s'est produit lors de la première Renaissance qui a nourri les imaginations, notamment celle de Léonard de Vinci.

L'Europe aujourd'hui

Mais, enfin, pour inventer le langage articulé, l'humanité a certainement mis des dizaines de millénaires ; pour inventer l'écriture, on sait que cela a duré quelque mille ans ; pour que l'imprimerie trouve son plein essor, trois siècles, à peu près, furent nécessaires. Mais pour que l'informatique, les télécommunications et l'électronique explosent littéralement dans leurs applications, cela a demandé moins de deux générations. Il y a une accélération du progrès technologique et l'homme se trouve en présence d'outils qui augmentent énormément sa puissance. Ces outils, en grande partie, sont en train de modifier la société.

Je soutiendrai que cette société se modifie sous l'effet de ces outils sans qu'à aucun moment les technologues qui étaient responsables de leur création — j'en ai été — aient conscience qu'ils participaient à la naissance d'une révolution économique et sociale. Dans nos laboratoires — et c'est la même chose au CERN —, on cherche des choses, on trouve d'autres choses que ce qu'on cherchait et ces découvertes, peut-être, un jour, révolutionneront le monde. Mais le scientifique est tout à fait incapable de prédire dans quel sens — pour le bien ou pour le mal —, l'usage que les hommes en feront. ^{p.269} Le code de morale ou de déontologie qu'il faudra appliquer, c'est en dehors de notre champ non pas de responsabilité mais de capacité d'exercer notre responsabilité.

Toujours cette non-maîtrise, toujours cette humilité devant le phénomène, toujours cette présence d'un certain aléa, d'un certain hasard, corrigé par cette richesse qui est l'augmentation permanente de nos connaissances. Tel est le chemin qui nous conduit à quelque chose que j'appellerai, en dépit de tout, le « progrès ».

L'Europe aujourd'hui

3. La métamorphose du travail

Troisième élément de cette mutation, en vue d'une renaissance, c'est le phénomène extraordinaire de transformation des conditions du travail. Je voudrais seulement vous donner ici deux diagrammes. Vous allez voir que cela a des conséquences politiques énormes dont on n'a pas encore complètement fait l'inventaire.

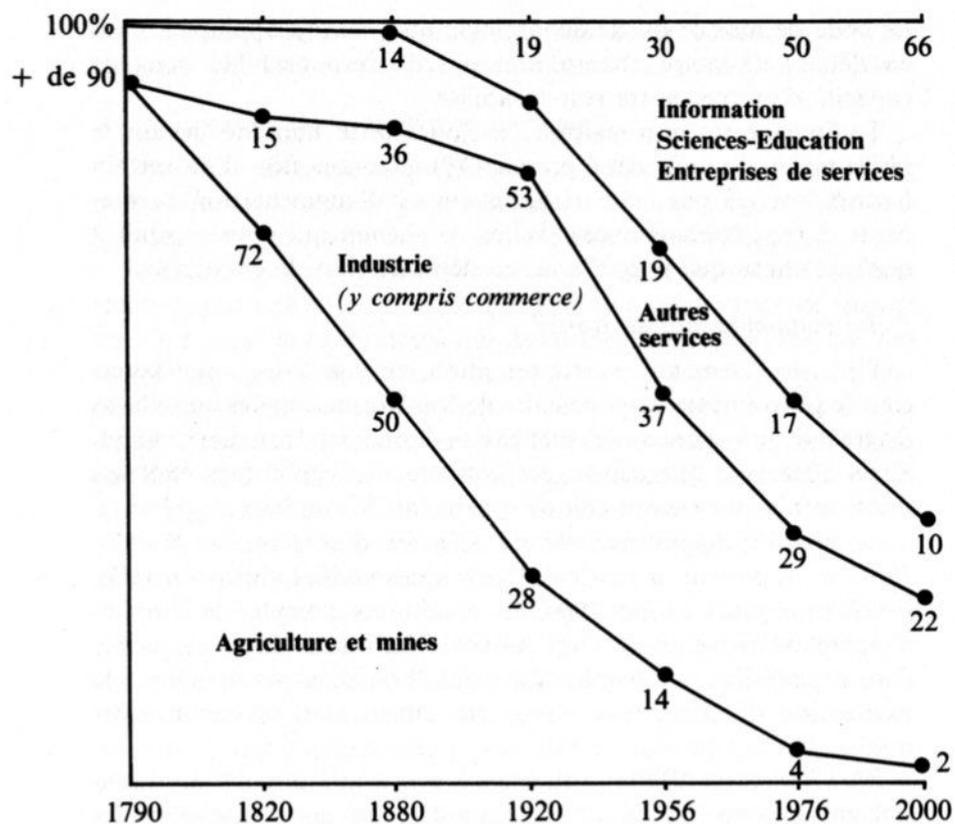


Figure 3.

Répartition de la main-d'œuvre active aux États-Unis (projection an 2000)
Source : Nomura Institute.

Le premier diagramme (figure 3) a été donné par le *Nomura Institute*. Il prévoit, à partir de statistiques vérifiées jusqu'en 1976, l'évolution, jusqu'en l'an 2000, des conditions d'emploi de la main-d'œuvre américaine dans l'agriculture et les mines, dans l'industrie, dans des services rendus physiquement et dans des services liés à la production d'information, à son traitement et à sa communication.

L'Europe aujourd'hui

En 1790, on a affaire, aux Etats-Unis, à une population essentiellement rurale : 90 % de la main-d'œuvre active est dans les champs. En 1976, 4 %. Prévision en l'an 2000 : 2 %.

Cela explique la désinvolture avec laquelle, dans certains cas — pas toujours — le gouvernement américain traite les agriculteurs américains. Le monde rural n'est plus une puissance politique. Les champs sont vidés pour remplir les usines.

Mais voilà qu'une tendance nouvelle apparaît. L'industrie, aux Etats-Unis, marque un maximum des emplois vers 1930-1940. Sous cette appellation, sont « industriels » les gens qui travaillent dans des entreprises dites industrielles, qu'ils soient commerçants, ouvriers, techniciens, ingénieurs, comptables ou secrétaires, qu'ils soient directement producteurs ou dans des services auxiliaires, peu importe. Tout l'ensemble est dans la rubrique « industrie » sur le ^{p.270} diagramme de la figure 3. La proportion de la main-d'œuvre industrielle est passée, aux Etats-Unis, par un maximum de 53 % de la force de travail ; elle est en déclin ; en 1976, elle n'est plus que de 28 % et l'on nous annonce — pour l'an 2000 — 22 % seulement.

Mais, en revanche, 66 % de la main-d'œuvre américaine serait, en l'an 2000, affectée à des tâches d'information (banques, assurances, administrations, magistrature, enseignements, etc.). Ces personnels ^{p.271} traitent de l'information concernant des objets ou des services avec lesquels ils n'ont aucun contact physique direct. Un agent d'assurances, en général, traite un sinistre sur papier, il ne voit pas ce que cela concerne. Il n'a pas de contact avec les gens qui sont les victimes de ce sinistre. Les employés de banque traitent des informations sur des effets concernant des

L'Europe aujourd'hui

opérations dont ils ignorent le contenu. Ils ne sont que des instruments d'un traitement de l'information sur support papier ou magnétique, par téléphone ou par ordinateur.

Dans cette évolution, l'Europe, par rapport aux Etats-Unis, est en retard. La structure des emplois peut être considérée comme un instrument de mesure pour connaître le chemin parcouru vers la nouvelle civilisation de la communication. L'URSS est plus proche de la situation de 1930 des Etats-Unis que de celle de 1970.

La prévision de la figure 3 comporte un effet d'annonce. Elle modifie les stratégies d'investissement. Mais il faut se garder de tout contresens. Il n'y a progrès de l'industrie que parce qu'il y a un surplus économique dégagé par l'agriculture, et il n'y a progrès des services que parce qu'il y a un surplus en provenance de l'activité industrielle, en raison de sa haute compétitivité.

Si l'Europe a des chômeurs, à mon sens, ce n'est pas parce qu'il y a trop de machines qui font trop de travail à la place des ouvriers, c'est parce que son agriculture n'est pas assez productive, parce que son industrie n'est pas assez compétitive, et qu'en conséquence il ne reste pas assez d'argent disponible pour investir dans ce nouveau besoin essentiel de l'homme, qui est le travail sur l'information, le besoin de connaître, de s'informer, de se distraire, de communiquer ou de traiter la complexité. La complexité a engendré la bureaucratie qui est un phénomène « entropique » contre lequel il faut lutter grâce à un bon emploi des technologies de l'information.

Je crois qu'il est très important de faire cette analyse car cela veut dire que le chômage n'est pas irréductible. L'avenir n'est pas fatalement promis au sous-emploi. Nous n'allons pas forcément

L'Europe aujourd'hui

vers une civilisation des loisirs. Cependant, il ne peut y avoir de consommation de l'information que si les gens ont le temps de la consommer, et, par conséquent, il faut que pendant ce temps ils ne ^{p.272} travaillent pas, sauf s'ils sont eux-mêmes travailleurs de l'information. Les besoins engendrent de nouvelles consommations qui engendrent du travail, ce qui réduit les loisirs.

Vous voyez qu'il y a rebouclage complet et qu'aucun des phénomènes ne peut s'analyser sans ses interférences avec les autres.

Je reviens sur les concepts actuels, qui sont des concepts de globalité ; on ne peut plus séparer la partie du tout, contrairement à ce que nous disait Descartes. Ce qui est important, ce n'est pas ce qui se passe dans la partie, ce sont tous les enchevêtrements de liaisons que la partie entretient avec son environnement et c'est cela qu'il faut saisir dans sa globalité.

Cette remarque est de tous les temps, mais elle n'est pas tellement européenne. Ce que je viens de dire est exprimé par Ikéda lorsqu'il explique que le bouddhisme est une philosophie de la complexité et que la causalité bouddhiste retient qu'un effet est toujours le produit de causes, mais que ces causes sont reliées à l'ensemble de l'environnement et sont de nature cosmique. Parce que rien ne marque les frontières. C'est une philosophie de l'interdépendance qui explique, peut-être, qu'à côté de la sécheresse du cartésianisme, il y a une richesse d'efficacité dans la philosophie orientale. La source de la réussite de l'Extrême-Orient pour entrer aujourd'hui dans la société de la communication est peut-être de nature profondément culturelle.

L'Europe aujourd'hui

Je voudrais également vous donner un autre schéma (figure 4)

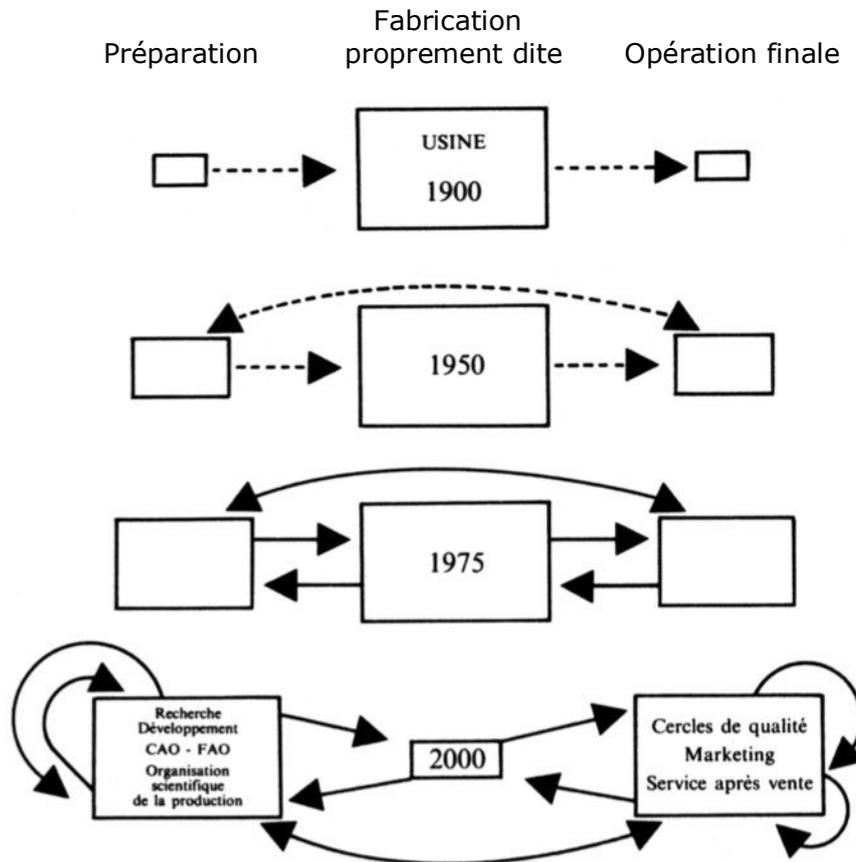


Figure 4.

Evolution des industries manufacturières Répartition des effectifs au travail

pour vous montrer à quel point le travail a également changé de nature et à quel point nous sommes un homme transformé lorsque nous nous rendons — le cas a été choisi parce qu'il est particulièrement démonstratif, mais on aurait pu en choisir un autre — dans une industrie manufacturière.

Il faut porter particulièrement l'attention sur ce qui se passe en 1900 et ce qui se passera en l'an 2000. Ces effectifs sont proportionnels aux surfaces des rectangles de préparation, de fabrication et de relation avec le marché.

Au début du siècle, l'industrie, c'est une usine ouvrière, c'est

L'Europe aujourd'hui

une manufacture. 90 % du personnel employé par une entreprise industrielle et commerciale se trouve à l'usine et cela répond aux p.273 descriptions de Zola ou encore au film de Chaplin, *Les temps modernes*. Puis, par une évolution très rapide, en un siècle, on aboutit à ce que la fabrication proprement dite se réduise à une « salle de robots » avec des machines et des hommes en blanc, avec, en amont, un énorme appareil cérébral de recherche, développement, démonstration, conception assistée par ordinateur, p.274 fabrication assistée par ordinateur, organisation, etc., et, en aval, un énorme appareil d'études de marchés, de prévision de la clientèle, d'éducation de la clientèle, de maintenance, de réseaux interférant pour donner des services et non pour vendre des produits. Les interrelations qui étaient simples (la préparation se réduisait à la préparation du système Taylor et les vendeurs vendaient à un marché qui était demandeur) se compliquent en toute une série de boucles de contre-réactions qui se font à l'intérieur de l'entreprise et qui sont autant de circuits complexes d'information.

L'entreprise de 1900 et celle de l'an 2000, c'est le jour et la nuit. C'est quelque chose qui exige un management totalement différent. Les circuits d'information sont tous devenus tellement complexes que si on ne recourt pas à l'initiative personnelle de chacun des agents, on ne peut pas maîtriser cette complexité. Les deux appareils cérébraux qui se sont développés en amont et en aval sont des instruments d'innovation. Si un industriel ne perfectionne pas constamment le contenu de ses catalogues de produits, il sera balayé hors du marché. La sélection s'effectue par l'innovation.

L'Europe aujourd'hui

4. La mutation de la gestion du temps

Je n'ai pas le temps d'insister sur les problèmes liés à la gestion du temps ; ils sont nouveaux ; leur analyse est « à la mode ». A mon avis, ils posent un problème politique également considérable. Nous avons observé la disparition de la classe ouvrière, après celle de la classe paysanne. L'étude du « temps libre » montre que les gens vont être obligés pendant vingt ans, d'après les statistiques actuelles, de se prendre en charge eux-mêmes. Alors que l'espérance de temps libre d'un homme ou d'une femme qui naissait dans un milieu laborieux de grandes villes en 1800 était d'une année et demie, l'espérance de temps libre, aujourd'hui (avec les retraites, les week-ends, les vacances, etc.), c'est vingt ans, dans une vie dont l'espérance a doublé (de 36 ans à 72 ans). Ce qui évidemment crée des consommations nouvelles qui obligent les hommes à se prendre en charge eux-mêmes et à ne pas s'inscrire uniquement dans un système organisé de travail salarié où l'employeur pense pour vous et ^{p.275} vous prend en charge presque pour tous les aspects de la vie personnelle.

5. La métamorphose de l'éducation

J'ai assez insisté sur les changements pour ne pas m'attarder sur d'autres aspects des choses. Il me faut, cependant, dire quelques mots de l'éducation.

Pour la première fois, l'homme arrive à un stock de connaissances si considérables qu'il ne sait plus comment les transmettre à la génération ultérieure. Il parvient à des vitesses de modification des connaissances telles que tout système d'enseignement est anachronique et il arrive à une telle contradiction entre ce que montre la télévision et le contenu des études classiques, que les

L'Europe aujourd'hui

enfants ont une impression de désadaptation. Il faut repenser en profondeur tout le système éducatif.

6. La révolution en profondeur atteint nos comportements et nos mœurs

Révolution de la vision du monde et des outils mentaux qui permettent de l'appréhender ; révolution des outils technologiques et révolution des conditions de vie. Nous n'avons jamais fini de faire l'inventaire. Que dire de la revendication de la femme à un travail salarié, alors que sa condition féminine était vécue de manière tout à fait différente ? Je ne parle pas de ce qui reste assez paradoxal pour moi, de la disparition de la fécondité féminine qui marque — également — le passage d'une civilisation à l'autre. C'est assez étrange. Au moment où Piaget, en particulier, a démontré que le petit être humain avait certes une gestation intra-utérine de neuf mois, mais qu'il recevait encore la formation de son esprit, le câblage de son cerveau pendant les dix-huit mois qui suivaient sa naissance — en quelque sorte, la mère ne porte pas seulement l'enfant, elle forme son affectivité et une partie de sa réceptivité intellectuelle pendant les mois qui suivent sa naissance —, c'est le moment que la femme choisit pour mettre l'enfant à la crèche et suivre des filières de carrières d'hommes. Cela reste pour moi une interrogation. Je constate le fait ; je ne peux pas me mettre à la place ^{p.276} des femmes parce que mon système de références est totalement différent. Je ne me reconnais pas le droit de juger mais j'ai le droit de constater. Et de vous dire que ceci me jette dans la plus grande perplexité.

L'Europe aujourd'hui

III. LA PLACE DE L'EUROPE DANS L'ÉVOLUTION

Il est inutile de commenter tellement le fait que dans cette marche vers une transformation, l'Europe se trouve relativement en retard. Je pense que vous le ressentez. Et à peu près dans tous les paramètres du jeu. Je vais vous en donner un seul. Celui qui est de mon domaine et qui est la place tenue dans la production et la consommation des technologies de l'information par le Japon, les Etats-Unis, l'Europe de l'Ouest et les autres pays, avec une estimation très approximative faute de statistiques, par l'Union soviétique.

J'ai appelé indice de développement c'est naturellement très subjectif, mais enfin cela veut dire quelque chose — le rapport entre le pourcentage de la production du pays considéré par rapport à la production mondiale sur le pourcentage de la population du pays considéré sur la population mondiale. On s'aperçoit que :

- les Etats-Unis ont un indice de : 8
- le Japon 6
- l'Europe de l'Ouest 2,5 seulement
- le reste du monde (y compris les nouveaux pays industrialisés) 0,15
si on les retirait, cela ferait : 0,01
- l'URSS, vraisemblablement ≤ 1

Je crois que cet indice montre combien nous sommes échelonnés dans cet usage des nouveaux instruments qui prédéterminent la modification de la société. Le Japon et les Etats-Unis sont clairement entrés dans la civilisation de la communication. Ils n'en ont pas maîtrisé tous les paramètres, c'est vrai, ils n'en dominent pas toutes les conséquences, c'est évident, ils en enregistrent un certain ^{p.277} nombre de souffrances, mais ils sont dedans et ils y sont en

L'Europe aujourd'hui

conquérants. L'Europe traîne les pieds. Et l'URSS n'a pas l'air d'avoir envie d'y aller ou ne sait pas comment y aller.

Je crois que cela nécessite une explication, car cela nous aidera, sur les thérapeutiques européennes et là il faut manipuler un certain paradoxe. C'est que cette transformation humaine — qui se traduit par une montée de la néguentropie, c'est-à-dire par une montée de la conscience et de l'information (ce que j'ai tout à l'heure appelé un « progrès ») — sort d'une curieuse machine qui est la génération des nouveaux armements.

Lorsqu'on regarde nos technologies, et en particulier les technologies de l'information — électronique, informatique et télécommunications — on s'aperçoit que le moteur a été essentiellement l'antagonisme Est-Ouest et, en particulier, les énormes efforts américains en technologies de défense.

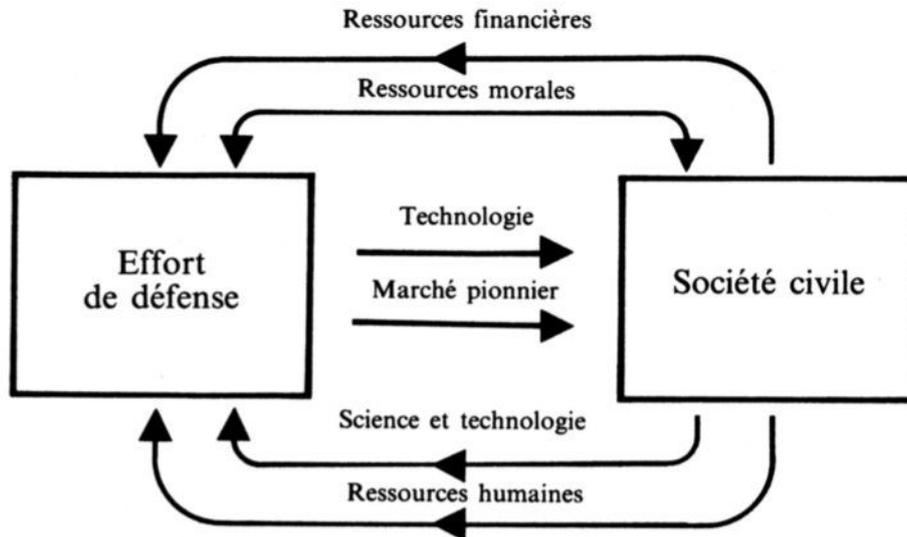


Figure 5.

Interaction — Effort de défense — Société civile

p.278 La figure 5 montre l'interaction entre les efforts de défense et la société civile. La société civile reçoit une impulsion formidable des technologies de défense qui sont transmises après avoir été

L'Europe aujourd'hui

lancées et testées par le marché pionnier déclenché par les stratégies de prototypes d'armement. Ces disponibilités technologiques sont ingérées par la société civile, soit pour y disparaître de sorte qu'il n'y ait pas de résurgences c'est le cas de la société soviétique —, soit pour s'y multiplier grâce aux agents de fécondation que sont les entreprises industrielles et commerciales — qui jouent dans ce processus de fécondation le même rôle que les abeilles ou les oiseaux-mouches dans la fécondation des végétaux. Les initiatives prévues transforment les résultats d'armement en résultats de marché et, finalement, en offre de magnétoscopes, de magnétophones, de calculatrices, etc., qui transforment la société civile. Je n'insiste pas sur ce schéma, mais c'est tout à fait lié aux questions que vous n'allez pas manquer de me poser sur les conséquences du problème IDS, sur les conséquences d'Eurêka, et sur ce recyclage des résultats qui sont obtenus dans nos laboratoires, en vue d'alimenter notre société civile.

Pour permettre à l'auditoire de s'exprimer un peu, je vais m'arrêter là, en indiquant que l'Europe est en retard mais qu'elle conserve tous ses atouts et que les défauts de son organisation tiennent à une non-conversion des mentalités vis-à-vis des phénomènes nouveaux que nous abordons, à un attachement aux concepts d'égoïsmes nationaux qui, dans aucun cas, ne nous permettent ni les échanges, ni les économies d'échelle qui sont nécessaires à la réussite. Cependant l'Europe conserve toutes ses chances, en ce sens que, prise globalement, elle a encore un marché de consommation considérable et un potentiel d'éducation de la population qui lui permet tous les retours. Et, dans certains cas, l'expérience montre que la force interne de coopération ne demande qu'à agir, c'est le cas du programme Esprit.

L'Europe aujourd'hui

Au mois de juin dernier, j'ai fait partie d'un comité de trois personnes chargées d'évaluer Esprit à mi-parcours. M. Pannenburg, ex-vice-président de Philips, M. Warnecke, directeur du *Fraunhofer Institute*, et moi-même, avons été chargés de faire une enquête ^{p.279} dans tous les pays européens qui bénéficient d'Esprit pour savoir quelles sont les conséquences des premières années d'exécution de ce programme et comment il est ressenti par les exécutants, les membres des gouvernements, les chefs d'entreprises, les universitaires et les chercheurs. Et notre découverte a été que le feu s'est allumé, que les Européens ont accepté d'entrer avec enthousiasme dans une coopération intra-européenne considérée comme très positive. Un chef d'industrie nous a dit : « Jusqu'ici je considérais mon effort comme un effort de survie, je n'avais que peu d'espoir de prendre l'offensive ; je croyais que j'étais condamné à exercer mon action industrielle et commerciale à l'intérieur d'une protection par les subventions et que ma tâche consistait à ce que le besoin de subventions soit le plus petit possible. Depuis que j'ai vu les conditions de cette coopération intra-européenne, je crois qu'on peut retourner l'événement. » Des chercheurs nous ont dit : « Nous étions cloisonnés, sans contact, sauf avec l'Amérique ; nous étions des universitaires ou nous étions chercheurs industriels, nous ne savions pas ce que faisaient les chercheurs académiques ou réciproquement. » D'autres ont confessé qu'Esprit avait eu pour effet de produire des coopérations entre deux divisions intérieures de leur société ! Par la catalyse d'une intervention extérieure, des phénomènes internes nouveaux se sont développés.

Et ceci me permet de conclure sur une donnée optimiste. Ce qu'a fait le CERN — c'est beaucoup plus difficile là où les conditions

L'Europe aujourd'hui

concurrentielles jouent — peut être fait ailleurs par les Européens. Toutes les chances subsistent. Rien ne nous est refusé. A condition que nous en ayons la volonté, à condition que nous sachions faire les sacrifices qu'il faut pour passer les obstacles et certains seuils psycho-sociologiques — et à condition que nous sachions accepter un certain nombre de souffrances. Il paraît que les douleurs de l'enfantement sont épargnées aux mères, maintenant, grâce à la péridurale ou à je ne sais quelle préparation, mais il reste que, pour l'enfant, passer du stade aquatique au stade aérien est une métamorphose considérable. L'enfant crie et l'enfant crie parce qu'il souffre, et nous ne pouvons l'éviter. Je crains que nous ne puissions pas éviter de passer par une phase de souffrances sociales. Il faudra ^{p.280} les accepter et essayer de les réduire à l'avenir. Mais l'accouchement d'une nouvelle civilisation ne se fera pas sans passer par les douleurs qui accompagnent le transformisme. Ces douleurs seront réduites en intensité et en durée si nous savons les vivre ensemble, entre Européens, en mettant en commun nos atouts. Et quand je dis « ensemble », j'y associe naturellement un pays comme la Suisse et d'autres Etats périphériques à la CEE qui font partie de l'Europe de l'Ouest.

Je crois que tout est possible. Mais tout peut être perdu, car si, dans dix à quinze ans, nous n'avons pas agi, nous nous serons appauvris par rapport à ceux qui vont réussir, au point de ne plus pouvoir rattraper le retard. Il y a quelque chose d'assez pathétique dans le choix que nous devons faire.

Allons-nous choisir la voie qui conduit de nouveau l'Europe à une renaissance qui ne sera pas la sienne propre mais celle d'une partie plus vaste de l'humanité, d'une sorte d'avant-garde vers la nouvelle civilisation, grâce non seulement à la science, mais à

L'Europe aujourd'hui

l'intégration des technologies à l'intérieur de notre pensée et à l'intérieur de notre organisation sociale ? Ou bien, par manque de foi, par fatigue générale, par attachement à un passé révolu, allons-nous nous attacher à nos égoïsmes nationaux, au court terme, à compter les coups qui peuvent immédiatement rapporter et à minimiser les souffrances immédiates sans voir l'avenir ? Alors nous serons conduits vers des souffrances infiniment plus douloureuses et dont je ne voudrais pas faire le tableau.

Je vous remercie de votre attention.

@

M. HERWIG SCHOPPER : Je vous remercie pour votre conférence qui était intéressante et très stimulante. Nous nous devons de terminer cette séance avant 19 h 30. Je vous rappelle que M. André Danzin interviendra au cours de la table ronde de demain matin. Des questions pourront alors lui être posées. Le temps dont nous disposons ce soir nous autorise seulement deux questions.

M. LUCIANO BOLIS : Le projet Eurêka nous vient d'un Etat, en l'occurrence la France, alors que le projet Esprit est le fruit d'une longue concertation entre plusieurs pays. Quand bien même ces deux projets se situent à des niveaux différents, ne voyez-vous pas des difficultés dans leur cohabitation ?

M. ANDRÉ DANZIN : ^{p.281} Je vais vous donner une réponse qui est toute personnelle. Eurêka est un processus en évolution, très loin d'avoir son aboutissement et, par conséquent, je ne peux pas prétendre tracer la route qu'il va suivre. Mais, je voudrais rappeler un certain nombre de points qui me paraissent essentiels.

Le premier, c'est qu'Eurêka est la conséquence de l'Initiative de défense stratégique des Américains (*SDI : Strategic Defence Initiative*). La position américaine n'est peut-être pas irrecevable sur le fond, mais elle est inacceptable

L'Europe aujourd'hui

dans la forme où elle a été proposée, à savoir que les Européens devaient répondre par oui ou par non dans un délai de deux mois et que s'ils répondaient oui, ils devenaient des « sous-traitants » du projet américain. Je crois qu'il faut passer sur ces épisodes comme on passe sur certaines puérités d'un partenaire qui n'a pas tout à fait encore compris le statut de responsabilité que lui lègue sa puissance. Parce que si les Américains avaient réfléchi, ils n'auraient pas traité les Européens d'une manière aussi cavalière.

Donc laissons de côté le phénomène épidermique. Le fond des choses, c'est que si l'Europe n'est qu'associée à un grand programme exploratoire américain — très ambitieux et du domaine de la défense —, elle risque d'être subordonnée à l'ensemble des décisions américaines et elle risque d'avoir une position mineure dans l'exploitation — dans la société civile — des fruits de cet effort.

Je n'ai absolument pas été consulté dans les décisions qui ont été prises sur Eurêka. Je suis tout à fait extérieur à ce programme et je crois agir en totale indépendance d'esprit. J'essaie, face à ces problèmes très graves concernant l'humanité, de faire totalement abstraction de considérations de politique locale ou immédiate. Mais je pense que la proposition d'opposer à un grand effort américain — du domaine émotionnel qu'est l'IDS, qui n'est pas du domaine scientifique, ni logique — un programme européen, également mobilisateur, est une excellente idée. C'est la démonstration que l'Europe est capable d'élaborer une politique commune de réponse à des initiatives prises par les Japonais sur l'électronique de cinquième génération, les Américains avec l'IDS et à d'autres initiatives qui pourraient venir d'ailleurs.

Je crois donc que, dans le principe, c'est excellent.

Ce projet ne devrait pas entrer en collision avec Esprit. Parce qu'Esprit — et nous l'avons voulu d'une manière délibérée — est une action purement catalytique de coopération intra-européenne dans le domaine de la recherche « précompétitive ». Que veut dire « précompétitive » ? Cela veut dire toutes recherches auxquelles les industriels peuvent s'associer sans nuire à leur capacité compétitive réciproque, en conservant leurs libertés de concurrence au-delà de la coopération commune. Tandis qu'Eurêka, tel que cela a été présenté, voudrait définir des objectifs plus concrets, plus démonstratifs, déjà plus développés qui seront, par conséquent, plus directement adhérents à un marché, au-delà de la recherche précompétitive. C'est pourquoi, pour la Communauté européenne

L'Europe aujourd'hui

légitimement inquiète de la confusion avec d'autres programmes, il faut bien distinguer le champ opératoire de la recherche précompétitive, où la Commission de la CEE p.282 doit aller de l'avant en continuant à faire moisson de résultats positifs, et le champ opératoire correspondant à Eurêka qui est en quelque sorte complémentaire, puisque les projets feront la démonstration de résultats concrets préparés grâce à cette recherche précompétitive intra-européenne, notamment Esprit, dans le domaine des technologies de l'information.

Eurêka pose cependant deux autres problèmes. Le premier, c'est que, tel qu'il a été présenté au départ, ce projet n'est pas un enfant qui devrait être confié à la Commission des Communautés européennes mais plutôt à un « secrétariat », c'est-à-dire à un réceptacle dont le contour et l'attachement restent mal définis. On n'a pas voulu parler d'une « institution » car une institution c'est une bureaucratie, si légère soit-elle, qui entrera, à peine née, en concurrence avec la Commission des Communautés européennes. Mais un secrétariat n'est-ce pas une institution ?

L'idée de base, je crois la deviner, a été de dire : les projets européens se heurtent souvent à des votes négatifs de nations qui ne veulent pas financer les projets proposés. Or, les décisions communautaires se prennent à l'unanimité. Pour une chose aussi importante qu'Eurêka, on ne va pas passer son temps à négocier des accords de consensus. On va donc prendre ceux qui ont envie de travailler ensemble — peu importe d'ailleurs si ce sont des Etats membres de la Communauté économique européenne, ou la Suisse, la Suède, l'Autriche et d'autres ; s'ils veulent venir, on les accueille et on procède ensemble aux montages *ad hoc*. On fera la biologie avec tels et tels groupes de pays. On fera telle et telle technique avec d'autres partenaires, on aura ainsi la souplesse qui manque à la Commission des Communautés européennes.

Personnellement, je trouve cette tendance extrêmement dangereuse. Parce qu'il ne s'agit pas seulement de faire la « démonstration de résultats techniques ». Il s'agit de conquérir des marchés, c'est-à-dire de prendre des mesures communes de normalisation, d'ouverture des marchés publics, etc. Toute une série de mesures de politique industrielle doivent être mises en place pour que les fruits d'Eurêka ne soient pas saisis, en priorité, par les Japonais et les Américains. Car à l'expérience du passé récent, à l'égard de ce qui se passe dans les industries américaines ou japonaises, nous, Européens, nous nous

L'Europe aujourd'hui

comportons en « herbivores », c'est-à-dire que nous acceptons de perdre des parts de marché à leur profit, alors que nos concurrents se comportent en « prédateurs ». Chaque fois que, dans la recherche européenne, il y a de bons résultats, ils les transforment immédiatement en produits commerciaux. C'est d'ailleurs bien joué. Dans les termes d'herbivore et de prédateur, je ne mets aucune connotation morale. Mais je trouve que les Européens sont tout de même bien stupides de jouer un jeu de cette nature. En quoi Eurêka nous protégera-t-il contre les prédateurs ?

Si on veut qu'Eurêka porte ses fruits, il faut se préparer à faire la récolte. Et cette préparation ne peut venir que d'un environnement politique nouveau qui, lui, ne peut être défini qu'au niveau d'un appareil politique, à savoir la CEE qui a été instituée dans ce but. Va-t-on constituer un deuxième organisme pour la technologie ? En concurrence avec la Commission des Communautés ?

p.283 Le recours à la Commission n'empêche pas d'associer des pays tiers. Il n'y a qu'à définir une règle du jeu. Comme je l'avais dit tout à l'heure, cela n'empêche pas les pays tiers d'entrer dans Esprit. Nous le recommandons. Il y a d'ailleurs des précédents ; il y a eu des associations d'efforts entre des Européens de la Communauté et des Européens extérieurs à la Communauté, notamment les programmes Cost. Le CERN est un magnifique exemple d'une réalisation qui ne dépend pas de la Communauté dans les décisions à prendre. Mais le CERN n'a pas de prolongement commercial. En l'occurrence, il n'est pas un exemple pertinent.

Pour ce qui concerne l'IDS, vous savez qu'aux Etats-Unis elle est très mal reçue par les scientifiques. Un livre est sorti¹, signé par de nombreux chercheurs et intellectuels américains, qui vient dire : ce programme est dangereux ; il ne peut pas conduire aux résultats annoncés ; il va détourner des crédits de la recherche américaine vers des objectifs contraires à ceux qui devraient être recherchés en priorité, etc.

Il faut bien voir que le programme IDS a un contenu émotionnel extraordinaire. Qu'un président vienne dire à ses concitoyens : « Vous craignez la guerre nucléaire. Ensemble, nous allons forger un bouclier qui va vous délivrer de cette peur. Les scientifiques m'ont dit que c'était possible ; on doit donc mettre de l'argent pour le faire ; d'ailleurs si nous ne le faisons pas, les

¹ *The Fallacy of the Star War*, publié par l'*Union of Concerned Scientists*.

L'Europe aujourd'hui

Russes seront en avance. » Ce projet devient « vivant » par le fait même qu'on a prononcé son existence. Pour beaucoup d'Américains, en proposant l'IDS, le président les a amenés à « regarder de nouveau vers les étoiles au lieu de regarder vers les pots d'échappement ».

Je relie cela à Eurêka. Si Eurêka n'a pas le même effet mobilisateur et émotionnel que l'IDS — et cela reste encore à prouver —, une grande partie de son potentiel affectif va disparaître. En conclusion, il faut monter un Eurêka complémentaire des actions de catalyses précompétitives, rattaché d'une manière heureuse aux efforts de la Communauté européenne, qui associe les pays tiers, mais il faut simultanément prendre des mesures politiques qui en préparent la récolte, qui, en même temps, contiennent une valeur d'intégration des volontés européennes pour construire ensemble la civilisation technologique de demain.

Je voudrais attirer votre attention sur un autre point. C'est que le phénomène IDS est probablement inséparable de la « révolution fiscale » du président Reagan. Cela n'a jamais été dit. Je ne sais pas pourquoi. J'ai passé un mois, fin mai-début juin, aux Etats-Unis. Reagan était sur tous les écrans de télévision ; il se promenait comme vendeur exceptionnel pour proposer la révolution fiscale et l'IDS ; il disait que cela redonnerait aux Etats-Unis « la suprématie dans les domaines des technologies de pointe ». Pourquoi associer les deux projets ? Mais parce que la révolution fiscale excite ce phénomène de fécondation et facilite le travail des entreprises dont j'ai parlé tout à l'heure. Autrement dit, il y a naissance de l'invention par un projet mobilisateur, l'IDS, et immédiatement il y a un recueil du fruit par un système de libre entreprise qui va irriguer la société civile. Si bien que l'IDS n'est peut-être pas simplement orientée vers des objets de ^{p.284} défense mais vers une reprise en mains de l'hégémonie ou de la supériorité des Américains sur les Européens et sur les Japonais en matière de technologie de pointe.

M. JOHN GOORMAGHTIGH : La Fondation européenne de la science s'est intéressée à un appareil à rayonnement synchrotron. Les scientifiques ont admirablement collaboré jusqu'au moment où il fallut construire l'instrument. Dès le moment où a été engagée la responsabilité des gouvernements, une rivalité a surgi entre les différents pays ; non seulement entre la France et l'Allemagne, mais entre des pays comme le Danemark ou l'Italie qui proposaient également un site pour cet appareil. En fin de compte, on se trouve dans une

L'Europe aujourd'hui

situation lamentable ; même à l'intérieur de la France, il y a une rivalité entre Strasbourg et Grenoble. Tous les scientifiques, qui ont admirablement collaboré pendant la préparation, sont déçus de cette situation. Qu'en pensez-vous ?

M. ANDRÉ DANZIN : Nous sommes impliqués dans un processus d'apprentissage. Nous sommes appelés à répondre à une situation sans précédent historique. Malheureusement, ceux qui sont les moins informés des décisions qu'il faut prendre et de ce qui pourrait inspirer ces décisions, ce sont les hommes politiques. Je ne veux pas être méchant ni paraître prétentieux, mais cette réflexion des intellectuels et des scientifiques — moi je ne suis que le perroquet de ces amis — constitue un certain terrain nouveau de réflexion. Je crains que les hommes politiques l'ignorent complètement. Et quand on essaie de leur expliquer, ils refusent de faire un effort. Ils croient que ce sont là langages d'intellectuels. Alors que, vous l'avez bien vu, il y a un passage constant de l'action à la théorie et de la théorie à l'action. Il y a des modèles mentaux qui nous permettent de montrer à peu près les voies théoriques, et à chaque instant — en particulier pour la construction d'Esprit — il y a des décisions extrêmement pragmatiques, des conclusions directes, concrètes, en vue d'actions qu'il faut exécuter. Les hommes politiques ne sont en rien préparés à ce cheminement. Je le déplore, mais c'est un fait. Ce n'est pas seulement vrai en France. Ce n'est pas seulement vrai pour ceux qui gouvernent, à gauche ou à droite. C'est vrai aussi pour les enseignants et pour les chefs d'entreprises. Pour ce qui concerne les scientifiques, dans le cas qui nous préoccupe, ils étaient prêts à se mettre d'accord entre eux, pourvu qu'on leur délègue des responsabilités. Si on leur avait dit : « Trouvez vous-mêmes la solution, vous allez vous entendre, vous allez choisir le site, etc. », et puis : « Vous irez faire la quête et trouver l'argent », ils se seraient débrouillés. L'histoire que vous citez prouve la non-maturité. Elle prouve le besoin de confrontations comme celles qui sont organisées cette semaine par les Rencontres Internationales. Elle prouve que nous avons encore beaucoup à faire pour éclairer les médias et, par leur canal, l'opinion publique.

@

FACE AU RISQUE ET À L'INCERTITUDE : PROJET EUROPE ¹

TABLE RONDE

présidée par Orio GIARINI
professeur à l'Institut universitaire d'études européennes, Genève

@

M. ORIO GIARINI : p.285 Le sujet qui nous réunit aujourd'hui n'est, de toute évidence, pas facile à traiter car ce qui est en jeu, lorsqu'on parle de risque et d'incertitude, c'est nous-mêmes comme individus, comme Européens, et la civilisation dont nous faisons partie. Cette civilisation ne peut, en effet, continuer à exister que parce qu'elle se renouvelle, parce qu'elle sait faire face au risque. Il est hors de question d'éviter le risque, la vie est faite d'incertitude, et il ne suffit pas de définir sa personnalité une fois pour toutes : il s'agit de l'adapter, de la reconstruire, de la reposer.

De même, il n'existe pas de concept d'Europe définitif : l'Europe dont nous faisons partie, qu'on le veuille ou non, ne peut que se refaire chaque jour, chaque fois que les problèmes changent, et que nous avons tout simplement à faire face à la vie.

En 1946, lors des premières Rencontres Internationales de Genève, la question de l'identité européenne était clairement posée par l'expérience d'un passé tragique. Il s'agissait de reconstruire sur les ruines morales et matérielles de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui s'est passé depuis confirmera, une fois de plus, le triomphe de l'improbable : pourquoi aucun économiste ne put-il prévoir, en effet, que nous étions au début de la phase la plus glorieuse de la révolution industrielle ?

La croissance économique que nous avons connue depuis 1946, et jusqu'en 1973, représente, dans l'histoire économique du monde, un phénomène unique et imprévisible. Au demeurant, plus les choses sont importantes, plus elles sont imprévisibles. Ce qui est prévisible, ce n'est que du détail et, très souvent, ce ne

L'Europe aujourd'hui

sont que les choses sans importance. Mais, cela étant, quels sont les nouveaux défis du monde dans lesquels l'Europe ^{p.286} peut trouver une façon de se redéfinir, de se créer et, par conséquent, d'exister ?

D'un côté, la révolution industrielle a changé de connotation : aujourd'hui, la majorité de la population, qu'il s'agisse des pays développés ou non, travaille dans des fonctions et des activités de service.

De l'autre côté, il n'y a pas d'activité où l'on parle d'outil sans qu'il y ait derrière un problème de culture. Le problème n'est pas en général d'inventer les outils, comme André Danzin le disait hier : les grands outils technologiques que l'Europe a utilisés depuis la Renaissance sont nés ailleurs. Mais la vraie culture, c'est celle qui sait s'approprier des outils. Les Japonais deviennent ainsi plus entreprenants et confirment leur existence en utilisant d'habitude des outils créés ailleurs, mais en sachant les dominer, se les approprier.

Notre problème est donc d'avoir le courage, la volonté, le niveau d'éducation, la formation, l'ambition et l'envie de survivre qui nous permettra de contrôler les outils et de nous créer avec eux. A ce propos, je voudrais vous raconter une parabole à laquelle j'ai pensé cette nuit : la parabole du tram 12. En sortant de cet immeuble, les Genevois le savent, le tram 12 vous amène à Chêne-Bougeries. Il y a une station où il s'arrête, près de la clinique des Grangettes, en face de laquelle on trouve un parking ; à côté de ce parking, il y a une ancienne maison comme on en voit beaucoup dans cette zone-là de Genève ; dans cette maison, Robert Musil a passé une partie de ses dernières années de vie.

Pourquoi Musil ? Parce que, pour moi, il représente, dans la littérature européenne, cette phase de transition entre la vieille Europe, qui se définissait sur la base d'un certain rationalisme, d'un certain positivisme, d'un certain déterminisme, et la nouvelle Europe qui cherche — ou devrait chercher du moins — dans l'évolution d'une culture mondiale, une nouvelle façon d'étudier et de penser avec et par le monde. Comme vous le savez, Musil a écrit un livre qui a pour titre *L'homme sans qualités*, d'abord défini comme un mathématicien, avec une formation scientifique. Mais, aussi, quelqu'un qui ne sait se décider devant un monde où, comme le montre Musil, la vérité apparaît toujours sous la

¹ Le 20 septembre 1985.

L'Europe aujourd'hui

forme de deux semi-vérités : d'un côté, la vérité de ce qu'on appelle les certitudes de la précision et, de l'autre, la vérité de l'âme, vérité fondée sur le flou, sur l'incertitude.

Or, dans l'ancienne culture européenne, nous avons toujours vécu ce drame, cette tension entre, d'une part, la recherche d'une certitude qui viendrait de nos capacités à rationaliser ce que nous avons autour de nous et, de l'autre, le sentiment qu'au plus profond de notre âme règne l'incertitude et qu'on n'arrive pas toujours à la dominer. Or, le roman de Musil tourne précisément autour de l'idée saugrenue selon laquelle il faudrait un secrétariat général quelque part qui soit à la fois celui de la précision et de l'âme, de façon à trouver une synthèse entre ces deux extrêmes.

Toutefois, Musil n'a pas trouvé de solution et son roman se termine sans conclusion véritable, mais avec le secret espoir qu'un jour, quelque part, on créera peut-être un secrétariat où l'âme et les certitudes puissent être mêlées. Voilà pourquoi je vous ai raconté cette parabole du tram 12, lui qui p.287 pourra peut-être nous apporter un jour cette conciliation entre, d'une part, les prétentions à la certitude d'une certaine philosophie liée à une longue tradition européenne et, de l'autre, le sentiment que la réalité ne cesse, heureusement, de se présenter à nous comme fondée sur l'incertitude des risques à prendre, des choix à déterminer nous-mêmes dans une direction ou dans l'autre. Je crois d'ailleurs que le problème fondamental que nous devons affronter, en tant qu'Européens, dans le monde moderne est essentiellement lié à notre volonté de faire face au risque et à l'incertitude, comme les participants à cette table ronde vont essayer de le montrer.

Le problème de l'identité européenne est, aussi, un problème d'identité personnelle. A ce niveau, nous retrouvons nos angoisses face au risque, à l'incertitude du lendemain. Celles que nous vivons chaque jour, mais qui sont aussi déterminées par l'environnement culturel, politique et international dans lequel nous sommes plongés. Et c'est donc aux racines de l'individu et de ses stratégies pour faire face à ces problèmes que nous nous adresserons d'abord, avec l'exposé d'un psychanalyste et psychiatre, M. André Haynal, à qui je passe immédiatement la parole.

M. ANDRÉ HAYNAL : En tant que psychanalyste, je connais bien les problèmes

L'Europe aujourd'hui

de l'angoisse. De par mon métier, j'y suis plongé du matin au soir. L'angoisse est généralement liée à l'insécurité ; c'est pourquoi nous cherchons des certitudes pour lutter contre elle, notamment la certitude qu'elle va disparaître grâce à un médicament, un régime, un mode de vie, un ordre social, etc.

L'un des points les plus importants de l'œuvre de Freud touche à ce thème. Ayant créé une situation d'intimité qui offre un poste d'observation scientifique, la « séance psychanalytique », il a pu voir l'homme constamment à la recherche de pseudo-sécurités qui cachent son vrai visage, l'empêchant de s'atteindre lui-même et de se regarder en face. *Self-deception* en anglais, « autotromperie », duperie, « fausse raison », qui aboutit à le ligoter dans ses certitudes...

Selon Paul Ricœur, l'œuvre de Freud a un aspect d'ascèse intellectuelle : elle vise en effet à démasquer les « illusions ». Celles-ci sont souvent représentées par différentes idéologies, comme la foi, qu'elle soit religieuse, politique ou philosophique, les idéologies utopiques et le fanatisme qu'elles engendrent.

C'est probablement ce qui relie le freudisme à d'autres courants de la pensée du XIX^e siècle. Dans ce contexte, on a l'habitude d'évoquer Marx, ou même de tenter d'amalgamer ces deux pensées sous l'appellation de « freudo-marxisme ». A mon avis, l'idée de « mystification » pourrait être un point de contact : pour Marx, ce sont les conditions économiques qui sont mystifiées ; pour Freud, c'est la condition humaine tout court... justement en fonction de l'incertitude et de l'angoisse. Ainsi donc l'incertitude pose un problème et, si j'ose dire, un point de départ, qui engendre le refoulement et constitue donc l'inconscient (le refoulé).

On pourrait penser que, dans la perspective des expériences et de la pensée psychanalytiques, l'incertitude se présente comme une valeur négative. Or ce n'est pas le cas. Si le « trop d'incertitude » débordante menant à p.288 la confusion est à l'un des extrêmes de la pathologie, à l'autre extrême nous trouvons le « trop de rigidité », l'impossibilité de retrouver son propre champ associatif, donc de pouvoir recourir à des pensées alternatives — ce qui est pourtant à la base de la créativité. L'incertitude et le jaillissement consécutif des idées peuvent être une étape importante de cette créativité.

Tout ceci soulève le problème des certitudes et des systèmes de sécurité chez l'individu et dans les collectivités. Nous savons que,

L'Europe aujourd'hui

dans les organisations psychologiques et psychopathologiques, nous trouvons des systèmes de sécurité qui sont fondés sur des points immuables de pensée et d'autres, au contraire, sur le fait d'être continuellement en mouvement. C'est l'antagonisme entre la pensée conservatrice — ou ce qu'on a appelé les systèmes clos — et l'attachement aux transformations de la pensée — les systèmes ouverts et pluralistes. Ce qui est intéressant est peut-être de voir que, dans l'évolution individuelle, nous retrouvons ces typologies, comme l'a montré Michaël Balint. Pour l'une, le prototype est l'accrochage — l'accrochage du petit singe ou du bébé à sa maman —, pour l'autre, c'est la joie de sauter, d'être en l'air, d'être pris par Maman et par Papa ; ce qu'on appelle en anglais le *thrill*. Ce dernier équilibre demande de toute évidence beaucoup de confiance en soi-même et en l'autre ; il est lié à l'établissement d'un système de confiance suffisant. Dans le premier, les contours des objets sont très clairs, il faut s'accrocher dans le monde des idées à la sécurité des dogmes donnés, dans la vie sociale à une structure sociale donnée et ressentie comme éternelle, immuable ; dans l'autre, il est question d'aventures, de découvertes, de risques. L'apollonien et le dionysien de Nietzsche sont parallèles à cette polarisation ; pour la caractérisation de notre culture, on peut évoquer aussi Prométhée, qui vole le feu, qui va vers l'aventure, qui ne se satisfait jamais, qui avance toujours. Sans doute est-il aussi le symbole d'une attitude culturelle qui, depuis la Renaissance, caractérise notre civilisation européenne.

Au XX^e siècle, la découverte de la pluralité des vérités, de la relativité de nos connaissances et de l'évidence que nos pensées sont très liées à la perspective dans laquelle nous nous situons, a contribué à aiguïser ce sens du risque, de l'aventure, de l'insécurité. Aucun système de pensée ne pourrait se vanter d'avoir dit le dernier mot sur l'homme : nous étions témoins de la

L'Europe aujourd'hui

« détronisation » des « dieux », des différents « ismes » qui dominaient la vie dans les années 30, et même parfois, dans certains pays, jusqu'aux années 50 : marxisme orthodoxe, freudisme orthodoxe, les différents systèmes religieux. Ils nous paraissent actuellement des fantômes du passé, des fantômes d'ailleurs assoiffés de sang. Il me semble que, dans la perspective d'une anthropologie contemporaine, l'insécurité est la seule donnée sûre d'où nous pouvons partir pour repenser la situation de l'homme dans notre culture.

Les artistes, les écrivains, qui brosent des tableaux intuitifs, des images, sont souvent scientifiques avant nous. Nous essayons de construire nos discours sur des observations factuelles et, si possible, significatives, statistiquement étayées. La mobilisation d'angoisse dans la terreur, notamment par le terrorisme, et dans les systèmes totalitaires, hitlérien, stalinien, est p.289 reflétée de façon convaincante dans toute une littérature aujourd'hui aisément accessible au sujet des camps de concentration nazis et de la vie soviétique à travers Soljenitsyne ou d'autres, et se retrouve dans l'expérience personnelle de beaucoup d'entre nous.

Le monde des angoisses sournoises, des compromis et des compromissions du début, les envies non satisfaites, les blessures jamais surmontées, les vengeances non assouvies, ne sont nullement mieux traités dans les livres de psychologie sociale ou de psychanalyse que dans ceux de Kafka, Zweig, Koestler, Silone, Semprun, Zinoviev ou d'autres. Et néanmoins : un Alfred North Whitehead dans *Religion in the Making* (1926) ou Leszek Kolakowski dans *L'esprit révolutionnaire* (1972 ; français : Denoël, 1985) nous mettent sur la piste pour nous interroger sur les conséquences et les pièges, sur les faits et méfaits de cette recherche de sécurité, d'orientation, sur les bonnes volontés réelles ou gaspillées ou même perverties et devenant inquisition, torture, horreur, *man made disaster*, désastres et catastrophes faits par les hommes.

Sans aucun doute, des mécanismes totalitaires peuvent jouer, dans une moindre mesure et sous une moindre pression, également dans des sociétés dites libres, en particulier : dans des institutions comme de grandes entreprises commerciales et industrielles.

Cela dit, il y a des dangers de totalitarisme dans les pouvoirs institutionnels : une expérience personnelle que j'ai subie comme membre d'une organisation sanitaire importante me permet d'en témoigner. De la crainte de perdre des

L'Europe aujourd'hui

emplois à la collaboration à des décisions — que les mêmes personnes, individuellement, condamnent — jusqu'à une collaboration à des politiques reconnues comme inhumaines, il n'y a en effet, malheureusement, que de petites différences qualitatives.

Partant de ces considérations, nous pouvons nous interroger sur la situation culturelle européenne contemporaine : n'est-elle pas particulièrement propice à engendrer de l'incertitude et, par conséquent, une certaine forme de créativité des idées et des perspectives alternatives ? Le pluralisme et le relativisme culturel sont nés de la facilité des voyages, ainsi que de la connaissance des cultures différentes et du passé de l'homme. Nous devons en prendre notre parti — le monolithisme culturel ne peut être de toute façon qu'un rêve nostalgique du passé.

Démasquer la pseudo-sécurité éveille le goût et la joie de prendre des risques, de renouveler sa propre optique et de se trouver dans de nouvelles perspectives. Espérons que la pensée européenne pourra prendre le parti de ces valeurs.

M. ORIO GIARINI : Voilà donc un premier pas pour saisir les défis de la nouvelle identité européenne que nous pouvons accepter ou non, comme une des stratégies importantes pour définir notre façon de survivre, et pour nous retrouver nous-mêmes.

Allons un peu plus loin, maintenant : au-delà de l'individu, nous vivons dans une société et Dieu sait quelle est l'importance des problèmes économiques pour cette société. Dans une phase de grande mutation, l'économie peut être, et est sûrement, génératrice de grandes angoisses, p.290 mais, une fois de plus, nous ne pouvons que nous résoudre à y faire face.

A René Passet de nous introduire dans ce nouveau monde.

M. RENÉ PASSET : L'incertitude, cela me fait penser au beau titre du livre de mon ami Henri Atlan : *Entre le cristal et la fumée*. Le cristal, c'est l'image figée des choses mortes ; la fumée, c'est l'image du désordre intégral, qui n'est pas non plus la vie. La vie, elle, est entre les deux, désordre constamment rattrapé. Non pas équilibre, mais déséquilibre rattrapé : dans d'autres domaines, je crois, un tel rattrapage est également possible.

L'Europe aujourd'hui

Comme tout le monde, je sais les doutes que l'on peut avoir sur l'avenir de l'Europe à voir sa situation actuelle. Pourtant, j'ai pris le parti de ne parler ici que des raisons de croire et d'espérer, de ces raisons qui font qu'il serait désastreux de laisser passer les chances de l'histoire. En effet, je crois une renaissance possible, ceci pour deux raisons essentiellement : d'une part, si les caractéristiques de la seconde révolution industrielle l'ont éloignée de l'Europe, il n'est pas impossible que celles de la troisième révolution que nous voyons se dessiner aujourd'hui soient plus conformes à ce que l'on pourrait appeler les aptitudes, les capacités, bref, le génie de l'Europe. D'autre part, seconde raison, c'est, me semble-t-il, par l'incertitude que passe l'aptitude des hommes à jouer un rôle dans l'histoire, comme je m'efforcerai de le montrer tout à l'heure.

Il se pourrait que la troisième révolution industrielle rapproche les pôles de l'activité économique mondiale de l'Europe dans la mesure où elle paraît plus conforme aux aptitudes de ce continent.

Ce que nous vivons aujourd'hui, en effet, c'est le déclin non pas de l'économie, mais d'un certain mode d'économie, à base matérielle, énergétique, et organisée sur le mode de la concentration. Ce que nous appelons la crise économique c'est, avant tout, une crise industrielle, une crise des grandes unités de production surtout, dans la mesure où les petites unités résistent beaucoup mieux. Un certain mode de développement atteint donc ses limites, mais pourquoi ?

En raison même, me semble-t-il, de la nature du développement. Car, développer, ce n'est pas faire en plus grand ce qui, hier, existait en petit. Le développement n'est pas un processus de croissance linéaire, il correspond à ce que l'on pourrait appeler une croissance complexifiante — processus comparable à ce qui se passe dans le cas d'un organisme vivant. On le sait, l'organisme qui se développe croît en stature, mais se complexifie en même temps. Toutefois, cette croissance complexifiante ne peut se poursuivre indéfiniment sur la seule base de l'énergie et de la matière.

Il en va de même dans le cas d'une entreprise, par exemple. Nous voyons d'ailleurs apparaître ici une notion qui, il y a quelques années, aurait fait hurler les économistes en tour d'ivoire, bien sûr, mais aussi un certain nombre d'économistes d'action et de chefs d'entreprise sans doute : la notion de « déséconomie » d'échelle selon laquelle, lorsque certaines dimensions sont

L'Europe aujourd'hui

franchies, l'entreprise voit croître ses coûts plus rapidement que le volume de ses activités et de son chiffre d'affaires. En effet, la grande ^{p.291} entreprise n'est pas la petite en plus grand. A mesure qu'elle croît, elle voit se multiplier le nombre de services qui constituent sa structure. Ces services doivent être mis en relation les uns avec les autres, ce qui absorbe des hommes, des capitaux, des activités. Or, la quantité des contacts intervenant entre ces services croît comme le carré du nombre des services en question. Avec deux services, il y a quatre intersections ; avec trois, il y en a neuf ; avec cinq, il y en a vingt-cinq...

Cette activité n'est pas une activité de production, mais un coût qui absorbe des moyens. Et ce coût croît, encore une fois, plus rapidement que le chiffre d'affaires de l'entreprise. On peut dire la même chose, d'ailleurs, de l'économie nationale : une économie nationale qui croît, se diversifie, devient une économie complexe, et les échanges entre branches croissent comme le carré du nombre de ces branches. Ces échanges ne sont pas de la production, mais des activités intermédiaires nécessaires à la production. Là encore, on voit croître les coûts plus rapidement que le produit national, du moins si on va au-delà de l'apparence purement monétaire.

En revanche, l'on constate depuis une dizaine d'années que les formes décentralisées de l'activité se révèlent efficaces, notamment dans le cas de la petite et de la moyenne entreprise, lieu d'innovation, de création d'emplois. J'ai ainsi eu en mains, il y a une dizaine d'années, une étude économétrique faite sur le terrain et qui mettait en lumière ce phénomène, avec une certaine surprise. Il en va de même de documents beaucoup plus récents, comme le palmarès des mille plus grandes entreprises françaises, que publie annuellement le magazine *L'Expansion*, où l'on découvre que les zones d'efficacité se situent dans les PME.

Toutefois, ne me faites pas dire ce que je ne dis pas ! Je ne dis pas que nous assistons à la mort de la grande entreprise et que demain, il n'y aura plus que de petites entreprises. Il y a, en effet, des choses que seule la grande entreprise peut réaliser et d'autres que l'Etat devra en permanence contrôler. La décentralisation étatique ne peut pas, elle non plus, être totale. Mais il n'est pas indifférent de constater que nous nous orientons, sans doute, vers un type d'économie où les unités de production à l'échelle humaine trouveront leur place. Et je ne peux m'empêcher de penser qu'il y a là, peut-être, une

L'Europe aujourd'hui

orientation conforme aux aptitudes d'un continent fait de nations moyennes et dont la tradition — malgré toutes les folies fût-ce les plus récentes — me paraît faite d'équilibre et de mesure.

En outre, s'agissant non plus de la forme, mais de la substance, un phénomène nouveau émerge également dans tous les domaines : le savoir, l'information prennent, comme moteurs du développement, le relais de la matière ou de l'énergie.

Dans le champ de la consommation, ce qui croît le plus vite, selon des études faites notamment par l'Institut national de la statistique, ce sont les dépenses de loisir, de culture et de santé. Ce type de dépenses semble devoir prendre le relais de la dépense en biens de consommation durables pour « tirer » le développement. Simultanément, du côté de la production, la part de la matière employée dans les productions traditionnelles, les produits finis, ne cesse de décroître. Dans le champ des nouvelles technologies, ce qui remplace l'énergie, comme force motrice, repose sur une accumulation ^{p.292} énergétique constituée, bien sûr, mais c'est de l'immatériel, de l'information : l'informatique repose sur l'information, pardonnez-moi la tautologie !

Mieux encore : que fait-on avec les biotechnologies sinon manipuler des codes, des programmes, des symboles, de l'information. Cette chose immatérielle qu'est l'information semble devenir le nouveau moteur du développement, tout au moins dans les économies les plus développées. D'ailleurs, cette année, pour la première fois depuis qu'il y a un plan en France, on a consacré un rapport à l'investissement immatériel. En effet, l'investissement immatériel pour la formation, la recherche, le développement et l'organisation devient, aujourd'hui, le facteur déterminant. A propos, un expert américain à l'OCDE estimait récemment qu'aux USA, entre 1948 et 1966, l'investissement immatériel explique 50 % de la croissance ; entre 1966 et 1973, il en explique 68 % et, depuis 1973, 100 % de la croissance — ce qui change beaucoup de choses.

De même, dans un ouvrage qui a fait fureur aux USA dans les milieux spécialisés, ouvrage de John Aysbith, *Mega 13*, on voit que les conditions d'accès au système économique sont totalement bouleversées. Beaucoup plus que l'accumulation du capital, c'est le savoir qui constitue désormais le ticket d'entrée, et cet auteur donne comme exemple la firme *Intel*, créatrice du

L'Europe aujourd'hui

microprocesseur, qui a pu entrer sur le marché avec 2,5 millions de dollars auxquels il a suffi d'ajouter quelques excellents cerveaux.

Il y a, me semble-il, un déplacement de facteurs stratégiques qui va de l'accumulation capitaliste vers l'intelligence et le savoir, ce qui me paraît de nature à rétablir les chances de l'Europe, non parce que nous serions plus malins que les autres, mais bien parce que les USA disposent d'une avance considérable dans le domaine de l'accumulation capitaliste, avance qu'il nous est probablement impossible de rattraper ; dans le champ du savoir, en revanche, tout est différent.

Concernant l'esprit, un certain règne de l'économisme touche à sa fin, il atteint ses propres limites et, derrière, on voit se profiler les vrais problèmes. L'économie a toujours fonctionné sur l'idée que l'accumulation des biens matériels, l'avoir, était la vraie finalité : plus d'avoir égale plus d'être, croyait-on. Cela était vrai, sans doute, pour une économie de pénurie, mais dans une économie de surabondance, nous voyons apparaître certaines maladies dues à la pléthore. Outre les phénomènes d'encombrement que nous connaissons bien, nous constatons que plus d'alimentation peut entraîner un renversement des courbes d'espérance de vie, phénomène que l'on observe aux USA notamment. Alors se profile la question de la vraie finalité de l'économie, qui n'est plus l'avoir, mais l'être. Et qu'est-ce que l'être ? Quelle interrogation !

De même, l'accumulation de biens matériels, de biens de production, apparaissait être un facteur de progrès pour des économies qui n'avaient pas réalisé leur accumulation. Or, aujourd'hui, nous découvrons que la technique peut épuiser la nature, qu'elle peut dérégler les régulations qui commandent la reproduction dans la sphère naturelle et, par suite, toutes les activités humaines que cette sphère porte. D'où la difficile question de ^{p.293} l'insertion des activités économiques dans le milieu naturel. Je m'arrête là, mais j'aurais d'autres exemples à vous donner aussi bien dans le champ de la répartition que dans celui de cette libération du temps dont parlait hier André Danzin car, il est vrai, le loisir pose, lui aussi, le problème de l'utilisation et des finalités humaines de l'économie. La vraie question est donc celle des valeurs.

Voilà quelques raisons, me semble-t-il, d'espérer pour l'Europe, aujourd'hui confrontée à une mutation économique dont, certes, nous subissons les inconvénients mais sans voir, peut-être, qu'elle est aussi porteuse de quelques

L'Europe aujourd'hui

promesses. Est-ce à dire que les hommes font l'histoire ?

Nous retrouvons là le problème de l'incertitude : dans les vieux schémas traditionnels, dans ce qu'on appelle la mécanique newtonienne, tout est déterminé quand on connaît la position d'un astre et la loi de son mouvement. On peut dire alors ce qui a été dans le passé, et ce qui sera dans l'avenir. Il n'y a là aucune liberté, aucune incertitude, et si l'on passe du mouvement de l'univers à celui des sociétés, l'histoire sera alors ce qu'elle sera, et il est inutile de nous interroger plus longtemps.

Avec l'avènement de la thermodynamique, on a découvert une autre forme de déterminisme qu'on appelle le déterminisme statistique : quand un gaz se répand librement dans un récipient, on sait en gros ce qui va arriver : il va se répandre uniformément mais chaque particule du gaz aura, si j'ose dire, « la liberté d'être là où elle veut ». Inspirés par cette forme de déterminisme, certains économistes ont essayé d'expliquer qu'en économie il y a des lois générales qui coexistent avec la liberté de l'individu. Toutefois, si ce type d'approches rend compte, en effet, de la liberté individuelle, cet individu ne fait pas l'histoire pour autant : l'histoire se fait au niveau de la loi des grands nombres et l'individu subit l'histoire.

Aujourd'hui, pourtant, il me semble que nous voyons naître un autre type de déterminisme ou, du moins, une situation où l'aléatoire est, non plus refoulé, mais bien pris en compte. Le monde nous apparaît, à travers la physique quantique, par exemple, comme une sorte de jaillissement perpétuel — « la danse frénétique des particules » —, particules qui sont énergie, et dont la matière jaillit tout à fait aléatoirement. Dans ce monde deux choses me paraissent évidentes : la première, c'est la pluralité des possibles. Ce qui est réalisé est un des possibles parmi une infinité d'autres. Si, par exemple, on mettait dans de petites boîtes d'un millimètre cube les protéines que ce monde aurait pu engendrer, l'univers tout entier ne les contiendrait pas. Ce qui existe n'est donc qu'une part de ce qui est potentiellement réalisable, d'où, seconde observation : le fait que la marche du monde n'est pas une marche vers le plus probable, vers l'étalement de l'entropie, mais bien vers le complexe, le structuré, le statistiquement imprédictible. Or, précisément, dans cette marche vers l'imprédictible, l'histoire traverse ces points critiques qu'évoquait hier André Danzin, où les chances s'équilibrent, où les choses peuvent pencher d'un côté ou

L'Europe aujourd'hui

de l'autre, selon ce que sera l'action des hommes. C'est là que joue l'action humaine, que l'action des minorités peut se faire sentir, par exemple, et c'est par là que l'Europe a sa chance de faire l'histoire.

p.294 L'Europe me paraît, en résumé, parvenue à un de ces points critiques où bifurquent les destins. Ce qui est inéluctable, c'est l'avènement d'une révolution technologique, qu'on le veuille ou non. Ce qui dépend de l'Europe ; c'est de s'engager dans cette voie sous peine de devenir technologiquement dépendante, c'est de privilégier certaines formes de cette technologie, le microprocesseur, par exemple, ou l'ordinateur géant. Je dis « privilégier », et non pas « choisir » l'un à l'exclusion de l'autre, mais orienter ce mouvement avec toutes les conséquences qui en résulteront. Là encore, contrairement à d'autres continents, l'Europe me semble posséder les compétences et les moyens matériels lui permettant de participer à ces choix. Ce qui lui fait encore défaut, c'est la volonté, elle en réside la clé de toute chose.

M. ORIO GIARINI : A vous écouter, il semble bien qu'au fond, nous sommes encore capables de mener, avec un grand discours, un grand projet, comme en faisaient les économistes au début de la révolution industrielle sur la question clé de la richesse des nations. C'est qu'il s'agit de bien nous organiser, afin que, dans chaque production quelle qu'elle soit, il puisse y avoir un résultat qui soit non seulement matériel mais aussi quelque chose de plus : un supplément d'être.

Avant de poursuivre ce débat où vous aurez constaté que, dans la pratique, l'économiste René Passet a pris beaucoup de risques dès l'instant où il s'est référé au domaine de la science, je souhaite rappeler aux personnes présentes dans la salle qu'elles peuvent, d'ores et déjà, formuler des questions par écrit. Sur la lancée de ce qui vient d'être dit, la parole est maintenant à Léon Van Hove, pour nous rappeler que l'Europe scientifique et technologique, en faisant face à un certain nombre de risques, a tout de même su trouver les voies menant, aussi, à quelques succès.

M. LÉON VAN HOVE : Mon propos est l'Europe scientifique et technologique. Je parlerai ainsi, brièvement, de quelques grands projets en ce domaine, grands projets de collaboration européenne dont certains sont aussi devenus de grandes réalisations. De cette aventure, il ressort d'emblée qu'il n'y a pas de succès sans risques.

L'Europe aujourd'hui

Commençons par un exemple de recherche fondamentale : celui du CERN, le plus ancien projet de collaboration, aussi le plus proche de Genève, et ceci pour dire que deux décisions fondamentales, toutes deux chargées d'un risque calculé considérable, ont conduit aux deux succès les plus marquants de l'organisation. La première de ces décisions remonte à la fondation du CERN, en 1953 ; il s'agissait de faire, pour l'époque, un grand accélérateur qu'on appelait — et qu'on appelle encore — un synchrotron à protons. Deux techniques de focalisation étaient disponibles ; la technique traditionnelle, déjà connue sur de petites machines en Europe, en Angleterre surtout, et bien testée aux USA pour des machines plus grandes et, seconde technique, la focalisation forte, inventée entre 1951 et 1952, et jamais testée auparavant sur un grand appareil. Or, malgré de grandes incertitudes, malgré le manque de gens expérimentés, l'Europe a pris là, dans le cadre de la fondation du CERN, la décision d'emprunter la voie ^{p.295} risquée, soit la focalisation forte, d'où une machine beaucoup plus performante, beaucoup plus à la pointe du progrès. Plus tard, à la mise en service, en 1959, il est apparu que cette décision avait fait d'emblée du CERN un laboratoire de classe internationale ; en revanche, l'autre décision, sans risques, nous aurait irrémédiablement ramenés au niveau d'une institution secondaire.

Mon second exemple est, lui, plus récent : il s'agit de la mise en application d'une idée de physique extrêmement brillante, conçue vers 1976-77, couplée à une invention technique également brillante, qui date de 1969. En 1978, d'accord avec le physicien Carlo Rubbia et l'ingénieur physicien Simon van der Meer, nous avons pris la décision de mettre en place un projet qui réalise leurs idées, décision à risques considérables à l'époque. Fonctionnement technique remarquable dès 1981-82, découvertes scientifiques qui ont fait les grands titres des journaux en 1983, et deux prix Nobel en 1984 : voilà le résultat ! De grands risques, et un succès indéniable qui, au reste, prouve que la collaboration européenne est possible jusques et y compris dans des domaines de pointe.

Autre sujet que je souhaite évoquer : celui de l'Europe spatiale qui a commencé dans les années 60 avec, d'abord, un très modeste programme de satellite scientifique, lancé le plus souvent par des lanceurs américains. Dans la seconde moitié des années 60, ce fut l'échec, absolument cuisant, de la fusée qui s'appelait « Europe A » ; elle n'a jamais marché ! Les autorités des pays européens ont alors tiré les conséquences de cet échec et, très courageusement, ont pris un nouveau départ dès le début des années 70.

L'Europe aujourd'hui

Depuis, nous avons eu, d'abord, le succès indéniable du lanceur européen Ariane, puis, vis-à-vis des Etats-Unis, l'indépendance de plus en plus manifeste du programme de recherche et d'application de satellites en Europe.

Vous me direz qu'en présence du président Mitterrand, Ariane a échoué il y a quelques jours. C'est vrai, il y a eu trois échecs, sur près d'une quinzaine. Présidant moi-même le comité du programme scientifique de l'Agence spatiale européenne, j'ai eu le privilège et le plaisir d'être invité au lancement précédent. Or, le 2 juillet, la fusée Ariane a très bien marché, et a lancé un satellite scientifique dont le nom, je crois, est significatif : Giotto. La tâche de ce satellite est, en effet, de voyager, jusqu'au 13 mars prochain et de rencontrer la comète de Halley dont il se rapprochera, en principe, à une distance de 500 à 1.000 km ; s'il s'appelle Giotto, c'est à cause de la fameuse *Nativité* de ce peintre où figure l'étoile de Bethléem. On sait, d'ailleurs, que Giotto a vu la comète de Halley durant cette année particulière. La culture européenne, la technologie, la science moderne en Europe, se trouvent un peu symbolisées dans ce nom, unique, de Giotto.

Voilà qui m'amène à mon troisième sujet : l'Europe aéronautique. En effet, il y a eu Concorde, un avion techniquement remarquable, mais un échec commercial complet. Je ne vais pas m'y étendre car la partie centrale du sujet de l'aéronautique européenne, c'est bien évidemment l'Airbus. J'ai devant moi un rapport publié aux Etats-Unis par le *National Research Council*. Vu les problèmes que rencontre l'industrie aéronautique ^{p.296} américaine, en particulier sur les marchés non américains, le Conseil avait été prié d'étudier ce qui devait être fait, d'où ce rapport dont je lis quelques phrases :

The European countries have tried repeatedly to create available air-transport manufacturing industries. In 1970, their efforts were realised in the creation of Airbus Industries. To draw the results of a number of countries and to develop a co-ordinated world-wide marketing approach, the "A 300" [l'Airbus] has resulted. It is technically a proficient aircraft. It has begun to achieve a market penetration reaching a peak of 50 % of world-wide orders for wide body transports in 1982.

Or, autrefois, il y avait trois grands constructeurs aéronautiques dans le monde, tous américains ; maintenant, il y en a deux : Boeing et Airbus. Ce dernier est encore un nain comparé au précédent, mais son succès est indéniable.

L'Europe aujourd'hui

Un mot encore sur l'Europe nucléaire, celle de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques s'entend : dans le domaine de la fission nucléaire, l'Europe a un programme considérable, caractérisé non seulement par une sécurité dont les statistiques sont impressionnantes, mais aussi par des éléments importants d'originalité des méthodes nouvelles de séparation d'isotopes venant désormais s'ajouter aux méthodes traditionnelles, avec le fonctionnement du surgénérateur Phénix et, tout récemment de super-Phénix. Programme, aussi, dans ce domaine d'avenir qu'est l'énergie nucléaire de fusion, qui en est encore au stade de la recherche, et où l'Europe a déjà mis en place une forme de collaboration internationale sous le nom de JET, entreprise très intéressante patronnée par la CEE. On a trouvé là une structure qui évite les défauts de bon nombre de processus mis en route par la CEE. Il y a un conseil qui lui est propre, un comité technique spécialisé, ainsi que des participants qui ne sont pas des pays membres de la Communauté, tels la Suisse ou la Suède. Le JET est une expérience de recherche et développement sur la fusion nucléaire qui, située en Angleterre, obtient une reconnaissance mondiale indéniable.

Même dans un domaine plus modeste, moins spectaculaire, l'Europe a quelque chose à montrer. Voyez, dans le domaine ferroviaire, le cas du TGV qui est une version moderne, remarquable, de ce train rapide qui a d'abord été construit au Japon, vers 1960 ; malgré les innombrables frontières qui divisent notre continent, voilà un réseau intégré de chemin de fer qui fait l'admiration sans borne des touristes américains qui parcourent notre continent avec ce fameux *rail-pass* qu'ils achètent avant leur départ, et avec lequel, quinze jours durant, ils peuvent prendre n'importe quel train, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. Ce réseau européen de chemin de fer, même s'il repose sur une technique relativement traditionnelle, mérite, je crois, d'être mentionné. Il faut dire aussi que l'Europe a exporté dans ce domaine : non seulement le chemin de fer chinois réalisé par les Européens au début du siècle, mais aussi, tout récemment, un remarquable métro dans cette magnifique et énorme ville qui, hier après-midi, a été frappée par un horrible tremblement de terre, Mexico.

Une question se pose pourtant : pourquoi l'Europe a-t-elle si souvent raté le tournant en électronique, en informatique ? Les horlogers suisses ^{p.297} doivent, je pense, se poser la question. La grande industrie électronique européenne doit se poser la question. Je me rappelle les efforts de Siemens, Philips et CEI, en

L'Europe aujourd'hui

France, au début des années 70, pour fonder un organisme de collaboration interentreprises qui devait s'appeler « Unidata » mais qui a été un échec. Heureusement, nous avons appris avec grand plaisir, hier, de la bouche d'André Danzin, que le programme de stimulation mis sur pied par la Communauté européenne sous le nom d'Esprit semble arriver à quelque chose : il se peut donc que le retard inadmissible que l'Europe a accumulé dans ce domaine finisse par être rattrapé.

Quels sont, en définitive, nos points forts ? D'abord, l'éducation scientifique et technique qui a conservé, en Europe, un niveau raisonnable ; j'espère qu'en la matière l'excès de réformes sera corrigé par les contre-réformes nécessaires, et qu'on se rappellera que ce qu'il faut apprendre sur le plan scientifique et technique est difficile et demande une discipline de travail indispensable.

Autre point fort : nous avons montré qu'en recherche de base, la collaboration européenne peut donner des résultats, comme en technologie de pointe, d'ailleurs, où il y a des échecs, certes, mais aussi des succès. Quelles sont, alors, nos faiblesses ?

Elles se situent au passage du secteur « recherche et développement » au niveau de l'industrialisation et de la commercialisation. Là où Airbus semble réussir, beaucoup d'autres choses ne réussissent pas, en effet, à cause — ce qui est beaucoup plus grave — de processus extraordinairement lents et inefficaces lors de la prise de décisions. Ceci, non seulement au niveau international ou gouvernemental, mais encore au niveau industriel privé. Voilà une maladie affligeante, plus particulièrement manifeste dans les structures très compliquées de la Communauté européenne ! J'ai devant moi une table qui contient tous les programmes de recherche et de développement de la Communauté européenne : voyez le nombre de lignes ! A chaque ligne correspond un comité, des évaluations répétées et de gros problèmes. Dans ce domaine, du reste, nous ne sommes pas seuls ; les Américains ont, aussi, quelques problèmes de décision sur leurs grands projets. A mes yeux, ces problèmes sont graves, et il est essentiel qu'ils trouvent des solutions qui évitent de mêler la politique à la science et à la technique.

En conclusion, je dirai que, malgré tout, des progrès énormes ont été réalisés depuis quarante ans, si on se rappelle ne fût-ce que le pessimisme généralisé qui régnait lorsque le CERN ou d'autres entreprises de ce genre ont

L'Europe aujourd'hui

commencé. Ces progrès justifient la poursuite des nombreux efforts en cours. La volonté d'initiative, le sens du risque calculé, peuvent l'emporter sur ce pessimisme si douillet, si complaisant, dont on parle si volontiers. Non seulement ils peuvent l'emporter, mais ils doivent l'emporter. Pour ce faire, nous devons éviter de propager une espèce d'isolationnisme européen : il faut passer, chaque fois que c'est possible, de la collaboration européenne à la collaboration intercontinentale. Les Etats-Unis ne rencontrent-ils pas, aujourd'hui, de plus en plus de difficultés à réaliser tous les grands projets que leurs scientifiques et techniciens voudraient avoir ?

p.298 Du reste, après la guerre, la France, l'Angleterre, l'Italie ou l'Allemagne rencontraient le même handicap : il s'agissait là, traditionnellement, de grands pays pourtant trop petits pour le développement. L'Europe, non seulement parce qu'elle a appris quelque chose de ses échecs, mais aussi parce qu'elle a quelques succès à montrer, doit avoir le courage de prendre des initiatives et d'en assumer les risques. Je vous remercie.

M. ORIO GIARINI : Je passe maintenant la parole à André Danzin, afin qu'il fasse, sans doute, le lien avec sa remarquable conférence d'hier soir, en traitant du problème de la complexité et du rôle du pouvoir.

M. ANDRÉ DANZIN : Bien entendu, je ne vais pas répéter ce que j'ai dit hier soir. Je voudrais simplement signaler qu'en présence de cette incertitude fondamentale dont nous prenons une conscience aiguë aujourd'hui, il ne faut pas en rester au sophisme qui consiste à constater que, si gouverner c'est prévoir, on ne peut plus prévoir et, par conséquent, gouverner. Ce sentiment d'ingouvernabilité doit être, à l'évidence, dépassé, sinon nous allons, ou bien baisser les bras et être désespérés, ou bien tenter n'importe quoi, puisque nous aurons l'impression qu'après tout, cela n'a pas tellement d'importance.

Au reste, l'angoisse qui nous habite ne peut être guérie, selon moi, que par l'action : lorsqu'on agit, on guérit son angoisse, et cette action peut être entreprise, y compris dans l'incertitude.

Un précédent glorieux est d'ailleurs *l'Introduction à la médecine expérimentale*, de Claude Bernard, qui savait bien que la complexité du corps humain ne permettrait jamais au médecin d'en détailler tous les mécanismes. A

L'Europe aujourd'hui

l'époque, les connaissances sur la physiologie, sur l'anatomie, sur tout ce qui est fonction de régulation cellulaire ou hormonale, étaient encore peu nombreuses. Pourtant, il a décrit une méthode qui consiste, à partir d'une hypothèse, à monter une expérience, voir ce qu'elle produit comme résultat et retirer immédiatement l'hypothèse si l'expérience nous donne tort, ou consolider l'hypothèse et construire d'autres expériences plus démonstratives si, au contraire, elle nous donne raison. Pourquoi, dès lors, ne pas procéder de même dans le domaine de la politique ou de l'économie à la condition, toutefois, de ne pas être porté par des idéologies, mais par des hypothèses sur tel ou tel faisceau de causalités ?

Regarder si l'effet produit est celui qu'on attendait, ou s'il est contraire à notre attente, et ne pas dire, comme beaucoup de gens le font, que les faits ont tort et que c'est l'idéologie qui a raison, voilà qui n'est pas si courant. Cela dit, nous ne sommes pas non plus démunis pour gouverner dans l'ingouvernabilité, puisque nous disposons d'un certain nombre d'outils qui nous viennent, le plus souvent, de la cybernétique, c'est-à-dire de l'étude de phénomènes enchaînés dans lesquels une partie dégage quantité de contre-réactions dans son environnement. Le premier phénomène auquel nous devrions ainsi réfléchir, c'est le phénomène de résonance : lorsque je parle, j'émetts une idée, mais cette idée n'a d'intérêt que si elle est reçue par des auditeurs qui vont, en quelque sorte, me renvoyer la balle et amplifier cette p.299 idée. Ou alors, s'ils la refusent, je tomberai dans le désert et mon idée ne servira à rien !

Il y a une propagation par résonance qui conduit soit à la stérilité, soit à la fécondité selon que cette résonance existe ou pas. Or, suite au cloisonnement de nos frontières, nous avons abouti, en Europe, à détruire ces résonances. Nous travaillons dans des espaces géographiques nationaux trop confinés et, devant les phénomènes socio-économiques et culturels que nous devons aborder, nous sommes aujourd'hui dans la situation d'un musicien dont, par malice, on aurait rempli la caisse de résonance de son instrument de produits absorbants. Dès lors, on dira que ce musicien, ce virtuose est incapable de faire marcher son instrument. On va l'envoyer au Japon ou aux Etats-Unis apprendre à mieux s'en servir. Et quand il reviendra, cela ne marchera pas mieux parce que l'instrument est sourd.

En réalité, la compétence est là, la connaissance est là, et il faudrait que, sur

L'Europe aujourd'hui

la base des succès dont M. van Hove vient de faire le bilan, les hommes politiques savent que ce dont nous avons besoin avant tout, c'est d'un volume de résonance qui suppose une manière d'abolition des frontières.

Dans la mesure où les gouvernants suivent toujours leurs opinions publiques, et comme il ne peut s'agir, aujourd'hui, de proclamer le passage des Etats-nations à une confédération sur le modèle helvétique, il faut organiser cette résonance à la base, au niveau du monde scientifique, du monde académique, du monde industriel, du monde des médecins, des professions libérales, bref du monde de la créativité en faisant, chacun, comme si les frontières n'existaient plus. Je crois d'ailleurs que les présentes Rencontres Internationales, réunissant des hommes qui viennent, pour la plupart, du continent européen et sont porteurs, chacun, d'une portion de vérité qu'ils échangent avec les autres, sont un bon exemple de ce type de coopération, de cette recherche de résonance. Il appartient à chacun d'entre nous de faire effort en ce sens, et l'Europe se constituera peu à peu. N'attendons pas les grandes proclamations politiques que seront trop heureux de faire nos gouvernants au moment où la fertilité du terrain sera assurée !

La résonance est un filtre qui retient ce qui est admissible et refuse ce qui n'est pas bon. Et dans cette résonance intervient l'être, car la réponse des individus est basée plus sur la valeur de l'être que sur celle de l'avoir. Un autre instrument à notre disposition est d'ailleurs la catalyse ; malheureusement, je n'ai pas le temps d'expliquer pourquoi et comment interviennent les fonctions de catalyse. Mais, lorsqu'on propose à des industriels, qui sont libres de leur choix, des coopérations intra-européennes avec, pour règle du jeu, de démontrer sur le terrain leur capacité à coopérer vraiment, cette proposition induit de nouvelles volontés de coopération. On citait ainsi tout à l'heure cette proposition où plusieurs Européens de pays différents s'étaient unis pour demander de l'argent à la Commission économique européenne en vue de la réalisation d'un certain projet : une fois leur proposition refusée, puisque tel fut le cas, ils décidèrent néanmoins de la financer eux-mêmes parce qu'ils étaient en quelque sorte tombés amoureux de leur proposition et qu'ils savaient qu'elle serait utile à l'avenir.

p.300 Enfin, on peut intervenir encore d'une troisième façon : au lieu de diriger les événements, de nationaliser les entreprises et de leur assigner des

L'Europe aujourd'hui

objectifs, on les laisse libres. On laisse à chaque citoyen, chaque groupe humain, chaque association, chaque entreprise, la liberté d'action qui correspond à son identité propre. Mais on intervient, en revanche, sur les règles du jeu, en particulier, sur les contre-réactions observables, les *feed-back*, dont j'ai donné hier un exemple à propos du profit. Il est certain, en effet, que vous pouvez tuer toutes les entreprises en taxant à 100 % le profit puisqu'alors, aucune adaptation n'est plus possible ; à l'inverse, comme le fait la révolution fiscale de Reagan aujourd'hui, vous pouvez favoriser le jeu des entreprises en disant : « Votre profit ne sera pas taxé si vous l'appliquez à un investissement en vue de sa propre croissance. » Vous agissez là par des moyens qui sont tantôt directs, tantôt indirects, mais qui n'altèrent pas fondamentalement la liberté des acteurs en leur montrant la voie qu'en principe ils devraient choisir parce qu'elle leur est plus favorable.

Si on réussit à organiser l'Europe comme un volume résonant, si au lieu d'intervenir d'une manière autoritaire, on se contente de le faire par des actions de catalyse, des interventions sur les signaux de *feed-back*, de contre-réaction, sur certaines informations que l'on déforme afin de provoquer des phénomènes inhibiteurs ou, au contraire, excitateurs, je crois que l'Europe, alors, se fera. Et je suis convaincu que l'incendie positif qu'on constate dans le cadre d'Esprit va se propager dans les temps qui viennent. Pour le dire sous une forme imagée, l'Europe se trouve actuellement dans la situation d'une femme qui voudrait avoir un enfant et qui, dans ce but, multiplierait les rencontres sexuelles en oubliant toutefois qu'elle s'est fait placer un contraceptif empêchant la nidification de l'ovule fécondé : nous sommes actuellement dans un état de non-nidification d'un certain nombre d'innovations qui, proposées par nos chercheurs, ne trouvent pas de gîte, de niche écologique pour leur développement. Voilà qui explique l'échec européen dans le domaine de l'électronique et de l'informatique, où l'invention ne peut se développer que par des processus capillaires : l'Europe, en effet, n'est pas faite pour cela car elle n'a pas de résonance et elle s'est acharnée par quantité de règlements administratifs et fiscaux à tuer l'initiative individuelle ou collective.

On a écrit, déjà, des torrents de littérature sur ce qu'il faudrait faire pour qu'il y ait du capital-risque, et sur le fait que les moyennes entreprises sont à la base de l'innovation technologique

L'Europe aujourd'hui

comme de sa diffusion à l'intérieur du corps social. Mais rien n'a été réalisé en ce sens : au contraire, on a fait tout ce qu'il fallait pour inhiber ce phénomène fondamental puisqu'il représente l'un des segments essentiels de la fécondation. Quant à ce qu'a dit mon ami René Passet, je crois, moi aussi, que nous allons, en informatique, vers le « *small is beautiful* » ; toutefois, le fait que le centre de gravité des dépenses se déplace simultanément vers le logiciel fait que les dépenses en amont, avant de produire quelque chose, deviennent énormes. Autrement dit, d'énormes capitaux viennent aujourd'hui s'investir dans des activités de nature immatérielle, investissements qui ne peuvent fructifier que si l'exploitation des résultats se fait à l'échelle mondiale.

p.301 Par conséquent, la réponse au problème posé est, à coup sûr, le développement de sociétés multinationales, réponse élaborée d'une manière quasi spontanée face à l'incapacité des Etats à maîtriser le gouvernement du monde actuellement, où tout est interconnecté, tout est mondialisé. D'ailleurs, tout ce qui est immatériel n'est plus contrôlable désormais par les douanes : passer en douane avec une bande magnétique contenant toute l'information nécessaire sur un procédé automatique, le fonctionnement de robots ou le contrôle-test de systèmes extrêmement compliqués, ce n'est pas contrôlable et, du reste, si le douanier devait saisir les bandes magnétiques, on pourrait alors utiliser les satellites de télécommunication afin de transmettre des données d'ordinateur à ordinateur...

Là encore, il nous faut repenser la notion de frontière, mais ceci est une autre histoire dont nous pourrions peut-être parler en d'autres circonstances, non ?

M. ORIO GIARINI : Certainement. Toutefois, puis-je encore vous transmettre la question suivante : « En se référant à ce que vous avez dit de la protection des résultats de la recherche contre les Américains, comment conciliez-vous ladite protection avec l'universalité de la science, d'une part, les droits d'accès à l'information dont bénéficient les citoyens européens, d'autre part ? »

L'Europe aujourd'hui

M. ANDRÉ DANZIN : La seule réponse possible est qu'il ne doit pas y avoir de secret autour, non seulement du travail des scientifiques, mais encore de la recherche industrielle. Il nous faut toutefois aller plus vite dans le développement des résultats de la recherche : une équipe de chercheurs ayant découvert quelque chose qui représente une innovation doit être en liaison immédiate avec les systèmes industriels qui en provoquent la réussite sur le marché, avant que les autres aient le temps de faire le pas.

Si, par des processus de décision trop lents, ou par manque de possibilités de réalisation, l'invention est là, connue, publiée, et qu'on n'en fait rien, il est certain que les Japonais ou les Américains s'en empareront pour, très rapidement, la transformer en produit commercial qu'ensuite ils nous vendront !

M. ORIO GIARINI : Je vous remercie.

Nous allons maintenant pénétrer, grâce à M. Jean-Pierre Ritter, dans un domaine ô combien complexe, difficile et dont beaucoup de choses dépendent : celui de la politique internationale.

M. JEAN-PIERRE RITTER : Dans un article paru en 1968, Henry Kissinger qualifie l'évolution des relations internationales de Metternich à Bismarck comme le passage d'un « équilibre mécanique » à un « équilibre statistique de forces en mouvement ».

Le système de Metternich tendait, effectivement, à fonder la stabilité sur une adhésion commune des gouvernements à certains principes et sur leur volonté de maintenir certaines situations établies. Cette pensée ne se p.302 réduisait d'ailleurs pas à un pur conservatisme mais elle cherchait à donner au système la capacité d'absorber le changement, comme Metternich l'a illustré avant 1815 par ses tentatives d'intégrer le facteur nouveau, le corps étranger, Napoléon Bonaparte, dans l'ordre européen.

La politique de Bismarck, qu'on ne saurait qualifier de système car elle est, au contraire, un refus de se lier par des principes ou des maximes, part de l'idée que l'avenir est imprévisible en politique en raison des possibilités illimitées qu'il comporte. Dès lors, les ententes varient suivant les intérêts changeants des Etats, entraînant de constantes révisions des affinités entre eux. L'équilibre est alors assuré par des constellations sans cesse modifiées dont les éléments

L'Europe aujourd'hui

s'échangent et se substituent en garantissant dans le résultat final la stabilité par le mouvement perpétuel. Une analyse politique de Bismarck passe toujours en revue l'éventail complet des possibilités sans en excepter aucune par principe. A ses yeux, aucune alliance, aucune entente n'est exclue *a priori* (sauf après 1871, une alliance franco-allemande) et l'idéal politique est d'agir de manière à n'en exclure aucune (ici encore, la paix de 1871 fut la grande exception). On évite ainsi les impasses, les blocages qui amènent à des confrontations. Je souhaiterais donner à une autre occasion une analyse plus approfondie de ces conceptions politiques de Bismarck, que je juge caractéristiques d'un monde régi par l'incertitude. Le temps limité dont nous disposons aujourd'hui et la nécessité de nous arrêter davantage au présent et à l'avenir m'amènent à me borner, pour le moment, à ces quelques remarques.

Il n'est pas besoin de relever combien l'Europe actuelle est différente de ce qu'elle était à l'époque de Metternich, puis de Bismarck. Depuis 1945, nous vivons dans une division entre deux blocs figés. L'équilibre de la terreur, qui s'est établi avec l'ère nucléaire, fait que les Etats n'ont plus eu recours à l'usage de la force sur notre continent et qu'ils n'ont jamais cherché à utiliser la menace réciproque sous laquelle ils se tiennent pour obtenir des changements de la situation politique. La menace est ainsi devenue un facteur de conservation et de stabilité. Seule dans le monde depuis 1945, la Chine a offert un exemple de revirement qui aurait enchanté les grands prédécesseurs, tandis que l'Inde mène une politique d'équilibre d'allure très classique. Le sujet de notre débat étant l'Europe, je pourrais, de ce seul fait, être excusé de ne pas étendre l'analyse aux autres pays du tiers monde. J'ajouterai cependant que, depuis la décolonisation, le tiers monde, à l'exception des deux « grands » que j'ai mentionnés, a été important sur le plan de la politique de sécurité par ce que d'autres y ont amené, à savoir les bases militaires que les grandes puissances y installent, et par ce qu'ils en ont emporté, à savoir l'énergie et les matières premières, plus que par une contribution propre de ces pays au jeu politique. En tout cas, l'entrée de ces Etats dans la vie internationale et les ententes qu'ils ont conclues avec des puissances du monde développé, à l'Est ou à l'Ouest, n'ont pas, jusqu'à présent, modifié le rapport des forces.

En d'autres termes, alors qu'il est devenu un lieu commun de rappeler que nous vivons dans un monde où tout change, et à un

L'Europe aujourd'hui

rythme accéléré, on ne remarque peut-être pas assez que rien, au contraire, n'a changé dans la carte politique de l'Europe depuis 1945, ni dans les constellations et ^{p.303} ententes qui déterminent le sort de notre continent. Ce contraste entre une extrême mobilité et une extrême stabilité ne nous semble pas avoir rencontré l'attention qu'il mérite alors qu'il s'agit d'un changement radical par rapport à tout ce que l'histoire a connu. Jadis et jusque naguère, les transformations du monde étaient portées par des changements de la configuration politique : expansions, conquêtes, fusions, démembrements, ou, au moins, par de nouvelles données dans le jeu sans cesse recommencé entre les puissances : renversements d'alliances, constellations nouvelles, extensions et réductions des zones d'influence.

Maintenant, il peut sembler que les Etats, de véhicules de la transformation, en sont devenus le cadre immobile. Dans ce monde où tout change, l'évolution se situe exclusivement sur le plan interne des Etats : crises de conscience, crises de société, mouvements d'opinion, mouvements de masse, spontanés ou non, manifestations de foules. Encore ce cadre que l'Etat offre au changement doit-il être compris dans un sens purement local, géographique, car les changements s'effectuent en dehors des institutions étatiques ou même contre elles, dans une remise en question continue de l'ordre établi, qu'il s'agisse de la contestation à l'Ouest ou de la dissidence à l'Est. En traçant ce parallèle, il convient toutefois de ne pas oublier que l'évolution est ralentie d'un côté seulement par une sévère répression et une vigilante privation d'information, tandis que l'autre côté est ouvert au changement et en vit, même si les institutions, souvent, viennent, par leur pesanteur, mettre un frein au mouvement. En dépit de cette différence, la tension ne débouche toutefois, ni de part ni d'autre, sur une situation révolutionnaire, laquelle se caractériserait précisément par la mainmise d'une tendance politique nouvelle sur les institutions, aboutissant ainsi à la situation classique où l'Etat, devenu l'instrument d'idées révolutionnaires, se fait le véhicule de la transformation. Au contraire, ce dernier demi-siècle du millénaire se caractérise en Europe par un

L'Europe aujourd'hui

blocage des tendances novatrices qui, étouffées à l'Est, y mènent peut-être un lent travail en profondeur, alors qu'à l'Ouest elles ont obtenu certains des changements qu'elles désirent par pression, usure ou simple évolution des esprits, mais en tout cas sans rupture. Dans les deux cas, comme en témoignent précisément l'échec de la contestation en 1968 à l'Ouest et la répression de la dissidence soviétique dans les années qui suivent, les tendances novatrices n'ayant pas accédé au pouvoir, sont restées confinées sur le plan interne, de sorte que la nouveauté ne devient pas, comme jadis, un facteur de politique internationale.

L'antagonisme entre les divers systèmes d'Etats et leurs idéologies n'en est certes pas atténué pour autant. Au contraire, la compétition n'a jamais été aussi forte dès lors que l'un des systèmes est acquis à une idéologie qui prédit « scientifiquement » l'effondrement du système adverse et qui fonde ses perspectives politiques sur cette éventualité. Pourtant, le recours aux armes étant désormais banni, cette compétition s'est déplacée elle aussi sur le plan interne de chacun des Etats concernés, là où se situent les forces de changement qui représentent en tout cas un défi et, peut-être, une menace pour les ordres établis. La compétition entre les systèmes rivaux a pu, dans ^{p.304} ces conditions, être définie par certains auteurs comme la compétition de processus internes de décomposition.

On remarquera aussi que, si l'usage de la force armée a disparu des relations internationales dans le monde développé, le recours à la violence s'est lui aussi déplacé à un autre niveau par l'apparition du terrorisme qui joue désormais le rôle de substitut interne de la guerre internationale. Pour le formuler brièvement, disons que le gel de la situation internationale donne, par substitution, une portée internationale aux facteurs internes.

Pareillement, l'Acte final d'Helsinki de 1975, le seul grand accord politique global de l'après-guerre, illustre ce qui vient d'être dit puisqu'il confirme implicitement et avec certaines réserves le statu quo territorial européen mais introduit les droits de l'homme, facteur de changement interne, dans le champ

L'Europe aujourd'hui

politique interétatique. Il confirme donc, à la fois, le blocage de la situation internationale et le glissement des facteurs d'évolution sur le plan interne.

En d'autres termes, l'incertitude n'a certes pas été bannie de notre monde. Elle subsiste, mais « gelée », dans les relations internationales. Le mot de « guerre froide » prend ici tout son sens puisque le froid, on le sait, ralentit les mouvements aléatoires des molécules, remplaçant ainsi l'incertitude de la mobilité par la sécurité d'une stable torpeur. En outre, l'incertitude subsiste d'une autre manière encore puisqu'elle a été « déplacée », comme nous venons de le voir, du plan international au plan interne. Ce déplacement, toutefois, n'est qu'optique. En réalité, l'incertitude se révèle avec une portée nouvelle sur le plan interne (où elle a toujours existé) parce qu'elle a été bloquée sur le plan international.

On peut se demander si l'essai de caractériser une période des relations internationales par référence à telle ou telle notion empruntée aux sciences de la nature, comme l'a fait Kissinger dans la réflexion que je citais tout à l'heure, est un simple jeu d'esprit stimulant ou un paradigme fécond ou, enfin, si le parallèle contient plus qu'il n'y peut paraître au premier abord. Si l'ère de Metternich était celle de la physique mécanique de Newton et l'ère de Bismarck celle de la physique statistique de Boltzmann, on se demandera à quel modèle correspond notre époque. On pourrait songer à une ère de la biologie politique, où l'évolution interne des organismes séparés remplace leur action réciproque puisque, les Etats ne se battant plus, ils n'agissent plus physiquement l'un sur l'autre. Ou encore, on pourrait, prenant le contre-pied de Kissinger, contester que l'ère de Bismarck eût correspondu à la physique statistique en raison du trop petit nombre de ses éléments. Caprivi, le successeur de Bismarck, est resté connu dans l'histoire pour la bande de territoire qui porte son nom en Afrique australe et pour avoir dit, dans une formule heureuse, que son grand prédécesseur était capable de jongler avec trois boules alors que lui-même devait se contenter de deux. Caprivi aurait ainsi répondu par avance à Kissinger. En effet, lorsqu'il y a cinq ou six boules, ce qui était le nombre des grandes puissances européennes au XIX^e siècle, la loi des grands nombres ne joue pas et il faut alors un jongleur de génie pour maintenir l'équilibre. Celui-ci, dès lors, repose non pas sur la statistique mais sur une volonté et sur un savoir-faire.

L'Europe aujourd'hui

p.305 Avec le déplacement de l'évolution au niveau interne des Etats, les acteurs deviennent les foules et la loi des grands nombres peut désormais jouer. On entre désormais réellement dans la phase de la physique statistique. On retrouve alors le problème qui a souvent été évoqué à notre époque, y compris par des participants à notre débat, celui de savoir si la notion d'entropie s'applique dans les sciences sociales. Sans reprendre cette discussion délicate, bornons-nous à rappeler que la réponse à donner dépendra grandement de la signification qu'on attribue à la notion de structure dans les sociétés. S'agit-il d'une réalité matérielle ou d'une notion abstraite ? Là où il y a structure, il peut y avoir usure mais non entropie. En revanche, si les liens sociaux, juridiques, éthiques entre les individus ne les privent pas de leur indépendance de mouvement au sein des foules, alors les lois statistiques jouent et il peut y avoir une vraie entropie sociale. Dans ce cas, ce qu'on a appelé la compétition des processus internes de décomposition dans les deux moitiés de notre continent serait effectivement la compétition, au sein d'ensembles clos, de deux processus entropiques dont le plus lent gagnera.

M. ORIO GIARINI : En simplifiant un peu, je retiens de cette analyse réaliste sur la situation mondiale qu'il y a bien deux pôles devant nous, avec leurs caractéristiques propres. J'ai particulièrement apprécié ce que vous avez dit de cette course de lenteur entre deux processus d'entropie ou de dégradation, occasion peut-être, pour une Europe capable d'accepter ses incertitudes et ses conflits, de les transformer en énergie positive, dans un cadre politique adéquat naturellement, de réaliser donc ces sauts de qualité qui permettent de repousser l'entropie et de remettre le compteur à zéro. Mais je prends évidemment sur moi le risque de ces affirmations...

Si j'ai bien compris, M. Haynal a laissé entendre que les Etats démocratiques canalisent mieux l'angoisse que les régimes totalitaires. Mais a-t-il eu l'occasion de voir les paysans en colère, à la télévision, hier soir ? C'était aussi impressionnant que l'Ethiopie !

J'aimerais également qu'il nous explique mieux ce qu'il entend par l'affirmation que les artistes sont scientifiques avant nous : qu'est-ce à dire au juste ?

M. ANDRÉ HAYNAL : Malheureusement, je n'ai pas eu l'occasion de regarder la

L'Europe aujourd'hui

télévision hier soir, mais de façon générale, je dirais que, sans vouloir idéaliser le fonctionnement de la démocratie, c'est tout de même le moins mauvais des systèmes, comme le disait Churchill autrefois. Sans dire qu'elle offre automatiquement une solution, j'ai l'impression que ce que nous appelons la démocratie offre un certain nombre de dispositifs ou soupapes de sécurité irremplaçables. Ce système est ainsi basé sur le fait de reconnaître, et non de dénigrer, l'existence des conflits d'un côté, et, de l'autre, sur la nécessité de chercher, sinon un consensus, du moins un compromis qui permette de résoudre ces conflits. En revanche, dans d'autres systèmes, il y a négation des conflits, il y a répression, ce que je ne peux admettre.

p.306 Pour le reste, il me semble que certains artistes tels Koestler ou Soljenitsyne, par exemple, ont, à un moment donné, mieux compris et représenté les problèmes interpersonnels présents dans les systèmes totalitaires que les sciences humaines de l'époque qui, elles, n'ont saisi cette manipulation de l'angoisse sociale que beaucoup plus tard.

M. ORIO GIARINI : Puis-je ajouter que, lorsque Karl Popper parle de méthode scientifique, il dit clairement, dans plusieurs de ses livres, que la quête scientifique commence parfois par des rêves complètement abstraits. Suite à une quête qui peut paraître, à première vue, irrationnelle, des scientifiques aboutissent à des hypothèses qu'ils soumettent ensuite à des procédures précises de vérification ou, plutôt, de falsification — mais dans un second temps seulement.

QUESTION : Ne pensez-vous pas que si l'Europe a un rôle à tenir, c'est au niveau de l'âme et qu'elle peut être l'âme de l'humanité ? Simultanément, comme elle ne peut pas être qu'une âme car il y a aussi des problèmes économiques, et qu'une âme doit manger puisqu'elle a un corps, c'est peut-être en tendant la main aux pays du tiers monde qu'elle y arrivera, non ?

M. RENÉ PASSET : Vous avez raison, sans doute, dans la mesure où, avec la fin de la civilisation de l'avoir, de vrais problèmes émergent qui sont ceux de l'être ; ainsi, les finalités de l'économisme débouchent, de par leur propre logique, sur de véritables interrogations.

L'Europe aujourd'hui

QUESTION : Pourquoi ne pas faire appel au capital considérable, grandissant chaque jour, mais inutilisé, que représente l'expérience acquise par les personnes du troisième âge, leur disponibilité, les relations qu'elles ont nouées au cours de l'existence, etc. ?

M. RENÉ PASSET : Le troisième âge est une de mes préoccupations depuis longtemps : tant que nous étions dans des sociétés statiques, le temps et l'expérience étaient valorisés, et l'homme d'expérience et de bon conseil avait, naturellement, sa place dans la société. A partir du moment où nous sommes dans une société en mutation et, qu'en outre, nous ne pensons qu'à travers la logique de l'économie, l'âge cesse d'être valorisant, et ce sont ceux qui ont acquis la connaissance des techniques nouvelles qui se trouvent promus, comme on l'observe au Japon notamment. Par ailleurs, le temps que libère aujourd'hui la machine me paraît très mal réparti : il y a, d'une part, ceux qui vivent le temps de travail comme un temps plein, et d'autre part, ceux qui sont évacués de l'appareil productif, cela à la fois aux deux extrémités de la pyramide des âges.

Je crois aussi que le chômage est le plus mauvais usage possible du temps libéré, et j'ajouterai même que la plupart des syndicats — quelques-uns échappent à cette critique — ne sont pas étrangers à cette situation. Après tout, les gens qui ont la chance de conserver leur emploi défendent leur position, mais il ne faudrait plus, pourtant, penser le plein emploi dans les ^{p.307} termes où nous raisonnions il y a vingt ans, avant la crise. Les normes du plein emploi doivent changer, et nous devons nous orienter vers de nouvelles formules d'assouplissement et de partage du temps. De même, pour la question des loisirs, temps vide, temps de la vacuité, de l'ennui, du désespoir, si on n'y veille pas : là encore, il dépend de nous que le temps du loisir devienne celui de l'épanouissement humain.

Dès aujourd'hui, nous devons penser une organisation de la société qui permette cet épanouissement, à la fois dans le domaine professionnel et, plus généralement, au niveau des loisirs, cela non pas dans une logique productiviste, mais en se posant le problème des finalités humaines.

M. ORIO GIARINI : Etant donné qu'après tout, je suis économiste moi aussi, je voudrais suggérer l'idée de revenir un peu sur la façon dont la théorie

L'Europe aujourd'hui

économique a considéré, deux siècles durant, la notion de travail productif. Il ne faut tout de même pas oublier, en effet, qu'il y a deux siècles seulement, la plus grande partie des activités économiquement productives étaient des activités non monétarisées. Or, une des caractéristiques de la révolution industrielle est d'avoir accéléré la diffusion des activités productives monétarisées. Le résultat est qu'aujourd'hui, si vous faites un travail, et qu'on vous paie, vous avez un certain statut ; si vous faites le même travail, voire mieux, et qu'on ne vous paie pas, l'idée domine que vous faites quelque chose qui, dans cette société, n'est pas productif. D'où il s'ensuit, très vite, un double processus tantôt de spécialisation, tantôt de marginalisation, dans le cas des femmes, des jeunes, des anciens. Or, je crois qu'une des conditions de développement d'une économie plus vaste au sens que préconisait René Passet, est de considérer qu'il y a des activités productives de dignité, de qualité et de valeurs égales, qu'elles se situent ou non dans le système monétarisé.

Quant aux problèmes démographiques évoqués, ici même, il y a quelques jours, je ne crois pas que ce soit la bonne attitude de continuer à s'inquiéter de l'augmentation du nombre des personnes âgées en Europe et d'essayer de stimuler les Européens à faire, peut-être, un enfant de plus. Personnellement, je veux bien, mais, même si on réussissait à les faire, ces enfants, il faudrait attendre encore vingt ans pour qu'ils soient en activité. Pourquoi ne pas prendre en compte, alors, le fait qu'aujourd'hui près de 90 % des personnes sont en bonne possession de leur capacité physique et mentale jusqu'à 75 ans au moins ? Il s'agit là, non pas d'accroître encore la ségrégation qui sévit dans nos sociétés, mais bien de valoriser les possibilités qui sont celles des classes d'âge se situant aujourd'hui entre 60 et 75 ans.

QUESTION : Ma question sera brève : à quand le TGV européen ?

M. LION VAN HOVE : Je ne sais pas ; ce que je sais, c'est qu'après le TGV atlantique de Paris vers Bordeaux et au-delà, on prévoit un TGV partant de Paris à travers la Belgique vers la zone de la Ruhr, en Allemagne. Je sais aussi que, dans la liste des projets dont on parle dans le cadre d'Eurêka figure le problème des transports ferroviaires à grande vitesse, et qu'il est question de faire quelque chose entre le nord et le sud de ^{p.308} l'Allemagne occidentale. L'idée centrale est claire néanmoins : on semble avoir renoncé à des trains miracles

L'Europe aujourd'hui

qui feraient 500 à 600 km/heure, ce qui serait parfaitement incompatible avec le tracé existant. En revanche, on songe à des trains qui fassent 260 km/heure peut-être, comme le TGV actuel, voire 350 à la façon du projet sur lequel travaillent les Allemands. De tels trains demeurent, en effet, compatibles avec le tracé existant, en particulier à l'approche des zones habitées, le principal attrait des transports ferroviaires étant, aujourd'hui, de vous amener au centre des villes.

QUESTION : Certains ont émis l'hypothèse selon laquelle les terroristes européens seraient des héritiers de 1968, et que le problème du terrorisme n'existerait pas si 1968 avait « réussi » : que pensez-vous de cette explication ?

M. JEAN-PIERRE RITTER : Etablir un lien entre ces deux phénomènes est une hypothèse qui, certainement, est en accord avec les tentatives d'explication que je vous ai présentées ce matin.

Il est évident que l'échec d'une tendance novatrice entraîne certaines réactions, et que ces réactions peuvent être de nature conflictuelle : si un phénomène survient qui bloque ou ralentit l'évolution d'une société, ce qu'on appellera l'échec de certaines tentatives peut entraîner, en effet, des réactions douloureuses telles que le terrorisme.

QUESTION : Le libéralisme en tant que doctrine et l'économie collectiviste ont constitué deux phases, deux moments historiques qui semblent actuellement dépassés, et je suis d'accord avec René Passet lorsqu'il propose une troisième voie qui replace l'économie au sein du vivant ; mais celle-ci n'est-elle pas le fondement parallèle d'une géopolitique de l'après-Yalta qui verrait l'Europe se débarrasser de la bipolarité URSS-USA — fondement, donc, d'une troisième voie authentiquement européenne ?

M. RENÉ PASSET : Souvent, l'on m'interroge sur mes états d'âme, sur ce que j'aimerais bien voir advenir, mais il est bon, aussi, de savoir si les choses vont dans le sens que l'on désire, ou que l'on redoute, d'ailleurs, quelquefois.

A mon sens, le dépassement, aussi bien du libéralisme que du collectivisme, est aujourd'hui une nécessité puisque ce qui est en jeu, c'est la survie de l'humanité ! Jusqu'ici toutes les théories économiques ont été pensées

L'Europe aujourd'hui

uniquement dans le champ de l'économie. Mais, à partir du moment où l'appareil économique, de par sa puissance même, remet en cause la pérennité du milieu naturel, il n'y a plus à choisir entre libéralisme et collectivisme : il faut, tout simplement, que l'économie apprenne à s'intégrer dans le respect des régulations naturelles. D'habitude, on apprend la gestion des entreprises en fonction d'un certain nombre de limitations, qu'on appelle des contraintes : limitation du capital, des machines disponibles, du temps de travail disponible, du volume d'entrepôts disponibles, etc. Mais, quand il s'agit de nations, on raisonne comme s'il n'y avait pas ^{p.309} de limitations. Or s'il n'y a pas de limitations, on n'a pas besoin d'économie, on n'a pas besoin de penser rationnellement l'utilisation des choses. Heureusement, aujourd'hui, nous voyons émerger une autre vision du monde, un nouveau paradigme, plus respectueux, lui, de la nature.

Quant à votre question à propos de la géopolitique, il ne faut pas, je crois, figer l'image du monde actuel car URSS et USA doivent, l'un et l'autre, s'adapter eux aussi à ce bouleversement, à ce changement de paradigme : les deux blocs sont appelés à évoluer, ou à être dépassés par l'histoire.

QUESTION : L'anxiété, l'incertitude dont vous avez parlé, ne seraient-elles pas le produit d'une immaturité, d'une incomplétude génétique dans le champ épistémologique ? Et ne voulons-nous pas démontrer tout savoir alors même que chacun d'entre nous ne sait pas, en fait, jusqu'où s'étend le champ de son ignorance ?

M. ANDRÉ HAYNAL : Je pourrais répondre à ces deux questions par l'affirmative. Pour ce qui est de la dernière, j'aimerais cependant ajouter que les limitations auxquelles vous faites allusion sont, en définitive, des limitations humaines, trop humaines, sans que cette incomplétude soit nécessairement d'ordre génétique. Chacun ignore l'étendue du champ de son ignorance, certes, mais je pense aussi qu'il a peur de ses incertitudes, et que cette peur, il faut la dépasser.

QUESTION : La prise en compte des systèmes complexes, de la relativité des vérités, de l'existence de qualités fort diverses au niveau culturel ainsi que la nécessité de reconnaître la diversité sociale me conduisent à accepter les

L'Europe aujourd'hui

propositions que vous faites, basées sur les progrès de la cybernétique ou de l'informatique ; mais quels rapports faut-il créer entre toutes ces instances, au niveau non seulement scientifique, mais aussi culturel, social ? L'organisation hiérarchique, pyramidale de l'Europe et le centralisme doivent-ils voler en éclats, et par quoi les remplacer ?

M. ORIO GIARINI : Pour vous répondre, j'aurai, une fois encore, recours à Musil. En effet, le monde dans lequel il vivait réunissait, à l'époque, bon nombre de différences culturelles, linguistiques, historiques, etc. Pourtant, ce monde, l'empire autrichien, volait alors définitivement en éclats — échec d'une certaine forme de fédéralisme dû au fait que la classe dirigeante n'avait pas su prendre le train de la révolution industrielle. Cette dernière avait, elle, imposé, dans la plupart des Etats européens, l'Etat-nation, c'est-à-dire quelque chose de précis, avec des frontières clairement définies ; à l'inverse, l'empire autrichien, parce que trop grand, et mal défini, ne pouvait que voler en éclats comme ce fut le cas du temps de Robert Musil.

Quelle leçon tirer, maintenant, de cet échec ? L'Europe doit, selon moi, affirmer aujourd'hui son identité et se battre afin de défendre, à l'échelle mondiale, la notion de pluralisme.

^{p.310} Pour ma part, je ne vois pas d'autre possibilité de fonder vraiment notre identité européenne en dehors de cette capacité d'admettre le pluralisme et de ne pas le vivre seulement comme une contradiction. Songez à cet institut ou à ce secrétariat où se combinaient précision scientifique et âme humaine dont parlait Musil : là réside, je crois, notre avenir, pour autant que vous soyez d'accord d'embarquer avec moi dans le tram 12...

@

L'IDENTITÉ EUROPÉENNE : UN HÉRITAGE COMMUN DE L'EST ET DE L'OUEST ¹

INTRODUCTION

par Denise Bindschedler-Robert,
juge à la Cour européenne des droits de l'homme

@

p.311 L'honneur m'est échu de présenter ce soir M. Ivan Boldizar, écrivain hongrois, qui va nous parler de « l'Identité européenne : un héritage commun de l'Est et de l'Ouest ».

Mais avez-vous besoin d'être présenté, vous qui êtes un habitué de cette ville où vous avez pris part à de nombreuses réunions, vous qui êtes porteur de nombreuses distinctions, et je n'en citerai qu'une qui vous relie directement à Genève, celle de membre du Conseil de la Société européenne de culture, cet organisme dont nous a entretenus Mme Campagnolo.

Pour moi, le titre que je vous décernerai tient en un mot : « humaniste ».

Vous êtes un humaniste du fait de votre vaste culture, mais plus encore parce que vous pourriez dire avec le poète latin, « *homo sum et nihil humani a me alienum est* » : « je suis homme et pour cette raison rien de ce qui est humain ne m'est étranger ».

Vous l'avez prouvé tout au cours de votre vie, et votre activité, vos œuvres, y trouvent leur unité profonde.

Je distinguerai deux périodes : dans la première, votre activité culturelle et politique se déroulera sur le plan national après des études médicales et, vous étant tourné vers la littérature, vous vous penchez sur votre pays et y découvrez la misère de la condition paysanne. Vous allez militer dans le mouvement paysan et, en même temps, participer à la création d'un mouvement littéraire important pour la Hongrie d'alors : la sociographie ou « découverte de la Hongrie », mouvement qui a, lui aussi, pour but de p.312 rendre le public attentif à la situation des paysans (nécessité d'une réforme

¹ Le 20 septembre 1985.

L'Europe aujourd'hui

agraire). Vous serez journaliste et écrirez aussi entre autres ouvrages, *Tiborc* (1936), décrivant la vie de quelques-uns de ces (je cite) « 3 millions de mendiants ».

Après la guerre, et j'aborde la seconde période, vous reprenez le journalisme mais votre activité politico-culturelle va se déployer essentiellement sur le plan international. Elle aura pour but de contribuer au rapprochement des peuples et des cultures, en Europe et dans le monde. Vous êtes, entre autres, un des pères de l'Unesco, organisation à laquelle vous n'avez cessé d'apporter votre collaboration jusqu'à ce jour.

En outre, et peut-être surtout à partir de 1960, vous avez eu entre les mains un merveilleux instrument pour faire connaître la pensée, la culture et la réalité hongroises à l'étranger, le *New Hungarian Quarterly* dont vous avez été, et êtes encore, le rédacteur en chef. Grâce à cet instrument dont vous avez su jouer remarquablement, la Hongrie fait entendre clairement sa voix dans la vie intellectuelle européenne et mondiale.

Entre ces deux périodes, se situent les années sombres et agitées de la guerre. Revenu du front, vous militerez activement dans la résistance. A cette époque, vous ferez connaissance de l'intérieur de la Gestapo hongroise ; il me semble d'ailleurs que chacun des régimes sous lesquels vous avez vécu, se soit fait un point d'honneur de vous emprisonner — vous avez même une fois risqué d'être exécuté. Ces expériences, avec celle de la nuit totale qui, lentement, s'abat sur le pays, vous ont inspiré plusieurs ouvrages, romans et nouvelles, publiés à partir de 1962 et dont l'un, *Mes morts* (1974), a été couronné du Grand Prix d'Etat pour la littérature ; la critique a dit de vos nouvelles, publiées sous le titre *Ecole de la peur* (1971), et *Vivre éternellement* (1979), qu'elles étaient « l'autobiographie d'une génération », en ce qu'elles témoignent de la peur, de l'horreur et de la schizophrénie, de l'absurdité d'une époque. Un texte publié en allemand, *Wiedersehen mit dem General*, illustre parfaitement cela.

Nombreux sont les ouvrages qu'il faudrait citer et qui sont consacrés à la connaissance de l'Europe, à différentes questions culturelles, enfin à l'héritage européen.

Avec cela, j'en arrive à quelques réflexions que m'ont inspirées vos titres et les discussions qui ont eu lieu jusqu'ici. Vous êtes, Monsieur, l'avocat, le chantre de l'unité culturelle de l'Europe dans le respect de sa diversité.

L'Europe aujourd'hui

Vous êtes, en même temps, le témoin passionné de l'« européitude » de la Hongrie. Vous venez d'un pays où il n'est pas nécessaire de se voir par les yeux d'autrui pour se savoir européen.

Dès le premier jour de notre rencontre, vous m'avez conduit devant le monument de la Réformation et vous vous êtes arrêté devant le tableau de droite où l'on voit Ivan Bocskay, prince de Transylvanie, apporter à la Diète hongroise, le 13 décembre 1606, la paix de Vienne, garantie fondamentale de la liberté religieuse dans le royaume. Et vous m'avez lu avec émotion et fierté les paroles prononcées alors par Ivan Bocskay : « L'indépendance de notre foi, notre liberté de conscience et nos anciennes lois ont pour nous plus de valeur que l'or. » Et vous m'avez fait remarquer que c'était là la seule mention de la liberté de conscience sur le mur de la ^{p.313} Réformation. On ne saurait mieux démontrer que la Hongrie est non seulement géographiquement en Europe, mais qu'elle y est spirituellement. Trop souvent, pour votre goût et pour le mien, avons-nous dit « Europe » et pensé « Europe occidentale » ou même « Communauté économique européenne ». Les frontières de l'Europe sont peut-être floues, mais le sont-elles à ce point ?... Je ne sais pas où vous les fixez exactement, mais j'aimerais, moi aussi, plaider pour une conception moins étriquée de l'Europe et rappeler la contribution fondamentale de la pensée et de la culture byzantines au concept culturel européen, sa contribution au développement culturel de l'Europe occidentale (art carolingien, ottonien, roman). Rappellerai-je que c'est à Justinien que l'on doit le *Corpus juris civilis*, cette compilation de droit romain qui, jusqu'au XIX^e siècle, a nourri la pensée juridique occidentale ? Pourrions-nous exclure de notre conception de l'Europe ces Etats qui, parmi les premiers, ont reçu christianisme et civilisation de Byzance, même s'ils sont occultés actuellement par les institutions soviétiques ? Pourrions-nous rejeter les philosophes et écrivains russes du XIX^e siècle qui ont lutté avec l'idée de l'Europe comme Jacob avec l'Ange ? Si frontière floue il y a, je la rejette au-delà, en Asie...

On a objecté l'absence de traditions démocratiques... Pas décisif. Je ne remonterai pas jusqu'à la ville libre de Novgorod mais je dirai que la démocratie, cela s'apprend ; que, même chez nous, parfois elle n'est pas si vieille. Par ailleurs, d'autres formes de constitutions étatiques sont possibles pourvu qu'elles présupposent une limitation du pouvoir étatique compatible avec la protection des droits individuels. Je me refuse seulement à croire qu'il y ait des hommes que leur nature destinerait à vivre sous le despotisme et le mépris de l'individu.

L'Europe aujourd'hui

J'en suis arrivée à mon second et dernier point : le sentiment — si vif soit-il — de l'unité de la culture européenne, ne doit pas nous empêcher de reconnaître les faits : la partition politique de l'Europe et ses effets sur la communication intellectuelle et culturelle.

Les incantations — la Paix, les Droits de l'homme — ne suffisent pas. Il y faut des garanties juridiques. L'échec de la mise en œuvre de l'Acte d'Helsinki le prouve.

Deux conceptions antagonistes de l'homme et de la société s'affrontent et séparent les Etats européens. Je dis bien, les Etats, et non les peuples.

Nous constatons que l'Europe occidentale est attachée à la démocratie pluraliste et à la défense des droits et des libertés individuels, lesquels se conditionnent mutuellement, qu'elle rejette donc l'état théocratique, le règne du parti unique détenteur de toute vérité menant les peuples au paradis terrestre, à la résorption de toute contradiction, donc à la fin de l'histoire. L'Europe croit à la possibilité de protéger juridiquement les droits et les libertés contre l'Etat. Et je rejoins ici M. de Muralt lorsqu'il dit que la liberté a besoin de droit et que le droit est là aussi pour la protéger. Il y a donc une relation réciproque entre ces deux notions.

L'Europe occidentale n'a pas craint d'élever cette garantie au niveau international, en donnant à l'individu la possibilité d'assigner l'Etat devant ^{p.314} une instance internationale et, si vous me permettez cette petite faiblesse, je rappellerai que c'est là le grand succès du Conseil de l'Europe, alors que les Etats de l'Est rejettent toute forme de contrôle international.

Nous voyons donc que la liberté individuelle et la démocratie s'appuient mutuellement. Que les libertés individuelles ne sont pas des conceptions purement formelles mais qu'elles sont le cadre nécessaire à l'épanouissement de l'individu et, de ce fait, de l'activité culturelle.

Je suis heureuse de trouver chez vous, M. Boldizsar, la corroboration de cette idée car, par exemple, vous avez écrit en 1970 dans le *New Hungarian Quarterly* : « *When democracy was given a secondary role, culture also stagnated.* » Et, en 1979, vous écriviez un éditorial sur « *Freedom of debate, Right to error* ».

Personne plus que vous n'est conscient de l'importance de cette liberté d'expression pour la vie intellectuelle et culturelle et de cette relation intime

L'Europe aujourd'hui

entre liberté individuelle et démocratie. Vous avez le sentiment — et la fierté — d'avoir reconquis dans votre pays la liberté d'expression. C'est un message qui, croyez-le bien, ne nous laisse pas indifférents. Un message qui suscite de grands espoirs car il signifie que l'esprit — toujours libre — est plus fort que les systèmes.

A mon sens — et c'est par cette constatation que je terminerai —. l'unité intellectuelle de l'Europe, dans son ensemble, sera pleinement vécue lorsque la liberté d'expression — et toutes les libertés qui la conditionnent et l'entourent — fleurira. Quand chacun pourra boire librement à la source qui lui convient, les échanges organisés deviendront sans objet.

Je vous donne la parole.

@

L'Europe aujourd'hui

IVAN BOLDIZSAR Né en 1912 à Budapest, où il réside. Ecrivain. Président du PEN hongrois, 1966. Vice-président du PEN international, 1983. Dès 1960, rédacteur en chef de la revue *The New Hungarian Quarterly*. Membre du Conseil de la Société européenne de culture (SEC). Docteur *honoris causa* de l'Université de Schenectady (Union College), E.- U. Commandeur de l'Ordre des arts et des lettres de la République française, 1985.

Après des études médicales. Ivan Boldizsar fut un des fondateurs de la sociographie, un mouvement littéraire très important dans la Hongrie d'entre les guerres.

Ivan Boldizsar a écrit plusieurs récits de voyages, des nouvelles caractérisées comme « l'auto-biographie d'une génération » et des essais traitant de sujets tels que la relation entre les moyens traditionnels et les moyens audiovisuels de l'expression artistique, de l'accès et de la participation à la culture, de l'héritage européen dans l'histoire et dans la conscience contemporaine hongroises ainsi que du rôle de l'*européitude* dans le monde.

CONFÉRENCE D'IVAN BOLDIZSAR

@

p.315 Merci beaucoup pour cette nécrologie que je ne mérite pas. C'est sûrement la plus belle nécrologie que je vais jamais entendre, et je suis dans une situation assez favorable, parce que je peux l'écouter verticalement, tandis que l'autre... Je cache mon émotion en plaisantant, parce que tout ce que vous avez dit sur mon activité et sur ma vie me touche profondément. J'ai l'impression que vous avez vraiment compris ce que j'ai voulu dire, quelquefois indirectement, quelquefois plus directement. Et pour vous cacher encore mon émotion, j'ai presque envie de proposer que nous nous arrêtions maintenant.

Je dis simplement que je suis d'accord avec tout ce que vous avez dit. Vous l'avez dit avec une telle éloquence que je serais incapable de suivre votre exemple. Mon français me donne maintenant des complexes d'infériorité et je vous demande pardon, à vous, et à l'auditoire, de ce que vous allez entendre maintenant.

L'Europe aujourd'hui

Avant de répondre à la question que peuvent se poser ceux qui ont lu les avant-propos de cette rencontre, je veux dire deux mots sur le titre de ma conférence. Les organisateurs des Rencontres n'en sont point responsables. Je le suis. Le titre original était « Les deux Europes : l'Est et l'Ouest ». Mais avant de répondre à cette question, qui n'a pas été posée, j'essaie de vous exposer la structure de ma conférence.

^{p.316} Je suis l'enseignement de Gyorgy Lukacs — qui est bien présent pendant toutes ces Rencontres — pas seulement par son enseignement, mais aussi, presque par sa personne grâce aux présentations que nous avons entendues. Lukacs a dit que la structure définit la vision du monde d'un texte écrit ou prononcé.

Tout d'abord, j'essaierai d'exprimer par des arguments, et aussi par des expériences, ce que l'Europe signifie pour les Hongrois ; puis je parlerai des phénomènes qui partagent l'Europe et aussi du rôle de l'accord d'Helsinki. C'est alors que j'arriverai aux problèmes de la recherche d'une identité européenne nouvelle, aux idées de l'identité, et à celles de l'héritage commun.

Je vais indiquer les ateliers de cette nouvelle identité, puis les domaines dans lesquels, déjà aujourd'hui, la pratique des deux Europes n'est plus ou n'est pas tellement valable.

Ce qui ne figure pas dans ma structure c'est le système des relations économiques, parce que non seulement j'ignore ces questions, mais aussi parce que cela n'appartient pas au domaine de l'héritage commun.

Je terminerai ma conférence par l'énoncé des possibilités d'une voie — ou des voies — pour l'identité retrouvée.

Je n'ai pas accepté le premier titre, parce que tout d'abord

L'Europe aujourd'hui

« deux Europes » n'existent pas. Elles n'ont jamais existé dans l'histoire.

Permettez-moi un petit jeu d'esprit : imaginons que la Sorbonne, pour fêter le dixième anniversaire de sa fondation, en 1267, organise des Rencontres Internationales de Paris, invitant, bien sûr, saint Thomas d'Aquin, et que dans le titre des délibérations figure l'expression : deux Europes. Imaginons que l'on demande, trois siècles plus tard, à Descartes de faire un discours sur les deux Europes. Ou bien, sautant encore une fois par-dessus deux ou trois siècles et arrivant au seuil de notre époque, imaginons une organisation ou une institution qui parle de deux Europes à Einstein ou à Bergson, à Lénine ou à Thomas Mann. Ils seraient tous étonnés : deux Europes ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Deux Europes ce n'est qu'une néologie de trois décennies. Pourquoi devrait-on l'accepter ?

^{p.317} Ma seconde raison est que l'expression n'est pas seulement antihistorique, mais aussi ce que l'anglais appelle *loaded word*, un mot chargé comme un pistolet prêt à blesser quelqu'un.

Je m'excuse auprès des organisateurs de ces Rencontres, car ce n'est pas du tout mon intention de les vexer. Néanmoins, je considère cette expression « les deux Europes » trop simplifiée. Ce qui n'est pas en soi, si mal. Car nous savons, depuis Jan Hus et depuis le Concile de Constance, que la simplicité peut être sainte. Mais, on sait aussi que trop de simplifications peuvent quelquefois mener à être brûlé sur le bûcher. Pour moi, l'idée de deux Europes n'est pas très loin de la mort spirituelle sur le bûcher.

Voilà, je deviens martial. A peine ai-je commencé à parler sur le sens entier du mot Europe, je me défends contre l'abus intellectuel

L'Europe aujourd'hui

et politique qui consiste à restreindre le sens du mot Europe à la moitié occidentale de notre continent.

Je tire mon épée non seulement en mon nom, et en celui de mon pays, mais je me sens le porte-parole non engagé d'une moitié de l'Europe, celle dans laquelle je vis, mais, en même temps, je crois aussi représenter l'intérêt de ceux qui — dans les dernières dizaines d'années — aimeraient nous déshériter de l'héritage du patrimoine commun.

Je ne peux pas, et je ne veux pas, me déshabituer de mon indignation, quelquefois, de mon exaspération, lorsque je lis les journaux d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Je lis, j'entends dans les discours des hommes politiques, et même dans les textes des écrivains, le mot Europe. Je m'aperçois qu'ils ne parlent pas du continent entier, mais seulement de l'Europe des neuf, des dix ou des douze, comme nous l'a rappelé il y a quelques jours Mme Simone Veil, qui d'ailleurs a mentionné brièvement, au début, l'existence d'une autre Europe. On parle de la Communauté économique européenne, du Parlement européen de Strasbourg, ou du Conseil de l'Europe, on ne mentionne pas, on ne pense pas, à l'autre moitié. Ici aussi, dans cette salle et dans l'autre, ces derniers jours jusqu'à hier soir, on a prononcé mille et une fois le nom d'Europe et j'ai compté sur les doigts de mes deux mains combien de fois on pensait à autre chose qu'à la Communauté européenne. ^{p.318} Je constate avec satisfaction que l'introduction de Jean Starobinski, qui figure dans le programme de ces Rencontres, nous a avertis de l'existence de cette Europe unique, celle de l'Ouest et celle de l'Est.

Quand, hier soir, Jacek Wozniakowski, venant de cette ville merveilleusement gothique de Cracovie, qui n'est pas moins

L'Europe aujourd'hui

européenne que Genève, parla de son pays, la salle était subitement pleine de sympathie et mon cœur lourd de sentiments de frustration. On nous exclut de l'Europe et on nous fait des déclarations d'amour...

La troisième raison pour laquelle je n'ai pas accepté la proposition des Rencontres pour le titre de ma conférence, dérive de mon appartenance nationale, que je n'ai pas cachée jusqu'à maintenant. Avec les poètes hongrois, avec les écrivains, les philosophes, les historiens, avec même les politiciens, j'aspire à deux terres natales : j'ai été et je suis en même temps, patriote hongrois, et patriote européen.

Mon livre, qui va paraître d'ici quelques semaines, a pour titre *Notre terre natale. Europe.*

Je dis : patriote hongrois et patriote européen. Je me risquerai même à aller plus loin. Nous autres Hongrois, nous sommes plus Européens que les Français, les Allemands, les Suisses, les Italiens, etc., car ceux-ci le sont même s'ils deviennent philistins, s'ils s'entretuent dans les guerres, ou dans les guerres civiles, ou s'ils deviennent fascistes ; mais les Hongrois doivent lutter chaque jour pour être Européens et pour que les autres Européens les acceptent.

Dans la langue hongroise, l'Europe n'est pas seulement une notion géographique, c'est aussi une notion qualitative. Dire à quelqu'un voilà un Européen, veut dire aussi que nous lui offrons ses lettres de noblesse pour son élégance d'esprit, pour son caractère solide.

Dans la littérature hongroise, on pourrait trouver mille exemples de cette attitude. Je ne prends pas pour exemple les

L'Europe aujourd'hui

mots les plus cités par les écrivains, les poètes, mais aussi les mots de la langue quotidienne.

p.319 Le poète Attila Jozsef, qui est traduit en français, mais reste plus ou moins inconnu, ce Byron hongrois, prolétaire, de la même pléiade que Federico Garcia Lorca, salua à Budapest, en 1936, Thomas Mann, déjà exilé de l'Allemagne hitlérienne, en lui disant dans un poème : « Vous êtes un Européen parmi les Blancs ». Aux yeux des Hongrois, être Européen à ce moment-là, et maintenant encore, signifie : l'entente opposée à la haine, la paix à l'agression, la fraternité à l'humiliation, l'humanité à la barbarie. Dans la langue hongroise, parler de deux Europes finirait par devenir une contradiction conceptuelle.

Je crois que vous ne doutez pas que nous, Hongrois, nous sommes amoureux, depuis des siècles, de l'Europe. La belle princesse phénicienne, sur le dos du taureau, nous fait quelquefois de l'œil, mais en général, elle nous tourne la tête, et le taureau nous écrase avec ses cruels sabots divins. Et nous nous levons, peiné, nous cherchons un baume pour nos blessures, et nous disons, et crions, et chantons Europe, Europe.

C'est ce que je fais en ce moment, en prouvant que l'Europe est pour les Hongrois, et la réalité, et l'utopie. Et, dès que je prononce ces mots, je me rends compte que ces deux notions contradictoires, que ces deux idées complémentaires — réalité et utopie — sont valables pour l'Europe entière, pour l'Est et pour l'Ouest.

J'ai fini par choisir un titre où figure l'Est et l'Ouest, mais pas avec la force centrifuge, avec un accent, un désir d'harmonie.

Plus tard, j'essaierai de définir l'héritage commun, bien que

L'Europe aujourd'hui

j'hésite. J'hésite depuis que j'ai une certaine aversion pour la définition, depuis que j'ai lu Samuel Butler qui dit : « Définir, c'est enfermer le fourré des idées entre les murs des mots. »

Quant à la définition de la culture, il s'agit ici surtout de notre identité culturelle, je me souviens d'une réunion d'experts de l'Unesco où plus de cent définitions de la culture furent proposées, et toutes étaient valables. C'est pourquoi je préfère l'antidéfinition de Denis de Rougemont — que j'ai d'ailleurs entendue ici, à Genève, dans un colloque organisé par mon ami Jacques Freymond. Rougemont disait : « La culture a nombre de définitions, mais la définition de la culture n'appartient pas à la culture. »

^{p.320} C'est pourquoi, au lieu des définitions, je choisis l'énumération, la description et l'analyse, mais surtout j'essaie de caractériser. J'en finirai avec les citations, mais lorsque l'on voit certaines phrases, on en devient amoureux, on veut les partager, parce qu'on les trouve épatantes : subitement, on découvre en lisant son propre texte qu'il est émaillé des idées des autres, mais c'est toujours une bonne marchandise pour le public. René Char disait : « Notre héritage — il parlait de l'héritage européen — n'est précédé d'aucun testament. » Voilà la beauté toute particulière d'une tâche pour les héritiers de l'Europe entière que, nous autres intellectuels, nous sommes.

Mais la réalité, pour l'instant, c'est que politiquement les deux Europes existent. De même, si j'accepte cette expression comme hypothèse de travail, et si j'essaie d'être vraiment fidèle à la réalité, il faut dire qu'en ce qui concerne les systèmes socio-économiques on peut bien parler de la séparation en deux parties de notre continent. Mais, du point de vue politique et militaire, il y

L'Europe aujourd'hui

en a trois. En pensant à la Yougoslavie, il y en a trois et demi. A côté de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, il y a les pays neutres, les pays en dehors des blocs : l'Autriche, la Suisse, la Suède, la Finlande. Voilà, avec un grain d'exagération, un véritable « cordon sanitaire ». Ou oserais-je parler de « cordon salubre » ?

Elle est loin de moi l'idée de vouloir minimiser, ou même renier les différences, les oppositions, parfois même les hostilités européennes. Je crois pourtant que je ne suis pas obligé de les analyser, car je ne pourrais que répéter des lieux communs. Je fais quand même un tout petit bilan, vraiment épigrammatique.

La confrontation — que nous sentons et ressentons tous — existe, entre capitalisme et socialisme, bien sûr, entre Pacte de Varsovie et OTAN, entre économie planifiée et marché libre, entre démocratie populaire et démocratie parlementaire, entre le système d'un seul parti et le pluralisme, entre plein emploi et chômage, entre plus d'égalité et moins de liberté et plus de liberté et moins d'égalité. Dois-je continuer ? Pour quoi faire ? J'ai participé, au cours des dernières décennies, à beaucoup d'autres rencontres internationales où les confrontations ont dégénéré en dialogues de sourds. Ce ^{p.321} danger existe toujours. Mais, cette réalité négative est complétée par une réalité qui est de plus en plus positive.

L'Europe n'est pas seulement une unité, une entité géographique — vous l'avez déjà dit, Madame — mais elle existe comme telle dans l'histoire, dans la littérature, dans les arts et, avec une exagération euphémique, aussi dans la conscience des nations et dans le monde de l'esprit.

Ce que je voudrais exprimer, par cette antithèse, c'est l'essence

L'Europe aujourd'hui

même de ma conférence. Dans l'Europe d'aujourd'hui, et les confrontations et les ententes sont simultanément présentes. Je peux même faire un pas en avant : ce qui pour notre continent est actuellement caractéristique, c'est, à côté des oppositions politiques, l'existence de la recherche d'une unité nouvelle, d'une entité nouvelle — qui est en premier lieu culturelle — mais qui peut, qui doit, dépasser les frontières de la culture.

On pourrait dire que l'actuelle confrontation en Europe est de nature dialectique et peut devenir favorable à une synthèse qui est la nouvelle conscience. Conscience qui ne s'arrête pas aux frontières idéologiques, mais essaie d'être valable pour l'Europe entière, au nom des valeurs du patrimoine européen. Je répète le mot « valeurs » qui sont communes — au nom des valeurs du patrimoine européen auxquelles appartient la liberté, la « liberté cent fois sacrée » pour me servir d'un mot du poète hongrois Petöfi, mais aussi l'égalité et la fraternité.

Pour trouver une nouvelle identité, une nouvelle conscience, il faut éviter ce qui sépare les deux moitiés d'Europe et rechercher ce qui les unit. Il faut que je m'arrête parce que cette formule « rechercher ce qui nous unit, éviter ce qui nous sépare » cela me rappelle ma jeunesse. J'étais scout. J'avais seize ans, je crois. Je le dis parce qu'il y avait un jamboree à Lausanne. Il y avait des troupes de tous les pays d'Europe. L'Europe n'était pas divisée, à cette époque-là. Je ne dis pas que c'était l'époque heureuse, mais de toute manière, il n'y avait pas cette déchirure. Et il y avait sur les murs de la classe de l'école où nous étions rassemblés, des lettres blanches sur un fond rouge, bien sûr : « Recherchons ce qui nous unit, évitons ce qui nous sépare. » Cela s'est tellement ^{p.322} profondément imprimé dans ma conscience que, de nouveau, lorsque je réfléchis sur le

L'Europe aujourd'hui

monde entier, sur l'Europe, souvent sur mon propre pays, je propose cette sagesse qui est peut-être trop simple pour être vraiment importante. Mais elle donne l'occasion, surtout aux jeunes, de l'accepter. Je l'utilise de nouveau. Recherchons donc l'unité. Recherchons ce qui unit, ce qui pourrait unir les intellectuels, car ce moment offre une chance, presque historique, pour une telle aventure. Cette chance a deux faces : l'une est la nécessité de lutter contre le danger nucléaire, qui me semble être incompréhensiblement négligé dans nos délibérations et discussions, mais qui — nous le savons — est horriblement présent dans les consciences de nos compatriotes européens que nous tentons de représenter. L'autre face est une prise de conscience du monde politique. Car, pendant des décennies, seuls des pays de l'Est s'indignaient d'être exclus de l'Europe, mais plus récemment, la mutilation de l'Europe commence à faire mal aussi aux Occidentaux.

Ce processus a commencé à Helsinki, mais il a donné des résultats équivoques. Les deux moitiés européennes sont devenues une entité autour de la table oblongue, à Helsinki. Elles se sont même complétées par les Etats-Unis et le Canada, faisant une vertu de la nécessité de sécurité, tout en soulignant que le Nouveau Monde fait partie de l'héritage européen commun, même s'il ne participe pas entièrement au passé culturel de l'Europe.

Je n'oublie pas que les débats d'Helsinki, autour de cette sacrée troisième corbeille, ont permis de mettre en évidence — ou de mettre encore davantage en évidence les différences. Et l'accord d'Helsinki n'a pas arrêté la déchirure politique, ni les mots qui peuvent faire du mal, ni l'autosatisfaction des deux moitiés de l'Europe. Je suis conscient du fait qu'Helsinki est davantage, pour beaucoup de monde, le symbole des différences que de l'entente des Européens. De même

L'Europe aujourd'hui

Helsinki est devenu ce que les Anglais appellent *a four letter word*. Je considère l'acte final d'Helsinki comme un élément de maturation et pour l'Est et pour l'Ouest européens.

C'est grâce à Helsinki qu'une percée s'est effectuée ce que je ne mentionne pas seulement pour flatter ma conscience nationale hongroise. Je pense, bien sûr, au Forum culturel d'Europe, dont p.323 l'ouverture aura lieu à Budapest, d'ici un mois, et dont les thèmes sont : création, diffusion et coopération.

Le Forum de Budapest représente le premier cas — et c'est son importance avant l'ouverture — où des Etats signataires de l'Acte d'Helsinki se réunissent dans un Etat membre du Pacte de Varsovie. Je suis membre du comité de préparation, du comité national que l'on a créé en Hongrie pour bien préparer cet événement. On ne sait pas quel sera le résultat. Et on ne sait pas si résultat il y aura. Mais le fait même que cette réunion ait lieu, et l'endroit où elle se déroule, pourraient être considérés comme le résultat de l'idée et de la pratique de l'Europe unie.

Evidemment, l'Europe est à la mode. Dans les deux moitiés de notre continent, on parle — autour de tables rondes toujours plus nombreuses consacrées à l'Europe entière —, on parle des traditions et de l'avenir communs. Par héritage européen commun, je ne comprends pas seulement les souvenirs de l'histoire, les événements vécus ensemble, les styles et les mouvements partagés, les œuvres littéraires et artistiques partagées, les écoles de philosophie et le développement technique, mais aussi — et surtout — les valeurs ainsi produites, et, par conséquent, les intérêts contemporains communs.

La recherche d'une identité nouvelle surgit du sol de l'héritage

L'Europe aujourd'hui

commun qui se compose, à mon avis, de cinq éléments : les héritages historiques, les héritages intellectuels, les héritages artistiques, le patrimoine des valeurs, et une évidence dialectique.

L'héritage historique, c'est malheureusement l'histoire des guerres et des paix. Les historiens disent que depuis le matin du Moyen Age, il ne se passe pas une seule année sans guerre en Europe.

Pour bien se rendre compte de l'héritage commun, on constate que notre époque peut justement se vanter de ne pas avoir vu une guerre européenne depuis 1945. « Pourvu que ça dure ! » Et en prononçant cela avec l'accent corse, je rends hommage à la très importante table ronde sur les régions d'Europe et au brillant exposé de notre collègue corse.

Mais ceci ne change rien à un passé politique bizarre. L'expérience, partagée par tous les peuples, toutes les nations, cette ^{p.324} expérience, c'est la souffrance de la guerre et la joie de la paix retrouvée. Cette alternance n'est pas connue, surtout à cette cadence infernale, par les peuples extérieurs à notre petit continent, particulièrement par les heureux Américains.

L'héritage des courants intellectuels n'est pas moins important. Leur présence, et dans le passé, et dans le présent, est tellement évidente que je peux me contenter ici de leur énumération. — Je n'ai même pas besoin de les énumérer, Mme Bindschedler-Robert l'a fait beaucoup mieux que je ne pourrais le faire. — J'ajoute seulement, peut-être, l'époque des Lumières, qui vit intensément dans l'Europe actuelle, l'absolutisme éclairé y compris. Ce qui caractérise encore plus tout cela, ce sont deux tendances contradictoires qui ne peuvent pas vivre l'une sans l'autre. Ces deux tendances sont le libéralisme et le socialisme. Souvent toutes

L'Europe aujourd'hui

les deux d'une intolérance manichéenne. Et voilà encore une qualité qui nous unit tous, en excluant les autres continents.

Bien que les deux Amériques et l'Australie soient la progéniture de l'Europe, leurs peuples n'ont pas vécu ces grands courants humains, intellectuels et sociaux. Ils en sont les héritiers au second degré, ce qui veut dire que les continents extra-européens ont un héritage culturel et que leur identité est également différente. Cette différence, cette « séniorité » est un facteur définitif de l'*Homo europeus*.

Le troisième composant du patrimoine est l'art, qui est naturellement lié aux courants intellectuels. L'architecture grecque et romaine, le style roman, le Gothique, la Renaissance, le Baroque, l'Empire... Est-il nécessaire de continuer ? Quand je parle de l'impressionnisme, de l'Art Déco, de l'expressionnisme, des écoles et des tendances les plus modernes, c'est pour souligner leur « européisme ».

Car, de nouveau, le dénominateur commun des courants d'art n'est pas seulement le fait qu'ils soient entrés dans les gènes culturels de chaque pays, de chaque pays européen, avant la division politique de l'Europe. Aujourd'hui non plus, ils ne connaissent pas la ligne de démarcation Est-Ouest. D'autre part, ils ne sont valables pour les pays extra-européens que depuis le XIX^e siècle. Les ^{p.325} sciences naturelles ne connaissent pas les frontières, ni les Etats, ni les systèmes sociaux, ni les idéologies. C'est pourquoi elles n'ont pas besoin de chercher une nouvelle identité. Mais, comme je l'ai appris de la conférence magistrale d'André Danzin, l'Europe a bien besoin — l'Europe tout entière — de combler son retard dans la technologie.

L'Europe aujourd'hui

Et si je peux ajouter un mot tout à fait personnel : en écoutant M. Danzin, je me suis senti rajeuni, comme un étudiant, et il y a très longtemps que je ne m'étais pas senti aussi ignorant et stupide, pendant son exposé qui était transparent, formidablement intelligent. Mais notre génération a accumulé un retard encore plus grand que l'Europe de la nouvelle génération.

L'histoire, la politique, la culture, les arts et les sciences créent des phénomènes spécifiquement européens, comme la tolérance et l'utopisme, mais aussi des tendances opposées. Tolérance et utopie sont les expressions caractéristiques de l'esprit européen, mais la haine et l'agression, l'humiliation et la barbarie, appartiennent également à l'Europe. Je n'oublie pas que les bûchers de Jeanne d'Arc et de Giordano Bruno brûlèrent en Europe, que l'Inquisition fut inventée et réalisée ici, et pas seulement au Moyen Age, en Espagne, pour ne pas parler des horreurs de notre siècle, y compris, par exemple, la terreur blanche de l'amiral Horthy, en Hongrie, dans les années 20. La tolérance et l'utopie sont nées en Europe, et notre continent est toujours leur patrie, mais l'Europe des bûchers et des fours justifie l'anti-utopie où le cauchemar de la réalité est poussé à l'absurdité de Jonathan Swift, par Aldous Huxley jusqu'à George Orwell, sans oublier les quelques films, affreux, de science-fiction qui n'ont rien à voir ni avec la science, ni avec la fiction qu'ils déshonorent.

Critiquer et se critiquer. Voilà une tradition très européenne. Je dis « très » parce que ces attitudes n'ont pas de tradition dans les autres continents.

Notre esprit critique, surtout l'autocritique, étonne souvent mes amis américains qui, eux, la tolèrent dans leur littérature et dans leur presse, mais l'écartent de leur style de vie.

L'Europe aujourd'hui

p.326 Tout à l'heure, j'ai hésité à donner des définitions, mais je l'ai fait et je reprends à nouveau le risque d'en émettre une deuxième. Le plus important héritage de l'esprit européen commun, le trait le plus caractéristique de l'esprit européen, c'est l'unité dans la diversité, et dans l'entente, qui se complètent et se fortifient mutuellement. L'identité européenne — dans la culture et au-delà de la culture —, c'est la dialectique de la pluralité et de l'homogénéité qui a des racines communes dans l'histoire parce que tous les peuples européens l'ont vécue.

Pourquoi ne pourrait-on pas essayer de vivre ensemble dans la diversité de deux systèmes politiques, sociaux et économiques, en recherchant ensemble à former l'Europe ?

L'unité européenne n'est pas un bien en soi. C'est pourquoi je trouve important de dire qu'il ne s'agit pas du prestige des Hongrois, ou des autres nations, plus ou moins grandes ou petites de l'Est européen. Il ne s'agit pas non plus de la culture commune, ni d'une évolution fondée sur des traditions, plus ou moins partagées, de tous les peuples. Il s'agit de la sécurité de notre continent. Il s'agit de la sécurité de notre planète. Il s'agit d'un mot très rarement prononcé pendant nos délibérations : la paix.

C'est pourquoi, je suis convaincu que et l'idée et la pratique d'une Europe entière sont dans l'intérêt et de l'Occident et de l'Orient.

Il est évident que la division de l'Europe augmente le danger de guerre. Mais pour le diminuer, la politique internationale, la politique ordinaire, selon l'expression de mon maître et ami, Umberto Campagnolo, la politique ordinaire ne suffit pas.

L'idée de l'Europe ne peut devenir efficace que si l'opinion

L'Europe aujourd'hui

publique est persuadée de la nécessité d'une entente européenne, dans la diversité européenne. Voilà un rôle pour les intellectuels, pour les maîtres-penseurs anciens et nouveaux.

Le danger ne peut pas être écarté par des acrobaties diplomatiques ou par des spectacles de balance, mais par la reconnaissance de l'héritage commun et par l'intérêt commun porté à la recherche d'une identification ou par la méthode proposée par Edgar Morin ou par une troisième méthode.

p.327 L'important est d'arriver à un nouvel humanisme dont les contours ont été esquissés dans l'exposé d'André Danzin. Il a refusé le mot renaissance, mais il a indiqué le chemin de la pensée du renouveau. Voici une voie qui peut être suivie aussi par les intellectuels de l'Est.

Vue du Danube — et je crois vue de la Vistule aussi — la fameuse alternative « *better dead than red* » ou, au contraire, « mieux vaut devenir rouge que mourir », est une fausse alternative qui nous amène — qui vous amène — aux limbes du vrai Empire du Mal, c'est-à-dire à la démoralisation, au désespoir, à la résignation.

Je suis quand même reconnaissant à André Glucksmann de sa boutade « fric et flics » selon laquelle les gens préfèrent toujours le fric aux flics. Ceci me permet de faire aussi une boutade : en Hongrie, nous avons moins de « fric » que nous aimerions en avoir, mais aussi moins de « flics » que vous ne le pensez.

Je me trouve dans une situation privilégiée car j'ai participé au foyer de ce renouveau de l'europhisme. J'ai été à la recherche d'une nouvelle identité, quelquefois, même souvent, comme le seul participant de l'Est. Je mentionne parmi ces sources en

L'Europe aujourd'hui

premier l'Unesco, non pas parce que j'en ai été un des pères fondateurs, jadis, en 1946, mais parce que cette organisation mondiale a souffert dans le sens de l'europhobie. Elle tournait tellement son attention, ses experts, et surtout son budget, vers la vie du tiers monde que l'Europe a disparu de la carte de l'Unesco.

Après cette nécrologie, je puis me vanter que dans la restitution d'un équilibre au sein de l'Unesco, la délégation hongroise a eu un certain rôle, et votre humble interlocuteur y a contribué par l'expression *europhobie*, inspirée du mot *négritude* de Léopold Senghor. J'ai averti l'Unesco, il y a trois ou quatre conférences générales, qu'il fallait s'occuper un peu de l'Europe.

Un autre foyer permanent de l'europhobie, de l'europhobie, de l'Europe entière, c'est, bien sûr, la SEC — la Société européenne de culture. Mme Campagnolo et M. Starobinski en ont parlé avec compétence.

Je veux seulement ajouter une petite chose personnelle. La SEC, dans sa doctrine, dans sa publication *Comprendre*, surtout dans ses ^{p.328} conseils et assemblées générales, pendant plus de trois décennies, a lié la notion d'Europe et de la culture avec la pensée de la paix, de manière à donner des arguments très effectifs même dans la période du pré-danger nucléaire que nous vivons maintenant. Il faut rappeler, parce qu'elle est très belle, la formule d'Umberto Campagnolo : « Il faut chercher une paix qui n'a pas la guerre comme alternative. »

Personnellement, bien que j'aie adhéré à la SEC à cinquante ans, ou même plus, je peux parler avec gratitude de ce que l'évolution de ma pensée doit à la SEC, organisation encore jeune puisqu'elle n'a que quarante ans.

L'Europe aujourd'hui

La troisième source de l'europhisme se trouve également à Genève. Ce sont les colloques européens, initiés et organisés par Jacques Freymond au sein du Centre d'études pratiques de la négociation internationale. M. Freymond invite d'année en année pratiquement les mêmes dix à quinze membres, quelquefois un, deux ou trois nouveaux, et cela a créé un esprit commun, même une fraternité permettant la discussion d'idées de l'Europe, de la typologie des accords européens jusqu'à l'idée de l'Europe une et diverse. Un colloque, l'année dernière, fut consacré à une séance préparatoire au Forum culturel de Budapest.

Tandis que ces conférences ont, par leur existence, leurs discussions, leurs thèses et antithèses, leurs débats et leur entente, servi la cause de l'Europe, de l'anti-division de l'Europe, un autre colloque s'est tenu à Vienne, il y a six semaines, avec le titre « *Dialog der Gegensätze* » que je n'ai pas réussi à traduire parce que le mot *Gegensatz*, tellement utilisé par les philosophes allemands, n'existe pas en français, « Dialogue entre tendances opposées » ou « dialogue des contraires », mais cela n'a pas la saveur de la phrase allemande. Son but était essentiellement d'établir un constat des différences et du désir d'une harmonie, d'élaborer les possibilités d'une identité. Les participants venaient des deux moitiés de l'Europe, voire des trois tiers de l'Europe. Par-delà les principes, les théories, les idéologies, on a essayé de bâtir, de construire des ponts qui ne soient pas à sens unique.

p.329 Il y a heureusement déjà des domaines où le concept et la pratique de deux moitiés de l'Europe ne sont plus valables. Il y a — et c'est paradoxal — toute l'économie internationale. C'est paradoxal parce que tout le monde reconnaît que la Communauté européenne et le Comecon divisent formellement l'Europe en deux.

L'Europe aujourd'hui

Mais voilà, il n'y a pas seulement les grands ponts, il y a aussi les petits ponts. Parce que la réalité c'est que chaque membre des deux organisations commerce de plus en plus intensément avec les membres de l'autre organisation. Je vous rappelle seulement, bien que je ne sois pas compétent en matière d'économie, que la création de liens plus étroits entre ces deux organisations a plusieurs fois été proposée.

Je mentionnerai quatre domaines où la division de l'Europe n'est plus valable : l'écologie, le loisir, la musique et les télécommunications.

La protection de l'environnement devient, maintenant, tellement importante que c'est devenu une question de vie et de mort pour l'Europe entière. Les fleuves pollués, les vents qui portent la pluie acide ne connaissent pas les frontières des Etats, ou les systèmes et les alliances, et encore moins les postulats idéologiques. Dans ce domaine, il y a vraiment une collaboration assez étroite, découlant aussi de l'Acte final d'Helsinki. Je mentionne aussi que l'Autriche et la Hongrie viennent de signer un accord de collaboration très étroite dans le domaine de l'environnement, offrant aux autres pays européens de faire la même chose pour se joindre à elles.

Le second domaine c'est le loisir accru. Le danger est que la diminution des heures de travail ait de néfastes conséquences. La majorité des gens ne savent que faire de leur samedi de congé. Ils travaillent encore davantage ou ils noient leur ennui dans l'alcool ou les drogues, et les jeunes, eux, choisissent souvent la violence, et nous pouvons nous vanter de ce phénomène dans les deux parties de l'Europe.

L'Europe aujourd'hui

Ce souci va encore augmenter, car nous sommes entrés dans la seconde révolution industrielle. La première a mécanisé le travail physique. La seconde — informatique et bureautique — mécanise p.330 le travail spirituel, le travail intellectuel. Donc une semaine de 24 heures peut être imaginée dans notre période de vie.

C'est ainsi qu'une grande utopie de l'homme peut dégénérer dans une cruelle anti-utopie si l'Est et l'Ouest ne trouvent pas les voies communes de la collaboration.

Le quatrième phénomène ne fait pas partie d'une catégorie de danger ; certains le trouveront même marginal, voire trivial. Je pense à la conquête de la musique classique, de l'existence hors frontière de la musique pop. La musique de Bach et Haendel, plus précisément cette année, a élevé dans les hauteurs des sphères l'Europe entière, faisant fi des frontières. J'ouvrais n'importe quel poste de radio, j'ouvrais n'importe quel journal, des deux côtés j'ai entendu la musique de Bach et de Haendel, j'ai lu les interprétations de leurs œuvres. J'ai pensé à l'Ode de Schiller qui a été mise en musique par le troisième géant. Et je le mentionne parce que nos Rencontres ont commencé en musique.

Mais dans le même temps, et sur les mêmes radios, dans les mêmes journaux, j'ai entendu et j'ai lu que la jeunesse a également retrouvé sa musique commune, de Philadelphie, en passant par Londres, et jusqu'à Moscou. La musique pop n'est plus dans ses souliers d'enfant et elle s'est libérée de ses extravagances. Elle donne, aujourd'hui, à plusieurs centaines de milliers de jeunes Européens et Européennes une expérience, une chose vécue commune que l'on ne peut pas nier, que l'on ne peut pas négliger, justement parce qu'il s'agit d'une nouvelle génération.

L'Europe aujourd'hui

Et si j'ajoute que la télécommunication a accéléré le temps quant aux informations quotidiennes et quant aux expériences culturelles, on peut dire qu'avec la télévision, une nouvelle génération est née. La télévision est commune à l'Europe entière. Et si j'ajoute encore que grâce à la vidéo, aux ordinateurs personnels, aux jouets de *software*, les enfants de 10 et jusqu'à 30 ans, et même leurs parents, vont commencer à parler la même langue, je peux alors dire que l'héritage commun européen a des héritiers nouveaux dans les deux genres de la musique et dans les deux Europes.

J'ai prononcé pendant mon exposé plus d'une fois le mot « utopie ». Je l'ai fait parce que je n'ai pas pu l'éviter. Ma vie entière ^{p.331} est liée à l'utopie. Un de mes premiers essais traitait de l'*Utopia* de Thomas More, à l'occasion de sa canonisation, en 1935 ; il y a deux ans, j'ai eu l'honneur d'ouvrir la grande exposition sur les utopies européennes, à Vienne. Je ne nie pas que ma conférence touche à l'utopie. Car je sais que la plus grande utopie européenne, c'est l'Europe elle-même. Mais je n'oublie pas le mot d'Alphonse de Lamartine : « L'utopie est une réalité qui est née trop tôt. »

Je pourrais conclure ici. Si je continue, je le fais parce qu'il n'y a pas longtemps, j'ai découvert une relation surprenante entre l'utopie et la réalité.

Vous connaissez certainement la grande figure du socialisme utopique qu'était Robert Owen. Il a réalisé son utopie dans son usine de textile, à New Larnack, par une version de l'autogestion. Il a fait faillite. Il est mort sans un sou. Mais sur son lit de mort, il a dit à ses disciples : « Je n'ai pas vécu en vain, je suis né trop tôt. » Mais à peine vingt ans après la mort d'Owen, Marx a écrit,

L'Europe aujourd'hui

dans le *Capital* : « Robert Owen se couvrit de ridicule lorsqu'il demanda la journée de travail de 10 heures. » Mais quand lui, Marx, écrivait le *Capital*, l'utopie d'Owen était déjà devenue une loi d'État, en Angleterre.

Qu'il me soit permis de ne pas renoncer aux utopies, et puissé-je espérer que l'unité européenne devienne une réalité dans la vie de ma génération. Car c'est nous — les intellectuels de l'Est et de l'Ouest — qui avons toujours demandé, dans les deux moitiés de l'Europe, cette unité.

Qu'il nous soit permis de rester utopistes, et puissions-nous dire avec notre adieu : « Nous n'avons pas vécu en vain. » Ou, nous aussi, « nous sommes nés trop tôt. »

*

Entretien

@

M. ALEXANDRE BRUGGMANN : Nous sommes tous très reconnaissants à M. Boldizar de ce qu'il a dit des traditions communes en Europe et de son attachement très profond aux valeurs communes. Toutefois, je me permettrai de lui demander quelques précisions.

p.332 Vous avez parlé de la division politique de l'Europe ; vous avez précisé qu'au-delà de cette division, il fallait rechercher ce qui nous unit et éviter ce qui nous sépare. Mais, concrètement, cette division a des conséquences tout à fait précises et elle repose, entre autres choses, sur le fait qu'une moitié de l'Europe n'a qu'une relative liberté. Comment mettez-vous alors en relation cette liberté relative codifiée — d'ailleurs à tort — sous le nom de « doctrine Brejnev », avec ce que vous appelez l'Europe ? Ou, plus exactement, comment mettez-vous l'Europe en relation avec cette doctrine ? Lorsque vous dites qu'il faut que l'Europe s'unisse — notamment contre le danger nucléaire — pensez-vous à une

L'Europe aujourd'hui

Europe allant jusqu'à l'Oural, qui devrait s'unir contre le seul danger nucléaire américain ? Ou faites-vous allusion à une Europe s'arrêtant aux frontières de l'Union soviétique qui devrait alors s'unir contre le danger nucléaire de ce pays ? En d'autres termes, faut-il rechercher notre unité avec ou sans l'Union soviétique ? Et si on la recherche avec, ne risque-t-on pas d'adopter une démarche analogue à celle qui a été tentée avec un autre grand pouvoir, à Munich, en 1938 ?

Puis, vous avez plaidé l'unité dans la diversité. Quand nous constatons, par exemple, qu'au moment où s'est ouverte la foire du livre à Moscou les éditeurs britanniques se sont rendu compte qu'une trentaine de leurs ouvrages avaient tout simplement disparu, comment pouvons-nous croire dès lors au respect de l'unité dans la diversité ?

Ensuite, vous avez peut-être été un peu loin, lorsque vous avez dit qu'on pouvait envisager une Europe entière, dans l'intérêt de l'Occident comme dans celui de l'Orient, au-delà des deux systèmes politiques qui la composent. Certes, vous disiez vous-même que cette perspective était un peu utopique car, comme le soulignait Marx, les systèmes politiques ne sont pas *Wertfrei* ; mais il me semble qu'il y a même une contradiction quand vous parlez de valeurs communes : est-ce que les deux systèmes réalisent les mêmes valeurs ? Est-ce que nos propres valeurs sont compatibles avec celles de tel ou tel système ?...

Enfin, le rapprochement par la coopération économique appelle lui aussi quelques réflexions. Les matraques et les boucliers spéciaux dont se sont servis les *Zomo's* polonais, après le 13 décembre 1981, ont été acquis au Japon ; et Vladimir Boukowski, au lendemain de son arrivée en Suisse, me disait que les menottes qu'il avait portées dans son avion étaient marquées « *made in USA* »...

Permettez-moi de terminer par une boutade. « *Better red than dead* », disait l'écrevisse en sautant dans l'eau bouillante !

M. JACQUES FREYMOND : Comme vous m'avez aidé à me sortir d'embarras, l'autre jour, je vais dire quelques mots parce que, vous connaissant et discutant avec vous depuis un certain nombre d'années, je sais bien qu'il fallait vous écouter par-delà même ce que vous disiez pour sentir à quel point vous êtes toujours resté conscient des obstacles, dans l'utopie comme dans la lutte que vous avez menée toute votre vie pour la liberté de la personne.

L'Europe aujourd'hui

p.333 Alors, je m'inscris dans le sens d'une des questions qui vous a été posée, bien que je m'engage sur une autre voie que M. Bruggmann, laissant de côté les questions économiques et revenant à l'essentiel : les échanges culturels.

L'histoire démontre, de façon évidente que, malgré tous les obstacles, il y a une Europe de la musique, une Europe de la littérature, une Europe des arts, et qu'aucune frontière — même dans la période que nous vivons — n'a jamais empêché les Européens d'échanger, de voir ou d'entendre l'essentiel de leurs créations — expositions, concerts, opéras, musique pop et autres.

Mais ce que nous avons appris — à travers les colloques —, c'est que vous autres — Hongrois ou Européens de l'Est — connaissez mieux notre littérature française que nous ne connaissons en Europe occidentale les littératures des pays de l'Est. Et l'analyse qui, par exemple, a été faite des manuels d'histoire démontre aussi que l'Europe de l'Occident s'est construite le dos tourné à l'Est. De même que l'Amérique s'est construite le dos tourné à l'Ouest, nous nous sommes orientés vers l'Atlantique, ce qui a entraîné et entraîne encore maintenant une marginalisation de l'Europe de l'Est.

Voilà ce que j'entends de votre appel, que je ne voudrais pas voir se perdre dans ces Rencontres, sans réponse ou sans répondant. Dès lors, je poserai une question très simple. Vous qui contribuez à l'organisation du Forum culturel de Budapest, voyez-vous une possibilité, à travers ce Forum, de grignoter un tout petit peu sur l'organisation officielle des échanges culturels, c'est-à-dire de lui enlever son caractère défensif ? Les Etats ont toujours tendance à se protéger lorsqu'ils signent des accords de sorte que ceux-ci ont toujours un caractère restrictif. C'est d'ailleurs de la schizophrénie, parce que les échanges et les contacts s'établissent malgré les Etats : les accords culturels entre gouvernements n'étant jamais appliqués réellement, il y a toute une vie de l'Europe qui échappe à l'organisation des Etats. Est-ce que, sur ce point-là, un Forum comme celui de Budapest peut être utile, ou est-ce qu'il jouera un rôle de frein ?

M. PIERRE SANSOT : Je me placerai à un niveau qui sera moins douloureux que celui du premier interlocuteur, puisqu'il sera mi-fictif, mi-réel.

Premier point. Le conférencier nous a montré une direction importante, en

L'Europe aujourd'hui

affirmant que les pays de l'Europe — quels qu'ils soient — étaient confrontés aux mêmes problèmes et que cela pouvait contribuer à rapprocher les individus. Par exemple, le problème des jeunes — leurs déviances ^{p.334} possibles et leurs difficultés à s'intégrer dans le monde des adultes — le problème de la drogue, ou celui de la boisson... se posent, me semble-t-il, aussi bien dans les pays de l'Est que dans ceux de l'Ouest. Et je crois, en effet, qu'à ce niveau les bonnes volontés peuvent s'unir : même si les individus appartiennent à des régimes différents, ils ressentent la nécessité de coopérer lorsqu'ils sont confrontés aux mêmes problèmes.

Le second point — qui est plus utopique — n'a pas trait à la modernité, mais au contraire à la tradition. Je crois qu'on a tendance à durcir les nations dans une image monolithique, qui n'est pas la leur. Chaque pays a ses ambivalences : il a été ceci ou cela ; et si l'on considère les traditions contraires qui le composent, que ce soit en Allemagne, en France, au Portugal, en Hongrie, en Pologne ou en Russie, on s'aperçoit que par certains côtés, ils sont très différents, mais que par d'autres, ils sont tout de même aussi très semblables. Des traditions comme le romantisme ou le nationalisme, l'individualisme ou le socialisme, se retrouvent aussi bien en Allemagne que dans les pays de l'Est ou de l'Ouest. Dès lors, ne faut-il pas donner quelque chance à ces contradictions ? Je crois que le dégel que nous cherchons entre l'Est et l'Ouest, peut être présumé par un dégel intérieur et propre à chaque nation.

Je sais bien que c'est en partie utopique, parce qu'un pays n'a de forces, croit-il, que dans la mesure où il réduit les contradictions et parce que l'ambivalence a toujours été inquiétante. Mais face à un problème aussi crucial que celui d'une Europe unie qui ne doit pas se déchiqueter, il est vrai d'autre part que de telles contradictions, outre l'enrichissement interne qu'elles sont susceptibles d'apporter à chacun des pays, permettent surtout d'établir des rapprochements entre eux. L'hypothèse est donc réelle dans la mesure où elle rend possible de tels rapprochements, mais elle reste fictive et utopique dans la mesure où les pouvoirs ne sont sans doute pas prêts à l'accepter — et je ne pense pas seulement aux pouvoirs de l'Est, mais aussi à tous ceux qui, à l'Ouest, assoient leur puissance sur une image monolithique et craignent d'être dispersés par des courants différents.

Le jeu des contraires nous montre donc que la ligne de démarcation entre

L'Europe aujourd'hui

l'Est et l'Ouest est beaucoup moins forte qu'on ne le croit, et que, qui plus est, elle passe aussi à l'intérieur des nations. Si les nations acceptent d'être ce qu'elles sont, elles seront plurielles, ce qui est un bien non seulement pour elles mais surtout pour l'Europe, qui pourra alors réapparaître comme le vaste héritage de cultures multiples et opposées.

QUESTION : M. Boldizar, dans votre approche rétrospective de l'Europe, vous avez notamment fait référence à Thomas d'Aquin et à Descartes pour dire que dans leur esprit, une Europe double ou divisée eût été impensable.

A l'époque, on reconnaissait donc à l'Europe une certaine identité, et il faut dire que celle-ci a été curieusement fondée sur une conviction religieuse : c'était la sphère religieuse qui fondait l'identité d'un Européen.

Puis, lorsque vous avez adopté le point de vue de la prospective, vous avez signalé cinq voies possibles pour réunifier l'Europe ou pour vivre son identité. Or, parmi ces cinq voies, il n'y avait aucune allusion à la sphère religieuse.

Alors, ma question est la suivante : est-ce que, dans votre esprit ou dans celui de ceux dont vous êtes censé être le porte-parole, la sphère religieuse est anticulturelle et n'a rien à apporter à l'unité et à la réalité européennes, ou bien n'osez-vous pas la citer ?

M. IVAN BOLDIZAR : Puisque ce monsieur est tellement impatient, je vais commencer par lui répondre.

p.335 Je n'ai pas lu quelques mots de mon texte, surtout ce que vous avez appelé une dimension rétrospective, parce que Mme Bindschedler-Robert, directrice de ma conscience, avait fait beaucoup mieux que moi, en énumérant les tendances importantes pour l'héritage commun. Mais je vais vous les lire maintenant : quand je disais que je pouvais me contenter de leur énumération, je pensais évidemment aux Grecs et aux Romains, encore plus naturellement au christianisme, sans oublier l'influence juive à travers l'Ancien Testament, et au sein de la Chrétienté moyenâgeuse, la Scholastique. Je faisais mention également des confrontations de la Réforme et de la Contre-Réforme, qui commencent à se dissiper ces jours-ci, ces années-là.

Je peux aussi ajouter que je considère le dynamisme religieux comme un élément très important, et de la tradition et de l'évolution de l'esprit européen.

L'Europe aujourd'hui

Etes-vous satisfait ?

Je suis content de la question de Pierre Sansot. Je suis d'accord avec vous. Il n'y a pas de bloc monolithique. La différence au sein même de l'Europe occidentale est très grande. Il y a aussi un paradoxe, car, dans le fond, la Turquie appartient à l'Europe occidentale et la différence entre la Turquie et la France est quand même assez importante.

Je crois qu'il y a des différences — pas identiques, mais similaires — au sein des pays de l'Est. Elles sont quelquefois énormes, elles sont quelquefois moins importantes.

Je réponds maintenant à d'autres questions : dans ma vie littéraire et publique, qui se confond parfois — vous avez fait allusion à l'habitude de certains régimes de me mettre en tôle, mais je vous assure que c'est fini —, j'ai tiré deux leçons de ces dernières années.

Tout d'abord : le monolithisme stalinien n'existe plus dans la réalité, mais il a une survie tenace dans la conscience de beaucoup d'intellectuels d'Europe. Deuxièmement : une pratique des médias. Si, sur les téléscripteurs d'Europe ou du monde paraît une nouvelle défavorable à l'un des pays de l'Est, elle est, en général, transmise par tous les autres téléscripteurs et publiée dans toute la presse d'Europe, et généralisée aux autres pays de l'Est. Au contraire, si une information favorable paraît sur les téléscripteurs, elle est très rarement publiée ou alors elle est commentée par : « voilà un affront à l'Union soviétique »... J'ai établi tout un dossier pour le prouver ; faites un essai vous-mêmes et vous verrez que je ne suis pas loin de la vérité, bien que, dans toute généralisation de ma part, il y ait une exagération.

Dire que des lignes de démarcation se trouvent à l'intérieur de chaque pays est une évidence mal connue. On ne peut évidemment pas généraliser. Toutefois, non seulement les gens sont différents en tant qu'individus, mais leur appartenance à l'érudition, à la formation scolaire, à un niveau de vie, à une classe, les détermine. C'est pourquoi des caractères négatifs existent dans les deux pays, dans les deux parties de l'Europe, et dans les autres continents.

Un troisième point me touche profondément : c'est l'image qu'un pays se fait d'un autre pays. Il y a des stéréotypes vraiment très difficiles à supporter pour chaque nation.

L'Europe aujourd'hui

p.336 Pour nous autres, Hongrois, on me demande toujours comment est la *puszta*. Il n'y a pas de *puszta*. Il n'y a qu'un tout petit peu de *puszta* que les offices de tourisme, déjà avant la guerre, ont un peu gonflée pour attirer les touristes. Aujourd'hui, la *puszta* qui existe en Hongrie, c'est mon cauchemar, parce que les Allemands et les Américains qui viennent maintenant chez nous — en quantité industrielle — demandent la *puszta*, alors on la leur offre. Comment ? eh bien ils vont là-bas dans des autocars, dans les coopératives ou dans les villages où il y a beaucoup de haras — le cheval est devenu de nouveau un animal très hongrois — et alors les jeunes paysans (mais il n'y a plus de paysans) mais aussi les clercs, les comptables, les ingénieurs, les agronomes, les médecins, mettent un costume démodé avec des pantalons qui flottent, et montent à cheval, et éblouissent les touristes.

Pour ne pas être noyé dans les stéréotypes, il faut se faire connaître mutuellement. Car il est très difficile d'effacer des images qui parfois sont centenaires. Mais je vous assure que ce n'est pas l'image centenaire qui fait mal, c'est l'image des années 50, qui n'ont duré que cinq ans, mais qu'on ne peut oublier à l'Ouest. Cela parce que c'était vraiment dur. Nous avons commis des fautes, des négligences, des erreurs, des crimes même, et c'est difficile à oublier.

Par les ponts que j'ai imaginés dans mon hallucination utopiste, on peut construire au-dessus des différences, on peut mieux se connaître et, bien que quelquefois le tourisme soit un peu enfantin, quelqu'un qui a été en Hongrie, trois jours ou plus, ne repart pas avec les mêmes notions que celles qu'il avait avant de venir.

Je pourrais suivre M. J. Wozniakowski dans la fraternité hungaro-polonaise, parce qu'il y a un dicton qui est vraiment centenaire. Il dit que les Polonais et les Hongrois sont des frères et dans l'épée et dans les boissons. Mais il a dit qu'il n'avait pas entendu les questions qu'on lui avait posées. Je n'ai pas entendu les premières questions de M. Bruggmann ! Ce sont des questions que je peux caractériser par une expression anglaise ou américaine : « *When did you stop beating your wife ?* » ce qui veut dire : « Quand avez-vous arrêté de battre votre femme ? » Donc vous l'avez battue. C'est un esprit qui ne veut pas pardonner, un esprit qui généralise les défaillances, les erreurs, les crimes, les fautes de n'importe quel pays, esprit qui peut exister des deux côtés.

L'Europe aujourd'hui

Mme DENISE BINDSCHIEDLER-ROBERT : Comment vous imaginez-vous l'union dans ces conditions ?

M. IVAN BOLDIZSAR : Vous mentionnez la doctrine Brejnev. Mais Brejnev est vraiment mort. Quand Staline est mort, on l'a mis dans un mausolée. Et puis il y a eu des changements, et on l'a enlevé. Alors, à Budapest — qui est à la source des histoires drôles des pays de l'Est, des pays socialistes et communistes — on a demandé : quelle est la chose la plus incertaine dans la vie et dans la mort ? Et la réponse fut : être enterré dans un mausolée.

p.337 La doctrine Brejnev est vétuste. Elle est caduque. Si elle ne l'est pas, ce n'est pas moi qui peux vous donner une réponse sur son existence ou son avenir.

L'union contre le danger nucléaire, je l'imagine non seulement dans l'entente et l'harmonie des intellectuels de l'Est et de l'Ouest, mais surtout dans la reconnaissance d'un danger commun que font planer les deux pays atomiques. Il n'y a pas à savoir si nous sommes d'accord de l'éviter. Si les deux pays atomiques ne sont pas d'accord, tant pis pour nous. Mais ce que nous pouvons faire, au moins, c'est arrêter les récriminations. La question polonaise, par exemple, ne pourra être résolue que si on recherche les choses qui sont communes et si on les répète pour le grand public, pour le lecteur des ouvrages, pour les quotidiens et pour les illustrés...

Mme DENISE BINDSCHIEDLER-ROBERT : Je vous poserai encore une question.

Les systèmes politiques reconnaissent des systèmes de valeurs. Réaliseraient-ils les mêmes valeurs dans votre fédération ?

M. IVAN BOLDIZSAR : Non. Ce ne sont pas des valeurs identiques. Ce ne sont pas comme les deux mains de quelqu'un qui fait une prière. Mais ce sont quand même deux mains qui sont l'une sur l'autre. Il y a des valeurs communes, il y a des valeurs différentes. Mais il y a des valeurs communes et différentes dans chaque société, en Suisse aussi, comme en Hongrie, en Union soviétique et en Amérique. Notre devoir, la raison d'être de ces Rencontres — et je ne sais comment exprimer ma gratitude pour l'invitation qui m'a été adressée d'y être

L'Europe aujourd'hui

présent — est de continuer à rechercher, à définir les valeurs qui sont communes. Il faut les répandre, les affirmer. Les autres valeurs qui sont différentes, deviendront alors plus proches les unes des autres. Et on verra que, sur le plan de l'individu, la différence entre un citoyen américain et un citoyen soviétique, un citoyen de Genève et un citoyen de Budapest, est minime.

Les réactions individuelles, sociales, économiques et aussi politiques sont tellement proches qu'on ne peut pas cesser de le répéter. Je le ferai aussi longtemps que je le pourrai.

Mme DENISE BINDSCHIEDLER-ROBERT : Je crois que nous en avons terminé avec les questions. J'aimerais remercier vivement notre conférencier, de son exposé si intéressant, de la patience avec laquelle il a répondu à des questions, nombreuses, et j'aimerais remercier aussi tous ceux qui ont bien voulu participer à la discussion.

@

QUEL AVENIR POUR L'EUROPE ? ¹

INTRODUCTION

par Jean Starobinski

@

p.339 Je voudrais, surtout, remercier Jacques Freymond d'avoir bien voulu prononcer la dernière conférence — celle qui reprend tous les problèmes — de nos présentes Rencontres.

Dois-je présenter Jacques Freymond dans cette Université dont il est docteur *honoris causa* ? On associe aussitôt son nom avec l'Institut des hautes études internationales, où il a enseigné, qu'il a dirigé de 1955 à 1978. Cet enseignement, cette direction ont donné à l'institution une impulsion décisive. A côté d'une œuvre personnelle considérable, Jacques Freymond a dirigé de multiples travaux, animé des séries de publications, organisé de nombreux débats, dont beaucoup portaient sur l'Europe.

Je ne saurais tout mentionner. Jacques Freymond est un historien des relations internationales. Ses premières études ont porté sur la politique de François I^{er} à l'égard de la Savoie (1939). Ses travaux ultérieurs ont pris pour objet des problèmes de relations internationales dans le monde contemporain : ces travaux sont remarquables par leur parfaite documentation, par l'égale importance qu'ils accordent aux aspects juridiques, économiques et humains des conflits étudiés. Jacques Freymond est un historien aux vues larges ; les problèmes qu'il aborde, il les situe sur le plan mondial. Il sait qu'à notre époque, il n'y a plus guère de différends localisés. Toute tension de quelque importance intéresse la paix d'une région ou celle du monde. D'où l'extrême importance du recours à la négociation et de la recherche de solutions acceptables par toutes les parties. Il y a une passion en Jacques Freymond, et elle est discernable dans tous ses travaux comme dans toutes ses interventions personnelles : cette passion est le refus de la violence, le désir d'amener les adversaires à reconnaître une raison et des intérêts supérieurs, qui leur permettent de

¹ Le 21 septembre 1985.

L'Europe aujourd'hui

dépasser leur conflit. Trop souvent, la solution négociée est demeurée p.340 insuffisante et précaire : l'historien doit analyser les facteurs qui ont été négligés, les déséquilibres qui ont conduit à des crises : Jacques Freymond le fait avec un très haut sens des réalités, et en préservant toute son indépendance d'esprit.

D'autre part, Jacques Freymond a été l'organisateur de nombreux colloques internationaux. Il a une parfaite expérience du dialogue entre les cultures et, à travers cette longue expérience, il a appris à évaluer les conjonctures changeantes, les transformations du climat international. Il sait quel écart il peut y avoir entre certaines déclarations de principes et la politique qu'elles escortent. Il est trop attaché au réel pour se payer de mots. Nous allons ainsi bénéficier, aujourd'hui, de son exceptionnelle perspicacité et de ses qualités d'expert en matière de risques découlant de cet ensemble complexe de forces qu'on appelle « la situation mondiale ».

On ne s'étonnera donc pas qu'il n'ait jamais oublié ni les problèmes les plus éloignés, ni le point de vue à partir duquel il parle. Point de vue suisse et romand : il importe d'en être conscient si nous désirons agir selon nos moyens. C'est ainsi que Jacques Freymond a examiné à tour de rôle la politique étrangère de la Chine, et la diplomatie multilatérale de la Suisse.

Jacques Freymond, homme parfaitement averti et lucide, était tout désigné pour apporter les considérations finales de ces Rencontres de 1985. Je le remercie d'avoir bien voulu accepter cette tâche, et je lui donne la parole.

@

L'Europe aujourd'hui

JACQUES FREYMOND Né à Lausanne en 1911. Licencié ès lettres de l'Université de Lausanne. Etudes à Munich, Yale, Columbia, et à la Sorbonne. Professeur d'histoire moderne et contemporaine, Université de Lausanne, 1943-1955. Professeur d'histoire diplomatique, Ecole des sciences sociales et politiques de Lausanne, 1945-1955. Boursier de la Fondation Rockefeller.

Professeur d'histoire à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève, 1951 ; directeur de cet Institut, 1955-1978 ; directeur honoraire, 1980. Professeur extraordinaire, puis ordinaire d'histoire des relations internationales contemporaines, Université de Genève, 1958-1977. Membre du Comité international de la Croix-Rouge, dès 1959. Président de l'Association suisse de science politique, 1964-1967. Président de l'Association internationale de science politique, 1964-1967. Membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques, 1961. Docteur *honoris causa* de l'Université de Genève, 1965.

CONFÉRENCE DE JACQUES FREYMOND

@

p.341 « L'Europe joue son avenir dans un monde en révolution. »

La formule est devenue banale. Nous savons tous que des transformations profondes interviennent dans les relations entre les continents, que les rapports de force se modifient et que l'Europe n'est plus en mesure de conduire la politique et l'économie mondiales comme elle le fit pendant les quelques siècles où elle occupa une position prépondérante. Elle n'est plus qu'un des acteurs — disons plutôt une galaxie d'acteurs — dont dépend l'évolution du système mondial.

Ce déclin de la puissance européenne est si évident qu'il n'est pas nécessaire d'en expliquer les causes en procédant, après bien d'autres, à une appréciation approfondie de la situation politique internationale. La géopolitique des idéologies — qui ne se confond pas avec celle des cultures — est identifiable et même identifiée, bien que ses frontières soient mouvantes. La carte des passions est dressée quotidiennement par la presse et dans les journaux

L'Europe aujourd'hui

radiodiffusés ou télévisés. Nous sommes censés tout savoir sur les guerres, sur les révolutions, sur les troubles qui secouent les sociétés contemporaines jusqu'aux plus petites émeutes, car l'attrait du pathologique est tel et sa rentabilité si élevée que l'histoire qu'on voudrait nous faire vivre se situe au niveau d'une collection de faits divers. Nous sommes mis régulièrement au courant de ce qui ne va ^{p.342} pas dans le monde et de ce qui pourrait aller plus mal. Aucune description ne nous est épargnée de la manière dont les hommes s'entretuent et des moyens dont ils vont disposer pour « s'entre-intimider », comme dans le bon vieux temps où les guerres débouchaient sur la défaite de l'un et la victoire de l'autre, fût-il Pyrrhus. Aucun détail ne nous est caché non plus sur les drames de la vie quotidienne dans le monde entier : accidents de train, d'auto, d'avion, inondations, sécheresses, incendies, famines, grèves, chômage, faillites, déficits budgétaires, déficits des balances des comptes, endettements, tout nous est dit en images et en statistiques. Les complications du monde rebondissent sur chacun de nous en permanence comme pour nous sensibiliser à ces phénomènes de *feed-back* qui caractérisent un système d'interdépendance mondiale.

A nous laisser ainsi accrocher par cette image de ce que les Chinois appellent une période de « grands désordres sous le ciel », nous courons le danger de nous enfermer dans l'observation des péripéties, dans l'analyse de phénomènes passagers, alors qu'il importe de percevoir, à travers les désordres, ce qui pourrait être en train de naître à l'intérieur des sociétés et dans les relations qu'elles entretiennent. La réflexion sur l'avenir de l'Europe ne peut pas se limiter à l'évolution du risque d'un conflit nucléaire totalement destructeur ni des conséquences de l'élargissement

L'Europe aujourd'hui

progressif des zones d'anarchie. Il s'agit bien plutôt de nous dégager des considérations concernant la sécurité militaire dans lesquelles on nous enferme, de dépasser l'analyse sectorielle des progrès dans les sciences et les techniques, pour situer l'Europe dans la dynamique des changements à long terme qui s'opèrent sur l'ensemble de la planète.

Le discours sur « l'interdépendance » des Etats ou des sociétés humaines est devenu de plus en plus fréquent. On en peut comprendre les raisons et en résumer le contenu : les cadences inégales de la démographie, la multiplication du nombre des Etats, l'intensification des communications, des échanges de biens, des mouvements de personnes contraignent à un réexamen des conditions dans lesquelles fonctionne le système politique international. L'homme découvre la dimension des problèmes que posent les ^{p.343} rapports entre l'espèce humaine et la biosphère. Il prend lentement conscience de la responsabilité qu'il porte dans le déclenchement de catastrophes naturelles. Il perçoit que la famine et les malheurs des autres concernent la communauté des hommes et ne peuvent être éliminés ni même allégés par la seule charité.

L'énumération des difficultés présentes, et plus encore des défis auxquels les sociétés contemporaines doivent faire face dans le long terme — qui concernent les Européens aussi directement que les habitants des autres continents — fournissent tout au plus les éléments d'un diagnostic. Il importe de pousser plus loin l'investigation, d'établir un lien entre nos observations afin d'établir une problématique de l'interdépendance, indispensable à l'élaboration d'une politique globale.

L'Europe aujourd'hui

Quelle Europe ?

Mais avant de nous engager dans un essai de reconstitution de cette problématique, nous devrions nous demander de quelle Europe nous parlons. Et de quel monde. Quels aspects de leurs relations allons-nous prendre en considération ? Pouvons-nous nous limiter à l'examen des relations économiques et politiques ? Doit-on aborder le domaine, réservé aux spécialistes, de l'influence des progrès de la science et des techniques sur les rapports de forces entre nations ? Peut-on éviter de le faire ? Ne faudrait-il pas, enfin, nous interroger sur les conditions dans lesquelles se déroule le dialogue des cultures ?

L'Europe dont nous parlons est aujourd'hui divisée politiquement par l'un des schismes qu'elle a connus dans son histoire, mais dont aucun n'a remis en question l'existence d'un patrimoine culturel européen, d'une culture commune par-delà les diversités nationales. Entre les deux Europes les échanges économiques restent modestes et les rapports scientifiques sont conduits avec prudence. Mais le conflit idéologique n'a pas conduit à une rupture des ponts, bien que la menace militaire persiste. Il est assez intense cependant pour que, momentanément, l'Europe de l'Occident et l'Europe socialiste suivent chacune leur chemin, bon gré mal gré. Leur avenir ^{p.344} européen dépendra pour une part des possibilités qui leur seront offertes d'alléger le poids que fait peser sur elles le grand schisme mondial.

Mais les possibilités ne s'ouvriront qu'à ceux qui auront le courage de les exploiter et la volonté d'y appliquer leur intelligence et leur imagination. De ce courage, de cette intelligence, de cette imagination nos voisins de l'Est ont fourni plus d'une preuve. Leurs intellectuels, leurs artistes, leurs hommes de culture s'intéressent

L'Europe aujourd'hui

à ce que font les Occidentaux, à ce qu'ils disent, à ce qu'ils créent. Tout cela pour se heurter trop souvent à l'indifférence, au narcissisme occidental.

L'analyse des relations entre les deux Europes n'entre pas dans mon propos. Ce qui m'importe c'est de rappeler que nous devons toujours définir l'Europe dont nous parlons et que même si, comme je vais le faire, l'attention est concentrée sur l'Europe de l'Occident, je sais — nous devons savoir — que nous ne pourrons jamais, nous autres Occidentaux, occuper dans le monde la place que nous pensons mériter si nous n'insérons pas dans notre pensée et dans notre démarche politique ceux qui à l'Est enrichissent le trésor culturel européen et contribuent à contenir la poussée d'une idéologie simpliste fondée sur le mythe de l'irréversibilité du mouvement historique.

Mais qu'est-ce que l'Europe de l'Occident ? Nous croyons la connaître. Et pourtant nous devons, chaque fois que nous l'abordons, rappeler qu'elle comprend non seulement la Communauté des Douze, sur-administrée et politiquement sous-développée, qui joue le rôle de catalyseur, mais aussi trois, ou quatre Etats neutres qui fournissent la preuve qu'il est possible de coopérer sans s'intégrer et de rendre même des services, ne serait-ce que d'assurer au citoyen du petit Etat la sphère de liberté sans laquelle l'exercice des droits de l'homme n'est que chimère.

Ces petits neutres ne sont pas des quantités négligeables. Ils ont rempli une mission historique dans l'Europe séculaire aux heurs et malheurs de laquelle ils ont contribué. Cette mission ils doivent en poursuivre l'accomplissement aujourd'hui, en assumant eux-mêmes leur indépendance et en faisant de leur neutralité un p.345 instrument d'une politique d'ouverture aux autres. La

L'Europe aujourd'hui

préservation de la neutralité, condition pour les Suisses de l'unité interne, n'interdit pas une politique active. Les neutres en effet peuvent et doivent participer à la construction de l'Europe aux conditions de la neutralité.

Quel monde ?

Comment décrire le monde dans lequel nous vivons ? Comme un système d'Etats, si l'on s'en tient à un critère politique. Un système d'Etats très hiérarchisé, à deux puissances dominantes selon les uns, ou à trois, à quatre, à cinq même, ou bien à 160. Mais la puissance a un caractère relatif. Elle n'est pas vraiment mesurable, malgré le perfectionnement de l'appareil statistique depuis le Congrès de Vienne. Aujourd'hui encore, et dans les pays réputés les plus avancés, une bonne partie de l'activité économique échappe à la statistique. Ce n'est que lentement que les administrations — et bon nombre d'économistes — ont reconnu le rôle régulateur joué, non seulement en temps de guerre, par l'économie de subsistance dans les sociétés à économies de marché. Les ressources du sous-sol ne sont pas forcément exploitables. Le nombre est considérable des pays pauvres assis sur des mines de cuivre, de charbon, de fer, ou qui ne peuvent vendre leur cacao, leur sucre, leur café, leur coton ou leur pétrole à des prix assurant la rentabilité. Certains d'entre eux connurent des périodes d'expansion pendant lesquelles leurs dirigeants crurent disposer d'un pouvoir d'influence qui s'est rapidement évanoui.

Les nations industrialisées, et surtout les plus avancées d'entre elles qui subissent plus directement les chocs répétés produits par les révolutions scientifiques et techniques, ne sont pas épargnées

L'Europe aujourd'hui

par les vagues de fond qu'engendre une croissance irrégulière. L'Union soviétique, de l'avis même de la nouvelle équipe qui la gouverne, accuse un retard économique et scientifique considérable sur ses concurrents occidentaux. Les Etats-Unis, patrie d'élection des candidats au prix Nobel, siège des plus puissantes compagnies multinationales, détenteurs de la monnaie de réserve du monde entier et dont l'économie semble avoir retrouvé son dynamisme et le marché ^{p.346} son pouvoir d'attraction, doivent de plus en plus tenir compte de la concurrence de pays plus compétitifs. Leur arsenal nucléaire, leur capacité économique et financière ne constituent pas des garanties durables de leur sécurité ni de leur prospérité. Ne sont-ils pas aux prises aujourd'hui avec les problèmes politiques que leur pose le double déficit de leur budget et de leur balance des comptes courants ?

Quant au Japon qui, 40 ans après sa capitulation sans conditions, est devenu une des premières puissances économiques mondiales, on peut se demander s'il pourra conserver longtemps encore les avantages que lui ont conférés le prodigieux effort d'une société dont les membres travaillaient au redressement du pays et l'effet de surprise qui en est résulté. Déjà des concurrents apparaissent, dans le Pacifique, en Extrême-Orient et dans le Sud-Est asiatique. La Chine s'est éveillée elle aussi. Quel sera son poids dans les affaires du monde à la fin de ce siècle ? Et sa part dans le commerce international ? L'élan que lui ont imprimé les réformes de Deng Ziao-ping sera-t-il maintenu ?

Ainsi — et de nombreux exemples pourraient être donnés — le monde entier est engagé dans un processus de modernisation qui remet constamment en question les efforts accomplis, les résultats acquis et les rapports entre les Etats.

L'Europe aujourd'hui

Ces Etats d'ailleurs ne sont parfois que des « organigrammes politiques et administratifs » à l'intérieur desquels circule une correspondance sans portée qui n'a d'autre objet que de conférer quelque importance à celui qui l'expédie ou qui la reçoit. Les gouvernements sont, plus souvent qu'on ne le pense, coupés du peuple pour des raisons diverses : parce qu'ils entendent protéger leur pouvoir mais plus fréquemment parce qu'ils ne prennent, ou ne trouvent, pas le temps nécessaire à la perception du changement. Des pouvoirs parallèles se constituent. Dans les pays de type démocratique les sociétés de pensée et les groupes de pression tendent à prendre une influence croissante. Sur le plan international les organisations intergouvernementales se trouvent de plus en plus enserrées dans des réseaux d'organisations internationales non gouvernementales. Le système politique international n'est plus qu'en ^{p.347} apparence un système d'Etats. Le nombre des acteurs s'est multiplié, associés dans l'inspiration de quelques forfaits — la Mafia n'a pas le monopole du crime —, rapprochés par la défense d'intérêts communs ou unis dans la lutte pour quelque grande cause : protection des droits de l'homme, de la paix, de l'environnement.

Tout historien de notre temps doit évidemment se demander si les phénomènes qu'il observe sont vraiment nouveaux. Pour peu qu'il ait suivi l'évolution de l'historiographie, des classiques histoires « du système d'Etats européen » ou de la diplomatie vers l'étude des sociétés humaines, de leurs travaux, de leur vie quotidienne, de leurs passions, de leurs émotions, il aura mesuré les limites de l'influence des « princes qui les gouvernent ». Il ne sera pas surpris par le foisonnement des acteurs et par le grouillement des activités. Il ne modifiera pas sa typologie des

L'Europe aujourd'hui

formes de gouvernement ni des régimes. La démocratie a toujours entretenu en elle le germe du totalitarisme. Le glissement dans le désordre conduit au despotisme. De tout temps, sociétés hiérarchiques et organisatrices et sociétés ouvertes se sont affrontées dans des combats qui ne se sont pas forcément terminés par la victoire des « organisateurs ». Le XX^e siècle, qui semblait s'orienter vers « l'ère des tyrannies » annoncée par Elie Halévy, voit se réaffirmer, au moment où il touche à sa fin, le besoin irrépressible de liberté.

Ce qui paraît être neuf c'est l'apparition d'armes totalement destructrices. C'est l'évolution rapide des rapports de forces démographiques. C'est l'extension géographique de la société industrielle qui modifie les rapports entre l'homme et son environnement. C'est la formation d'une communauté mondiale dont l'intégration internationalise progressivement les problèmes internes auxquels les sociétés politiques doivent faire face. C'est la foudroyante accélération des progrès des sciences et des techniques, et plus particulièrement le développement de l'informatique, de l'électronique et des télécommunications.

De la gouvernabilité de la communauté mondiale

Ces quelques observations, volontairement brèves et sèches du fait de la limite de mes connaissances et de la réserve qui me paraît ^{p.348} devoir s'imposer dans l'évaluation de l'interaction de systèmes complexes, ne rendent pas compte de la *dimension révolutionnaire* de la période que nous vivons. C'est pourquoi les analyses d'André Danzin sont précieuses. Nous avons eu l'occasion de voir dans quelle perspective il aborde les problèmes auxquels les Européens doivent faire face. Ce qu'il nous a apporté dans sa

L'Europe aujourd'hui

conférence, comme dans d'autres textes dont j'ai pu prendre connaissance, c'est une évaluation de la dimension des changements qui sont en cours : « La crise, pour lui, n'est pas seulement de nature économique mais correspond à une mutation de civilisation. » D'où la nécessité de « nouvelles solutions » à de « nouveaux problèmes » et plus encore d'une « nouvelle vision du monde ». « Les recherches entreprises dans le domaine de la physique des milieux complexes, de la biologie, de l'informatique, de l'anthropologie convergent pour donner l'image de situations en perpétuelle évolution toujours loin d'une position d'équilibre. » La mise en œuvre de « nouvelles solutions » exige ainsi un changement de « mentalité », déclare-t-il, qui doit se manifester, ajouterons-nous, par un changement de comportement. Car la prise de conscience de l'extraordinaire complexité du jeu des forces qui orientent l'évolution des sociétés humaines débouche sur une réévaluation du rôle des gouvernements et des modes de conduite des affaires, et par conséquent de nos comportements.

Les observations d'André Danzin s'insèrent dans le courant des réflexions qui ont été poursuivies à travers les années non pas seulement sur le fonctionnement du système d'Etats, sur la guerre et sur la paix, sur la régulation des échanges économiques, sur les transferts de technologie, mais sur la « gouvernabilité » de la communauté mondiale.

On évoquera à ce propos le rôle de pionnier assumé par Bertrand de Jouvenel, historien du pouvoir et de la souveraineté, inspirateur des *Futuribles* grâce auxquels la démarche prospective appliquée à l'analyse de l'évolution de nos sociétés a obtenu droit de cité. C'est à lui, ne l'oublions pas, que nous devons la promotion de l'écologie au statut d'une discipline dont on

L'Europe aujourd'hui

commence à reconnaître aujourd'hui l'importance : l'écologie politique. On rappellera ^{p.349} également Aurelio Peccei, Alexander King, fondateurs du Club de Rome qui, dans les années 70, définirent la « problématique mondiale » ou, en d'autres termes, le défi que faisait surgir la découverte des incidences de la croissance démographique et de l'industrialisation rapide sur les rapports entre l'espèce humaine et sa biosphère.

On se référera encore à la grande étude entreprise par l'OCDE sous la direction de Jacques Lesourne sur « l'évolution future des sociétés industrielles en harmonie avec celle des pays en développement » ¹, qui conclut par l'affirmation de la nécessité d'une coopération entre gouvernements pour la « gestion de l'interdépendance mondiale » ², d'une coopération « qui doit porter simultanément sur le court, le moyen et le long terme et sur les interactions entre les divers domaines d'activités » tels que « la gestion des ressources naturelles, la coordination des politiques économiques, la réforme du système monétaire international, les questions commerciales et industrielles, les relations Nord-Sud » ³. Ceci imposera, dit encore le rapport Lesourne, un effort « pour repenser l'organisation administrative de chaque pays développé en fonction de l'interdépendance croissante avec le monde extérieur... pour se doter des moyens d'information sur le monde extérieur et des organes internes de préparation de décision leur permettant de tenir compte à la fois des contraintes et des effets extérieurs dans l'élaboration de leurs politiques nationales et d'être des participants compétents dans les grandes négociations

¹ *Interfuturs. Face aux Futurs*. Pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible. Paris, OCDE, 1979, 450 p.

² *Op.cit.*, p. 420.

³ *Ibidem*, pp. 426-427.

L'Europe aujourd'hui

internationales »¹. Il s'agira également de procéder à une réévaluation du fonctionnement des organisations intergouvernementales.

J'ai cité ces quelques extraits du rapport Lesourne parce qu'il me paraît poser dans des termes précis, et en conclusion d'une étude approfondie, le problème fondamental de la gouvernabilité de la communauté internationale. Il est adressé aux gouvernements membres de l'OCDE. Mais il nous concerne tous. Car le principal ^{p.350} obstacle aux changements ne vient pas seulement de la rigidité des institutions mais, je le répète, de la rigidité de nos comportements.

Les Européens et la gestion d'un système d'interdépendance

Et ceci me ramène au point de départ de mon exposé : l'avenir de l'Europe se joue dans un monde en révolution. D'où mes questions : les Européens sont-ils préparés à participer à la gestion d'un système mondial d'interdépendance ? Ont-ils les moyens d'assurer cette participation ? En ont-ils la volonté ?

A la première question je commencerai par répondre que les Européens se sentent appelés à participer à la direction des affaires du monde. Si graves que soient les fautes politiques qu'ils aient commises et si long le cortège des abus, des violences et des guerres qu'a mis en marche leur appétit de puissance, ils n'en restent pas moins convaincus que, héritiers de la pensée grecque, de l'esprit ordonnateur de Rome et du judéo-christianisme, ils ont encore aujourd'hui le devoir de poursuivre l'œuvre de leurs ancêtres de porter dans le monde un message.

¹ *Ibidem*, p. 447.

L'Europe aujourd'hui

Cette conviction on la retrouve affirmée et réaffirmée dans les débats qui ont lieu à Genève lors des Rencontres Internationales de 1946 consacrées à *l'Esprit européen*¹. Ainsi Jean de Salis :

L'effort auquel un destin implacable convie les peuples de l'Europe suppose de leur part une grande confiance dans la vitalité, dans le génie créateur et dans la vertu ordonnatrice de l'esprit européen... La place de l'Europe de l'Occident sera plus modeste dans le monde qu'elle ne le fut par le passé. Mais rien n'empêche que les nations européennes retrouvent un jour leur équilibre et, pendant que les puissances extra-européennes traverseront à leur tour des crises inévitables, finissent par donner un exemple de stabilité et de sagesse.

N'oublions jamais que l'Europe a été un phare de spiritualité qui a fait d'elle le centre de l'humanité pensante et agissante².

L'Europe est la patrie de la mémoire, dit à son tour Denis de Rougemont. Voilà pourquoi (elle) a toutes les chances de rester la patrie de l'invention... C'est parce que l'Europe est la mémoire du monde qu'elle ne cessera pas d'inventer. Elle restera p.351 le point de virulence extrême de la création spirituelle, ce coin de monde où l'homme a su tirer de lui-même les utopies les plus transformatrices et les plus riches d'avenir, pour tous les autres hommes de la planète³.

Si j'ose parler de l'esprit européen, c'est que je considère qu'il est dans le monde encore aujourd'hui le seul vivant, déclare Jean Guéhenno... J'ai pu vérifier... ce qu'était encore la grandeur de l'Europe. Les problèmes sont partout posés en termes européens. Qu'on parle politique ou littérature dans quelque domaine que ce soit, les termes du problème sont toujours des termes européens. Même, et c'est le comble, quand les termes ont quelque peine, comme en Amérique du Sud, à recouvrir la réalité. Il n'y a pas de nouveau monde. Et quant aux anciens mondes, ils s'europanisent un peu plus tous les jours. Le monde entier, quand il pense, pense européen. Tout se passe comme si les divers continents étaient en train de se partager les membres de l'esprit européen. Le plus tragique de la situation est en ceci

¹ [RIG, tome I, 1946.](#)

² *Op. cit.*, p. 103.

³ *Ibidem*, pp. 161-162 : « Il n'y a de paix,... que dans l'effort pour instaurer un gouvernement mondial, dira-t-il encore. Et le monde pour ce faire a besoin de l'Europe, j'entends de son esprit critique autant que de son sens inventif. »

L'Europe aujourd'hui

également que si l'esprit européen est incertain et malade, il ne s'est révélé nulle part d'autres principes d'organisation des sociétés. L'esprit européen est le sel du monde ¹.

Et enfin Karl Jaspers au moment où il considère les voies menant à un ordre mondial :

Nulle part l'idée de l'humanité n'a eu autant de force qu'en Europe. La Bible pose une origine commune à tous les hommes. Quiconque est un homme doit être reconnu comme tel.

Bien que les Européens se soient rendus coupables des plus honteux forfaits, ce sont les Européens aussi qui ont réussi avec le moins de préjugés à comprendre ce que sont les autres. L'impulsion primitive pour s'emparer du monde s'est transformée en volonté de comprendre autrui et de communiquer sans réserve avec les hommes de tout l'univers.

La libération du monde est en germe dans cette pensée. Comme Européens, nous ne pouvons vouloir qu'un monde dans lequel ni l'Europe ni aucune autre culture ne domine les autres ; un monde dans lequel les hommes se laissent libres les uns les autres, tout en étant astreints dans leur solidarité par ce qui arrive à autrui.

L'idée que nous visons n'est pas européenne, mais occidentale, car elle inclut l'Amérique et la Russie. Elle tend à devenir l'idée de l'humanité ².

Je n'ai cité que quelques extraits de discours qui m'ont paru particulièrement significatifs d'une conviction que l'Europe, responsable de deux guerres mondiales, minée au point d'être à la merci de ses deux libérateurs, doit continuer à faire rayonner sa ^{p.352} pensée dans le monde, à jouer le rôle de guide spirituel et de stimulateur intellectuel. Le débat très riche qui se déroula au cours de ces premières Rencontres apporta sans doute des nuances, suscita des mises en garde et fit ressortir des contradictions. Mais le thème d'une mission mondiale de l'Europe n'en fut pas moins clairement présenté.

¹ *Ibidem*, pp. 109-110.

² *Ibidem*, pp. 311-312.

L'Europe aujourd'hui

Il allait être repris, au fil des années, de rencontres en conférences, de congrès en réunions de travail, de colloques privés ¹ en réunions au sommet. Il allait faire partie du rituel des communiqués officiels et des discours de l'un ou l'autre chef d'Etat.

Cependant cette Europe, ou cette partie d'Europe, qui s'organisait en Communauté économique dont les membres ont passé de six à douze, n'exerçait — et n'exerce encore — qu'une influence modeste dans les affaires du monde. Les Etats européens restent souverains en matière de politique étrangère, rappelle une notice intitulée « Les relations extérieures de la Communauté » ². Les gouvernements se sont engagés à se consulter et « coordonner leur attitude à propos de thèmes spécifiques ». Ils ont fait une place au président de la Commission européenne dans les conférences au sommet des sept grands pays industrialisés, autorisé la Commission à prendre position sur des problèmes internationaux et à signer des accords. Mais ils se réservent les grandes décisions de politique étrangère. La concertation à laquelle ils s'obligent et qu'ils pratiquent ne limite pas leur liberté de décision.

On ne saurait donc parler d'une politique extérieure de l'Europe, d'une politique commune en ce qui concerne certains des grands problèmes mondiaux comme le complexe de conflits qui déchirent le Moyen-Orient, les grands problèmes économiques et financiers de l'Amérique latine, l'initiative de défense stratégique du

¹ Ainsi la conférence *L'Europe et le Monde* qui réunit à Bâle, du 29 au 30 octobre 1964, environ deux cents participants. Cf. pour le contenu des débats et le texte des résolutions le *Bulletin du Centre européen de la Culture*, XIe année, n° 1-2, automne 1965, 168 p.

² La Documentation française. Recueil de notices *L'Europe des Communautés*, notice n° 19.

L'Europe aujourd'hui

président Reagan, les relations internationales en Afrique australe. On ne voit pas non plus se dégager de stratégie propre à l'Europe, ni même une ^{p.353} conscience de l'importance politique d'une réflexion stratégique qui permette à l'Europe de prendre quelque distance sur la confrontation des deux grandes puissances.

Contradictions des Européens

Les Européens tiennent de très beaux discours sur le rôle de l'Europe dans le monde, sur l'influence qu'elle peut exercer en Amérique latine ou dans le Pacifique. Mais le discours sonne creux parce que trop souvent l'orateur n'a pas fait l'effort de se mettre à la place des autres. L'Européen ne perd pas une occasion de souligner l'importance du dialogue des cultures. Mais il n'est pas capable de l'entretenir parce que sa curiosité reste professionnelle et par conséquent sectorielle, une curiosité de spécialiste et non pas d'humaniste. Il continue à regarder les autres continents comme des marchés et ceux qui les habitent comme des clients ou des concurrents. L'autre n'est saisi comme créature humaine que lorsqu'il souffre, lorsqu'il est blessé, torturé, humilié. L'Européen retrouve alors sa vocation, celle de protecteur des droits de l'homme. Il s'émeut, il s'indigne, il dénonce, il veut aider. La réaction affective, l'émotion collective deviennent des substituts de la politique. Pour le reste, l'Européen continue à vaquer à ses affaires en considérant tout d'abord ses intérêts.

On trouvera que ces dernières remarques sont d'une sévérité excessive. A cela je répondrai des questions que je me pose tous les jours : peut-on légitimer l'exportation d'armes comme un moyen de contribuer au rétablissement de la balance des comptes courants, condamner les gouvernements qui utilisent les armes

L'Europe aujourd'hui

qu'on leur a vendues et participer en même temps à des conférences de désarmement ? Peut-on critiquer les gouvernements qui ont laissé s'abattre la famine sur leur pays alors qu'on leur a fait croire que la locomotive du développement serait l'industrialisation et qu'on leur a vendu des installations industrielles inutilisables ? Peut-on imposer à des pays endettés le rééchelonnement de leur dette à des taux d'intérêt qui absorbent une large partie du revenu acquis par l'exportation, alors que, dans une période d'expansion euphorique, ces créanciers exigeants les avaient encouragés à s'engager dans des ^{p.354} entreprises qu'ils savaient dispendieuses, les poussant même à la dépense ?

Je pourrais citer bien d'autres exemples de la contradiction entre déclarations de principe et comportements. Bon nombre d'Européens — et parmi eux des membres de gouvernements qui donnent aujourd'hui des leçons aux Américains comme aux Soviétiques — ont décidément beaucoup de peine à maintenir quelque cohérence entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font.

« L'Europe, lumière du monde », comme la France du général de Gaulle et de François Mitterrand, reste attachée au message figé dans la mémoire historique, dans l'histoire immobile. Mais ce qui compte pour elle dans le présent c'est de survivre. La mémoire du court terme n'enregistre pas les contradictions des Européens. Elle est comme embrumée par les péripéties, par le circonstanciel. On ne saurait donc dire, à juger les Européens sur leurs actes, qu'ils soient préparés à participer à la gestion des affaires mondiales.

L'Europe se construit-elle ?

Serait-ce que la construction de l'Europe accapare leur attention ? Il est vrai qu'ils s'en préoccupent. Mais la gestion

L'Europe aujourd'hui

d'intérêts nationaux et sectoriels dans le court terme leur apparaît encore comme une tâche prioritaire. L'histoire de l'Europe de l'Occident dans les trente dernières années a été marquée par les débats entre visionnaires, dont la réflexion prospective déborde délibérément l'an 2000, et les réalistes collés à leur horizon budgétaire et soucieux de conserver les biens acquis. Elle est jalonnée de grands projets de coopération scientifique, technique, industrielle, dont la réalisation implique une prise de risque d'autant plus difficile à faire accepter que la crise des années 70 durcit la résistance au changement.

A la lecture des chronologies ¹ de la construction européenne, des déclarations et des communiqués publiés à l'issue de conférences au sommet, de réunions du Conseil européen ou d'autres instances politiques, on pourrait certes imaginer que l'Europe s'inscrit dans les faits : la Communauté s'élargit, passe de six à douze Etats ^{p.355} membres ; en juin 1979, l'Assemblée parlementaire européenne est élue au suffrage universel ; un système monétaire a été institué peu auparavant. Union politique, relance économique, coopération scientifique, technique, industrielle fournissent les thèmes de la plupart des discours.

Mais la machine européenne tourne à vide. Bien que chacun soit conscient de l'efficacité du multiplicateur communautaire et du fait qu'« aucun pays de la CEE ne dispose plus de marge significative d'expansion à moyen terme », comme l'écrit Michel Albert ², chacun continue à travailler pour soi. Pendant ces années terribles où le chômage partout progresse, où l'inflation s'installe

¹ Cf. *L'Europe des Communautés, loc. cit.*, Notice n° 2.

² *Un pari pour l'Europe*, Paris, Le Seuil, 1983, 156 p.

L'Europe aujourd'hui

et persiste, où le contraste s'accuse entre le dynamisme économique américain et japonais et la stagnation, la résignation qui caractérisent la situation matérielle et morale de l'Europe, le thème de la décadence semble l'emporter sur celui de la relance. Jean Riboud, président-directeur général de Schlumberger, constate « le déclin de l'Europe, de l'Europe industrielle, technique et scientifique dans un monde en pleine expansion »¹. Or, écrit-il, « les Européens ne voient pas ce déclin. Ils n'y croient pas... Il y a une crise générale du monde, disent-ils, crise de mutation technologique et scientifique, crise d'adaptation. » Mais, remarque Riboud, cette fatalité « qui domine l'Europe... n'est pas ressentie comme telle dans le reste du monde ».

Ainsi l'image qui se répand est celle d'une Europe « enjeu » dans la rivalité des puissances, d'une Europe protégée par le parapluie nucléaire ouvert par les Etats-Unis, dont on attend par ailleurs qu'ils jouent également le rôle de locomotive de l'économie. Une Europe pour qui le déplacement du centre de gravité des affaires du monde vers le Pacifique serait un mouvement irréversible et qui, malgré quelques accès de bravoure rhétorique, accepte de se laisser marginaliser par l'histoire, pourvu qu'on la laisse vivre.

L'image cependant a tourné à la caricature et il faut parfois des étrangers pour la rapprocher de la réalité. Ainsi ce Japonais, cité p.356 par Paul Fabra², qui invite ses compatriotes à ne pas se laisser séduire par l'idée d'un déplacement du centre de gravité des affaires mondiales vers le Pacifique et à ne pas sous-estimer

¹ *Le Monde*, 26-27 février 1985.

² *Le Monde*, 30 juillet 1985. Paul Fabra se réfère dans sa chronique à l'article de Koichi Kondo, rédacteur en chef du groupe de presse *Sonkai Newspaper*.

L'Europe aujourd'hui

l'influence de l'Europe qui reste considérable :

Tandis que les Etats-Unis, issus de l'Europe, dépassent cette dernière dans le domaine étroit de la technologie, c'est l'Europe et ce qu'elle représente qui ont élevé les Etats-Unis au niveau où ils se trouvent aujourd'hui. Par contraste, les Etats-Unis n'ont virtuellement rien tiré de l'Asie.

Le message que pourrait contenir l'article du journaliste japonais c'est qu'il faut se garder de passer l'Europe par pertes et profits, que les Japonais n'ont guère intérêt à se laisser enfermer dans un tête-à-tête avec les Américains, dans un condominium à base économique sur le Pacifique, et qu'ils ont besoin d'une participation active des Européens à la gestion des affaires mondiales. L'Amérique trop puissante, trop pressante les inquiète.

Comme elle inquiète les Européens, ce qui pourrait être leur chance. La peur des Soviétiques les avait poussés à s'unir et même à s'assurer la protection des Etats-Unis. C'est cette peur qui encore aujourd'hui les fige dans une conception militaire de leur sécurité. Or, l'administration Reagan les bouscule et les déconcerte. Elle « déréglemente », supprimant des entraves à la libre concurrence tout en cherchant à établir son contrôle sur les transferts de technologie. Elle s'oppose au protectionnisme tout en exerçant des pressions sur ses concurrents qui ont le tort d'être trop compétitifs. De telle façon que les Européens prennent progressivement conscience de la menace que ce protecteur trop puissant, « Gulliver déchaîné », fait peser sur leur économie, sur le développement d'une recherche scientifique indépendante et de techniques nouvelles.

Un début de mobilisation

La peur d'une satellisation pourrait être un facteur de mobilisation des Européens derrière ceux d'entre eux qui, depuis

L'Europe aujourd'hui

des années, insistent sur la nécessité d'une concentration des efforts pour ^{p.357} maintenir la science et les techniques européennes au niveau de leurs concurrents ou, plus encore, pour rattraper des retards. Ces pionniers sont restés très isolés jusqu'ici en ce sens que les succès qu'ils ont obtenus — celui du CERN en particulier — n'ont pas eu un impact politique assez marqué pour produire un effet d'entraînement. Au niveau des technologies, où les partenaires ne sont pas seulement les Etats rivaux et les savants mais des firmes concurrentielles, toutes contraintes à pondérer l'importance relative des marchés actuels et potentiels, les résistances à la coopération ont été plus vives. Mais l'effort n'en a pas moins été poursuivi avec une ténacité qu'il faut prendre en compte dans l'évaluation des chances de l'Europe. On a signalé des échecs, bruyamment parfois, comme des preuves de l'impossibilité d'organiser une coopération industrielle européenne. Mais les succès obtenus ont une valeur symbolique : qu'il s'agisse d'Airbus ou de l'Agence spatiale européenne, la démonstration est faite de la capacité concurrentielle des industries européennes.

C'est pourquoi les années qui viennent de s'écouler sont particulièrement intéressantes. Non pas tant par la prolifération des initiatives, mais par la préoccupation commune à ceux qui les lancent de tirer les leçons de l'expérience acquise, de concevoir des programmes fondés sur la convergence des intérêts et le libre engagement des partenaires, de choisir des cheminements et des méthodes offrant la possibilité de tourner les obstacles administratifs. Tout est fait pour gagner la confiance des entrepreneurs, pour les amener à s'associer sans contrainte, dans l'espoir que cette association dans ce que les initiateurs du

L'Europe aujourd'hui

programme Esprit ¹ définissent comme une « recherche précompétitive », les incitera à s'engager dans une coopération industrielle. Ils n'y sont pas tous acquis, par crainte de perdre les positions qu'ils occupent ou de quelque intervention intempestive à leurs yeux de la Commission européenne ou de leurs gouvernements. La tentation est forte de chercher des partenaires hors d'Europe pour faire un bond technologique.

^{p.358} C'est dans cette période où les efforts des partisans d'une intensification de la coopération industrielle entre Européens commencent à porter des fruits que l'Initiative de défense stratégique du président Reagan crée l'événement. Elle accule les Européens à une réévaluation de leurs relations avec les Etats-Unis. Placés soudainement devant une nouvelle conception stratégique et un formidable défi scientifique et technique qui risque de mobiliser leur potentiel intellectuel et industriel au service d'un allié trop puissant, ils doivent prendre une décision : la réponse sera donnée par le gouvernement français par le lancement du projet Eurêka ², programme civil de coopération européenne dans les techniques avancées. Il s'agit en effet d'offrir rapidement aux savants et aux industriels la possibilité d'exploiter et de développer eux-mêmes, et au bénéfice de l'Europe, les recherches qu'ils ont entreprises.

Il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de la proposition française. Ce qu'il convient de souligner en revanche, c'est que l'initiative américaine a fourni aux Européens une occasion de

¹ Esprit : *European Strategic Programme for Research (and Development) in Information Technology* lancé en 1984. Ce programme associe également les universités, les instituts et les laboratoires des pays membres de la Communauté.

² *European Research Coordination Agency*.

L'Europe aujourd'hui

mettre en valeur les atouts dont ils disposent. Dans cette année 1985, l'IDS a été un détonateur. Eurêka pourrait être un révélateur.

A la condition cependant que les Européens prennent conscience du fait que l'IDS est un programme militaire, géré par le Département de la défense d'une administration américaine dangereusement gagnée par une fièvre triomphaliste. Ceux qui envisageraient de conclure un contrat dans l'espoir de bénéficier de l'apport des techniques dites de pointe doivent savoir que leur éventuel partenaire se réserve le droit d'établir son contrôle sur les transferts de technologie et les prive par conséquent de la libre disposition du fruit de leurs recherches. Ils s'exposent de ce fait, ils nous exposent, à ce que je définirai comme un « Munich industriel ».

J'ai accordé, dans ces réflexions sur l'Europe et son avenir, une place plus large que je ne l'avais prévu au rôle de la science et de la technique, un domaine qui ne m'est pas familier.

Personne n'en sera surpris. Nous sommes en effet au cœur de la bataille que les Européens doivent livrer pour assurer leur existence. ^{p.359} Or, cette bataille offre un champ d'observation à qui s'efforce de comprendre comment s'articulent les rapports entre science et technique, entre innovation technologique et développement industriel et finalement entre science et société. Elle nous permet également d'observer l'évolution des attitudes et des comportements.

La première constatation que je serais tenté de faire c'est que l'Europe serait mieux équipée qu'on ne le disait et les Européens plus décidés également à lutter pour assurer leur avenir. Ceux

L'Europe aujourd'hui

d'entre eux — et ils ne sont pas nombreux — qui ont réagi assez tôt au défi japonais vont peut-être recevoir du renfort ¹.

Ma deuxième constatation porte sur l'évolution des méthodes — certains diront même des stratégies. Les Européens, chercheurs, industriels, politiques, ont tenu compte des expériences faites et des échecs : ils ont modifié leur approche des problèmes et leurs méthodes. L'effort a été progressivement porté d'amont en aval, de la recherche scientifique à la réalisation industrielle qui, elle, doit tenir compte des besoins et des possibilités du marché ².

Le souci de mobiliser le potentiel industriel européen s'est manifesté non pas seulement par l'attribution de crédits, mais aussi par un dégagement de l'Etat. Les Anglais sont devenus, paraît-il, des experts en privatisation, dont les avis sont demandés à l'extérieur. La France socialiste de François Mitterrand ne « dénationalise » pas encore ses industries, mais, à travers le programme Eurêka, encourage les initiatives en même temps qu'elle favorise les synergies. Il s'agit d'orienter plutôt que d'ordonner.

Troisième constatation : cette période expérimentale, où les Européens redéfinissent leurs politiques de la science et leurs politiques industrielles et tentent de réajuster les rapports entre l'Etat, les scientifiques et les entrepreneurs, offre aux uns et aux autres des possibilités de se former à la gestion de systèmes complexes et des affaires mondiales. Si spécialisés qu'ils soient et préoccupés de la _{p.360} défense de leurs intérêts immédiats dans le

¹ Cf. à ce propos l'article du *Wall Street Journal* du 3 septembre 1985 intitulé « European Corporations Set up Mechanisms to Foster Innovation », qui donne des exemples révélateurs d'un nouvel état d'esprit.

² Ainsi les *European Silicon Systems* auxquels le *Financial Times* du 3 septembre 1985 consacre un éditorial.

L'Europe aujourd'hui

court terme, ils n'en sont pas moins contraints, par les accidents de la vie quotidienne et les défis du moyen terme, de regarder au-delà de leurs frontières. Quelques groupements industriels européens se sont déjà associés pour certaines opérations à des groupements américains ou japonais. Ils sont libres également de collaborer au programme IDS et au programme Eurêka.

Je pourrais peut-être terminer sur une note optimiste : il est possible que les Européens parviennent à mettre en valeur leur capital intellectuel et leur capital industriel et qu'une fois de plus, les libertés dont ils jouissent favorisent l'épanouissement de leur génie inventif.

Une Europe fédéraliste

Mais tous les succès que le réveil de ce génie inventif remportera n'ouvriront à l'Europe un avenir digne de son passé que si les Européens leur assurent une base et un cadre politiques. La formation d'un grand marché européen, une des conditions de la résorption du chômage, se heurte encore à la résistance des nationalismes encore singulièrement vigoureux¹ et que seule l'union politique de l'Europe permettra de surmonter.

A la condition cependant que cette union politique qui, en cette année de nouveau, est au centre d'un débat entre les douze membres de la Communauté, soit fondée sur la reconnaissance des diversités européennes et que chacune des nations de ce continent puisse y trouver sa place et fournir une contribution à sa mesure. L'étude de notre passé séculaire, l'observation de cette période de gestation d'une nouvelle société, dans laquelle le souci

¹ Cf. à ce propos *Le Monde* du 10 septembre 1985 qui commente l'échec de l'avion de combat européen.

L'Europe aujourd'hui

partout exprimé par l'homme de protéger son environnement naturel et son identité culturelle alimente la poussée des forces centrifuges à l'intérieur des Etats, nous conduisent à penser que l'Europe à construire ne peut être que fédéraliste, que l'unité implique l'acceptation des diversités.

p.361 L'Europe des Douze, conçue dans une démarche intellectuelle qui privilégiait la construction de l'infrastructure économique, m'apparaît comme un monstre froid. Elle est un centre de confrontation d'intérêts que ceux qui l'administrent tentent d'arbitrer. Elle échappe au contrôle des citoyens sur lesquels elle n'a pas de prise. Elle n'incarne pas un patrimoine culturel européen qui appartient à chacun d'entre nous et qui ne peut être saisi et géré — et ici je me rallie à Denis de Rougemont une fois de plus précurseur — qu'au niveau des régions « définies comme des espaces de participation civique... et liées beaucoup moins par leur passé que par leur avenir commun »¹.

La région pourrait, c'est du moins mon espoir, assumer dans la renaissance de l'Europe le rôle historique joué par le mouvement des Communes dans sa formation. C'est dans la région où la culture européenne s'exprime dans sa diversité, où le citoyen est mobilisable pour des causes qui dépassent parfois le cadre géographique dans lequel il vit et les frontières des Etats, où se fait son éducation politique à la gestion des problèmes complexes, qu'un dépassement des nationalismes peut être réalisé et que les Européens parviendront à concevoir leurs relations avec le monde par-delà les rapports de puissance. Cette réflexion ne relève plus de l'utopie. La vie de tous les jours ne leur enseigne-t-elle pas que

¹ Cf. *Le patrimoine européen, unité et singularité*, publié par le Centre d'études pratiques de la négociation internationale, Genève, 1983, p. 207.

L'Europe aujourd'hui

c'est de leur volonté d'assumer eux-mêmes leur défense que dépend leur capacité de dissuasion et qu'ils pourront exercer leur influence par d'autres moyens que la force militaire.

Voilà un discours bien helvétique, dira-t-on. Je n'en disconviendrai pas. La Suisse reste aujourd'hui une Confédération d'Etats fondée sur le respect des diversités et, par-delà des manifestations de provincialisme parfois touchantes, souvent médiocres, ouverte au monde. Un de nos historiens trop tôt disparu, Karl Meyer, évoquant dans un très beau discours prononcé avant-guerre le passé commun de ces Européens qui parlent des langues différentes, leur rappelait que chacun d'entre eux devait assumer un engagement qui dépassait les frontières de sa communauté linguistique : p.361

La réflexion et la conscience historiques, disait-il, impliquent une responsabilité à l'égard du patrimoine commun, de la civilisation et de la conception que nous nous faisons de l'homme. Elles nous indiquent les trois ordres dans lesquels tout Etat se trouve engagé et les obligations qui en résultent pour lui : sa relation avec le bien le plus général : la civilisation ; avec l'espace le plus vaste : l'humanité ; avec tous les temps : l'histoire universelle. Par-dessus toutes les législations particulières à chaque Etat et à chaque époque, ces trois ordres contiennent les critères suprêmes et constants, applicables à tout phénomène : les valeurs culturelles, les valeurs humaines et les valeurs qui se dégagent de l'histoire universelle ¹.

Ce discours sur les valeurs me ramène aux Rencontres de 1946 et à Jean Guéhenno. Nous n'avons pas à jouer le jeu de la puissance. « L'Européen se veut juge et créateur du monde, constructeur de la vérité. C'est là la pensée européenne. Elle est, elle était, elle n'a pas cessé d'être dans une contradiction avec la politique de l'Europe. Eh bien, je crois, pour moi, que le salut de

¹ *La Suisse, Etat polyglotte*, Neuchâtel, la Baconnière, 1952, p. 48.

L'Europe aujourd'hui

l'Europe est d'accorder sa politique à ses pensées. »

Les Européens se voient souvent reprocher leur indécision. Ils ne savent pas ce qu'ils veulent. C'est sur l'incohérence de leur discours et de leur conduite qu'il faudrait porter la critique. Ils devraient savoir ce qu'ils font et garder les fautes commises — par ignorance ou par arrogance — en mémoire, afin de ne pas récidiver.

L'essor de la science peut contribuer à une renaissance de l'Europe. De quelle Europe ? D'une Europe conduite par des technocrates encadrés par des juristes de la couronne ? Ou d'une Europe dont les citoyens entendent user de la liberté dont ils bénéficient pour réaffirmer, dans leur comportement, leur fidélité au message humaniste dont ils se réclament ?

Il est difficile de renouveler sa confiance à un récidiviste. Les peuples et les nations n'accorderont aux Européens un certificat de capacité politique que dans la mesure où ils lui reconnaîtront une autorité morale. C'est pourquoi le dialogue des cultures, auquel depuis plus de vingt ans Denis de Rougemont nous invite, ce dialogue qui nous offre une chance de résoudre en commun les problèmes que la civilisation technique pose à toutes les sociétés politiques, exige de nous autres Européens un effort considérable ^{p.363} pour mieux comprendre les autres en nous débarrassant d'une condescendance qui nous aveugle.

Postface

Nous avons entendu cette semaine des amis qui nous ont dit comment ils voyaient l'Europe. Et tous nous ont lancé le même avertissement, adressé le même appel : avez-vous changé votre

L'Europe aujourd'hui

comportement ? Allez-vous changer ? Edem Kodjo dans une critique sévère, Gérard Pelletier avec une affectueuse ironie, Moriaki Watanabe par des coups de projecteurs qui nous dévoilaient, tout en nous incitant à réfléchir aux conclusions que les Japonais tirent de leurs constatations. Des bords de la Vistule et de Budapest nous sont venues enfin des critiques convergentes.

Nous devons les écouter tous. Car ils nous voient tels que nous sommes. Dans ce *nous* j'inclus les Suisses : nous sommes en effet concernés. La Suisse a-t-elle une politique européenne qui ne se limite pas à la défense de nos intérêts économiques ? A-t-elle élaboré une politique culturelle conforme à sa mission séculaire d'*Helvetia Mediatrix* ? Je n'en suis pas certain. Je sais en revanche que Denis de Rougemont a fourni une contribution parfois décisive à la construction d'une Europe fédéraliste et que le *Centre européen de la culture*, dont il est le fondateur, devra poursuivre son œuvre.

@

TABLE RONDE DES CONFÉRENCIERS ¹

présidée par Jean STAROBINSKI

@

M. JEAN STAROBINSKI : p.365 L'époque est telle que nombre de conférenciers ne sont plus des nôtres ce matin. Mais je me réjouis de voir dans la salle des conférenciers de cette semaine, des invités des Rencontres Internationales, et ils sont, bien entendu, que je les aie prévenus ou non, les bienvenus pour prendre la parole après cet exposé de Jacques Freymond en lui posant des questions ou en faisant des remarques sur l'ensemble de ces Rencontres.

Nous pourrions réfléchir longuement, je crois, à ce que vous nous avez dit, car votre magistrale conférence était, non seulement la récapitulation, mais — je dirais — la conclusion à la fois réaliste et réflexive de nos Rencontres.

Toutefois, la réflexion continue, et rien n'empêche qu'elle ait lieu dans cette salle même, avec la participation de ceux dont les conférences ont été évoquées, ou encore de ceux qui souhaitent maintenant prendre la parole.

M. ANGELOS ANGELOPOULOS : En ma qualité de vice-président de la Société européenne de culture, je suis heureux de participer, même tardivement, à ces Rencontres Internationales de Genève dont, depuis longtemps, les conférences et entretiens influencent la pensée contemporaine. Le sujet choisi cette année est, d'ailleurs, d'une grande actualité dans la mesure où le monde traverse une crise générale, et que le problème se pose de savoir quel doit être le rôle de l'Europe dans cette situation.

M. Freymond nous a ainsi donné une image des contradictions du monde dans lequel nous vivons ; il a analysé les grands problèmes de notre époque et nous a montré comment l'Europe peut, aujourd'hui, exercer une mission de grande valeur dans la crise que traverse le monde.

Bien que je me trouve en plein accord avec les grandes lignes de son admirable conférence, je voudrais — si vous me le permettez — souligner que

¹ Le 21 septembre 1985.

L'Europe aujourd'hui

l'avenir de l'Europe dépend, en définitive, de sa capacité et de sa ^{p.366} volonté de faire face aux grands défis contemporains — défi économique, défi technologique, défi énergétique, défi culturel, ou d'autres encore qui la menacent.

Chacun sait toutefois que l'Europe, et la Communauté européenne notamment, traverse une crise multiple. Une crise budgétaire, par manque de ressources suffisantes, une crise agricole, une crise d'élargissement, une crise entre pays du Nord — privilégiés — et pays du Sud — plus pauvres — et, en général, une crise de la croissance et de l'emploi. On sait bien que le nombre de chômeurs dépasse déjà 15 millions de personnes, les perspectives pour les années à venir demeurent très sombres. D'ailleurs, une simple comparaison avec les Etats-Unis suffit à montrer le retard de l'Europe : au cours de la dernière décennie, la population active des Etats-Unis a augmenté de 20 millions de personnes. L'Europe, avec la même population, ou presque, a eu une augmentation de sa population active de 4 millions de personnes seulement.

Un signe plus inquiétant encore réside dans le fait qu'aux Etats-Unis 85 % des personnes qui sont entrées dans la vie active ont trouvé un emploi, tandis qu'en Europe ce taux est de 25 % seulement, les autres se trouvant au chômage.

Pourquoi cette énorme différence ? Est-ce que l'Europe se trouve — comme certains le prétendent — sur la voie du déclin ? Je voudrais mentionner ce que la revue américaine *Newsweek* écrivait, il y a quelques mois, à ce sujet : « Après trente années d'une croissance continue, le « miracle européen » d'après-guerre est terminé. Le leadership dans le monde, dans le domaine des sciences, de la technologie et du commerce, passe maintenant aux Etats-Unis et au Japon. Peut-être pour toujours. »

Ce point de vue pessimiste est partagé par un certain nombre de savants et de scientifiques européens, et l'économiste français Michel Albert qui, à la demande du Conseil de l'Europe, a rédigé un rapport pour le redressement de l'économie européenne, conclut : « L'Europe se sclérose et décline sur la pente de non-croissance. »

Tout cela justifie-t-il les perspectives pessimistes sur l'avenir de l'Europe ? Je ne le pense pas. L'Europe, comme vient de nous le dire Jacques Freymond, possède les ressources humaines et matérielles nécessaires pour freiner, voire

L'Europe aujourd'hui

arrêter ce déclin. A la condition, toutefois, qu'elle croie en elle-même !

Si, aujourd'hui, ce problème du chômage prend des dimensions alarmantes en Europe, comment s'explique-t-il ? Les capitaux nécessaires manquent-ils pour faire des investissements productifs et créer des emplois ? Pas du tout : selon des estimations du *New York Times*, entre 1980 et 1984, 447 milliards de dollars sont entrés aux Etats-Unis pour financer l'économie américaine, dont 180 qui provenaient d'Europe. Cela signifie que, chaque année, 40 à 50 milliards de dollars prennent la route des Etats-Unis au lieu de rester en Europe et d'y être utilisés.

Voilà pourquoi nous avons besoin d'un plan à long terme pour le développement de l'Europe, plan qui devrait être basé sur une monnaie forte et être utilisé pour le développement des régions périphériques européennes, en donnant du travail aux gens qui n'arrivent pas à s'occuper.

p.367 Il faut que l'Europe, comme l'a dit Jacques Freymond, crée non seulement une union économique véritable, mais aussi une union politique et qu'elle devienne la troisième puissance du monde ; il faut qu'elle puisse jouer un rôle d'arbitre, de conciliation entre les deux grandes puissances. Elle devrait prendre l'initiative d'adopter une nouvelle politique mondiale, selon un plan Marshall nouveau, basé sur l'application d'une politique keynésienne à l'échelle internationale, qui aurait pour but de faciliter la répartition du revenu entre pays riches et pays pauvres.

Lorsqu'on voit ce monde divisé entre pays du Nord — pays industrialisés, qui traversent une crise, ont des surplus en biens d'équipement, en biens de consommation, et qui n'ont pas de consommateurs — et pays en voie de développement, qui représentent les trois quarts de la population du globe, qui se trouvent à la veille de la misère, de la pauvreté, qui ont besoin de se développer, qui peuvent devenir de véritables consommateurs, mais n'ont pas les moyens pour le devenir, il faut à l'évidence créer un mécanisme qui permette d'activer et de construire cette coopération entre pays développés et pays en voie de développement afin de sortir de la crise actuelle. C'est le seul moyen.

Du reste, comme vous le savez, les pays du tiers monde sont endettés, écrasés par un service de la dette énorme. Cette dette se monte maintenant à environ 800 milliards de dollars, et ces pays doivent payer, chaque année, un

L'Europe aujourd'hui

service d'à peu près 120 milliards de dollars pour les intérêts et pour l'amortissement. S'il n'y avait pas de crise, tous ces services seraient payés par l'octroi de nouveaux emprunts. Mais l'inconvénient de ces prêts est qu'ils sont fournis à court terme et doivent donc être remboursés dans un délai de 7 ou 8 ans, ce qui n'est pas possible aujourd'hui. Du moment que les banques deviennent très prudentes, la crise ne peut que se prolonger. Voyez d'ailleurs ce qui se passe en Amérique latine. Aussi bien, dans une telle situation, nous avons besoin, comme l'a souligné Jacques Freymond, d'une gestion mondiale de cette interdépendance des Etats.

Il faut que l'Europe prenne l'initiative et adopte une nouvelle politique qui pourrait aider à sortir l'économie mondiale de son impasse ; simultanément, l'Europe peut devenir le leader spirituel pour ce monde qui cherche une nouvelle idéologie capable d'assurer à l'humanité tout entière le progrès, la prospérité et la paix.

M. JEAN STARORINSKI : Je vous remercie de vos remarques. Nous avons annoncé une table ronde des conférenciers, et nous avons la bonne fortune d'avoir dans cette salle MM. Pelletier, Wozniakowski, Watanabe et Boldizar que je serais très heureux d'entendre exprimer leurs réflexions. Pour accélérer les choses, car je vois que l'heure avance et qu'une partie de notre public est tentée de nous quitter, je leur demanderai de faire un effort de brièveté tout en ne restreignant rien de leurs pensées, en l'exposant aussi complètement et aussi franchement que possible.

M. GÉRARD PELLETIER : Je serai aussi bref que je le puis en demandant à Jacques Freymond s'il a évité de façon ^{p.368} intentionnelle de nous dire quel est le point de vue européen — s'il en existe un — sur la menace que constitue le projet américain de la guerre des étoiles ou, au contraire, le facteur de confiance qu'il pourrait constituer pour la paix mondiale ?

Nous avons souvent entendu parler de la guerre des étoiles durant ces Rencontres, mais toujours d'un point de vue que je serais porté à qualifier d'un peu étriqué, c'est-à-dire en se demandant si cela va favoriser ou non le développement de la technologie en Europe, par exemple. Or l'aspect le plus important du projet — et la question la plus immédiate à se poser — est de savoir si nous allons tous être incinérés ensemble, Européens, Américains,

L'Europe aujourd'hui

Asiatiques ou Africains, car une guerre nucléaire avec un recours massif aux moyens de destruction dont nous disposons n'épargnerait personne, selon les savants qui se permettent d'en parler.

Je me demandais s'il n'y avait pas une importance capitale à ce que l'Europe, sur des questions comme celle-là, parle pour le monde entier, et non pas seulement à partir de ses propres intérêts ; jusqu'ici, il ne me semble pas avoir entendu une voix très autorisée, ni très forte, nous dire si ce projet de M. Reagan accélère la course aux armements ou si, au contraire, il est susceptible de la modérer.

Comme disait M. Prudhomme : j'ai une opinion et je la partage. Personnellement, je trouve ce projet, du point de vue de la paix mondiale, extrêmement dangereux. Mais je ne sais quel est votre avis à ce sujet ?

M. JACQUES FREYMOND : Je crois que la question est si précise et si directe qu'il faut que je me détermine — je ne dis pas : que j'y réponde.

Ma réaction a été analogue à la vôtre, d'emblée. Et toutes les lectures que j'ai faites, les milieux dans lesquels j'ai évolué, les gens que j'ai rencontrés souvent plus qualifiés que moi pour en parler ou en juger — ont forcément exercé une influence sur ma position. Or ces gens disaient que les coûts étaient incalculables et que ce projet était irréalisable.

Récemment encore, au colloque organisé par Sadruddin Aga Khan, M. Abdousalam a montré que ce qui n'est pas réalisable — et tout le monde, à l'heure actuelle, semble d'accord — c'est de créer un bouclier complet. Ce qui peut être réalisé, c'est que des missiles frappent des satellites et, par conséquent, qu'on trouve les moyens de diminuer la force, ou l'impact, d'attaques éventuelles.

Quant à moi, je crois ce projet dangereux, je le crois déstabilisateur. Je crois qu'on ne peut s'engager dans cette aventure dont, l'autre jour, André Danzin disait qu'elle était romantique. On va supprimer, dit-on, la dissuasion nucléaire et la remplacer par une défense avec des moyens destructifs. Mais nous sommes, me semble-t-il, en pleine aventure. Le bon sens commanderait, lui, d'éviter de se lancer dans l'aventure et, de ce point de vue, il me paraît absolument indispensable que les Européens prennent des positions très claires et proclament que ce genre d'aventure, nous n'en voulons pas : ce que nous

L'Europe aujourd'hui

voulons, c'est une réduction des armements, et rien qui relance l'escalade nucléaire.

M. MORIAKI WATANABE : Comme je l'ai dit dans mon bref exposé, l'Europe a fonctionné comme modèle, en particulier, pour un pays comme le Japon. Cela, on l'oublie très souvent en Europe lorsqu'on pense au Japon. Le Japon, pour les Européens, c'est une image tout à fait fantasmée, le Japon exotique ou le Japon superpuissance technologique, économique, etc.

Or il est grand temps de déployer des efforts pour que l'on se comprenne mieux, et que les Européens comprennent les assises culturelles sur lesquelles la société japonaise moderne est construite.

Je souhaiterais, en ce sens, qu'un effort soit fait dans, par exemple, le domaine des sciences humaines en vue d'analyser la réception de la culture occidentale au Japon, ce qui apportera beaucoup de lumière et dissipera nombre d'inquiétudes qui pèsent et alimentent, en quelque sorte, ce fantasme européen vis-à-vis du Japon.

M. JACQUES FREYMOND : Je suis d'accord, cela va de soi, avec votre proposition.

M. IVAN BOLDIZSAR : Tout ce que j'ai entendu ici m'a renforcé dans ma conscience européenne. Renforcé, aussi, dans ma vocation, avec un peu d'auto-ironie, d'être souvent — voire même toujours — un apôtre des causes perdues. Je m'explique : les termes « européen », « Europe », ne renvoient qu'à l'Europe des Douze, du moins dans ce colloque, et ce vocabulaire ne peut plus être changé, me semble-t-il. Voyez l'exposé court, mais très important, de mon ami Angelopoulos : il savait qu'il ne parlait que de l'Europe des Douze, même si je suis persuadé qu'il pensait, aussi, à l'Europe des autres, sans l'avoir dit...

Je commence donc à me résigner à l'idée que la chose est sémantiquement perdue. Mais la cause elle-même n'est pas perdue, et il nous faut construire des ponts au-dessus des tendances opposées, des alliances militaires, des organismes économiques. Il faut d'ailleurs des viaducs plutôt que des ponts car, dans les vallées, au-dessous des viaducs, la vie continue. On peut continuer comme avant, mais les possibilités de contacts plus fréquents entre — disons —

L'Europe aujourd'hui

les deux montagnes liées par un viaduc ou plusieurs viaducs existent bel et bien.

Ce contact, Jacques Freymond l'a tenté dans son exposé européinissime ! Je dis cela parce qu'au fond sa conférence constituait une manière d'autocritique, non pas personnelle, bien sûr, mais européenne. J'en retiens surtout l'idée que la sécurité n'est pas, uniquement, une question militaire. Si elle devait être considérée uniquement comme telle, ce ne serait pas la peine de nous rencontrer aujourd'hui, à Genève, ou n'importe où ailleurs. La sécurité de notre continent dépend, bien sûr, des alliances militaires, mais une sécurité plus profonde, plus humaine, dépend de nous-mêmes. A ce propos, d'ailleurs, Jacques Freymond m'a demandé, hier, dans quelle mesure le Forum culturel de Budapest, fils ou petit-fils d'Helsinki, pouvait à mes yeux contribuer à une entente européenne : j'aimerais bien répondre affirmativement, sans équivoque, mais je ne le peux pas.

p.370 Je ne peux que répéter ce que j'ai déjà dit hier : la chose la plus importante est que ce forum va avoir lieu, et que le processus de Helsinki, qui n'était pas sans difficultés, a pris un tournant vers la culture, et dans un pays de l'Europe de l'Est. Cela dit, son succès dépend beaucoup des délégations occidentales : vont-elles s'occuper de questions culturelles ou considèrent-elles cette rencontre comme un champ de bataille où régler des questions politiques ? De ce point de vue, inspiré par les propos que je viens d'entendre, il me semble que les pays neutres de l'Europe pourraient jouer un rôle important, je dirais même : remplir une mission.

M. JACEK WOZNIAKOWSKI : Si, à l'avenir, nous avons l'intention de revenir encore au problème européen, j'espère que nous renouerons avec ces jours si fructueux. Il me semble toutefois nécessaire d'approfondir notre réflexion sur trois points : d'abord, si nous avons assisté à un débat passionnant sur l'histoire de l'idée d'Europe telle qu'elle s'est développée en Occident, nous savons très peu de choses, en revanche, sur l'europhisme tel qu'il s'est développé en Europe de l'Est, en particulier sur la façon dont l'opinion publique a pu manifester son attachement à cette idée d'une Europe unie, par quels moyens elle l'a fait, et qui étaient ses porte-parole authentiques au long de ces années d'après-guerre.

Il serait à cet égard passionnant d'avoir une sorte d'historique parallèle à

L'Europe aujourd'hui

celui que vous avez tracé ici, centré sur cette idée qui, malgré tous les obstacles, toutes les difficultés, s'est également fait jour dans différents pays de l'Europe de l'Est.

Second point : la grande littérature européenne avait, me semble-t-il, pour centre les préoccupations qui nous ont absorbés ici. Je pense là non seulement aux romans qui comprennent dans leur titre le mot « Europe », mais surtout à la grande tradition romanesque qui va de Dostoïevski à Soljenitsyne en passant par Thomas Mann et son *Docteur Faust*, qui, au fond, est une réflexion continue et sur la place de l'Allemagne et sur celle du Mal dans l'histoire de l'Europe. Comment justifier, en effet, la tradition négative qui aboutit à l'hitlérisme ? Voilà un roman qui parle en permanence de l'Europe, et de ce problème central. Il y a comme cela de grands romans qui mériteraient peut-être un regard approfondi car, sans doute, ils nous ont habitués, eux, à réfléchir d'une certaine manière sur l'Europe.

Le troisième point, celui sur lequel je me permettrai de dire quelques mots de plus, c'est l'écologie : vous vous souvenez ainsi qu'André Glucksmann a parlé du fait que l'on s'unit plutôt contre que pour quelque chose. Le débat me semble, toutefois, assez vain car je crois qu'il s'agit là des deux revers d'une même médaille : quand on est pour quelque chose, comme on l'a bien vu ici, on est en même temps contre quelque chose d'autre, et quand on est contre quelque chose, on est pour autre chose... parce qu'il est impossible d'être purement contre, ou purement pour.

Or, l'écologie, c'est certainement l'un et l'autre : on est contre la pollution, contre la destruction de la nature, de l'environnement, des conditions de vie, etc. et pour une nature qui serait mieux préservée, un environnement qui serait plus humain, etc.

^{p.371} Dans notre partie de l'Europe, l'écologie n'est liée à aucun mouvement politique, à la différence du cas allemand. Néanmoins, le problème écologique se pose chez nous avec une acuité inimaginable en Europe occidentale.

Je ne connais pas les conditions en Hongrie de ce point de vue, mais je les connais assez bien en Pologne, dans la mesure où, au temps de Solidarité, nous avons fondé un club écologique qui a pu dévoiler un pan de vérité sur ces problèmes, vérité du reste catastrophique, tragique. Je les connais un peu en Tchécoslovaquie puisque j'ai eu l'occasion de visiter ce pays et de voir ce qui s'y

L'Europe aujourd'hui

passait. D'ailleurs, nous souffrons aussi bien des rejets des usines polonaises que des exhalaisons des usines tchèques, de l'eau polluée en Pologne, où coulent des rivières qui traversent, aussi, les territoires de nos voisins ; bref, je crois que nous vivons, déjà, au sein d'une catastrophe écologique.

Il faudrait se rendre compte de cette situation, et se souvenir qu'il y a des nuages écologiques qui traversent l'Europe entière sans se soucier des frontières, des rivières qui en font autant, et la Baltique, cette mer à demi-morte à présent, qui concerne tout de même pas mal de pays européens. Peut-être cette catastrophe écologique atteindra-t-elle, enfin, dans la conscience de tous les Européens un point de saturation tel que nous nous unirons tous contre la pollution, et pour quelque chose que nous serons contraints de faire ensemble ? En effet, dans le domaine de l'écologie, si l'on ne fait pas ensemble, on ne fait rien. Aussi bien je me demande si l'écologie ne sera pas, finalement, ce qui nous incitera à travailler ensemble d'une façon raisonnable afin de pouvoir respirer l'air de notre patrie commune, l'Europe, et boire son eau. Sinon, la situation peut, me semble-t-il, dégénérer très rapidement en une catastrophe qu'on imagine mal dans l'Europe entière.

M. JULIEN GRANDBOIS : Je suis professeur d'université et conseiller en gestion d'entreprise, ici, en Suisse, et je désire d'emblée vous féliciter pour ce feu sacré européen que vous avez si bien su nous faire partager. Toutefois, j'aimerais encore savoir comment, à vos yeux, la Suisse, neutre et fédéraliste, peut contribuer à la formation de la pensée génératrice et dynamique d'une nouvelle Europe.

Mme FAWZIA ASSAAD : Je voudrais, brièvement, vous raconter une histoire qui vaut aussi bien pour notre Moyen-Orient en guerre que pour l'Europe divisée. C'est l'histoire d'un sultan qui cherche un vizir pour gouverner son grand empire. Il envoie partout son crieur public qui proclame : « Celui d'entre vous qui pourra porter sur le dos un sac de jute plein de rats de Basra jusqu'à Bagdad, sera mon vizir. » Chacun s'essaye alors à le faire, mais après quelques pas, les rats rongent le sac de jute et en sortent. Un seul arrive pourtant jusqu'à Bagdad avec le sac sur le dos, plein de rats. Le sultan lui dit alors : « C'est merveilleux, vous serez mon vizir, mais vous allez d'abord me dire comment vous vous y êtes pris. »

L'Europe aujourd'hui

p.372 « La chose est très simple, répond l'homme, je secoue le sac, et les rats qui sont à l'intérieur se mettent à s'entre-dévorer, à s'accuser de tous les maux, bref, c'est la grande pagaille à l'intérieur du sac, tandis que j'avance. Puis, au bout de quelque temps, je sens qu'ils sont en train de s'organiser car tout est calme à l'intérieur du sac que je secoue à nouveau très fort : ils recommencent alors à s'entre-dévorer, et moi j'avance... »

Ce vizir, c'est peut-être le diable, mais aussi les deux grandes puissances qui se sont concertées pour se partager le monde à Yalta, qui continuent probablement à se concerter ! Malgré tout, nous espérons désespérément que, pour nous sortir de cette situation, l'Europe — qui est mieux organisée que nous et possède des cultures fortes — puisse s'organiser, y voir clair, et nous aider à nous sortir de ce sac de rats.

Ce que disait André Glucksmann des relations entre tiers-mondistes — les gens comme nous — et l'Europe, m'a paru tout à fait simpliste. Qu'il s'agisse là de relations de haine, ou d'envie, ce n'est pas vrai du tout ! Depuis deux siècles, du moins en ce qui concerne l'Égypte, l'Europe nous a servi de modèle. Pour les femmes encore plus que pour les hommes. Et ceux d'entre nous qui ont suivi ce modèle européen jusqu'au bout, sont devenus plus européens que les Européens eux-mêmes.

Toutefois, le modèle européen ne marche plus, il ne s'adapte plus aux masses. Aussi ce que nous aimerions, c'est que l'Europe change — comme le dit Jacques Freymond — de comportement, de modèle, qu'elle soit inventive et se cherche un nouvel idéal. L'Europe est, par définition, appelée à être internationale : Israël a partie liée avec le Moyen-Orient, l'Espagne a partie liée avec l'Amérique du Sud, l'Angleterre a partie liée avec l'Amérique du Nord, et avec tout son ancien empire colonial. Voilà pourquoi je tiens à remercier Jacques Freymond de son discours helvétique qui replace l'Europe à un niveau international.

M. NICOLAS TERTULIAN : Durant ces Rencontres, j'ai été frappé par le fait que les problèmes de la culture de l'Europe de l'Est aient été évoqués d'une façon plutôt sommaire. L'idée que je voudrais vous soumettre est qu'il faut faire attention, bien sûr, aux divergences et aux contradictions, mais aussi à la complémentarité existant entre les cultures qui se sont développées dans les

L'Europe aujourd'hui

deux parties de l'Europe, qu'il s'agisse de la philosophie, de la critique littéraire ou de la littérature elle-même qu'évoquait tout à l'heure Jacek Wozniakowski. Certaines tendances de la philosophie, par exemple, se sont développées dans les deux parties de l'Europe et justifient cette idée d'un dialogue et d'une complémentarité, s'il est vrai qu'il y a des différences qui peuvent s'avérer fécondes.

Ainsi, c'est dans les pays de l'Europe de l'Est qu'on relève des tentatives afin de réhabiliter, notamment, une ontologie moderne : Roman Ingarden, penseur polonais, a, par exemple, écrit un ouvrage sur le problème de l'existence du monde extérieur. De même, Georg Lukacs a élaboré, lui aussi, une ontologie sociale — tendance significative dans la mesure où les philosophes les plus importants de l'Europe de l'Ouest, Sartre, Heidegger, p.373 s'ils ont eu un penchant ontologique ont souvent été tentés de sous-estimer la valeur du principe de causalité objective dans leur réflexion. Or, je crois que, si on consulte certains ouvrages philosophiques produits en Europe de l'Est, on remarquera que cette dialectique entre téléologie et causalité est au centre de la réflexion de ces penseurs, comme d'autres. Il y a également des philosophes tchèques comme Karel Kosik ou Jan Patočka dont les travaux mériteraient d'être mieux connus pour arriver à ce dialogue, non seulement au niveau de la science ou de la technique, dont on a beaucoup parlé, mais aussi à son niveau le plus spéculatif, presque métaphysique.

Quant à la pratique littéraire, parlant dans une ville où l'école de Genève a développé une merveilleuse herméneutique, analyse de l'espace intérieur de l'œuvre ou de la relation critique, pour reprendre le titre de l'ouvrage de Jean Starobinski, je me contenterai de signaler que, dans les travaux développés durant les trois dernières décennies en Europe de l'Est, on trouve une herméneutique de l'œuvre littéraire qui essaie de montrer ce que j'appellerais une migration de l'extériorité socio-historique vers l'intériorité des œuvres. Cette osmose entre l'espace intérieur de l'œuvre littéraire, ou artistique, et son conditionnement, la façon dont l'œuvre assume cette extériorité dans sa pure immanence constitue une contribution significative venue des penseurs de l'Europe de l'Est. Sur ce plan également, l'idée d'une complémentarité des cultures dans le domaine de l'herméneutique littéraire se justifie.

Enfin, pour ce qui est du roman ou de la littérature en général, j'observe

L'Europe aujourd'hui

aujourd'hui une certaine tendance à la privatisation des thèmes dans certains romans occidentaux, en France notamment, tandis que le roman social a enregistré, en Europe de l'Est, les divers traumatismes que vivent ces pays, si bien qu'on a assisté à une résurrection et à une effervescence des romans à grande problématique, dans la tradition de Tolstoï ou de Thomas Mann. Certes, la tendance existe aussi en Europe de l'Ouest, qu'il s'agisse d'Heinrich Böll ou de Günter Grass, mais il y a aussi des particularités du roman dans les pays de l'Europe de l'Est qui mériteraient une réflexion plus approfondie sur le dialogue entre les deux cultures littéraires.

Voilà les quelques aspects que je voulais tout simplement signaler dans ce débat sur l'Europe aujourd'hui.

M. JEAN STAROBINSKI : Puisque vous m'avez — au passage — mis en cause, et très aimablement, j'aimerais brièvement ajouter la réflexion qui suit : dans la multiplicité des Europes dont nous avons parlé, il y en a une qui pourrait être la continuatrice de cette République des lettres à laquelle appartenaient Pierre Bayle ou Descartes autrefois. République des lettres ou République des savants qui, si elle ne s'identifiait pas avec les frontières nationales, a eu, aux XVII^e et XVIII^e siècles, le privilège de disposer d'une sorte de langue commune, le latin d'abord, puis le français. La difficulté est aujourd'hui qu'il faut apprendre la langue du voisin, ce qui ne va pas de soi. Et c'est avec inquiétude que je constate que la plupart des grandes nations de l'Europe occidentale ne pratiquent plus qu'un seul bilinguisme, à savoir leur propre langue, et l'anglais : si on peut ^{p.374} les croire trilingues, c'est qu'elles auront appris le Fortran, ou je ne sais quel autre langage des machines ! L'on n'entend plus la langue du voisin, du voisin immédiat, et il y a là, pour la constitution de cette Europe nouvelle, fût-ce de cette Europe partielle que représente la République des lettres, des obstacles qu'il ne faut pas se cacher.

Je souhaite autant que vous que des philosophes et romanciers qui, souvent, écrivent dans des conditions difficiles en Europe de l'Est, ne restent pas méconnus chez nous.

M. CLAUDE KNEPPER : Je remercie infiniment Nicolas Tertulian de son intervention sur les pays de l'Est car j'essaie, moi aussi, de nouer, avec quelques amis, des projets de recherche communs avec l'Allemagne de l'Est,

L'Europe aujourd'hui

pays très difficile d'accès et dont on a peu parlé jusqu'à maintenant.

Il a, en effet, beaucoup été question, durant ces Rencontres, de sciences, de technologies et de commerce mais fort peu de l'art, malheureusement, qui est une dimension majeure de la culture, si ce n'est culture tout court.

De même, il a été fort peu question ici de l'assimilation individuelle et sociale de l'évolution technologique. On entend beaucoup parler, par exemple, de menace nucléaire, de l'envahissement de l'informatique, sans se rendre compte du renforcement du sentiment d'impuissance qu'entretiennent, chez chacun d'entre nous, ces diverses menaces, chez les Européens notamment. C'est ainsi un truisme de rappeler que, justement, la génération des personnes qui ont aujourd'hui la quarantaine et plus se trouve désarmée face à l'informatique ; or, si l'on renforce cette menace sans donner plus d'éléments d'adaptation et de réflexion, l'on va, je crois, vers un renforcement de ce sentiment d'impuissance. Le public est saturé — Jacques Freymond l'a fort bien dit — par le sensationnel et l'angoisse dans laquelle le plongent ces divers défis technologiques d'autant que chacun n'est plus, désormais, qu'un simple maillon dans la production de ces technologies. Pourtant, dans la définition des nouveaux paradigmes sur lesquels repose le développement technologique aujourd'hui, les Européens ne sont pas absents : Prigogine travaille en Belgique ; Henri Atlan, en France et en Israël ; René Girard est un penseur français bien qu'il soit émigré aux Etats-Unis et qu'il fasse effectivement une trajectoire plus brillante, et dans de meilleures conditions de travail, qu'il ne l'aurait faite en France, mais il est Français ; Henri Laborit, lui aussi, est Français, et il travaille sur les comportements et les problèmes d'adaptation dont il a été question précédemment. Cette recherche, il faut absolument, à mon avis, la développer dans le sens de la création de valeurs nouvelles face aux différents défis technologiques qui se posent à nous.

Je pense, enfin, que l'art a un rôle important à jouer dans ce domaine d'autant qu'aujourd'hui, on parle beaucoup de temps hors travail ou de temps de loisir. Il ne faut pas, cependant, que ce loisir soit une simple échappatoire ou un monde de somnambules à la Huxley ; il faut, au contraire, que ce soit un temps où les hommes et les femmes qui, dans le ^{p.375} travail, ressentent une certaine impuissance face à la technologie, puissent créer par eux-mêmes, tranquillement, et avec patience, leur propre adaptation et leur créativité.

L'Europe aujourd'hui

M. CLAUDE HAEGI : Avant que Jacques Freymond n'apporte le mot de la fin, j'aimerais ne pas donner l'impression d'éluder un vœu qu'il a exprimé au terme de son exposé, lorsqu'il se demandait comment les autorités entendaient se comporter par rapport à cet engagement européen, après avoir souligné qu'il avait l'impression que nous autres Suisses, nous étions souvent sur notre balcon, regardant les choses de haut parce que nous nous sentions relativement peu concernés.

Durant cette semaine, un des débats de ces Rencontres Internationales a été consacré à l'Europe des régions. Vous m'avez rassuré, tout à l'heure, car il était important qu'au moment où vous concluez ces trentièmes Rencontres, on redise à quel point ces régions sont porteuses d'espoir.

En ce qui nous concerne, à Genève, l'Europe des régions, nous la vivons au quotidien et elle est plus que porteuse d'espoir : elle nous permet de dresser le constat de ce qu'il est possible de faire de chaque côté d'une frontière lorsqu'une communauté affiche la détermination qui est celle qui caractérise la Haute-Savoie comme Genève.

Il est important qu'au nom des autorités genevoises, je vous dise à quel point nous apprécions ce que vous réalisez dans le cadre de ces Rencontres Internationales.

Mais pensons plus particulièrement à l'Europe. Ayons une admiration — nous avons une admiration — toute particulière pour l'action développée à partir du Centre européen de la culture et de l'Institut d'études européennes. Les Genevois, c'est vrai, les oublient un peu et ont tendance à négliger cette dimension exceptionnelle, inévitable devrais-je dire, qu'est l'Europe.

Soyez rassuré, M. Freymond ; j'ose espérer que nous pourrons, au cours de ces prochains mois, faire la démonstration de notre intention de faire autre chose que de tenir des discours sur l'Europe. Et que nous pourrons, par certaines actions ponctuelles, vous offrir la plate-forme que vos activités méritent afin qu'à Genève, nous puissions plus souvent parler de cette Europe, marquée par l'humanisme auquel vous êtes tant attaché. Cet humanisme correspond à l'esprit de Genève ; puissions-nous le pratiquer désormais à la dimension européenne.

Nous sommes quelques-uns dans la cité de Calvin à être animés par cette

L'Europe aujourd'hui

volonté. En conjuguant nos efforts, peut-être pourrions-nous faire de Genève le rendez-vous permanent de cette Europe marquée par l'humanisme ?

M. JACQUES FREYMOND : Je commencerai par vous, M. Claude Haegi, pour vous dire que j'ai été très heureux de vous entendre, et que je ne suis pas du tout surpris du contenu et de la forme de votre déclaration. Si j'ai parlé explicitement du Centre européen de la culture, et non pas de l'Institut d'études européennes, c'est que l'Institut est consolidé au niveau de l'Etat tandis que le Centre européen de la culture — qui a été ^{p.376} fondé en 1949, il y a bientôt 40 ans — a une mission qui dépasse largement les frontières de la Suisse et est même la seule institution de dimension culturelle européenne, située en Suisse. Comme elle est située à Genève, j'ai à cœur de parler d'elle et d'affirmer qu'elle doit continuer à se développer.

Pour le reste, chacun a fait ses commentaires, et a ajouté une pierre à l'édifice que nous tentons de construire ensemble. Rassurez-vous, M. Tertulian : il y a quinze ans que je consacre une bonne partie de mon temps aux échanges culturels Est-Ouest. Je suis allé, à plusieurs reprises, dans les pays de l'est de l'Europe, et j'ai même recommandé à un moment donné la création d'un petit Unesco pour les Européens. Les derniers colloques que j'ai organisés moi-même sont au nombre de neuf, s'étalant sur dix ou douze ans. Autrement dit, la dimension culturelle des relations entre les pays de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, je m'en suis occupé abondamment. Mais aujourd'hui, je l'ai dit de façon très claire, je parlais de la menace qui vient du fait de la transformation des relations de l'Europe et du monde. Nous tirons donc à la même chaîne, nous travaillons dans le même esprit.

Je crois que ce qu'a dit Jacek Wozniakowski est fondamental : en effet, il y a à travailler non seulement à ce que j'appellerais, à la suite de Bertrand de Jouvenel, l'écologie politique internationale, mais cette discipline doit être, de plus, enseignée et pratiquée, et il y a même urgence que cela soit fait. Par conséquent, les universités d'Europe doivent, ici, prendre des initiatives et ne pas les laisser aux seuls laboratoires, aux seuls savants, aux seuls mouvements écologistes. Du reste, quand on considère l'importance du mouvement écologiste, il n'est pas surprenant qu'un homme comme Denis de Rougemont, qui lutte depuis toujours pour l'Europe, ait progressivement inclus dans son champ de vision la protection de l'environnement et l'écologie. Tout se tient, en

L'Europe aujourd'hui

effet, et je vous rejoins dans votre réflexion qui est, à mon avis, d'une importance considérable.

Je crois, Mme Assaad, que ce que vous avez dit est très juste, mais n'attendez pas de l'Europe qu'elle offre un modèle. Demandez plutôt aux Européens d'avoir un comportement cohérent. Et rappelez-vous la phrase que j'ai citée tout à l'heure : « L'Europe a fait vocation de vérité, alors qu'elle veuille bien ne pas récidiver dans la contradiction entre ce qu'elle désire et ce qu'elle fait. »

Voilà pourquoi j'ai été si dur, à un moment donné, à l'égard des comportements européens, car non seulement ils nous ont mis dans une situation dramatique par les problèmes qu'ils posent, mais ils nous ont encore enlevé notre autorité morale. Cela doit être corrigé, fût-ce à travers la recherche militaire dont nous parlions. On peut d'ailleurs également développer la science sans passer forcément par la recherche militaire : il est complètement faux de dire qu'il s'agit d'exploiter la recherche militaire pour faire avancer la science. On l'a vu à travers les guerres, mais ce n'est pas nécessaire. Et c'est dangereux, par-dessus le marché !

Je reviens, maintenant, à la première question qui m'a été posée : que pouvons-nous faire ? Les universités doivent, me semble-t-il, absolument intégrer cette dimension européenne dans leurs enseignements. Elles p.377 doivent le faire car, si nous ne créons que des instituts d'études européennes, nous ajoutons comment dirais-je ? — une île à d'autres îles. Il m'est arrivé de dire, en effet, que le jargon utilisé par les universitaires était tel que, finalement, les universités étaient constituées de tours d'ivoire juxtaposées. Les universités se sont peu à peu enfermées dans des spécialisations, dans des jargons, et l'on a complètement oublié qu'il doit y avoir des enseignements généraux. Des enseignements sur l'Europe doivent donc être introduits dans les diverses facultés. Et, pour ce faire, il faut mobiliser, et les étudiants, et les professeurs.

Lorsque, dans le très bon débat de mercredi, on a parlé des universités et de l'Europe, je dirais que ce qui m'a frappé, c'est que nous étions relativement peu de professeurs dans la salle. Je sais bien que les professeurs, en septembre, vont à des congrès dans leur spécialité, mais leur absence m'a surpris. Or, le danger qui pèse sur l'Europe est tel que nous devons, nous autres Européens,

L'Europe aujourd'hui

accorder une priorité, dans le domaine éducatif, à cette dimension européenne. Il faut une relance européenne qui se situe au niveau de la prise de conscience, non seulement des gouvernements, mais de chacun d'entre nous ; en effet, chacun des gestes que nous faisons a des conséquences sur l'environnement si bien que nos indifférences peuvent nous amener, à un moment donné, à nous trouver devant la situation tragique d'être ou bien un musée à ciel ouvert ou bien un champ de ruines.

M. JEAN STAROBINSKI : Je remercie très vivement Jacques Freymond pour cette dernière intervention dont j'ai admiré la fermeté, la vigueur et la lucidité.

En cette dernière séance des trentièmes Rencontres Internationales, de nouvelles perspectives se sont ouvertes, de nouvelles raisons d'inquiétude se sont précisées ; et, néanmoins, certains espoirs, avec l'effort qu'ils impliquent, nous sont apparus. Notre projet n'était pas de conclure, de *clore* les débats, mais de jeter un peu de lumière sur les possibles qui s'offrent à nous, et sans chercher de trop faciles assurances.

Mes remerciements vont à tous ceux qui ont participé à cette entreprise : conférenciers, invités, auditeurs. Un sujet comme le nôtre appelait de multiples voix, un dialogue à la mesure de la diversité que l'Europe veut préserver dans le souci de son unité. Si la chance veut que nous nous retrouvions, le souvenir de ces Rencontres, je l'espère, sera un signe de reconnaissance.

Notre dialogue a été écouté au loin. Cela nous est précieux. Et nous le devons au dévouement de la Radio-télévision suisse romande. J'en remercie tout particulièrement Jean-Fred Bourquin, ainsi que ses collaborateurs : Vera Florence, Georges Kleinmann. Grâce à eux, non seulement nos entretiens ont été transmis, mais d'autres dialogues se sont ajoutés aux nôtres, et je sais qu'ils ont prolongé nos débats de manière très efficace. Le public réel des Rencontres ne s'est donc pas limité à ceux qui se sont déplacés jusqu'à nos salles de conférences. Notre responsabilité s'en est trouvée accrue, mais c'est cela même que nous souhaitons.

^{p.378} Enfin, j'aimerais, très personnellement, et au nom de beaucoup d'autres, dire toute ma gratitude à Bernard Ducret à qui nous devons l'impeccable organisation de ces Rencontres, et surtout la très chaleureuse cordialité qui nous a été sensible au long de toute cette semaine. Nos

L'Europe aujourd'hui

remerciements vont aussi à l'équipe secrétariale qui entoure Bernard Ducret, et plus particulièrement à Mme Josiane Theubet.

Ces Rencontres ont été, en fait, le résultat d'un travail commun ; un très grand nombre de membres de notre Comité y ont contribué. Je me considère, tout compte fait, comme le porte-parole de ceux qui estiment que les hommes de formation et d'opinions différentes doivent se rencontrer afin d'exprimer et de défendre leurs idées, de prendre connaissance non seulement des opinions antagonistes, mais de la personne de leurs contradicteurs.

Voici terminée cette semaine de débats. Je lève donc la séance et vous donne rendez-vous aux prochaines Rencontres Internationales de Genève, dans deux ans.

@

INDEX

Participants aux conférences, entretiens et tables rondes

@

ANGELOPOULOS, Angelos, 365.
ASSAAD, Fawzia, 371.
BACZKO, Bronislaw, 15, 31.
BINDSCHIEDLER-ROBERT, Denise, 311, 336, 337.
BLANCHARD, Francis, 107.
BÖESCHENSTEIN, Bernard, 32, 33.
BOLDIZSAR, Ivan, **315**, 334, 336, 337, 369.
BOLIS, Luciano, 213, 218, 220, 222, 228, 231, 280.
BOSSHARD, Antoine, 35.
BROWNING, Alison, 112, 123, 130.
BRUGGMANN, Alexandre, 233, 246, 331.
BUSINO, Giovanni, 68, 85, 92.
CALOT, Gérard, 80.
CAMPAGNOLO-BOUVIER, Michelle, 154.
CERYCH, Ladislav, 119, 125, 130.
CHAVANNE, André, 37, 44, 48, 54, 59, 65, 67.
CHEVALIER, Pierre-Ami, 215, 219, 221.
CHEVALIAZ, Georges-André, 95, 105.
CUATRECASAS, Llibert, 44, 67.
DANZIN, André, 225, **256**, 281, 284, 298, 301.
DUCRET, Bernard, 161.
FELLI, Lucien, 50.
FREYMOND, Jacques, 332, **341**, 368, 369, 375.
FREYMOND, Jean-François, 34.
GALASSO, Giuseppe, 37, 65, 67.
GIARINI, Orio, 285, 289, 294, 298, 301, 305, 306, 307, 309.
GLUCKSMANN, André, 82, 86, 90.

L'Europe aujourd'hui

GOORMAGHTIGH, John, 284.
GRANDBOIS, Julien, 86, 371.
GUENIN, Marcel, 111, 119, 123, 125, 131.
HAEGI, Claude, 48, 67, 375.
HAYNAL, André, 287, 305, 309.
HOVE, Léon VAN, 294, 307.
KNEPPER, Claude, 374.
KODJO, Edem, **163**.
LUGON, Jérôme, 86.
MACCIOCCHI, Maria-Antonietta, 76, 89.
MAIRE, Jean, 85.
MBAYI-KALINDA, 85, 109.
MORIN, Edgar, 70, 90.
MURALT, André DE, 246.
PASSET, René, 290, 306, 308.
PAUKERT, Liba, 249.
PELLETIER, Gérard, **179**, 367.
PEÑALVER SIMÓ, Mariano, 120, 127, 251.
QUEVIT, Michel, 45.
RICQ, Charles, 59.
RIEBEN, Henri, 105.
RITTER, Jean-Pierre, 301, 308.
ROBERTS, John, 121, 128, 131.
SANSOT, Pierre, 226, 249, 333.
SCHOPPER, Herwig, 253, 280.
SCHWAMM, Henri, 209, 217, 218, 219, 223, 225, 228, 229, 230, 231.
SEGOND, Guy-Olivier, 214, 218, 219, 220, 223, 226, 229.
SPERNA WEILAND, Jan, 122, 128.
STAROBINSKI, Jean, 10, 11, 133, 248, 339, 365, 367, 373, 377.
STEVENIN, François, 54.
TERTULIAN, Nicolas, 249, 372.
VON THADDEN, Rudolf, **17**, 32, 33, 34, 35.
VEIL, Simone, **97**, 106, 107, 109.
VITTOZ, Bernard, 122, 129.

L'Europe aujourd'hui

WATANABE, Moriaki, **193**, 369.

WEDELL, George, 213, 218, 220, 221, 224, 228, 230.

WOZNIAKOWSKI, Jacek, **235**, 248, 251, 370.

*

Conférences : [von Thadden](#) – [Veil](#) – [Kodjo](#) – [Pelletier](#) – [Watanabe](#) – [Wozniakowski](#) – [Danzin](#) – [Boldizar](#) – [Freymond](#)

Entretiens : [von Thadden](#) – [Veil](#) – [Wozniakowski](#) – [Boldizar](#).

Tables rondes : [Régions](#) – [Conscience](#) – [Universités](#) – [Perspectives](#) – [Audiovisuel](#) – [Projet](#) – [Conférenciers](#).

@